

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115509630>

NEWS RELEASE

98-01

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD LAUNCHES EXTENSIVE CONSULTATION

OTTAWA, January 6, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, Mme Lucienne Robillard, made public today the report of the Legislative Review Advisory Group, entitled "**Not Just Numbers: A Canadian Framework for Future Immigration**", and has just launched public consultations on this report.

"A little more than a year ago, I asked this group to analyse the current legislative provisions regarding immigration and refugees to determine whether they remain sufficiently flexible and complete to provide an optimum response to emerging issues and migration trends.

First of all, I want to thank the chairperson of the Advisory Group, Mr. Robert Trempe, and the group's members, Ms. Susan Davis and Dr. Roslyn Kunin, for the diligence and enthusiasm they have shown in carrying out their mandate," the Minister said.

Mme Robillard intends to hold, beginning February 27, 1998, five consultation days, during which she will discuss with some sixty organizations in the immigration sector, as well as other sectors involved, the various issues examined in the report. These consultations will be taking place on February 27 in Vancouver, March 2 in Winnipeg, March 3 in Toronto, March 6 in Montreal and March 9 in Halifax.

"I hope that this document will serve as a foundation for widespread reflection and for discussion by all Canadians concerned and interested in these important issues," said the Minister.

All individuals and organizations wishing to be heard must communicate in writing, by February 6, with:

Mr. Renald Dussault
Secretariat, Legislative Review
Department of Citizenship and Immigration
Jean Edmonds Tower North
6th Floor
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581
E-mail: legrev@istar.ca



All individuals and organizations wishing to present written submissions or opinions have until March 9 to send the documents to the above address.

The Advisory Group was chaired by:

Robert Trempe, recently retired as Assistant Deputy Minister of the Quebec Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. He was formerly Assistant Secretary for Budgetary Policy for the Conseil du Trésor du Québec, and has been Deputy Minister for Linguistic Policy and Assistant Deputy Minister for the Ministère de l'Éducation.

The other members of the group were:

Susan Davis, has been a consultant to the Department of Citizenship and Immigration since 1995 under the Interchange Canada program. Prior to that, she was the National Executive Director of Jewish Immigrant Aid Services of Canada. While there, she was a member of the Ministerial Advisory Committee on Appointments to the Immigration and Refugee Board. From 1983 to 1988, she served as a member of the Refugee Status Advisory Committee. Ms. Davis has also worked as a Program Officer and a Protection Officer with the United Nations High Commissioner for Refugees from 1979 to 1983.

Dr. Roslyn Kunin, is Executive Director of the Laurier Institution Inc. and President of Roslyn Kunin & Associates Inc., an economic consulting firm. From 1973 to 1993, she worked as a Regional Economist with the former Employment and Immigration Canada. She has been Visiting Assistant Professor at the University of British Columbia and Simon Fraser University, and has published several papers on business immigration issues.

- 30 -

For copies of the report:
Fax: (613) 946-0581

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

For an interview with members of the Advisory Group:

David Manicom
Secretariat, Legislative Review
(613) 946-0570

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

BACKGROUND

PUBLIC CONSULTATIONS ON LEGISLATIVE REVIEW ADVISORY GROUP REPORT

Persons or groups wishing to present their views should advise the Legislative Review Secretariat between now and February 6, 1998. Groups or persons selected to participate in the public meetings must ensure that their written material is submitted by the day of the meeting, at the latest. Those who submit written material without participating in the meetings have until March 9, 1998, to forward their documents to the Secretariat.

The schedule for the presentation of oral briefs is as follows:

- February 27, 1998 Vancouver
- March 2, 1998 Winnipeg
- March 3, 1998 Toronto
- March 6, 1998 Montreal
- March 9, 1998 Halifax

Written briefs may be submitted to :

Mr. Renald Dussault
Secretariat, Legislative Review
Department of Citizenship and Immigration
Jean Edmonds Tower North
6th Floor
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581

E-Mail: legrev@istar.ca

FICHE D'INFORMATION

CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE RAPPORT DU GROUPE CONSULTATIF SUR LA RÉVISION DE LA LÉGISLATION

Les groupes ou les personnes qui désirent présenter leurs vues devront communiquer avec le Secrétaire de la Révision de la législation d'ici au 6 février 1998. Les groupes et personnes choisis pour participer aux audiences devront soumettre leur mémoire au plus tard le jour de l'audience. Ceux qui soumettront un mémoire sans participer aux audiences auront jusqu'au 9 mars 1998 pour faire parvenir leur mémoire au Secrétaire.

Le calendrier des consultations pour entendre les vues exprimées verbalement est le suivant :

- 27 février 1998
 - 2 mars 1998
 - 3 mars 1998
 - 6 mars 1998
 - 9 mars 1998
- Vancouver
Winnipeg
Toronto
Montréal
Halifax

Les mémoires peuvent être adressés à :

Monsieur Renald Dussault
Secrétariat, Révision de la législation
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Tour Jean Edmonds Nord
6^e étage,
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 1L1

Télécopieur : (613) 946-0581

Courrier électronique: legrevv@istar.ca

Les personnes et les organismes qui voudraient soumettre des mémoires ou des avis ont jusqu'au 9 mars pour les faire parvenir à la même adresse.

Le Groupe consultatif était présidé par :

Robert Trempe, a pris sa retraite, dernièrement, il exerçait les fonctions de sous-ministre adjoint au ministère québécois des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Il avait précédemment agi à titre de secrétaire adjoint aux politiques budgétaires du Conseil du Trésor, de sous-ministre chargé de la politique linguistique et de sous-ministre adjoint du ministère de l'Éducation.

Les autres membres du groupe étaient :

Susan Davis, travaille comme conseillère pour le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration depuis 1995, dans le cadre du programme Échanges Canada. Elle était auparavant directrice exécutive nationale des Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs. Elle a également siégé au Comité ministériel consultatif sur les nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. De 1983 à 1988, elle a fait partie du Comité consultatif du statut de réfugié. M^{me} Davis a également exercé les fonctions d'agent de programme et d'agent de protection auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de 1979 à 1983.

Roslyn Kuuin, Ph.D., est la directrice exécutive de l'Institution Laurier Inc. et présidente de la société Roslyn Kuuin & Associates, une maison d'experts-conseils en économie. De 1973 à 1993, elle a travaillé en tant qu'économiste régionale à Emploi et Immigration Canada. Elle a été également professeure adjointe invitée de l'Université de la Colombie-Britannique et de l'Université Simon Fraser. Elle a par ailleurs publié plusieurs articles sur des sujets liés à l'immigration des gens d'affaires.

- 30 -

Pour des copies du rapport :
Télécopieur : (613) 946-0581

Pour renseignements :
Pour entrevue avec les membres du Groupe consultatif :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064
David Manicom
Secrétariat, Révision de la législation
(613) 946-0570

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD LANCE UNE VASTE CONSULTATION

OTTAWA, le 6 janvier 1998 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a rendu public aujourd'hui le rapport du Groupe consultatif sur la révision de la législation intitulé : **Au-delà des chiffres : l'immigration de demain au Canada** et vient de lancer une consultation publique sur ce rapport.

«Il y a à peine plus d'un an que je confiais à ce Groupe le mandat d'analyser si les dispositions législatives actuelles concernant l'immigration et les réfugiés demeuraient suffisamment souples, complètes et optimales face aux nouvelles réalités et aux nouveaux mouvements migratoires émergents.

Je tiens, d'entrée de jeu, à remercier le président du Groupe consultatif, monsieur Robert Trempe et ses membres, mesdames Susan Davis et Roslyn Kunin, pour leur diligence et leur ardeur au travail,» a déclaré la Ministre.

Madame Robillard compte tenir, à compter du 27 février prochain, cinq journées de consultation, au cours desquelles elle discutera avec une soixantaine d'organismes appartenant autant au secteur de l'immigration qu'à d'autres secteurs qui s'intéressent aux différentes questions abordées dans le rapport. Cette activité se déroulera le 27 février à Vancouver, le 2 mars à Winnipeg, le 3 mars à Toronto, le 6 mars à Montréal et le 9 mars à Halifax.

«Je souhaite que ce document serve de base à une large réflexion et à une discussion de l'ensemble des Canadiennes et Canadiens préoccupés et intéressés par ces questions importantes,» a indiqué la Ministre.

Les personnes et les organismes qui veulent se faire entendre doivent communiquer par écrit, d'ici le 6 février, avec :

Monsieur Renald Dussault
Secrétariat, Révision de la législation
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Tour Jean Edmonds Nord
6^e étage
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 1L1

Télécopieur : (613) 946-0581

Courrier électronique: legrev@istar.ca



CAI
CI
-N26

NEWS RELEASE

98-02

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

OTTAWA, January 19, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of Reginald W. Lewis as Citizenship Judge in Ontario.

Reginald W. Lewis is a member of the Order of Canada and Chairman of Defence Construction (1951) Limited. Mr. Lewis is the former Chairman and Chief Executive Officer of the Toronto Economic Development Corporation (1986-1996), former Chairman of the Home Care Programme for Metropolitan Toronto (1984-1988), and former Chief of Reserves of the Canadian Armed Forces. He received the Centennial Medal in 1967 and was appointed Commander by Order of Military Merit in 1986.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

-30-

For information: Marie-José Reid
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-02

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 19 janvier 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Reginald W. Lewis au poste de juge de la citoyenneté en Ontario.

Reginald W. Lewis est membre de l'Ordre du Canada et président de Defence Construction (1951) Limited. M. Lewis a été président-directeur général de la Toronto Economic Development Corporation (1986-1996), président du Home Care Programme de la région métropolitaine de Toronto (1984-1988) et chef des réserves des Forces armées canadiennes. Il a reçu la Médaille du centenaire en 1967 et a été nommé commandeur de l'Ordre du mérite militaire en 1986.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils sont chargés de veiller au respect des modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Marie-José Reid
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-03

CAI
CI
- N36

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, January 19, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial advisory Committee process established in March 1995. They are:

Donald Gallaway, a Professor of Law at the University of Victoria; former Professor of Law at Queen's University; author and a former recipient of the Bora Laskin National Fellowship in Human Rights Research, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Anna Terrana, a former Executive Director to the Italian Cultural Centre Society; a past Administrator to the British Columbia Police Commission, and a former Member of Parliament, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division, and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Marie-José Reid
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

98-03

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, 19 janvier 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui deux nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Il s'agit de :

Donald Gallaway, professeur de droit à l'Université de Victoria, auparavant professeur de droit à l'Université Queen's, auteur et ancien récipiendaire de la Bourse canadienne Bora Laskin pour la recherche sur les droits de la personne, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Anna Terrana, auparavant directrice générale de la Italian Cultural Centre Society et administratrice à la British Columbia Police Commission, et ancienne parlementaire, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la Loi sur l'immigration, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission est chargée de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Marie-José Reid
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

CAI
-I
-N26

98-04

LUCIENNE ROBILLARD ANNOUNCES AN AGREEMENT BETWEEN CITIZENSHIP AND IMMIGRATION CANADA AND THE *DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC*

OTTAWA, January 21, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration Canada (CIC) and MP for Westmount-Ville-Marie, announced that an agreement has been signed between CIC and the *Directeur général des élections du Québec* (Chief Electoral Officer) on the transfer of information concerning new citizens. The agreement will allow new citizens to exercise their right to vote.

"I am happy that the Government of Canada is able to help the *Directeur général des élections du Québec* to establish the computerized permanent list of electors, which will include Quebec residents who have acquired Canadian citizenship since the last Quebec census in the fall of 1995," said Minister Robillard.

Canadian citizens affected by the agreement will have to give their express consent before personal information concerning them will be forwarded to the *Directeur général des élections du Québec*. Under the agreement, the parties are required to protect the confidentiality of the information transmitted.

The agreement will enable the *Directeur général des élections du Québec* to complete his verification work, since citizenship status is required to qualify as an elector. "This is an important contribution to the democratic process because it will help citizens exercise their fundamental right to vote," said the Minister. CIC will be modifying the form that new Canadian citizens will have to sign in order to give their consent for personal information concerning them to be transmitted to the *Directeur général des élections du Québec*. People who received their certificate of citizenship before the agreement was signed will receive a letter informing them how to register with the *Directeur général des élections du Québec*.

A similar agreement between CIC and the Chief Electoral Officer of Canada was signed on March 27, 1997.

-30-

Information:

Marie-José Reid
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-04

LUCIENNE ROBILLARD ANNONCE UNE ENTENTE ENTRE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

OTTAWA, le 21 janvier 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC) et députée de Westmount-Ville-Marie, annonce qu'une entente est intervenue entre CIC et le Directeur général des élections du Québec sur le transfert de renseignements sur les nouveaux citoyens. Cette entente permettra aux nouveaux citoyens d'exercer leur droit de vote.

« C'est avec plaisir que le gouvernement du Canada collabore avec le Directeur général des élections du Québec à l'établissement de la liste électorale permanente informatisée des Québécoises et Québécois ayant qualité d'électeur dans cette province, y inclus les résidentes et résidents québécois qui ont acquis la citoyenneté canadienne depuis le dernier recensement québécois, à l'automne 1995 », a déclaré la Ministre.

Les citoyens canadiens concernés devront, dans chaque cas, autoriser expressément la communication de renseignements personnels au Directeur général des élections du Québec. Aux termes de l'entente, chacune des parties concernées est tenue de protéger la confidentialité des renseignements faisant l'objet d'une communication.

L'entente permet ainsi au Directeur général des élections du Québec de compléter son travail de vérification étant donné que la qualité d'électeur se fonde notamment sur le statut de citoyen canadien. « Ceci est un apport important au processus démocratique car il facilitera l'exercice du droit fondamental qu'est le droit de vote », a précisé la Ministre. CIC modifiera donc le formulaire que doivent signer les nouveaux citoyens canadiens pour confirmer leur consentement à la communication desdits renseignements au Directeur général des élections du Québec. Dans le cas des personnes ayant reçu leur certificat de citoyenneté avant la conclusion de cette entente, on leur adressera une lettre les informant des procédures à suivre pour s'inscrire auprès du Directeur général des élections du Québec.

Une entente similaire avec le Directeur général des élections du Canada et CIC a été conclue le 27 mars 1997.

-30-

Renseignements :

Marie-José Reid
Secrétaire de presse par intérim
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-05

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD ADDS THREE MORE SESSIONS OF PUBLIC CONSULTATIONS

OTTAWA, February 2, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced three additional public hearing days in the schedule of consultations planned to allow Canadians to respond to the report of the Legislative Review Advisory Group, entitled "**Not Just Numbers: A Canadian Framework for Future Immigration**".

"My goal is to ensure as many interested individuals and organizations as possible, within the limited time frame available to me, are offered the opportunity to present their written comments. Canadians are concerned about the future of immigration in Canada and I want to hear their views," the Minister said.

The Advisory Group report, made public on January 6, has captured the interest of the Canadian public. Almost 8,000 copies of the report have been sent to Canadians. More than 30,000 visits to the legislative review section of the Citizenship and Immigration Canada Website have been recorded to date.

Minister Robillard will hold public hearings in five cities across Canada beginning February 27, 1998. The consultations will be taking place on February 27 and 28 in Vancouver, March 2 in Winnipeg, March 3 and 4 in Toronto, March 6 and 7 in Montreal and March 9 in Halifax. An additional day has been added in Vancouver, Toronto and Montreal. The location of the hearings in each city is identified in the attached background.

On January 23, Minister Robillard asked the President of the Standing Committee on Citizenship and Immigration, Mr. Stan Drominsky, to follow up on Recommendation 155 of the Advisory Group report. Recommendation 155 is as follows:

Given the high level of public concern and the need to restore public confidence in detention and removal from Canada, these issues should be referred to the House of Commons Standing Committee on Citizenship and Immigration for consideration.

"I am in agreement with the Advisory Group that the Standing Committee's input would be invaluable, and I would be very grateful if the Committee would examine this recommendation in detail, and provide me with its opinion and advice. I have invited the public to comment on the Advisory Group's report by making written submissions by March 9, 1998. In light of this, I hope that the Committee can undertake this work as a priority so that its findings are received early enough to be incorporated into the next phase of this initiative," the Minister wrote to Mr. Drominsky.



In closing, all individuals and organizations wishing to be heard are reminded that they must communicate their intention in writing by February 6, to:

Mr. Renald Dussault
Legislative Review Secretariat
Department of Citizenship and Immigration
Jean Edmonds Tower North
6th Floor
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581
E-mail: legrev@istar.ca

All individuals and organizations wishing to present written submissions or opinions have until March 9 to send their submissions by mail, fax or e-mail to the above addresses/number.

- 30 -

To obtain copies of the report:
Fax: (613) 946-0581

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
Public Affairs
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

BACKGROUNDER

PUBLIC CONSULTATIONS ON LEGISLATIVE REVIEW ADVISORY GROUP REPORT

Persons or groups wishing to present their views in person at one of the hearings must advise the Legislative Review Secretariat by February 6, 1998. Groups or persons selected to participate in the public hearings must ensure that their written material is submitted by the day of the hearing, at the latest. Those who submit written material without participating in the hearings have until March 9, 1998, to forward their documents to the Secretariat.

The schedule for the presentation of oral briefs is as follows:

- Friday, February 27, 1998 - Vancouver
Waterfront Centre Hotel
900 Canada Place Way
- Saturday, February 28, 1998 - Vancouver
same location
- Monday, March 2, 1998 - Winnipeg
Hotel Fort Garry
222 Broadway
- Tuesday, March 3, 1998 - Toronto
Metro Toronto Convention Centre
222 Bremner Blvd.
- Wednesday, March 4, 1998 - Toronto
same location
- Friday, March 6, 1998 - Montreal
Hôtel Le Centre Sheraton
1201, boul. René-Lévesque Ouest
- Saturday, March 7, 1998 - Montreal
same location
- Monday, March 9, 1998 - Halifax
The Westin Nova Scotian Hotel
1181 Hollis Street

Written briefs may be submitted to :

Mr. Renald Dussault
Legislative Review Secretariat
Department of Citizenship and Immigration
Jean Edmonds Tower North
6th Floor
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581

E-Mail: legrev@istar.ca

Out-of-province participants in the public hearings who are volunteers or who represent a not-for-profit organization may be reimbursed for their travel costs. Enquiries may be made to the above address.

Les mémoires peuvent être envoyés à :

M. Renald Dussault
Secrétariat de la révision de la législation
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Tour Jean-Edmonds Nord
6^e étage
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 1L1

Fax : (613) 946-0581

Courrier électronique : legrev@istar.ca

Les participants aux réunions publiques venant d'une autre province, qui sont des bénévoles ou qui représentent un organisme sans but lucratif, peuvent se faire rembourser leurs frais de déplacement. Ils peuvent obtenir des renseignements à ce sujet à l'adresse ci-dessus.

DOCUMENT D'INFORMATION

CONSULTATIONS PUBLIQUES SUR LE RAPPORT DU
GROUPE CONSULTATIF SUR LA RÉVISION DE LA LÉGISLATION

Les personnes qui veulent se présenter à l'une des réunions publiques pour faire connaître leur point de vue doivent en informer le Secrétariat de la révision de la législation d'ici le 6 février 1998. Les groupes ou personnes sélectionnées pour participer à ces réunions doivent remettre leur mémoire au plus tard le jour de la réunion. Ceux qui veulent présenter un mémoire sans participer aux réunions ont jusqu'au 9 mars 1998 pour faire parvenir le document au Secrétariat.

Voici le calendrier des réunions publiques où seront présentés les exposés oraux :

- Vendredi, 27 février 1998 - Vancouver
Waterfront Centre Hotel
900 Canada Place Way

- Samedi, 28 février 1998 - Vancouver
même endroit

- Lundi, 2 mars 1998 - Winnipeg
Hotel Fort Garry
222 Broadway

- Mardi, 3 mars 1998 - Toronto
Metro Toronto Convention Centre
222 Bremner Blvd.

- Mercredi, 4 mars 1998 - Toronto
même endroit

- Vendredi, 6 mars 1998 - Montréal
Hôtel Le Centre Sheraton
1201, boul. René-Lévesque Ouest

- Samedi, 7 mars 1998 - Montréal
même endroit

- Lundi, 9 mars 1998 - Halifax
The Westin Nova Scotian Hotel
1181 Hollis Street

Finalement, madame Robillard veut profiter de l'occasion pour lancer un nouvel appel à tous les intéressés. Les particuliers et les organisations qui veulent faire un exposé oral doivent faire leur intention, par écrit, avant le 6 février à :

M. Renald Dussault
Secrétariat de la révision de la législation
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Tour Jean-Edmonds Nord
6^e étage
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581

Courrier électronique : legrev@istar.ca

Tous les particuliers et organisations qui veulent présenter un mémoire ont jusqu'au 9 mars pour l'envoyer à l'adresse ci-dessus.

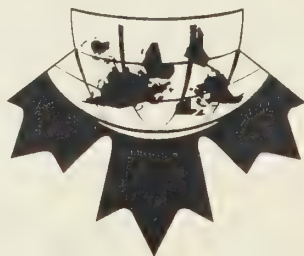
- 30 -

Pour obtenir des copies du rapport :
Fax : (613) 946-0581

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064
Denis Boucher
Relations avec les médias
Affaires publiques
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



LA MINISTRE ROBILARD AJOUTE TROIS SESSIONS DE CONSULTATION

OTTAWA, le 2 février 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui l'ajout de trois jours de réunions publiques dans le cadre des consultations menées auprès des Canadiens et des Canadiennes pour entendre leur réaction au rapport du Groupe consultatif sur la révision de la législation, intitulé « Au-delà des chiffres : l'immigration de demain au Canada ».

« Je veux que le plus grand nombre possible de particuliers et d'organisations aient la possibilité de présenter un mémoire dans le bref délai dont nous disposons. L'avenir de l'immigration au Canada préoccupe les Canadiens et les Canadiennes, et je tiens à connaître leur point de vue », a déclaré la Ministre.

Le rapport du Groupe consultatif, rendu public le 6 janvier, suscite l'intérêt de la population. Près de 8 000 copies du document ont été distribuées et plus de 30 000 personnes ont déjà consulté la section du site Internet de Citoyenneté et Immigration Canada réservée à la révision de la législation.

Madame Robillard tiendra des réunions publiques dans cinq villes, à compter du 27 février 1998. Elles auront lieu les 27 et 28 février à Vancouver, le 2 mars à Winnipeg, les 3 et 4 mars à Toronto, les 6 et 7 mars à Montréal et le 9 mars à Halifax. Une journée supplémentaire a donc été ajoutée à Vancouver, à Toronto et à Montréal. Le lieu des réunions est indiqué dans le document d'information ci-joint.

Le 23 janvier, Madame Robillard a demandé au président du Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Stan Drominsky, de donner suite à la recommandation 155 du rapport du Groupe consultatif, qui est la suivante :

Comme les ordonnances de détention et d'expulsion du Canada suscitent beaucoup d'intérêt et qu'il est nécessaire de rétablir la confiance du public dans leur efficacité, la question devrait être déferée au Comité permanent de la Chambre des communes sur la citoyenneté et l'immigration pour examen.

La Ministre a écrit à M. Drominsky : « Comme le Groupe consultatif, je pense que la contribution du Comité permanent sera précieuse, et je lui serais reconnaissante d'examiner cette recommandation à fond et de me donner son avis et des conseils. J'ai invité le public à faire part de ses observations sur le rapport du Groupe consultatif en soumettant des mémoires d'ici le 9 mars 1998. J'espère donc que le Comité pourra accorder la priorité à cette étude afin qu'il nous fasse part de ses conclusions à temps pour que nous puissions en tenir compte à la prochaine étape du processus de révision de la législation. »





NEWS RELEASE

CAI
CI
-N26

98-07

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD ANNOUNCES CITATION FOR CITIZENSHIP WINNERS

OTTAWA, February 3, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, Mme Lucienne Robillard, today announced the names of individuals and organizations that have been selected to receive the Citizenship and Immigration Canada Citation for Citizenship.

The recipients of the 1997 Citation for Citizenship are:

- MOSAIC, Vancouver, British Columbia
- the Mennonite Centre for Newcomers, Edmonton, Alberta
- the Regina Open Door Society Inc., Regina, Saskatchewan
- Dr. Beryle Mae Jones, Winnipeg, Manitoba
- John and Mary Gilbride, Barrie, Ontario
- PROMIS (Promotion - Integration - Société nouvelle), Montreal, Quebec
- St. James United Church and St. Gertrude's Roman Catholic Church, Woodstock, New Brunswick (shared award)
- Ms Chai Chu Thompson, Halifax, Nova Scotia

"The integration of newcomers and new citizens of Canada is a cornerstone of our development as a nation. It is a two-way process in which newcomers adapt to their new home and Canadians reach out to assist them," said Madame Robillard. "The Citation for Citizenship pays tribute to the outstanding accomplishments of those who have demonstrated vision and generosity of spirit towards new Canadians."

These Citation for Citizenship recipients provide counselling, language training and a wide range of other community services to new immigrants to Canada. A profile of these winners, each of whom was nominated by a member of their community, is attached. The awards will be presented at local community ceremonies during Citizenship and Heritage Week, February 9-16.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Profiles of Citation for Citizenship Recipients for 1997.

British Columbia - (Vancouver) - MOSAIC

As its name implies, MOSAIC provides a wide variety of services to newcomer immigrants and refugees, including interpretation, orientation, employment training, family programs and community development, at a community-based level. Their services started over 25 years ago and continue to assist Canadians in so many fundamental ways.

Alberta - (Edmonton) - Mennonite Centre for Newcomers

The Mennonite Centre for Newcomers (MCN) in Edmonton has provided assistance to new Canadians since 1981. Through its Community Service programs the MCN provides assistance to isolated immigrant seniors, and newcomers who are survivors of trauma and torture in their community of origin. The MCN also provides employment counselling and experience programs to aid newcomers in finding employment. Also provided to newcomers through the MCN is a comprehensive ESL (English as a Second Language) program aimed at allowing newcomers to improve their communication skills.

Saskatchewan - (Regina) - Regina Open Door Society Inc.

Established in 1976, the Regina Open Door Society has been providing a large number of programs for a variety of people. These include: programs for isolated seniors, a reception house, the HOST program, creative support programs for non-traditional refugees, citizenship classes, summer programs for young children, and workshops on cross-cultural understanding.

Manitoba - (Winnipeg) - Dr. Beryle Mae Jones

Since immigrating to Canada in 1973, Dr. Jones has spent much of her time showing her pride in Canada. As a member of the Citizenship Council of Manitoba Dr. Jones has been actively involved in citizenship issues in her community for many years. Among her long list of achievements, Dr. Jones was a founding president of the Immigrant Women's Association of Manitoba, and worked to develop the first Language Bank in Canada. Currently, Dr. Jones is teaching at the University of Winnipeg, while working in her spare time to assist immigrant women and develop education programs for immigrant adults and youth.

Ontario - (Barrie) - John and Mary Gilbride

Beginning in the early 1980's, the Gilbride's saw the need to assist newcomers to Canada, specifically the Vietnamese refugees in their Parish. Since that time the Gilbride's have been involved in a variety of initiatives designed to aid refugees and local immigrants. Among these are the co-founding of InterFaith, a church group to aid refugees, opening the Barrie Welcome Centre for local immigrants, teaching English as a second language, and providing love and encouragement to those who needed it most.

Quebec- (Montreal) - PROMIS (Promotion - Integration - Société nouvelle)

Since its founding in 1988 in the Côtes-des-Neiges district of Montreal, PROMIS has supported the integration of newcomers and refugees and has worked to promote justice and human rights. This year alone, over 10,000 people have benefited from the services of PROMIS; this has been made possible through its large pool of over 240 volunteers who participate in its many programs including language training, family support program, cultural and social programs.

New Brunswick - (Woodstock) - St. James United Church and St. Gertrude's Roman Catholic Church

Cooperative spirit and the ability to work in harmony were two of the reasons that the St. James United Church and St. Gertrude's Roman Catholic Church were able to work together to sponsor three Bosnian refugee families. Through the hard work and commitment of many volunteers, community donations and partial government assistance, enough money was raised to furnish apartments and provide financial aid to each of the families sponsored. Although their financial commitment of one year is now over, both Parishes continue to support these families in many other ways.

Nova Scotia - (Halifax) - Chai Chu Thompson

Since immigrating to Canada during the 1960s, Chai Chu Thompson has spent countless hours working to fight racism and act as a role model to Chinese Canadians. Ms. Thompson has helped to found many organizations designed to assist newcomers. Among these was the first Immigrant Women's Shelter Project in Metropolitan Toronto. Chai Chu has also given her time to teach ESL to various immigrant groups. Currently much of her time is spent working with the Metro Halifax Universal Shelter Association, which provides shelter to families escaping abusive situations.

Ontario - (Barrie) - John et Mary Gilbride

Au début des années 1980, M. et M^{me} Gilbride ont senti le besoin d'aider les nouveaux arrivants au Canada, notamment les réfugiés vietnamiens de leur paroisse. Depuis ce temps, ils aident les réfugiés et les immigrants dans leur collectivité dans le cadre de diverses initiatives. Par exemple, ils ont fondé le groupe InterFaith (organisme paroissial d'aide aux réfugiés) et mis en place le centre d'accueil de Barrie pour les immigrants locaux; en outre, ils donnent des cours d'anglais langue seconde et offrent leur amitié et leurs encouragements aux personnes qui en ont le plus besoin.

Québec - (Montréal) - PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)

Depuis sa création en 1988 dans le quartier Côte-des-Neiges de Montréal, PROMIS a contribué à l'intégration de nouveaux arrivants et de réfugiés et s'est donné pour tâche de promouvoir la justice et les droits de la personne. Au cours de cette année seulement, plus de 10 000 personnes ont profité des services de PROMIS, grâce aux 240 bénévoles qui participent aux nombreux programmes, dont les cours de langue, le programme de soutien des familles, ainsi que les programmes sociaux et culturels.

Nouveau-Brunswick - (Woodstock) - Église unie St. James et Église catholique romaine St. Gertrude

L'esprit de collaboration et la capacité de travailler en harmonie sont deux des raisons qui ont permis à l'église unie St. James et à l'église catholique romaine St. Gertrude de collaborer en vue de parrainer trois familles de réfugiés bosniaques. Grâce au travail et à l'engagement de nombreux bénévoles, ainsi qu'à l'aide du gouvernement, suffisamment de fonds ont été amassés dans la collectivité pour subvenir aux besoins des trois familles nécessaires. À l'aide des dons recueillis auprès des membres de la collectivité, le groupe a pu meubler des appartements et fournir un soutien financier à chacune des familles parrainées. Bien que l'engagement financier d'un an soit échu, les paroisses continuent d'offrir du soutien à ces familles de bien d'autres façons.

Nouvelle-Écosse - (Halifax) - Chai Chu Thompson

Depuis son immigration au Canada au cours des années 1960, Chai Chu Thompson s'est fait un devoir de lutter contre le racisme et de servir de modèle aux Canadiennes d'origine chinoise. M^{me} Thompson a aidé à mettre sur pied bon nombre d'organismes ayant pour but d'aider les nouveaux arrivants, dont la première maison d'hébergement pour immigrants battues de la région métropolitaine de Toronto. M^{me} Thompson a également donné des cours d'anglais langue seconde à divers groupes d'immigrants. Actuellement, elle consacre la majeure partie de son temps à la Metro Halifax Universal Shelter Association, où peuvent se réfugier les familles qui fuient des situations de violence.

Profil des récipiendaires de 1997 d'un certificat du mérite civique

Colombie-Britannique - (Vancouver) - MOSAIC

Comme son nom l'indique, l'organisme MOSAIC offre, au niveau local, une vaste gamme de services aux nouveaux arrivants, aux immigrants et aux réfugiés, dont des services d'interprétation, d'orientation, de formation professionnelle, de développement communautaire et de soutien des familles. Cet organisme à l'oeuvre depuis plus de 25 ans continue d'aider les Canadiens en leur offrant des ressources diversifiées et fondamentales.

Alberta - (Edmonton) - Mennonite Centre for Newcomers

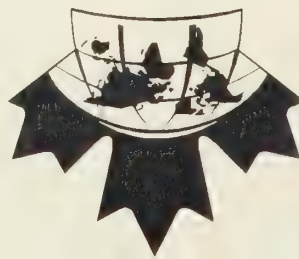
Le Mennonite Centre for Newcomers (MCN), qui est situé à Edmonton, offre des services aux néo-Canadiens depuis 1981. Au moyen de son programme de services communautaires, le MCN vient en aide aux immigrants âgés isolés et aux nouveaux arrivants qui ont subi des traumatismes et ont été victimes de torture dans leur pays d'origine. Le MCN offre également aux nouveaux arrivants des programmes d'orientation professionnelle et d'acquisition d'expérience qui les aideront à trouver un emploi. Un programme complet de cours d'anglais langue seconde leur permettra d'accroître leur capacité à communiquer.

Saskatchewan - (Regina) - Regina Open Door Society Inc.

Depuis 1976, la Regina Open Door Society offre un grand nombre de programmes et de services à diverses personnes, notamment : des programmes pour les personnes âgées isolées, une maison d'accueil, le Programme d'accueil, des programmes de soutien innovateurs à l'intention des réfugiés non conventionnels, des cours visant l'obtention de la citoyenneté, des programmes d'être destinés aux jeunes enfants et des ateliers de sensibilisation aux différences culturelles.

Manitoba - (Winnipeg) - M^{me} Beryl Mae Jones, Ph.D.

Depuis son immigration au Canada en 1973, M^{me} Jones s'est fait un devoir de témoigner sa fierté à l'égard du Canada. En sa qualité de membre du Conseil manitobain de la citoyenneté, M^{me} Jones a participé activement pendant de nombreuses années, au sein de sa collectivité, à des activités liées à la citoyenneté. Voici certaines de ses réalisations : elle a été la présidente-fondatrice de la Immigrant Women's Association of Manitoba, puis elle a concentré beaucoup d'efforts à la mise en place de la première base de données sur les langues au Canada. À l'heure actuelle, M^{me} Jones est professeur à la University of Winnipeg et, dans ses moments libres, elle aide les immigrants et élabore des programmes d'enseignement pour les immigrants adultes et les jeunes immigrants.



LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD DÉVOILE LE NOMDES RÉCIPENDAIRES DU CERTIFICAT DU MÉRITE CIVIQUE

OTTAWA, le 3 février 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a dévoilé aujourd'hui le nom des personnes et des organismes qui recevront un certificat du mérite civique de Citoyenneté et Immigration Canada.

Les récipiendaires du certificat pour l'année 1997 sont :

- MOSAIC, Vancouver (Colombie-Britannique)
- the Mennonite Centre for Newcomers, Edmonton (Alberta)
- the Regina Open Door Society Inc., Regina (Saskatchewan)
- Mme Beryle Mae Jones, Winnipeg (Manitoba)
- M. John et Mme Mary Gilbride, Barrie (Ontario)
- PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle), Montréal (Québec)
- St. James United Church et St. Gertrude's Roman Catholic Church (co-récipiendaires), Woodstock (Nouveau-Brunswick)
- Mme Chai Chu Thompson, Halifax (Nouvelle-Ecosse)

« L'intégration des nouveaux arrivants et des nouveaux citoyens au Canada est la pierre angulaire de notre évolution en tant que peuple. Il s'agit d'un processus qui exige à la fois des nouveaux arrivants qu'ils s'adaptent à leur nouveau pays, et des Canadiens qu'ils leur tendent la main pour les aider à y arriver, a déclaré madame Robillard. Le certificat du mérite civique rend hommage à ceux qui ont fait preuve de générosité et d'ouverture d'esprit envers les nouveaux Canadiens et se sont dévoués à leur service. »

Ces récipiendaires prodiguent des conseils, offrent de la formation linguistique et un large éventail d'autres services communautaires aux nouveaux immigrants. Vous trouverez ci-joint un profil de chacun des récipiendaires, dont les candidatures ont toutes été proposées par un membre de leur collectivité. Les certificats seront décernés à l'occasion de cérémonies locales qui se tiendront dans le cadre de la Semaine de la Citoyenneté et du patrimoine, du 9 au 16 février 1998.

- 30 -

Information :

Eric Tétrault
Secrétaire de presse
Bureau de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

CAI
CI
-N26

98-08

ADJOURNMENT OF DISCUSSIONS BETWEEN CANADA AND THE UNITED STATES ON RESPONSIBILITY-SHARING FOR ASYLUM SEEKERS.

OTTAWA, February 5, 1998 - The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, having consulted with Ms. Janet Reno, Attorney-General of the United States of America, today announced that negotiations on a Memorandum of Agreement on responsibility-sharing for asylum seekers will not be pursued at this time.

These negotiations were part of the framework of the Canada United States Accord on our Shared Border announced on February 24, 1995.

Major legislative changes to the U.S. Immigration and Naturalization Act in 1996 amended American refugee procedures. Given the significant implementation challenges arising from these changes for the U.S. asylum system, the two governments recognize a precise time frame for the implementation of a Memorandum of Agreement on this matter was not a realistic option for a foreseeable future.

The negotiations would not have affected either country's refugee status determination system. Their purpose was to conclude a bilateral agreement that would have reinforced the international refugee protection system by requiring persons seeking asylum to do so at the earliest reasonable opportunity, i.e : in the country of first arrival, rather than by-passing opportunities for effective protection in order to reach a destination of choice.

Mme Robillard said that "a bilateral agreement with appropriate protection safeguards is the preferred option but it is by no means the only way to give effect to responsibility-sharing principles already contained in Canadian law".

The issue of responsibility-sharing for refugee claimants is but one of the topics under discussion during the Legislative Review consultations on immigration matters, currently under way.

Nevertheless, border management discussions with the American government are progressing on other fronts, notably on joint cooperation on overseas immigration control activities and information and technology sharing on cross-border movements.

-30-

For information : Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
Public Affairs
(613) 941-7047

Visit our Internet site : <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-08

SUSPENSION DES DISCUSSIONS CONCERNANT LE PARTAGE DES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EXAMEN DES REVENDICATIONS DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 5 février 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, après en avoir discuté avec Mme Janet Reno, procureure générale des États-Unis, a annoncé aujourd'hui que les négociations sur le partage des responsabilités en matière d'examen des revendications du statut de réfugié ont été suspendues.

Ces négociations s'inscrivaient dans le cadre de l'*Accord entre le Canada et les États-Unis sur la frontière commune*, annoncé le 24 février 1995.

D'importantes modifications ont été apportées à la législation américaine en matière d'immigration et de naturalisation (*Immigration and Naturalization Act*) en 1996, qui ont eu pour effet de modifier les procédures touchant les réfugiés dans ce pays. Étant donné les difficultés de mise en application que représentent ces modifications pour le processus américain d'admission des réfugiés, il est devenu évident qu'il n'était pas réaliste d'établir un calendrier précis de mise en oeuvre d'un Protocole d'entente à cet égard dans un avenir prévisible.

Ces négociations n'auraient eu aucune incidence sur le système de détermination du statut de réfugié de l'un ou l'autre pays. Elles visaient à conclure une entente bilatérale destinée à renforcer le dispositif international de protection des réfugiés en obligeant les demandeurs à chercher asile dans le premier des deux pays dans lequel ils arrivent, plutôt que d'ignorer cette première protection dans le but d'atteindre la destination de leur choix.

Madame Robillard a déclaré qu'un « accord bilatéral comportant des clauses de protection appropriées constituait l'option privilégiée, mais n'était nullement le seul moyen d'appliquer le principe du partage des responsabilités déjà prévu dans la législation canadienne. D'ailleurs, la question du partage des responsabilités à l'égard des demandeurs du statut de réfugié est l'une des nombreuses questions abordées dans le cadre des consultations sur la Révision de la législation en matière d'immigration. »

Néanmoins, d'autres dossiers progressent très bien, notamment en ce qui concerne la coopération entre les deux pays au chapitre des activités de contrôle de l'immigration à l'étranger, et également en ce qui concerne le partage de l'information et de la technologie aux fins du contrôle des mouvements à la frontière.

-30-

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Relations avec les médias
Affaires publiques
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

CAI
CI
-N26

98-09

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, February 13, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal. They are:

Marie-Andrée Lalonde-Morisset, a former media officer for the Canadian Institute for International Peace and Security and a former policy advisor for the Department of Communications, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division where she has served since 1990.

Bernard Sivak, who has practised law in Montreal and is a member of the Bar in the Province of Quebec, has been reappointed as a coordinating member of the Convention Refugee Determination Division where he has served since 1989.

Kofi Sordzi, a French teacher for new Canadians, a member of the Board from 1990 to 1994, and from 1996 until the present, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division, and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-09

RENOUVELLEMENT DE NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, 13 février 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal. Il s'agit des personnes suivantes :

Marie-Andrée Lalonde-Morisset, auparavant agente de liaison avec les médias à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et ancienne conseillère en politiques au ministère des Communications, a été nommée pour un nouveau mandat à la Section du statut de réfugié où elle est en fonction depuis 1990.

Bernard Sivak, qui a pratiqué le droit à Montréal et est membre du Barreau du Québec, a été nommé pour un nouveau mandat à titre de commissaire coordonnateur à la Section du statut de réfugié où il est en fonction depuis 1989.

Kofi Sordzi, qui enseigne le français aux nouveaux Canadiens, et qui a été commissaire à la CISR de 1990 à 1994, et de 1996 jusqu'à maintenant, a été nommé pour un nouveau mandat à la Section du statut de réfugié.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la Loi sur l'immigration, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission est chargée de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-10

REVIEW OF IMMIGRATION LEGISLATION: 10 DAYS OF CONSULTATIONS PLANNED

OTTAWA, February 13, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced a detailed schedule for the planned public hearings surrounding the review of immigration legislation.

In response to the demand by Canadians, the new schedule offers two additional days of hearings which will be held in Edmonton and in Ottawa, as announced this morning in the House of Commons by Minister Robillard.

The attached backgrounder details the cities and dates for the public hearings. Individuals and groups to be heard have already sent their requests to the Legislative Review Secretariat. In addition, all individuals and organizations who wish to offer their views are invited to send their written submissions by March 9, 1998 to:

Mr. Renald Dussault
Legislative Review Secretariat
Department of Citizenship and Immigration
Jean Edmonds Tower North
6th Floor
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581
E-mail: legrev@istar.ca

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
Public Affairs
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



BACKGROUNDER

PUBLIC CONSULTATIONS ON LEGISLATIVE REVIEW ADVISORY GROUP REPORT

The schedule for the presentation of oral briefs is as follows:

- Friday, February 27, 1998 - Vancouver
- Saturday, February 28, 1998 - Vancouver
- Sunday , March 1, 1998 - Edmonton
- Monday, March 2, 1998 - Winnipeg
- Tuesday, March 3, 1998 - Toronto
- Wednesday, March 4, 1998 - Toronto
- Friday, March 6, 1998 - Montreal
- Saturday, March 7, 1998 - Montreal
- Monday, March 9, 1998 - Halifax
- Wednesday, March 11, 1998 - Ottawa

DOCUMENT D'INFORMATION

CONSULTATIONS PUBLIQUES SUR LE RAPPORT DU
GROUPE CONSULTATIF SUR LA RÉVISION DE LA LÉGISLATION

Voici le calendrier des réunions publiques où seront présentées les exposés oraux :

- Vendredi, 27 février 1998 - Vancouver
- Samedi, 28 février 1998 - Vancouver
- Dimanche, 1 mars 1998 - Edmonton
- Lundi, 2 mars 1998 - Winnipeg
- Mardi, 3 mars 1998 - Toronto
- Mercredi, 4 mars 1998 - Toronto
- Vendredi, 6 mars 1998 - Montréal
- Samedi, 7 mars 1998 - Montréal
- Lundi, 9 mars 1998 - Halifax
- Mercredi, 11 mars 1998 - Ottawa

RÉVISION DE LA LOI DE L'IMMIGRATION : 10 JOURS DE CONSULTATIONS

OTTAWA le 13 février 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount Ville-Marie, a publié aujourd'hui le calendrier détaillé des réunions prévues à ce jour, dans le cadre des consultations portant sur la révision de la législation sur l'immigration.

Pour répondre à la demande des Canadiens et des Canadiennes, le nouveau calendrier offre deux journées additionnelles d'audiences qui se dérouleront à Edmonton et à Ottawa, tel qu'annoncé en Chambre des Communes ce matin par Mme Robillard.

Vous trouverez en annexe le calendrier de ces consultations ainsi que la liste des villes où elles se dérouleront. Les personnes et groupes qui seront entendus ont déjà fait parvenir leur demande auprès du Secréariat de la révision de la législation. Par ailleurs, tous les particuliers et organisations qui veulent présenter un mémoire ont jusqu'au 9 mars pour le faire parvenir à l'adresse suivante :

M. Renald Dussault
Secréariat de la révision de la législation
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Tour Jean-Edmonds Nord
6^e étage
300, rue Slater
OTTAWA (Ontario)
K1A 1L1

Télécopieur : (613) 946-0581
Courriel : legrev@listar.ca

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064
Denis Boucher
Relation avec les médias
Affaires publiques
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-13

CONCLUSION OF THE III- REGIONAL CONFERENCE ON MIGRATION

OTTAWA, February 27, 1998 -- Today the III Regional Conference on Migration concluded with the issuance of a Joint Communiqué and an updated Plan of Action. This year's meeting was hosted by Canada.

The Regional Consultation Group on Migration is a process through which the ten countries of North and Central discuss the full range of international migration issues. Vice-ministers (known in Canada as deputy ministers) met in Ottawa February 26 and 27 and were welcomed by Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration.

Prior to the Conference, there was a meeting February 24 and 25 of the Regional Consultation Group, comprised of government migration experts.

There are presently ten member countries. They are: Belize, Canada, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama and the United States. The Group was founded in 1996 in the city of Puebla, Mexico. It has no organizational staff and is not linked to any other organization.

During the Vice-Ministerial Conference, delegates had an opportunity to hear presentations by representatives of non-governmental organizations from nine of the ten member countries who were also meeting in Ottawa this week to discuss migration issues.

In addition to the ten member countries, some other countries and international organizations were invited as observers. They were: Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Jamaica, Peru, UNHCR (United Nations High Commission for Refugees), ECLAC (Economic Commission for Latin America and the Caribbean) and the IOM (International Organisation for Migration).

The purpose of the conference was to build on the Plan of Action adopted at last year's Vice-Ministerial Conference in Panama. After analysing the degree to which the Plan's goals have been achieved, the Vice-Ministers agreed on the inclusion of a number of new activities and at realizing the objectives of the Plan.

Attached is the Joint Communiqué issued by the Conference and the updated Plan of Action that it agreed upon.

- 30 -

For Information: René Mercier
Media Relations
(613) 941-7042



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

JOINT COMMUNIQUÉ

III REGIONAL CONFERENCE ON MIGRATION

The III Regional Conference on Migration was held in Ottawa, Canada, on February 26 and 27, 1998, with the participation of Belize, Canada, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama and the United States of America.

Representatives of the International Organization for Migration (IOM), the Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) participated as observers. Representatives of Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Jamaica and Peru also participated as observers.

The Vice-Ministers took the opportunity to engage in an intensive exchange of ideas, views and experiences related to issues of common interest to all member countries of the Conference, such as human rights, links between migration and development, combating illegal migrant trafficking, technical cooperation, and the return and reintegration of migrants.

The Vice-Ministers expressed their satisfaction with the advances made by the Regional Conference on Migration with respect to its institutionalization and consolidation. They all agreed that this regional forum should be strengthened and promoted as an opportunity for dialogue, understanding and cooperation on an issue of fundamental importance. In this regard, the Vice-Ministers exchanged ideas on areas of cooperation, such as sharing timely and sufficient information on returned migrants, and technical support to strengthen migration management.

The Vice-Ministers expressed their satisfaction with the actions undertaken to implement the Plan of Action adopted in Panama in 1997, including the following:

1. The progress made at the meeting of the Regional Consultation Group held in San José, Costa Rica, in November 1997. The governments expressed their appreciation to the Government of Costa Rica for organizing and hosting the meeting.
2. The holding of the Seminar on Combating Illegal Migrant Trafficking, in Managua, Nicaragua, in January 1998, whose conclusions and recommendations were helpful in the further development of the Plan of Action. The Vice-Ministers expressed their appreciation to the Government of Nicaragua and the IOM for the organization and results of the seminar.
3. The meeting to be held in Washington, USA, on April 23 and 24, 1998, on migration policy and human rights, with the participation of immigration authorities, foreign ministries, other government agencies concerned with human rights, international organizations and non-governmental organizations (NGOs).
4. The workshop to be held in Mexico City on May 21 and 22, 1998, on the issue of migration and development, with the participation of migration authorities, foreign ministries, other government agencies and international agencies, as well as academic institutions concerned.

The Vice-Ministers agreed that in the next meeting of the Regional Consultation Group the recommendations emanating from the different seminars and studies mandated in the Plan of Action be analyzed, in order to present for its consideration at the IV Regional Conference on Migration the tasks to be incorporated in the Plan of Action for 1999-2000.

The Vice-Ministers had an opportunity to meet with representatives from NGOs interested in migration issues, to consider ways that these organizations could assist in the implementation of the Plan of Action. Participating NGOs are from Canada, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama and the United States of America.

After analyzing the degree to which goals of the Action Plan had been achieved, the Vice-Ministers agreed on the inclusion of new activities aimed at realizing the objectives of the Plan, in particular that of holding a seminar in Honduras, with the support of IOM, in November 1998, on the return of regional and extra-regional migrants, and the reintegration of regional migrants. Another important activity will be a seminar for the exchange of experiences in the area of consular protection and assistance, which is scheduled to take place in Guatemala during the first quarter of 1999.

The Vice-Ministers acknowledged with great sympathy the request submitted by the Dominican Republic to become a member of the Regional Conference on Migration. However, they identified a need for criteria for the acceptance of new members before reaching a decision, and therefore instructed the Regional Consultation Group to develop such criteria before its next meeting. These criteria are to include conditions for new memberships, as well as rules governing the participation of observers.

The participating delegations congratulated and thanked the Government of Canada for the excellent organization of the Conference and for its warm hospitality. They acknowledged the need to continue and strengthen the constructive dialogue which has characterized this forum.

The governments decided to hold a meeting of the Regional Consultation Group in Canada in the fall of 1998. They also decided to hold the IV Regional Conference on Migration in the city of San Salvador, El Salvador, in the first quarter of 1999. The government of El Salvador, for this purpose will request logistical support from the IOM. To this meeting, they agreed to invite as observers the countries of Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Jamaica, Peru, the Inter-American Development Bank (IDB), IOM, UNHCR, ECLAC and the United Nations Population Division.

OTTAWA, FEBRUARY 27, 1998

**III REGIONAL CONFERENCE ON MIGRATION
OTTAWA - FEBRUARY 26-27, 1998
PLAN OF ACTION**

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>MIGRATION POLICIES</u>	FORMULATION, REVIEW, AND IMPLEMENTATION OF A NATIONAL MIGRATION POLICY BASED ON NATIONAL INTERESTS, THE DYNAMIC OF THE PHENOMENON OF MIGRATION AND THE COMMITMENTS AGREED UPON AT THE REGIONAL CONFERENCE ON MIGRATION HELD IN PUEBLA, MEXICO.	CARRY OUT A COMPARATIVE ANALYSIS OF THE MIGRATION POLICIES OF THE COUNTRIES OF THE REGION.	- CONSIDER IN THE REGIONAL CONSULTATION GROUP THE STUDIES REQUESTED OF IOM BY THE INTERAMERICAN CONFERENCE OF LABOR MINISTERS.	FOURTH QUARTER OF 1998
	EXCHANGE OF INFORMATION ON MIGRATION POLICIES AND LEGISLATION.	CONSIDER AND, WHERE APPROPRIATE, ENCOURAGE CONSULTATIONS PRIOR TO THE ADOPTION OF IMMIGRATION MEASURES WHICH MAY AFFECT COUNTRIES IN THE REGION, PARTICULARLY STATES WITH COMMON BORDERS, WITH FULL RESPECT FOR THE SOVEREIGNTY OF EACH STATE.	- GOVERNMENTS WILL PROVIDE WRITTEN REPORTS AT EACH REGIONAL CONSULTATION GROUP MEETING ABOUT PROPOSED AND/OR EFFECTED CHANGES IN MIGRATION POLICY, LEGISLATION AND REGULATIONS	CONTINUOUS
	IDENTIFICATION OF MINIMUM STANDARDS RELATED TO THE ISSUANCE, INFORMATION CONTAINED IN, AND SECURITY CONTROL OF TRAVEL DOCUMENTS, AT THE REGIONAL LEVEL.	ANALYZE EXISTING CRITERIA IN REGARD TO MINIMUM STANDARDS RELATED TO THE INFORMATION CONTAINED IN, ISSUANCE, AND SECURITY OF TRAVEL DOCUMENTS, AT THE REGIONAL LEVEL.	- HOLD A SEMINAR WORKSHOP TO ANALYZE THE SUBJECT.	COMPLETED MANAGUA JANUARY 1998
<u>MIGRATION POLICIES</u> (con-t.)			- CANADA AND/OR THE US IN ACCORDANCE WITH THE RECOMMENDATIONS OF THE MANAGUA TRAFFICKING SEMINAR WILL CARRY OUT AT LEAST ONE SESSION IN EACH OF THE OTHER MEMBER COUNTRIES RELATED TO DOCUMENT SECURITY AND CONTROL.	DURING 1998 CANADA/USA

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>LINK BETWEEN DEVELOPMENT AND MIGRATION</u>	TO PROMOTE BETTER UNDERSTANDING OF REGIONAL MIGRATION PHENOMENA THROUGH AN OBJECTIVE LONG-TERM COMPREHENSIVE APPROACH CONCERNING THE ORIGINS, MANIFESTATION AND EFFECTS OF MIGRATION IN THE REGION.	REQUEST THE IOM AND ECLAC TO CARRY OUT A STUDY AT THE REGIONAL LEVEL ON THE LINKS BETWEEN DEVELOPMENT AND MIGRATION.	- ORGANIZES A SEMINAR WORKSHOP ON DEVELOPMENT AND MIGRATION, WITH THE PARTICIPATION OF MIGRATION AUTHORITIES, OTHER RELEVANT GOVERNMENT AGENCIES OF THE REGION, RELEVANT INTERNATIONAL ORGANIZATIONS AND RELEVANT ACADEMIC INSTITUTIONS.-	TO TAKE PLACE IN MEXICO MAY 21-22, 1998

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>TO COMBAT MIGRANT TRAFFICKING.</u>	TO STRENGTHEN THE FIGHT AGAINST MIGRANT TRAFFICKING WITH THE AIM TO ERADICATE IT.	ENCOURAGE THE GOVERNMENTS OF THE REGION TO INCLUDE IN THEIR LEGISLATION THE CHARACTERIZATION OF MIGRANT TRAFFICKING AS A CRIMINAL OFFENSE.	- ORGANIZE A SEMINAR WORKSHOP UNDER THE AUSPICES OF IOM ABOUT MIGRANT TRAFFICKING WITH THE PARTICIPATION OF REGIONAL COUNTRIES OF SOUTH AMERICA AND THE CARIBBEAN. - EACH COUNTRY WILL REPORT IN WRITING ANNUALLY ON THE ACHIEVEMENTS, PROGRESS AND CHALLENGES IN THE EXECUTION OF LAWS RELATED TO MIGRANT TRAFFICKING	COMPLETED IN JANUARY 1998, IN NICARAGUA
			REPORTS WILL BE SUBMITTED TO THE HOST COUNTRY OF THE UPCOMING VICE- MINISTERIAL CONFERENCE BY THE END OF EACH PRECEDING CALENDAR YEAR BY MAY 31, 1998	
			- GOVERNMENTS WILL PROVIDE NECESSARY INFORMATION TO IOM TO ESTABLISH A MATRIX TO COMPARE EXISTING LEGISLATION IN THE MEMBER STATES, RELATED TO MIGRANT TRAFFICKING - IOM WILL COMPLETE THE MATRIX	
				BY SEPTEMBER 30, 1998

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>TO COMBAT MIGRANT TRAFFICKING</u> (Con=f)	TO PROMOTE INFORMATION EXCHANGE FOR THE COMBAT OF MIGRANT TRAFFICKING.	ESTABLISH A REGIONAL NETWORK OF LIAISON OFFICERS TO EXCHANGE REGULAR INFORMATION ON MIGRANT TRAFFICKING.	- NOTIFY THE GOVERNMENTS OF THE REGION THE NAMES OF THE OFFICERS RESPONSIBLE FOR THIS DUTY.	NOT LATER THAN JUNE 1, 1997
			- DESIGN A FORM TO STANDARDIZE ELEMENTS OF INFORMATION ON MIGRANT TRAFFICKING TO BE EXCHANGED BY OFFICERS RESPONSIBLE	ION TO COMPLETE BY MARCH 31, 1998.
			- USINS WILL BE RESPONSIBLE FOR MAINTAINING AND DISSEMINATING AN UPDATED LIST OF OFFICIALS RESPONSIBLE FOR THE EXCHANGE OF INFORMATION ON MIGRANT TRAFFICKING.	CONTINUOUS
	TO PROMOTE A BETTER COMPREHENSION AND SOCIETAL AWARENESS ABOUT THE NEGATIVE EFFECTS OF MIGRANT TRAFFICKING.	DISSEMINATE THROUGH VARIOUS MEANS THE RESULTS OF EFFORTS AND PROGRAMS TO PREVENT MIGRANT TRAFFICKING.	- PERIODIC PUBLICATION OF SUCCESSFUL RESULTS OF OPERATIONS AND LEGAL PROCEEDINGS AGAINST MIGRANT TRAFFICKERS	
			- PROMOTE, AS FAR AS POSSIBLE, FORA TO DISSEMINATE AND DISCUSS, AT NATIONAL AND/OR REGIONAL LEVELS THE EXTENT AND CONSEQUENCES OF THE CRIME OF MIGRANT TRAFFICKING.	

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>INTERNATIONAL COOPERATION FOR THE RETURN OF EXTRA-REGIONAL MIGRANTS</u>	INTERNATIONAL COOPERATION FOR THE RETURN OF EXTRA-REGIONAL MIGRANTS	STRENGTHEN CHANNELS OF COMMUNICATION AMONG THE GOVERNMENTS AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS FOR THE IMPLEMENTATION OF NECESSARY MEASURES TO DEAL WITH THE ACTUAL SITUATION OF MIGRANTS, WITH THE AIM TO FACILITATE AND EXPEDITE THE PROCESS OF THEIR RETURN.		
		FOSTER THE EXCHANGE OF INFORMATION RELATED TO THE PROCEDURES THAT HAVE PROVEN EFFECTIVE FOR THE RETURN OF MIGRANTS.		
		EXPLORE WAYS TO FINANCE THE RETURN OF MIGRANTS, INCLUDING THROUGH INTERNATIONAL ORGANIZATIONS.	- REQUEST THAT IOM DESIGN A PROJECT FOR THE VOLUNTARY RETURN OF EXTRA-REGIONAL MIGRANTS WHICH PROVIDES FOR THEIR PROPER CARE DURING THEIR STAY IN THE COUNTRIES OF THE REGION.	DRAFT FEBRUARY 1998
			- MEMBER COUNTRIES WILL SUBMIT THEIR COMMENTS ON THE IOM DRAFT PROPOSAL	BY APRIL 30, 1998
	DEVELOP A REGIONAL STRATEGY AND APPROACH FOR FACILITATING THE RETURN OF MIGRANTS IN IRREGULAR SITUATIONS.	ESTABLISH A JOINT AND COOPERATIVE APPROACH TO AIR CARRIERS TO REDUCE FEES AND FACILITATE RETURNS.		
		WORK THROUGH DIPLOMATIC CHANNELS TO SECURE TRAVEL DOCUMENTS WITH COUNTRIES OUTSIDE THE REGION TO ENSURE COMPLIANCE WITH INTERNATIONAL OBLIGATIONS TO ACCEPT THE RETURN OF THEIR NATIONALS.		

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>HUMAN RIGHTS</u>	FULL RESPECT FOR EXISTING PROVISIONS ON HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS, IRRESPECTIVE OF THEIR IMMIGRATION STATUS, AS DEFINED IN THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS OF 1948 AND OTHER RELEVANT INTERNATIONAL INSTRUMENTS.	ADOPTION OF REGIONAL COOPERATIVE MEASURES TO PREVENT AND TO FIGHT AGAINST VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS.	- DISTRIBUTION, BY EACH GOVERNMENT, OF INFORMATION TO DIPLOMATIC AND CONSULAR MISSIONS AND TO RELEVANT GOVERNMENT AUTHORITIES AT THE NATIONAL LEVELS.	
		DISSEMINATION AND DISTRIBUTION OF INFORMATION REGARDING HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS, INCLUDING REFUGEES, IN ORDER TO ENHANCE PUBLIC AWARENESS, AS A WAY OF PROMOTING RESPECT FOR THEIR DIGNITY AND COUNTERACTING ANTI-IMMIGRANT ATTITUDES AND ERADICATING ILLEGAL ACTS TARGETING IMMIGRANTS		
		APPROPRIATE TREATMENT FOR MIGRANTS IRRESPECTIVE OF THEIR IMMIGRATION STATUS GIVING PARTICULAR ATTENTION TO THE SPECIAL NEEDS OF WOMEN AND CHILDREN, THE ELDERLY, AND THE DISABLED, INCLUDING THEIR PROTECTION.	- TRAINING OF RELEVANT OFFICIALS.	
		PROMOTE REGIONAL CONSULTATIVE FORA REGARDING CONSULAR PROTECTION OF MIGRANTS, BETWEEN CONSULAR AND IMMIGRATION AUTHORITIES.	- HOLD A SEMINAR FOR THE EXCHANGE OF EXPERIENCE-ON CONSULAR PROTECTION AND ASSISTANCE	GUATEMALA FIRST QUARTER OF 1999

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>HUMAN RIGHTS</u> (Con-t)		PROMOTE REGIONAL MEETINGS AMONG MIGRATION AUTHORITIES, FOREIGN AFFAIRS MINISTRIES, AND THE OFFICES AND OTHER GOVERNMENTAL BODIES RESPONSIBLE FOR HUMAN RIGHTS, AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS INTERESTED IN THE DEFENSE OF THE HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS.	- MEETING CONCERNING MIGRATION POLICY AND HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS, AMONG MIGRATION AUTHORITIES, FOREIGN AFFAIRS MINISTRIES, AND THE OFFICES AND OTHER GOVERNMENTAL BODIES RESPONSIBLE FOR HUMAN RIGHTS, AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS.	WASHINGTON APRIL 23-24 1998
	ENSURE INTERNATIONAL PROTECTION OF REFUGEES	EMPHASIZE THE FUNDAMENTAL DIFFERENCE BETWEEN THE PROTECTION ACCORDED UNDER INTERNATIONAL LAW ON THE ONE HAND TO REFUGEES AND ON THE OTHER HAND TO OTHER MIGRANTS.	- CONSIDER THE ADVISABILITY OF ENACTING NATIONAL LEGISLATION OR OTHER LEGALLY BINDING MEASURES REGARDING REFUGEES	
			- CONSIDER THE ADVISABILITY OF ESTABLISHING A NATIONAL COMMISSION FOR THE DETERMINATION OF REFUGEE STATUS	
			- WITH THE SUPPORT OF THE UNHCR, TRAIN IMMIGRATION OFFICERS AND BORDER POLICE ON NATIONAL LEGISLATION AND THE RIGHTS OF REFUGEES	

SUBJECTS	OBJECTIVES	ACTION FOR IMPLEMENTATION	ACTIVITIES	EXECUTION SCHEDULE
<u>TECHNICAL COOPERATION</u>	TO EQUIP AND MODERNIZE INFORMATION CONTROL AND SECURITY SYSTEMS.	ACQUISITION OF SPECIALIZED EQUIPMENT.	- EXPLORE THE POSSIBILITIES FOR INTERNATIONAL COOPERATION.	
	TO HAVE PROFESSIONALLY TRAINED PERSONNEL IN GOVERNMENT AGENCIES WORKING ON MIGRATION ISSUES.	TRAINING OF OFFICIALS IN MIGRATION POLICY AND PROCEDURES.	- HOLD SPECIALIZED COURSES IN MIGRATION SUBJECTS AND FOREIGN LANGUAGES.	
			- IN ACCORDANCE WITH THE RECOMMENDATION OF THE MANAGUA SEMINAR ON TRAFFICKING, EACH COUNTRY WILL IDENTIFY PRIORITIES AND THEMES FOR TRAINING PROGRAMS, IN ORDER TO DESIGN AND CONDUCT SEVERAL PROGRAMS, COURSES AND WORKSHOPS FOR MIGRATION PERSONNEL	CANADA TO COORDINATE BY MARCH 31, 1998
	REINTEGRATION OF REPATRIATED MIGRANTS.	DEVELOPMENT OF PROJECTS FOR THE SOCIAL AND WORKFORCE REINTEGRATION OF MIGRANTS.	- REQUEST IOM TO DEVELOP A PROJECT	
			- HOLD A SEMINAR ON THE RETURN OF REGIONAL AND EXTRAREGIONAL MIGRANTS AND ON THE REINTEGRATION INTO THEIR HOME SOCIETY OF REGIONAL MIGRANTS	HONDURAS NOVEMBER 1998

SUJET	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXÉCUTION
COOPÉRATION TECHNIQUE	1. S'ÉQUIPER DE SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ET DE CONTRÔLE DE L'INFORMATION ET LES MODERNISER. 2. AVOIR DU PERSONNEL SPÉCIALEMENT FORMÉ DANS LES AGENCES GOUVERNEMENTALES S'OCCUPANT DE QUESTIONS MIGRATOIRES.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ.	- EXAMINER LES POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE. - ORGANISER DES COURS SPÉCIALISÉS SUR LES MIGRATIONS ET LES LANGUES ÉTRANGÈRES.	
			- CONFORMÉMENT À LA RECOMMANDATION DE L'ATELIER DE MANAGUA SUR LE TRAFIC, CHAQUE PAYS ÉTABLIRA DES PRIORITÉS ET DES SUJETS DE FORMATION AFIN D'ÉLABORER ET DE TENIR PLUSIEURS PROGRAMMES, COURS ET ATELIERS À L'INTENTION DU PERSONNEL DE L'IMMIGRATION.	LE CANADA ASSURERA LA COORDINATION AU PLUS TARD LE 31 MARS 1998
	3. RÉINTÉGRATION DES MIGRANTS RAPATRIÉS.	DÉVELOPPEMENT DE PROJETS EN VUE DE LA RÉINTÉGRATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS.	DEMANDER À L'OIM DE DÉVELOPPER UN PROJET.	
			ORGANISER UN ATELIER SUR LE RENVOI DE MIGRANTS RÉGIONAUX ET EXTRA-RÉGIONAUX ET SUR LA RÉINTÉGRATION DE MIGRANTS RÉGIONAUX.	HONDURAS NOVEMBRE 1998

SUJET	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXECUTION
DROITS DE L'HOMME (suite)		PROMOUVOIR DES RENCONTRES RÉGIONALES ENTRE LES AUTORITÉS RESPONSABLES DES MIGRATIONS, LES MINISTÈRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LES BUREAUX ET AUTRES ENTITÉS GOUVERNEMENTALES RESPONSABLES DES DROITS DE L'HOMME, ET LES ORGANISMES NON GOUVERNEMENTAUX DE DÉFENSE DES DROITS DES MIGRANTS.	- RENCONTRE SUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE ET LES DROITS DES MIGRANTS ENTRE LES AUTORITÉS RESPONSABLES DES MIGRATIONS, LES MINISTÈRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LES BUREAUX ET AUTRES ENTITÉS GOUVERNEMENTALES RESPONSABLES DES DROITS DE L'HOMME ET LES ORGANISMES NON GOUVERNEMENTAUX.	A WASHINGTON 23-24 AVRIL 1998
	2. VEILLER À LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS SUR LE PLAN INTERNATIONAL	BIEN FAIRE RESSORTIR LA DISTINCTION FONDAMENTALE ENTRE LA PROTECTION ACCORDÉE EN VERTU DU DROIT INTERNATIONAL AUX RÉFUGIÉS ET AUX AUTRES MIGRANTS.	- EXAMINER L'OPPORTUNITÉ D'ADOPTER UNE LÉGISLATION NATIONALE OU D'AUTRES MESURES AYANT FORCE OBLIGATOIRE AU SUJET DES RÉFUGIÉS.	
			- EXAMINER L'OPPORTUNITÉ D'ÉTABLIR UNE COMMISSION NATIONALE POUR LA DÉTERMINATION DU STATUT DE RÉFUGIÉ.	
			- AVEC L'AIDE DU HCR, FORMER LES AGENTS D'IMMIGRATION ET LA POLICE FRONTALIÈRE SUR LA LÉGISLATION NATIONALE ET SUR LES DROITS DES RÉFUGIÉS.	

SUJET	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXÉCUTION
DROITS DE L'HOMME	1. PLEIN RESPECT DES DISPOSITIONS ACTUELLES SUR LES DROITS DES MIGRANTS, QUEL QUE SOIT LEUR STATUT AU REGARD DE L'IMMIGRATION, COMME ILS SONT DÉFINIS DANS LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DE 1948 ET DANS D'AUTRES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX PERTINENTS.	ADOPTION DE MESURES DE COOPÉRATION RÉGIONALE POUR EMPÊCHER LES VIOLATIONS DES DROITS DES MIGRANTS ET POUR LUTTER CONTRE CELLES-CI.	- DIFFUSION PAR CHAQUE GOUVERNEMENT, DE L'INFORMATION AUX MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ET AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES CONCERNÉES À L'ÉCHELLE NATIONALE.	
		DIFFUSION DE L'INFORMATION SUR LES DROITS DES MIGRANTS, Y COMPRIS DES RÉFUGIÉS, AFIN DE MIEUX RENSEIGNER LE PUBLIC ET DE PROMOUVOIR AINSI LE RESPECT DE LEUR DIGNITÉ, DE NEUTRALISER LES ATTITUDES ANTI-IMMIGRANTS ET D'ÉLIMINER LES ACTES ILLÉGAUX COMMIS CONTRE LES IMMIGRANTS.		
		BIEN TRAITER LES MIGRANTS PEU IMPORTÉ LEUR STATUT ET ACCORDER UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX BESOINS SPÉCIAUX DES FEMMES ET DES ENFANTS, DES PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES ET LES PROTÉGER.	- FORMATION DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉES.	
		FAVORISER, AUPRÈS DES AUTORITÉS CONSULAIRES ET DE L'IMMIGRATION, DES CONSULTATIONS RÉGIONALES SUR LA PROTECTION CONSULAIRE DES MIGRANTS.	- ORGANISER UN COLLOQUE POUR ÉCHANGER SES EXPÉRIENCES EN MATIÈRE DE PROTECTION ET D'AIDE CONSULAIRES.	AU GUATEMALA PREMIER TRIMESTRE DE 1999

SUJETS	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXECUTION
COLLABORATION INTERNATIONALE POUR LE RENVOI DE MIGRANTS EXTRA-RÉGIONAUX	1. COLLABORATION INTERNATIONALE POUR LE RENVOI DE MIGRANTS EXTRA-RÉGIONAUX	RENFORCER LES VOIES DE COMMUNICATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX POUR LA MISE EN APPLICATION DE MESURES VISANT À RÉGLER LA SITUATION ACTUELLE AYANT TRAIT AUX MIGRANTS. DANS LE BUT DE FACILITER ET D'ACCÉLÉRER LE PROCESSUS DU RENVOI.		
		FAVORISER L'ÉCHANGE D'INFORMATION CONCERNANT DES PROCÉDURES QUI SE SONT AVÉRÉES EFFICACES POUR LE RENVOI DES MIGRANTS.		
		EXAMINER DES MOYENS DE FINANCER LE RENVOI DES MIGRANTS, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'ORGANISMES INTERNATIONAUX.	- DEMANDER À L'OIM DE METTRE SUR PIED UN PROJET VISANT LES MIGRANTS EXTRA-RÉGIONAUX QUI ACCEPTENT DE RETOURNER VOLONTAIREMENT DANS LEUR PAYS. DANS LE CADRE DE CE PROJET, ON VEILLERAIT AU BIEN-ÊTRE DES MIGRANTS PENDANT LEUR SÉJOUR DANS LES PAYS DE LA RÉGION.	ÉBAUCHE FÉVRIER 1998
		ADOPTER UNE APPROCHE DE COLLABORATION AVEC LES TRANSPORTEURS AÉRIENS AFIN DE RÉDUIRE LES FRAIS ET FACILITER LE RENVOI.	- LES PAYS MEMBRES VONT FAIRE LEURS OBSERVATIONS SUR LA VERSION PROVISOIRE DU PROJET DE L'OIM.	AU PLUS TARD LE 30 AVRIL 1998
	2. METTRE AU POINT UNE STRATÉGIE ET UNE APPROCHE RÉGIONALES VISANT À FACILITER LE RENVOI DE MIGRANTS DANS DES SITUATIONS IRRÉGULIÈRES.			
		OBTENIR, PAR DES VOIES DIPLOMATIQUES, DES DOCUMENTS DE VOYAGE D'UN PAYS DE L'EXTÉRIEUR DE LA RÉGION AFIN DE GARANTIR QU'IL RESPECTERA SES OBLIGATIONS INTERNATIONALES À L'ÉGARD DU RETOUR DE SES NATIONAUX.		

SUJETS	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXÉCUTION
LUTTE AU TRAFIC DE MIGRANTS (Suite)	2. FAVORISER L'ÉCHANGE D'INFORMATION POUR LA LUTTE AU TRAFIC DE MIGRANTS.	ÉTABLIR UN RÉSEAU RÉGIONAL D'AGENTS DE LIAISON QUI ÉCHANGERONT RÉGULIÈREMENT DE L'INFORMATION SUR LE TRAFIC DE MIGRANTS.	- SIGNALER AUX GOUVERNEMENTS DE LA RÉGION LE NOM DES AGENTS RESPONSABLES DE CETTE FONCTION.	AU PLUS TARD LE 1 ^{er} JUIN 1997
			- CONCEVOIR UN FORMULAIRE NORMALISÉ CONTENANT LES ÉLÉMENTS D'INFORMATION SUR LE TRAFIC DE MIGRANTS QUI SERONT ÉCHANGÉS PAR LES AGENTS RESPONSABLES.	L'OIM DOIT LE TERMINER AU PLUS TARD LE 31 MARS 1998.
			- LE SINEU SERA CHARGÉ DE TENIR À JOUR ET DE DIFFUSER UNE LISTE DES AGENTS RESPONSABLES DE L'ÉCHANGE D'INFORMATION SUR LE TRAFIC DE MIGRANTS.	CONTINU
	3. FAVORISER UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION ET SENSIBILISER LA SOCIÉTÉ QUANT AUX RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES DU TRAFIC DE MIGRANTS.	DIFFUSER, PAR DIVERS MOYENS, LES RÉSULTATS DES EFFORTS ET DES PROGRAMMES VISANT À EMPÊCHER LE TRAFIC DE MIGRANTS.	- PUBLICATION PÉRIODIQUE DES RÉSULTATS POSITIFS DES ACTIVITÉS ET DES POURSUITES JUDICIAIRES POUR EMPÊCHER LE TRAFIC DE MIGRANTS.	
			- ENCOURAGER AUTANT QUE POSSIBLE LA TENUE DE COLLOQUES NATIONAUX ET/OU RÉGIONAUX POUR COMMUNIQUER L'AMPLEUR ET LES CONSÉQUENCES DE CE CRIME (C.-À-D. LE TRAFIC DE MIGRANTS) ET EN DISCUTER.	

SUJETS	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXÉCUTION
LUTTE AU TRAFIC DE MIGRANTS	1. RENFORCER LA LUTTE AU TRAFIC DE MIGRANTS DANS LE BUT DE L'ÉLIMINER COMPLÈTEMENT.	ENCOURAGER LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉGION À DÉFINIR DANS LEURS LOIS LE TRAFIC DE MIGRANTS COMME ÉTANT UNE INFRACTION CRIMINELLE.	<p>- SOUS LES AUSPICES DE L'OIM, ORGANISER UN ATELIER SUR LE TRAFIC DE MIGRANTS AVEC LA PARTICIPATION DES PAYS DE L'AMÉRIQUE DU SUD ET DES ANTILLES.</p> <p>- CHAQUE PAYS PRÉSENTERA CHAQUE ANNÉE UN RAPPORT ÉCRIT SUR LES RÉALISATIONS. LES PROGRÈS ET LES DÉFIS À RELEVÉER DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DES LOIS EN CE QUI A TRAIT AU TRAFIC DE MIGRANTS.</p>	TENU EN JANVIER 1998 AU NICARAGUA
			<p>LES RAPPORTS SERONT PRÉSENTÉS AU PAYS HÔTE DE LA CONFÉRENCE VICE-MINISTÉRIELLE SUIVANTE AVANT LA FIN DE CHAQUE ANNÉE CIVILE PRÉCÉDENTE</p>	AU PLUS TARD LE 31 MAI 1998
			<p>- LES GOUVERNEMENTS FOURNIRONT À L'OIM L'INFORMATION DONT ELLE A BESOIN POUR CRÉER UNE MATRICE PERMETTANT DE COMPARER LES LOIS ACTUELLES DES ÉTATS MEMBRES EN MATIÈRE DE TRAFIC DE MIGRANTS.</p>	AU PLUS TARD LE 30 SEPTEMBRE 1998
			<p>- L'OIM REMPLIRA LA MATRICE.</p>	

SUJETS	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D'EXECUTION
<u>LIENS ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ET LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES</u>	1. FAIRE MIEUX COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE DES MIGRATIONS RÉGIONALES PAR UNE APPROCHE GLOBALE ET OBJECTIVE À LONG TERME DES CAUSES, DES MANIFESTATIONS ET DES EFFETS DES MIGRATIONS DANS LA RÉGION.	DEMANDER À L'OMI ET À LA CEAL DE RÉALISER UNE ÉTUDE À L'ÉCHELON RÉGIONAL SUR LES LIENS ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ET LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES.	- ORGANISER UN ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES, AVEC LA PARTICIPATION DES AUTORITÉS DANS LE DOMAINE DE LA MIGRATION, D'AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PERTINENTS DE LA RÉGION, DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES PERTINENTES ET DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PERTINENTS.	AU MEXIQUE LES 21 ET 22 MAI 1998

**III^e CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA MIGRATION
OTTAWA - 26 ET 27 FÉVRIER 1998
PLAN D ACTION**

02/26/98 10 h 23

SUJET	OBJECTIFS	MESURES À PRENDRE	ACTIVITÉS	CALENDRIER D EXÉCUTION
POLITIQUES MIGRATOIRES	1. FORMULATION, RÉVISION ET MISE EN OEUVRE D UNE POLITIQUE NATIONALE CONCERNANT LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES, FONDÉE SUR LES INTÉRÊTS NATIONAUX. LA DYNAMIQUE DE LA MIGRATION ET LES ENGAGEMENTS PRIS À LA CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA MIGRATION TENUE À PUEBLA, MEXIQUE.	EFFECTUER UNE ANALYSE COMPARATIVE DES POLITIQUES MIGRATOIRES DES PAYS DE LA RÉGION.	- EXAMINER, AU SEIN DU GROUPE DE CONSULTATIONS RÉGIONALES, LES ÉTUDES QUE LA CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINE DES MINISTRES DU TRAVAIL A EXIGÉES DE L OIM.	QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1998
	2. ÉCHANGE D INFORMATION SUR LES POLITIQUES ET LES LOIS AYANT TRAIT AUX MOUVEMENTS MIGRATOIRES.	ENVISAGER LA POSSIBILITÉ DE TENIR DES CONSULTATIONS ET, S IL Y A LIEU, ENCOURAGER LEUR TENUE AVANT L ADOPTION DE MESURES DANS LE DOMAINE DE L IMMIGRATION QUI POURRAIENT TOUCHER DES PAYS DE LA RÉGION, SURTOUT DES ÉTATS AYANT DES FRONTIÈRES COMMUNES, AVEC UN RESPECT TOTAL DE LA SOUVERAINETÉ DE CHAQUE ÉTAT.	- LES GOUVERNEMENTS FOURNIRONT DES RAPPORTS ÉCRITS À CHAQUE RÉUNION DU GROUPE DE CONSULTATIONS RÉGIONALES, AU SUJET DES CHANGEMENTS PROPOSÉS ET (OU) APPORTÉS AUX POLITIQUES, AUX LOIS ET AUX RÉGLEMENTS AYANT TRAIT AUX MOUVEMENTS MIGRATOIRES.	EN PERMANENCE
	3. ÉTABLISSEMENT À L ÉCHELON RÉGIONAL DE NORMES MINIMALES RELATIVES À LA DÉLIVRANCE ET AU CONTRÔLE SÉCURITAIRE DES DOCUMENTS DE VOYAGE, AINSI QU À L INFORMATION QU ILS CONTIENNENT.	ANALYSER À L ÉCHELON RÉGIONAL LES CRITÈRES EXISTANTS POUR L ÉTABLISSEMENT DE NORMES MINIMALES RELATIVES À LA DÉLIVRANCE ET AU CONTRÔLE SÉCURITAIRE DES DOCUMENTS DE VOYAGE, AINSI QU À L INFORMATION QU ILS CONTIENNENT.	- TENIR UN ATELIER POUR ANALYSER LE SUJET.	À MANAGUA EN JANVIER 1998
POLITIQUES MIGRATOIRES (suite)			- CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU COLLOQUE DE MANAGUA SUR LE TRAFIC DE MIGRANTS, LE CANADA ET (OU) LES É.-U. TIENDRONT AU MOINS UN ATELIER SUR LA SÉCURITÉ ET LE CONTRÔLE DES DOCUMENTS DE VOYAGE DANS CHACUN DES AUTRES PAYS MEMBRES.	EN 1998 CANADAÉ.-U.

4. La tenue, les 21 et 22 mai 1998, à Mexico, du séminaire sur la migration et le

développement, avec la participation des autorités de l'immigration, des ministères des Affaires étrangères, d'autres organismes gouvernementaux et internationaux ainsi que d'établissements universitaires s'intéressant à cette question.

Les sous-ministres ont convenu que, lors de sa prochaine réunion, le Groupe consultatif régional analyserait les recommandations des divers séminaires et études découlant du Plan d'action afin de présenter à leur considération, lors de la IV^e Conférence régionale sur la migration, les tâches à incorporer dans le Plan d'action pour 1999-2000.

Les sous-ministres ont dialogué avec les représentants des ONG s'intéressant aux questions de migration pour considérer les modalités de la collaboration de ces organisations à la mise en oeuvre du Plan d'action. Les ONG représentées provenaient du Canada, du Costa Rica, d'El Salvador, des États-Unis, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua et du Panama.

Après avoir analysé les objectifs atteints au cours du processus de mise en oeuvre du Plan d'action, les sous-ministres ont conclu une entente sur l'inclusion de nouvelles activités qui permettront d'atteindre les objectifs adoptés dans ce plan, notamment la tenue au Honduras, en novembre 1998, avec l'appui de l'OIM, d'un séminaire sur le retour des migrants régionaux et extra-régionaux, et la réinsertion des migrants régionaux. Un autre séminaire aura également lieu au Guatemala, au premier trimestre de 1999, sur l'échange d'expériences en matière de protection et d'assistance consulaire.

Les sous-ministres ont pris note avec satisfaction de la demande présentée par la République dominicaine en vue de devenir membre de la Conférence régionale sur la migration. Cependant, ils ont reconnu le besoin de disposer de critères pour l'acceptation de nouveaux membres avant de prendre une décision; ils ont donc demandé au Groupe consultatif régional d'élaborer avant leur prochaine réunion ces critères dans lesquels devront figurer les conditions d'adhésion de nouveaux membres ainsi que les règles régissant la participation des observateurs.

Les délégations participantes ont félicité et remercié le gouvernement du Canada de l'excellente organisation de la Conférence ainsi que de sa chaleureuse hospitalité. Elles ont reconnu la nécessité de continuer à renforcer le dialogue constructif qui a caractérisé ce forum.

Les gouvernements ont décidé de tenir au Canada, à l'automne de 1998, une réunion du Groupe consultatif régional sur la migration. Par ailleurs, ils ont décidé de tenir la IV^e Conférence régionale sur la migration à San Salvador, en El Salvador, au premier trimestre de 1999. À cet effet, le gouvernement d'El Salvador demandera le soutien logistique de l'OIM. Les gouvernements ont décidé d'inviter à cette réunion, en tant qu'observateurs, la Colombie, l'Équateur, la Jamaïque, le Pérou et la République dominicaine ainsi que l'OIM, la CEPALC, le HCNUR et la Division de la population des Nations Unies.

OTTAWA, LE 27 FÉVRIER 1998

COMMUNIQUE CONJOINT

III^e CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA MIGRATION

La III^e Conférence régionale sur la migration, à laquelle ont participé le Belize, le Canada, le Costa Rica, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Panama, s'est tenue à Ottawa, au Canada, les 26 et 27 février 1998.

Des représentants de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) y ont participé en qualité d'observateurs. Des représentants de la Colombie, de l'Équateur, de la Jamaïque, du Pérou et de la République dominicaine y ont aussi assisté en tant qu'observateurs.

Les sous-ministres ont eu l'occasion d'échanger des idées, des points de vue et des expériences sur des sujets d'intérêt commun pour tous les pays membres de la Conférence, soit les droits de l'homme des migrants, les liens entre la migration et le développement, la lutte contre le trafic illégal des migrants, la coopération technique ainsi que le retour et la réinsertion des migrants.

Les sous-ministres ont exprimé leur satisfaction face aux progrès qu'accomplit la Conférence régionale sur la migration en ce qui concerne l'institutionnalisation et la consolidation. Tous ont convenu qu'il fallait renforcer et encourager ce forum régional car il ouvre la voie au dialogue, à la compréhension et à la coopération sur une question d'importance fondamentale. À cet égard, les sous-ministres ont échangé des idées dans les domaines de la coopération, notamment sur le partage d'information, en temps opportun et en quantité suffisante, sur les migrants de retour dans leur pays ainsi que sur le soutien technique nécessaire pour renforcer la gestion de la migration.

Les sous-ministres se sont déclarés satisfaits des actions entreprises pour mettre en oeuvre le Plan d'action adopté à Panama en 1997, notamment :

1. Les résultats obtenus à la réunion du Groupe consultatif régional tenue à San José, Costa Rica, en novembre 1997. Les gouvernements ont exprimé leurs remerciements au gouvernement de ce pays pour l'organisation et le déroulement de la réunion.

2. La tenue du séminaire sur la lutte contre le trafic illégal de migrants, à Managua, au Nicaragua, en janvier 1998, dont les conclusions et les recommandations ont servi de base à l'actualisation de quelques-unes des activités du Plan d'action. Les sous-ministres ont exprimé leurs remerciements au gouvernement du Nicaragua et à l'OIM pour l'organisation et les résultats de ce séminaire.

3. La tenue, les 23 et 24 avril 1998, à Washington, aux États-Unis, du séminaire sur la politique des migrations et les droits de l'homme des migrants, auquel ont participé les autorités de l'immigration, les ministères des Affaires étrangères, d'autres organismes gouvernementaux de protection des droits de l'homme, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG).



CONCLUSION DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA MIGRATION

OTTAWA, le 27 février 1998 -- Aujourd'hui prend fin la troisième Conférence régionale sur la migration par la publication d'un Communiqué conjoint et d'un Plan d'action révisé. Cette année, le Canada était l'hôte de cet événement.

Le Groupe des consultations régionales sur les migrations permet à une dizaine de pays de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale de discuter de toute une gamme de questions concernant les migrations internationales. Les sous-ministres concernés se sont réunis à Ottawa les 26 et 27 février et ont été accueillis par M^{me} Lucienne Robilliard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Avant la Conférence, le Groupe de consultations régionales constitué d'experts gouvernementaux dans le domaine des migrations s'est réuni les 24 et 25 février.

Dix pays font actuellement partie de ce Groupe : le Belize, le Canada, le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama et les États-Unis. Fondé en 1996 dans la ville de Puebla au Mexique, le Groupe n'est doté d'aucun employé et n'est lié à aucune autre organisation.

Au cours de la Conférence des sous-ministres, les délégués ont eu l'occasion d'entendre des exposés présentés par des représentants d'organismes non gouvernementaux venant de neuf des dix pays membres qui se réunissaient aussi à Ottawa cette semaine pour discuter de questions migratoires.

Outre les dix pays membres, certains autres pays et des organisations internationales ont été invités à titre d'observateurs. Il s'agit de la Colombie, de la République Dominicaine, de l'Équateur, de la Jamaïque, du Pérou, du HCNUR (Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), de la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations).

Le but de la Conférence était de revenir sur le Plan d'action adopté à la Conférence des sous-ministres de l'année dernière qui s'est tenue à Panama. Après avoir analysé dans quelle mesure les objectifs du Plan avaient été réalisés, les sous-ministres ont convenu d'ajouter un certain nombre de nouvelles activités et de réaliser les objectifs du Plan.

Vous trouverez ci-joint le Communiqué conjoint publié à l'issue de la Conférence ainsi que le Plan d'action révisé approuvé.

Renseignements :

René Mercier

Relations avec les médias

(613)941-7042

- 30 -

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-14

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, March 2, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal. They are:

Georges Gustave, a former public servant with the Quebec Government, has been reappointed as a coordinating member of the Convention Refugee Determination Division where he has served since 1988.

Michel Shore, a Member of the Quebec Bar Association, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division where he has served since 1989.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



C O M M U N I Q U É

98-14

RENOUVELLEMENT DE MANDATS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, 2 mars 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement du mandat de commissaires de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal. Ce sont :

M. Georges Gustave, un ancien fonctionnaire du gouvernement québécois, a vu son mandat renouvelé à titre de commissaire coordonnateur de la Section du statut de réfugié, pour laquelle il travaille depuis 1988.

M. Michel Shore, membre de l'Association du Barreau du Québec, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié pour laquelle il travaille depuis 1989.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*; elle rend des comptes au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR est formée de trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. Celles-ci s'occupent de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de la révision des motifs de la détention.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

98-15



CAI
CI
-N26

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa - March 12, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of Stephen Ramsankar as Citizenship Judge in Alberta.

Mr. Ramsankar is a member of the Order of Canada, was Principal of the Alex Taylor School from 1970 to 1998, President of the Canadian College of Teachers (CCOT) and Network Coordinator for World Council for Curriculum and Instruction (WCCI) for North America. He received the 1991 Citation for Citizenship, an Honorary Doctor of Law from the University of Alberta (1989), as well as the Alberta Achievement Award - Excellence Category and the Premier's Award for Excellence in Education (1987).

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

-30-

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



C O M M U N I Q U É

98-15

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, 12 mars 1998 – Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount–Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de M. Stephen Ramsankar au poste de juge de la citoyenneté en Alberta.

M. Ramsankar est membre de l'Ordre du Canada, a été directeur de l'école Alex Taylor de 1970 à 1998, président du Collège canadien des enseignants (CCE) et coordonnateur de réseau pour le Conseil mondial d'éducation (CME) pour l'Amérique du Nord. Il a reçu le certificat du mérite civique de 1991, un doctorat honorifique en droit de l'université de l'Alberta (1989), le prix Réalisation de l'Alberta - catégorie de l'excellence, et le prix du premier ministre de la province pour l'excellence en éducation (1987).

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils sont chargés de veiller au respect des modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

-30-

Pour renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-16

REAPPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa, March 12, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced a reappointment to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal.

Francine Latraverse, a former teacher, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division where she has served since 1989.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-16

RENOUVELLEMENT DE MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 12 mars 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement du mandat d'une commissaire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal.

Mme Francine Latraverse, ancienne enseignante, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié, où elle oeuvre depuis 1989.

La CISR est un tribunal administratif indépendant, créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Elle comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel de l'immigration et la Section d'arbitrage, chargées de déterminer le statut de réfugié au Canada, d'entendre les appels, d'effectuer des enquêtes et de réviser les motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



March 16, 1998

News Release/Communiqué

CANADA AND SASKATCHEWAN SIGN IMMIGRATION AGREEMENT

Regina -- Canada and Saskatchewan will cooperate more closely when developing immigration policies under the terms of an agreement signed today by the Saskatchewan Minister of Intergovernmental and Aboriginal Affairs, Berny Wiens and Citizenship and Immigration Canada Minister Lucienne Robillard. The agreement covers a variety of subjects ranging from immigration planning to integration, and establishes the Provincial Nominee Program.

"This immigration agreement reflects a mutual commitment between the governments of Canada and Saskatchewan to cooperate on immigration issues," said Minister Robillard. "Immigration has always contributed to the social and economic development of both Canada and Saskatchewan. We are committed to working together to ensure that this mutual benefit continues."

The agreement is intended to ensure that Saskatchewan's needs are better reflected in the annual immigration levels and in decisions relating to the selection and recruitment of immigrants. While Canada will continue to determine national policy, annual plans and admission and selection standards for immigration, it will work with the Province to tailor these activities to meet Saskatchewan's unique needs.

One way the agreement accomplishes this is through the Provincial Nominee Program. Under the two-year pilot Program, the Province may nominate up to 150 individuals for immigration based on skills and entrepreneurial assets that they possess.

"This agreement makes immigration work better for Saskatchewan," Minister Wiens said. "The Provincial Nominee Program in particular will enable Saskatchewan to recruit immigrants with the potential to make a significant contribution to the provincial economy. The federal-provincial cooperation demonstrated today is making real improvements to the way Canada works."

The Canada-Saskatchewan Immigration Agreement appropriately balances national objectives with the unique circumstances that exist in Saskatchewan. The two Ministers commented that agreements like the one signed today respond to the wishes of Canadians who have said that they want their governments to work together in the delivery of their social and economic programs.

- 30 -

For more information contact:

Rob Cunningham
Intergovernmental and Aboriginal Affairs
Phone: (306) 787-8008

Denis Boucher
Citizenship and Immigration Canada
Phone: (613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

**Canada**

CANADA - SASKATCHEWAN IMMIGRATION AGREEMENT MEDIA BACKGROUNDER

The Immigration Agreement between Canada and Saskatchewan defines the respective roles and responsibilities of each party for immigration to Saskatchewan. The Agreement recognizes the importance of the effective integration of newcomers and the variety of government and non-government parties involved in integration. In addition, the agreement establishes a two year Provincial Nominee pilot project (details below). While acknowledging that Canada is responsible for immigration selection criteria, and selecting immigrants, the Agreement will see Canada consult with Saskatchewan on:

- The development of the annual immigration plan; and
- Policies with respect to family reunification, sponsorship obligations, plans for resettlement of refugees and humanitarian cases, and settlement and integration services in Saskatchewan.

Saskatchewan and Canada will continue to coordinate their activities in promoting and recruiting immigrants to Saskatchewan, in working to deter abuse of immigration programs, in data sharing, and in research on immigration.

The Agreement includes provisions on an enduring federal role in settlement and integration of immigrants including maintaining federal funding of \$2.938 M annually in Saskatchewan for fiscal years 1997/1998 - 1999/2000 and continued federal responsibility for income support and immediate essential services for government assisted refugees.

The Agreement establishes a Joint Committee with a mandate to implement the Agreement and the Provincial Nominee pilot project, resolve disputes, discuss policy matters, develop program procedures, and solicit community input on integration service priorities.

Provincial Nominee Program

The Provincial Nominee Program (PNP) will enable the Province to nominate up to 150 individuals for immigration who will help Saskatchewan meet its industrial and economic development goals. The immigrants will have the potential to make a significant contribution to the economy and fill critical skill shortages. The pilot project will last for 24 months. The following are some key elements:

- The PNP will be administered by Saskatchewan Economic and Co-operative Development.
- The PNP allows Saskatchewan to target and recruit immigrants in priority areas linked to the economic objectives of the Province. Nominees will be individuals who possess skills that are in short supply in Saskatchewan or who could bring significant benefit to the local economy.
- The goal of the PNP is to enable the Province to nominate those immigrants that have the potential to make a significant contribution to the economy.
- Although Saskatchewan is not required to use Citizenship and Immigration Canada's selection criteria under the PNP, Saskatchewan will consider the federal criteria along with the potential economic contributions of the applicant before making a nomination.
- Citizenship and Immigration Canada will be responsible for selecting candidates based on nominations by Saskatchewan and assessing them against admissibility criteria which include security, criminal record and medical checks.
- In return for the ability to nominate immigrants, the Province agrees to provide an assurance that should any nominee access another Province's social programs within three years of immigrating, Saskatchewan shall reimburse that province. It is anticipated that few, if any immigrants will access another Province's social programs as only those with high likelihood of success in Saskatchewan will be nominated.

Programme relatif aux candidats d'une province

Grâce au programme relatif aux candidats d'une province, la Saskatchewan pourra désigner un maximum de 150 personnes aux fins d'immigration, soit des individus qui contribueront à l'atteinte des objectifs de la province en matière de développement industriel et économique. Ces immigrants auront le potentiel de contribuer de façon significative à l'économie et de répondre aux besoins des professions en pénurie aiguë. Le projet-pilote durera 24 mois. En voici les principaux éléments :

- Le projet relatif aux candidats d'une province sera administré par la société Saskatchewan Economic and Co-operative Development.
- Le projet permet à la Saskatchewan de chercher et de recruter des immigrants dans des secteurs prioritaires liés aux objectifs économiques de la province. Les candidats devront posséder des compétences qui sont en demande en Saskatchewan ou devront pouvoir contribuer de façon importante à l'économie locale.
- Le but du projet est de permettre à la province de désigner des candidats qui ont le potentiel de contribuer de façon significative à l'économie.

- Bien qu'aux termes du projet relatif aux candidats d'une province, la Saskatchewan ne soit pas tenue d'appliquer les critères de sélection de Citoyenneté et Immigration Canada, la province doit tenir compte des critères fédéraux de même que de l'éventuelle contribution du candidat sur le plan économique avant de le désigner.
- Citoyenneté et Immigration Canada est responsable de choisir les candidats désignés par la Saskatchewan et de déterminer leur admissibilité en fonction des critères d'admissibilité, incluant la vérification de sécurité et la vérification des antécédents criminels et médicaux.

- En retour du pouvoir qui lui est accordé de désigner des immigrants, la Saskatchewan garantit que, si jamais un candidat qu'elle a désigné a recours aux programmes sociaux d'une autre province dans les trois ans de son arrivée au Canada, la Saskatchewan remboursera la province concernée. On prévoit que peu ou pas d'immigrants auront recours aux programmes sociaux d'une autre province, car seuls les individus les plus susceptibles de réussir leur établissement en Saskatchewan seront désignés.

ACCORD CANADA - SASKATCHEWAN EN MATIÈRE D'IMMIGRATION FICHE D'INFORMATION MÉDIAS

L'Accord Canada-Saskatchewan en matière d'immigration détermine les responsabilités et les rôles de chaque partie relativement à l'immigration en Saskatchewan. On y reconnaît l'importance de l'intégration véritable des nouveaux arrivants et l'existence d'une gamme d'intervenants, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, dans le processus d'intégration. En outre, l'Accord instaure un projet-pilote de deux ans relatif aux candidats d'une province (voir ci-dessous). Tout en reconnaissant que le gouvernement fédéral est responsable des critères de sélection des immigrants et de la sélection des immigrants comme telle, l'Accord prévoit que le Canada doit consulter la Saskatchewan relativement aux points suivants :

- l'élaboration du plan annuel d'immigration;
- l'élaboration de la politique relative à la réunion des familles, aux obligations liées au parrainage, aux plans de rétablissement des réfugiés et des membres des catégories précises pour des motifs d'ordre humanitaire, et aux services d'établissement et d'intégration en Saskatchewan.

La Saskatchewan et le Canada continueront de coordonner leurs activités en vue de promouvoir la Saskatchewan comme destination, de recruter des immigrants pour la province, d'empêcher les abus à l'égard des programmes d'immigration, d'échanger des données et de partager des recherches en immigration.

L'Accord renferme des dispositions sur le rôle permanent du gouvernement fédéral à l'égard de l'établissement et de l'intégration des immigrants en Saskatchewan, notamment le maintien du financement fédéral annuel de 2,938 M\$ pour les exercices de 1997/1998 à 1999-2000 et le maintien de la responsabilité fédérale à l'égard du soutien du revenu et des services essentiels immédiats offerts aux réfugiés pris en charge par le gouvernement.

L'Accord crée un Comité conjoint dont le mandat est de mettre en oeuvre l'Accord lui-même et le projet-pilote relatif aux candidats d'une province, de résoudre les différends, de discuter des questions touchant la politique, de déterminer les procédures s'appliquant aux programmes et de recueillir les vues de la collectivité par rapport aux priorités à établir dans les services d'intégration.



Communiqué/News Release

ACCORD CANADA-SASKATCHEWAN EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

Regina -- Le Canada et la Saskatchewan collaboreront plus étroitement à l'élaboration de politiques d'immigration, suivant les termes d'un accord qu'ont signé aujourd'hui le ministre des Affaires intergouvernementales et autochtones de la Saskatchewan, M. Bery Wiens, et la ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, Mme Lucienne Robillard. L'accord porte sur un grand nombre de sujets qui vont de la planification de l'immigration à l'intégration; il instaure en outre le programme relatif aux candidats d'une province.

« Cet accord témoigne de l'engagement réciproque pris par les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan de collaborer en matière d'immigration, a déclaré la ministre Robillard. L'immigration a toujours contribué à l'essor socio-économique du Canada et de la Saskatchewan. Nous voulons nous assurer qu'il en soit toujours ainsi. »

L'accord permettra de mieux tenir compte des besoins de la Saskatchewan dans l'établissement des niveaux annuels d'immigration et dans les décisions prises relativement à la sélection et au recrutement des immigrants. Le gouvernement du Canada aura toujours la responsabilité de déterminer la politique nationale, les plans annuels et les critères d'admission et de sélection des immigrants, mais collaborera avec la Saskatchewan pour répondre, dans ces domaines, aux besoins particuliers de la province.

L'accord permettra de réaliser cet objectif notamment par la mise en oeuvre du programme relatif aux candidats d'une province. Il s'agit d'un projet-pilote d'une durée de deux ans qui permettra à la province de désigner un maximum de 150 candidats aux fins d'immigration, selon leurs compétences et leurs qualités d'entrepreneur.

« Grâce à cet accord, la Saskatchewan profitera davantage des bienfaits de l'immigration, a souligné le ministre Wiens. Le programme relatif aux candidats d'une province nous permettra de recruter des immigrants susceptibles de contribuer de façon significative à l'économie de la province. La collaboration fédérale-provinciale dont cet accord est le résultat témoigne des progrès réalisés dans la façon de gérer le Canada. »

L'Accord Canada-Saskatchewan en matière d'immigration assure un bon équilibre entre les objectifs nationaux et la situation particulière de la Saskatchewan. Les deux ministres ont indiqué que des accords de ce genre répondent aux souhaits des Canadiens désireux de voir leurs gouvernements collaborer aux fins de l'exécution de leurs programmes sociaux et économiques.

- 30 -

Renseignements :

Rob Cunningham
Affaires intergouvernementales et autochtones
Téléphone : (306) 787-8008

Denis Boucher
Citoyenneté et Immigration Canada
Téléphone : (613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

CAI
CI
- N26

98-18

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, April 1, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Quebec. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Giovanna Allègra, lawyer; member of the Régie du logement (Quebec) since 1991, assistant director at the Quebec Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration from 1989 to 1991, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Bana Barazi, law graduate with a master's degree in public administration, executive assistant to the chair of the Comité exécutif de la Ville de Montréal since 1996, formally held various positions at the Department of Canadian Heritage and the Secretary of State for Multiculturalism and Official Languages, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

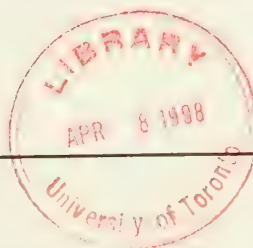
Jeannine Beaubien-Duque, bachelor of law, corporate development strategy adviser and researcher, vice-president for international relations for the Quebec 2002 Winter Games Corporation from 1992 to 1995, has held various positions in a number of public and private corporations in Quebec, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Michel Goulet, graduate of the Université de Montréal (HEC), has been developing and giving customized courses for companies, various colleges and training centres since 1991, from 1965 to 1990, was employed by a Canadian financial institution, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Sylvie Lévesque, lawyer in private practice specializing in immigration law; associated with various law firms, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Tony Manglaviti, lawyer, was senior director of public affairs at a Montreal hospital, has performed the same duties for a transportation company, has also worked for, among others, the Quebec Ministère des Affaires internationales and Ministère de la Justice; has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Farid Osmane, holds a master's degree in administration, has been a consultant in the financial and economic sectors since 1993, was previously magistrate, senior adviser at the court of audit in Algiers, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.



Hélène Panagakos, graduate of Concordia University and the École des hautes études commerciales; was an independent consultant in communications, human resources management and strategic planning; worked for, among others, the Quebec Ministère de la Santé et des Services sociaux from 1988 to 1990, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Sajjad Randhawa, certified general accountant (CGA), worked for more than 20 years in the accounting, consultation and marketing sectors, has sat on many committees and associations, including the Centre for Research-Action on Race Relations (CRARR), has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Farid Osmane, possédant une maîtrise en administration, était consultant dans le secteur financier et économique depuis 1993; auparavant, il a été magistrat, premier conseiller à la Cour des comptes à Alger; il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Hélène Panagakos, diplômée de l'Université Concordia et de l'École des hautes études commerciales, était consultante autonome en communications, gestion des ressources humaines et planification stratégique. De 1988 à 1990, elle a travaillé notamment au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec; elle a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Sajjad Randhawa, comptable général licencié (C.G.A.), a pratiqué pendant plus de 20 ans dans le secteur de la comptabilité, de la consultation et du marketing; il a siégé à de nombreux comités et associations, dont le Centre de recherche-action sur les relations interraciales (CRAARR), a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Veda Rangan, anciennement vice-présidente de la Commission de révision de l'aide sociale et membre de la Commission nationale des libérations conditionnelles, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Roger R. Rickwood, détenteur d'un doctorat, et ancien consultant en ressources humaines, éducateur et avocat, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Hope Sealy, anciennement journaliste et commissaire aux plaintes au Barreau du Haut-Canada, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Alexis Singer, avocat et procureur adjoint de la Couronne au gouvernement de l'Ontario, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant, créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte à ce dernier par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié, les appels en matière d'immigration et les enquêtes de l'immigration, et la révision des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 1er avril 1998 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Giovanna Allégra, avocate, régisseuse à la Régie du logement (Québec) depuis 1991, directrice adjointe au ministère québécois des Communautés culturelles et de l'Immigration de 1989 à 1991, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Bana Barazi, licenciée en droit, possédant un diplôme de 2^e cycle en administration publique et, depuis 1996 adjointe exécutive à la présidence du Comité exécutif de la Ville de Montréal, après avoir occupé divers postes au ministère du Patrimoine canadien et au Secrétariat d'État au Multiculturalisme et aux Langues officielles; elle a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Jeanne Beaubien-Duque, détentrice d'un baccalauréat en droit, conseillère et chercheuse en stratégie de développement corporatif, vice-présidente des Relations internationales à la Société des Jeux olympiques d'hiver de Québec 2002 de 1992 à 1995, et ayant occupé divers postes dans plusieurs sociétés publiques et privées au Québec; elle a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

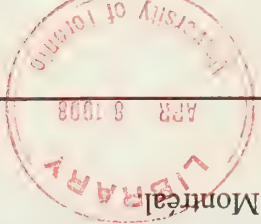
Dian J. Forsey, ancienne membre de l'Ontario Rent Review Hearings Board et consultante, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Michel Goulet, diplômé de l'Université de Montréal (HEC), développe et offre depuis 1991 des cours sur mesure destinés aux entreprises pour différents collèges et centres de formation; de 1965 à 1990, et il était à l'emploi d'une institution financière canadienne; il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Aida F. Graft, anciennement membre du Conseil consultatif des relations civiles et multiculturelles de l'Ontario et commissaire à la Commission ontarienne des droits de la personne, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Sylvie Lèvesque, avocate indépendante spécialisée en droit de l'immigration, et associée à diverses études d'avocats, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Tony Manglavit, avocat, a été directeur principal, Affaires publiques, dans un centre hospitalier montréalais et a occupé les mêmes fonctions dans une entreprise de transport; il a aussi, notamment, travaillé au ministère des Affaires internationales et au ministère de la Justice au gouvernement du Québec; il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.



CAI
CI
-M26

NEWS RELEASE

98-19

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, April 1, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). They are:

Emmanuel Didier, a former full professor of law at the Université de Moncton and author of numerous books and articles on law, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal where he has served since 1996.

Zulie Sachedina, a lawyer and member of the Board since June 1993, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information : Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-19

RENOUVELLEMENT DE NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 1er avril 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de nominations à la Commission de l'Immigration et du statut de réfugié (CISR). Il s'agit de :

Emmanuel Didier, ancien professeur agrégé de droit de l'Université de Moncton et auteur de nombreux ouvrages et articles de droit, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Montréal, où il oeuvre depuis 1996.

Zulie Sachedina, avocate et commissaire à la CISR depuis juin 1993, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant, créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel de l'immigration et la Section d'arbitrage, chargées de déterminer le statut de réfugié au Canada, d'entendre les appels, d'effectuer des enquêtes et de réviser les motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-20

1997 REPORT SHOWS THE NUMBER OF MINISTER'S PERMITS ISSUED HOLDING AT THE 1996 LEVEL

OTTAWA, April 2, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today tabled in the House of Commons the 1997 Annual Report to Parliament on Minister's Permits.

The report shows the number of Permits issued has remained about the same as the number issued in 1996. There were 4,059 Minister's Permits issued in 1997, showing a very slight increase of 1.3% over 1996. Overall, the number of Permits issued has decreased by more than 12,000 since 1992, that is to say a reduction of 75%.

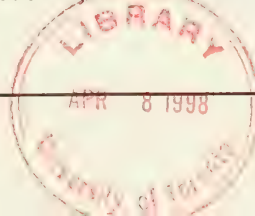
"Last year we held the number of Minister's Permits issued steady. CIC is achieving its goal of controlling the immigration program efficiently and in a fair and balanced fashion," said Minister Robillard. "Immigration issues are rarely cut and dry. In order to manage admission to our country, we must take into consideration the reasons why people wish to come to or remain in Canada. However, the health and safety of Canadians is of paramount concern whenever a Minister's Permit is issued," she added.

Minister's Permits allow people who would otherwise not be admissible, to come to or remain in Canada under specific circumstances. The Permits are issued for short periods of time and can be revoked. It allows the immigration program the flexibility to take into consideration the reason why a person is seeking to come to or remain in Canada.

Minister's Permits may be issued for a variety of reasons, including grounds of technical, medical or criminal inadmissibility. In 1997, the majority of the Permits were issued for technical reasons, such as the lack of a visitor visa; 2,244 or 55% of Permits were issued to persons who were inadmissible for technical reasons rather than reasons of health, criminality or security.

In the case of persons who would be inadmissible for medical reasons, a Minister's Permit is issued only after a medical officer assesses the person's condition and provincial health authorities have been consulted. Some medically inadmissible persons are granted Minister's Permits to come to or remain in Canada for only a short period of time to receive medical treatment not available to them in their home countries. They must have made appropriate arrangements to pay in advance for the treatment. In 1997, 275 Permits were issued to medically inadmissible persons, a decrease of 6% from 293 in 1996.

Decisions made to allow criminally inadmissible persons into Canada are made after a thorough review. A Minister's Permit will be issued only if there is evidence that the person has not committed recent offenses, the person is unlikely to commit offenses in Canada and the need for the person to enter Canada is compelling. Immigration officers rely on access to criminal records, referrals from local police and the statements of applicants to detect criminal inadmissibility.



In 1997, 1,497 Permits were issued to criminally inadmissible persons. This figure represents a decrease of 4.8% from 1996.

- 30 -

Examples of Minister's Permit cases are attached as well as a copy of the Report tabled in the House of Commons.

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Public Affairs
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

FACT SHEET

MINISTER'S PERMITS

- Minister's Permits allow, under specific circumstances, people who would otherwise not be admissible, to come to or remain in Canada. They allow the immigration program the flexibility to take into consideration the reason why a person is seeking to come to or remain in Canada. It also allows CIC to ensure that the security of the Canadian public is protected, as the health and safety of Canadians is of paramount concern whenever a Minister's Permit is issued.
- The Permits are issued for short periods of time and can be revoked.
- Minister's Permits may be issued by the Minister or a delegated officer for a variety of reasons, whether the inadmissibility is on technical, medical or criminal grounds.
- The report for 1997 shows the number of Permits issued has remained about the same as the number issued in 1996. There were a total of 4,059 Minister's Permits issued last year, showing a very slight increase of 1.3% over 1996. Overall, the number of Permits issued has decreased by more than 12,000 since 1992, that is to say a reduction of 75%.
- The majority of the Permits issued in 1997 were for technical reasons, such as the lack of a visitor visa: 2,244 concerned persons inadmissible for technical reasons rather than reasons of health, criminality or security.
- 275 Permits were issued to medically inadmissible persons. These are issued only after a medical officer assesses the person's condition and provincial health authorities have been consulted. Some medically inadmissible persons are granted Minister's Permits to come to or remain in Canada for only a short period of time to receive medical treatment not available to them in their home countries. They must have made appropriate arrangements to pay in advance for the treatment.
- 1,497 Permits were issued to criminally inadmissible persons. This represents a decrease of 4.8% from 1996. Decisions made to allow criminally inadmissible persons into Canada are made after a thorough review. A Minister's Permit is issued only if there is evidence that the person has not committed recent offenses, is unlikely to commit offenses in Canada and the need for that person to enter Canada is compelling. Immigration officers rely on access to criminal records, referrals from local police and the statements of applicants to detect criminal inadmissibility.

NOTE : Examples of Minister's Permit cases are attached as well as a copy of the Report tabled in the House of Commons.

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Public Affairs
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

EXAMPLES OF MINISTER'S PERMIT CASES

BACKGROUNDER

Section 19(1)(a) of the *Immigration Act* - Medical inadmissibility

- The person concerned has a type of progressive disease of the central nervous system. She is married to her sponsor, a Canadian citizen. Her husband has undertaken to support her and her son. She is in a position to support herself financially since she receives both a private pension and a disability pension. CIC officials consulted with provincial health officials before concurring with the decision to issue this Permit.
- The person concerned also has a type of progressive disease of the central nervous system. He is self-employed, but had prospects for regular employment as well as investment plans. His spouse is employed by a reputable Canadian company. Her skills and expertise are integral to the overall development and continuing success of this company. CIC officials in the province of destination reviewed the proposal to issue this Minister's Permit.

Section 19(2)(d) of the *Immigration Act* - Non-compliance with requirements

- The person concerned arrives at a Canadian airport with her husband, a Canadian citizen. They have been married for five years. He was working overseas for a Canadian company, but was suddenly recalled. She did not have time to apply for an immigrant visa abroad as required by A9(1) of the *Immigration Act*. The immigration officer at the airport issues her a Minister's Permit to allow her to remain in the country while her application for permanent residence is being processed from within Canada.
- The person concerned has applied for permanent residence to work with a Canadian high-tech company. Soon after, the Canadian employer requests him to take over from a senior official who has had a heart attack. Hundreds of Canadians will be laid off if the company cannot honour its American contracts. The person cannot be issued an immigrant visa because results of his medical examination have been delayed. Visa officials issue a Minister's Permit to allow him to start work immediately while processing of his immigration application continues abroad.

Section 19(1)(c.1) of the *Immigration Act* - Criminal inadmissibility

- The person concerned drives buses that transport tour groups to Canada for short visits. In 1972 he was found guilty of the equivalent of trafficking after he sold a small amount of a controlled substance, originally purchased for personal consumption, to a couple of friends. He received a three-year suspended sentence. Before issuing his Permit, visa officers confirmed he had no other encounter with the law enforcement system since his conviction 25 years ago.
- The person concerned is a commercial truck driver who delivered equipment to a Canadian manufacturer. He admitted to convictions for larceny, burglary and damage to property in the United States in 1975. The items stolen were a soft drink and cigarettes. A Minister's Permit was issued as there was no other driver available to deliver the load and the equipment was required by Canadian workers.

REPORT TO PARLIAMENT

Pursuant to subsection 37(7) of the Immigration Act, 1976

Concerning permits issued by the Minister of Citizenship and Immigration Canada from January 1 to December 31, 1997, to authorize persons to come into or to remain in Canada.

A. Permits issued to persons seeking to come into Canada, by the inadmissible classes of which those persons were members:

19(1)(a)	256
19(1)(b)	8
19(1)(c)	395
19(1)(d)	0
19(1)(e)	0
19(1)(f)	3
19(1)(g)	0
19(1)(h)	5
19(1)(i)	34
19(1)(j)	0
19(1)(k)	0
19(1)(l)	3
19(2)(a)	1091
19(2)(b)	4
19(2)(c)	12
19(2)(d)	1987
TOTAL:	3798

B. Permits issued to persons in Canada, by the provisions pursuant to which reports had been or could have been made:

27(2)(a)	86
27(2)(b)	44
27(2)(c)	0
27(2)(d)	7
27(2)(e)	92
27(2)(f)	7
27(2)(g)	21
27(2)(h)	4
27(2)(i)	0
27(2)(j)	0
27(2)(k)	0
27(2)(l)	0
TOTAL:	261
GRAND TOTAL:	4059

RAPPORT AU PARLEMENT

En conformité du paragraphe 37(7) de la Loi sur l'immigration

Concernant les permis délivrés du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1997 par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration autorisant des personnes à entrer au Canada ou à y demeurer.

A.

Permis délivrés à des personnes désireuses d'entrer au Canada selon les catégories non admissibles auxquelles elles appartenaient :

19(1)(a)	256
19(1)(b)	8
19(1)(c)	395
19(1)(d)	0
19(1)(e)	0
19(1)(f)	3
19(1)(g)	0
19(1)(h)	5
19(1)(i)	34
19(1)(j)	0
19(1)(k)	0
19(1)(l)	3
19(2)(a)	1091
19(2)(b)	4
19(2)(c)	12
19(2)(d)	1987
TOTAL :	3798

B.

Permis délivrés à des personnes au Canada selon les dispositions en vertu desquelles des rapports avaient été faits ou auraient pu l'être :

27(2)(a)	86
27(2)(b)	44
27(2)(c)	0
27(2)(d)	7
27(2)(e)	92
27(2)(f)	7
27(2)(g)	21
27(2)(h)	4
27(2)(i)	0
27(2)(j)	0
27(2)(k)	0
27(2)(l)	0
TOTAL :	261
TOTAL GLOBAL :	4059

Article 19(1)a) de la *Loi sur l'immigration* - Personnes non admissibles pour des raisons d'ordre médical

- La personne concernée souffre d'une maladie dégénérative du système nerveux central. Elle est mariée à son répondant, un citoyen canadien. Son mari s'occupe d'elle et de son fils. Il est en mesure de la soutenir financièrement étant donné qu'elle reçoit une pension particulière ainsi qu'une pension de personne handicapée. Les fonctionnaires de CIC ont consulté les autorités provinciales de la santé avant de se mettre d'accord pour émettre un permis.

- La personne concernée souffre d'une maladie dégénérative du système nerveux central. Il s'agit d'un travailleur autonome, qui a la possibilité d'occuper un emploi régulier et qui dispose également de plans d'investissements. Sa conjointe est à l'emploi d'une entreprise canadienne réputée. Ses compétences et ses antécédents professionnels sont essentiels au développement général et à la poursuite du succès de cette entreprise. Les fonctionnaires de CIC dans la province de destination ont étudié la proposition d'émettre un permis ministériel.

Article 19(2)(d) de la *Loi sur l'immigration* -

- L'intéressée arrive à un aéroport canadien avec son conjoint, un citoyen canadien. Ils sont mariés depuis cinq ans. Le conjoint travaillait à l'étranger pour une entreprise canadienne, mais il a été soudainement rappelé au Canada. L'intéressée n'a pas eu le temps de demander un visa à l'étranger comme elle aurait dû le faire aux termes du paragraphe 9(1) de la *Loi sur l'immigration*. L'agent d'immigration à l'aéroport lui remet un permis ministériel afin qu'elle puisse demeurer au Canada pendant que sa demande de résidence permanente est traitée au Canada.
- L'intéressé a demandé la résidence permanente afin de travailler pour une entreprise canadienne de haute technologie. Peu après, l'employeur canadien demande à l'intéressé de remplacer un cadre supérieur qui vient de faire une crise cardiaque. Des centaines de Canadiens seront mis à pied si l'entreprise ne respecte pas les contrats qu'elle a conclus avec des Américains. On ne peut délivrer un visa d'immigrant à l'intéressé étant donné qu'on n'a pas encore reçu les résultats de son examen médical. Le bureau des visas délivre un permis ministériel à l'intéressé afin qu'il puisse commencer à travailler immédiatement, pendant que le traitement de sa demande d'immigration se poursuit à l'étranger.

Article 19(1)(c.1) de la *Loi sur l'immigration* - Personnes non admissibles pour des raisons d'ordre criminel

- La personne concernée conduit des autocars transportant des visiteurs en tours guidés au Canada pour de courtes visites. En 1972 il fut reconnu coupable de trafic de substance illégale après avoir vendu à des amis une petite quantité de substance illégale. Il fut condamné à une sentence suspendue de trois ans. Avant l'émission de son permis, les agents d'immigration ont eu confirmation que cette personne n'avait jamais eu maille à partir avec la justice depuis sa condamnation il y a 25 ans.

- La personne concernée est un chauffeur de camion qui livre de la marchandise à un manufacturier canadien. Il reconnaît avoir été condamné pour vol simple, cambriolage et dommages à la propriété en 1975. Les articles volés étaient une boisson gazeuse et des cigarettes. Un permis ministériel a été émis puisqu'il n'y avait aucun autre chauffeur disponible pour livrer le chargement et que les travailleurs canadiens avaient besoin de cet équipement.

NOTE : Des exemples de permis ministériels sont joints, de même que copie du Rapport déposé à la Chambre des Communes, tel que requis par la Loi sur l'Immigration.

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Affaires publiques
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cienet.ci.gc.ca>

PERMIS MINISTÉRIELS FICHE DOCUMENTAIRE

- Les permis ministériels autorisent, dans des circonstances bien précises, l'admission de personnes qui ne seraient pas autrement admissibles à entrer ou à demeurer au Canada. Ils confèrent une certaine souplesse au programme d'immigration en permettant au Ministère de prendre en considération les motifs pour lesquels une personne cherche à entrer ou à demeurer au Canada. En même temps, ils permettent à CIC de s'assurer que le public canadien est protégé, la santé et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes demeurant les deux facteurs primordiaux dans la décision d'accorder ou non le permis ministériel.
- Les permis sont de courte durée et peuvent être révoqués.
- Les permis ministériels peuvent être émis par le Ministre ou un fonctionnaire désigné pour diverses raisons, que la non-admissibilité soit pour des motifs d'ordre technique, médical ou criminel.
- Le rapport pour 1997 démontre que le nombre de permis émis demeure sensiblement le même que le nombre émis en 1996. Il y a eu 4 059 permis ministériels émis en 1997, ce qui représente une légère augmentation de 1,3% par rapport à 1996. Depuis 1992, il y a eu une réduction de plus de 12 000 dans le nombre de permis émis, soit une diminution de 75%.
- La majorité des permis accordés en 1997 l'ont été pour des raisons d'ordre technique, par exemple, l'absence d'un visa de visiteur : 2 244 permis ont ainsi été accordés à des personnes non admissibles pour des raisons d'ordre technique plutôt que pour des raisons de santé, de criminalité ou de sécurité.
- 275 permis ministériels ont été émis en 1997 à des personnes non admissibles pour des raisons de santé. Ces permis ne sont accordés qu'après évaluation de l'état de santé de la personne concernée par un médecin et consultation des autorités provinciales en matière de santé. Certaines personnes médicalement non admissibles se voient accorder un permis ministériel pour entrer au Canada ou y demeurer pour une courte période seulement, le temps de recevoir des soins médicaux qu'on ne pourrait leur offrir dans leur pays d'origine. Elles doivent avoir pris les dispositions appropriées pour payer à l'avance ces soins.
- 1 497 permis ont été délivrés à des personnes non admissibles en raison d'antécédents criminels. Cela représente une diminution de 4,8% par rapport à 1996. Ces permis ne sont accordés qu'après une analyse approfondie du dossier. Le permis ministériel ne sera accordé que s'il est démontré que la personne en cause n'a pas commis d'infractions récemment, qu'elle est peu susceptible de contrevenir à la loi au Canada et qu'elle doit absolument venir au Canada. L'accès aux casiers judiciaires, les recommandations des forces policières locales et les déclarations faites par les requérants permettent aux agents d'immigration de découvrir les personnes non admissibles pour des raisons d'ordre criminel.

La décision d'autoriser une personne non admissible pour des raisons d'ordre criminel à venir au Canada n'est prise qu'après une analyse approfondie du dossier. Le permis ministériel ne sera accordé que s'il est démontré que la personne en cause n'a pas commis d'infractions récemment, qu'elle est peu susceptible de contrevenir à la loi au Canada et qu'elle doit absolument venir au Canada. L'accès aux casiers judiciaires, les recommandations des forces policières locales et les déclarations faites par les requérants permettent aux agents d'immigration de découvrir quelles sont les personnes qui sont non admissibles pour des raisons d'ordre criminel.

En 1997, 1 497 permis ont été délivrés à des personnes non admissibles en raison d'antécédents criminels. Cela représente une diminution de 4,8% par rapport à 1996.

- 30 -

On trouvera ci-joints des exemples de cas où un permis ministériel a été accordé et une copie du rapport déposé à la Chambre de communes.

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Affaires publiques
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

LE RAPPORT DE 1997 DÉMONTRE QUE LE NOMBRE DE PERMIS MINISTÉRIELS ACCORDÉS DEMEURE SENSIBLEMENT LE MÊME QU'EN 1996

OTTAWA, le 2 avril 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le Rapport annuel de 1997 au Parlement sur les permis ministériels.

Le rapport démontre que le nombre de permis émis demeure sensiblement le même que le nombre émis en 1996. Il y a eu 4 059 permis ministériels émis en 1997, ce qui représente une légère augmentation de 1,3 % par rapport à 1996. Depuis 1992, il y a eu une réduction de plus de 12 000 dans le nombre de permis émis, soit une diminution de 75 %.

« L'an dernier, nous avons maintenu le nombre de permis émis. Le Ministère réalise son objectif qui est d'exercer un contrôle efficace sur le programme d'immigration en gérant l'admission des gens au Canada d'une façon équitable et équilibrée, a déclaré la Ministre. En matière d'immigration, il n'est pas toujours facile de trancher. Lorsqu'il s'agit de gérer l'admission dans notre pays, nous devons tenir compte des raisons pour lesquelles les gens veulent entrer ou demeurer au Canada. Toutefois, la santé et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes restent les facteurs primordiaux dans la décision d'accorder ou non le permis ministériel », d'ajouter la Ministre.

Les permis ministériels autorisent, dans des circonstances bien précises, l'admission de personnes qui ne seraient pas autrement admissibles à entrer ou à demeurer au Canada. Les permis sont de courte durée et peuvent être révoqués. Ils confèrent une certaine souplesse au programme d'immigration en permettant au Ministère de prendre en considération les motifs pour lesquels une personne cherche à entrer ou à demeurer au Canada.

Les permis ministériels peuvent être accordés pour diverses raisons, dont la non-admissibilité pour des motifs d'ordre technique, médical ou criminel. En 1997, la plupart des permis ont été accordés pour des raisons d'ordre technique, par exemple, l'absence d'un visa de visiteur; 2 244 permis, soit 55 % du nombre total, ont été accordés à des personnes non admissibles pour des raisons d'ordre technique plutôt que pour des raisons de santé, de criminalité ou de sécurité.

Dans le cas des personnes qui seraient jugées non admissibles pour des raisons d'ordre médical, le permis ministériel n'est accordé qu'après évaluation de l'état de santé de la personne concernée par un médecin et consultation des autorités provinciales en matière de santé. Certaines personnes médicalement non admissibles se voient accorder un permis ministériel pour entrer au Canada ou y demeurer pour une courte période seulement, le temps de recevoir des soins médicaux qu'on ne pourrait leur offrir dans leur pays d'origine. Elles doivent avoir pris les dispositions appropriées pour payer à l'avance ces soins. En 1997, on a accordé 275 permis ministériels à des personnes non admissibles pour des raisons de santé, ce qui représente une diminution de 6 % par rapport aux 293 permis accordés en 1996.



NEWS RELEASE

98-21

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, April 2, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Ontario. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Dian J. Forsey, former member of the Ontario Rent Review Hearings Board and consultant, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Aida F. Graff, former member of the Ontario Advisory Council on Multiculturalism and Citizenship and commissioner with the Ontario Human Rights Commission, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Veda Rangan, former vice-chair of the Social Assistance Review Board and member of the National Parole Board, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Dr. Roger R. Rickwood, former human resources consultant, educator and lawyer, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Hope Sealy, former journalist and complaints commissioner of the Law Society of Upper Canada, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Alexis Singer, lawyer and assistant Crown attorney with the Government of Ontario, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-21

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 2 avril 1998 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) en Ontario. Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Il s'agit de :

Dian J. Forsey, ancienne membre de l'Ontario Rent Review Hearings Board et consultante, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Aida F. Graff, anciennement membre du Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario et commissaire à la Commission ontarienne des droits de la personne, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Veda Rangan, anciennement vice-présidente de la Commission de révision de l'aide sociale et membre de la Commission nationale des libérations conditionnelles, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Roger R. Rickwood, détenteur d'un doctorat, et ancien consultant en ressources humaines, éducateur et avocat, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Hope Sealy, anciennement journaliste et commissaire aux plaintes au Barreau du Haut-Canada, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Alexis Singer, avocat et procureur adjoint de la Couronne au gouvernement de l'Ontario, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant, créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel de l'immigration et la Section d'arbitrage, chargées de déterminer le statut de réfugié au Canada, d'entendre les appels, d'effectuer des enquêtes et de réviser les motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





CAI
-N26

Citizenship and Immigration Canada

Government
Publications

NEWS RELEASE

98-22

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - April 7, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Stéphane Hébert, Immigration Lawyer and Member of the Quebec Bar, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Deborah Morrish, former vice-chair of the Social Assistance Review Board and French Immersion Teacher, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



C O M M U N I Q U É

98-22

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa - 7 avril 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Il s'agit de:

M. Stéphane Hébert, avocat spécialisé en immigration et membre du Barreau du Québec, a été nommé à la section du statut de réfugié à Montréal.

Mme Deborah Morrish, ancienne vice-présidente de la Commission de révision de l'aide sociale et professeur de cours d'immersion en français, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant, créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel de l'immigration et la Section d'arbitrage, chargées de déterminer le statut de réfugié au Canada, d'entendre les appels, d'effectuer des enquêtes et de réviser les motifs de la détention.

Renseignements: Eric Tétrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
-N26

Citizenship and Immigration Canada

Government
Publications

NEWS RELEASE

98-23

REAPPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - April 7, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). They are:

Harindar Aulach, former Program Officer with the World University Service of Canada and Member of the Board since 1988, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Jean Bruneau, lawyer and Member of the Board since 1990, has been reappointed as a part-time Member of the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Jeannette Goldman, former teacher and Member of the Board since 1988, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

William Jackson, a former administrator and Member of the Board since 1988, has been reappointed as a Coordinating Member of the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Gregory James, lawyer and Member of the Board since June 1993, has been reappointed as a Coordinating Member of the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Dominique Lamarche, lawyer and Member of the Board since 1989, has been reappointed as a part-time Member of the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Anthony Sorzotti, former Assistant Director of the Catholic Immigration Bureau in Toronto and Member of the Board since 1989, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Rick Stainsby, former Senior Legal Advisory to the United Nations High Commissioner for Refugee and Member of the Board since June 1993, has been reappointed as Assistant Deputy Chairperson, Professional Development, of the Convention Refugee Determination Division.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



COMMUNIQUÉ

98-23

RENOUVELLEMENTS DE MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa - 7 avril 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des renouvellements de mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Il s'agit de:

M. Harindar Aulach, ancien agent de programme à l'Entraide universitaire mondiale du Canada et commissaire de la CISR depuis 1988, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

M. Jean Bruneau, avocat et commissaire de la CISR depuis 1990, a vu son mandat à temps partiel renouvelé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Mme Jeannette Goldman, ancienne enseignante et commissaire de la CISR depuis 1988, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

M. William Jackson, ancien administrateur et commissaire de la CISR depuis 1988, a vu son mandat renouvelé comme commissaire coordonnateur de la Section du statut de réfugié à Toronto.

M. Gregory James, avocat et commissaire de la CISR depuis juin 1993, a vu son mandat renouvelé comme commissaire coordonnateur de la Section du statut de réfugié à Toronto.

Mme Dominique Lamarche, avocate et commissaire de la CISR depuis 1989, a vu son mandat à temps partiel renouvelé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

M. Anthony Sorzotti, ancien directeur adjoint du Catholic Immigration Bureau à Toronto et commissaire de la CISR depuis 1989, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

M. Rick Stainsby, ancien conseiller juridique principal du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et commissaire de la CISR depuis juin 1993, a vu son mandat renouvelé comme vice-président adjoint au perfectionnement professionnel de la Section du statut de réfugié.

La CISR est un tribunal administratif indépendant, créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel de l'immigration et la Section d'arbitrage, chargées de déterminer le statut de réfugié au Canada, d'entendre les appels, d'effectuer des enquêtes et de réviser les motifs de la détention.

Renseignements: Eric Tétrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
- N 26

NEWS RELEASE

98-24

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA - May 14, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). They are:

Shehni Dossa, lawyer and former Director of the Burnaby Chamber of Commerce and member of the IRB since June 1993, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Richard Wayne Jackson, former Director of International Affairs with the Canadian Labour Congress, communications specialist with the Department of External Affairs and current member of the IRB, has been appointed as Assistant Deputy Chairperson of the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Kurt Neuenfeldt, lawyer and member of the IRB since June 1993, has been appointed as a part-time member of the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

David Zimmer, a lawyer with extensive experience as counsel before administrative boards and tribunals, former President and Director of the Alzheimer Society of Metropolitan Toronto, former President of the Alzheimer Society of Canada and current member of the IRB, has been appointed as Assistant Deputy Chairperson of the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

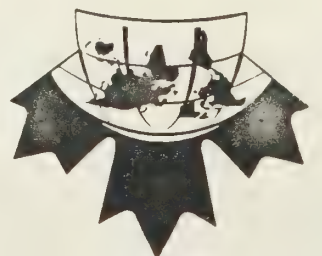
- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 14 mai 1998 -- Mme Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Shehni Dossa, avocate et ex-présidente de la Chambre de commerce de Burnaby, est actuellement commissaire à la CISR depuis 1993, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Richard Wayne Jackson, ex-directeur des Affaires internationales du Congrès du travail du Canada, spécialiste des communications au ministère des Affaires étrangères et actuellement commissaire à la CISR, a été nommé vice-président adjoint à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Kurt Neuenfeldt, avocat, est commissaire à la CISR depuis juin 1993, a été nommé comme commissaire à temps partiel à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

David Zimmer, avocat ayant une longue expérience du travail dans les tribunaux administratifs, ancien président et directeur de la Société Alzheimer du Toronto métropolitain, ancien président de la Société Alzheimer du Canada et actuellement commissaire à la CISR, est nommé vice-président adjoint à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend des appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements:

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

CAI
CI
-N 26

NEWS RELEASE

98-25

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa - May 14, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of Huguette Pageau as Citizenship Judge in Quebec.

Ms. Pageau has served as a Citizenship Judge in Montreal for many years, beginning in November 1984.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility of making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 14 mai 1998 -- Mme Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de M^{me} Huguette Pageau au poste de juge de la citoyenneté au Québec.

M^{me} Pageau occupe le poste de juge de la citoyenneté à Montréal depuis de nombreuses années, étant entrée en fonction en novembre 1984.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
-N26

ship and
ation Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

[News Release]



BRITISH
COLUMBIA

CANADA AND B.C. SIGN AN AGREEMENT FOR CO-OPERATION ON IMMIGRATION

VANCOUVER, May 19, 1998 - Federal Citizenship and Immigration Minister Lucienne Robillard and provincial Attorney General and Minister Responsible for Multiculturalism, Human Rights and Immigration Ujjal Dosanjh signed today, in Vancouver, an agreement for co-operation on immigration.

Under the five-year agreement, B.C. will assume greater responsibility for immigrants coming to the province.

"This new partnership will enable us to develop a 'made in B.C.' approach to immigration to maximize the many benefits immigrants bring to this province," said Mr. Dosanjh. "It will mean more jobs and more investment for British Columbia," he added.

The province assumes full responsibility for designing and delivering settlement and integration services and programs for newcomers. B.C. will also play a bigger role in consultations to determine immigration policy and planning, and to boost business immigration.

"This agreement demonstrates the commitment we have to work cooperatively with the provincial governments to improve the immigration system," said Minister Robillard. "The elements of this agreement strengthen and enhance our ability to plan for the future."

Mr. Dosanjh said the agreement is a major development for B.C. "It gives the province an unprecedented opportunity to have a greater hand in determining immigration policy to reflect B.C.'s economic and social circumstances," he said.

The federal government will maintain its role in setting national standards for immigration while allowing for greater input from B.C. through a formalized policy and planning process. Federal funding for settlement services and programs totalling \$45.8 million for each of the 1998-99 and 1999-2000 fiscal years will be transferred to the province. This will give B.C. the opportunity to better coordinate service delivery and to reduce existing overlap and duplication.

"This shows the federal government has acted on its commitment from the 1995 budget speech," said Madame Robillard. "The federal government is committed to providing the province with appropriate, ongoing and fair funding to help provide these services," she added.



Another highlight of the agreement includes a partnership between Canada and B.C. to attract more business immigrants. A business immigration pilot project will be launched to encourage business immigrants destined to B.C. to make an exploratory visit to the province and to attend business orientation seminars provided by the province.

"Over the last ten years, immigration has been the leading component of B.C.'s labour force growth, making up about 40 percent of new entrants to the labour market," said Mr. Dosanjh. "And economic immigrants, such as entrepreneurs, investors and skilled workers, represent 65 percent of new arrivals. Immigrants contribute to the competitive skills of B.C.'s labour force, accounting for thousands of jobs and hundreds of millions of dollars worth of investments."

"We want to expand on this and with the help of the federal government on this pilot project, we'll create new jobs in B.C.," Mr. Dosanjh added.

Other areas covered under the agreement include staff transfers, provincial nominees, overseas promotion and recruitment, information sharing and research, and plans to deter family sponsorship default. The agreement provides the opportunity for further negotiations to make any amendments as other issues arise.

-30-

Backgrounders attached

Contact:

Eric Tetrault
Press Secretary/Secrétaire de presse
Office of the Minister/Cabinet de la
Ministre
Citizenship and Immigration Canada/
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Pamela Post
Director, Communications/
Directrice, Communications
Ministry Responsible for
Multiculturalism and Immigration/
Ministère responsable du
Multiculturalisme et de l'Immigration
(604) 660-2280

Lois Reimer
Regional Manager, British Columbia/
Gestionnaire régionale, Colombie-
Britannique
Public Affairs/Affaires publiques
Citizenship and Immigration Canada/
Citoyenneté et Immigration Canada
(604) 666-8185

Sam Rainboth
Communications Branch
Ministry Responsible for
Multiculturalism and Immigration/
Ministère responsable du
Multiculturalisme et de l'Immigration
(604) 660-2277



Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

**IMMIGRATION BY PROVINCE
1995-1997**

PROVINCE	1995		1996		1997	
	#	%	#	%	#	%
Newfoundland	564	0.26	586	0.26	436	0.20
Prince Edward Island	167	0.08	148	0.07	151	0.07
Nova Scotia	3,595	1.69	3,220	1.42	2,890	1.34
New Brunswick	641	0.30	723	0.32	661	0.31
Quebec	27,220	12.79	29,805	13.18	27,674	12.81
Ontario	115,901	54.45	119,713	52.95	118,085	54.66
Manitoba	3,600	1.69	3,940	1.74	3,805	1.76
Saskatchewan	1,950	0.92	1,825	0.81	1,741	0.81
Alberta	14,347	6.74	13,905	6.15	12,925	5.98
Northwest Territories	118	0.06	92	0.04	94	0.04
British Columbia	44,584	20.94	51,984	22.99	47,438	21.96
Yukon	93	0.04	89	0.04	86	0.04
Not Stated	89	0.04	41	0.02	53	0.02
Total	212,869	100	226,071	100	216,039	100



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada



BRITISH
COLUMBIA

Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

CANADA BY TOP TEN SOURCE COUNTRIES 1995-1997

COUNTRY	1995			1996			1997		
	#	%	Rank	#	%	Rank	#	%	Rank
Hong Kong	31,766	14.92	1	29,985	13.26	1	22,080	10.22	1
India	16,253	7.64	2	21,288	9.42	2	19,616	9.08	2
China, People's Republic of	13,308	6.25	4	17,533	7.76	3	18,529	8.58	3
Taiwan	7,694	3.61	6	13,220	5.85	4	13,319	6.17	4
Pakistan	4,004	1.88	10	7,759	3.43	6	11,233	5.2	5
Philippines	15,162	7.12	3	13,156	5.82	5	10,869	5.03	6
Iran	3,691	1.73	15	5,832	2.58	9	7,478	3.46	7
Sri Lanka	8,937	4.2	5	6,157	2.72	7	5,065	2.34	8
United States of America	5,194	2.44	9	5,850	2.59	8	5,029	2.33	9
United Kingdom and Colonies	6,167	2.9	8	5,593	2.47	10	4,658	2.16	10
Bosnia-Herzegovina	6,294	2.96	7	5,122	2.27	11	3,832	1.77	13
Total for Top Ten only	114,779	53.92		126,373	55.9		117,876	54.56	
Total Other Countries	98,090	46.08		99,698	44.1		98,163	45.44	
Total	212,869	100		226,071	100		216,039	100	

BRITISH COLUMBIA BY TOP TEN SOURCE COUNTRIES 1995-1997

COUNTRY	1995			1996			1997		
	#	%	Rank	#	%	Rank	#	%	Rank
Taiwan	5,351	12.00	2	9,395	18.07	2	9,127	19.24	1
Hong Kong	11,971	26.85	1	12,527	24.10	1	8,558	18.04	2
India	5,179	11.62	3	6,114	11.76	3	5,296	11.16	3
China, People's Republic of	3,275	7.35	5	4,257	8.19	4	4,835	10.19	4
Philippines	3,390	7.60	4	3,166	6.09	5	2,976	6.27	5
Iran	767	1.72	10	1,444	2.78	6	2,022	4.26	6
Korea, Republic of	1,190	2.67	8	1,091	2.10	9	1,163	2.45	7
United States of America	1,213	2.72	7	1,286	2.47	8	1,103	2.33	8
United Kingdom and Colonies	1,511	3.39	6	1,415	2.72	7	1,101	2.32	9
South Africa, Republic of	760	1.70	11	713	1.37	11	936	1.97	10
Germany, Federal Republic of	777	1.74	9	850	1.64	10	573	1.21	11
Total for Top Ten only	34,624	77.66		41,545	79.92		37,117	78.24	
Total Other Countries	9,960	22.34		10,439	20.08		10,321	21.76	
Total	44,584	100		51,984	100		47,438	100	

Canada



Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUND

CANADA BY CLASS 1995-1997

IMMIGRANTS/REFUGEES	1995		1996		1997	
	#	%	#	%	#	%
Total Family	77,227	36.28	68,330	30.23	59,956	27.76
Total Economic	100,911	47.41	120,291	53.21	125,493	58.09
Total "Other"	6,970	3.26	9,099	4.02	6,489	3.00
Total Refugees	27,761	13.04	28,351	12.54	24,101	11.16
Total Immigrants/Refugees	212,869	100	226,071	100	216,039	100

BRITISH COLUMBIA BY CLASS 1995-1997

IMMIGRANTS/REFUGEES	1995		1996		1997	
	#	Percentage of Canadian Total	#	Percentage of Canadian Total	#	Percentage of Canadian Total
Total Family	15,305	19.82	14,292	20.92	12,848	21.43
Total Economic	25,939	25.70	33,382	27.75	31,252	24.90
Total "Other"	1,493	21.42	2,048	22.51	1,364	21.02
Total Refugees	1,847	6.65	2,262	7.98	1,974	8.19
Total Immigrants/Refugees	44,584	20.94	51,984	22.99	47,438	21.96



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada



BRITISH
COLUMBIA

Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

CANADA BY BUSINESS CLASS 1995-1997

BUSINESS CLASS	1995		1996		1997	
	#	%	#	%	#	%
Entrepreneur	11,433	58.77	11,912	53.03	10,404	52.22
Self-employed	2,854	14.67	4,375	19.48	3,926	19.71
Investor	5,167	26.56	6,175	27.49	5,594	28.08
Total	19,454	100	22,462	100	19,924	100

BRITISH COLUMBIA BY BUSINESS CLASS 1995-1997

BUSINESS CLASS	1995		1996		1997	
	#	Percentage of Canadian Total	#	Percentage of Canadian Total	#	Percentage of Canadian Total
Entrepreneur	3,505	30.66	4,221	35.43	3,299	31.71
Self-employed	956	33.50	1,561	35.68	1,256	31.99
Investor	3,040	58.83	3,449	55.85	2,247	40.17
Total	7,501	38.56	9,231	41.10	6,802	34.14

Canada



Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

Settlement

The Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration, includes Annex B on the Realignment of Responsibilities for Immigrant Settlement Services. This annex will mean that in the future, the design and administration of general immigrant settlement services in B.C. will be the responsibility of the provincial government. Canada will continue to provide significant support for general settlement services through a transfer of funds to British Columbia (\$45.8 million for each of the 1998-99 and 1999-2000 fiscal years).

What are settlement services?

- These are economic and social services designed to help newcomers integrate into Canadian society.
- These services include various forms of orientation, reception, adult language training, counselling, labour market preparation, referral to other services, and general activities that help create a more welcoming environment.

Why are changes being made?

- In 1994, the federal government did a major review of its roles and decided that it was not always appropriate to be involved in the delivery of services locally.
- At the same time, B.C. indicated it was interested in taking over settlement as part of its larger interest in playing a greater role in managing the impact of immigration in the province.
- As a result, Canada and B.C. signalled their interest in realigning settlement services and launched major consultations with stakeholders to determine the best approach to settlement delivery. The consultations provided the opportunity for both governments to set out principles for a new approach to settlement. With these principles in mind, B.C. and CIC have now negotiated an agreement that will make this possible.
- Both Canada and B.C. have been administering programs that provide funding to third-party organizations, who in turn use those funds to deliver newcomer settlement services, including adult language training. This situation has resulted in administrative overlap and duplication, and unnecessary red tape for settlement organizations. The agreement will see the end of this overlap.

- There will be better coordination of all settlement services because B.C. will have the flexibility to design an approach to integrating newcomers that is tailor-made for B.C.

What happens next?

- Canada and B.C. have established a joint federal-provincial transition team. The team will ensure that stakeholders are kept informed of changes and advised in advance of any new procedures. There will be consultations on program implementation and operations.
- All of Canada's existing settlement service agreements (under programs such as the Immigrant Settlement and Adaptation Program [ISAP], Host — designed to match new immigrants with Canadians to help in their integration — and the Language Instruction for Newcomers to Canada [LINC]) will be honoured.
- The current fiscal year will be one of transition, with the new structure coming fully into effect in 1999-2000. B.C. will make announcements about new approaches to settlement programming as details are finalized.
- The federal transfer payment for settlement services in 1999-2000 will remain at \$45.8 million. The amount of \$45.8 million may change in future years, depending on B.C.'s share of immigration relative to Canada. Canada will be developing a new funding formula based primarily on B.C.'s recent share of immigration and on consultations with the provinces and territories.
- B.C. will report to Canada on the spending of federal settlement transfers, so the federal minister can account to Parliament on the expenditure of federal funding.
- Canada will continue to resettle refugees from abroad and will administer the program that provides immediate settlement services to these clients upon their arrival in Canada, including income support.
- Canada will continue to fund "Welcome to Canada" services offered at major ports of entry, including Vancouver International Airport. "Welcome to Canada" kiosks are staffed by people working for non-governmental organizations. They provide newcomers with orientation information in several languages.
- Canada will also continue to be involved in activities at the national level that can help to improve newcomer settlement in Canada, including research work, a "resource centre" on Internet with settlement orientation information, and orientation sessions overseas.



Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

Family Sponsorship

Under this Agreement (Annex E), Canada and British Columbia will take further steps to reduce the costs that result when family members fail to honour their commitment to support relatives they sponsor for immigration.

A family member who sponsors a relative under the Family Class category signs a commitment to support that relative for 10 years. "Support" means providing for all essential needs, so that the relative does not need to depend on any government income assistance.

Although the vast majority of family members who sponsor relatives honour their commitment, there is growing concern about costs to help those immigrants whose family members are no longer able or willing to meet their commitment.

Through a sub-committee, Canada and B.C. will:

- implement procedures to notify each other and record cases of sponsors who fail to support their relatives (sponsorship default);
- implement measures to deter sponsorship default and develop mechanisms to enforce those measures;
- implement measures to recover benefits already paid out to sponsored immigrants.

Canada will ensure that sponsors living in B.C. who have failed to continue to support relatives will not be allowed to sponsor other family members until the province confirms that debts have been satisfactorily repaid.

Both levels of government recognize that under certain circumstances there are legitimate reasons to provide income assistance to sponsored immigrants. For example, in cases of domestic abuse, where a sponsor refuses to provide support, a sponsored spouse, child or elder may be forced to apply for assistance.

B.C. will continue to be sensitive to the specific circumstances of a sponsored immigrant who makes an application for assistance.

Canada is strongly committed to family reunification based on the premise that the family itself must provide the resources for supporting its sponsored members.



Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

Provincial Nominees

Annex C of the agreement provides British Columbia with an opportunity to maximize the economic benefits of immigration to that province.

Skills brought by immigrants and jobs created by business immigrants have greatly contributed to B.C.'s economic growth.

Over the last five years, B.C. has received an average of over 28,000 immigrants who are skilled workers or business people.

With only 12 percent of the country's population, B.C. is receiving approximately a quarter of all immigrants to Canada in the economic categories.

But there are special circumstances where B.C. may want to be more proactive to meet specific regional labour market or industrial needs. Under the agreement, B.C. will be able to strategically select immigrants who will contribute significantly to the province's economy, without the burden and expense of establishing a parallel provincial selection system.

The agreement provides B.C. with the authority to nominate, based on provincial criteria, 1,000 provincial nominees and their families over a five-year period, beginning with the current fiscal year. The number may be exceeded upon mutual agreement of Canada and B.C.

If B.C. chooses to nominate any potential immigrants under this part of the agreement, they would be nominated to provide significant industrial or economic benefits to the province. This might include meeting critical skill shortages or facilitating the immigration of key individuals of corporations that wish to locate to B.C.

Canada would be responsible for selecting candidates nominated by B.C. and assessing them against admissibility criteria which include security, criminal records and medical checks.

Canada would process permanent residence applications as quickly as possible once provincial nominee candidates have successfully passed these checks.

Canada will continue to issue visas.

5/7/98



Agreement for Canada-British Columbia Co-operation on Immigration

BACKGROUNDER

Business Immigrants

Canada and B.C. recognize that business immigrants (investors, entrepreneurs and self-employed) help promote economic growth.

Under this agreement, a two-year pilot project will be established to increase the economic benefits of business immigration.

In 1997, 1,535 immigrants to B.C. were business immigrants. Along with their family members (6,802 people) they represented 15 percent of all immigration to B.C.

Over the last 10 years, more than 16,000 business immigrants and their families have come to B.C. Together, they have directly invested \$3 billion in their businesses and created an estimated 75,000 jobs for B.C. residents.

The pilot project ensures more active promotion of business immigration to B.C. by:

- Establishing a “hotlink” on the Citizenship and Immigration Canada (CIC) Web site (<http://cicnet.ci.gc.ca>) to connect potential applicants with a B.C. Web site. The CIC Web site will encourage potential applicants to make an exploratory visit and to attend a business orientation seminar in B.C.
- Displaying information at selected CIC overseas missions and briefing staff at those missions about the exploratory visit and the business orientation seminar.

The exploratory visit is encouraged to provide prospective business immigrants with the opportunity to experience B.C., to learn about business opportunities, to establish business contacts first-hand, and to attend a business orientation seminar.

The business orientation seminars are designed to help business immigrants settle successfully by providing specific information on:

- settlement service agencies and how they can help;
- the structure of the province’s economy;
- potential growth sectors;
- lists of potential investment opportunities; and
- one-on-one counselling services.

Under the assumption that orientation seminars are an important contributing element to business and settlement success, attendance at such a seminar by a prospective business immigrant will be viewed positively by visa officers in the assessment of an entrepreneur's qualification.

Business immigrants who enter under the "entrepreneur" category are required to meet certain terms and conditions, such as setting up the business within two years of arrival and employing at least one other person. If these terms and conditions are not met, steps could be taken to remove the entrepreneur from Canada. A "conditions removal seminar," provided by B.C. with Canada's participation, will help business immigrants meet the terms and conditions regarding the establishment of a business.

B.C. will provide Canada with the names and addresses of people attending the conditions removal seminars to help the entrepreneur have the terms and conditions cancelled.

A framework to evaluate the pilot project will be established by B.C. and Canada to determine the economic benefits of exploratory visits, orientations and conditions removal seminars.

La séance d'orientation vise, quant à elle, à aider les gens d'affaires immigrants à réussir leur établissement en leur donnant des renseignements précis sur ce qui suit :

- les organismes d'aide à l'établissement et leur utilité;
- la structure de l'économie de la province;
- les secteurs susceptibles de croître;
- les listes de possibilités d'investissement;
- les services de counselling individuel.

Si l'on tient pour acquis que ces séances d'orientation contribueront dans une large mesure au succès de l'établissement et de l'entreprise, les agents de visas verront d'un bon oeil la participation à ces séances de gens d'affaires susceptibles d'immigrer au Canada dans le cadre de l'évaluation de la qualification d'un entrepreneur.

Pour obtenir le statut de résident permanent, les gens d'affaires immigrants qui font partie de la catégorie « entrepreneurs » doivent respecter certaines conditions, telles que mettre sur pied l'entreprise dans les deux ans suivant leur arrivée et embaucher au moins une autre personne. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, des mesures pourront être prises pour que l'entrepreneur quitte le Canada. Un « atelier sur la levée des conditions » donné par la province, avec la participation du Canada, aidera les gens d'affaires immigrants à respecter les conditions relatives à l'établissement d'une entreprise.

La Colombie-Britannique fournira au Canada les nom et adresse des personnes qui participeront aux ateliers sur la levée des conditions afin de faciliter la levée des conditions imposées à l'entrepreneur.

La Colombie-Britannique et le Canada établiront un cadre d'évaluation du projet pilote afin de déterminer les avantages économiques des visites exploratoires, des séances d'orientation et des ateliers sur la levée des conditions.



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada



BRITISH
COLUMBIA

Entente de coopération Canada-Colombie-Britannique en matière d'immigration

NOTE D'INFORMATION

Gens d'affaires immigrants

Le Canada et la Colombie-Britannique reconnaissent que les gens d'affaires immigrants (investisseurs, entrepreneurs et travailleurs autonomes) contribuent à la croissance économique.

En vertu de l'entente, un projet pilote de deux ans sera mis sur pied pour augmenter les avantages économiques de l'immigration des gens d'affaires.

En 1997, 1 535 hommes et femmes d'affaires ont immigré en Colombie-Britannique. Ces personnes ainsi que les membres de leurs familles (6 802 personnes) représentent 15 % de toute l'immigration dans la province.

Au cours des dix dernières années, plus de 16 000 gens d'affaires immigrants et leurs familles sont venus s'installer en Colombie-Britannique. Ils ont investi directement 3 milliards de dollars dans leurs entreprises et créé environ 75 000 emplois pour les résidents de la province.

Le projet pilote vise une promotion plus active de l'immigration des gens d'affaires en Colombie-Britannique par les moyens suivants :

- établir un « lien » entre le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) (<http://cicnet.ci.gc.ca>) pour que les requérants éventuels soient dirigés vers le site Web de la Colombie-Britannique. Le site de CIC encouragera les requérants éventuels à faire une visite exploratoire en Colombie-Britannique et à participer à une séance d'orientation sur le milieu des affaires en Colombie-Britannique;
- laisser en montre des documents d'information à certains bureaux de CIC à l'étranger et informer le personnel de ces bureaux de l'existence des visites exploratoires et des séances d'orientation.

La visite exploratoire a pour objet de donner aux gens d'affaires susceptibles de vouloir immigrer la chance de connaître la Colombie-Britannique, de se renseigner sur les occasions d'affaires qu'elle offre, d'établir des relations d'affaires directes et d'assister à une séance d'orientation sur le milieu des affaires.

Entente de coopération Canada-Colombie-Britannique en matière d'immigration

NOTE D'INFORMATION

Nominations de la province

L'annexe C de l'entente offre à la Colombie-Britannique la possibilité de maximiser les avantages économiques de l'immigration dans la province.

Les compétences qu'apportent les immigrants avec eux et les emplois créés par les gens d'affaires immigrants ont grandement contribué à la croissance économique de la Colombie-Britannique.

Au cours des cinq dernières années, la province a reçu en moyenne plus de 28 000 immigrants qui sont des travailleurs qualifiés ou des gens d'affaires.

Ne comptant que 12 % de la population du pays, la Colombie-Britannique a reçu environ le quart de tous les immigrants du pays dans la composante économique.

Mais dans certaines situations particulières, la province veut se montrer davantage proactive afin de répondre aux besoins du marché du travail régional et de certains secteurs industriels. En vertu de l'entente, la province pourra sélectionner de façon stratégique les immigrants dont la contribution à l'économie de la province sera importante, sans avoir à établir un système provincial parallèle de sélection et à en assumer les coûts.

L'entente donne à la Colombie-Britannique le pouvoir de nommer, pendant une période de cinq ans débutant au cours du présent exercice, 1 000 immigrants et leurs familles, selon des critères de sélection fixés par la province. Le nombre peut être augmenté avec le consentement mutuel des deux parties.

Si la Colombie-Britannique choisissait de nommer des immigrants éventuels en vertu de cette disposition de l'entente, leur nomination viserait à procurer des avantages importants à l'industrie ou à l'économie de la province. Cela peut signifier que les immigrants viendraient combler d'importantes pénuries de main-d'œuvre spécialisée ou que l'on faciliterait l'immigration d'employés clés de sociétés qui désirent s'établir en Colombie-Britannique.

Le Canada serait chargé de la sélection des candidats nommés par la province, et il évaluerait ces derniers en fonction de critères d'admissibilité comme la sécurité, la criminalité et la santé.

Une fois que les vérifications à ces égards auraient été effectuées, le Canada traiterait les demandes de résidence permanente aussi rapidement que possible.

Le Canada continuera de délivrer les visas.

La Colombie-Britannique va continuer de tenir compte de la situation particulière d'un immigrant parrainé qui présente une demande d'aide.

Le Canada a un engagement ferme à l'égard du programme de réunion familiale et tient pour principe que la famille elle-même doit subvenir aux besoins des membres qu'elle parraine.

NOTE D'INFORMATION

Parrainage de membres de la famille

Selon cette entente (annexe E), le Canada et la Colombie-Britannique vont prendre des mesures supplémentaires pour abaisser les coûts résultant de la rupture de l'engagement de parrainage de membres de la famille à l'égard d'autres membres qu'ils parrainent dans le cadre du programme d'immigration.

Un membre de la famille qui parraine un parent de la catégorie des parents s'engage par écrit à soutenir ce dernier pendant 10 ans. « Soutenir » signifie combler tous les besoins essentiels de sorte que le parent n'ait pas besoin de recourir à aucune source d'aide au revenu du gouvernement.

Bien que la grande majorité des membres de la famille qui parrainent des parents respectent leur engagement, on s'inquiète de plus en plus des coûts reliés à l'aide à fournir aux immigrants dont les membres de la famille ne peuvent ou ne veulent plus respecter leurs engagements.

Par l'intermédiaire d'un sous-comité, le Canada et la Colombie-Britannique vont :

- mettre en oeuvre des procédures pour communiquer et enregistrer les cas de répondants qui ne respectent plus leurs obligations envers leurs parents (rupture de l'engagement de parrainage);
- mettre en oeuvre des mesures pour décourager la rupture d'un engagement de parrainage et élaborer des mécanismes pour appliquer ces mesures;
- mettre en oeuvre des mesures pour recouvrer les prestations déjà versées aux immigrants parrainés.

Le Canada va faire en sorte que les parrains vivant en Colombie-Britannique qui n'ont pas respecté leur engagement de soutenir des parents ne soient plus admissibles au parrainage d'autres membres de la famille jusqu'à ce que la province confirme que les dettes ont été dûment remboursées.

Les deux ordres de gouvernement reconnaissent que certaines circonstances justifient le versement d'une aide au revenu à des immigrants parrainés. Par exemple, dans des cas de violence familiale, lorsqu'un répondant refuse d'assurer leur soutien, un conjoint, un enfant ou un aîné parrainé peut se voir dans l'obligation de demander une aide.

- Comme la Colombie-Britannique aura la latitude nécessaire pour concevoir une approche d'intégration des nouveaux arrivants adaptée à sa situation, il y aura une meilleure coordination de tous les services d'établissement.

Que se passera-t-il ensuite?

- Le Canada et la Colombie-Britannique ont mis sur pied une équipe de transition fédérale-provinciale. L'équipe doit s'assurer que les intervenants sont tenus informés des changements et prévus des nouvelles procédures. Des consultations seront tenues sur la mise en oeuvre et les activités du programme.
- Toutes les ententes en vigueur sur les services d'établissement (dans le cadre de programmes comme le programme d'établissement des immigrants [PEAI], le programme d'accueil — jumelage de nouveaux arrivants à des Canadiens aux fins d'intégration — et le programme Cours de langue pour les immigrants au Canada [CLIC]) seront respectées.

- La présente année financière en sera une de transition, et la nouvelle structure sera complètement en place en 1999-2000. La Colombie-Britannique annoncera les nouvelles modalités des programmes d'établissement lorsque les détails en seront connus.

- Les paiements de transfert du gouvernement fédéral aux fins des services d'établissement demeureront à 45,8 millions de dollars en 1999-2000. Ce montant de 45,8 millions de dollars peut changer au cours des années, selon la part de l'immigration assumée par la Colombie-Britannique par rapport au reste du Canada. Le Canada établira une nouvelle formule de financement, fondée principalement sur la part récente de la Colombie-Britannique dans l'immigration et sur des consultations avec les provinces et les territoires.

- La Colombie-Britannique sera comptable au Canada de la dépense des transferts du fédéral aux fins de l'établissement, de façon que le ministre fédéral puisse rendre compte au Parlement des dépenses des fonds fédéraux.

- Le Canada continuera à rétablir des réfugiés depuis l'étranger et à administrer le programme visant à leur assurer des services d'établissement immédiats au moment de leur arrivée au Canada, y compris le soutien du revenu.

- Le Canada continuera de financer les services « Bienvenue au Canada » dans les principaux points d'entrée, y compris l'aéroport international de Vancouver. Les personnes en service dans les comptoirs « Bienvenue au Canada » travaillent pour des organisations non gouvernementales. Ils offrent aux nouveaux arrivants des renseignements de base dans plusieurs langues.

- Le Canada continuera aussi à participer à des activités nationales favorisant l'établissement des nouveaux arrivants au Canada, y compris la recherche, un « centre de ressources » sur Internet offrant des renseignements sur l'établissement, et des sessions d'information à l'étranger.

Entente de coopération Canada-Colombie-Britannique en matière d'immigration

NOTE D'INFORMATION

Etablissement

L'annexe B de l'Entente de coopération Canada-Colombie-Britannique en matière d'immigration vise à redéfinir les responsabilités des services d'établissement des immigrants. Aux termes de cette annexe, la conception et l'administration des services généraux d'établissement en Colombie-Britannique relèveront dorénavant du gouvernement provincial. Le Canada continuera d'assurer un soutien appréciable aux services généraux d'établissement par le biais d'un transfert de fonds à la Colombie-Britannique de 45,8 millions de dollars pour chacun des exercices financiers 1998-1999 et 1999-2000.

Que sont les services d'établissement?

- Il s'agit de services sociaux et économiques visant à aider les nouveaux arrivants à s'intégrer à la société canadienne.
- Ils comprennent divers services d'orientation, d'accueil, de counseling, de préparation au marché du travail, de présentation à d'autres services, des cours de langue pour adultes et des activités générales permettant de créer un environnement plus accueillant.

Pourquoi ces changements sont-ils apportés?

- En 1994, le gouvernement fédéral a entrepris une révision majeure de ses divers rôles et a décidé qu'il n'était pas toujours utile de participer à la prestation locale des services.
- Au même moment, la Colombie-Britannique a indiqué qu'elle serait intéressée à assumer la responsabilité de l'établissement, dans le contexte du rôle plus important qu'elle voulait jouer dans la gestion des répercussions de l'immigration sur la province.

- Par la suite, le Canada et la Colombie-Britannique ont indiqué qu'ils souhaitaient redéfinir les services d'établissement et ont lancé de vastes consultations auprès des intervenants pour déterminer la meilleure méthode de prestation des services d'établissement. Ces consultations ont permis aux deux gouvernements d'établir les principes d'une nouvelle approche à l'égard de l'établissement. En s'appuyant sur ces principes, la Colombie-Britannique et CIC ont maintenant négocié une entente qui en permettra l'application.

- Le Canada et la Colombie-Britannique administrent chacun des programmes visant à financer des organisations qui utilisent à leur tour ces fonds pour offrir des services d'établissement aux nouveaux arrivants, y compris des cours de langue aux adultes. Cette situation a entraîné un chevauchement et des doublons administratifs ainsi que des tracasseries inutiles pour les organisations chargées de l'établissement. L'entente éliminera ces chevauchements.

1995	1996	1997				
CATÉGORIES DES GENS D'AFFAIRES	Nb	% par rapport au Canada	Nb	% par rapport au Canada	Nb	% par rapport au Canada
Entrepreneurs	3 505	30,66	4 221	35,43	3 299	31,71
Travailleurs autonomes	956	33,50	1 561	35,68	1 256	31,99
Investisseurs	3 040	58,83	3 449	55,85	2 247	40,17
Total	7 501	38,56	9 231	41,10	6 802	34,14

COLOMBIE-BRITANNIQUE SELON LA CATÉGORIE DES GENS D'AFFAIRES 1995-1997

1995	1996	1997				
CATÉGORIES DES GENS D'AFFAIRES	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Entrepreneurs	11 433	58,77	11 912	53,03	10 404	52,22
Travailleurs autonomes	2 854	14,67	4 375	19,48	3 926	19,71
Investisseurs	5 167	26,56	6 175	27,49	5 594	28,08
Total	19 454	100	22 462	100	19 924	100

CANADA SELON LA CATÉGORIE DES GENS D'AFFAIRES 1995-1997

NOTE D'INFORMATION

Entente de coopération Canada-Colombie-Britannique en matière d'immigration

	IMMIGRANTS/REFUGIÉS					
	Nb	% par rapport au Canada	Nb	% par rapport au Canada	Nb	% par rapport au Canada
1995	15 305	19,82	14 292	18,92	12 848	16,71
Total composante familiale	25 939	25,70	33 382	43,22	31 252	40,31
Total "autres"	1 493	2,14	2 048	2,65	1 364	1,75
Total réfugiés	1 847	6,65	2 262	2,92	1 974	2,55
Total immigrants/réfugiés	44 584	20,94	51 984	22,99	47 438	21,96



Entente de coopération Canada-Colombie-Britannique en matière d'immigration

NOTE D'INFORMATION

CANADA - DIX PRINCIPAUX PAYS SOURCES
1995-1997

PAYS	Nb	%	Rang	Nb	%	Rang	Nb	%	Rang
1995	1996	1997							
Hong-Kong	31 766	14,92	1	29 985	13,26	1	22 080	10,22	1
Inde	16 253	7,64	2	21 288	9,42	2	19 616	9,08	2
Chine (République populaire de)	13 308	6,25	4	17 533	7,76	3	18 529	8,58	3
Taiwan	7 694	3,61	6	13 220	5,85	4	13 319	6,17	4
Pakistan	4 004	1,88	10	7 759	3,43	6	11 233	5,2	5
Philippines	15 162	7,12	3	13 156	5,82	5	10 869	5,03	6
Iran	3 691	1,73	15	5 832	2,58	9	7 478	3,46	7
Sri Lanka	8 937	4,2	5	6 157	2,72	7	5 065	2,34	8
États-Unis	5 194	2,44	9	5 850	2,59	8	5 029	2,33	9
Royaume-Uni et colonies	6 167	2,9	8	5 593	2,47	10	4 658	2,16	10
Bosnie-Herzégovine	6 294	2,96	7	5 122	2,27	11	3 832	1,77	13
Total dix principaux pays	114 779	53,92		126 373	55,9		117 876	54,56	
Total autres pays	98 090	46,08		99 698	44,1		98 163	45,44	
Total	212 869	100		226 071	100		216 039	100	

COLOMBIE-BRITANNIQUE - DIX PRINCIPAUX PAYS SOURCES
1995-1997

PAYS	Nb	%	Rang	Nb	%	Rang	Nb	%	Rang
1995	1996	1997							
Taiwan	5 351	12,00	2	9 395	18,07	2	9 127	19,24	1
Hong-Kong	11 971	26,85	1	12 527	24,10	1	8 558	18,04	2
Inde	5 179	11,62	3	6 114	11,76	3	5 296	11,16	3
Chine (République populaire de)	3 275	7,35	5	4 257	8,19	4	4 835	10,19	4
Philippines	3 390	7,60	4	3 166	6,09	5	2 976	6,27	5
Iran	767	1,72	10	1 444	2,78	6	2 022	4,26	6
Corée (République de la)	1 190	2,67	8	1 091	2,10	9	1 163	2,45	7
États-Unis	1 213	2,72	7	1 286	2,47	8	1 103	2,33	8
Royaume-Uni et colonies	1 511	3,39	6	1 415	2,72	7	1 101	2,32	9
Afrique du Sud (République d')	760	1,70	11	713	1,37	11	936	1,97	10
Allemagne (République féd. d')	777	1,74	9	850	1,64	10	573	1,21	11
Total - dix pays principaux	34 624	77,66		41 545	79,92		37 117	78,24	
Total autres pays	9 960	22,34		10 439	20,08		10 321	21,76	
Total	44 584	100		51 984	100		47 438	100	



NOTE D'INFORMATION

IMMIGRATION PAR PROVINCE
1995-1997

PROVINCE	1995	1996	1997
	Nb	Nb	Nb
	%	%	%
Terre-Neuve	564	586	436
Ile-du-Prince-Édouard	167	148	151
Nouvelle-Écosse	3 595	3 220	2 890
Nouveau-Brunswick	641	723	661
Québec	27 220	29 805	27 674
Ontario	115 901	119 713	118 085
Manitoba	3 600	3 940	3 805
Saskatchewan	1 950	1 825	1 741
Alberta	14 347	13 905	12 925
Territoires du Nord-Ouest	118	92	94
Colombie-Britannique	44 584	51 984	47 438
Yukon	93	89	86
Sans indication	89	41	53
Total	212 869	226 071	216 039
	100	100	100

Notes d'information jointes

Pour renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse/Press Secretary
Cabinet de la Ministre/Office of the
Minister
Citoyenneté et Immigration Canada/
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Lois Reimer
Directrice régionale, Colombie-
Britannique/Regional Manager, British
Columbia
Affaires publiques/Public Affairs
Citoyenneté et Immigration Canada/
Citizenship and Immigration Canada
(604) 666-8185

Pamela Post
Directrice des communications/Director,
Communications
Ministère responsable du
Multiculturalisme et de l'Immigration/
Ministry Responsible for
Multiculturalism and Immigration
(604) 660-2280

Sam Rainboth
Direction générale des communications/
Communications Branch
Ministère responsable du
Multiculturalisme et de
l'Immigration/Ministry Responsible for
Multiculturalism and Immigration
(604) 660-2277

« Cela montre bien que le gouvernement fédéral honore les engagements qu'il a pris dans le discours du budget de 1995, a déclaré Mme Robillard. Le gouvernement fédéral entend continuer à fournir à la province un financement adéquat et équitable pour l'aider à offrir ces services. »

L'entente prévoit également un partenariat entre le Canada et la Colombie-Britannique dans le but d'attirer un plus grand nombre de gens d'affaires immigrants. Un projet pilote sera mis sur pied afin d'encourager les gens d'affaires immigrants désireux de s'établir en Colombie-Britannique à effectuer une visite exploratoire dans la province, afin de participer à des séances d'orientation sur le milieu des affaires organisées par la province.

« Au cours des dix dernières années, l'immigration a constitué le principal facteur de croissance de la main-d'oeuvre dans la province. En effet, les immigrants représentent environ 40 % des nouveaux venus sur le marché du travail, a indiqué M. Dosanjh. De plus, les immigrants économiques, comme les entrepreneurs, les investisseurs et les travailleurs qualifiés, représentent 65 % des nouveaux arrivants. Les immigrants contribuent au caractère concurrentiel de la main-d'oeuvre de la province. Ils occupent des milliers d'emplois et ont investi des centaines de millions de dollars. »

« Nous voulons poursuivre dans cette voie et, grâce à la participation du gouvernement fédéral à ce projet pilote, nous serons en mesure de créer de nouveaux emplois en Colombie-Britannique », a-t-il ajouté.

L'entente touche également d'autres questions comme les transferts d'employés, les nominations de la province, la promotion et le recrutement à l'étranger, l'échange d'informations et la recherche, ainsi que les mesures visant à décourager les manquements à l'engagement de parrainage. L'entente ouvre enfin la porte à d'autres négociations afin que des modifications soient apportées à mesure que de nouvelles questions seront soulevées.



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada



BRITISH
COLUMBIA

LE CANADA ET LA COLOMBIE-BRITANNIQUE SIGNENT UNE ENTENTE DE COOPÉRATION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

VANCOUVER, le 19 mai 1998 - La ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lucienne Robillard, et le procureur général et ministre responsable du Multiculturalisme, des droits de la personne et de l'Immigration de la Colombie-Britannique, Ujjal Dosanjh, ont signé aujourd'hui à Vancouver une entente de coopération en matière d'immigration.

En vertu de cette entente de cinq ans, la Colombie-Britannique assumera de plus grandes responsabilités en ce qui concerne les immigrants qui viennent s'installer dans la province.

« Ce nouveau partenariat nous permettra d'élaborer une approche qui nous est propre en matière d'immigration, afin d'optimiser les nombreux avantages que celle-ci représente dans notre province, a déclaré M. Dosanjh. Pour la Colombie-Britannique cela veut dire plus d'emplois et plus d'investissements. »

La province prend désormais en charge l'élaboration et la prestation des services et programmes d'établissement et d'intégration pour les nouveaux arrivants. La Colombie-Britannique jouera également un rôle plus important dans les consultations qui visent à établir les politiques et la planification en matière d'immigration, et favorisera le développement de l'immigration des gens d'affaires.

« L'entente démontre l'engagement du ministère que je dirige à coopérer avec les gouvernements provinciaux afin d'améliorer le système d'immigration, a précisé la ministre Robillard. Les éléments de l'entente viennent certainement renforcer et améliorer notre capacité de planifier l'avenir. »

M. Dosanjh a également mentionné que l'entente représente un pas important pour la Colombie-Britannique. Selon lui l'entente donne à la province une chance unique de déterminer davantage les politiques d'immigration afin de tenir compte du contexte social et économique de la province.

Le gouvernement fédéral conservera son rôle dans l'établissement de normes nationales en matière d'immigration, tout en permettant à la Colombie-Britannique d'y participer davantage par l'entremise d'un processus officiel d'élaboration de politiques et de planification. Le gouvernement fédéral transfèrera à la province la somme totale de 45,8 millions de dollars pour 1998-1999 et 1999-2000 respectivement, au titre des programmes et des services d'établissement. Cela permettra à la Colombie-Britannique de mieux coordonner la prestation des services et de réduire les chevauchements et le double emploi.

Canada



NEWS RELEASE

98-27

CENTRES TO PROCESS BUSINESS IMMIGRANTS

OTTAWA, May 26, 1998 – Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today identified nine visa offices abroad as Business Immigrant Centres. As of June 1, 1998, all business immigrant applications - that is, as entrepreneurs, investors, and self-employed - must be submitted to one of these nine offices.

"This approach has clear benefits for the Canadian public and CIC," said the Minister. "Concentrating the appropriate personnel in a limited number of centres provides all applicants access to our expertise in business immigration. At the same time, we can better screen applications for fraud or inappropriate business activities, thereby ensuring that the integrity of the program is maintained globally."

"We remembered our clients' needs when choosing the locations of the centres", continued the Minister. "Based on our statistics, we have determined that over 80% of them will find that the closest visa office, and one of the nine centres, are one and the same."

Intending business immigrants must now submit applications at one of the following nine Centres: Beijing, Bonn, Buffalo, Damascus, Hong Kong, London, Paris, Seoul and Singapore. These Centres also have the option of forwarding business applications, after initial review and without cost to the applicant, to one of four other visa offices for interview and finalization. The four were chosen in consideration of Departmental responsibilities and applicant and provincial interests. They are: Buenos Aires, Moscow, New York City, and Seattle.

Business applications received prior to June 1 will be processed to conclusion by the visa office at which they were originally submitted.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
Public Affairs
(613) 941-7047



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



CENTRES D'IMMIGRATION POUR GENS D'AFFAIRES

OTTAWA, le 26 mai 1998 – Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a désigné aujourd'hui neuf bureaux des visas à l'étranger comme centres d'immigration pour les gens d'affaires. À compter du 1^{er} juin 1998, toutes les demandes de la catégorie des gens d'affaires (entrepreneurs, investisseurs ou travailleurs autonomes) devront être présentées à l'un de ces neuf bureaux.

« Cette façon de procéder sera nettement avantageuse pour les Canadiens et CIO, a indiqué la Ministre. Le fait de concentrer notre personnel spécialisé dans un nombre limité de bureaux à l'étranger permettra à tous les requérants de profiter de notre expertise en matière d'immigration des gens d'affaires. Parallèlement, nous serons davantage en mesure de déceler les fraudes ou les activités commerciales irrégulières, assurant ainsi l'intégrité du programme à l'échelle mondiale. »

« Nous avons aussi tenu compte des besoins de nos clients dans le choix des centres, a poursuivi la Ministre. Nos statistiques montrent que, pour plus de 80 % des requérants, le bureau des visas le plus près sera encore l'un des neuf centres désignés. »

Les gens d'affaires qui souhaitent soumettre une demande d'immigration doivent présenter celle-ci à l'un des neuf bureaux suivants : Beijing, Bonn, Buffalo, Damas, Hong Kong, Londres, Paris, Séoul et Singapour. Ces centres pourront, après examen initial de la demande et sans coûts supplémentaires pour le requérant, demander à l'un de quatre autres bureaux des visas attirés de faire l'entrevue du requérant et de prendre la décision définitive. Ces quatre bureaux ont été choisis en tenant compte des responsabilités du Ministère ainsi que des intérêts des requérants et des provinces. Ils sont situés à Buenos Aires, Moscou, New York et Seattle.

Le traitement des demandes soumisses par des gens d'affaires avant le 1^{er} juin sera complété aux bureaux où ces demandes ont été soumisses.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

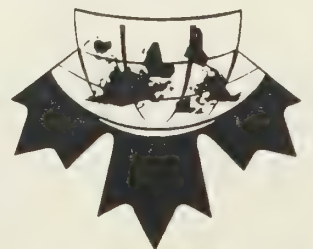
(613) 941-7047

Affaires publiques

Relation avec les média

Denis Boucher

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-28

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENT

Ottawa - May 28, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the one-year reappointment of Mr. Robert Somerville as a Citizenship Judge for Ontario.

Mr. Somerville was appointed a Citizenship Judge in 1993. He brought to the position his thirty-six years of experience as an educator and school administrator.

Mr. Somerville is active in his community and has served as President of the Waterloo Rotary Club. The Rotary Club International recognized his exceptional commitment to others by presenting him with the Paul Harris Award.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibilities of making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-28

RECONDUCTION DU MANDAT D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 28 mai 1998 -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la reconduction, pour un an, du mandat de M. Robert Somerville au poste de juge de la citoyenneté pour l'Ontario.

M. Somerville a été nommé juge de la citoyenneté en 1993. Il a 36 ans d'expérience dans le domaine de l'enseignement en tant qu'enseignant et cadre administratif.

M. Somerville participe activement aux activités de sa collectivité et a été président du Rotary Club de Waterloo. Le Rotary Club International a reconnu son dévouement exceptionnel en lui décernant le prix Paul Harris.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-29

FOREIGN VESSELS IN CANADIAN WATERS : MINISTER ROBILLARD ASKS FOR A REPORT

OTTAWA, June 4, 1997 -- Citizenship and Immigration Minister Lucienne Robillard today asked her department to conduct a review of the procedures for issuing work permits for certain vessels operating in the 200-mile economic zone around Canada.

The Minister, learned today of certain problems in connection with the issuing of these permits to foreign workers on ships off the shore of Nova Scotia.

The Minister first wishes to verify the extent of the problem and determine its real impact before deciding whether or not certain specific vessels should be exempt from the work permit requirement.

Minister Robillard said that she was concerned by the problem. "We have not modified our legislation", said the Minister. This might be a problem in the application of the Act.

As soon as the review is completed, the Minister will announce whether or not existing arrangements should be changed.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





NAVIRES ÉTRANGERS EN EAUX CANADIENNES : LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD DEMANDE UN RAPPORT

OTTAWA, le 4 juin 1998 -- La ministre canadienne de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, l'honorable Lucienne Robillard, a demandé aujourd'hui à ses fonctionnaires un examen des procédures relatives à l'octroi de permis de travail pour certains navires opérant dans la zone économique des 200 milles entourant le Canada.

La Ministre a pris connaissance aujourd'hui de certains problèmes reliés à l'émission de permis pour des travailleurs étrangers désirant oeuvrer sur des navires au large de la Nouvelle-Ecosse.

La Ministre désire d'abord et avant tout vérifier la nature et l'ampleur du problème et déterminer son impact réel avant de se prononcer sur l'exemption de permis de travail sur ces navires.



La Ministre s'est dite préoccupée par ce problème. "Nous n'avons pas modifié notre législation, a dit la Ministre. Il s'agit peut-être d'un problème d'application de la Loi".

Dès cet examen complété, la Ministre annoncera si des changements doivent ou non être apportés aux dispositions actuelles.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-30

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa - June 16, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of Mr. Frank Chauvin as Citizenship Judge in Ontario.

Mr. Chauvin retired from the Windsor Police Force in 1988. He is involved with a number of organizations providing assistance to children around the world. Mr. Chauvin has an honorary Doctor of Law degree from Assumption University (1997) and received the City of Windsor Charitable Trust Award and the Exemplary Citizenship Award in 1993. In 1982 he received the Ontario Medal for Good Citizenship and in 1987 he was awarded the Order of Canada.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-30

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa - le 16 juin 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Monsieur Frank Chauvin au poste de juge de la citoyenneté en Ontario.

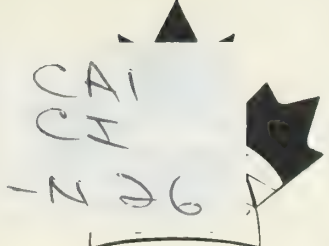
Monsieur Chauvin a pris sa retraite de la police de Windsor en 1988. Il s'occupe d'un certain nombre d'organisations d'aide aux enfants à travers le monde. Monsieur Chauvin a reçu un doctorat honorifique en droit de l'université Assumption en 1997 et s'est vu décerner le City of Windsor Charitable Trust Award et le Exemplary Citizenship Award en 1993. En 1982, il avait reçu la Médaille du mérite civique de l'Ontario et, en 1987, il s'était vu décerner l'Ordre du Canada.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-31

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - June 16, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Ontario. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. The following people have been named members of the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Sharon Buchanan, a lawyer, former Property Law Instructor and Legal Counsel to the Ontario Social Assistance Review Board.

Ms. Judy Campbell, a former teacher, former Executive Coordinator of the National Action Committee on the Status of Women and former Vice-Chair and Acting Chair of the Ontario Social Assistance Review Board.

Ms. Kamala-Jean Gopie, a former Teacher, Education Officer, Governor of the University of Toronto and past President of the Urban Alliance on Race Relations.

Mr. Tony A.C. Knevel, a Financial Executive with broad experience and knowledge of financial management and accounting.

Mr. Robert Alexander Neve, a lawyer and Legal Programs Coordinator with the Centre for Refugee Studies at York University.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-31

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa - le 16 juin 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) en Ontario. Ces nominations sont conformes aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995. Les personnes suivantes ont été nommés commissaire à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Sharon Buchanan, avocate, auparavant instructrice en droit des biens et conseillère juridique à la Commission de révision de l'aide sociale de l'Ontario.

Madame Judy Campbell, auparavant enseignante, ayant occupé les postes de coordonnatrice exécutive du Comité canadien d'action sur le statut de la femme et de vice-présidente et présidente par intérim de la Commission de révision de l'aide sociale de l'Ontario.

Madame Kamala-Jean Gopie, auparavant enseignante, agente d'éducation, administratrice de l'Université de Toronto et anciennement présidente de l'Urban Alliance on Race Relations.

Monsieur Tony A.C. Knevel, cadre supérieur possédant une vaste expérience et de grandes connaissances en matière de gestion financière et de comptabilité.

Monsieur Robert Alexander Neve, avocat et coordonnateur des programmes juridiques au Centre for Refugee Studies de l'Université York.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-32

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - June 16, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Ms. Marilyn Baker, a former Mayor of the District of North Vancouver and a former Business Counseling Manager with the Business Development Bank of Canada, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Mr. Michel Faure, has vast experience as a writer, having worked in Quebec and Europe where he has written for the theater, radio and television. He also worked for eight years with the Société de développement des entreprises culturelles (Québec). He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Susan French, a former Community Liaison Coordinator for the Mount St. Joseph Hospital and Executive Director of the Burnaby Multicultural Society, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Mr. Girard Landry, has worked in insurance for over twenty-five years. Since 1994, he has been with Courtage-vie G. Landry. Before that, Mr. Landry was branch manager for Sun Life of Canada and Les Coopérants. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-32

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa - le 16 juin 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations sont conformes aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Madame Marilyn Baker, anciennement maire du district de North Vancouver et ayant occupé le poste de gestionnaire du counselling d'affaires à la Banque de développement du Canada, a été nommée commissaire à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Monsieur Michel Faure possède une vaste expérience en tant qu'auteur ayant travaillé au Québec et en Europe. Il a écrit pour la scène, la radio et la télévision. Il a aussi passé huit ans à la Société de développement des entreprises culturelles (Québec). Il a été nommé commissaire à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Susan French, anciennement coordonnatrice de la liaison avec les collectivités au Mount St. Joseph Hospital et directrice exécutive de la Burnaby Multicultural Society, a été nommée commissaire à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Monsieur Girard Landry oeuvre dans le secteur des assurances depuis plus d'un quart de siècle. Ainsi, depuis 1994, il travaille à Courtage-vie G. Landry. Auparavant, M. Landry a été directeur de succursale pour la Sun Life du Canada et les Coopérants. Il a été nommé commissaire à la Section du statut de réfugié à Montréal.

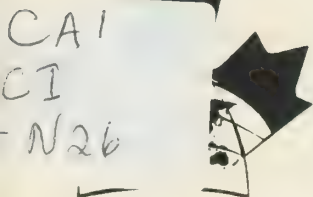
La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-33

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENT

Ottawa - June 18, 1998 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of Ms. Gordana Caricevic-Rakovich as Citizenship Judge in Quebec.

Ms. Caricevic-Rakovich, a citizenship judge in Montreal for the past six years, was a former interpreter with the Immigration and Refugee Board and with the Government of Quebec, and worked at the University of Montreal.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility of making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-33

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 18 juin 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement du mandat de Madame Gordana Caricevic-Rakovich à titre de juge de la citoyenneté au Québec.

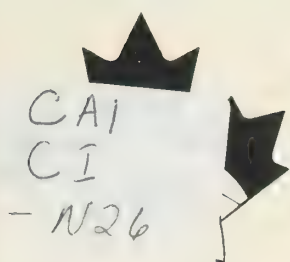
Madame Caricevic-Rakovich a occupé le poste de juge de la citoyenneté à Montréal pendant les six dernières années; auparavant, elle a été interprète pour la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et pour le gouvernement du Québec, et a travaillé à l'Université de Montréal.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-34

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - June 18, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The following people have been renamed members of the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Raymond Boulet, a former municipal court judge and former Deputy Ombudsman for the Province of Quebec.

Mr. Roberto Colavecchio, a lawyer at the IRB since 1996 and a former Chamber of Commerce President.

Mr. Jean-Marc Demers, a lawyer at the IRB since 1996, a former Chair of the Quebec Telecommunications Board, a former member of the Quebec Public Service Board and also worked for Legal Services with the Quebec Ministry of Communications. He will be a Coordinating Member.

Ms. Suzanne Gilbert, a lawyer with the IRB since 1996, has significant experience in the practice of law, especially as it relates to civil, youth protection and adoption matters. She has also acquired extensive knowledge about public administration at the municipal and provincial levels.

Mr. Léon Graub, a French teacher and past President of the Regional Council of B'nai Brith. He joined the IRB two years ago.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-34

RENOUVELLEMENTS DE MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa - le 18 juin 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des renouvellements de mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Les personnes suivantes ont été renommés commissaire à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Raymond Boulet, ancien juge de la cour municipale et ancien ombudsman adjoint de la province de Québec.

Monsieur Roberto Colavecchio, avocat à la CISR depuis 1996 et un ancien président de Chambre de commerce.

Monsieur Jean-Marc Demers, avocat à la CISR depuis 1996, ancien président du Conseil des télécommunications du Québec et ancien membre de la Régie des services publics du Québec. Monsieur Demers a travaillé aux Affaires juridiques au ministère des Communications du Québec, il agira comme membre coordonateur.

Madame Suzanne Gilbert, avocate à la CISR depuis 1996, possède une vaste expérience de la pratique en droit notamment en matière civil, de protection de la jeunesse et d'adoption. Elle a aussi acquise une excellente connaissance de l'administration publique municipale et provinciale.

Monsieur Léon Graub, professeur de français et ancien président du Conseil régional B'nai Brith. Il s'est joint à la CISR il y a deux ans.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

Renseignements: Eric Tétrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>





Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Manitoba



[News Release]

June 29, 1998

CANADA AND MANITOBA REACH AGREEMENTS ON PROVINCIAL NOMINEES AND IMMIGRANT SETTLEMENT SERVICES

WINNIPEG, June 29 -- Manitoba will become more active in recruiting and nominating immigrants to meet labour market demands and will assume responsibility for immigrant settlement services through two agreements signed today by Canada's Citizenship and Immigration Minister, Lucienne Robillard, and Manitoba's Culture, Heritage and Citizenship Minister, Rosemary Vodrey.

The federal government will provide \$7 million over the next two years as Manitoba assumes primary responsibility for the delivery of settlement services. Future funding levels will be determined by a formula based primarily on immigrant landings for each province and territory. The Provincial Nominee Agreement provides for Manitoba's direct participation in specific short-term recruitment projects to meet labour market shortages.

"These agreements demonstrate a mutual commitment toward continued cooperation between federal and provincial governments to improve the immigration system. Manitoba has specific immigration needs and we will work together to address them," said Minister Robillard.

"Manitoba now has the flexibility to provide services that reflect local needs and ensure new immigrants connect more effectively with provincial services such as training, education and other services that help newcomers adapt to their new home," said Minister Vodrey. "The Provincial Nominee Agreement ensures Manitoba has a direct way of dealing with labour market shortages and supports our ongoing efforts to increase immigration to the province."

The Provincial Nominee Agreement gives Manitoba a direct hand in the identification of skilled individuals who could provide significant industrial and economic benefits to the province. Manitoba can nominate up to 200 provincial nominees and their families to fill labour market shortages each year for the next four years.

The Settlement Services Agreement is intended to simplify the administration of services, encourage community involvement, eliminate administrative overlap and ensure services are accountable, effective and efficient. This agreement builds on the Canada-Manitoba Immigration Agreement signed in 1996 which provided a framework for federal and provincial cooperation.

The province will be responsible for the following settlement services: orientation and settlement counselling, adult language training, labour market access services, assisting other organizations in providing services that are accessible to newcomers and support their adaptation. Community-based activities that assist newcomers and build awareness of the positive contributions immigrants make to Manitoba will be maintained.

“We look forward to working more closely with Manitoba in the area of newcomer settlement and in helping the province meet its economic needs through the provincial nominee agreement,” said Minister Robillard.

- 30 -

Contact:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Debbie MacKenzie
Communications Coordinator
Manitoba Culture, Heritage and Citizenship
(204) 945-7123

Ann Lawler
Manager, Public Affairs
Citizenship and Immigration Canada
(204) 984-7814

6/23/98



PROVINCIAL NOMINEES AGREEMENT

Backgrounder

- The Provincial Nominees Agreement provides the province with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to Manitoba, based on industrial and economic priorities and labour market conditions.
- Manitoba will nominate potential candidates who will be of significant benefit to its industrial and economic development and who will be able to establish themselves successfully in Manitoba.
- Manitoba will be entitled to nominate 200 provincial nominees and their accompanying family members per year, from 1998 to 2001, to fill labour market shortages.
- Manitoba will provide recruitment plans to Canada to identify target markets and potential source countries and regions.
- Canada will ensure that candidates nominated by Manitoba meet the admissibility criteria which include security, criminal record and medical checks, and will issue immigrant visas to provincial nominees who meet the criteria.
- Canada and Manitoba will jointly develop an evaluation framework and carry out evaluations of the provincial nominees program. The evaluation will assess Manitoba's recruitment strategies; analyze the extent to which the nominees have benefited Manitoba's industrial and economic development; and evaluate how successfully the nominees have established themselves in Manitoba.
- The agreement takes effect September 29, 1998, and will remain in effect until October 22, 2001.

6/23/98



SETTLEMENT SERVICES AGREEMENT

Background

- Under the Settlement Services Agreement, the design and administration of general immigrant settlement services in Manitoba will be the responsibility of the provincial government.
- Canada will continue to provide support for general settlement services with \$3.55 million allocated for 1998-99 and an additional \$3.55 million for 1999-2000. Future funding will be determined by a formula, to be developed, that will be based primarily on immigrant landings.
- Settlement services are the economic and social services designed to help newcomers adapt to Canadian society. They include orientation, reception, adult language training, settlement counselling, labour market preparation and referral to other services.
- The Settlement Services Agreement builds on the 1996 Canada-Manitoba Immigration Agreement that provides Manitoba with more of a role in immigration policy and decisions that affect the province.
- In 1994, the federal government did a major review of its role and decided that it was not always appropriate to be involved in the local delivery of services.
- Joint consultations were held with stakeholders in 1995 and 1996 to determine the best approach to settlement delivery. Stakeholder views on shared principles, accountability and the need for community input helped guide the negotiation of this agreement.
- Under the agreement, Manitoba will have the flexibility to ensure that services meet the needs of newcomers.
- The agreement will be phased-in over the next year with the province assuming responsibility for the delivery of settlement services while undertaking community consultations.

- Canada will continue to be involved in national activities that can help to improve newcomer settlement in Canada, including research work, a “resource centre” on the Internet with settlement orientation information, and orientation sessions overseas.
- Canada will continue to resettle refugees from abroad and will administer the program that provides immediate settlement services to refugees upon arrival in Canada, including income support.

6/18/98



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Manitoba



IMMIGRATION BY PROVINCE 1995-1997

PROVINCE	1995		1996		1997	
	#	% of Canada	#	% of Canada	#	% of Canada
Newfoundland	564	0.26	586	0.26	436	0.20
Prince Edward Island	167	0.08	148	0.07	151	0.07
Nova Scotia	3,595	1.69	3,220	1.42	2,890	1.34
New Brunswick	641	0.30	723	0.32	661	0.31
Quebec	27,220	12.79	29,805	13.18	27,674	12.81
Ontario	115,901	54.45	119,713	52.95	118,085	54.66
Manitoba	3,600	1.69	3,940	1.74	3,805	1.76
Saskatchewan	1,950	0.92	1,825	0.81	1,741	0.81
Alberta	14,347	6.74	13,905	6.15	12,925	5.98
Northwest Territories	118	0.06	92	0.04	94	0.04
British Columbia	44,584	20.94	51,984	22.99	47,438	21.96
Yukon	93	0.04	89	0.04	86	0.04
Not Stated	89	0.04	41	0.02	53	0.02
Total	212,869	100	226,071	100	216,039	100



CANADA BY LEVELS 1995-1997

LEVELS COMPONENT	1995		1996		1997	
	#	% of Canada	#	% of Canada	#	% of Canada
Family	77,227	36.28	68,330	30.23	59,956	27.76
Economic	100,911	47.41	120,291	53.21	125,493	58.09
Other*	6,970	3.26	9,099	4.02	6,489	3.00
Refugees	27,761	13.04	28,351	12.54	24,101	11.16
Total Immigrants/Refugees	212,869	100	226,071	100	216,039	100

MANITOBA BY LEVELS 1995-1997

LEVELS COMPONENT	1995		1996		1997	
	#	% of Canada	#	% of Canada	#	% of Canada
Family	1,349	1.75	1,182	1.73	1,169	1.95
Economic	1,525	1.51	1,787	1.49	1,921	1.53
Other*	63	0.90	285	3.13	101	1.56
Refugees	663	2.39	686	2.42	614	2.55
Total	3,600	1.69	3,940	1.74	3,805	1.76

*The "other" level component for 1997 includes provincial nominees. The provincial nominees category was introduced in 1996, however in that year was included in the "economic" category.



CANADA BY TOP TEN SOURCE COUNTRIES 1995-1997

Principal Applicants and Dependents									
COUNTRY	1995			1996			1997		
	#	%	Rank	#	%	Rank	#	%	Rank
Hong Kong	31,766	14.92	1	29,985	13.26	1	22,080	10.22	1
India	16,253	7.64	2	21,288	9.42	2	19,616	9.08	2
China, People's Republic of	13,308	6.25	4	17,533	7.76	3	18,529	8.58	3
Taiwan	7,694	3.61	6	13,220	5.85	4	13,319	6.17	4
Pakistan	4,004	1.88	10	7,759	3.43	6	11,233	5.2	5
Philippines	15,162	7.12	3	13,156	5.82	5	10,869	5.03	6
Iran	3,691	1.73	15	5,832	2.58	9	7,478	3.46	7
Sri Lanka	8,937	4.2	5	6,157	2.72	7	5,065	2.34	8
United States of America	5,194	2.44	9	5,850	2.59	8	5,029	2.33	9
United Kingdom and Colonies	6,167	2.9	8	5,593	2.47	10	4,658	2.16	10
Bosnia-Herzegovina	6,294	2.96	7	5,122	2.27	11	3,832	1.77	13
Total for Top Ten only	114,779	53.92		126,373	55.9		117,876	54.56	
Total Other Countries	98,090	46.08		99,698	44.1		98,163	45.44	
Total	212,869	100		226,071	100		216,039	100	

MANITOBA BY TOP TEN SOURCE COUNTRIES 1995-1997

Principal Applicants and Dependents									
COUNTRY	1995			1996			1997		
	#	%	Rank	#	%	Rank	#	%	Rank
Philippines	611	16.97	1	815	20.69	1	718	18.87	1
India	297	8.25	4	326	8.27	4	318	8.36	2
China, People's Republic of	321	8.92	3	375	9.52	2	311	8.17	3
United Kingdom	185	5.14	6	229	5.81	5	259	6.81	4
Bosnia-hercegovina	407	11.31	2	343	8.71	3	202	5.31	5
United States of America	121	3.36	7	137	3.48	7	145	3.81	6
Hong Kong	219	6.08	5	146	3.71	6	140	3.68	7
Iraq	53	1.47	11	55	1.40	13	115	3.02	8
Ukraine	26	0.72	28	76	1.93	9	82	2.16	9
Mexico	40	1.11	19	72	1.83	10	76	2.00	10
Germany, Federal Republic of	62	1.72	9	79	2.01	8	64	1.68	11
South Africa, Republic of	62	1.72	10	21	0.53	33	31	0.81	25
Vietnam, Socialist Republic of	120	3.33	8	69	1.75	11	31	0.81	26
Total for Top Ten only	2,405	66.81		2,598	65.94		2,366	62.18	
Total Other Countries	1,195	33.19		1,342	34.06		1,439	37.82	
Total	3,600	100		3,940	100		3,805	100	

6/17/98



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Manitoba



CANADA — DIX PRINCIPAUX PAYS SOURCES 1995-1997

Requérants principaux et personnes à charge									
1995					1996				
PAYS		Nbre	%	Rang	Nbre	%	Rang	Nbre	%
Hong-Kong		31 766	14,92	1	29 985	13,26	1	22 080	10,22
Inde		16 253	7,64	2	21 288	9,42	2	19 616	9,08
Chine (République populaire de)		13 308	6,25	4	17 533	7,76	3	18 529	8,58
Taiwan		7 694	3,61	6	13 220	5,85	4	13 319	6,17
Pakistan		4 004	1,88	10	7 759	3,43	6	11 233	5,2
Philippines		15 162	7,12	3	13 156	5,82	5	10 869	5,03
Iran		3 691	1,73	15	5 832	2,58	9	7 478	3,46
Sri Lanka		8 937	4,2	5	6 157	2,72	7	5 065	2,34
États-Unis		5 194	2,44	9	5 850	2,59	8	5 029	2,33
Royaume-Uni et colonies		6 167	2,9	8	5 593	2,47	10	4 658	2,16
Bosnie-Herzégovine		6 294	2,96	7	5 122	2,27	11	3 832	1,77
Total dix principaux pays		114 779	53,92		126 373	55,9		117 876	54,56
Total autres pays		98 090	46,08		99 698	44,1		98 163	45,44
Total		212 869	100		226 071	100		216 039	100

MANITOBA — DIX PRINCIPAUX PAYS SOURCES 1995-1997

Requérants principaux et personnes à charge									
1995					1996				
PAYS		Nbre	%	Rang	Nbre	%	Rang	Nbre	%
Philippines		611	16,97	1	815	20,69	1	718	18,87
Inde		297	8,25	4	326	8,27	4	318	8,36
Chine (République populaire de)		321	8,92	3	375	9,52	2	311	8,17
Royaume-Uni		185	5,14	6	229	5,81	5	259	6,81
Bosnie-Herzégovine		407	11,31	2	343	8,71	3	202	5,31
États-Unis		121	3,36	7	137	3,48	7	145	3,81
Hong Kong		219	6,08	5	146	3,71	6	140	3,68
Irak		53	1,47	11	55	1,40	13	115	3,02
Ukraine		26	0,72	28	76	1,93	9	82	2,16
Mexique		40	1,11	19	72	1,83	10	76	2,00
Allemagne (République féd. d.)		62	1,72	9	79	2,01	8	64	1,68
Afrique du Sud (République d.)		62	1,72	10	21	0,53	33	31	0,81
Vietnam (République soc. du)		120	3,33	8	69	1,75	11	31	0,81
Total dix principaux pays		2 405	66,81		2 598	65,94		2 366	62,18
Total autres pays		1 195	33,19		1 342	34,06		1 439	37,82
Total		3 600	100		3 940	100		3 805	100

6/17/98

Canada



Manitoba

Citoyenneté et
Immigration Canada
Citizenship and
Immigration Canada



CANADA SELON LES NIVEAUX 1995-1997

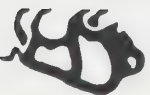
COMPOSANTES DU PLAN							
Parents		Composante économique		Autres*		Réfugiés	
1995		77 227	100 911	6 970	27 761	212 869	
		36,28	47,41	3,26	13,04	100	
1996		68 330	120 291	9 099	28 351	226 071	



IMMIGRATION PAR PROVINCE 1995-1997

PROVINCE		1995	1996	1997
		Nbre	Nbre	Nbre
		% - Canada	% - Canada	% - Canada
Terre-Neuve	564	0,26	586	0,26
Ile-du-Prince-Édouard	167	0,08	148	0,07
Nouvelle-Écosse	3 595	1,69	3 220	1,42
Nouveau-Brunswick	641	0,30	723	0,32
Québec	27 220	12,79	29 805	13,18
Ontario	115 901	54,45	119 713	52,95
Manitoba	3 600	1,69	3 940	1,74
Saskatchewan	1 950	0,92	1 825	0,81
Alberta	14 347	6,74	13 905	6,15
Territoires du Nord-Ouest	118	0,06	92	0,04
Colombie-Britannique	44 584	20,94	51 984	22,99
Yukon	93	0,04	89	0,04
Sans indication	89	0,04	41	0,02
Total	212 869	100	226 071	100

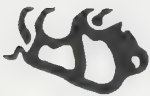
- Le Canada continuera de participer, à l'échelon national, à des activités pouvant contribuer à l'amélioration des services d'établissement offerts aux nouveaux arrivants au Canada, y compris des travaux de recherche, la mise en place d'un « centre d'information » sur Internet pour l'orientation des nouveaux immigrants, et des séances d'orientation à l'étranger.
- Le Canada continuera de rétablir des réfugiés sélectionnés à l'étranger et il administrera le programme visant à fournir des services d'établissement immédiats aux réfugiés à leur arrivée au Canada, y compris un soutien financier.



ENTENTE SUR LES SERVICES D'ÉTABLISSSEMENT

Note d'information

- En vertu de l'Entente sur les services d'établissement, il incombera au gouvernement provincial de concevoir et d'administrer les services d'établissement offerts aux immigrants du Manitoba.
- Le Canada continuera d'offrir une aide financière pour les services d'établissement généraux, soit 3,55 millions \$ en 1998-1999 et 3,55 millions \$ en 1999-2000. Après cela, le financement dépendra d'une formule qui reste à établir et qui sera surtout axée sur le nombre d'immigrants admis.
- Par « services d'établissement », on entend les services économiques et sociaux ayant pour objet d'aider les nouveaux arrivants à s'adapter à la société canadienne. Il s'agit d'orientation, d'accueil, de cours de langue pour les adultes, de conseils relatifs à l'établissement, de préparation au marché du travail et de présentation à d'autres services.
- L'entente sur les services d'établissement s'inscrit dans le cadre de l'Accord Canada-Manitoba sur l'immigration, qui a été signé en 1996 et qui permet au Manitoba de participer davantage à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions en matière d'immigration qui ont une incidence sur la province.
- En 1994, le gouvernement fédéral a réexaminé son rôle en profondeur; il en est venu à la conclusion qu'il ne devrait pas toujours s'occuper de fournir les services localement.
- Le gouvernement fédéral a consulté des intervenants en 1995 et en 1996 pour déterminer la meilleure façon d'offrir les services d'établissement. Les vues exprimées par les intervenants au sujet des principes communs, de l'imputabilité et de la participation nécessaire de la collectivité ont été utiles pour la négociation de cette entente.
- En vertu de l'entente, le Manitoba aura la latitude voulue pour faire en sorte que les services offerts, correspondent aux besoins des nouveaux arrivants.
- L'entente sera mise en place au cours de la prochaine année, la province prenant en charge la prestation des services d'établissement tout en mettant sur pied des consultations dans la collectivité.



Manitoba

Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada



ENTENTE SUR LES CANDIDATS D'UNE PROVINCE

Note d'information

- L'Entente sur les candidats d'une province constitue pour la province un mécanisme lui permettant d'accroître les retombées économiques de l'immigration au Manitoba, compte tenu des priorités industrielles et économiques ainsi que des conditions du marché du travail.
- Le Manitoba désignera des candidats susceptibles d'apporter une contribution importante à son développement industriel et économique et de réussir leur établissement au Manitoba.
- Le Manitoba pourra désigner 200 candidats (sans compter les membres de leur famille immédiate) chaque année de 1998 à 2001 afin de combler les pénuries du marché du travail.
- Le Manitoba fournira au Canada des plans de recrutement pour cerner les marchés cibles ainsi que les pays et régions sources possibles.
- Le Canada s'assurera que les candidats désignés par le Manitoba satisfont aux critères d'admissibilité en procédant à des vérifications de sécurité, des antécédents criminels et de l'état de santé, et délivrera des visas d'immigrant aux candidats d'une province qui satisfont aux critères.
- Le Canada et le Manitoba établiront ensemble un cadre d'évaluation et feront des évaluations du programme concernant les candidats d'une province. On évaluera alors les stratégies de recrutement du Manitoba, on déterminera dans quelle mesure les candidats recrutés ont contribué au développement industriel et économique du Manitoba et on évaluera dans quelle mesure les candidats ont réussi leur établissement au Manitoba.
- L'entente entre en vigueur le 29 septembre 1998 et le restera jusqu'au 22 octobre 2001.

L'Entente sur les services d'établissement vise à simplifier l'administration des services, à encourager la participation de la collectivité, à éliminer les chevauchements administratifs, à assurer l'efficacité et l'efficience des services et à veiller à la responsabilisation financière à leur égard. Cette entente complète l'Accord Canada-Manitoba en matière d'immigration signé en 1996, qui établit un cadre pour la coopération fédérale-provinciale.

La province sera responsable des services d'établissement suivants : orientation et conseils concernant l'établissement, cours de langue pour les adultes, accès au marché du travail, aide à d'autres organismes qui fournissent des services à l'intention des nouveaux arrivants, services facilitant leur adaptation. Les activités communautaires visant à aider les nouveaux arrivants et à mieux faire connaître la contribution positive des immigrants à la société du Manitoba se poursuivront.

« Nous sommes prêts à travailler en collaboration plus étroite avec le Manitoba dans le domaine des services d'établissement et à aider la province à répondre à ses priorités économiques dans le cadre de l'entente sur les candidats d'une province », a déclaré Mme Robillard.

- 30 -

Contact:

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Ann Lawler
Gestionnaire, Affaires publiques
Citoyenneté et Immigration Canada
(204) 984-7814

Debbie MacKenzie
Coordonnatrice des communications
Ministère de la Culture, du Patrimoine et de la
Citoyenneté du Manitoba
(204) 945-7123

6/17/98



Manitoba

Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada



LE CANADA ET LE MANITOBA SIGNENT DES ENTENTES SUR LES CANDIDATS DÉSIGNÉS PAR LA PROVINCE ET SUR LES SERVICES D'ÉTABLISSSEMENT OFFERTS AUX IMMIGRANTS

WINNIPEG, le 29 juin -- Le Manitoba participera de façon plus active à la recherche et à la désignation des immigrants répondant à la demande sur le marché du travail et il assumera une plus grande responsabilité à l'égard des services d'établissement offerts aux immigrants, aux termes de deux ententes signées aujourd'hui par Mme Lucienne Robillard, ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, et par Mme Rosemary Vodrey, ministre de la Culture, du Patrimoine et de la Citoyenneté du Manitoba.

Le gouvernement fédéral versera 7 millions \$ au Manitoba, au cours des deux prochaines années, pour permettre à la province d'assumer la responsabilité principale de la prestation des services d'établissement. Les niveaux de financement futurs seront déterminés selon une formule fondée principalement sur le nombre d'immigrants admis dans chaque province et territoire. L'Entente sur les candidats d'une province prévoit la participation directe du Manitoba à des projets de recrutement précis à court terme afin de répondre à des pénuries de travailleurs dans certains secteurs du marché du travail.

« Ces ententes traduisent la volonté commune de coopération permanente entre les deux ordres de gouvernement dans le but d'améliorer le système d'immigration. Le Manitoba a des besoins particuliers en matière d'immigration et nous allons travailler ensemble à y répondre », a déclaré la ministre Robillard.

« Le Manitoba dispose maintenant de la latitude nécessaire pour offrir des services qui tiennent compte des besoins locaux et veiller à ce que les nouveaux immigrants aient accès plus efficacement aux services provinciaux comme la formation, l'instruction et les autres services qui aident les nouveaux arrivants à s'adapter à leur nouvel environnement, a déclaré Mme Vodrey. L'Entente sur les candidats d'une province permet au Manitoba de trouver une solution directe aux pénuries sur le marché du travail et nous donne le moyen d'augmenter les niveaux d'immigration dans notre province. »

L'Entente sur les candidats d'une province permet au Manitoba de participer directement à la désignation des travailleurs qualifiés susceptibles d'apporter une contribution notable à l'activité industrielle et économique de la province. Le Manitoba pourra désigner jusqu'à 200 candidats d'une province, accompagnés de leur famille, qui viendront combler des pénuries sur le marché du travail, chaque année au cours des quatre prochaines années.


CAI
CI
- N26

NEWS RELEASE

98-36

REAPPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - June 30, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced a reappointment to the Immigration and Refugee Board (IRB) in British Columbia.

Ms. Anita Fuoco Boscariol, a lawyer, a former senior official at the Department of Indian Affairs and Northern Development, former Chair of the Special Advisory Committee on Race Relations for the City of Vancouver and member of the IRB since 1996, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



C O M M U N I Q U É

98-36

RENOUVELLEMENT D'UN MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa - 30 juin 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui un renouvellement de mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) en Colombie-Britannique.

Madame Anita Fuoco Boscariol, avocate et ancienne haut fonctionnaire au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, a été présidente du Comité consultatif spécial de la ville de Vancouver chargé des relations raciales. Elle est commissaire de la CISR depuis 1996 et son mandat a été renouvelé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tétrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-37

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - July 16, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Vancouver Regional Office of the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Ms. Paulah Jean Dauns, Regional Director with the Vancouver Legal Services Society, former Special Prosecutor and Child Witness Coordinator with the British Columbia Ministry of the Attorney General and former Immigration Officer with the Canadian High Commission in Nairobi, Kenya, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Mr. Fred Hitchcock, member of the British Columbia Board of Parole and former Probation Officer and Family Court Counselor with the Government of British Columbia, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Ms. Kim D. Workun, a lawyer, Appeals and Hearings Officer with the Department of Citizenship and Immigration and former employee of the Department of Indian and Northern Affairs, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-37

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 16 juillet 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations suivantes au bureau régional de Vancouver de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations sont conformes aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Madame Paulah Jean Dauns, directrice régionale de la Vancouver Legal Services Society, ancien substitut spécial du procureur général et coordonnatrice du programme relatif aux enfants témoins au ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique et ancienne agente d'immigration au Haut-commissariat du Canada à Nairobi, au Kenya, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

Monsieur Fred Hitchcock, membre de la Commission de la libération conditionnelle de la Colombie-Britannique, ancien agent de probation et conseiller du tribunal de la famille au gouvernement de la Colombie-Britannique, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Madame Kim D. Workun, avocate, agente d'audience et des appels au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et ancienne employée du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-38

REAPPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - July 16, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced a reappointment to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal.

Mr. Louis Dorion, a lawyer and member of the Board since 1988, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

98-38

RENOUVELLEMENT DE MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 16 juillet 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement du mandat d'un commissaire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal.

Le mandat de monsieur **Louis Dorion**, avocat et commissaire à la Section du statut de réfugié depuis 1988, a été renouvelé.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-40

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD TO MAKE AN OFFICIAL VISIT TO VIENNA, DAMASCUS AND GENEVA

OTTAWA, September 4, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, will travel to Vienna, Damascus and Geneva from September 8 to 17, 1998.

Minister Robillard will meet with representatives of governments and international organizations to discuss questions related to international migration.

In Vienna, Austria, Minister Robillard will meet with the Minister of the Interior, Mr. Karl Schlögl, the Minister of Justice, Dr. Nikolaus Michalek and the Minister of Labour, Health and Social Affairs, Mrs. Eleonora Hostasch. Their discussions will be a continuation of the transatlantic dialogue that has been established between Canada and the European Union (of which Austria has just assumed the presidency). Their discussion will focus on combatting the smuggling of illegal migrants. The Minister will also speak with Canadian officials working in the region about Canada's refugee protection programs for people from the former Yugoslavia.

Minister Robillard will continue on to Damascus, Syria. There, she will meet with the Minister of the Interior, Mr. Mohamed Harba, to discuss questions related to refugees in the area. She will also hold discussions with senior Canadian and foreign officials working on the issue. The Minister will conclude her visit to Syria with a review of operational and strategic matters with officials from Canadian embassies in the region.

Finally, the Minister will travel to Geneva for a day of meetings with representatives of international refugee aid agencies. She will meet with the United Nations High Commissioner for Refugees, Mrs. Sadako Ogata, to discuss matters of international protection. She will also meet with the Director General of the International Organization for Migration, Mr. James Purcell, and hold a round table discussion with various international non-governmental organizations working with refugees.

- 30 -

For information : Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-40

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD EN MISSION À VIENNE, DAMAS ET GENÈVE

OTTAWA, le 4 septembre 1998 - Mme Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, se rendra à Vienne, Damas et Genève du 8 au 17 septembre.

La Ministre rencontrera des représentants de gouvernements et d'organisations internationales pour discuter de questions reliées aux migrations internationales.

A Vienne, en Autriche, Mme Robillard rencontrera le ministre de l'Intérieur, M. Karl Schlögl, le ministre de la Justice, M. Nikolaus Michalek et la ministre du Travail, de la Santé et des Affaires sociales, Mme Eleonora Hostasch. Leurs discussions s'inscriront dans le cadre du dialogue transatlantique entre le Canada et l'Union européenne, dont l'Autriche assume la présidence. Elles traiteront de la lutte contre le trafic international des migrants illégaux. La Ministre s'entretiendra avec des fonctionnaires canadiens en poste dans la région au sujet des programmes de protection des réfugiés de l'ex-Yougoslavie.

Mme Robillard se rendra ensuite à Damas, en Syrie. Elle y rencontrera le ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Harba, afin de discuter de l'ensemble des questions liées aux réfugiés dans la région. Elle aura également de plus amples discussions sur le sujet avec des hauts fonctionnaires canadiens et étrangers. Elle traitera enfin de questions d'ordre opérationnel et stratégique avec les représentants d'ambassades du Canada de la région.

Pour la dernière étape de son voyage, la Ministre se rendra à Genève pour une journée de rencontres avec des représentants d'organisations internationales d'aide aux réfugiés. Elle aura des discussions avec Mme Sadako Ogata, haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sur les questions de protection internationale. Elle rencontrera également le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, M. James Purcell, en plus de participer à une table ronde avec des représentants d'organisations internationales non gouvernementales qui viennent en aide aux réfugiés.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet: <http://ci.net.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-42

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENT

Ottawa - August 31, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of Ms. Doreen Wicks as Citizenship Judge in Ontario.

Ms. Doreen Wicks, a member of the Order of Canada and the Order of Ontario, former B'nai Brith Association of Toronto "Woman of the Year" and Executive Director of GEMS of Hope, a charitable organization dedicated to fighting poverty, disease, malnutrition and illiteracy in the developing world, has been reappointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-42

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 31 août 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement du mandat de Madame Doreen Wicks à titre de juge de la citoyenneté en Ontario.

Madame Doreen Wicks, membre de l'Ordre du Canada et de l'Ordre de l'Ontario, nommée « Femme de l'année » par la B'nai Brith Association de Toronto et directrice exécutive de GEMS of Hope, une organisation de bienfaisance qui lutte contre la pauvreté, la maladie, la malnutrition et l'analphabétisme dans les pays en voie de développement, a été nommée juge de la citoyenneté à Toronto.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Visitez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-43

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – September 1, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Mr. Mohammed Azhar Ali Khan, a former journalist who has served as chief of media relations with the Department of Canadian Heritage and as a media relations officer for the Department of Multiculturalism and Citizenship. He was president of the Multilingual Media Association of Ottawa and former President, Vice-President and Secretary of the Ottawa Muslim Association, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Ottawa.

Ms. Susan Kitchener, a writer/director, managed public policy for the Alzheimer Association of Ontario, a former policy advisor with the Ontario government, coordinator of Government Relations and director of Government and Community Relations for the Ontario March of Dimes, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Christiane Laberge, a notary and member of the *Chambre des notaires*, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Karin Rebecca Michnick, a former policy advisor on intercultural affairs with the City of Montreal and past director of Refugee Services with Tyndale St. George's Community Centre (Montreal), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. A. Raza Naqvi, a former manager with the Oshawa Group Limited; past chair and director of the Pakistan Canada Amity Forum and former member of the Peel Multicultural Council, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Margarita Okhovati, is a former Citizenship Court Judge and director of the Advisory Council of the Christian Children's Fund, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.



Ms. Janet Susan Rowsell, a former family and immigration lawyer, volunteer for the Heart and Stroke Foundation and a mentor with the York Board of Education, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Andrew M. Rozdilsky, a former Legal Officer in Australia and a Legal Consultant in Malaysia with the United Nations High Commissioner for Refugees, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Calgary.

Ms. Yasmeen Siddiqui, a former race relations consultant, volunteer coordinator for the Islamic Social Services Referral Association and founding member of Runnymede Parents Race Relations Committee, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Madame Margarita Okhovati a été juge de la citoyenneté et directrice du conseil consultatif du Christian Children's Fund. Elle a été nommée de nouveau à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Janet Susan Rowsell, ancienne avocate spécialisée dans le droit de la famille et de l'immigration, bénéficie pour la Fondation des maladies du cœur et au Conseil scolaire de York en qualité de mentor pour les élèves, a été nommée de nouveau à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Andrew M. Rozdilsky a anciennement occupé les postes de conseiller juridique en Australie et de consultant juridique en Malaisie pour le compte du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés. Il a été nommé de nouveau à la Section du statut de réfugié à Calgary.

Madame Yasmeen Siddiqui, ancienne consultante en relations interraciales, coordinatrice bénévole pour la Islamic Social Services Referral Association et membre fondatrice du Runnymede Parents Race Relations Committee, a été nommée de nouveau à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et reçoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

RENOUVELLEMENTS DE MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 1er septembre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des renouvellements de mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Monsieur Mohammed Azhar Ali Khan, ancien journaliste, a été chef des Relations avec les médias au ministère du Patrimoine canadien et agent de relations avec les médias au ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Il a en outre été président de la Multilingual Media Association d'Ottawa ainsi que président, vice-président et secrétaire de l'Ottawa Muslim Association. Il a été nommé de nouveau à la Section du statut de réfugié à Ottawa.

Madame Susan Kitchener est rédactrice et réalisatrice. Elle a été directrice de la politique publique pour la Alzheimer Association of Ontario, conseillère en politique pour le gouvernement de l'Ontario, coordinatrice des relations gouvernementales et directrice des relations communautaires et gouvernementales pour la Marche des dix sous de l'Ontario. Elle a été nommée de nouveau à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Christiane Laberge, notaire et membre de la Chambre des notaires, a été nommée de nouveau à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Karin Rebecca Michnick, ancienne conseillère en politiques dans le domaine des affaires interculturelles à la Ville de Montréal et ancienne directrice des Services aux réfugiés au Centre communautaire Tynedale St. George (Montréal), a été nommée de nouveau à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur A. Raza Nagvi, ancien gestionnaire de l'Oshawa Group Limited, ancien président et directeur du Pakistan Canada Amity Forum et ancien membre du Peel Multicultural Council, a été nommé de nouveau à la Section du statut de réfugié à Toronto.



NEWS RELEASE

98-44

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – September 1, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Mr. Benjamin Ayorech, served as Chairman of the Edmonton Police Commission and is a former Member of the Advisory Committee on the study of Immigrant Settlement conducted by the Centre for Excellence at the University of Alberta. Mr. Ayorech has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Calgary.

Mr. Joel A. Bousfield, a lawyer and Member of the Law Society of Upper Canada who specialized in Immigration and Refugee law, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Anna Maria Silvestri Corriveau, a lawyer specializing in social and labor law, a teacher of municipal law, worked for seven years at the Real Estate Revision Office in Montreal and has a variety of experience in public municipal administration, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Janet Ellis, a lawyer with experience on the Criminal Injuries Compensation Board and the Human Rights Tribunal, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Susan Gong, an accountant, most recently as a Corporate Accountant with the Metro Toronto Housing Authority, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Michel Jobin, a lawyer who has worked in both the private and public sectors in Quebec. He has a vast expertise in labor law acquired at the Human Resources Division of an important hospital in the Quebec City area. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.



Ms. Bonnie E. Milliner, a nurse, former crisis intervention worker with the Guelph-Wellington Childrens Aid Society and more recently a Hearing Chair of the Ontario Board of Parole Western Region, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Jean-Paul Pelletier has a Master in Business Administration and for many years directed a transportation consulting firm. He worked with the Royal Canadian Mounted Police, as well as the Sherbrooke Police Force and he was also Mayor of Sherbrooke. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Wilbert Wilson, a former Member of the Ontario Board of Parole and former Life Insurance Underwriter, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Madame Bonnie E. Milliner, infirmière, ancienne agente d'intervention en situation de crise à la Société d'aide à l'enfance de Guelph-Wellington, et plus récemment présidente d'audience à la Commission des libérations conditionnelles de la région de l'Ouest de l'Ontario, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Jean-Paul Pelletier possède une maîtrise en administration des affaires et dirige depuis plusieurs années une firme de consultants dans le domaine des transports. Monsieur Pelletier a également travaillé à la Gendarmerie Royale du Canada ainsi qu'au service de police de la ville de Sherbrooke et est devenu maire de cette municipalité. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Wilbert Wilson, ancien membre de la Commission des libérations conditionnelles de l'Ontario et ancien agent d'assurance-vie, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 1er septembre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations sont conformes aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Monsieur Benjamin Ayorech, ancien président de la Commission de police d'Edmonton et ancien membre du Comité consultatif pour l'étude de l'établissement des immigrants dirigé par le Centre d'excellence à l'Université de l'Alberta, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Calgary.

Monsieur Joel A. Bousfield, avocat et membre du Barreau du Haut-Canada spécialisé en droit de l'immigration et des réfugiés, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Anna Maria Silvestri Corrivau, avocate spécialisée en droit social et droit du travail, enseigne aussi le droit municipal. Elle a travaillé pendant sept ans au Bureau de révision de l'évaluation foncière à Montréal. Elle possède une expérience variée de l'administration publique municipale. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Janet Ellis, avocate ayant pratiqué à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels et au Tribunal des droits de la personne, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Susan Gong, comptable et plus récemment comptable de société à la Metro Toronto Housing Authority, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Michel Jobin est un avocat de formation ayant oeuvré en cabinet privé ainsi que dans l'administration publique au Québec. Il possède une solide expertise en droit du travail, ayant agi à la Direction des ressources humaines dans un important centre hospitalier de la région de Québec. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.



CAI
CI
-N26



NEWS RELEASE

98-45

CANADA AND AUSTRIA SIGN RECIPROCITY AGREEMENT

Vienna, September 11, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration Canada and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, and the Austrian Minister of Labour, Health and Social Affairs, Eleonora Hostasch, today signed in Vienna a reciprocity agreement on the exchange of workers between Canada and Austria.

Canadian businesses working in Austria or with business ties in that country will be able to employ Canadians. Austrian businesses in Canada will have the same entitlement.

The agreement will also give young Canadian graduates in agriculture, tourism and forestry an opportunity to acquire work experience in these fields in Austria. Young Austrian graduates will be able to do the same in Canada.

This is the first cooperation agreement to be signed between Canada and Austria. The two countries expressed a desire to continue to develop economic and cultural ties.

Minister Robillard used the opportunity of her visit to Vienna to discuss the issue of refugees in the region and problems related to the smuggling of illegal migrants. The first minister of the Government of Canada to visit Austria since that country assumed the presidency of the European Union, Ms. Robillard met with Karl Schlögl, Minister of the Interior, and Nikolaus Michalek, Minister of Justice, to discuss that topic.

Minister Robillard will now travel to Syria as part of a ten-day tour abroad.

- 30 -

For Information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-45

LE CANADA ET L'AUTRICHE SIGNENT UNE ENTENTE DE RÉCIPROCITÉ

Vienne, le 11 septembre 1998 - La ministre de Citoyenneté et Immigration Canada et députée de West-Mount-Ville-Marie, Madame Lucienne Robillard, et la ministre du Travail, de la Santé et des Affaires sociales d'Autriche, Madame Elenora Hostach, ont signé aujourd'hui à Vienne, une entente de réciprocité sur l'échange de travailleurs entre le Canada et l'Autriche.

Les entreprises canadiennes oeuvrant ou ayant des liens d'affaires en Autriche pourront employer des Canadiens. Les entreprises autrichiennes au Canada pourront faire de même.

L'entente permet également aux jeunes diplômés canadiens en agriculture, en tourisme et en foresterie d'acquérir de l'expérience de travail dans ces domaines en Autriche. Les jeunes diplômés autrichiens pourront faire de même au Canada.

Il s'agit d'une première entente de collaboration entre le Canada et l'Autriche. Les deux pays ont exprimé le souhait de continuer à tisser des liens économiques et culturels.

La ministre Robillard a également profité de son séjour à Vienne pour discuter de la problématique des réfugiés dans la région ainsi que des problèmes liés au trafic de migrants clandestins. Première ministre du gouvernement du Canada à se rendre en Autriche depuis que ce pays assume la présidence de l'Union Européenne, Madame Robillard a eu des entretiens à ce sujet avec M. Karl Schlögl, ministre de l'Intérieur, et M. Nikolaus Michalek, ministre de la Justice.

La ministre Robillard doit maintenant se rendre en Syrie dans le cadre d'une mission de dix jours à l'étranger.

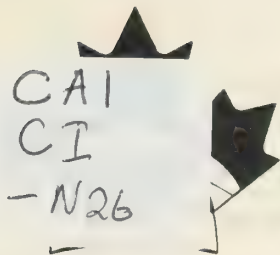
- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Direction de communications
(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-46

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD IS IN GENEVA TO DISCUSS REFUGEE PROBLEMS AROUND THE WORLD

Geneva — September 16, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, was holding a series of meetings today in Geneva on the movement of refugees around the world.

Minister Robillard's agenda for the day included a private meeting with Mrs. Sadako Ogata, United Nations High Commissioner for Refugees. Following this meeting she was participating in a round-table discussion with key representatives of the Office of the High Commissioner.

Later in the day, Minister Robillard met with the leaders of the International Organization for Migration. Following this she met with representatives of non-governmental and international organizations.

Today is part of a ten-day mission abroad that started on September 8 and has already taken the Minister to Austria and Syria. She met on Sunday and Monday with the Minister of the Interior and the Minister of Justice in the Syrian government. She also took advantage of her visit to Damascus to take stock of the refugee and immigrant situation in the Middle East with Canadian officials working in this part of the world.

Minister Robillard is expected back in Canada on September 17.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-46

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD EST À GENÈVE POUR DISCUTER DE LA PROBLÉMATIQUE DES RÉFUGIÉS DANS LE MONDE

Genève - le 16 septembre 1998 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, tenait aujourd'hui à Genève une série de rencontres portant sur les mouvements de réfugiés à travers le monde.

L'agenda de la ministre Robillard comprenait un tête-à-tête avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, madame Sadako Ogata. Elle participait ensuite à une table ronde avec les principaux représentants du Haut Commissariat.

Plus tard en journée, la ministre Robillard rencontrait les dirigeants de l'Organisation internationale pour les migrations. Elle avait ensuite des pourparlers avec les représentants d'organismes non gouvernementaux et d'organisations internationales.

Cette journée s'inscrit dans le cadre d'une mission de 10 jours à l'étranger qui a débuté le 8 septembre dernier et qui l'a déjà amenée en Autriche puis en Syrie. La Ministre a eu des entretiens dimanche et lundi avec les ministres de l'Intérieur et de la Justice du gouvernement syrien. Elle a également profité de son séjour à Damas pour faire le point sur la situation des réfugiés et des immigrants au Moyen-Orient en compagnie des agents canadiens présents dans cette région du monde.

La ministre Robillard doit rentrer au pays le 17 septembre.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
- N26
[]

NEWS RELEASE

98-47

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD MEETS WITH THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES

Geneva, September 17, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, met in Geneva yesterday with Sadako Ogata, United Nations High Commissioner for Refugees.

Mrs. Robillard and Mrs. Ogata discussed at length the problems created by refugee movements around the world, especially the situation involving refugees fleeing Kosovo.

Minister Robillard reiterated Canada's firm commitment to the refugees' cause and assured the High Commission of her cooperation in supporting any initiative to improve their circumstances.

Discussions will continue in November when Mrs. Ogata visits Canada.

The Minister then met with representatives of the International Organization for Migration, an agency that works with the Canadian government to resettle refugees in Canada. The discussions dealt with ways to reinforce this partnership.

Finally, the Minister met with representatives of non-governmental organizations involved on the international scene. Canada and the NGOs want to work closely together to protect refugee women and children from traffickers who might take advantage of their situation.

Minister Robillard began her mission in Austria, then went to Syria and finally to Switzerland. This important ten-day mission abroad has been an opportunity to discuss all the problems related to movements of people around the world and to take stock of the special situations in Eastern Europe and the Middle East.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-47

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD RENCONTRE LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

GENÈVE, le 17 septembre 1998 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a rencontré hier à Genève le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, madame Sadako Ogata.

Mmes Robillard et Ogata ont longuement discuté des problèmes entourant les mouvements de réfugiés dans le monde, et plus particulièrement de la situation des réfugiés fuyant le Kosovo.

La ministre Robillard a de plus réitéré le profond engagement du Canada envers la cause des réfugiés et assuré le Haut Commissariat de sa collaboration afin de soutenir toute initiative visant à améliorer leur sort.

Le dialogue se poursuivra en novembre à l'occasion de la visite au Canada de madame Ogata.

La Ministre a ensuite rencontré les représentants de l'Organisation internationale pour les migrations, qui collabore avec le Canada pour le rétablissement des réfugiés au pays. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer ce partenariat.

Madame Robillard s'est enfin entretenue avec les représentants des organismes non gouvernementaux (ONG) qui oeuvrent sur la scène internationale. Le Canada et les ONG veulent collaborer étroitement afin de protéger les femmes et les enfants réfugiés des trafiquants qui pourraient abuser de leur situation.

La Ministre avait entamé sa mission en Autriche, avant de se rendre en Syrie, et finalement en Suisse. Cette importante mission de dix jours à l'étranger a été l'occasion de discuter de l'ensemble des problèmes reliés aux mouvements migratoires dans le monde et de faire le point sur les situations particulières en Europe de l'Est et au Moyen-Orient.

- 30 -

Renseignements :
Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-48

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENTS

Ottawa - September 25, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of four citizenship judges.

Ms. Ruth Cruden is an English-as-a-second-language and citizenship teacher with the Etobicoke Board of Education and a former Citizenship Judge. Ms. Cruden has been appointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Mr. Sigmund Reiser has been a member of the Human Rights Commission, is a former Council Member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario, a former executive with London Life and a Member of the Order of Canada. Mr. Reiser has been appointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Ms. Barbara Scott is a former member of the Calgary City Council and a Member of the Order of Canada. Ms. Scott has been appointed as a Citizenship Judge in Calgary.

Mr. Donald Graham Tremaine is a former broadcaster and a Member of the Order of Canada. Mr. Tremaine has been appointed as a Citizenship Judge in Halifax.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility of making decisions in regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-48

NOMINATIONS DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 25 septembre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de quatre juges de la citoyenneté.

Madame Ruth Cruden est professeure d'anglais langue seconde et d'éducation civique au conseil scolaire d'Etobicoke, et a déjà rempli les fonctions de juge de la citoyenneté. Madame Cruden a été nommée juge de la citoyenneté à Toronto.

Monsieur Sigmund Reiser a été membre de la Commission canadienne des droits de la personne. Il est un ancien membre du conseil de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, un ancien cadre de la London Life, et Membre de l'Ordre du Canada. Monsieur Reiser a été nommé juge de la citoyenneté à Toronto.

Madame Barbara Scott a anciennement siégé au conseil municipal de Calgary et est Membre de l'Ordre du Canada. Madame Scott a été nommée juge de la citoyenneté à Calgary.

Monsieur Donald Graham Tremaine est un ancien présentateur à la radio et à la télévision, et est Membre de l'Ordre du Canada. Monsieur Tremaine a été nommé juge de la citoyenneté à Halifax.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-49

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - September 25, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal. This has been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Mr. Gaetan Cousineau is a notary with a Master's degree in public administration. He was a member of the *Commission municipale du Québec* for six years. He also worked in Russia for the United Nations after practising his profession with a notary firm. He has extensive experience in municipal affairs.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-49

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 25 septembre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal. Cette nomination est conforme aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Monsieur Gaetan Cousineau est notaire et possède une maîtrise en administration publique. Il a été membre de la Commission municipale du Québec pendant six ans. Il a également travaillé en Russie pour les Nations Unies après avoir oeuvré pour le compte d'une firme de notaires. Il possède une vaste expérience du monde municipal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-50

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENTS

Ottawa - September 28, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of three Citizenship Judges.

Ms. Jeanine C. Beaubien, a member of the Order of Canada, Commander of Merit of the Military and Hospitalier Order of St. Lazarus of Jerusalem, founder of the first office for the provincial and Montreal Alzheimer Societies, Board member of Téléfilm Canada, founding member of the first international theater in Montreal "La Poudrière", has been reappointed as a Citizenship Judge in Montreal.

Mr. Roy Bonisteel, a member of the Order of Canada is a former host of CBC-TV *Man Alive*, recipient of the Gordon Sinclair Award for Excellence in Journalism (1985) and the Commemorative Medal for the 125th Anniversary of Canadian Confederation (1992), and Honourary Colonel of the Armed Forces (1995), has been reappointed as a Citizenship Judge.

Ms. Barbara Seal, a member of the Order of Canada, former member of the *Conseil des Arts de la Communauté Urbaine de Montréal*, town Councillor for the Town of Hampstead, on the Board of Directors of Place des Arts, and volunteer for numerous charitable and cultural organizations, has been reappointed as a Citizenship Judge in Montreal.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

98-50

RENOUVELLEMENT DE MANDATS DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 28 septembre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de mandats pour trois juges de la citoyenneté.

Madame Jeanine Beaubien, membre de l'Ordre du Canada, commandeur de mérite de l'Ordre Militaire et Hospitalier de St-Lazare de Jérusalem, fondatrice du premier bureau de la Société Alzheimer à Montréal et au Québec, membre du Conseil de Téléfilm Canada et membre fondateur du premier théâtre international à Montréal, « La Poudrière », a été renommée juge de la citoyenneté à Montréal.

Monsieur Roy Bonisteel, récipiendaire de l'Ordre du Canada, est un ancien animateur de l'émission télévisée *Man Alive* (diffusée par la SRC), récipiendaire du prix d'excellence en journalisme Gordon Sinclair (1985) et de la médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération du Canada (1992), et colonel honoraire des Forces armées canadiennes (1995). Il a été renommé juge de la citoyenneté.

Madame Barbara Seal, membre de l'Ordre du Canada, ancienne membre du Conseil des Arts de la Communauté Urbaine de Montréal, ancienne conseillère municipale de Hampstead, membre du conseil d'administration de la Place des Arts et bénévole auprès de nombreuses organisations caritatives et culturelles, a été renommée juge de la citoyenneté à Montréal.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-51

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - September 28, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB).

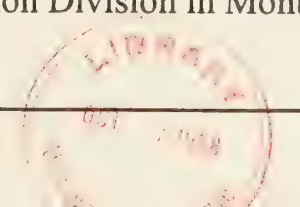
Mr. Roger E. Boire served as a Member and Adjudicator with the Rent Review Hearings Board, Ontario Ministry of Housing. From 1982 to 1987, he worked as Treasurer, Director and President of Bridlemanor Co-operative. He has also worked as an Executive Search Consultant in Real Estate Development with Hyman, McKenzie and Partners. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Daniele Antony D'Ignazio was a Director of Community Relations with the Ontario Ministry of Citizenship, Culture and Recreation. He is a former Senior Manager (Field Operations) with the Ontario Ministry of Labour and Citizenship and a former Human Rights Officer with the Ontario Human Rights Commission (1981-1985). He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Lawrence Lang was an International Student Advisor with McGill University, a recipient of the National Award of Merit from the Canadian Bureau for International Education for the promotion of international education in Canada. He is a former member of the National Advisory Committee on International Students and Immigration with the Department of Citizenship and Immigration. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Puttaveeraiah Prabhakara was an employee of Ontario Hydro for many years. He has also taught Electrical Engineering to undergraduate engineering students and has received the Government of Canada Award for Development of Canadian Citizenship. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Jean Prevost was a Communication and Public Relations Advisor and a Communications Executive. He is a former member of the Board of the Canadian Media Corporation, a member of the Association of International Advertising Agencies as well as of Le Publicité Club de Montreal. He has also headed the Communication Committee for fundraising campaigns of the Canadian Red Cross Society (Quebec). He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.



Mr. Reid Rossi was a Senior Analyst, Documentation, Information and Research Branch with the Immigration and Refugee Board. He is the author of Soviet Legislation and Judicial Public Policy (1987), Characteristics of Indo-Soviet Relations (1984) and has been contributor to the Oxford International Journal of Refugee Law (1989 and 1990). He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Egya N. Sangmuah is a lawyer and former member of the Liquor License Board of Ontario who has worked as Counsel with the Ontario Ministry of Citizenship, Culture and Recreation. He has also worked as a consultant for the Ontario Native Affairs Secretariat. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Monsieur Jean Prévost a été conseiller en communications et en relations publiques et a travaillé comme cadre responsable des communications. Il est un ancien membre du conseil d'administration de la Société canadienne des médias, et membre de l'Association des organismes internationaux de publicité et du Publicité Club de Montréal. Il a aussi dirigé le comité des communications pour des campagnes de collecte de fonds de la Croix-Rouge canadienne (Québec). Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Reid Rossi est un ancien analyste principal, Direction générale de la documentation, de l'information et de la recherche, à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Il est l'auteur des ouvrages intitulés *Soviet Legislation and Judicial Public Policy* (1987), *Characteristics of Indo-Soviet Relations* (1984), et il a participé à la rédaction de l'ouvrage *Oxford International Journal of Refugee Law* (1989 et 1990). Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Egya N. Sangmuah, qui a déjà été membre de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario, a travaillé comme avocat auprès du ministère des Affaires civiques et culturelles de l'Ontario. Il a également travaillé comme consultant auprès du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

RENOUVELLEMENT DE MANDATS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 28 septembre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de mandats à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Monsieur Roger Boire a été membre et arbitre de la Commission de révision des loyers du ministère du Logement de l'Ontario. De 1982 à 1987, il a été trésorier, administrateur et président de la *Bridlemanor Co-operative*. Il a également été consultant en recrutement de cadres dans le domaine de l'immobilier auprès de *Hyman, McKenzie and Partners*. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Daniele Antony D'Ignazio est un ancien directeur des relations communautaires auprès du ministère des Affaires civiles et culturelles de l'Ontario. Il a été directeur principal, opérations régionales, aux ministères du Travail et des Affaires civiles de l'Ontario. Il a également été spécialiste des droits de la personne (1981-1985) auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Lawrence Lang a été conseiller pour l'Université McGill en ce qui concerne les étudiants étrangers. Il est récipiendaire du prix d'excellence du Bureau canadien de l'éducation internationale pour la promotion de l'éducation internationale au Canada. Il a fait partie du Comité consultatif national sur les étudiants étrangers et l'immigration, au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Puttaveeraiah Prabhakara a occupé divers postes à Hydro-Ontario pendant plusieurs années. Il a également enseigné le génie électrique aux étudiants en génie du premier cycle et a reçu le prix du gouvernement du Canada pour le développement de la citoyenneté canadienne. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.



NEWS RELEASE

98-52

SITUATION OF THE CHILEANS IN MONTREAL: THE GOVERNMENT OF CANADA HONOURS ITS HUMANITARIAN TRADITION

OTTAWA, September 28, 1998 - Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Mme Lucienne Robillard, commented today on the situation of the Chileans who have occupied St-Jean-de-la-Croix church in Montreal.

The Minister stressed the fact that the government of Canada has always been generous towards those who claim political asylum. They are given the right to present their claim at a hearing before two members of an independent body, the Immigration and Refugee Board (IRB). The risks involved in returning to the country of origin are carefully analysed. Finally, as a last resort, they may request permanent resident status for humanitarian reasons.

"I call upon those who have exhausted all legal avenues to voluntarily leave Canada," said the Minister. "Hiding in a church is not the solution".

The Minister also responded to requests which have been made by the group in support of the Chileans. The removal process will not be interrupted, since the Chileans who wish to be accepted as immigrants to Quebec must leave the country in any case to present their applications. Although the Quebec government has already indicated its readiness to conduct a preliminary evaluation in Montreal, the law stipulates that immigration applications must be made from outside of Canada.

In the case of applicants who are selected by Quebec as immigrants, Mme Robillard reiterated the commitment of her department to process these files fairly and quickly as well as to complete all procedures under her jurisdiction.

In regard to requests for government cooperation and financial assistance for Chileans who return to Chile, the Minister stressed that such assistance is the responsibility of the country of origin.

Up to now, more than 60 per cent of the 3,421 people who had to leave Canada have done so. 269 people are awaiting the decision of the IRB. Since April, 1996, the number of Board members at the Montreal office has been considerably increased in order to reduce the waiting period for claimants of refugee status.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-52

SITUATION DES CHILIENS À MONTRÉAL : LE GOUVERNEMENT DU CANADA HONORE SA TRADITION HUMANITAIRE

OTTAWA, le 28 septembre 1998 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a fait le point aujourd'hui sur la situation des Chiliens qui occupent l'église St-Jean-de-la-Croix, à Montréal.

La Ministre rappelle que le gouvernement du Canada s'est toujours montré fort généreux à l'endroit de ceux qui réclament l'asile politique. Ils ont l'occasion de faire valoir leur demande lors d'une audition devant deux commissaires d'un organisme indépendant, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Les risques encourus dans le cas d'un retour à ce pays d'origine font également l'objet d'une analyse détaillée. Enfin, ils peuvent en dernier recours demander le statut de résident permanent pour des motifs d'ordre humanitaire.

« J'invite donc les personnes qui ont épuisé les recours légaux à quitter volontairement le Canada, a déclaré la Ministre. Se cacher dans une église n'est pas la solution. »

La Ministre tient également à répondre aux demandes qui lui ont été faites par le groupe de soutien aux Chiliens. Le processus de renvoi ne sera pas interrompu, puisque les Chiliens qui veulent être reçus comme immigrants au Québec doivent de toute façon quitter le pays pour présenter une demande. Bien que le gouvernement du Québec ait déjà indiqué qu'il est disposé à faire une évaluation préliminaire à Montréal, la loi stipule que les demandes d'immigration doivent être déposées à l'étranger.

Dans le cas où des demandeurs sont sélectionnés par le Québec à titre d'immigrants, madame Robillard réitère l'engagement de son ministère à traiter avec équité et célérité ces dossiers ainsi qu'à régler toutes les formalités relevant de sa compétence.

Quant aux demandes d'assistance financière et de coopération des autorités pour les Chiliens qui retournent au Chili, la Ministre a rappelé que ce sont là des responsabilités du pays d'origine.

À ce jour, plus de 60 p. 100 des 3 421 personnes devant quitter le Canada l'ont fait. Par ailleurs, 269 personnes sont en attente d'une décision de la CISR. Depuis avril 1996, le nombre de commissaires aux bureaux de Montréal de la CISR a considérablement augmenté afin de réduire au minimum les délais d'attente des revendicateurs du statut de réfugié.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

98-53

Pilot Project to Help Canadian Employers Attract Highly Skilled Temporary Workers

OTTAWA - September 30, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, Pierre S. Pettigrew, Minister of Human Resources Development, and John Manley, Minister of Industry, today announced a pilot project that will help Canada gain a competitive advantage in attracting highly skilled foreign workers for temporary assignments.

Under this pilot project, spouses accompanying temporary foreign workers coming to Canada for jobs in certain high-skill occupations in key high-growth sectors of the economy will be permitted to work if they wish.

This national pilot project will be open to foreign workers in high-skill occupations who are admitted to Canada for at least six months.

The ministers emphasized that the federal government recognizes the reality of the modern two-career family and they want labour market and immigration policy to reflect this reality. Canada will be a more attractive place to work for highly skilled workers and senior executives from other countries. In addition, the removal of the existing impediment to the recruitment of skilled workers will constitute one more step in the government's effort to make Canada a strong destination for foreign investment.

"This pilot project will help Canada attract people who can help fuel the economic growth we need to create jobs for Canadians," said Minister Robillard. "People with advanced skills in information technology, engineering and management are in demand around the world. If they know that Canada welcomes their spouses too, they may be more receptive to Canadian employers' efforts to recruit them."

The decision to launch this pilot project followed several recommendations. In its report entitled *Not Just Numbers*, commissioned by Minister Robillard and released this past January, the Legislative Review Advisory Group noted that it had "often heard that Canada should review its restrictive position on work rights for the spouses of foreign workers to make it easier for employers to attract workers with much-needed skills." The value to employers of enabling spouses of temporary workers to seek employment was noted by the Groupe de travail sur la relance de Montréal in 1996.

"We have listened to many of Canada's leading employers and we have worked closely with other government departments to make this pilot possible," Minister Pettigrew stated. "We continue to take innovative steps to give Canada the strongest labour market possible. It is part of our commitment to a responsive and flexible federal system."

Minister Manley noted that "employers around the world are searching for workers with the skills necessary to succeed in a knowledge-based economy. This initiative will make Canada a more attractive choice for highly trained individuals, and for companies who wish to invest and create jobs in a dynamic and competitive business environment."



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



Canada

The one-year pilot is slated to begin on October 15, 1998. Citizenship and Immigration Canada, Human Resources Development Canada and Industry Canada will participate in the evaluation of the pilot's ability to attract key personnel and its impact on the Canadian labour market.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
Department of Citizenship and Immigration
(613) 954-1064

Anna Kapiniari
Press Secretary
Office of the Minister
Department of Human Resources Development
(819) 953-2353

Jennifer Sloan
Press Secretary
Office of the Minister
Department of Industry
(613) 995-9001

Anne Alcorn
Media Relations
Communications Branch
Department of Citizenship and Immigration
(613) 941-7040

Visit our Internet sites:

CIC: <http://cicnet.ci.gc.ca>

HRDC: <http://www.hrdc-drhc.gc.ca>

BACKGROUND

PILOT PROJECT TO ISSUE EMPLOYMENT AUTHORIZATIONS TO SPOUSES OF HIGHLY SKILLED TEMPORARY WORKERS

The Pilot Project

A national pilot project for the spouses of temporary foreign workers will be launched on October 15, 1998. Under this pilot project, the spouses of workers coming to Canada for jobs in certain high skill occupations in key high growth sectors of the economy will be able to work here more easily and have to undergo fewer administrative processes. The pilot will enable the spouses of certain key foreign workers to accept employment through a facilitated validation process.

This pilot project will assess the extent to which it improves the ability of Canadian employers to attract key personnel and its impact on the Canadian labour market.

The pilot will be open to the spouses of foreign workers in the two highly skilled occupational categories described in the National Occupational Classification System and who hold employment authorizations valid for at least six months. The workers must also be filling highly skilled jobs that normally require a university degree as defined in the National Occupational Classification System (a classification system used by governments and researchers to characterize occupations in Canada). The pilot will cover key occupations that have been identified as being of strategic importance to economic activity. This approach is in keeping with the focus on targeted growth sectors described in the government of Canada's most recent Speech from the Throne. It has also been identified by the province of Quebec as an important tool in its efforts to address the unique economic challenges of that province and of the greater Montreal area in particular.

How the Pilot Will Work

Citizenship and Immigration Canada (CIC) issues temporary employment authorizations for foreign workers to permit them to work in Canada. Authorizations are normally issued following a labour market assessment by Human Resources Development Canada certifying that no Canadians are available to fill the jobs. They are also issued to accommodate international agreements where reciprocal opportunities exist for Canadians or where significant employment benefits to Canada will result. Currently, there is no automatic right to work extended to the spouse of a foreign worker, although spouses can apply and will be authorized if they qualify in their own right.

spouses of “strategic workers” needed by high technology sectors. The other pilot will be national in scope. It will be open to foreign workers who are in Canada for at least six months who are in the two highly-skilled occupational levels as assessed by the National Occupational Classification.

The Scale of the Pilot

In 1997, Citizenship and Immigration Canada issued 170,000 employment authorizations for periods of more than six months. Of those, 17,000 were in occupations that would have been eligible for the pilot projects. However, only 7,600 of those people were accompanied to Canada by their spouses.

Monitoring and Evaluation

Monitoring efforts will determine how successful the pilot projects are in attracting skilled workers for temporary assignments in Canada. The impact of the pilots on the Canadian labour market will also be tracked and assessed.

postes de cadres. Il recommandait que les conjoints de « travailleurs stratégiques » soient autorisés à travailler sans restriction pendant le séjour de la famille à Montréal. Plus récemment, dans son rapport de janvier 1998 intitulé *Au-delà des chiffres*, le Groupe consultatif sur la révision de la législation soulignait que « à cause de cette restriction désuète et contre-productive, les entreprises canadiennes ont souvent du mal à recruter le personnel étranger hautement qualifié dont elles ont besoin ». Le Groupe recommandait que « la loi et les règlements sur l'immigration et la citoyenneté [autorisent] les membres de la famille des travailleurs étrangers à travailler au Canada ».

Portée du projet pilote

En 1997, Citoyenneté et Immigration Canada a délivré quelque 170 000 autorisations d'emploi à des travailleurs étrangers et, de ce nombre, seulement 10 000 l'ont été à des individus qui auraient été admissibles au projet pilote.

Suivi et évaluation

Des mesures de suivi et d'évaluation permettront de déterminer dans quelle mesure le projet pilote réussira à attirer des travailleurs qualifiés pour des affectations temporaires au Canada. L'incidence du projet pilote sur le marché du travail canadien sera aussi suivie et évaluée.

DOCUMENT D'INFORMATION

PROJET PILOTE AFIN D'OBTENIR DES AUTORISATIONS D'EMPLOI AUX CONJOINTS DE TRAVAILLEURS TEMPORAIRES HAUTEMENT SPÉCIALISÉS

Projet pilote

Un projet pilote d'enquête nationale destiné aux conjoints de travailleurs temporaires étrangers sera lancé le 15 octobre 1998. Dans le cadre de ce projet, les conjoints de travailleurs qui viennent au Canada pour occuper des postes dans des professions hautement spécialisées dans des secteurs économiques en forte croissance pourront travailler au Canada avec plus de facilité et en se soumettant à moins de formalités administratives. Le projet pilote permettra aux conjoints de certains travailleurs étrangers occupant des emplois cruciaux d'accepter un emploi grâce à un processus de validation simplifié.

Ce projet pilote permettra d'évaluer dans quelle mesure il améliore la capacité des employeurs canadiens à attirer du personnel clé et son incidence sur le marché du travail canadien.

Le projet s'adressera aux conjoints de travailleurs étrangers visés par les deux catégories de professions hautement spécialisées définies dans la Classification nationale des professions et qui ont obtenu une autorisation d'emploi valide pour au moins six mois. Ces travailleurs doivent occuper des emplois hautement spécialisés qui exigent normalement un diplôme universitaire, selon la définition de la Classification nationale des professions (système de classification utilisé par les gouvernements et les chercheurs pour définir les professions au Canada). Le projet pilote visera des professions clés, désignées comme ayant une importance stratégique pour l'activité économique. Ce projet s'inscrit dans l'orientation du gouvernement du Canada visant à cibler les secteurs de croissance précisés dans le dernier discours du Trône. La province de Québec a également reconnu que ce projet contribuerait de façon importante à ses efforts pour relever les défis économiques propres à la province, notamment dans la région de Montréal.

Modalités du système

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) délivre des autorisations d'emploi temporaires aux travailleurs étrangers pour leur permettre de travailler au Canada. Les autorisations sont généralement octroyées après une évaluation du marché du travail effectuée par Développement des ressources humaines Canada attestant qu'aucun Canadien n'est disponible pour occuper l'emploi. Des autorisations d'emploi sont aussi délivrées dans le cadre d'accords internationaux prévoyant des possibilités réciproques pour les Canadiens ou lorsque le Canada en retirera d'importants avantages sur le plan de l'emploi. Actuellement, le droit de travailler n'est pas automatiquement accordé au conjoint d'un travailleur étranger, mais le conjoint peut présenter une demande et être autorisé à travailler s'il réunit, lui-même, les conditions voulues.

Cette question fait l'objet d'un débat depuis déjà un certain temps; les employeurs ont cherché à obtenir des modalités plus souples pour les conjoints des travailleurs hautement qualifiés. Ainsi, en 1996, le Groupe de travail sur la relance de Montréal a déterminé que cette pratique était un obstacle à la venue à Montréal de chercheurs hautement qualifiés et de gens d'affaires dans des

« Les employeurs de partout dans le monde, a souligné pour sa part M. Manley, sont à la recherche de travailleurs ayant les compétences nécessaires pour réussir dans une économie fondée sur le savoir. Cette initiative fera du Canada une destination plus attrayante pour les spécialistes très bien formés et pour les entreprises qui veulent investir et créer des emplois dans un contexte commercial dynamique et concurrentiel. » Ce projet pilote d'une durée d'un an devrait débuter le 15 octobre 1998. Citoyenneté et Immigration Canada, Développement des ressources humaines Canada et Industrie Canada évalueront la capacité du projet pilote d'attirer du personnel clé et son incidence sur le marché du travail canadien.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault	Secrétaire de presse	Cabinet de la Ministre	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
(613) 954-1064			
Jennifer Sloan	Secrétaire de presse	Cabinet du Ministre	Ministère de l'Industrie
(613) 995-9001			
Anne Alcorn	Relations avec les médias	Direction générale des communications	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
(613) 941-7040			
Anna Kapiniari	Secrétaire de presse	Cabinet du Ministre	Ministère du Développement des ressources humaines
(819) 953-2860			

Nous sommes également sur Internet

CIC : <http://cicnet.ci.gc.ca>
 DRHC <http://www.hrdc-drhc.gc.ca>

Projet pilote afin d'aider les employeurs canadiens à attirer des travailleurs temporaires hautement spécialisés

OTTAWA, le 30 septembre 1998 - M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Pierre S. Pettigrew, ministre du Développement des ressources humaines, et M. John Manley, ministre de l'Industrie, ont annoncé aujourd'hui le lancement d'un projet pilote qui aidera le Canada à avoir un avantage concurrentiel dans le recrutement de travailleurs étrangers hautement qualifiés en vue d'affectations temporaires. Dans le cadre de ce projet pilote, les conjoints qui accompagneront des travailleurs temporaires étrangers venant au Canada pour exercer des emplois dans des professions hautement spécialisées dans des secteurs clés à forte croissance seront autorisés à travailler s'ils en font la demande.

Le projet pilote, d'envergure nationale, s'adresse aux travailleurs étrangers exerçant des professions hautement spécialisées qui seront admis au Canada pour au moins six mois. Les ministres ont tenu à souligner que le gouvernement fédéral reconnaît que, dans nombre de familles modernes, les deux conjoints exercent une profession, et ils veulent que la politique en matière d'emploi et d'immigration tienne compte de cette réalité. Le Canada deviendra plus attrayant sur le plan de l'emploi pour les travailleurs hautement qualifiés et les cadres supérieurs d'autres pays. En outre, la suppression des obstacles actuels au recrutement de travailleurs qualifiés viendra s'ajouter aux efforts du gouvernement pour faire du Canada un lieu de choix pour les investissements étrangers.

« Ce projet pilote aidera le Canada à attirer des travailleurs qui peuvent stimuler la croissance économique suffisamment pour créer des emplois pour les Canadiens, a indiqué M^{me} Robillard. Les personnes qui ont des compétences de pointe en technologie de l'information, en ingénierie et en gestion sont en demande partout dans le monde. Si elles savent que le Canada accueille aussi leur conjoint, elles pourront peut-être répondre plus favorablement aux mesures de recrutement des employeurs canadiens. »

La décision de lancer ce projet pilote fait suite à plusieurs recommandations. Dans son rapport intitulé *Au-delà des chiffres*, commandé par M^{me} Robillard et publié en janvier dernier, le Groupe consultatif sur la révision de la législation notait ce qui suit : « Maints intervenants nous ont suggéré de revoir la restriction du droit de travail des conjoints de travailleurs étrangers pour faciliter leur recrutement ». En 1996, le Groupe de travail sur la relance de Montréal soulignait l'avantage qu'auraient les employeurs à autoriser les conjoints des travailleurs temporaires à chercher du travail.

« Nous avons tenu compte de l'avis de nombreux grands employeurs canadiens et nous avons travaillé en étroite collaboration avec d'autres ministères pour rendre ce projet pilote possible, a déclaré le ministre Pettigrew. Nous continuons à adopter des mesures novatrices pour que le Canada dispose du marché du travail le plus vigoureux possible. Cela fait partie de notre engagement à l'égard d'un fédéralisme souple et adapté. »



NEWS RELEASE

98-54

THE GOVERNMENT OF CANADA REITERATES ITS COMMITMENT TO QUICKLY PROCESS APPLICATIONS

Ottawa - September 30, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, reiterated her commitment to proceed quickly with the 19 candidates selected by the Quebec government, within the Chilean community in Montreal, in its immigrant selection process.

The Minister indicated that as the applications have to be initiated from abroad, her department will be providing instructions to the Canadian embassies most likely to be used by these Chilean nationals, to ensure they are processed expeditiously and to facilitate, where possible, their coming to Canada as immigrants.

Minister Robillard also called on all members of the Chilean community who have not been selected and who have exhausted all legal avenues, to leave Canada voluntarily.

The Minister also stressed that she wanted to clarify some figures used by the government of Quebec: "It is totally exaggerated to state, as did the Quebec authorities, that 25,000 to 30,000 persons are waiting for a decision at the federal level".

The most recent data available from the Immigration and Refugee Board (IRB) indicate that there are 10,553 refugee claimants waiting for a decision in Quebec. Of these, 269 are from Chile. Since 1996, the number of IRB Members in Montreal increased from 48 to 79 in order to reduce the processing time.

-30-

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-54

SITUATION DES CHILIENS À MONTRÉAL: LE GOUVERNEMENT DU CANADA RÉITÈRE SON ENGAGEMENT DE PROCÉDER RAPIDEMENT À L'EXAMEN DES DEMANDES

OTTAWA, le 30 septembre 1998 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a réitéré aujourd'hui son engagement de procéder rapidement à l'examen des 19 candidatures retenues par le gouvernement du Québec dans le cadre de son processus de sélection des immigrants au sein de la communauté chilienne de Montréal.

Cette démarche devant être effectuée à l'étranger, la ministre a indiqué que son ministère enverra des directives aux ambassades canadiennes en poste dans les pays les plus susceptibles de recevoir les demandes de ces ressortissants chiliens, afin qu'ils puissent voir au bon déroulement de ce processus et faciliter, le cas échéant, leur venue au Canada à titre d'immigrants.

Par ailleurs, la ministre Robillard réitère son appel aux membres de la communauté chilienne qui n'auront pas été sélectionnés, et pour qui tous les recours légaux ont été utilisés, à quitter volontairement le Canada.

La ministre Robillard tient cependant à faire le point sur certains chiffres avancés par le Québec. « Il est tout à fait exagéré de prétendre, comme le font les autorités québécoises, que de 25 000 à 30 000 personnes sont en attente d'une décision des instances fédérales au Québec ».

Les dernières données disponibles à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) indiquent plutôt que 10 553 personnes sont en attente d'une décision au Québec. De ce nombre, 269 personnes sont originaires du Chili. Depuis 1996, le nombre de commissaires aux bureaux de Montréal est passé de 48 à 79 afin de réduire les délais d'attente.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI

CI

- N 26



NEWS RELEASE

98-55

IMMIGRATION LEVELS: CANADA MAINTAINS SAME OBJECTIVE FOR 1999

OTTAWA, October 7, 1998 -- The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville Marie, Lucienne Robillard, today tabled in the House of Commons the 1999 Immigration Plan, in which she sets out the immigration levels forecast for the coming year and the anticipated results for the current year.

Canada is expected to receive between 180,000 and 200,000 immigrants and refugees this year, although the number forecast was 200,000 to 225,000.

"The main reason the desired levels for 1998 were not reached was the severe economic crisis in Asia," Minister Robillard stated. "Over 15,000 people in Asian countries to whom Canada had granted right of entry changed their minds at the last minute and decided not to emigrate."

This decline primarily affects the so-called "economic" immigrants, that is, workers recruited for their skills. The Minister said that she was "pleased to see that the number of immigrants sponsored by members of their immediate families is on the increase." The Minister also expressed pleasure at the fact that Canada will reach its objective of welcoming 7,300 refugees from abroad.

Minister Robillard is keeping the same forecast for 1999. The desired levels remain the same: between 200,000 and 225,000 people.

"Canada wants to make it very clear to the international community that its doors are still just as wide open, despite a difficult economic situation," the Minister said. "We are confident that we will see the Asian financial markets stabilize and the immigration numbers rise again in the coming year".

The Immigration Plan for 1999, entitled *Canada - A Welcoming Land*, sets out estimates by class. Canada expects to receive between 177,900 and 195,700 immigrants and between 22,100 and 29,300 refugees.



“A number of factors are taken into account in setting the immigration levels. Canada needs qualified workers, and we support family reunification. But at the same time we take into account Canada’s capacity to integrate newcomers. And we are going to maintain our great humanitarian tradition by once again taking in many refugees,” the Minister indicated.

“Canada will continue to welcome immigrants who will work together with other Canadians to build a more prosperous and more open society.”

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Anne Alcorn
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7040

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

BACKGROUNDER

Immigration Plan, 1999	
Immigrant Category	Range
Skilled Workers	100,200 – 111,200
Business	17,700 – 19,700
Spouses, Fiancé(e)s and Children	38,000 – 41,000
Parents and Grandparents	15,500 – 17,300
Other	
– Live-in Caregiver Program	
– Special Categories	6,500
– Provincial/Territorial Nominees	
Total Immigrant	177,900 – 195,700
Refugee Category	Range
Government Assisted	7,300
Privately Sponsored	2,800 – 4,000
Refugees Landed In Canada and Dependants Abroad	10,000 – 15,000 2,000 – 3,000
Total Refugee	22,100 – 29,300
Total Immigrant and Refugee	200,000 – 225,000

DOCUMENT D'INFORMATION

Plan d'immigration, 1999	
Immigrants	Fourchette
Travailleurs qualifiés	100 200 – 111 200
Gens d'affaires	17 700 – 19 700
Conjoints, fiancé(e)s et enfants	38 000 – 41 000
Parents et grands-parents	15 500 – 17 300
Autres	
– Programme concernant les aides familiaux résidents	
– Catégories spéciales	6 500
– Candidats d'une province ou d'un territoire	
Total immigrants	177 900 – 195 700
Réfugiés	Fourchette
Pris en charge par le gouvernement	7 300
Parrainés par le secteur privé	2 800 – 4 000
Réfugiés reconnus comme tels au Canada et	10 000 – 15 000
personnes à charge à l'étranger	2 000 – 3 000
Total réfugiés	22,100 – 29,300
Total immigrants et réfugiés	200 000 – 225 000

Le Plan d'immigration pour 1999, intitulé Le Canada - Terre d'accueil, fait état des prévisions par catégories. Le Canada compte recevoir entre 177 900 et 195 700 immigrants, et prévoit accueillir entre 22 100 et 29 300 réfugiés.

« La détermination des niveaux d'immigration relève de nombreux facteurs. Le Canada a besoin de travailleurs qualifiés, et nous favorisons la réunification des familles. Mais nous devons en même temps tenir compte de la capacité du Canada à intégrer les nouveaux arrivants. Et nous allons maintenir notre grande tradition humanitaire en accueillant une fois de plus de nombreux réfugiés », a indiqué la Ministre.

« Le Canada continuera à accueillir des immigrants qui travailleront de concert avec les autres Canadiens pour construire une société plus prospère et plus ouverte. »

- 30 -

Renseignements:

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Anne Alcorn
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7040

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NIVEAUX D'IMMIGRATION : LE CANADA MAINTIENT SON OBJECTIF POUR 1999

OTTAWA, le 7 octobre 1998 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a déposé aujourd'hui en chambre le Plan d'immigration pour 1999, dans lequel elle fait état des prévisions des niveaux d'immigration pour la prochaine année ainsi que des résultats prévus pour l'année en cours.

Le Canada devrait accueillir cette année de 180 000 à 200 000 personnes, immigrants et réfugiés, alors qu'il prévoyait en accueillir de 200 000 à 225 000.

« Si les objectifs souhaités pour 1998 ne sont pas atteints, c'est principalement en raison de la sévère crise financière en Asie, a déclaré la ministre Robillard. Ainsi, plus de 15 000 personnes en provenance des pays asiatiques et à qui le Canada avait accordé leur droit d'entrée ont choisi au dernier instant de ne pas émigrer. »

Ce déclin affecte principalement la composante dite économique du programme d'immigration, soit les travailleurs recrutés pour leurs compétences. Ainsi, la ministre s'est dite « heureuse de constater que le nombre d'immigrants parrainés par des membres de leur famille immédiate est à la hausse. » La ministre se réjouit également du fait que le Canada atteindra son objectif d'accueillir 7 300 réfugiés venus d'outre-mer.

La ministre Robillard maintient les prévisions pour 1999. Les niveaux que l'on souhaite atteindre demeurent les mêmes, soit entre 200 000 et 225 000 personnes.

« Le Canada veut très clairement laisser savoir à la communauté internationale que ses portes sont toujours aussi grandes ouvertes malgré une conjoncture économique difficile, a dit la Ministre. Nous demeurons confiants de voir les marchés financiers asiatiques se stabiliser, et ainsi corriger à la hausse les chiffres pour l'année qui vient. »



NEWS RELEASE

98-56

REAPPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - October 28, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced a reappointment to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Mr. Pierre Fortin is a lawyer who has worked for the Federal Department of Justice, the Quebec Ministry of Justice and Employment and Immigration Canada. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-56

RENOUVELLEMENT D'UN MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 28 octobre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement d'un mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Monsieur Pierre Fortin est avocat. Il a travaillé au ministère fédéral de la Justice, au ministère québécois de la Justice ainsi qu'à Emploi et Immigration Canada. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

CAI
CI
- N26



NEWS RELEASE

98-57

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – October 28, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in British Columbia. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Ms. Patricia A. Baldwin is a consultant and a member of the Canadian Institute of Planners, a former Senior Managing Principal with Coopers and Lybrand Consulting Group and a former Director of Housing and Urban Planning with Lavalin International. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Mr. Stephen Mark Beckow holds a masters degree in Canadian History, has worked as a Business Writer and Technical Editor with various companies in British Columbia and most recently has been a Configuration Management Administrator with Hughes Aircraft of Canada Limited. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Mr. Douglas Scott Cochran is a lawyer and member of the British Columbia Bar, member of the Criminal Family and Alternate Dispute Resolution Subsection of the British Columbia Branch of the Canadian Bar Association and Past Secretary of the Immigration Subsection. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Ms. Heather I. Gibbs is a lawyer and Legal Officer with the United Nations High Commission for Refugees Branch Office in Canada and a former Field Officer (Protection) with the UNHCR African Great Lakes Division. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



C O M M U N I Q U É

98-57

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 28 octobre 1998 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) en Colombie-Britannique. Ces nominations sont conformes aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Madame Patricia A. Baldwin est consultante et membre de l'Institut canadien des urbanistes. Elle a été membre de la haute direction du groupe d'experts-conseils Coopers and Lybrand, et a été directrice de l'habitation et de l'aménagement urbains à Lavalin International. Elle est nommée à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Monsieur Stephen Mark Beckow détient une maîtrise en histoire canadienne. Il a été rédacteur économique et rédacteur technique pour le compte de plusieurs sociétés en Colombie-Britannique et, plus récemment, il était chef du contrôle de la configuration à Hughes Aircraft of Canada Limited. Il est nommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Monsieur Douglas Scott Cochran est avocat et membre du barreau de la Colombie-Britannique, membre de la Sous-section du mécanisme de règlement des conflits de la Section de Colombie-Britannique de l'Association du barreau canadien, et a été secrétaire de la Sous-section d'immigration. Il est nommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Madame Heather I. Gibbs est avocate et juriste auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Canada. Elle a été agent local (Protection) pour le HCR, Section des grands lacs d'Afrique. Elle est nommée à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tétrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-58

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENTS

Ottawa – December 3, 1998 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of five Citizenship Judges.

Ms. Marguerite Ford is a member of the Order of Canada, former Commissioner for the Royal Commission on Health Care and Costs (British Columbia), a recipient of the City of Vancouver Heritage Award, former YWCA "Woman of Distinction," former President of the United Way of the Lower Mainland, and former trustee of the Vancouver General Hospital. She has been reappointed as a Citizenship Judge in Vancouver.

Mr. Stanley George Sinclair Grizzle is a member of the Order of Canada and the Order of Ontario, and has served as Clerk, Examiner and Labour Relations Officer for the Ontario Labour Relations Board. Mr. Grizzle was a Resource Person on the Toronto Mayor's Committee on Race Relations. He has been reappointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Mr. Stewart M. Hodgson is a member of the Order of Canada and a veteran of the Second World War, Honorary Doctor of Law, University of Calgary, former Commissioner of the Northwest Territories, former Chairman of the B.C. Transit, and former president and director of various British Columbia corporations. He has been reappointed as a Citizenship Judge in Richmond.

Mr. Peter Oberlander is a member of the Order of Canada, an architect, planner, professor, former Secretary, Ministry of State for Urban Affairs, former Special Assistant to the Secretary General, United Nations Habitat II in 1996, and a recipient of various international awards for outstanding academic and professional services. He has been reappointed as a Citizenship Judge in Vancouver.

Ms. Jane E. Van Roggen is a member of the Order of Canada, was instrumental in the development and operation of programs at the Vancouver Aquarium and dedicated herself to volunteer endeavours in public education and health care. Ms. Van Roggen was a former Head Nurse at the Vancouver General Hospital, former President of the British Columbia Cancer Agency, and the recipient of the Bentall Volunteer Recognition Award. She has been reappointed as a Citizenship Judge in Vancouver.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





RENOUVELLEMENT DE MANDATS DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 3 décembre 1998 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des renouvellements de mandat pour cinq juges de la citoyenneté.

Madame Marguerite Ford est membre de l'Ordre du Canada. Elle a été commissaire de la Royal Commission on Health Care and Costs (Colombie-Britannique), lauréate du City of Vancouver Heritage Award, "Women of Distinction" du YWCA, ancienne présidente de la Campagne Centraide du Lower Mainland, et membre du conseil d'administration du Vancouver General Hospital. Elle a été renommée juge de la citoyenneté à Vancouver.

Monsieur Stanley George Sinclair Grizzle est membre de l'Ordre du Canada et de l'Ordre de l'Ontario. Il est ancien greffier, enquêteur et agent des relations de travail de la Commission des relations de travail de l'Ontario, et ancien conseiller auprès du comité du maire de Toronto sur les relations raciales. Il a été renommé juge de la citoyenneté à Toronto.

Monsieur Stewart M. Hodgson est membre de l'Ordre du Canada et ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. Il est titulaire d'un doctorat honorifique en droit de l'Université de Calgary, ancien Commissaire des Territoires du Nord-Ouest, ancien président de B.C. Transit, et ancien président et directeur de différentes corporations de la Colombie-Britannique. Il a été renommé juge de la citoyenneté à Richmond.

Monsieur Peter Oberlander est membre de l'Ordre du Canada. Il est architecte, concepteur et professeur. Il a été secrétaire aux Affaires urbaines, ancien adjoint spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour Habitat II en 1996, et lauréat de différents prix internationaux pour services professionnels rendus dans le monde universitaire. Il a été renommé juge de la citoyenneté à Vancouver.

Madame Jane E. Van Roggen est membre de l'Ordre du Canada. Elle a joué un rôle important dans l'élaboration et l'administration de programmes à l'Aquarium de Vancouver et s'est vouée au bénévolat dans le domaine de l'éducation publique et des soins de santé. Elle a été infirmière en chef au Vancouver General Hospital, est l'ancienne présidente de la British Columbia Cancer Agency et lauréate du Bentall Volunteer Recognition Award. Elle a été renommée juge de la citoyenneté à Vancouver.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

98-59

A NEW CITIZENSHIP ACT

Ottawa - December 7, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today tabled a new citizenship act.

The Citizenship of Canada Act constitutes the first major reform with respect to citizenship in more than twenty years.

"The time had come to modernize the Act, in order that it might better reflect the true value of Canadian citizenship," said Minister Robillard.

The new act introduces changes for citizens by birth, as well as for persons who wish to become Canadians. Changes have also been made in the implementation and control of the process for the granting of citizenship.

Canada intends to first of all honour its great humanitarian tradition and apply the principles of justice and fairness from birth.

Children born in Canada will continue to be granted Canadian citizenship automatically. Children born abroad to a Canadian parent will continue to have the right to citizenship. The second generation of children born abroad will be able to enjoy Canadian citizenship, up to the age of 28, at which time they will lose citizenship unless they have lived in Canada. With respect to adoption, the new act greatly lessens the distinctions between natural-born children and adopted children. Thus, a foreign child adopted by a Canadian parent will obtain citizenship, without having to go through the immigration process.

The new act also specifies the criteria for obtaining citizenship. New Canadians will have demonstrated their attachment to their adopted country.

Thus, new Canadian citizens will have to have accumulated three years of physical presence in the country. The three years of residence in Canada will be within a five-year, rather than a four-year, period. An additional reference year has been added to take into account the impact of the globalization of the economy on people's movements. New Canadian citizens will also be familiar with the values of Canadian society and be able to express themselves in one of the two official languages.

The new act also simplifies the process for the granting of citizenship. In future, applications will be forwarded to citizenship officers for decision. The Minister will have the power to review a decision in cases where the rejection of an application will have resulted from an important error. Applicants will have access to a mechanism for judicial review in the Federal Court.

Moreover, judges will become commissioners and will be called upon to promote the values symbolized by Canadian citizenship, such as a sense of civic responsibility and respect for the law. The oath to be sworn by new Canadian citizens will better reflect the values dear to Canadians. In addition to swearing allegiance to the Queen, new Canadians will demonstrate their allegiance to Canada.

The coming into force of the Citizenship of Canada Act is planned for 1999.

- 30 -

For general information :

If you are in the local calling area of :

Montreal, call	(514) 496-1010
Toronto, call	(416) 973-4444
Vancouver, call	(604) 666-2171

If you are anywhere else in Canada, call toll free 1-888-242-2100

For additional copies please fax your request to (613) 954-7619

Media Enquiries :	Eric Tetrault	René Mercier
	Press Secretary	Media Relations
	Office of the Minister	Communications Branch
	(613) 954-1064	(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

98-60

NEWS RELEASE 1

Birth abroad: limiting transmission of citizenship to the second generation

Ottawa - December 7, 1998 - The Citizenship of Canada Act amends the rules governing the granting of citizenship to children born abroad to a Canadian parent.

Persons belonging to the first generation of Canadians born abroad will continue to obtain citizenship at birth. Persons belonging to the second generation of Canadians born abroad will also obtain citizenship at birth. However, they will lose their Canadian citizenship at the age of 28 unless they have lived in Canada before that. The residency requirement is three years of physical presence, within a five-year period beginning at the time of the application for citizenship.

Subsequent generations will not be able to obtain Canadian citizenship unless they meet the standard immigration and citizenship requirements that must be met by any other individual choosing Canada as their adopted country.

“Maintaining real links with Canada is an essential condition if we wish to preserve the value of Canadian citizenship,” said the Minister. “That is why second-generation children will be required to have lived in Canada before reaching the age of 28.”

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

LIMITING THE TRANSMISSION OF CITIZENSHIP

CURRENT LEGISLATION

Children born abroad, of a Canadian parent, acquire Canadian citizenship at birth, and do not have to meet any requirements. All generations beyond the first generation of Canadians born abroad also acquire Canadian citizenship at birth but lose their citizenship status at age 28 unless they have registered to retain it. The requirement for retention is one year of residence in Canada immediately prior to the application for citizenship.

PROPOSED LEGISLATION

Children born abroad, of a Canadian parent, acquire Canadian citizenship at birth, and do not have to meet any requirements. The second generation of Canadians born abroad will also acquire Canadian citizenship at birth but will be required to apply to retain citizenship and to meet the residency requirement (at least three years of physical presence in Canada in the five years preceding the application) before age 28. The third generation of Canadians born abroad and generations beyond will no longer have a claim to Canadian citizenship. They will have to meet the immigration requirements and then the requirements for citizenship before being granted Canadian citizenship.

Restricting derivative citizenship to two generations and requiring that the second generation reside in Canada for three years prior to application in order to retain citizenship will strengthen the value of Canadian citizenship in that those who hold it must demonstrate significant ties to this country.

Britain and Australia also place restrictions on citizenship by descent.



NEWS RELEASE

98-61

NEWS RELEASE 2

Adoption: lessening the distinctions between natural-born children and adopted children

Ottawa - December 7, 1998 - The Citizenship of Canada Act lessens the distinctions between children born abroad to a Canadian parent and foreign children adopted by Canadians.

Thus a foreign child adopted by a Canadian will be granted citizenship, without having to go through the immigration process. Current legislation requires that the child must first be admitted to Canada as a permanent resident.

"There is no justification for having different classes of children," said the Minister. "If Canada wants to demonstrate its great tradition of justice and fairness, it must first apply it to children. Canada is a signatory to the Hague Convention and must ensure that the best interests of the child are taken into account."

Children adopted abroad will not be required, under the terms of the federal legislation, to undergo a medical examination in order to be granted Canadian citizenship. However, the parents are encouraged to examine the child's medical file during the adoption process.

The proposed legislation will also ensure that the adoption is genuine and not simply intended to obtain admission to Canada or Canadian citizenship.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Canada

ADOPTION

CURRENT LEGISLATION

Currently, a foreign child adopted by a Canadian citizen must first be admitted to Canada as a permanent resident before citizenship can be granted. This criterion implies sponsorship and medical, criminal record and security checks.

PROPOSED LEGISLATION

A foreign child adopted by a Canadian citizen — after the coming into effect of the new provision — could receive citizenship abroad, reducing the distinction between children born in Canada and those born abroad. As is now the case, foreign adoptions are subject to the following requirements:

- **The child must be less than 18 years of age at the time of the application.**
- **The adoption must create a genuine parent-child relationship.***
- **The adoption must conform to the laws of the place** where the adoption took place.**
- **The adoption must conform to the laws of the place** of residence of the adoptive parent.**
- **The adoption must not take place for the main purpose of gaining admission to Canada or obtaining Canadian citizenship.**

- In amending the Act, Canada is maintaining its tradition of justice and fairness. As much as possible, the distinction between a foreign child adopted by a Canadian citizen and a child born in Canada is being reduced. Both should enjoy the same rights and privileges.
- The proposed legislation seeks to lessen the distinction between natural-born and adopted children, while ensuring that adoptions are genuine and are not adoptions of convenience whose aim is to circumvent the *Immigration Act* or the *Citizenship Act*.



- Children adopted abroad will not be required under federal legislation to undergo a medical exam in order to be granted Canadian citizenship. However, while going through the adoption process, parents are encouraged to become aware of the child's medical history.
- Adoption falls under provincial jurisdiction. The proposed changes have been discussed with the provinces and discussions are ongoing.
- The immigration process will continue to apply to parents who adopt a child abroad and choose to have the child come to Canada as a permanent resident.
- As a signatory to the Hague Convention on Protection of Children and Cooperation in Respect of Intercountry Adoption, Canada will make sure that intercountry adoptions respect international obligations (i.e., best interests and rights of the child.)

NEWS RELEASE

98-62

NEWS RELEASE 3

Criteria for obtaining citizenship: residency requirements and knowledge of one's new country

Ottawa - December 7, 1998 - The Citizenship of Canada Act redefines the criteria for obtaining citizenship for those who have made Canada their adopted country.

It phrases the residency conditions in more precise terms, requiring physical presence, but it also introduces a more flexible framework for application of these conditions.

A permanent resident will have to have accumulated at least three years of physical presence in Canada during the five years preceding his or her application for citizenship. The new act clearly defines what is meant by physical presence, whereas the current legislation leaves too much room for interpretation.

"Permanent residents who obtain citizenship will have demonstrated their deep commitment to Canada. And that commitment is possible only if the person is physically in the country," said Minister Robillard. "Physical presence makes it possible to better understand Canadian society, its values and its culture."

To enable citizenship applicants to meet the physical presence requirement, the period during which they need to have accumulated three years of physical presence is increased from four to five years.

"We want future citizens to demonstrate their attachment to Canada. But we want to enable them to do so within a sufficiently flexible framework that takes into account reality," said the Minister. "Market globalization means that individuals, particularly business people, have to travel more frequently. The approach provided for in the act reflects this reality," the Minister concluded.

The clarification of the residency conditions fits within the framework of the changes made to the criteria for obtaining citizenship.

In addition to meeting these conditions, new Canadian citizens will have sufficient knowledge of one of the country's two official languages. They will also be familiar with the values of Canadian society, since they will have acquired an in-depth knowledge of their new country and will be able to demonstrate this without needing an interpreter.

"Canadian citizenship is precious and respected throughout the world," said the Minister. "It confers rights and privileges of inestimable value. However, the exercise of these rights and privileges also entails responsibilities."

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



RESIDENCE

CURRENT LEGISLATION

A permanent resident must have at least three years of residence in Canada within a four-year period preceding his or her application for citizenship. Although the intent of the current Act was to require “physical presence,” those words are not included in the text. This has led to diverse interpretations by the courts.

PROPOSED LEGISLATION

A permanent resident must have accumulated at least three years of physical presence in Canada within a five-year period preceding his or her application for citizenship.

- The proposed legislation clearly defines the residency requirement for citizenship. It leaves no room for interpretation. The current legislation is not explicit enough and has therefore resulted in inconsistencies in its application. For example, some people who spent only a few days in the country within the four-year period (in one case, four days in four years) have been granted citizenship because they have an address in Canada or a Canadian bank account.
- The aim of the residency requirement is to strengthen the value of Canadian citizenship by limiting abuse and ensuring that prospective Canadians become familiar with life in Canada and demonstrate their attachment to our country. Yet the need to be flexible in the context of globalization is met also by the increased reference period for physical presence.
- To allow the accumulation of three years of physical presence, the reference period is increased from the current four years to five years. This will clearly define the law, the original intent of which was to ensure a physical presence, yet will still allow some flexibility for individuals, such as business people, who must be out of the country for extended periods.
- Residence is calculated from the time permanent residence is granted. Time spent in Canada before then will no longer be counted.
- Applicants will be responsible for proving their physical presence in Canada. There are several documents that can help establish a physical presence (e.g., school records for students, affidavits or letters from employers, landlords, neighbours, stamps in passports etc.).



- A precise residency requirement ensures objective and consistent decision making, putting everyone on an equal footing. It is also expected to substantially reduce the number of challenges before the courts. In 1997-1998, there were 248 appeals concerning citizenship, of which 40 percent were related to residence.
- The Standing Committee on Citizenship and Immigration and the Legislative Review Advisory Group have both recommended that the concept of residence be defined in terms of physical presence in the country and that it be included in the Act.
- In a number of countries that are comparable to Canada, and particularly in Australia, the United Kingdom and the United States, physical presence in the country is mandatory. For example, Australia requires five years of residence, of which two (40 percent) must be spent in the country. The United Kingdom requires five years of residence, of which $3\frac{3}{4}$ (75 percent) must be spent in the country. The United States requires five years of residence, of which $2\frac{1}{2}$ years (50 percent) must be spent in the country.

NEWS RELEASE

98-63

NEWS RELEASE 4

A new role: citizenship commissioner

Ottawa - December 7, 1998 - The Citizenship of Canada Act modifies the role that citizenship judges are called upon to play in the process for the granting of citizenship.

Citizenship judges are being given the title of citizenship commissioners. These commissioners will have responsibility for promoting the values symbolized by Canadian citizenship, such as a sense of civic responsibility, respect for the law and understanding among individuals.

In addition to presiding over ceremonies for the granting and reaffirmation of citizenship, they will take part in various community activities. The commissioners will also be called upon to advise the Minister on certain issues related to the process of acquiring citizenship.

"The people who will act as commissioners will have demonstrated on many occasions that they understand the values that define the concept of citizenship. They will now have the opportunity to participate more directly in strengthening the social fabric by promoting these values to Canadians and to all people who want to become Canadians," said Minister Robillard.


Moreover, the new act simplifies the process. Since the commissioners will be playing a new role, they will no longer have the responsibility of personally approving applications for citizenship, which will in future be processed by citizenship officers. The Minister will have the authority to overturn a decision if the rejection of an application is the result of a serious error. The new act also provides for a mechanism to be put in place for judicial review in the Federal Court.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



THE ROLE OF JUDGES AND THE NEW DECISION-MAKING PROCESS

CURRENT LEGISLATION

Citizenship judges must review all applications and make decisions on all cases.

If the applicant or the Minister is not satisfied with the judge's decision, he or she can appeal to the Federal Court, Trial Division, where the judge can overturn the decision. The court's decision in all cases is final.

In addition to reviewing applications, judges preside over citizenship ceremonies and administer the oath.

PROPOSED LEGISLATION

Citizenship officers will review and make decisions on citizenship applications based on criteria already set out in the law.

The Minister will have the authority to overturn a decision if the refusal of an application is based on an important error.

The applicant will have recourse to a judicial review where a federal court judge will hear the case and if the decision is found to be inappropriate, the judge will request a new decision from the Minister.

The title of "citizenship commissioner" will replace the title of "citizenship judge." Commissioners will continue to be ambassadors of citizenship within the context of citizenship and reaffirmation ceremonies, but will extend that role to other community events in order to reach more people. Commissioners will also be called upon to advise the Minister on citizenship issues.

- The proposed legislation, on the one hand, provides for a simplified decision-making process carried out by citizenship officers. On the other hand, it enhances the role of commissioners who will have greater opportunities to promote and preserve the value and prestige of Canadian citizenship.
- The new decision-making process is simple and cost-effective. More than 90 percent of citizenship applications are straightforward. However, under the current legislation, a citizenship judge must approve every application. This process is long and expensive.
- Decisions will be based on criteria already set out in the law, and will therefore be more consistent.
- The title of “citizenship judge” has been criticized, particularly by the legal community, for being often confused with a judicial function.
- The appointment criteria for citizenship commissioners are defined in the Act in order to ensure that the selected candidates are of high caliber, and above all that the conditions of appointment are consistent. They must be Canadian citizens who have been publicly recognized for their important contribution to civic life, and they must be sensitive to the values on which Canadian citizenship is based. They might, for example, be individuals who have received an official distinction for their activities in society. Commissioners will have to have demonstrated an appreciation for the values represented by Canadian citizenship, and have made a contribution to Canada’s social development, either through their work or through their activities as volunteers.
- Once the new legislation takes effect, the current citizenship judges will become citizenship commissioners until the end of their mandate.
- The salaries and benefits of the commissioners, as determined by the Governor in Council, will be the same as those of the current citizenship judges.
- Commissioners will be appointed for a five year term by Order in Council, renewable at the end of the term.

NEWS RELEASE

98-64

NEWS RELEASE 5

Oath: expressing loyalty to Canada and its values

Ottawa - December 7, 1998 - The Citizenship of Canada Act proposes amendments to the oath sworn by new Canadians when they obtain their citizenship. The oath is sworn during official ceremonies at which the new citizens are presented with their certificate of citizenship.

"The oath of citizenship has not been changed in over half a century. We cannot claim to modernize the current act without changing the oath accordingly. It was entirely natural to include a pledge of loyalty and allegiance to Canada, in accordance with the wishes expressed by the vast majority of Canadians," said the Minister.

The oath will therefore reflect the attachment that new Canadians have to their country. They will now swear allegiance to Canada and loyalty to Canada's head of state, Her Majesty Queen Elizabeth II.

The new oath will also reflect Canadian values. New Canadians will make a commitment to respect the rights and freedoms and to defend the values that are at the very basis of a democracy.

"This pledge to respect rights and freedoms is of fundamental importance in a country that has been at the forefront in adopting a Charter of Rights and Freedoms that serves as a model around the world," the Minister concluded.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Canada



OATH OF CITIZENSHIP

CURRENT OATH OF CITIZENSHIP

I swear (*or affirm*) that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty Queen Elizabeth the Second, Queen of Canada, Her Heirs and Successors, and that I will faithfully observe the laws of Canada and fulfil my duties as a Canadian citizen.

PROPOSED OATH OF CITIZENSHIP

From this day forward, I pledge my loyalty and allegiance to Canada and Her Majesty Elizabeth the Second, Queen of Canada. I promise to respect our country's rights and freedoms, to defend our democratic values, to faithfully observe our laws and fulfil my duties and obligations as a Canadian citizen.

- The proposed oath of citizenship is a modernized version that better reflects the values of Canadians.
- The existing oath has not been changed since 1947, except for minor technical changes.
- In an Angus Reid poll conducted in January 1996, 89 percent of respondents supported changing the existing oath.
- Canadians have confirmed the need for an oath that reflects contemporary values and clearly expresses loyalty toward Canada.
- The Standing Committee on Citizenship and Immigration has also proposed modifying the oath to include, in particular, loyalty toward Canada and respect for the law.
- Each year in Canada, an average of 160,000 people officially become Canadian by reciting the oath in the presence of a citizenship judge.





CITIZENSHIP OF CANADA ACT

Summary

This enactment provides for a new Citizenship of Canada Act and repeals the existing *Citizenship Act*. It aims essentially to:

- give citizenship at birth, to all persons born in Canada;
- define the residence requirements for citizenship in terms of the time a person has been physically present in Canada;
- give the Minister new authority to annul citizenship in cases where citizenship has been obtained through the use of a false identity or while the person was subject to criminal prohibitions under the Act;
- give the Governor in Council new authority to refuse the grant of citizenship when it is in the public interest to do so;
- set down new prohibitions and offences and increase penalties to strengthen the integrity of the Act and address more modern issues;
- restrict the transmission of citizenship by derivation to first- and second-generation children born abroad of Canadian parents, with second-generation children losing their citizenship automatically at the age of 28 if they have not resided in Canada;
- change the rules used in granting citizenship to foreign children adopted by Canadian citizens to lessen the distinction between adopted children and those born of a Canadian parent abroad;
- replace the quasi-judicial evaluation process with an administrative decision-making process;
- change the functions performed by citizenship judges, giving them responsibility primarily for functions associated with conducting ceremonies, promoting citizenship and advising the Minister, and change their title to “citizenship commissioner” and
- modernize the citizenship oath.



NEWS RELEASE

98-65

IMMIGRANT INVESTOR PROGRAM REDESIGN

OTTAWA December 11, 1998 - The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced the pre-publication of new regulations for the redesigned Immigrant Investor Program, expected to take effect on April 1, 1999.

In accordance with these new regulations, the federal government will act as an agent on behalf of the provinces and territories, who will determine where to invest the money; an increase in the minimum investment to \$500,000 for all investors, regardless of the province where the capital is invested; an increase in the minimum net worth required of the investor to \$1 million; and that immigrant investment is now secured by the provinces and territories against loss. The regulations governing the current program are repealed, but will continue to apply to previously approved businesses and funds.

"The new program is dynamic," said Minister Robillard. "It can support the current economic requirements for job creation, it can be adapted to meet the economic objectives of tomorrow, and it is a concrete example of flexible federalism."

The changes were developed in partnership with the provinces. They are designed to increase the benefits derived from the program, and to reduce the potential for abuse as well as the level of federal and provincial resources required to administer the program. Even better, the new program will allow provinces to direct investor funds toward their own economic priorities.

The *Canada-Quebec Accord*, signed in 1991, authorizes Quebec to select investors and to administer its own program. Quebec has not indicated an interest in participating in the new IIP, but it may do so when it deems it appropriate. However, consistent with the spirit of the *Accord*, it has agreed to harmonize its regulations with the federal program. The new IIP does not impinge on Quebec's ability to select investors. Moreover, investors will now be required to invest in the federal program in order to be selected by the federal government.

"In addition to their investment, immigrant investors bring with them a wealth of international business expertise to Canada," the Minister said. "Canada welcomes immigrant investors, who can now be assured of the financial security of their investment under the new program."

The current program will be extended to March 31, 1999, to allow sufficient time for ample public comment following the pre-publication of the new regulations.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Senior Spokesperson
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



BACKGROUND

1. Current Immigrant Investor Program

The investor class is part of Canada's economic stream of immigration, which comprises investors, entrepreneurs, self-employed persons and skilled workers. The Immigrant Investor Program (the Program) seeks to promote economic growth in all regions of Canada by attracting experienced business persons and new investment capital to Canada. Investors must have successful business experience and a net worth (accumulated by their own endeavours) of at least \$500,000. Since the Program began in 1986, over \$4.22 billion have been invested by 16,417 investors participating in the Program.

Current regulations require investors to make a minimum investment for five years in a provincial government-administered venture capital fund. CIC approval is required before a fund can participate in the Program. Each fund pools investor money and invests in other businesses as permitted by federal regulations and provincial guidelines. Funds are aggressively marketed outside Canada as they compete to attract investors. CIC monitors the funds and may take enforcement action to obtain compliance with the regulations.

Three minimum investment amounts are offered to encourage investment in all provinces. In British Columbia, Ontario and Quebec (Tier II) the minimum investment is \$350,000. In the remaining provinces (Tier I) the minimum investment is \$250,000. In all provinces, if a third party guarantees the return of an investor's money, the minimum investment is \$500,000 (Tier III).

Quebec operates its own immigrant investor program under the authority of the *Canada - Quebec Accord Relating to Immigration and Temporary Admission of Aliens*. Quebec undertakes in the *Accord* to administer its investor program in a manner consistent with the spirit and objectives of the federal Program.

2. The Need for Program Redesign

The Immigrant Investor Program began in 1986 with a simple structure and the objective of putting immigrant investor money to work in Canadian small and medium sized businesses. The Program was primarily controlled by administrative guidelines. Within a few years, hundreds of millions of dollars were raised annually and the Program became vulnerable to abuse. Independent studies and internal reviews identified a number of flaws in the design and operation of the Program, while non-compliance with Program rules reduced economic benefit. Changes were introduced to the Program that made it both highly regulated and technically complicated. Substantial federal and provincial resources are now required to administer the Program.

Originally, investors could invest directly in eligible businesses or in venture capital funds administered either privately or by provincial governments. In November 1994, CIC announced its intention to redesign the Program and imposed a moratorium on the approval of new businesses and funds (private or government-administered). Businesses and funds approved before the moratorium were permitted to continue to accept new immigrant investors

until June 30, 1996. On July 1, 1996, the current Program, which is restricted to provincial funds, was introduced as an interim measure while work on the redesign continued.

Allowing only provincial funds has eliminated the worst financial abuses in the Program, but more needed to be done to simplify Program administration and increase economic benefit. These objectives are difficult to realize with the current structure. Investors are reluctant to invest in the small and medium sized businesses the Program was intended to benefit. To attract investors, funds have been driven to low risk investments with less economic benefit. Considerable federal and provincial resources are expended to analyse and monitor complicated financing and investment schemes that test the limits of the regulations.

3. The Redesigned Immigrant Investor Program

The broad objectives in redesigning the Program were to: increase the economic benefit; further reduce the potential for abuse; reduce the level of government resources required to administer the Program; and to offer provinces the opportunity to use investor money according to provincial economic priorities. The redesigned Program addresses these objectives while retaining the fundamental intent of the original Program: experienced business people are provided with a vehicle to immigrate to Canada and to create economic benefit by making substantial investments in Canada. In January, 1998 the report of the Immigration Legislative Review Advisory Group, *Not Just Numbers*, was released. The report included recommendations for the Immigrant Investor Program, which are consistent with the redesigned Program.

4. Overview

Under the new regime, CIC will act as agent on behalf of provincial and territorial funds. A single federal window will replace the numerous funds currently available to investors. Prior to visa issuance, all immigrant investors will pay \$500,000 to the Receiver General for Canada. CIC will prepare and deliver to the investor a debt obligation in the amount of \$500,000, repayable (without interest) 30 days after the expiry of the five-year allocation period. The allocation period will commence on the first business day of the second month following the month the investor lands in Canada. The security is not refundable after landing.

The major changes are:

- the investment is increased to \$500,000 for all investors, regardless of province or territory of investment (no Tier system);
- investor minimum net worth is increased to \$1 million;

- a single federal window to accept investors' money is created;
- investments are subsequently allocated to approved provincial or territorial funds;
- detailed federal rules regarding uses of investors' money are eliminated;
- the federal selection process is applied exclusively to those who invest in the federal program; and,
- the Quebec selection process is applied exclusively to those who invest in the Quebec program.

After the investor's landing in Canada, CIC will allocate immigrant investment to provincial or territorial funds according to an allocation formula: 50 percent divided equally among approved funds and 50 percent distributed according to provincial gross domestic product. Investors will be informed of the share of their investment allocated to each province or territory via the debt obligation prepared and delivered to them by CIC.

An investor's required minimum net worth (accumulated through their own endeavours) is increased to \$1,000,000 (currently \$500,000 or \$700,000 for Tier III investments). The Tier system is eliminated and the investment is increased to \$500,000 for all investors regardless of the province or territory of investment. Guaranteed investments (Tier III) are also eliminated.

Investors must now invest in the federal Program in order to be selected federally. Previously, investors could invest in the Quebec Program and be selected federally. Program redesign harmonizes federal requirements with Quebec's regulations, which require all investors assessed under its requirements to invest exclusively in its program. Quebec has agreed to harmonize its regulations in terms of the increased investment amount of \$500,000 and the investor net worth of \$1 million.

Immigrant Investor Program \ Programme d'immigration des investisseurs
Subscriptions by Province \ Capitaux souscrits par province
1986-1997

Province or Territory	Subscriptions	%
Province ou Territoire	Capitaux souscrits	%
Alberta	332,000,000	7.9%
British Columbia\Colombie-Britannique	367,200,000	8.7%
Manitoba	224700000	5.3%
New Brunswick\Nouveau-Brunswick	131,300,000	3.1%
Newfoundland\Terre-Neuve	50,150,000	1.2%
Nova Scotia\Nouvelle-Écosse	313,150,000	7.4%
North West Territories\Territoires du Nord-Ouest	14,400,000	0.3%
Ontario	145,100,000	3.4%
Prince Edward Island\Île du Prince-Édouard	243,800,000	5.8%
Québec	1,806,500,000	42.8%
Saskatchewan	593,000,000	14.0%
Total	4,221,300,000	100.0%

Immigrant Investor Program \ Programme d'immigration des investisseurs
Subscriptions by Province \ Capitaux souscrits par province
1986-1997

Province or Territory	Subscriptions	%
Province ou Territoire	Capitaux souscrits	%
Alberta	332,000,000	7.9%
British Columbia\Colombie-Britannique	367,200,000	8.7%
Manitoba	224700000	5.3%
New Brunswick\Nouveau-Brunswick	131,300,000	3.1%
Newfoundland\Terre-Neuve	50,150,000	1.2%
Nova Scotia\Nouvelle-Écosse	313,150,000	7.4%
North West Territories\Territoires du Nord-Ouest	14,400,000	0.3%
Ontario	145,100,000	3.4%
Prince Edward Island\Île du Prince-Édouard	243,800,000	5.8%
Québec	1,806,500,000	42.8%
Saskatchewan	593,000,000	14.0%
Total	4,221,300,000	100.0%

Voici les principaux changements proposés par ces dispositions réglementaires :

- le placement est porté à 500 000 \$ pour tous les investisseurs, sans égard à la province ou au territoire d'investissement (le système des niveaux ne s'applique pas);
- l'avoir net minimal exigé des investisseurs est porté à 1 million de dollars;
- un fonds fédéral unique est créé pour recevoir l'argent des investisseurs;
- les placements sont ensuite répartis entre les fonds provinciaux ou territoriaux agréés;
- les règles fédérales complexes sur l'utilisation des capitaux des investisseurs sont supprimées;
- le processus de sélection fédéral s'applique exclusivement aux personnes qui investissent dans le cadre du programme fédéral;
- le processus de sélection du Québec s'applique exclusivement aux personnes qui investissent dans le cadre du programme québécois.

Après que l'investisseur aura obtenu le droit d'établissement au Canada, CIC répartira l'investissement de l'immigrant entre les fonds provinciaux ou territoriaux selon la formule suivante : 50 % des sommes investies seront divisées également entre tous les fonds agréés et 50 % seront répartis en fonction du produit intérieur brut des provinces. Les investisseurs seront informés de la proportion de leur placement qui aura été allouée à chaque province au moyen du titre de créance que CIC se chargera de préparer et de délivrer.

L'avoir net minimal exigé des investisseurs (et accumulé par leurs propres efforts) est porté à 1 000 000 \$ (il est actuellement de 500 000 \$ ou de 700 000 \$ pour les placements correspondant au niveau III). Le système des niveaux est éliminé et le montant du placement est porté à 500 000 \$ pour tous les investisseurs, sans égard à la province ou au territoire où ils investissent. Les placements garantis (niveau III) sont également supprimés.

Les investisseurs doivent maintenant investir dans le cadre du programme fédéral pour être sélectionnés par le gouvernement fédéral. Auparavant, les investisseurs pouvaient investir dans le cadre du programme québécois et être sélectionnés par le gouvernement fédéral. Cette modification réglementaire permet également d'harmoniser les exigences fédérales avec les dispositions réglementaires du Québec, qui prévoient que les investisseurs sélectionnés en fonction des exigences de la province doivent exclusivement investir dans le cadre de son programme. Le Québec a convenu d'harmoniser ses dispositions réglementaires en ce qui concerne le placement minimal porté à 500 000 \$ et l'avoir net de 1 000 000 \$ exigé des investisseurs.

Les investisseurs pouvaient au départ investir directement dans des entreprises ou des fonds de capital-risque admissibles administrés soit par le secteur privé, soit par des gouvernements provinciaux. En novembre 1994, CIC a annoncé son intention de refondre le programme et imposa un moratoire sur l'agrement de nouveaux fonds et de nouvelles entreprises (administrés par le secteur privé ou un gouvernement). Les entreprises et les fonds agréés avant le moratoire ont pu continuer d'accepter de nouveaux placements faits par des investisseurs immigrants jusqu'au 30 juin 1996. Le 1^{er} juillet 1996, le programme actuel, qui ne s'applique qu'aux fonds provinciaux, a été lancé à titre provisoire pendant que l'on continuait de travailler à sa refonte. En n'autorisant que les fonds administrés par les gouvernements provinciaux, on a supprimé les pires abus dont le programme faisait l'objet sur le plan financier, mais on doit faire davantage pour en simplifier l'administration et en accroître les retombées économiques. Toutefois, la façon dont le programme est actuellement structuré rend ces deux objectifs difficiles à atteindre. Les investisseurs hésitent à investir dans les petites et moyennes entreprises auxquelles le programme était censé bénéficier. Pour attirer les investisseurs, les fonds en sont venus à accepter des investissements à faible risque procurant peu d'avantages économiques. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux consacrent des ressources considérables à l'analyse et au contrôle de plans de financement et d'investissement compliqués qui vont à la limite du réglement.

3. Le nouveau programme d'immigration des investisseurs

Les objectifs globaux de la refonte du programme étaient les suivants : accroître les retombées économiques; réduire davantage les risques d'abus; réduire les ressources que les gouvernements doivent consacrer à l'administration du programme et donner aux provinces la possibilité d'utiliser les capitaux des investisseurs en fonction de leurs priorités dans le domaine économique. Le nouveau programme poursuit ces objectifs tout en conservant les éléments fondamentaux que présentait le programme au départ : un moyen est donné aux gens d'affaires d'expérience d'immigrer au Canada et de procurer au pays des avantages économiques en y faisant des placements importants. En janvier 1998, le rapport du Groupe consultatif sur la révision de la législation, *Au-delà des chiffres*, a été rendu public. Des recommandations y étaient formulées au sujet de la refonte du programme d'immigration des investisseurs. La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a tenu des séances publiques pour recueillir des commentaires sur le rapport. De nombreux intéressés ont aussi présenté des mémoires. Ces dispositions réglementaires sont cohérentes avec les recommandations du Groupe consultatif.

4. Aperçu du nouveau programme

En vertu du nouveau programme, CIC agira à titre de mandataire pour les fonds provinciaux et territoriaux. Un fonds fédéral unique remplacera les nombreux fonds actuellement offerts aux investisseurs. Avant qu'un visa ne leur soit délivré, les investisseurs immigrants verseront 500 000 \$ au Receveur général du Canada. CIC préparera et délivrera à l'investisseur un titre de créance d'une valeur de 500 000 \$ payable (sans intérêt) 30 jours après l'expiration de la période d'allocation de cinq ans. Cette période commencera le premier jour ouvrable du deuxième mois suivant le mois où l'investisseur aura obtenu le droit d'établissement au Canada. Cette somme n'est pas remboursable après l'obtention du droit d'établissement.

DOCUMENT D'INFORMATION

1. Programme actuel d'immigration des investisseurs

La catégorie des investisseurs fait partie de la composante économique de l'immigration, qui comprend les investisseurs, les entrepreneurs, les travailleurs autonomes et les travailleurs qualifiés. Le programme d'immigration des investisseurs (appelé ci-après le programme) vise à favoriser la croissance économique dans toutes les régions du Canada en attirant au pays des personnes ayant l'expérience des affaires ainsi que de nouveaux capitaux de placement. Les investisseurs doivent avoir réussi dans le monde des affaires et avoir accumulé (par leurs propres efforts) un avoir net d'au moins 500 000 \$. Depuis le lancement du programme en 1986, 16 417 investisseurs ont investi plus de 4,22 milliards de dollars dans le cadre du programme.

Les dispositions réglementaires actuelles exigent que les investisseurs effectuent, pour une période de cinq ans, un placement minimal dans un fonds de capital-risque administré par un gouvernement provincial. CIC doit approuver le fonds avant qu'il ne soit intégré au programme. Chaque fonds met en commun l'argent des investisseurs et l'investit dans d'autres entreprises conformément aux dispositions réglementaires du gouvernement fédéral et aux lignes directrices des provinces. Comme ces fonds sont en concurrence pour attirer des immigrants, ils sont l'objet d'un marketing énergique à l'extérieur du Canada. CIC surveille les fonds et peut prendre des mesures d'exécution de la loi pour obliger les participants à respecter les dispositions réglementaires.

Pour favoriser les investissements dans toutes les provinces, trois possibilités de placement minimal sont offertes. En Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec (niveau II), le placement minimal est de 350 000 \$. Dans les autres provinces (niveau I), le placement minimal est de 250 000 \$. Dans toutes les provinces, si le rendement du capital investi est garanti par un tiers, le placement minimal est de 500 000 \$ (niveau III).

Le Québec administre son propre programme d'immigration des investisseurs en vertu de l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des étrangers*. Dans cet accord, le Québec s'engage à administrer son programme d'immigration des investisseurs conformément à l'esprit et aux objectifs du programme fédéral.

2. Nécessité de refondre le programme

Lorsqu'il a été institué en 1986, le programme était structuré simplement et avait pour but de mettre les capitaux des investisseurs immigrants au service des petites et moyennes entreprises canadiennes. Le programme était principalement régi par des directives administratives. Après quelques années, des centaines de millions de dollars étaient ainsi recueillis annuellement, et le programme devenait vulnérable aux abus. Des études indépendantes et des examens internes ont fait ressortir des lacunes dans la conception et l'exploitation du programme, tandis que le non-respect de ses règles en réduisait les retombées économiques. Pour remédier à la situation, on a apporté au programme des modifications qui l'ont rendu extrêmement réglementé et complexe sur le plan technique. Si bien que d'importantes ressources sont maintenant nécessaires, aux niveaux fédéral et provincial, pour administrer le programme.



COMMUNIQUÉ

98-65

REFONTE DU PROGRAMME D'IMMIGRATION DES INVESTISSEURS

OTTAWA, le 11 décembre 1998 – La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, M^{me} Lucienne Robillard, a annoncé aujourd'hui la publication préalable des nouvelles dispositions réglementaires en vue de la refonte du programme d'immigration des investisseurs. Le programme doit entrer en vigueur le 1^{er} avril 1999.

En vertu de ces nouvelles dispositions, le gouvernement fédéral agira comme agent représentant les provinces et les territoires, qui détermineront la façon de placer les capitaux. Le montant du placement minimum passe à 500 000 \$ pour tous les investisseurs, peu importe la province où sont placés les capitaux. Le montant de l'avoir net exigé d'un investisseur est porté à 1 000 000 \$. Et les investissements des immigrants sont désormais protégés par les provinces et les territoires contre les pertes. Les dispositions réglementaires régissant le programme actuel sont abrogées, mais continueront à s'appliquer aux fonds et aux entreprises qui avaient déjà été agréés.

« Ce nouveau programme se veut dynamique, a indiqué madame Robillard. Il permettra de favoriser la création d'emplois pour être adapté en fonction des objectifs économiques de l'avenir et représente un exemple concret de fédéralisme souple. »

Les changements ont été formulés de concert avec les provinces. Ils visent à accroître les avantages que procure le programme au Canada, à réduire les possibilités d'abus ou de fraudes et à resserrer le niveau des ressources nécessaires à son administration. Mieux encore, les provinces pourront diriger ces investissements dans les secteurs prioritaires de leur économie.

L'*Accord Canada-Québec*, signé en 1991, autorise le Québec à sélectionner des investisseurs et à administrer son propre programme. Le Québec ne s'est pas montré intéressé à participer au nouveau PII, mais pourra y adhérer quand il le jugera approprié. Il a cependant accepté, dans l'esprit de l'*Accord*, d'harmoniser sa réglementation avec le programme fédéral. Le nouveau PII n'empêchera pas sur la capacité du Québec de sélectionner des investisseurs. Par ailleurs, les investisseurs devront maintenant investir dans le cadre du programme fédéral pour être sélectionnés par le gouvernement du Canada.

« Les immigrants investisseurs apportent au Canada non seulement des capitaux, mais un bagage considérable d'expérience en matière de commerce international, a ajouté la Ministre. Dans le cadre de ce nouveau programme, le Canada accueillera des immigrants investisseurs qui pourront dorénavant être rassurés quant à la sécurité de leurs investissements. »

Le programme actuel sera prolongé jusqu'au 31 mars 1999 afin de donner au public le temps nécessaire pour faire des commentaires à la suite de la publication préalable de ces nouvelles dispositions.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

(613) 941-7042

Relations avec les médias

Porte-parole principal

René Mercier

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-66

SENIOR CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENT

Ottawa, December 17, 1998 — Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of Ms. Agnès Jaouich to serve as Senior Citizenship Judge.

Ms. Agnès Jaouich is a career public servant. Until recently, she was Director General for the Citizenship Program at Citizenship and Immigration Canada. In the past, she has held managerial positions with the National Capital Commission. She has a 10-year history of involvement in local school board affairs. She has served on the Board of Directors of the Association of Professional Executives of the Public Service of Canada, and the board of the Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization. She has been reappointed as the Senior Citizenship Judge.

The position of Senior Citizenship Judge was created to ensure the proper administration of the law, promote collegiality among citizenship judges, and coordinate their areas of responsibility while acting as their spokesperson.

Judges are appointed by Order in Council and have the responsibility of making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

98-66

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA JUGE PRINCIPALE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 17 décembre 1998 — Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement du mandat d'Agnès Jaouich à titre de juge principale de la citoyenneté.

Madame Agnès Jaouich est fonctionnaire de carrière et était jusqu'à récemment directrice générale responsable du programme de la citoyenneté à Citoyenneté et Immigration Canada. Elle a déjà assumé des responsabilités de gestion à la Commission de la capitale nationale. Elle a été active au niveau scolaire pendant 10 ans et a siégé au conseil d'administration de l'Association professionnelle des cadres de la fonction publique du Canada, et au conseil d'administration de l'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton. Elle a été renommée juge principale de la citoyenneté.

Le poste de juge principal a été créé pour assurer une bonne administration de la loi, promouvoir la collégialité entre les juges de la citoyenneté, et coordonner leurs fonctions tout en étant leur porte-parole.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret. Ils ont la responsabilité d'accepter ou de rejeter les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-67

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa, December 17, 1998 — Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). This has been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Mr. Eric Whist was a former Human Rights Officer with the Ontario Human Rights Commission and a former Regional Manager of the Race Relations Directorate with the Ontario Ministry of Citizenship. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-67

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 17 décembre 1998 — Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination suivante à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Cette nomination est conforme aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Monsieur Eric Whist a siégé à la Commission des droits de la personne de l'Ontario. Il est l'ancien directeur régional de la Direction générale des relations interraciales au ministère de la Citoyenneté de l'Ontario. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

98-68

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa, December 17, 1998 — Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Mr. David R. Cooke is a lawyer, former member of the Ontario Legislature and former Parliamentary Secretary to the Ontario Minister of Citizenship. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Deborah M. R. Coyne is a lawyer and policy analyst specializing in political and social affairs. She has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. George H. Cram was a former Executive Director for the Horn of Africa Policy Group and is a founding member and chairperson of the Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America. He has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

98-68

RENOUVELLEMENT DE MANDATS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 17 décembre 1998 — Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de mandats à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Monsieur David R. Cooke est un avocat, ancien membre de l'assemblée législative de l'Ontario et ancien secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté de l'Ontario. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Deborah M. R. Coyne est avocate et analyste spécialisée en affaires sociales et politiques. Elle a été renommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur George H. Cram a été directeur exécutif du Horn of Africa Policy Group et est membre fondateur et président du Comité inter-Églises sur les droits humains en Amérique latine. Il a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-01

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD ANNOUNCES NEW DIRECTIONS FOR IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION LEGISLATION AND POLICY

OTTAWA, January 6, 1999 – The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced the broad directions the government intends to pursue in modernizing immigration and refugee protection legislation and policy.

The proposals released today represent an important step toward the goal of new legislation and policy for the 21st century. They are the result of a process that began with the work of the Legislative Review Advisory Group (LRAG) in 1997, followed by ministerial consultations in early 1998.

“Since the introduction of the *Immigration Act* in 1978, the world has changed immensely,” Minister Robillard noted. “While the principles on which the 1978 Act was founded remain sound, the number of amendments that have been made since then has resulted in legislation that lacks coherence and transparency.”

Therefore, building on the work of the LRAG and the consultations that followed, the government has put forward directions that will guide the legislative process.

“We must concentrate our efforts on key areas for review,” the Minister emphasized. “I want to strengthen and support family reunification; new legislation must modernize our selection system for skilled workers and business immigrants and ease the entry of highly skilled temporary workers. We reiterate our commitment to upholding Canada’s humanitarian tradition by strengthening the protection of genuine refugees. We must also continue to maintain the safety of Canadian society. I want to see this process result in a clearer, simpler and more coherent Act.

"I am now seeking views and practical advice on the specific policies and legislative proposals that will enable us to achieve the broad directions that have been set out," the Minister concluded.

- 30 -

Comments received prior to March 31, 1999, will be considered as new legislation is developed. Comments may be forwarded to:

Legislative Review Secretariat
Department of Citizenship and Immigration
Narono Building, 10th Floor
360 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

Fax: (613) 946-0581
E-mail: legrev@istar.ca

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

99-02

NEWS RELEASE 1

STRENGTHENING FAMILY REUNIFICATION

OTTAWA, January 6, 1999 – The new directions for immigration and refugee protection legislation acknowledge the importance of reuniting families and recognize the need to modernize legislation to better reflect the reality of what constitutes a family.

The new directions include proposals which take into consideration the evolution of the Canadian family. Proposed measures would ensure the reunification of close family members, enhance immigration policies related to adoption, and expand the definition of spouse to include common-law and same-sex partners.

In order to allow the reunification of more families and to better reflect the realities of longer child dependency, the age limit for sponsoring a dependent child would increase to under 22 years from the current limit of under 19 years. In addition, it is proposed to make it easier for spouses and dependent children already in Canada to apply for permanent residence from within Canada, as long as those individuals hold legal status in Canada at the time they apply. The government will also consult the provinces on the possibility of decreasing the length of sponsorship of spouses and children, and removing the clause regarding excessive demand on health services.

Canada's immigration policies related to adoption would also be changed to better protect the interests of children, promote the principle that an adopted child and a biological child should have the same rights, and eliminate, to the extent possible, inequalities in treatment among various adoption cases. As adoption falls under provincial jurisdiction, the government will consult the provinces on the proposed directions.

In order to adjust to social realities and to ensure fair treatment under the legislation, the new directions aim to expand the definition of spouse to include common-law and same-sex couples. The definition of spouse is used to determine both who may be sponsored in the family class and who may accompany the principal applicant in other categories.

While Canada seeks to facilitate family reunification, it is also committed to preserving the integrity of the sponsorship system. It is proposed to introduce measures to prevent further sponsorship when the sponsor fails to honour his or her commitment to support family members, and to introduce strategies for dealing with cases of spousal and family violence.

“Family reunification will remain the cornerstone of Canadian immigration policy. Canada has a long tradition of supporting the reunification of Canadians and permanent residents with their close family members from abroad,” said Minister Robillard. “On the one hand, this tradition has enriched the lives of the families and assisted them in achieving self-reliance. On the other hand, it has enriched our society by ensuring social integration and the building of stronger communities.”

- 30 -

For Information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

99-03

NEWS RELEASE 2

MODERNIZING THE SELECTION SYSTEM FOR SKILLED WORKERS AND BUSINESS IMMIGRANTS

OTTAWA, January 6, 1999 — The new directions for immigration and refugee protection legislation acknowledge that immigration has given Canada great strength by attracting diversely talented individuals. At the same time, the current selection system for independent immigrant applicants needs to be updated and modernized to better enable these individuals to contribute to Canada's social and economic well-being.

"Our current selection system has served Canada well," said Minister Robillard. "But we must remember that it is the product of a time when we aimed at matching immigrant skills with specific Canadian labour market shortages. Today's world is more globalized, and the pace of technological change means that Canada's selection system needs to focus on flexible and transferable skills. We need to attract the types of immigrants who will help Canada meet the economic, social and cultural challenges of the 21st century."

The new selection model will place less emphasis on the current occupation-based system and focus more on choosing skilled workers with sound and transferable skill sets. More emphasis will be placed on education and experience. Other selection criteria would also be considered, such as language, age, job offers, and modified personal suitability criteria adjusted to emphasize flexibility, adaptability, experience, and a knowledge of Canada.

The business category would be streamlined and refined to require significant business experience, as well as education and language skills for Investor and Entrepreneur category applicants. Program integrity would be strengthened by adding a requirement that applicants establish the provenance of their funds.

"Highly skilled immigrants make an invaluable contribution to Canadian society," said the Minister. "As they integrate into communities, these immigrants become integral parts of Canadian society. They enrich the cultural and social fabric of our country."

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Canada

NEWS RELEASE

99-04

NEWS RELEASE 3

FACILITATING THE ENTRY OF HIGHLY SKILLED TEMPORARY WORKERS

OTTAWA, January 6, 1999 — The new directions for immigration and refugee protection legislation acknowledge that the current system for the processing of temporary foreign workers could be improved to better serve its original purpose. The speed at which the modern economy moves creates an urgency regarding the entry of key personnel in short supply.

“The government plans to adopt a new approach to facilitate the entry of temporary workers, with the objective of better responding to the needs of industry and the Canadian economy by devising a faster and more effective system,” said the Minister. “The main objective of the legislative review is to ensure that the entry of a foreign worker will benefit Canada.”

The new system would permit the issuance of employment authorizations much more efficiently than the case-by-case validation approach. The focus would be on employers or sectors clearly identifying their needs, while ensuring that these employers or sectors undertake specific human resource development commitments, such as training, to benefit Canadian workers.

Other initiatives, such as a list of nationally or regionally validated occupations, would enable many employment authorization decisions to be made based on solid labour market information, but without the need to repeat the investigation process in each case.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

99-05

NEWS RELEASE 4

STRENGTHENING THE REFUGEE PROTECTION SYSTEM

OTTAWA, January 6, 1999 – The new directions for immigration and refugee protection legislation would improve the efficiency of the inland refugee determination system while upholding Canada's humanitarian tradition.

The process of selecting refugees overseas would focus more on protecting refugees than on their ability to settle successfully in Canada within a year. Procedures are also proposed that would allow members of a refugee family to be processed together overseas and, where this is not possible, provide for their speedy reunion in Canada.

In order to more effectively identify and resettle refugees from abroad, relationships with existing partners, including the United Nations High Commissioner for Refugees and non-governmental organizations, will be enhanced and new partnerships formed. Procedures which would expedite the entry into Canada of urgent protection cases are also being explored.

"Canada is renowned internationally as a leader in refugee protection and we remain committed to maintaining our humanitarian tradition," said Minister Robillard.

The government proposals include retaining the Immigration and Refugee Board (IRB) for individuals seeking asylum from within Canada. However, the IRB's mandate will be modified in order to centralize the mechanisms for protection in a single body. Accordingly, Board decision makers would assess in a single decision the need for protection not only under the Geneva Convention, but also under other instruments to which Canada is a signatory, such as the Convention against Torture. The Board would also examine the protection elements of the humanitarian and compassionate review. Three existing layers of decision — refugee status determination, post-determination risk review, and risk-related humanitarian review — would thereby be reduced to one: a protection decision by the Immigration and Refugee Board.

In addition, the process would be streamlined and the eligibility criteria would be made more rigorous; the claim would have to be presented within 30 days of arrival in Canada and refused claimants returning after 90 days would have access only to the pre-removal risk review and not to the complete process. Manifestly unfounded claims would be processed as a priority. Delegated officers would also be authorized to intervene at IRB hearings. In order to maintain the integrity of the protection process, greater use, where required, would be made of recourse to applications for loss and annulment of refugee status. The IRB should consider the revocation of refugee status in all cases presented by the Minister.

Furthermore, various measures would be implemented to ensure the identity of the refugee claimant. The undocumented claimant who refuses to cooperate could be detained for security reasons.

In addition, the government proposes to improve the recruitment process for IRB members and to make the selection process more transparent. Selection criteria and the structure of the ministerial advisory committee responsible for appointing members could be defined in the new legislation.

“The in-Canada refugee determination process must be fair and rapidly accessible to claimants who have genuine protection needs. However, in order to maintain the efficiency and integrity of the process, it should also send a clear message to those who do not deserve protection. Canada plans to improve its role within its borders,” said Minister Robillard.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Huguette Shouldice
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7035

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

99-06

NEWS RELEASE 5

MAINTAINING THE SAFETY OF CANADIAN SOCIETY

OTTAWA, January 6, 1999 — The new directions for immigration and refugee protection legislation reaffirm Canada's commitment to protecting the health and safety of Canadians.

"The vast majority of immigrants to Canada are law-abiding individuals who contribute a great deal to the social and economic fabric of this country," Minister Robillard emphasized. "The government remains committed to an open immigration system and to the protection of refugees. At the same time, we wish to ensure a sound immigration and refugee system that is not open to abuse," she added.

Building on the current *Immigration Act*, the government proposes to enhance measures to intercept improperly documented people before they arrive in Canada. The integrity of our system would be improved by more clearly defining who is inadmissible to Canada, creating new inadmissible classes, increasing passenger disembarkation checks, and enhancing the capacity to remove people who do not have a right to establish themselves in Canada. Asylum seekers who refuse to cooperate in establishing their identity could be detained for security reasons.

Canada's removals system would be made more effective through the elimination of a layer of appeal for serious criminals, as well as people who obtained permanent resident status by misrepresentation. The capacity to prosecute offenders would be augmented through additional sanctions against people who contravene the Act. The Department could, in partnership with other countries, exchange information on security and criminality issues. The required medical screening procedures would also be reviewed to determine whether they still meet the objective of protecting public health. In addition, consultations with federal and provincial health officials are now under way to improve the medical surveillance process.

Canada has committed to developing a global strategy to address the problem of illegal migration which affects a number of countries.

- 30 -

For Information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Huguette Shouldice
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7035

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

COMMUNIQUE

99-06

COMMUNIQUE NO 5

ASSURER LA SÉCURITÉ DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE

OTTAWA, le 6 janvier 1999 - Les nouvelles orientations de la législation sur l'immigration et la protection

des réfugiés confirment l'engagement du Canada à protéger la santé et à assurer la sécurité des Canadiens.

« La très grande majorité des immigrants au Canada sont des individus respectueux de la loi qui contribuent

énormément au tissu social et économique du pays, a déclaré la ministre Robillard. Le gouvernement continue de privilégier un processus d'immigration ouvert et de vouloir assurer la protection des réfugiés. Mais, en même

temps, il entend que les processus relatifs aux immigrants et aux réfugiés soient à l'abri des abus », a ajouté M^{me} Robillard.

Le gouvernement propose d'améliorer la *Loi sur l'immigration* actuelle en prenant de meilleures mesures pour intercepter les personnes n'ayant pas les documents voulus, avant leur arrivée au Canada. Les règles du système seraient respectées plus rigoureusement, grâce à une définition plus claire des personnes qui ne sont pas admissibles au Canada, à l'établissement de nouvelles catégories de personnes non admissibles, au renforcement des contrôles des passagers au débarquement, dans les aéroports, et à l'amélioration de notre capacité de renvoyer les personnes qui n'ont pas le droit de s'établir au Canada. Les demandeurs d'asile qui refusent de coopérer pour établir leur identité pourraient être détenus pour des motifs de sécurité.

Le système de renvoi du Canada serait plus efficace grâce à l'élimination d'une instance d'appel pour les grands criminels, ainsi que pour les personnes ayant obtenu le droit d'établissement après avoir donné de fausses indications. La capacité de poursuivre les contrevenants serait accrue par la prise de sanctions supplémentaires contre les personnes qui contrevennent à la Loi. Par ailleurs, le Ministère pourrait, en collaboration avec d'autres pays, échanger des renseignements en matière de sécurité et de criminalité. Les examens médicaux requis seraient également révisés afin de déterminer s'ils servent toujours l'objectif de préserver la santé publique. En outre, des consultations sont maintenant en cours entre les responsables fédéraux et provinciaux de la santé en vue d'améliorer le processus de surveillance médicale.

Le Canada s'est engagé à élaborer une stratégie globale pour lutter contre le problème de l'immigration illégale qui touche nombre de pays.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

Huguette Shoullice

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7035

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

De plus, des critères de recevabilité plus rigoureux s'appliqueraient; la demande devra être présentée dans les 30 jours suivant l'arrivée au Canada et les demandeurs déboutés qui reviendraient au pays après 90 jours n'auraient droit qu'à une évaluation du risque de retour, et non au processus complet. Quant aux revendications manifestement non fondées, elles seraient traitées en priorité. Les fonctionnaires délégués seraient dorénavant autorisés à intervenir de plein droit aux audiences de la CISR. Afin de maintenir l'intégrité du processus de protection, le recours à des demandes de statut lorsque les circonstances l'exigent serait plus fréquent. La Commission devrait considérer la révocation du statut de réfugié dans tous les cas présents par la Ministre.

Enfin, diverses mesures seraient également mises en place pour s'assurer de l'identité des revendicateurs. Les revendicateurs du statut de réfugié non documentés qui refuseront de coopérer pourraient être détenus pour des motifs de sécurité.

Le gouvernement propose également d'améliorer le recrutement des membres de la Commission et de rendre le mode de sélection plus transparent. Les critères de sélection ainsi que la composition du comité consultatif ministériel pour la nomination des décideurs pourraient être précisés dans la nouvelle législation.

« Le processus de détermination du statut de réfugié au pays doit rendre justice aux demandeurs, en permettant à ceux et celles qui ont véritablement besoin de la protection du Canada d'y avoir accès dans un délai rapide. Mais ce processus, pour demeurer efficace et intègre, doit également envoyer un signal clair à ceux qui ne méritent pas notre protection. Le Canada entend donc jouer un meilleur rôle à l'intérieur de ses frontières », a conclu M^{me} Robillard.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

Huguette Shouldice

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7035

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

COMMUNIQUE

COMMUNIQUE NO 4

AMÉLIORER LE RÉGIME DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS

OTTAWA, le 6 janvier 1999 – Les nouvelles orientations de la législation sur l'immigration et la protection des réfugiés permettraient d'accroître l'efficacité du processus de détermination du statut de réfugié tout en respectant la tradition humanitaire du Canada.

Les réfugiés à l'étranger seraient sélectionnés d'avantage en fonction de leur besoin de protection que de leur capacité de s'établir avec succès au Canada en l'espace d'un an. Nous proposons également de mettre sur pied des procédures permettant de traiter ensemble à l'étranger les demandes des membres d'une famille de réfugiés et, si cela n'est pas possible, d'accélérer la réunion de la famille au Canada.

Pour mieux identifier à l'étranger les réfugiés ayant besoin d'être réétablis, il y aura renforcement de la collaboration avec les partenaires actuels, notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les organisations non gouvernementales. De plus, de nouveaux partenariats seront établis et nous examinerons les moyens de faire venir au Canada plus rapidement des réfugiés qui ont un besoin urgent de protection.

« Le Canada est connu dans le monde comme un chef de file en matière de protection des réfugiés, et nous allons poursuivre notre tradition humanitaire », a déclaré le Ministre.

Le gouvernement propose par ailleurs de maintenir la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) pour les personnes qui demanderont l'asile à partir du territoire canadien. Toutefois, le mandat de la Commission sera modifié, afin de centraliser les mécanismes de protection dans un seul organisme. Ainsi, la Commission évaluerait dans une seule décision non seulement la protection garantie par la Convention de Genève mais également celle offerte par d'autres instruments dont le Canada est signataire, comme la Convention contre la torture. La Commission examinerait aussi l'aspect protection de la révision des motifs humanitaires. Les trois étapes de décisions actuelles — détermination du statut de réfugié, révision du risque suite à la détermination et révision humanitaire en fonction du risque — seraient réduites à une seule : une décision de protection par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

COMMUNIQUÉ

99-04

COMMUNIQUÉ NO 3

FACILITER L'ADMISSION DES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIÉS

OTTAWA, le 6 janvier 1999 – Les nouvelles orientations de la législation sur l'immigration et la protection des réfugiés tiennent compte du fait que la procédure actuelle de traitement des demandes d'admission temporaire présentées par des travailleurs étrangers pourrait être améliorée de manière à ce que soit mieux respecté l'objectif original de ce programme. En raison des changements rapides qui surviennent dans les économies modernes, il arrive que des travailleurs indispensables doivent être admis de toute urgence pour répondre à des besoins précis.

« Le gouvernement prévoit adopter une nouvelle approche pour faciliter l'admission des travailleurs temporaires, son objectif étant de mieux répondre aux besoins des entreprises et de l'économie canadienne par la formulation d'un système plus rapide et plus efficace, a indiqué la Ministre. L'objectif majeur de la révision législative est d'assurer que l'admission d'un travailleur étranger est toujours avantageuse pour le Canada. »

Selon la nouvelle procédure, une autorisation d'emploi pourrait être délivrée plus rapidement étant donné qu'il ne serait plus nécessaire d'obtenir une validation pour chaque cas. Il incomberait avant tout à un employeur ou à un secteur d'activités de bien cerner leurs besoins. Mais cela impliquerait aussi des engagements précis de leur part en ce qui concerne la formation des travailleurs canadiens.

D'autres initiatives, comme l'établissement d'une liste de professions préapprouvées aux niveaux national ou régional, permettraient dans de nombreux cas de délivrer fréquemment des autorisations d'emploi en fonction d'informations fiables concernant le marché du travail sans qu'il soit chaque fois nécessaire d'effectuer à nouveau une vérification.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

COMMUNIQUE

99-03

COMMUNIQUE NO 2

MODERNISER LA FORMULE DE SÉLECTION DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS ET DES GENS D'AFFAIRES IMMIGRANTS

OTTAWA, le 6 janvier 1999 – Les nouvelles orientations de la législation sur l'immigration et la protection des réfugiés tiennent compte du fait que l'immigration a toujours favorisé le développement du Canada, notamment en facilitant l'admission d'immigrants aux compétences très variées. Parallèlement, la formule de sélection actuelle pour les immigrants indépendants doit être modernisée pour faciliter davantage l'admission de ces immigrants qui contribuent au développement du bien-être économique et social du Canada.

« La formule de sélection actuelle a bien servi les intérêts du Canada, a fait remarquer M^{me} Robillard. Il ne faut par ailleurs pas oublier que cette formule avait été conçue à une époque où nous voulions admettre des immigrants qualifiés en fonction de pénuries particulières de main-d'œuvre au Canada. Aujourd'hui, nous vivons la mondialisation et, en raison du rythme des changements technologiques, la formule de sélection doit davantage cibler les immigrants dont les compétences sont polyvalentes et facilement adaptables. Nous devons en outre attirer des immigrants qui aideront notre pays à relever les défis économiques, sociaux et culturels du XXI^e siècle », a ajouté la Ministre.

La nouvelle formule de sélection sera moins axée sur les professions comme telles, et davantage sur la polyvalence des compétences. Elle portera davantage sur les études et l'expérience. D'autres critères de sélection seraient utilisés, notamment la connaissance en matière de langues officielles, l'âge, l'existence d'une offre d'emploi ainsi que de critères relatifs aux qualités personnelles, revus pour mettre l'accent sur la polyvalence, la capacité d'adaptation, l'expérience et la connaissance du Canada.

La catégorie des gens d'affaires serait simplifiée; mais on exigerait pour les entrepreneurs et investisseurs une expérience significative en affaires, un certain niveau de scolarité et une connaissance de la langue. On veillerait à ce que soient respectées les règles du programme en exigeant notamment que les requérants établissent clairement la provenance de leurs capitaux.

« Les immigrants hautement qualifiés ont une valeur inestimable pour le Canada, a indiqué la Ministre. Une fois installés dans leur localité, ces immigrants deviennent des membres à part entière de la société canadienne et contribuent à enrichir le tissu culturel et social de notre pays. »

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

Le Canada cherche à faciliter la réunion des familles, mais il est aussi déterminé à faire respecter les règles du processus de parrainage. On propose d'adopter des mesures pour interdire d'autres parrainages quand le répondant manque à son obligation de subvenir aux besoins des membres de sa famille, et d'adopter des stratégies dans les cas de violence conjugale et familiale.

« La réunion des familles demeurera la pierre d'assise de la politique canadienne en matière d'immigration. Le Canada favorise depuis très longtemps la réunion des Canadiens et des résidents permanents avec les membres de leur famille immédiate de l'étranger, a déclaré la ministre Robillard. D'une part, cette tradition a enrichi la vie des familles et les a aidées à devenir autonomes; d'autre part, elle a permis d'enrichir notre société en assurant l'intégration sociale et l'édification de collectivités solides. »

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

COMMUNIQUÉ

99-02

COMMUNIQUÉ NO 1

FAVORISER D'AVANTAGE LA RÉUNION DES FAMILLES

OTTAWA, le 6 janvier 1999 – Les nouvelles orientations de la législation sur l'immigration et la protection des réfugiés reflètent l'importance de réunir les familles et tiennent compte de la nécessité d'adapter la législation à l'évolution de la définition de la famille.

Elles comprennent des propositions qui prennent en considération l'évolution de la famille canadienne. Les mesures proposées tendent à réunir les proches parents, amélioreraient les politiques d'immigration au chapitre de l'adoption, et élargiraient la définition de conjoint pour inclure les conjoints de fait et les partenaires de même sexe.

Afin de réunir un plus grand nombre de familles et de mieux refléter les réalités de la dépendance plus longue des enfants, l'âge limite pour parrainer un enfant à charge serait haussé à moins de 22 ans alors qu'il est actuellement de moins de 19 ans. Il est aussi proposé de faciliter la présentation, au Canada, d'une demande de résidence permanente pour les conjoints et les enfants à charge qui s'y trouvent déjà, en autant que ces personnes bénéficient d'un statut légal au Canada au moment où elles présentent leur demande. Le gouvernement consultera aussi les provinces sur la réduction éventuelle de la durée du parrainage des conjoints et des enfants de même que sur l'abrogation possible de la clause de fardeau excessif pour les services médicaux.

Les politiques du Canada en matière d'immigration, au chapitre de l'adoption, seraient aussi modifiées afin de mieux protéger les intérêts des enfants, d'affirmer le principe voulant qu'un enfant adopté et un enfant biologique doivent jouir des mêmes droits et d'aplanir, dans la mesure du possible, les inégalités de traitement s'appliquant aux différents cas d'adoption. Comme l'adoption est de compétence provinciale, le gouvernement consultera les provinces relativement aux orientations proposées.

Dans le but d'adapter la législation aux nouvelles réalités sociales et d'assurer un traitement équitable sous la loi, les orientations proposées visent à élargir la définition de conjoint pour y inclure les conjoints de fait et les partenaires de même sexe. La définition de conjoint est utilisée à la fois pour déterminer qui peut être parrainé dans la catégorie de la famille et qui peut accompagner le demandeur principal dans d'autres catégories.

« Je sollicite présentement des opinions et des conseils pratiques concernant des propositions particulières sur les politiques et la législation de façon à pouvoir donner suite aux grandes orientations qui ont été établies », a conclu la Ministre.

- 30 -

Les commentaires reçus au 31 mars 1999 seront considérés dans l'élaboration de la nouvelle législation. Les commentaires doivent être expédiés au :

Secrétariat de la révision législative
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
Edifice Naron, 10^e étage
360, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 1L1

Télé : (613) 946-0581

Courrier électronique : legrev@istar.ca

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Nous sommes également sur notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

COMMUNIQUÉ

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILIARD ANNONCE LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA LÉGISLATION ET DE LA POLITIQUE SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

OTTAWA, le 6 janvier 1999 – La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, M^{me} Lucienne Robiliard, a annoncé aujourd'hui les grandes orientations que le gouvernement entend suivre dans le but de moderniser la législation et la politique sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Les propositions publiées aujourd'hui permettent de franchir une étape importante vers l'adoption d'une législation et d'une politique adaptées au XXI^e siècle. Elles font suite à un processus qui a débuté en 1997 par les travaux réalisés par le Groupe consultatif sur la révision de la législation (GCRL), suivies, au début de 1998, des consultations de la Ministre.

« Le monde a changé énormément depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immigration en 1978, a déclaré la Ministre. Les principes qui sous-tendent la Loi de 1978 demeurent solides, mais les nombreuses modifications qui y ont été apportées ont eu pour effet de nuire à la cohérence et à la transparence de la Loi. »

Ainsi, s'appuyant sur les travaux du GCRL et les consultations qui ont suivi, le gouvernement a présenté des orientations qui guideront le processus législatif.

« Nous devons concentrer nos efforts sur les points clés de la révision, a souligné la Ministre. Je veux appuyer et favoriser davantage la réunion des familles; la nouvelle législation doit moderniser notre système de sélection des travailleurs qualifiés et des gens d'affaires immigrants, et faciliter l'admission des travailleurs temporaires hautement qualifiés. Nous réitérons notre engagement à maintenir la tradition humanitaire du Canada en protégeant davantage les réfugiés authentiques. Nous devons aussi continuer d'assurer la sécurité de la société canadienne. Je veux que ce processus débouche sur une Loi qui soit claire, simple et plus cohérente.



NEWS RELEASE

99-07

REAPPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – January 26, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced a reappointment to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Ms. Taya Di Pietro is a lawyer, fluent in English, French, Italian, with knowledge of Spanish and Hungarian. She has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



C O M M U N I Q U É

99-07

RENOUVELLEMENT D'UN MANDAT À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 26 janvier 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement d'un mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Madame Taya Di Pietro est avocate. Elle parle couramment l'anglais, le français et l'italien, en plus d'avoir une solide connaissance de l'espagnol et du hongrois. Elle a été renommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-08

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENTS

Ottawa – January 26, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of two Citizenship Judges.

Mr. Arthur K. Miki is a member of the Order of Canada. He is currently Treasurer for the National Visible Minority Council on Labour Force Development, Chair of the Pearson-Shoyama Institute and Executive Director of the Organization for Cooperation in Overseas Development. He was a school administrator and Past President of the National Association of Japanese Canadians. He has been reappointed as a Citizenship Judge in Winnipeg.

Ms. Suzanne Pinel is a member of the Order of Canada. She is a composer, producer, performer, educator and recipient of various awards for outstanding achievements in children's television programming. She is Past-Chair of the Executive Administration Board for the Children's Hospital of Eastern Ontario Foundation and Honorary Chair, Ottawa-Carleton's Children Aid Society Foundation. She has been reappointed as a Citizenship Judge in Gloucester.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-08

RENOUVELLEMENT DE MANDAT DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 26 janvier 1999 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui un renouvellement de mandat pour deux juges de la citoyenneté.

Monsieur Arthur K. Miki est membre de l'Ordre du Canada. Il est trésorier du Conseil national sur le développement de la main-d'œuvre des minorités visibles, président de l'Institut Pearson-Shoyama et directeur exécutif de l'Organisation de coopération pour le développement outre-mer. Il a été administrateur d'école et président de la *National Association of Japanese Canadians*. Il a été renommé juge de la citoyenneté à Winnipeg.

Madame Suzanne Pinel est membre de l'Ordre du Canada. Elle est compositrice, productrice, interprète, éducatrice et lauréate de divers prix pour ses émissions télévisées pour enfants. Elle est l'ancienne présidente du conseil d'administration exécutif de la Fondation de l'Hôpital des enfants de l'Est de l'Ontario et présidente honoraire de la Fondation de la Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa-Carleton. Elle a été renommée juge de la citoyenneté à Gloucester.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-09

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENTS

Ottawa – February 4, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of two Citizenship Judges.

Mr. Roberto Roberti has been involved in citizenship counselling and volunteer service in his community. He was a district manager with Seagram Limited and former Citizenship Judge. He has been appointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Mr. Lamartine B. Silva is a real estate professional and former Citizenship Judge. He is an active member of the Portuguese-Canadian Club in Toronto and past President. He has been appointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

99-09

NOMINATION DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 4 février 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de deux juges de la citoyenneté.

Monsieur Roberto Roberti a oeuvré comme conseiller en matière de citoyenneté et comme bénévole dans son milieu. Il a été directeur de district chez Seagram Limited et est un ancien juge de la citoyenneté. Il a été nommé juge de la citoyenneté à Toronto.

Monsieur Lamartine B. Silva est un professionnel de l'immobilier et un ancien juge de la citoyenneté. Il est membre actif et ancien président du Club canadien-portugais de Toronto. Il a été nommé juge de la citoyenneté à Toronto.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

99-10

**THE HONOURABLE LUCIENNE ROBILLARD, MINISTER OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION,
AND MAURIL BÉLANGER, PARLIAMENTARY SECRETARY FOR THE MINISTER OF CANADIAN
HERITAGE, TO LAUNCH CITIZENSHIP AND HERITAGE WEEK 1999**

OTTAWA, February 5, 1999 – The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, and Mauril Bélanger, M.P. for Ottawa-Vanier and Parliamentary Secretary for the Minister of Canadian Heritage, will officially launch Citizenship and Heritage Week 1999 on Sunday, February 7.

The event will take place at 11:30 a.m. at the Regional Municipality of Ottawa-Carleton Festival Plaza, as part of the Winterlude festivities.

Citizenship and Heritage Week, held from February 8 to 15 across the country, provides the opportunity to reflect on the value of our Canadian citizenship and heritage.

"To be a Canadian citizen is a privilege, and Citizenship and Heritage Week allows us to appreciate it for what it is. Citizenship confers rights, but also brings certain responsibilities," said Minister Robillard.

During the launch of the Week, the Minister and Mr. Bélanger will also recognize local youths for their acts of bravery and kindness.

These young Canadians chosen by their local governments, will be presented with a certificate.

Citizenship and Heritage Week provides an ideal opportunity to honour our local heroes—those Canadians who have made a difference in bettering our communities," said Mr. Bélanger. "They inspire us and instill in us a sense of pride."

On February 8, at 10:30 a.m., Minister Robillard will host a second public event when she meets with Encounters Canada youth delegates at the Canadian Museum of Civilization. After her speech, the Minister will participate in a Quiz where the panelists' knowledge of Canadian history will be tested.

Many activities will take place throughout Citizenship and Heritage Week 1999, a list of which is attached. The list is also available on the Internet sites indicated below.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

Citizenship and Heritage Week 1999

Sunday, February 7

Official launch at 11:30 a.m. at the Regional Municipality of Ottawa-Carleton Festival Plaza, Laurier Avenue, between the Queen Elizabeth Parkway and Elgin Street.

Monday, February 8

Encounters with Canada at 10:30 a.m. at the Canadian Museum of Civilization. Minister's speech and Quiz, 100 Laurier street, Hull.

- 30 -

For information:

Citizenship and Immigration Canada:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Hélène Lajoie
Communications Branch
(613) 946-4861

Canadian Heritage:

Catherine Gagnaire
Communications Assistant
Office of the Minister
(819) 997-7788

Anne-Sophie Lawless
Chief, Media Relations
(819) 997-9314

Check any of the following Internet sites to learn more about Citizenship and Heritage Week 1999 and its activities nationwide.

- Citizenship and Immigration Canada: <http://cicnet.ci.gc.ca>, and
Citizine, a youth-oriented online magazine: <http://www.citzine.ca>
- Canadian Heritage: <http://www.pch.gc.ca>.

**BIOGRAPHICAL NOTES ON THE RECIPIENTS
OF THE
YOUTH VOLUNTEER RECOGNITION CERTIFICATE**

**NOTES BIOGRAPHIQUES DES RÉCIPENDAIRES
DU
CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE
DES JEUNES BÉNÉVOLES**

AYLMER: **Sean Sheehan**

In 1996, Sean became the head of student council at Grande Rivière High School in Aylmer. A fine example of the vitality and determination which is characteristic of young people in Aylmer, Mr. Sheehan has served with great dedication and commitment as a volunteer for the youth forum, held following the youth riot in Aylmer in the summer of 1997.

CUMBERLAND: **Raj Kuricch**

Volunteer coordinator of the OC Police/Youth Mentoring Program which pairs minority youth with mentors in the police service. Raj helps to foster improved relations between the police and minorities.

GLOUCESTER: **Lisa Aucoin (Represented by Caitlen Desson, 11 years old)**

Recipient of a 1995 City of Gloucester Volunteer Recognition Award for her extensive work with the Gloucester Cheerleading Association, Lisa is a young woman with a tremendous amount of initiative. Founder of the Gloucester Cheerleading Association, she likes to dispel the stereotypes of cheerleading by emphasizing athleticism and creating challenging stunts.

MASSON-ANGERS: **Hugo Parisien**

Hugo est très actif dans la communauté depuis bientôt 10 ans. Dès l'âge de 7 ans, il faisait partie de l'organisation de la compétition inter-provinciale de patinage artistique. Il y est toujours actif. La municipalité et divers organismes du milieu font constamment appel à ses qualités d'animateur pour la fête de la famille, la parade du Père Noël, le souper de Noël pour personnes handicapées, les danses des jeunes etc... Hugo est la preuve vivante qu'il y a une relève chez nos jeunes. Il est toujours là avec le sourire et l'énergie de sa jeunesse et ce, toujours bénévolement.

OTTAWA:

Peter Weylie

President of the Carleton University Residence Association, Peter volunteers and provides leadership for the youth which includes Presidency of the Forum for Young Canadian (1996-97), volunteer Cub and Scout Leader. Peter also volunteers his time to countless organizations.

VANIER:

Christian Paquette

Depuis son adolescence, Christian participe assidûment aux nombreuses activités communautaires. Au quotidien, il ne cesse de rendre service et il se signale par son apport au sein d'associations de jeunes, par sa disponibilité, sa bonne humeur contagieuse et sa fierté d'être canadien français.

OTTAWA:

Peter Weylie

President of the Carleton University Residence Association, Peter volunteers and provides leadership for the youth which includes Presidency of the Forum for Young Canadian (1996-97), volunteer Cub and Scout Leader. Peter also volunteers his time to countless organizations.

VANIER:

Christian Paquette

Depuis son adolescence, Christian participe assidûment aux nombreuses activités communautaires. Au quotidien, il ne cesse de rendre service et il se signale par son apport au sein d'associations de jeunes, par sa disponibilité, sa bonne humeur contagieuse et sa fierté d'être canadien français.

**BIOGRAPHICAL NOTES ON THE RECIPIENTS
OF THE
YOUTH VOLUNTEER RECOGNITION CERTIFICATE**

**NOTES BIOGRAPHIQUES DES RÉCIPENDAIRES
DU
CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE
DES JEUNES BÉNÉVOLES**

AYLMER:

Sean Sheehan

In 1996, Sean became the head of student council at Grande Rivière High School in Aylmer. A fine example of the vitality and determination which is characteristic of young people in Aylmer, Mr. Sheehan has served with great dedication and commitment as a volunteer for the youth forum, held following the youth riot in Aylmer in the summer of 1997.

CUMBERLAND:

Raj Kuricch

Volunteer coordinator of the OC Police/Youth Mentoring Program which pairs minority youth with mentors in the police service. Raj helps to foster improved relations between the police and minorities.

GLOUCESTER:

Lisa Aucoin (Represented by Caitlen Desson, 11 years old)

Recipient of a 1995 City of Gloucester Volunteer Recognition Award for her extensive work with the Gloucester Cheerleading Association, Lisa is a young woman with a tremendous amount of initiative. Founder of the Gloucester Cheerleading Association, she likes to dispel the stereotypes of cheerleading by emphasizing athleticism and creating challenging stunts.

MASSON-ANGERS:

Hugo Parisien

Hugo est très actif dans la communauté depuis bientôt 10 ans. Dès l'âge de 7 ans, il faisait partie de l'organisation de la compétition inter-provinciale de patinage artistique. Il y est toujours actif. La municipalité et divers organismes du milieu font constamment appel à ses qualités d'animateur pour la fête de la famille, la parade du Père Noël, le souper de Noël pour personnes handicapées, les danses des jeunes etc... Hugo est la preuve vivante qu'il y a une relève chez nos jeunes. Il est toujours là avec le sourire et l'énergie de sa jeunesse et ce, toujours bénévolement.

Semaine de la citoyenneté et du patrimoine 1999

Dimanche 7 février

1. Lancement officiel à 11 h 30 à la Place du Festival de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, avenue Laurier ouest, entre la promenade Queen Elizabeth et la rue Elgin.

Lundi 8 février

2. Rencontres Canada à 10 h 30 au Musée canadien des civilisations. Allocution de la Ministre et quiz, 100, rue Laurier, Hull.

- 30 -

Pour renseignements :

Citoyenneté et Immigration Canada :

Eric Tétrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064
Hélène Lajoie
Direction générale des communications
(613) 946-4861

Patrimoine canadien :

Catherine Gagnaire
Adjointe en communications
Cabinet de la Ministre
(819) 997-7788
Anne-Sophie Lawless
Responsable, Relations avec les médias
(819) 997-9314

Sites Internet :

- Citoyenneté et Immigration Canada : <http://cicnet.ci.gc.ca>, ou Citizine, un magazine en direct pour les jeunes : <http://www.citzine.ca>
- Patrimoine canadien : <http://www.pch.gc.ca>.

L'HONORABLE LUCIENNE ROBILLARD, MINISTRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION, ET MONSIEUR MAURIL BÉLANGER, SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE DE LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN, LANCERONT LA SEMAINE DE LA CITOYENNETÉ ET DU PATRIMOINE 1999

OTTAWA, le 5 février 1999 – La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, Madame Lucienne Robillard, et monsieur Mauril Bélanger, député d'Ottawa-Vanier et secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, lanceront officiellement la Semaine de la Citoyenneté et du Patrimoine 1999 le dimanche 7 février.

Le lancement aura lieu à 11 h 30 à la Place du Festival de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, dans le cadre des festivités du Bal de Neige.

La Semaine de la Citoyenneté et du Patrimoine, qui se tient du 8 au 15 février à travers le pays, est l'occasion de réfléchir à la valeur de la Citoyenneté et du Patrimoine canadien.

« Être citoyen canadien est un privilège, et la Semaine de la Citoyenneté et du Patrimoine nous permet de l'apprécier à sa juste valeur. La Citoyenneté confère des droits mais oblige également à certaines responsabilités », a dit la ministre Robillard.

La Ministre profitera par ailleurs du lancement de la Semaine de la Citoyenneté et du Patrimoine pour récompenser, en compagnie de son collègue, monsieur Mauril Bélanger, des jeunes gens de la communauté pour leurs actes de bravoure et de dévouement.

Ces jeunes Canadiens et Canadiennes se verront octroyer un certificat de reconnaissance. Ils avaient été mis en nomination par les autorités locales.

« La Semaine de la Citoyenneté et du Patrimoine est l'occasion idéale, a dit M. Bélanger, pour honorer nos héros locaux, ces Canadiens qui font la différence et qui enrichissent la communauté. Ils nous inspirent un sentiment de fierté. »

Le lendemain 8 février, à 10 h 30, la ministre Robillard participera à un deuxième événement public alors qu'elle s'adressera aux jeunes délégués de Rencontres Canada au Musée canadien des civilisations à Hull. Après son allocution, la Ministre assistera à un quiz mettant à l'épreuve les connaissances des participants en histoire du Canada.

De nombreux événements marqueront la Semaine de la Citoyenneté et du Patrimoine 1999. Vous trouverez ci-joint la liste de ces événements. La liste est également disponible sur les sites Internet qui apparaissent sur cette page.



NEWS RELEASE

99-11

LUCIENNE ROBILLARD ANNOUNCES THE NAMES OF THE CITATION FOR CITIZENSHIP RECIPIENTS FOR 1998

OTTAWA, February 5, 1999 - The Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced the names of organizations and individuals that have been selected to receive Citizenship and Immigration Canada's Citation for Citizenship for 1998.

The Citation for Citizenship is awarded each year to Canadians who have demonstrated tremendous dedication in helping new immigrants and refugees integrate into their country of adoption.

"Canadians demonstrate exceptional generosity and kindness in providing assistance to immigrants and refugees. In turn, those newcomers can better integrate into Canadian society and contribute to the social and economic well-being of the country," said Minister Robillard.

Local community ceremonies will be organized in order to present the awards to the recipients during Citizenship and Heritage Week, February 8-15, 1999.

Recipients of the Citation for Citizenship for 1998

British Columbia

Narinder Bansal (Kelowna)
The Reverend Layne Daggett (Richmond)
Multicultural Society of Kelowna (Kelowna)
Rudyard Spence (Burnaby)
Surrey Public Library (Surrey)

Alberta

Calgary Catholic Immigration Society (Calgary)
Hadassah Ksienski (Calgary)

Saskatchewan

Immigrant Women of Saskatchewan (Regina)

Manitoba

Sister Aileen Gleason (Winnipeg)



Ontario

CultureLink Settlement Services (Toronto)
 Claire Gerencser (Welland)
 Isabel Mahoney (Oakville)
 Malton Neighbourhood Services (Malton)
 Karen Warner (Toronto)

Quebec

Armenian General Sport Union "Homenetmen" Canada (Montreal)
 The Montreal Children's Hospital (Montreal)
 Ann Robson (Montreal)
 Westward District Council, Girl Guides of Canada (Montreal)

New Brunswick

Dr. Ibrahim (Abe) Ghanem (Fredericton)

These Citation for Citizenship recipients provide counselling, language training, arrival assistance and a wide range of other community services to residents and refugees who are new to Canada. A profile of the winners, who were each nominated by a member of their communities, is attached.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Profiles of the 1998 Citation for Citizenship Recipients

British Columbia

Narinder Bansal (Kelowna)

Her impressive and relentless contribution to the integration of immigrants and refugees is the reason why Narinder Bansal has been nominated for the Citation for Citizenship award. Born in Tanzania, East Africa, Ms. Bansal's first hand knowledge of the difficulties that newcomers face when settling into a new society has allowed her to help create awareness within community agencies of the special needs of immigrants and refugees. Now employed as a settlement worker and employment instructor with the Vernon and District Immigrant Services Society, Ms. Bansal has successfully combined her past experiences and professional skills to provide the much-needed assistance that newcomers require – often by volunteering her assistance when services are not available.

Rev. Layne Daggett (Richmond)

Rev. Layne Daggett, the son of a Grand Manan, New Brunswick, fishing family, has dedicated many years to helping refugee claimants and to bettering the refugee determination system. His caring generosity, which has taken numerous forms, has been witnessed by many. Between 1983 and 1989, he served as Chaplain at the Vancouver International Airport where he assisted in the resettlement of over 2,500 refugee claimants by providing emergency shelter, food and clothing. During this time, he also addressed new Canadians at the local Citizenship Court. He was the founding president of the Vancouver Refugee Council and for nine years served as a refugee claim adjudicator for the Immigration and Refugee Board. Rev. Daggett continues to give of himself—he recently volunteered his services to work for three weeks in a Croatian refugee centre.

Multicultural Society of Kelowna (Kelowna)

Since its beginning, the Multicultural Society of Kelowna has assisted its community with activities to promote cultural understanding. In the 1980's, the Society took on the role of providing services to new immigrants. Those initial services, settlement assistance and language classes, have expanded over the years to include: citizenship classes, interpretation services, pre-employment services, parenting and family support services, Valuing Diversity workshops, and a Host program. Two unique ways in which the Society helps youth is through a summer camp and a homework club. The camp helps children improve their English and become more confident in their new country. The homework club provides after school support and friendship for youth through peer tutoring and confidence building activities.

British Columbia (continued)

Rudyard Spence (Vancouver)

Since immigrating to Canada in 1958 from Jamaica, West Indies, Rudyard Spence has devoted a tremendous amount of energy and many years to helping Jamaican and Caribbean immigrants integrate into Canadian society. His contributions, which have been numerous, include: founding and being president of the Jamaica Caribbean Association of British Columbia; working for more than 30 years with the Vancouver multicultural society; being president of the Greater Vancouver Citizenship Council and the Burnaby Arts Council; being Vice President (and now Secretary) of the Canadian Citizenship Federation; and serving on the B.C. Cultural Heritage Advisory. His community work has earned him numerous awards. Mr. Spence also worked as an instructor in the Communication Department at the British Columbia Institute of Technology in Burnaby, B.C. from 1972 until his retirement in 1997.

Surrey Public Library (Surrey)

The Surrey Public Library has developed a variety of programs and services to build cross-cultural links in its community and to assist newcomers adapt and feel welcome in their new country. It conducts tours and information sessions for English Language Training classes and Job Placement programs. It provides resources such as English language training material, dual language children's materials, books in English on various cultures, and library collections in other languages. A unique initiative that the library is involved in is co-organizing an ESL writing contest that provides an opportunity for elementary, secondary and adult ESL students to improve their writing skills and share their experiences as newcomers to Canada. The library also organizes community programs, such as Heritage Culture of Canada, Mid-Autumn Chinese Moon Festival and Diwali Day, which are designed to educate, celebrate and develop understanding and respect among cultures.

Alberta

Calgary Catholic Immigration Society (Calgary)

Incorporated in 1981, the Calgary Catholic Immigration Society (CCIS) has been providing settlement and integration services to all immigrants and refugees in Southern Alberta. The Society provides services in three different areas: Business, Employment and Training Services; Community and Education Services; and Resettlement, Family and Children Services. The Society works in collaboration with many other community organizations to provide innovative and effective programs. As an example, CCIS has been involved in helping deliver hospitality training programs to new immigrants. Over the past 5 years, 200 immigrants received accredited training as cooks or bakers and 83% of the graduates have found and maintained employment.

Alberta (continued)

Hadassah Ksienski (Calgary)

Since the mid-1970s, Hadassah Ksienski has applied her social work knowledge and skills to improving the settlement and integration of first generation immigrants. In the past, Ms. Ksienski worked as a case worker for the Jewish Family Services, aided with many community-based projects, helped young families when managing day cares, started up and managed a nanny placement agency, and was the executive director of Aunts at Large. Currently, she maintains the position of chief executive officer with the Calgary Immigrant Aid Society. In her present position, she has introduced the "mosaic model" which uses a holistic, culturally sensitive, collaborative approach to the provision of services to immigrant refugee families with children and youth. The Mosaic Family Resource Centre, which Ms. Ksienski founded, is based on this model.

Saskatchewan

Immigrant Women of Saskatchewan (Regina)

Immigrant Women of Saskatchewan (IW) was formed to raise public awareness about issues that affect immigrant and refugee women. The organization helps with the integration of newcomers by providing various services and programs, such as counselling services, education and language classes, computer training, life skills training, and workshops on family violence, self-esteem and communication. Through innovative activities, they also help to bridge the gap of understanding between mainstream society and the variety of cultures that are part of their community. One of IW's most successful projects has been the Drama Group, which performs "street theatre" style skits that are based on real life experiences of immigrants and refugees. These skits help to develop understanding and respect among cultures.

Manitoba

Sister Aileen Gleason (Winnipeg)

Compassion, generosity and dedication are but some of the qualities that have driven Sister Aileen Gleason to sponsor more than 2,000 refugees since the 1970s. Of that number, almost 600 have arrived to Canada. The refugees' settlement has been made easier with the help that Sister Aileen offers. Her Hospitality House provides food and immediate shelter for newcomers who have no where to go. While at Hospitality House, she assists these refugees in finding their own accommodation and provides them with furniture she has collected, and start-up groceries. As well, she is always there to offer personal counselling that is appreciated by all those she helps. Sister Aileen has devoted many years to helping refugees from around the world, regardless of their faith.

Ontario

CultureLink Settlement Services (Toronto)

Established in 1988, CultureLink has been a settlement agency dedicated to facilitating the independence and full participation of newcomers in the diverse community of Toronto. Their philosophy maintains the idea that settlement is a 2-way process in which the host and newcomer communities adjust to each other. CultureLink offers a wide variety of services and programs to newcomers and volunteers from the host community, such as: orientation for newcomers, volunteer training, host program, English conversation circle, youth programs, basic computer skills, employment counselling, job search club, and temporary licensing program. Last year, CultureLink provided service to approximately 5000 individuals with the help of over 300 volunteers.

Claire Gerencser (Welland)

Claire Gerencser has donated extensive hours to the City of Welland and the Niagara Peninsula in order to help newcomers integrate into Canadian society. Since 1993, Claire has held the position of executive director of the Welland Heritage Council and Multicultural Centre and has been instrumental in developing a "one stop shopping" centre for newcomers. She has given above and beyond her job in establishing many programs to help new immigrants in the area, such as: a women's support group, an entrepreneur program for women, a cultural youth group and a language training and internet lab. She creatively negotiated a space in the Multicultural Centre for the Employment Help Centre for which they pay a nominal fee and also provide employment counselling free of charge to newcomers. Other notable achievements are the founding of the Niagara Newcomer Service Alliance, the Welland Literacy Council and the Multicultural Network of Niagara Falls.

Isabel Mahoney (Oakville)

Isabel Mahoney has been a committed community activist on access, equity, settlement and human rights issues in Canada for many years. The dedication and commitment that she has shown in her capacity as an immigrant settlement counsellor and teacher when assisting new immigrants in adjusting and integrating into Canadian society, have won her much admiration and recognition. Isabel Mahoney is one of the founding members of La Casa Latinoamericana de Fomento - an organization responsible for the protection of Latin American Heritage in the city of Toronto and one which supports the social, economic and spiritual well-being of this diverse immigrant community. Her generosity goes beyond the call of duty, for instance, offering guidance and support to a group of unemployed professionals from the Spanish community with whom she meets on the first Saturday of each month. Her efforts are greatly appreciated by all those that she has helped. Ms. Mahoney also has over 15 years of experience teaching Spanish.

Ontario (continued)

Malton Neighbourhood Services (Malton)

Malton Neighbourhood Services (MNS) was founded in 1975 based on the desire of local residents to build a better community. Over the years MNS has grown to meet the needs of its community and as a result offers a wide range of services to support new immigrants. MNS stations a team of workers at the Toronto airport who speak over 40 different languages to meet and assist government and group sponsored immigrants when they arrive in Canada. These workers aid new arrivals with processing of their immigration and customs documents, with temporary accommodation and winter clothes when needed. MNS offers many other valuable services, such as: language instruction, workshops on parenting and life skills, career counselling, computer training, homework club for youth, drop-in centre for seniors, and citizenship preparation classes. MNS also brings the community together to celebrate social events like International Women's Day, Black History Month, Diwali, Christmas and other special occasions.

Karen Warner (Toronto)

Since a young age, Karen Warner has given of herself to her community. Professionally, she has had worked with youth and families in many capacities: counselling youth on anti-violence, facilitating workshops for Black high school students on leadership and life skills, providing ethnocultural staff training, and cofacilitating a weekly youth group on substance abuse prevention and maintaining family resilience. Equally important, however, is the volunteer work she has done. Karen Warner has offered her services and time to numerous organizations. Her remarkable contributions include: counselling youth and others on life-skills and how to tap into community resources; providing workshops on volunteerism, multiculturalism and anti-racism; and speaking on such topics as Black History Month and the achievements of African Canadians.

Quebec

Armenian General Sport Union "Homenetmen" Canada (Montreal)

Homenetmen is a non-profit, international organization that caters to the social and physical well being of Armenian youth around the world through means of sports and scouting. Homenetmen Canada actively participates in the Boy Scouts and Girl Guides of Canada, and various provincial sports federations. Its members participate in various local, regional and international events, such as track and field, basketball, volleyball, soccer, floor hockey and softball. By participating in these activities, Armenian youth are introduced to different cultural backgrounds and they develop a common feeling of pride amongst themselves as Canadians. These activities are the tools that Homenetmen uses to foster cultural development and organizational skills while preparing and integrating these youth into Canadian society.

Quebec (continued)

The Montreal Children's Hospital (Montreal)

The Montreal Children's Hospital has developed innovative programs to help meet the needs of new immigrants who come to the hospital from the Montreal area and other regions of Quebec. To meet its objective of helping children and their families adjust to their new Canadian environment and to promote their health, the hospital has developed three unique programs. One of these programs, the Multiculturalism Programme, which has been in operation for twelve years, aims to deliver culturally-sensitive health services and to help hospital staff to understand and respect the different values, customs, and attitudes they have towards disease, hospitals and caregivers. This program provides interpreters for patients, and seminars and teaching sessions to health care professionals and employees on managing cultural diversity and a client-centred approach to care. The hospital has also created a Multiculturalism Clinic which provides "one stop shopping" for families whose children have been in Canada for up to two years. This clinic provides a multidisciplinary approach to pediatric care (social work, infectious diseases, and psychiatry) to allow for better coordination and continuity of care that is also more cost-effective. The third program is a Transcultural Psychiatry Clinic that is designed to assess and treat children of new immigrants and refugees who have been traumatized by such things as war in their country of origin or by the disruption caused by their immigration to a new country.

Ann Robson (Montreal)

Ann Robson has spent over 20 years helping new immigrants and refugees. Having spent many years abroad working as a nurse, she had experienced the angst of being a stranger abroad and learned the value of a welcoming face and a helping hand. Ann Robson began her career of helping newcomers when she formed a committee at her church to help a Peruvian. Her work grew when she drew the attention of the Anglican Synod to the fact that a refugee centre was to be closed. In response to her challenge, the Anglican Diocese of Montreal formed a Refugee Committee that became very active in getting churches to sponsor refugee families. In the 1980's, Ann established a free clothing depot for refugees in a church basement and in 1994 this depot was turned into a drop-in centre which is open 5 days a week. In the same year, Ms. Robson founded the Interfaith Refugee Committee, which assists refugee mothers, and children go to summer camp. She has taken refugees into her home and currently at the age of 87, she continues to assist newcomers.

Quebec (continued)

Westward District Council, Girl Guides of Canada (Montreal)

Girl Guides of Canada is a movement for girls, led by women. The Guiders (leaders) of the Westward District are a special group of women in which half are long-standing Canadian citizens and half are Muslim immigrants. All are volunteers. It is not unusual to have ethnic groups form Guiding units for their own girls, but what is different in the Westward District is that all units (regular and Muslim) do many activities together. Through the Westward District, Muslim girls who usually attend a Muslim school and whose families usually participate in events organized by the Muslim community, have the opportunity to participate in typical Canadian activities that they would not otherwise have done. In working together, a great deal of trust and cooperation has been built up in order to address differences between these cultures, such as language, dietary restrictions, uniforms, and cultural differences. This experience has been very beneficial for both Canadian-born girls and Muslim girls as they learn about each other's culture and learn to trust and work with others outside of their religious group.

New Brunswick

Dr. Ibrahim (Abe) Ghanem (Fredericton)

Dr. Abe Ghanem has played a key role in the integration of newcomers in New Brunswick for over twenty-five years. He played an essential role in founding the Multicultural Association of Fredericton, which fosters understanding and cooperation among all groups, regardless of their ethnic origins. The resulting infrastructure created an organization, which today provides a myriad of supports for newcomers to Fredericton. He was also a founding member of the New Brunswick Multicultural Council. Dr. Ghanem has also been active in the area of public policy development. He served as chairman of the New Brunswick Ministerial Advisory Committee on Multiculturalism which was responsible for drafting a number of papers promoting a clear understanding of the role and needs of newcomers. Besides these more official roles, Dr. Ghanem has helped newcomers on a one-on-one basis by opening his home to them, helping individuals find housing and offering support when death strikes a family.

Québec (suite)

Conseil du district Westward, Guides du Canada (Montréal)

Les Guides du Canada est un organisme pour jeunes filles dirigé par des femmes. Les chefs-guides du district Westward sont un groupe spécial de femmes dont la moitié sont des citoyennes canadiennes de souche et l'autre moitié des immigrantes musulmanes. Toutes sont des bénévoles. Il n'est pas rare que des groupes ethniques forment des troupes de Guides pour leurs propres filles, mais ce qui est différent dans le district Westward, c'est que toutes les troupes (ordinaires et musulmanes) se livrent à de nombreuses activités communes. Par le truchement du district Westward, les jeunes filles musulmanes, qui fréquentent habituellement une école musulmane et dont la famille participe habituellement à des activités organisées par la collectivité musulmane, ont l'occasion de participer à des activités typiquement canadiennes, ce qu'elles n'auraient pas fait autrement. Les activités auxquelles les deux groupes participent ensemble ont permis d'établir entre eux la confiance et la coopération et de mieux faire comprendre les différences culturelles, comme la langue, les restrictions alimentaires et les vêtements. Cette expérience a été très bénéfique pour les jeunes filles nées au Canada et les jeunes filles musulmanes, car elle a permis à chaque groupe de connaître la culture de l'autre et d'apprendre à faire confiance à des personnes qui ne font pas partie de leur groupe religieux.

Nouveau-Brunswick

D' Ibrahim (Abe) Ghanem (Fredericton)

Depuis plus de vingt-cinq ans, le D' Abe Ghanem exerce un rôle important dans l'intégration des immigrants au Nouveau-Brunswick. Il a joué un rôle essentiel dans la fondation de la Multicultural Association of Fredericton, qui favorise la compréhension et la collaboration entre tous les groupes, de quelque origine qu'ils soient. L'infrastructure qui en a résulté a permis la création d'une organisation qui fournit aujourd'hui des ressources innombrables aux personnes nouvellement arrivées à Fredericton. Le D' Ghanem a également été l'un des membres fondateurs du Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick. Il a en outre été actif dans l'élaboration de politiques gouvernementales. Il a présidé le Comité consultatif ministériel du multiculturalisme. Certains documents ont permis de faire connaître le rôle et les besoins des nouveaux arrivants. En plus de ces fonctions officielles, le D' Ghanem a aidé des nouveaux arrivants en les accueillant chez lui, en les aidant à trouver un logement et en leur offrant de l'aide et ses condoléances lorsqu'un décès survenait dans une famille.

Québec (suite)

Hôpital de Montréal pour enfants (Montréal)

L'Hôpital de Montréal pour enfants a élaboré des programmes innovateurs afin de répondre aux besoins des nouveaux arrivants de la région de Montréal et des autres régions du Québec qui se présentent à l'hôpital. Pour aider les enfants et leur famille à s'adapter à leur nouveau milieu canadien et pour favoriser leur santé, l'hôpital a élaboré trois programmes uniques en leur genre. L'un d'eux, le Programme de multiculturalisme, lancé il y a douze ans, vise à fournir des services de santé tenant compte des diverses cultures et à aider le personnel de l'hôpital à comprendre et respecter les valeurs, les coutumes et les comportements des immigrants de diverses origines à l'égard de la maladie, des hôpitaux et du personnel soignant. Dans le cadre de ce programme, des patients peuvent recevoir les services d'un interprète et l'on organise des séminaires et des séances d'enseignement pour aider les professionnels de la santé et les employés à gérer la diversité culturelle et à adopter une approche axée sur les clients. L'hôpital a en outre créé une Clinique multiculturelle qui fournit un « guichet unique » aux familles qui résident au Canada depuis moins de deux ans. La clinique aborde les soins pédiatriques selon une approche multidisciplinaire (travail social, maladies infectieuses et psychiatrie) permettant une meilleure coordination et une meilleure continuité des soins, ce qui donne de meilleurs résultats par rapport aux coûts. Le troisième programme est une Clinique de psychiatrie transculturelle conçue pour évaluer et traiter les enfants de nouveaux immigrants et réfugiés qui ont été traumatisés par, notamment, une guerre dans leur pays d'origine ou leur arrivée dans un nouveau pays.

Ann Robson (Montréal)

Ann Robson vient en aide aux nouveaux immigrants et aux réfugiés depuis vingt ans. Ayant travaillé de nombreuses années à l'étranger à titre d'infirmière, elle sait combien il peut être difficile de s'établir dans un nouveau pays, et combien il est réconfortant de voir un visage accueillant. Ann Robson a commencé à aider les nouveaux arrivants en formant un comité au sein de son église pour aider un Péruvien. Par la suite, elle a attiré l'attention du synode de l'Eglise anglicane sur le fait qu'un centre pour réfugiés allait être fermé. À la suite de son intervention, le diocèse anglican de Montréal a formé un comité pour les réfugiés qui a incité des églises à parrainer des familles de réfugiés. Dans les années 1980, Ann a établi dans le sous-sol d'une église, à l'intention des réfugiés, un dépôt de vêtements gratuits ; en 1994, ce dépôt a été transformé en une halte-accueil ouverte cinq jours par semaine. Au cours de la même année, M^{me} Robson a fondé le Interfaith Refugee Committee, qui aide des mères et des enfants réfugiés à participer à un camp d'été. Elle a accueilli des réfugiés chez elle et aujourd'hui, à l'âge de 87 ans, elle continue toujours à aider les nouveaux arrivants.

Ontario (suite)

Malton Neighbourhood Services (Malton)

L'organisme Malton Neighbourhood Services a été fondé en 1975 pour répondre au désir de certains citoyens de l'endroit qui voulaient améliorer leur collectivité. Au fil des années, l'organisme s'est développé en fonction des besoins de la collectivité et il offre maintenant une vaste gamme de services aux nouveaux immigrants. Une équipe de travailleurs de l'organisme parlant plus de quarante langues est en place à l'aéroport de Toronto pour accueillir et aider les immigrants pris en charge par le gouvernement ou parrainés par des groupes à leur arrivée au Canada. Ils les aident pour le traitement de leurs documents d'immigration et de douanes, et ils leur fournissent, s'il y a lieu, un logement temporaire et des vêtements d'hiver. L'organisme offre de nombreux autres services précieux, comme des cours de langue et d'informatique, des ateliers sur l'éducation des enfants et les connaissances pratiques, une orientation professionnelle, un club de jeunes axé sur les devoirs scolaires, une halte-accueil pour les personnes âgées et des cours d'instruction civique. Il organise également des activités où la population est invitée à célébrer des occasions spéciales comme la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des Noirs, le Diwali et Noël.

Karen Warner (Toronto)

Depuis qu'elle est jeune, Karen Warner donne une partie d'elle-même à la collectivité. Sur le plan professionnel, elle a travaillé auprès des jeunes et des familles, occupant diverses fonctions : rôle-conseil auprès des jeunes pour combattre la violence, animation d'ateliers sur le leadership et la préparation à la vie pour des élèves noirs de niveau secondaire, formation ethnoculturelle d'employés et coanimation d'un groupe de jeunes chaque semaine sur la prévention de la toxicomanie et le maintien de la capacité de la famille de surmonter les difficultés. Mais, chose aussi importante, M^{me} Warner a offert gratuitement son temps et ses services à de nombreuses organisations. Voici quelques-unes de ses contributions remarquables : conseils fournis à des jeunes et autres personnes sur la préparation à la vie et sur le recours aux ressources communautaires ; animation d'ateliers sur le bénévolat, le multiculturalisme et la lutte contre le racisme ; allocutions sur le Mois de l'histoire des Noirs et les réalisations des Canadiens de souche africaine.

Québec

Association sportive arménienne « Homeneimen » du Canada (Montréal)

Homeneimen est un organisme international sans but lucratif qui s'occupe du bien-être social et physique des jeunes Arméniens dans le monde entier par le truchement des sports et du scoutisme. Homeneimen Canada participe activement aux activités des Boy Scouts du Canada, des Guides du Canada et de diverses fédérations sportives provinciales. Ses membres participent à diverses activités locales, régionales et internationales dans des domaines comme l'athlétisme, le basket-ball, le volley-ball, le soccer, le hockey en gymnase et le softball. En participant à ces activités, les jeunes Arméniens apprennent à connaître des cultures différentes et ils acquièrent un sentiment commun de fierté à l'égard de leur statut de Canadiens. L'organisme utilise ces activités pour favoriser l'épanouissement culturel et l'apprentissage des techniques d'organisation tout en permettant à ces jeunes de mieux s'intégrer à la société canadienne.

CultureLink Settlement Services (Toronto)

Établi en 1988, le CultureLink est un organisme axé sur l'établissement des nouveaux arrivants, qui veut aider ceux-ci à devenir autonomes et à participer à part entière aux activités de la société multiculturelle de Toronto. L'organisme a pour principe que l'établissement est un processus nécessitant que les citoyens de souche et les nouveaux arrivants s'adaptent les uns aux autres. Il offre aux nouveaux arrivants et aux bénévoles de la collectivité une vaste gamme de services et de programmes, comme des séances d'orientation pour les nouveaux arrivants, une formation pour les bénévoles, un programme d'accueil, un groupe axé sur la conversation en anglais, des programmes pour les jeunes, des cours de base en informatique, des consultations en matière d'emploi, un club de recherche d'emplois et un programme de permis temporaires. L'an dernier, l'organisme a fourni des services à environ 5 000 personnes avec l'aide de plus de 300 bénévoles.

Claire Gerencser (Welland)

Claire Gerencser a consacré bénévolement de nombreuses heures à aider des nouveaux arrivants de Welland et de la péninsule de Niagara à s'intégrer à la société canadienne. Depuis 1993, Claire est directrice générale du Welland Heritage Council and Multicultural Centre et elle a contribué à l'établissement d'un guichet unique pour les nouveaux arrivants. Elle s'est dépensée sans compter pour établir de nouveaux programmes visant à aider les nouveaux immigrants de la région, comme un groupe de soutien pour les femmes, un programme pour les femmes chefs d'entreprise, un groupe culturel pour les jeunes, des cours de langue et des cours sur Internet. Elle a négocié un espace dans le centre multiculturel en vue de l'établissement d'un centre d'aide en matière d'emploi : celui-ci verse un prix minime pour l'espace en question et fournit aux nouveaux arrivants des consultations gratuites en matière d'emploi. Parmi d'autres réalisations notables, on note la fondation de la Niagara Newcomer Service Alliance, du Welland Literacy Council et du Multicultural Network of Niagara Falls.

Isabel Mahoney (Oakville)

Isabel Mahoney est engagée comme activiste communautaire au Canada depuis de nombreuses années, défendant des causes comme l'accès, l'équité, l'établissement et le respect des droits de la personne. Le dévouement et l'engagement dont elle a fait preuve pour aider les nouveaux immigrants à s'adapter à la société canadienne et à s'y intégrer, aussi bien en qualité de conseillère en établissement des immigrants que d'enseignante, lui ont valu admiration et reconnaissance. Isabel Mahoney est l'un des membres fondateurs de La Casa Latinoamericana de Fomento – une organisation qui se charge de protéger le patrimoine latino-américain à Toronto et qui favorise le bien-être social, économique et spirituel de cette collectivité d'immigrants diversifiée. Sa générosité dépasse ce qu'on serait en droit d'attendre d'elle. Elle offre conseils par exemple conseils et soutien à un groupe de professionnels en chômage de la communauté espagnole qu'elle rencontre le premier samedi de chaque mois. Ses efforts sont hautement appréciés par tous ceux qui ont bénéficié de son aide. M^{me} Mahoney a également 15 ans d'expérience en enseignement de l'espagnol.

Alberta (suite)

Hadassah Ksienski (Calgary)

Depuis le milieu des années 70, Hadassah Ksienski a appliqué ses connaissances et ses compétences de travailleuse sociale à la facilitation de l'établissement et de l'intégration des immigrants de la première génération. Par le passé, M^{me} Ksienski a travaillé comme chargée de cas aux Jewish Family Services ; en outre, elle a contribué à mettre en œuvre de nombreux projets communautaires, aidé de jeunes familles alors qu'elle administrait des services de garde, a mis en place et géré une agence de placement de bonnes d'enfant et a été directrice exécutive du groupe Aunts at Large. Elle est actuellement directrice générale de la Calgary Immigrant Aid Society ; dans le cadre de ses fonctions, elle a mis en place le « modèle de la mosaïque », qui fait appel à une approche globale respectueuse des différences culturelles, aux fins de la prestation de services aux familles de réfugiés qui ont des enfants et des adolescents. Le Mosaic Family Resource Centre, dont M^{me} Ksienski est la fondatrice, a été établi selon ce modèle.

Saskatchewan

Immigrant Women of Saskatchewan (Regina)

L'organisme Immigrant Women of Saskatchewan a été fondé pour sensibiliser le public aux questions touchant les immigrantes et les réfugiées. Il aide les nouvelles arrivantes à s'intégrer en offrant divers services et programmes, comme des consultations, des cours de langue et d'autres cours axés notamment sur l'informatique et les connaissances pratiques, ainsi que des ateliers portant sur la violence familiale, l'estime de soi et la communication. Par le truchement d'activités innovatrices, l'organisme contribue également à une meilleure compréhension entre les citoyens de souche et les diverses cultures qui font partie de la collectivité. Un des projets les plus réussis de l'organisme a été une troupe de théâtre, le Drama Group, qui présentait dans des endroits publics des saynètes fondées sur le vécu d'immigrants et de réfugiés. Ces saynètes favorisent la compréhension et le respect entre les cultures.

Manitoba

Sœur Aileen Gleason (Winnipeg)

Compassion, générosité et dévouement ne sont que quelques-unes des qualités qui ont poussé Sœur Aileen Gleason à patrouiller plus de 2 000 réfugiés depuis les années 1970. De ce nombre, environ 600 sont maintenant au Canada. Grâce à l'aide de Sœur Aileen, ces réfugiés ont pu s'établir plus facilement ; son Hospitality House fournit nourriture et hébergement aux nouveaux arrivants qui n'ont nulle part où aller. Pendant que des réfugiés se trouvent au Hospitality House, sœur Aileen les aide à se trouver un logement et leur fournit des meubles qu'elle a dénichés et un peu d'épicerie pour commencer. Elle est toujours disposée à prodiguer des conseils personnels qui sont appréciés par ses protégés. Sœur Aileen s'est dévouée pendant de nombreuses années pour aider des réfugiés de partout dans le monde, sans égard à leurs croyances religieuses.

Colombie-Britannique (suite)

Rudyard Spence (Burnaby)

Depuis qu'il a immigré de la Jamaïque, aux Antilles, en 1958, Rudyard Spence a consacré énormément d'énergie et de nombreuses années à aider les immigrants de la Jamaïque et d'autres îles des Antilles à s'intégrer à la société canadienne. Voici quelques-unes de ses nombreuses contributions : fondateur et président de la Jamaica Caribbean Association of British Columbia ; bénévole pendant plus de trente ans la société multiculturelle de Vancouver ; président du Citizenship Council du Vancouver métropolitain et du Burnaby Arts Council ; vice-président (et maintenant secrétaire) de la Fédération canadienne du civisme et membre du Cultural Heritage Advisory Committee de la C.-B. Son travail communautaire lui a valu de nombreux prix. M. Spence a travaillé comme formateur à la Section des communications du British Columbia Institute of Technology à Burnaby, de 1972 jusqu'à sa retraite en 1997.

Bibliothèque municipale de Surrey (Surrey)

La Bibliothèque municipale de Surrey a élaboré divers programmes et services pour établir des liens entre les cultures du milieu et pour aider les nouveaux arrivants à s'adapter et à se sentir les bienvenus dans leur nouveau pays. Elle offre des visites et des séances d'information sur des cours d'anglais et des programmes de placement. Elle fournit des ressources comme du matériel pour l'enseignement de l'anglais, du matériel bilingue pour les enfants, des livres rédigés en anglais et portant sur diverses cultures, et des collections de la bibliothèque rédigées en d'autres langues. Dans le cadre d'une initiative tout à fait unique, elle co-organise, à l'intention d'adultes et d'écopiliers des niveaux primaire et secondaire qui apprennent l'anglais comme langue seconde, des concours de rédaction leur permettant de perfectionner leurs compétences dans ce domaine et de faire part de leurs expériences de nouveaux arrivants au Canada. La bibliothèque organise également des programmes communautaires axés notamment sur la culture ancestrale du Canada, le Festival chinois de la lune qui a lieu au milieu de l'automne et le Diwali ou festival des lumières ; ces programmes sont conçus pour sensibiliser la population aux diverses cultures, faire davantage connaître celles-ci, les célébrer et amener les gens à les respecter.

Alberta

Calgary Catholic Immigration Society (Calgary)

Constituée en personne morale en 1981, la Calgary Catholic Immigration Society offre des services d'établissement et d'intégration à tous les immigrants et réfugiés du sud de l'Alberta. La société offre des services dans trois domaines : les affaires, l'emploi et la formation ; les services communautaires et l'éducation ; le rétablissement, la famille et les enfants. Elle travaille avec de nombreux autres organismes communautaires en vue d'offrir des programmes innovateurs et efficaces. Par exemple, elle a contribué à l'exécution de programmes de formation en matière d'accueil auxquels participaient de nouveaux immigrants. Au cours des cinq dernières années, deux cents immigrants ont reçu une formation reconnue de cuisiniers ou de boulangers-pâtisseries et 83 % des diplômés ont trouvé un emploi et l'ont conservé.

Colombie-Britannique

Narinder Bansal (Kelowna)

C'est en raison de sa contribution incessante et impressionnante à l'intégration des immigrants et des réfugiés que Narinder Bansal a été désignée pour l'attribution du Certificat du mérite civique. Née en Tanzanie, en Afrique de l'Est, M^{me} Bansal a une expérience personnelle des difficultés auxquelles sont confrontés les nouveaux arrivants lorsqu'ils veulent s'établir au sein d'une nouvelle société ; grâce à cette expérience, elle a pu sensibiliser les organismes communautaires aux besoins particuliers des immigrants et des réfugiés. Maintenant embauchée à titre de travailleuse en établissement et conseillère en emploi à la Vernon and District Immigrant Services Society, M^{me} Bansal réussit à combiner son expérience et ses compétences professionnelles pour procurer aux nouveaux arrivants l'aide dont ils ont tellement besoin - en offrant souvent son assistance gratuitement lorsque les services ne sont pas disponibles.

Le révérend Layne Daggett (Richmond)

Le révérend Layne Daggett, fils d'une famille de pêcheurs de l'île Grand Manan, au Nouveau-Brunswick, a consacré de nombreuses années à aider les revendicateurs du statut de réfugié et à améliorer le système de détermination du statut de réfugié. Beaucoup de personnes peuvent témoigner de sa générosité, qui s'est manifestée de maintes façons. De 1983 à 1989, il a été aumônier à l'aéroport international de Vancouver, où il a contribué au rétablissement de plus de 2 500 revendicateurs du statut de réfugié auxquels il a fourni hébergement d'urgence, nourriture et vêtements. Pendant cette période, il s'est aussi adressé aux nouveaux Canadiens au bureau de la citoyenneté de la localité. Il a été président fondateur du conseil des réfugiés de Vancouver et, pendant neuf ans, il a agi comme arbitre à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Le révérend Daggett continue de se consacrer aux autres - il s'est récemment porté volontaire pour aller travailler trois semaines dans un centre pour réfugiés croates.

Multicultural Society of Kelowna (Kelowna)

Depuis sa fondation, la Multicultural Society of Kelowna a aidé sa collectivité en organisant des activités visant à promouvoir la compréhension des cultures. Dans les années 1980, la société a décidé d'offrir des services aux immigrants. Aux premiers services, qui consistaient à fournir une aide à l'établissement ainsi que des cours de langue, se sont ajoutés au fil des années des cours d'instruction civique, des services d'interprétation, des services prélabiles à l'emploi, des services concernant le rôle des parents et le soutien des familles, des ateliers sur la valorisation de la diversité et un programme d'accueil. La société aide en outre les jeunes en leur offrant un camp d'été et un club axé sur les devoirs scolaires. Le camp aide les enfants à améliorer leur anglais et à acquérir une plus grande assurance dans leur nouveau pays alors que le club permet aux jeunes, après les heures d'école, de trouver du soutien et des amis, notamment par l'enseignement entre camarades et par des activités ayant pour but d'augmenter la confiance en soi.

Ontario

CultureLink Settlement Services (Toronto)
 Claire Gerencser (Welland)
 Isabel Mahoney (Oakville)
 Malton Neighbourhood Services (Malton)
 Karen Warner (Toronto)

Québec

Association sportive arménienne « Hommenetmen » du Canada (Montréal)
 Hôpital de Montréal pour enfants (Montréal)
 Ann Robson (Montréal)
 Conseil du district Westward, Guides du Canada (Montréal)

Nouveau-Brunswick

D' Ibrahim (Abe) Ghanem (Fredericton)

Les récipiendaires du Certificat du mérite civique offrent aux nouveaux arrivants des conseils, de la formation linguistique et des services communautaires. Vous trouverez ci-joint un profil des récipiendaires, qui ont été mis en nomination par des membres de leurs collectivités respectives.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault

Secrétaire de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



LA MINISTRE LUCIENNE ROBILARD DÉVOILE LE NOM DES RÉCIPENDAIRES DU
CERTIFICAT DU MÉRITE CIVIQUE DE 1998

OTTAWA, 5 février 1999 – Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a dévoilé aujourd'hui les noms des organismes et des personnes qui reçoivent le Certificat du mérite civique de 1998 du ministère de la Citoyenneté et Immigration.

Les Certificats du mérite civique sont décernés chaque année à des Canadiens et des Canadiennes qui font preuve d'un dévouement exceptionnel en aidant les immigrants et les réfugiés à s'intégrer à leur pays d'adoption.

« Les Canadiens et les Canadiennes font preuve d'une générosité et d'une bienveillance exceptionnelles à l'égard des immigrants et des réfugiés. Ils leur permettent de mieux s'intégrer à la société canadienne. Et les efforts qu'ils déploient leur sont bien rendus par ces nouveaux arrivants, qui contribuent à leur tour à l'édification sociale et économique du pays, » a déclaré la ministre Robillard.

La remise des Certificats se fera lors de cérémonies communautaires locales pendant la Semaine de la Citoyenneté et du patrimoine, du 8 au 15 février 1999.

Récipiendaires du Certificat pour l'année 1998

Colombie-Britannique

Narinder Bansal (Kelowna)
Le révérend Layne Daggett (Richmond)
Multicultural Society of Kelowna (Kelowna)
Rudyard Spence (Burnaby)
Bibliothèque municipale de Surrey (Surrey)

Alberta

Calgary Catholic Immigration Society (Calgary)
Hadassah Ksienki (Calgary)

Saskatchewan

Immigrant Women of Saskatchewan (Regina)

Manitoba

Sœur Aileen Gleason (Winnipeg)



NEWS RELEASE

99-12

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – February 11, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Mr. Jean-Pierre Beauquier, member of the IRB, has been appointed as a Coordinating member of the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Michel F. Paulo, member of the IRB, has been appointed as Assistant Deputy Chairperson of the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Ludmila Pergat, member of the IRB, has been appointed as a Coordinating member of the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

99-12

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 11 février 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui les nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Monsieur Jean-Pierre Beauquier, commissaire à la CISR, a été nommé membre coordonnateur à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Michel F. Paulo, commissaire à la CISR, a été nommé vice-président adjoint à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Ludmila Pergat, commissaire à la CISR, a été nommée membre coordonnateur à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-13

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – February 18, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of Nicole Senécal as Executive Director of the Immigration and Refugee Board (IRB). Since 1973, Ms. Senécal has held various positions within the government of Canada, including several with the Department of External Affairs. She has served as Assistant Deputy Minister at Human Resources Development Canada and also, most recently, as Assistant Deputy Minister at the Department of Canadian Heritage.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



C O M M U N I Q U É

99-13

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 18 février 1999 – Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Nicole Senécal au poste de directrice générale de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Depuis 1973, Madame Senécal a occupé divers postes au sein du gouvernement du Canada, dont plusieurs au sein du ministère des Affaires étrangères. Elle a été sous-ministre adjointe à Développement des ressources humaines Canada et, plus récemment, sous-ministre adjointe au ministère du Patrimoine canadien.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



News Release / Communiqué

99-14

CANADA AND NEW BRUNSWICK REACH AN AGREEMENT ON IMMIGRATION

FREDERICTON, February 22, 1999 - Federal Minister of Citizenship and Immigration, Lucienne Robillard and New Brunswick Minister of Labour, Joan Kingston, signed an agreement today for provincial nomination of immigrants.

This five-year agreement grants New Brunswick the right to designate immigrants who will fulfil specific needs consistent with its policies on immigration, economic, and industrial development.

The government of Canada will continue in its role of ensuring that statutory requirements relating to health, security and criminality are met while allowing for greater input from New Brunswick through a formalized policy and planning process.

"This agreement demonstrates the commitment of my government to collaborate with the provinces to make the immigration program more efficient," said Minister Robillard. "The two orders of government are in a position to better plan for the future."

"This co-operative approach will enable us to maximize the benefits that immigrants bring to New Brunswick," said Kingston. "We see immigration as a source of skills, capital, entrepreneurship and expertise. This encourages investment in the province, which in turn provides additional employment for New Brunswickers."

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Shawn Hearn
Director of Corporate Communications
New Brunswick Department of Labour
(506) 453-2568

Tony Marshall
Director, Atlantic Region
Citizenship and Immigration Canada
(902) 426-1752

Provincial Nominees Agreement Backgrounder

- The Provincial Nominees Agreement provides the province of New Brunswick with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to that province, based on industrial and economic priorities and labour market conditions.
- New Brunswick will recruit potential candidates who will be of significant benefit to its industrial and economic development and who will be able to become successfully established in New Brunswick.
- New Brunswick will be entitled to nominate 200 provincial nominees and their accompanying family members annually from 1999 to 2003 to fill labour market shortages.
- New Brunswick will provide a nomination strategy to Canada to identify target markets and potential source countries and regions.
- Canada will evaluate candidates nominated by New Brunswick using admissibility criteria, which will include security, criminal record and medical checks. Canada will also continue to issue immigrant visas to the provincial nominees who meet the criteria.
- Canada and New Brunswick will jointly develop an evaluation framework and carry out evaluations of the provincial nominees program. The evaluation will assess New Brunswick's recruitment strategies, analyse the extent to which the nominees have benefited New Brunswick's industrial and economic development, and evaluate how successfully the nominees have established themselves in New Brunswick.
- The agreement takes effect on the date of signing and remains in effect for five years after that date.



Communiqué / News Release

99-14

LE CANADA ET LE NOUVEAU-BRUNSWICK SIGNENT UNE ENTENTE DE COOPÉRATION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

FREDERICTON, le 22 février 1999 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, madame Lucienne Robillard, ainsi que la ministre du Travail du Nouveau-Brunswick, madame Joan Kingston, ont signé aujourd'hui à Fredericton une entente qui permettra au Nouveau-Brunswick de participer activement à la sélection de ses immigrants.

Cette entente, d'une durée de cinq ans, accorde au Nouveau-Brunswick le droit de désigner les immigrants qui répondront à un besoin particulier conformément à ses politiques en matière d'immigration et de développement économique et industriel.

Le gouvernement du Canada demeurera responsable de l'application des dispositions concernant les exigences statutaires en matière de santé et de sécurité alors que le Nouveau-Brunswick jouera un rôle plus actif dans le cadre d'un processus officiel de planification et de développement de la politique.

« Cette entente témoigne de la volonté de mon gouvernement de collaborer avec les provinces afin de rendre plus efficace le programme d'immigration, a précisé madame Robillard. Les deux ordres de gouvernement sont en mesure de mieux planifier pour l'avenir. »

« Cette collaboration nous permettra de maximiser les avantages que peut tirer la province de l'immigration, a indiqué madame Kingston. Pour nous, l'immigration constitue une source de connaissances, de capitaux, d'esprit d'entreprise et de compétences. L'investissement dans la province s'en trouvera favorisé et se traduira par des emplois pour les Néo-Brunswickois. »

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Shawn Hearn
Directeur des communications ministérielles
Ministère du travail du Nouveau-Brunswick
(506) 453-2568

Tony Marshall
Directeur, Région de l'Atlantique
Citoyenneté et Immigration Canada
(902) 426-1752

Entente sur les candidats d'une province

Renseignements généraux

- L'entente sur les candidats d'une province accroît pour le Nouveau-Brunswick les avantages économiques qu'il tire de l'immigration, et ce en fonction de ses priorités de développement industriel et économique et de ses besoins en main-d'œuvre.
- Le Nouveau-Brunswick recrutera des candidats qui pourront apporter une contribution significative à son développement industriel et économique et qui pourront s'établir avec succès dans la province.
- Le Nouveau-Brunswick pourra désigner par année jusqu'à 200 candidats pour admission avec les membres de leur famille pour combler des pénuries de main-d'œuvre de 1999 à 2003.
- Le Nouveau-Brunswick communiquera au Canada sa stratégie en matière de désignation, soit pour cibler des marchés ainsi que des régions et pays de recrutement.
- Le Canada procédera à l'évaluation des candidats désignés par le Nouveau-Brunswick en fonction des critères généraux d'admission, notamment au plan de la santé et de la sécurité. Le Canada conserve la responsabilité de délivrer des visas d'immigrant aux candidats d'une province qui remplissent les critères.
- Le Canada et le Nouveau-Brunswick collaboreront pour mettre au point un cadre d'évaluation et procéder à des évaluations du programme des candidats d'une province. On pourra ainsi évaluer la stratégie de recrutement du Nouveau-Brunswick, analyser l'apport de ces candidats au développement économique industriel du Nouveau-Brunswick et apprécier dans quelle mesure ces candidats se seront établis avec succès dans la province.
- Cette entente, d'une durée de cinq ans, entre en vigueur à compter de la date de signature.



NEWS RELEASE

99-15

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa - March 4, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of a Citizenship Judge.

Mr. Gérald Moreau, a member of the Order of Canada, has been a professor at the University of Victoria for many years. He is the recipient of the Centennial Medal (1967) and the Commemorative Medal for the 125th Anniversary of Canadian Confederation (1992). He is the author of several books and has won awards for outstanding volunteer community service. He has been appointed as a Citizenship Judge in Victoria.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-15

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 4 mars 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination d'un juge de la citoyenneté.

Monsieur Gérald Moreau, membre de l'Ordre du Canada, a enseigné de nombreuses années à l'Université de Victoria. Il a reçu la médaille du Centenaire (1967) et la médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération du Canada (1992). Il a écrit plusieurs livres et a remporté des prix pour les services remarquables qu'il a rendus bénévolement à la collectivité. Il a été nommé juge de la citoyenneté à Victoria.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Pour information : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Consultez notre site Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-16

IMPLEMENTATION OF NEW IMMIGRANT INVESTOR PROGRAM

OTTAWA, March 24, 1999 - The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced the implementation, effective April 1, of the new Immigrant Investor Program.

"The new program sends a clear message that Canada continues to welcome immigrant investors. Conceived together with the provinces, it permits them to use the funds in the sectors of their choice in order to fulfil their own economic development objectives," Minister Robillard noted.

In accordance with the new regulations, the federal government will act as an agent on behalf of the provinces and the territories, which will determine where to invest the money. There is an increase in the minimum investment to \$400,000 for all investors, regardless of the province where the capital is invested. The minimum net worth required of the investor will be \$800,000. The immigrant investment is now secured by the provinces and territories against loss. The regulations governing the current program are repealed, but will continue to apply to previously approved businesses and funds.

The new program was designed to increase economic benefit to Canada and to the provinces, further reduce the potential for abuse and reduce the level of resources required of governments to administer the program.

Consistent with the spirit of the *Canada-Quebec Accord*, signed in 1991, Quebec has agreed to harmonize its regulations with the new program, and it retains its ability to select investors. Investors chosen by Quebec must be destined to that province; investors selected under the federal program can be destined to any other province of their choice. Quebec can participate in the federal program at any time if it so chooses.

"In addition to their investment, immigrant investors bring with them a wealth of international business expertise to Canada and connections to the global economy," the Minister concluded.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Spokesperson
Media Relations
(613) 954-2336

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



BACKGROUND

The investor class is part of Canada's economic stream of immigration, which comprises investors, entrepreneurs, self-employed persons and skilled workers. The Immigrant Investor Program (the Program) seeks to promote economic growth in all regions of Canada by attracting experienced business persons and new investment capital to Canada. Since the Program began in 1986, over \$4.22 billion has been invested by 16,417 investors participating in the Program.

Quebec operates its own immigrant investor program under the authority of the *Canada - Quebec Accord Relating to Immigration and Temporary Admission of Aliens*. Quebec undertakes in the *Accord* to administer its investor program in a manner consistent with the spirit and objectives of the federal Program.

Former Immigrant Investor Program

Current regulations require investors to make a minimum investment for five years in a provincial government-administered venture capital fund. CIC approval is required before a fund can participate in the Program. Each fund pools investor money and invests in other businesses as permitted by federal regulations and provincial guidelines. Funds are aggressively marketed outside Canada as they compete to attract investors. CIC monitors the funds and may take enforcement action to obtain compliance with the regulations.

Investors must have successful business experience and a net worth (accumulated by their own endeavours) of at least \$500,000. Three minimum investment amounts are offered to encourage investment in all provinces. In British Columbia, Ontario and Quebec (Tier II) the minimum investment is \$350,000. In the remaining provinces (Tier I) the minimum investment is \$250,000. In all provinces, if a third party guarantees the return of an investor's money, the minimum investment is \$500,000 (Tier III).

The New Immigrant Investor Program

The broad objectives in redesigning the Program were to increase the economic benefit, further reduce the potential for abuse, reduce the level of government resources required to administer the Program, and to offer provinces the opportunity to use investor money according to provincial economic priorities. The redesigned Program addresses these objectives while retaining the fundamental intent of the original Program: experienced business people are provided with a vehicle to immigrate to Canada and to create economic benefit by making substantial investments in Canada. In January, 1998 the report of the Immigration Legislative Review Advisory Group, *Not Just Numbers*, was released. The report included recommendations for the Immigrant Investor Program, which are consistent with the redesigned Program.

Under the new regime, CIC will act as agent on behalf of provincial and territorial funds. A single federal window will replace the numerous funds currently available to investors. Prior to visa issuance, immigrant investors will pay \$400,000 to the Receiver General for Canada. CIC, as agent, will prepare and deliver to the investor a debt obligation in the amount of \$400,000, repayable (without interest) 30 days after the expiry of the allocation period. The allocation period will commence on the first business day of the second month following the month that the Receiver General receives the \$400,000. The investment is not refundable after visa issuance.

The major changes are:

- the investment is increased to \$400,000 for all investors, regardless of province or territory of investment (no Tier system);
- investor minimum net worth is increased to \$800,000;
- a single federal window to accept investors' money is created;
- investments are subsequently allocated to approved provincial or territorial funds;
- detailed federal rules regarding uses of investors' money are eliminated;
- the federal selection process is applied exclusively to those who invest in the federal program, in other words, investors making an investment in a province other than Quebec may settle where they wish except in Quebec; and,
- the Quebec selection process is applied exclusively to those who invest in the Quebec program, in other words, investors making an investment in Quebec must settle in that province.

On the first day of the second month after payment, CIC will allocate immigrant investment to approved provincial funds according to an allocation formula: 50 percent divided equally among approved funds and 50 percent distributed according to provincial gross domestic product. Investors will be informed of the share of their investment allocated to each province via the debt obligation prepared and delivered to them by CIC.

The funds will invest their allocations to create or continue employment in order to develop their economies without the current federally imposed restrictions. After five years, the funds will repay CIC, for subsequent repayment to investors. Participating provinces will ultimately be responsible for their fund's repayment to investors.

An investor's required minimum net worth (accumulated through their own endeavours) is increased to \$800,000 (currently \$500,000 or \$700,000 for Tier III investments). The Tier system is eliminated and the investment is increased to \$400,000 for all investors regardless of the province or territory of investment. Guaranteed investments (Tier III) are also eliminated.

In order to be successful, the new Immigrant Investor Program must be competitive. This will be accomplished in part through the redesign of its elements. But the program will need to be supported by marketing measures abroad. Minister Robillard has instructed her officials to give the highest priority to consultation with the provinces in developing a marketing strategy, to be in place by June.

Harmonization of the program

Quebec has agreed to harmonize its regulations in terms of the increased investment amount of \$400,000 and the investor net worth of \$800,000. Quebec's selection authority under the *Canada-Quebec Accord* is not affected by the change and Quebec may join the program at any time.

que CIC se chargera de préparer et de leur remettre. Ces derniers investiront les sommes qui leur sont allouées pour créer ou conserver des emplois de manière à favoriser la croissance de leur économie sans être astreints aux restrictions actuellement imposées par le gouvernement fédéral. Après cinq ans, les fonds recueillis permettront de rembourser CIC, et CIC remboursera les investisseurs. Les provinces participantes seront responsables, en dernier ressort, du remboursement des investisseurs.

L'avoir net minimal exigé des investisseurs (et accumulé par leurs propres efforts) est porté à 800 000 \$ (il est actuellement de 500 000 \$ ou de 700 000 \$ pour les placements correspondant au niveau III). Le système des niveaux est éliminé et le montant du placement est porté à 400 000 \$ pour tous les investisseurs, sans égard à la province ou au territoire où ils investissent. Les placements garantis (niveau III) sont également supprimés.

Pour assurer sa réussite, le nouveau Programme d'immigration des investisseurs doit être compétitif. Nous y arriverons d'une part en refondant ses composantes. Mais il devra aussi être appuyé par des mesures de marketing à l'étranger. Le ministre Robillard a donné instruction à ses fonctionnaires d'accorder la priorité absolue à la consultation avec les provinces dans l'élaboration d'une stratégie de marketing qui sera effective en juin.

Harmonisation du programme

Le Québec a consenti à l'harmonisation des dispositions réglementaires en ce qui a trait au montant augmenté du placement (400 000 \$) et à l'avoir net exigé des investisseurs (800 000 \$). Les pouvoirs de sélection du Québec prévus dans l'*Accord Canada-Québec* n'en sont pas modifiés pour autant, et le Québec pourra adhérer au programme à tout moment.

d'expérience d'immigrer au Canada et de procurer au pays des avantages économiques en y effectuant des placements importants. En janvier 1998, le rapport du Groupe consultatif sur la révision de la législation, *Au-delà des chiffres*, a été rendu public. Des recommandations y étaient formulées au sujet de la refonte du programme d'immigration des investisseurs. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a tenu des séances publiques pour recueillir des commentaires sur le rapport. De nombreux intéressés ont aussi présenté des mémoires. Les dispositions réglementaires qui entrent en vigueur sont cohérentes avec les recommandations du Groupe consultatif.

Dans le cadre du nouveau programme, CIC agira à titre de mandataire pour les fonds provinciaux et territoriaux. Un fonds fédéral unique remplacera les nombreux fonds actuellement offerts aux investisseurs. Avant qu'un visa ne leur soit délivré, les investisseurs immigrants verseront 400 000 \$ au receveur général du Canada. CIC, à titre de mandataire, préparera et délivrera à l'investisseur un titre de créance d'une valeur de 400 000 \$, payable (sans intérêt) 30 jours après l'expiration de la période d'allocation. Cette dernière commencera le premier jour ouvrable du deuxième mois suivant le mois où le receveur général touchera les 400 000 \$. Cette somme n'est pas remboursable après l'obtention du visa.

Voici les principaux changements proposés par ces dispositions réglementaires :

- le placement est porté à 400 000 \$ pour tous les investisseurs, sans égard à la province ou au territoire d'investissement (le système des niveaux ne s'applique pas);
- l'avoir net minimal exigé des investisseurs est porté à 800 000 \$;
- un fonds fédéral unique est créé pour recevoir l'argent des investisseurs;
- les placements sont ensuite répartis entre les fonds provinciaux ou territoriaux agréés;
- les règles fédérales complexes sur l'utilisation des capitaux des investisseurs sont supprimées;
- le processus de sélection fédéral s'applique exclusivement aux personnes qui investissent dans le cadre du programme fédéral, c'est à dire qu'un investisseur effectuant un placement dans toute province sauf le Québec pourra s'établir où il le voudra sauf au Québec;
- le processus de sélection du Québec s'applique exclusivement aux personnes qui investissent dans le cadre du programme québécois, c'est à dire que l'investisseur effectuant un placement au Québec devra s'établir au Québec.

Le premier jour du deuxième mois suivant le paiement, CIC répartira l'investissement de l'immigrant entre les fonds provinciaux agréés selon la formule suivante : 50 % des sommes investies seront divisées également entre tous les fonds agréés et 50 % seront réparties en fonction du produit intérieur brut des provinces. Les investisseurs seront informés de la proportion de leur placement qui aura été allouée à chaque province au moyen du titre de créance

DOCUMENT D'INFORMATION

La catégorie des investisseurs fait partie de la composante économique de l'immigration, qui comprend les investisseurs, les entrepreneurs, les travailleurs autonomes et les travailleurs qualifiés. Le programme d'immigration des investisseurs (appelé ci-après le programme) vise à favoriser la croissance économique dans toutes les régions du Canada en attirant au pays des personnes ayant l'expérience des affaires ainsi que de nouveaux capitaux de placement. Depuis le lancement du programme en 1986, 16 417 investisseurs ont investi plus de 4,22 milliards de dollars dans le cadre du programme.

Le Québec administre son propre programme d'immigration des investisseurs en vertu de l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*. Dans cet accord, le Québec s'engage à administrer son programme d'immigration des investisseurs conformément à l'esprit et aux objectifs du programme fédéral.

Le programme antérieur d'immigration des investisseurs

Les dispositions réglementaires actuelles exigent que les investisseurs effectuent, pour une période de cinq ans, un placement minimal dans un fonds de capital de risque administré par un gouvernement provincial. CIC doit approuver le fonds avant qu'il ne soit intégré au programme. Chaque fonds met en commun l'argent des investisseurs et l'investit dans d'autres entreprises conformément aux dispositions réglementaires du gouvernement fédéral et aux lignes directrices des provinces. Comme ces fonds sont en concurrence pour attirer des immigrants, ils sont l'objet d'un marketing énergique à l'extérieur du Canada. CIC surveille les fonds et peut prendre des mesures d'exécution de la loi pour obliger les participants à respecter les dispositions réglementaires.

Les investisseurs doivent avoir réussi dans le monde des affaires et avoir accumulé (par leurs propres efforts) un avoir net d'au moins 500 000 \$. Pour favoriser les investissements dans toutes les provinces, trois possibilités de placement minimal sont offertes. En Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec (niveau II), le placement minimal est de 350 000 \$. Dans les autres provinces (niveau I), le placement minimal est de 250 000 \$. Dans toutes les provinces, si le rendement du capital investi est garanti par un tiers, le placement minimal est de 500 000 \$ (niveau III).

Le nouveau programme d'immigration des investisseurs

Les objectifs globaux de la refonte du programme étaient les suivants : accroître les retombées économiques, réduire davantage les risques d'abus, réduire les ressources que les gouvernements doivent consacrer à l'administration du programme et donner aux provinces la possibilité d'utiliser les capitaux des investisseurs en fonction de leurs priorités dans le domaine économique. Le nouveau programme poursuit ces objectifs tout en conservant les éléments fondamentaux que présentait le programme au départ : un moyen est donné aux gens d'affaires

ENTRÉE EN VIGUEUR DU NOUVEAU PROGRAMME D'IMMIGRATION DES INVESTISSEURS



Citoyenneté et Immigration Canada

OTTAWA, 24 mars 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui l'entrée en vigueur, le premier avril prochain, du nouveau Programme d'immigration des investisseurs.

« Le nouveau Programme met clairement en évidence le désir du Canada de continuer à accueillir des immigrants investisseurs. Elaboré en concert avec les provinces, il leur permet d'utiliser les capitaux dans les secteurs de leur choix afin de remplir leurs propres objectifs en matière de développement économique », a déclaré la ministre Robillard.

En vertu des nouvelles dispositions réglementaires, le gouvernement fédéral agira à titre de mandataire des provinces et territoires, qui détermineront où les capitaux devront être investis. Le placement minimal est porté à 400 000 \$ pour tous les investisseurs sans égard à la province où les capitaux sont investis. L'avoir net minimal exigé sera de 800 000 \$. Les investissements seront protégés contre les pertes par les provinces et les territoires. Quant aux dispositions réglementaires régissant le programme actuel, elles seront abrogées, mais continueront de s'appliquer aux entreprises et fonds qui avaient déjà été agréés.

Le nouveau programme a été conçu afin d'accroître les avantages économiques pour le Canada et les provinces, réduire davantage les risques d'abus et abaisser le niveau des ressources requises par les gouvernements pour l'administration du programme.

Conformément à l'esprit de l'*Accord Canada-Québec*, signé en 1991, le Québec a accepté d'harmoniser ses dispositions réglementaires avec le nouveau programme, et il conserve sa capacité de sélectionner des investisseurs. Ces investisseurs choisis par le Québec s'établiront dans cette province; les investisseurs sélectionnés par le Canada s'établiront dans la province de leur choix à l'exception du Québec. Le Québec pourra en tout temps adhérer au programme.

« Au-delà de leurs capitaux, les immigrants investisseurs apportent avec eux une vaste expérience des affaires à l'échelle internationale et nous font bénéficier des liens qu'ils ont établis avec le reste du monde », a conclu la ministre.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Porte-parole
Relations avec les médias
(613) 954-2336

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



AI
CI
NSU



NEWS RELEASE

99-17

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENT

Ottawa - March 25, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of a Citizenship Judge.

Mr. Stephen Russel Ramsankar is a member of the Order of Canada. He was a Principal of the Alex Taylor School, President of the Canadian College of Teachers (CCOT) and Network Coordinator for World Council for Curriculum and Instruction (WCCI) for North America. He received the 1991 Citation for Citizenship, an Honorary Doctor of Law from the University of Alberta, as well as the Alberta Achievement Award-Excellence Category and the Premier's Award for Excellence in Education. He has been reappointed as a Citizenship Judge in Edmonton.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-17

RENOUVELLEMENT DE MANDAT D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 25 mars 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de mandat d'un juge de la citoyenneté.

Monsieur Stephen Russel Ramsankar est membre de l'Ordre du Canada. Il a été directeur de l'école Alex Taylor, président du Collège canadien des enseignants (CCE) et coordonnateur de réseau pour le Conseil mondial d'éducation (CME) pour l'Amérique du Nord. Il a reçu le certificat du mérite civique de 1991, un doctorat honorifique en droit de l'université de l'Alberta, le prix Réalisation de l'Alberta – catégorie de l'excellence, et le prix du premier ministre de la province pour l'excellence en éducation. Il a été renommé juge de la citoyenneté à Edmonton.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-18

OFFICIAL VISIT OF MINISTER ROBILLARD TO CHINA

OTTAWA, March 26, 1999 – Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, will make an official visit to China from March 26 to April 2. The Minister will travel to Beijing and Shanghai.

This is the first time that a Canadian minister responsible for immigration will visit China, which became Canada's number one source country for new immigrants in 1998.

During her stay in Beijing, Minister Robillard will meet with various Chinese ministers to discuss immigration issues of common interest to Canada and China. She will also address a group of Canadian and Chinese business people to present the Canadian government's new directions for immigration and refugee legislation and the proposed legislation on Canadian citizenship. In addition, the Minister will review the immigration program operations at the Canadian Embassy.

Finally, the Minister will go to Shanghai where she will officially open the new Canadian visitor visa office. An increase in the economic and cultural links between Canada and China has given rise to an increase in visitor visa applications from residents of Shanghai and of the region. Minister Robillard will also address a group of business people.

"In addition to discussions on the importance of migratory movements between Canada and China, and the enhanced relations that will result from them, my visit will give me an opportunity to underline the ties of friendship between the Chinese and the Canadian people," added Minister Robillard.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Media Relations
Communications Branch
(613) 954-2336

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-18

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD EN VISITE OFFICIELLE EN CHINE

OTTAWA, le 26 mars 1999 – Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, effectuera une visite officielle en Chine du 26 mars au 2 avril. La Ministre se rendra à Beijing puis à Shanghai.

C'est la première fois qu'un ministre canadien responsable de l'Immigration se rend en Chine. La Chine est devenue en 1998 le principal pays source d'immigrants à destination du Canada.

À Beijing, la ministre Robillard s'entretiendra avec différents ministres du gouvernement chinois sur les questions relatives à l'immigration entre le Canada et la Chine. La Ministre s'adressera également à un groupe de gens d'affaires canadiens et chinois pour présenter les orientations du gouvernement canadien en matière d'immigration et de protection des réfugiés ainsi que les dispositions législatives proposées en matière de citoyenneté. La Ministre profitera ensuite de son passage à Beijing pour faire le point sur les opérations effectuées par le programme d'immigration à l'ambassade canadienne.

La Ministre se rendra enfin à Shanghai, où elle procédera à l'inauguration officielle du nouveau bureau canadien des visas. L'importance des liens économiques et culturels entre le Canada et la Chine s'est traduite par un volume accru de demandes de visas de visiteurs de la part des résidents de Shanghai et de la région. Madame Robillard s'adressera également à un groupe de gens d'affaires.

« Au-delà des discussions sur l'importance des mouvements d'immigration entre le Canada et la Chine, et l'accroissement des rapports qui en résultent, cette visite me permet de souligner les liens d'amitié entre Canadiens et Chinois », a dit la ministre Robillard.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 954-2336

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-19

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD OPENS NEW OFFICE IN CHINA

Ottawa, April 1, 1999 – The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today officially opened the new Canadian visitor visa office in Shanghai.

The office will process visitor visa applications for people residing in Shanghai, Jiangsu, Anhui and Zhejiang. Student authorizations, employment authorizations and immigrant or returning resident permit applications will continue to be handled in Beijing.

“This office will facilitate the travel to Canada of a growing number of Chinese visitors, business people and family members from the Shanghai area”, said Minister Robillard. Those travelers coming to Canada help to strengthen the economic and cultural ties between Canada and China.

The flow of Canadian business people and capital to China has also shown tremendous growth. Canadians are playing an important role in the development of modern China. Shanghai, the twin city of Montreal, is a progressive, dynamic city and an important financial centre. The Government of Canada is pleased that Canadians are actively participating in numerous economic and cultural ventures in Shanghai and other parts of China.

Minister Robillard will return to Canada on April 3. By the end of her official visit to China, which began on March 26, she will have discussed Canada-China immigration issues with ministers of the Chinese government and explained to business organizations the Canadian government's new directions for immigration and refugee protection, as well as the new citizenship legislation.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Media Relations
Communications Branch
(613) 954-2336



Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-19

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILLARD INAUGURE UN NOUVEAU BUREAU EN CHINE

Ottawa, le 1^{er} avril 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a officiellement inauguré aujourd'hui le nouveau bureau canadien des visas de visiteur à Shanghai.

Ce bureau s'occupera du traitement des demandes de visas pour les habitants de Shanghai, Jiangsu, Anhui et Zhejiang. Les autorisations d'études et d'emploi, ainsi que les demandes d'immigration et de permis de retour pour résident permanent continueront d'être traitées à Beijing.

« L'ouverture de ce bureau facilitera les déplacements au Canada d'un nombre croissant de visiteurs chinois, de gens d'affaires et de familles de la région de Shanghai », a dit la ministre. Les voyageurs à destination du Canada contribuent directement au renforcement des liens économiques et culturels entre le Canada et la Chine.

L'afflux des gens d'affaires et des capitaux canadiens en Chine a connu également une forte croissance. Les Canadiens jouent actuellement un rôle important dans le développement de la Chine moderne. Shanghai, qui est jumelée à Montréal, est une métropole progressiste, dynamique, et un important centre financier. Le gouvernement du Canada est heureux de constater la participation active des Canadiens aux nombreuses activités économiques et sociales qui s'exercent à Shanghai et ailleurs en Chine.

La ministre Robillard sera de retour au pays le 3 avril, au terme d'une visite officielle en Chine qui a débuté le 26 mars. Elle aura discuté de questions relatives à l'immigration entre le Canada et la Chine avec des ministres du gouvernement chinois et exposé, devant des groupes de gens d'affaires, les nouvelles orientations du gouvernement canadien en matière d'immigration et de protection des réfugiés ainsi que les nouvelles dispositions législatives en matière de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 954-2336

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-20

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa - April 19, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of a Citizenship Judge.

Mr. William Lindemere Day is a member of the Order of Canada with an extensive background in the field of adult education. He retired in 1995 after serving 14 years as President of Douglas College. He has received the Distinguished Service Recognition Award from the Association of Community Colleges of Canada and the Outstanding Service Award from the Advanced Education Council of B.C. He has been appointed as a Citizenship Judge for British Columbia.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-20

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 19 avril 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination d'un juge de la citoyenneté.

Monsieur William Lindemere Day est membre de l'Ordre du Canada et possède de solides antécédents dans le domaine de l'éducation des adultes. Il a pris sa retraite en 1995 après avoir été président du Collège Douglas pendant 14 ans. Il a reçu la Médaille de service méritoire exceptionnel de l'Association des collèges communautaires du Canada ainsi que le Prix du service éminent du Conseil des études supérieures de la Colombie-Britannique. Il a été nommé juge de la citoyenneté pour la Colombie-Britannique.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-21

REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – April 22, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Ms. Mona Beauchemin has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Giuseppe Manno has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Richard Quirion has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Elena Sara Schlanger has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Laurier Thibault has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Gordon Whitehead has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-21

RENOUVELLEMENT DE MANDATS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 22 avril 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui le renouvellement de mandats à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Madame Mona Beauchemin a été renommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Giuseppe Manno a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Richard Quirion a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Elena Sara Schlanger a été renommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Laurier Thibault a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Gordon Whitehead a été renommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-22

MINISTER LUCIENNE ROBILLARD WELCOMES REFUGEES FROM KOSOVO

Ottawa, April 27, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, today welcomed the first refugees from Kosovo to come to Canada since the establishment of the special expedited procedure for facilitating family reunification.

"I am pleased, on behalf of all Canadians, to welcome this refugee family coming to Canada from Kosovo. Being with their loved ones in Canada will give them the support they need in these difficult times," said Minister Robillard.

This particular family fled the crisis in Kosovo and took refuge in the former Yugoslav Republic of Macedonia. They were able to take advantage of the special expedited procedure put in place by the Government of Canada to help refugees join their relatives already in Canada.

Kosovar refugees with family ties in Canada and those with special needs but no relatives in Canada are eligible for the special procedure, as well as for long-term assistance under a partnership agreement signed by CIC and Canadian non-governmental organizations. To date, 121 sponsorship applications have been received from relatives in Canada. The number of refugees that could potentially come to Canada, at this point, is 708.

Receiving refugees in Canada year after year requires the collaboration of international organizations such as the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the Red Cross, as well as the provinces and numerous non-governmental organizations both in Canada and abroad. "I want to take this opportunity to mention how precious the contribution and support of our partners are," Minister Robillard added.

Canada is still willing to accept up to 5,000 refugees from Kosovo should the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees decide to proceed with an emergency evacuation. Canada has put in place the necessary infrastructure and is prepared to take in these refugees within 72 hours after receiving a request from the UNHCR.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



BACKGROUNDER

Canada's readiness and response to requests for emergency evacuation and family reunification of Kosovar refugees

The government of Canada has mobilized personnel and resources to respond to the needs of the men, women and children who are at risk and who have departed Kosovo. For the moment, the situation does not call for a massive temporary evacuation of refugees outside of the region. However, the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) has indicated that, in some cases, it would be appropriate to resettle some people to respond to their special needs or to reunite families.

The government of Canada is responding to the crisis with a two-pronged approach.

Request from the United Nations High Commissioner for Refugees

Canada has put in place the infrastructure necessary to welcome up to 5,000 refugees from Kosovo. Canada is in a position to receive large numbers of refugees within 72 hours of being notified of a UNHCR request.

- ◆ On April 20, 1999, the UNHCR reiterated that within the humanitarian evacuation program, movements to destinations outside of Europe were on hold. Canada will nevertheless continue with its preparations and maintain a state of alert should the situation change.
- ◆ Should emergency measures become necessary, the UNHCR and the International Organization for Migration (IOM) will be key participants in identifying persons who are in need of assistance, in registering refugees, in deciding to which countries they should go, in providing them with basic documents and in organizing transportation.
- ◆ Canadian military bases are on alert and Canadian Red Cross personnel are standing by to help the government of Canada receives Kosovar refugees.

Fast-track procedure for special needs and family reunification

Citizenship and Immigration Canada (CIC) has implemented a special fast-track procedure for the processing of requests for special needs and family reunification refugees. The goal is to process all requests for family reunification within 15 days of family members being located. In some instances, circumstances on the ground in Europe may prevent this. CIC currently has in place the statutory tools necessary to address these applications for fast-track processing including the use of Minister's Permits.

- ◆ Refugees Special needs refugees without ties to Canada and who clearly will not be able to repatriate to Kosovo are eligible for resettlement under the Refugee and Humanitarian Resettlement Program. Longer-term support for special needs refugees and their extended families will be provided within the framework of the partnership between CIC and Sponsorship Agreement Holder organizations. For the most part, special needs refugees are referred by the UNHCR or other international NGOs present in the area.
- ◆ Refugees from Kosovo with family ties to Canada may be considered under the same partnership initiative. Canada's current action with regard to family reunification is driven by requests received from relatives already in Canada. In addition to immediate family members, eligibility is being extended to siblings and over-age children, nieces and nephews. In order to refer family members, the person in Canada can be a Canadian

citizen, a permanent resident or a refugee already in Canada whose status has been determined by the Immigration and Refugee Board.

Two-step procedure for relatives in Canada

- ◆ The relative in Canada must provide the names of family members by contacting a CIC Call Centre. Information and assistance is being provided through CIC's toll-free "Kosovo hotline" at 1-888-410-0009.
- ◆ A Relative Identification Form must be completed. The completed form must be faxed to CIC officials who will then send the information directly to the Canadian visa office in Macedonia and Albania. Where the location of the family is unknown, CIC will direct the information to the Canadian Red Cross for tracing.

Three steps to be completed before a person comes to Canada

- ◆ A visa officer in Europe will conduct an interview.
- ◆ In order to protect the health of Canadians and the refugees themselves, medical examination, including a chest X-ray, will be undertaken that will focus on communicable diseases or any medical condition which could preclude travel to Canada.
- ◆ A preliminary security check will also be undertaken prior to departure for Canada.

Currently, there are five Canadian visa officers in Macedonia and four in Albania to conduct interviews.

Some Kosovar refugees have already told CIC staff that they do not want to leave until all the members of their immediate family have been located and have joined them. Processing will be expedited once this has occurred. Relocation to Canada is strictly voluntary.

Arrival in Canada

Refugees are expected to enter Canada through three major ports of entry: Pearson International Airport, Vancouver International Airport and Calgary International Airport.

Refugees arriving under the family reunification program will then reunite with their family in Canada. This will sometimes mean further travel to reach the community of final destination.

Special needs cases will go where there is a CIC centre and an existing population of Kosovars. Temporary accommodation will be provided in reception centres and a range of specialized services will be available in the community.

Task groups are already set up and ready to provide support in many communities across Canada.

Once these special needs and family cases arrive, they will undergo further immigration processing toward permanent resident status.

Pour que les membres de la famille puissent être éligibles, la personne qui se trouve au Canada peut être un citoyen canadien, un résident permanent ou un réfugié déjà au Canada dont le statut a été déterminé par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

Procédure en deux étapes pour les parents au Canada

- ◆ Le parent qui se trouve au Canada doit fournir les noms des membres de la famille à un télécentre de CIC. Pour obtenir de plus amples renseignements et de l'aide, il suffit de composer le numéro du Service téléphonique Kosovo de CIC : 1 888 410-0009.
- ◆ Il est indispensable de remplir un formulaire d'identification d'un parent. Une fois rempli, ce formulaire doit être envoyé par télécopieur aux agents de CIC qui transmettront directement les renseignements au bureau des visas canadien en Macédoine ou en Albanie. Lorsque le lieu où se trouve la famille n'est pas connu, CIC acheminera ces renseignements à la Croix-Rouge canadienne pour qu'elle procède aux recherches.

Les trois étapes à franchir avant de venir au Canada

- ◆ Un agent des visas en Europe procédera à une entrevue.
- ◆ Afin de protéger la santé des Canadiens et Canadiennes et celle des réfugiés eux-mêmes, un examen médical, comprenant notamment une radiographie des poumons, sera effectué et se concentrera sur les maladies transmissibles ou tout autre état pathologique pouvant interdire tout voyage au Canada.
- ◆ Une vérification de sécurité préliminaire sera également faite avant le départ pour le Canada. À l'heure actuelle, il y a cinq agents des visas en Macédoine et quatre en Albanie pour effectuer des entrevues.

Certains Kosovars ont déjà indiqué au personnel de CIC qu'ils ne veulent pas partir tant que tous les membres de leur famille immédiate n'auront pas été retrouvés et ne les auront pas rejoints. Le traitement des demandes se fera une fois ces conditions réunies. L'installation au Canada est strictement volontaire.

Marche à suivre une fois au Canada

Les réfugiés arriveront au Canada par trois principaux points d'entrée, soit les aéroports internationaux de Pearson (Toronto), de Vancouver et de Calgary.

Les réfugiés arrivant au Canada dans le cadre du programme de réunification des familles retrouveront leur famille au Canada, ce qui signifie toutefois qu'il leur faudra peut-être effectuer d'autres déplacements pour atteindre leur destination finale.

Les réfugiés ayant des besoins spéciaux seront acheminés vers les localités où il y a déjà un centre CIC et une population kosovar. Des logements provisoires seront assurés aux centres d'accueil, et par ailleurs une gamme de services spécialisés sera offerte dans la localité concernée.

Des groupes spéciaux sont déjà constitués et prêts à apporter une aide dans de nombreuses localités au Canada. Sur place, les personnes concernées observeront les formalités d'immigration pour l'obtention du statut de résident permanent.

FICHE D'INFORMATION

Niveau de préparation et réponse du Canada aux demandes d'évacuation d'urgence et de réunification des familles de réfugiés kosovars

En réponse aux besoins des hommes, des femmes et des enfants en danger, qui ont quitté le Kosovo, le gouvernement du Canada a procédé à la mobilisation de ressources humaines et matérielles. La situation qui prévaut actuellement n'exige pas l'évacuation massive temporaire des réfugiés en dehors de la région. Cependant, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a précisé que dans certains cas il serait approprié de procéder au rétablissement de certaines personnes afin de répondre à leurs besoins spéciaux ou de réunifier les familles. Ainsi, en réaction à la crise, le gouvernement du Canada a adopté une approche à deux volets.

Demandes du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Le Canada a mis en place l'infrastructure nécessaire pour accueillir jusqu'à 5 000 réfugiés du Kosovo. Il est en mesure de recevoir de grands nombres de réfugiés dans un délai de 72 heures après avoir été avisé d'une demande du HCR.

- ◆ Le 20 avril 1999, le HCR a réitéré que dans le cadre du programme d'évacuation des réfugiés, aucun mouvement vers des destinations en dehors de l'Europe n'avait encore été autorisé. Le Canada n'en continuera pas moins ses préparatifs et maintiendra l'état d'alerte au cas où la situation changerait.

- ◆ S'il devenait nécessaire d'avoir recours à des mesures d'urgence, le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) seraient les participants clés pour identifier les personnes ayant besoin d'aide, inscrire les réfugiés, décider vers quels pays les orienter, leur fournir les documents essentiels et organiser leur transport.

- ◆ Les bases militaires du Canada sont en état d'alerte et le personnel de la Croix-Rouge canadienne est prêt à appuyer le gouvernement canadien à accueillir les réfugiés kosovars.

Procédure accélérée en cas de besoins spéciaux et de réunification des familles

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a par ailleurs mis en place une procédure accélérée spéciale pour le traitement des demandes visant des besoins spéciaux et la réunification des familles. L'objectif est d'effectuer le traitement de toutes les demandes de regroupement des familles dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle les membres d'une famille sont localisés. Il se peut toutefois que les circonstances qui prévalent sur le terrain même en Europe ne permettent pas de respecter ce délai. CIC a mis en place les outils nécessaires pour procéder au traitement accéléré de tels demandes incluant l'émission de permis ministériels.

- ◆ En vertu du Programme de rétablissement des réfugiés, les réfugiés aux besoins spéciaux qui n'ont aucun lien de famille avec le Canada, et qui de toute évidence ne pourront pas retourner au Kosovo, sont admissibles au rétablissement. L'aide à long terme aux réfugiés ayant des besoins spéciaux et à leurs familles élargies sera fournie dans le cadre du partenariat entre CIC et les organisations titulaires d'une entente de parrainage. Pour la plupart, les réfugiés ayant des besoins spéciaux sont orientés par le HCR ou les autres organisations non gouvernementales présentes sur les lieux.

- ◆ Les réfugiés du Kosovo ayant des liens familiaux au Canada peuvent être pris en considération dans le cadre de ce partenariat. Les mesures que prend actuellement le Canada en matière de réunification des familles sont fonction des demandes provenant de familles déjà installées au Canada. Sont admissibles, outre les membres immédiats de la famille, les soeurs, les frères et les enfants qui ont dépassé la limite d'âge, ainsi que les nièces et neveux.



99-22

LA MINISTRE LUCIENNE ROBILARD ACCUEILLE DES RÉFUGIÉS DU KOSOVO

Ottawa, le 27 avril 1999 – La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a accueilli aujourd'hui les premiers réfugiés du Kosovo à venir au Canada depuis la mise en place de la procédure accélérée spéciale visant à faciliter la réunification des familles.

« Je suis heureuse, au nom des Canadiennes et des Canadiens, de souhaiter la bienvenue à cette famille de réfugiés arrivant au Canada en provenance du Kosovo. La possibilité de rejoindre leurs proches en terre canadienne leur apportera le soutien dont ils ont besoin en ces moments difficiles », a dit madame Robillard. Cette famille s'était réfugiée dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine pour fuir la crise au Kosovo. Elle a bénéficié de la procédure accélérée spéciale mise en place par le gouvernement du Canada pour permettre aux réfugiés de venir rejoindre leurs parents déjà au Canada.

Les réfugiés du Kosovo ayant des liens familiaux au Canada de même que ceux ayant des besoins spéciaux et qui n'ont aucun parent au Canada peuvent bénéficier de cette procédure spéciale de même que d'une aide à long terme en vertu d'une entente de partenariat entre CIC et des organisations gouvernementales canadiennes. À ce jour, 121 demandes de parrainage ont été déposées par des parents au Canada. Le nombre de réfugiés qui seraient susceptibles de venir au pays s'établit pour l'instant à 708.

L'accueil des réfugiés au Canada, année après année, nécessite la collaboration d'organismes internationaux tels que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Croix-Rouge de même que des provinces, et de nombreux organismes non gouvernementaux canadiens, tant à l'étranger qu'au Canada. « La contribution et le soutien de nos partenaires sont précieux et je profite de l'occasion pour le souligner », a ajouté madame Robillard.

Le Canada maintient son offre d'accueillir jusqu'à 5000 réfugiés du Kosovo s'il advenait que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés décide de procéder à une évacuation d'urgence. Le Canada a mis en place l'infrastructure nécessaire et est prêt pour recevoir ces réfugiés dans un délai de 72 heures après avoir reçu une demande du HCR.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

Nous sommes également sur internet à <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-23

MINISTER OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION TABLES THE MINISTER'S PERMITS ANNUAL REPORT

OTTAWA, April 29, 1999 - The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today tabled in the House of Commons the 1998 Annual Report to Parliament on minister's Permits.

The minister's permits are issued to persons who wish to come to or remain in Canada and would otherwise be inadmissible. They are issued for limited periods of time and can be revoked at any time. "In order to manage admission to our country, we must take into consideration the reasons why people wish to come to or remain in Canada", said Minister Robillard.

There were 2600 minister's permits issued in 1998. Fifty two percent of those were issued to persons with a criminal background, a 12 percent decline over 1997. Forty-three percent were issued to persons inadmissible for technical reasons, while 5 percent were for persons who were medically inadmissible.. The 2,600 permits represent a decline of 35 percent over 1997.

"The minister's permits provide the flexibility when admitting a person is the appropriate response despite a statutory barrier", said the Minister. "But the decisions to allow criminally and medically inadmissible persons into Canada are made after a thorough review, including consultation with provincial health authorities in medical cases. The health and safety of Canadians, are of paramount concern".

- 30 -

A fact sheet and a backgrounder, including examples of cases where Minister's Permits were issued, are attached for reference.

Information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Huguette Shouldice
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7035

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



FACT SHEET

MINISTER'S PERMITS

- Minister's Permits allow, under specific circumstances, people who would otherwise not be admissible to come to or remain in Canada. They provide the flexibility to respond to compelling situations where a person should be admitted to Canada despite a statutory barrier. When it issues permits, CIC ensures that the Canadian public is protected as the health and safety of Canadians is of paramount concern.
- The permits are issued for short periods of time and can be revoked at any time.
- Minister's Permits may be issued for a variety of reasons, whether the inadmissibility is on technical, medical or criminal grounds. Permits can be issued to facilitate family reunification, protect refugees or bring highly skilled workers to Canada. In all cases, it will have been determined that admitting, rather than barring the person is the appropriate response.
- Technical considerations, such as the lack of a visitor visa, constituted one of the major reasons why permits were issued in 1998. These permits numbered 1,088.
- One hundred and fifty-three permits were issued to medically inadmissible persons. These are issued only after a medical officer has assessed the person's condition and provincial health authorities have been consulted. Some medically inadmissible persons are granted Minister's Permits to come to or remain in Canada for a short period of time to receive medical treatment not available to them in their home countries. They must have made appropriate arrangements to pay in advance for the treatment.
- One thousand three hundred and fifty-two permits were issued to people with criminal convictions of varying degrees of severity. Decisions to allow them into Canada are made after a thorough review. A Minister's Permit is issued only if there is evidence that the person has not committed a recent offence or is unlikely to commit an offence in Canada and the need for that person to enter Canada is compelling. Immigration officers rely on criminal records, referrals from local police and the statements of applicants in deciding whether to issue such permits.
- Overall, the number of Minister's Permits issued in 1998 has declined by 35 percent compared to the previous year.

Information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Huguette Shouldice
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7035

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

EXAMPLES OF CASES WHERE MINISTER'S PERMITS WERE ISSUED

BACKGROUNDER

Medical inadmissibility (Section 19(1)(a) of the *Immigration Act*)

Family reunification

- A five-year-old suffering from athetoid cerebral palsy was considered medically inadmissible to Canada. His condition required him to have regular occupational and speech therapy, and he needed special attention at school. He was issued a permit to facilitate his adoption by a Canadian couple. Unlike most international adoption cases where the parents typically do not have an attachment to the child prior to the adoption, this child had developed a close relationship with the adoptive couple. In 1994, the couple's employer posted them in South Africa. The couple met the child at a local hospital where one of them worked with handicapped children. The couple entered into a three-year relationship with the boy, resulting in a genuine parent-child bond. The permit was issued on humanitarian and compassionate grounds.

Temporary admission for medical treatment

- The person concerned suffered from renal failure. In 1994, he had a kidney transplant in Hamilton, Ontario. In February 1997, his renal function began to deteriorate again, and it progressively decreased after that. His condition was likely to deteriorate further until he was in need of dialysis. He needed the permit to travel back to the hospital that performed the transplant for an evaluation of the renal failure by means of a kidney biopsy. A local church in the country of origin provided financial assistance for the medical treatment. The person had previously been in Canada on a Minister's Permit to have the transplant performed. A Canadian clergyman provided non-hospital accommodation for him, as during his previous stay in Canada. If he had not been issued a permit to travel to Canada for this urgent assessment of his condition, serious complications may have occurred. His permit allowed him to remain in Canada for six months.

Non-compliance with requirements (Section 19(2)(d) of the *Immigration Act*)

Family reunification - refugees

- The children in question are from their father's first marriage. The father, along with his second wife and their children, were issued immigrant visas as Convention refugees. They were landed in Canada in 1998, while the two children remained in Croatia with their mother. In September 1998, their mother died, leaving them with nobody to care for them in Croatia. When the father returned from Canada to attend the funeral, he decided to take his two children back to Canada with him. The sponsorship application for the children could not be accepted at the overseas office. A Minister's Permit was issued to allow the two children to go to Canada with their father while their sponsorship application was resubmitted from within Canada. They were both issued permits valid for one year.

Family reunification

- An Indonesian woman married a Canadian citizen in March 1998. They had a child together. Her Canadian husband had been living in Indonesia on assignment. When he had to return to Canada, he applied to sponsor his wife. During this process, it was revealed that his divorce from a previous marriage did not take effect until April 1998, making his second marriage void. This rendered him ineligible to sponsor his new wife. She was issued a permit to facilitate her entry into Canada while her sponsorship application was processed inland. Her permit was valid for one year, allowing her multiple entries into Canada.

Criminal inadmissibility (Section 19(1)(c.1) of the *Immigration Act*)**Temporary admission to take up employment**

The person concerned was convicted of two attempts at breaking and entering, burglary, and carrying a concealed weapon. The convictions occurred between 1971 and 1973. The last offence was committed when the person was 19 years old. Since that time, he has not committed any other crimes and has led a stable life. He has been married for 12 years and has an eight-year-old child. He has worked for the same employer for 20 years. He requires admission into Canada for work purposes. He is needed to repair and maintain approximately 150 milling machines sold by his employer to Canadian customers.

Familial obligations

- The person concerned came to Canada when he was seven and lived here until he was 26. At the age of 20, still in Canada, he was convicted of three break and enters, attempted robbery, and assault with a weapon. These convictions led to his deportation in 1995. He required a Minister's Permit to re-enter Canada for seven to 10 days in order to attend his sister's funeral. The permit allowed him to remain in Canada for one month at the most.

Réunion des familles

- La femme avait épousé un citoyen canadien en mars 1998. Ils avaient un enfant. L'homme travaillait et vivait en Indonésie, mais son affectation dans ce pays avait pris fin. Au moment de revenir au Canada, il a voulu parrainer sa femme. Au cours des formalités, on a constaté que le divorce d'un mariage précédent ne prenait effet qu'en avril 1998, ce qui invalidait son deuxième mariage. Il ne pouvait donc pas parrainer sa nouvelle femme. Elle a obtenu un permis ministériel afin de faciliter son admission au Canada pendant le traitement au Canada de la demande de parrainage. Son permis était valide pour un an, l'autorisant à des séjours multiples au Canada.

Alinéa 19(1)c.1) de la Loi sur l'Immigration - Non-admissibilité d'ordre criminel

Admission temporaire pour occuper un emploi

- L'homme a été reconnu coupable de deux tentatives d'introduction par effraction, de cambriolage et de port d'arme dissimulée. Ces déclarations de culpabilité se sont produites en 1971 et 1973. La dernière infraction a été commise quand l'intéressé avait 19 ans. Depuis cette époque, son casier judiciaire est resté vierge, et il a mené une vie stable. Il est marié depuis 12 ans et a un enfant de 8 ans. Il travaille pour le même employeur depuis 20 ans. Il doit venir au Canada pour travailler. Il est chargé de réparer et d'entretenir environ 150 machines de fraisage vendues par son employeur à des clients canadiens.

Obligations familiales

- L'homme est arrivé au Canada quand il avait 7 ans et y a vécu jusqu'à l'âge de 26 ans. À 20 ans, alors qu'il vivait au Canada, il a été reconnu coupable de trois accusations d'introduction par effraction, de tentative de vol et de voies de faits avec une arme. Ces déclarations de culpabilité ont fini par entraîner son expulsion en 1995. Il a demandé un permis ministériel pour revenir au Canada de 7 à 10 jours afin d'assister aux funérailles de sa sœur. Le permis l'autorisait à séjourner au Canada pendant un mois tout au plus.

Alinéa 19(1)(a) de la Loi sur l'immigration – Non-admissibilité d'ordre médical

Réunification des familles

- Parce qu'il est atteint d'infirmité motrice cérébrale athéroïde, cet enfant de cinq ans est non admissible au Canada pour des raisons d'ordre médical. À cause de sa maladie, il aura besoin de soins réguliers en thérapie occupationnelle et en orthophonie ainsi que d'une attention spéciale à l'école. On lui a accordé un permis afin de faciliter son adoption internationale par un couple canadien. Contrairement à la plupart des cas où les parents n'ont habituellement pas encore d'attachement à l'enfant qu'ils veulent adopter, cet enfant a développé des liens étroits avec le couple adoptif. En 1994, leur employeur les a affectés en Afrique du Sud. Le couple a connu l'enfant à l'hôpital local où travaillait l'un d'eux avec des enfants handicapés. Le couple a entretenu une relation de trois ans avec le garçon, ce qui a créé un véritable lien de filiation entre l'enfant et les parents adoptifs. Le permis a été délivré parce qu'il existe de solides considérations humanitaires dans ce cas.

Admission temporaire pour raison médicale

- L'homme souffre d'insuffisance rénale. En 1994, on lui a greffé un rein dans un hôpital de Hamilton en Ontario. En février 1997, son activité fonctionnelle rénale a recommencé à se détériorer; cette détérioration se poursuit progressivement depuis et se poursuivra probablement jusqu'à ce qu'il ait besoin de dialyse. Le permis est essentiel pour qu'il puisse retourner à l'hôpital qui lui a greffé le rein afin de faire évaluer la gravité de l'insuffisance rénale au moyen d'une biopsie rénale. Une Église dans son pays d'origine lui fournira l'aide financière requise pour les frais médicaux. Au moment de la greffe du rein, il était titulaire d'un permis ministériel pour séjourner au Canada. Un prêtre canadien l'hébergera comme ce fut le cas pendant son séjour précédent au Canada. S'il n'avait pas obtenu ce permis pour venir au Canada afin de faire évaluer d'urgence sa maladie, de graves complications auraient pu survenir. Son permis était valide pour six mois et autorisait des entrées multiples au Canada.

Alinéa 19(2)(d) de la Loi sur l'immigration – Non-conformité aux conditions

Réunion des familles - réfugiés

- Les enfants concernés sont du premier mariage du père. Le père, de même que sa deuxième femme et leurs enfants, ont obtenu des visas canadiens d'immigrant en qualité de réfugiés au sens de la Convention. Ils sont devenus résidents permanents du Canada en 1998, alors que les deux autres enfants demeuraient en Croatie avec leur mère. En septembre 1998, la mère est décédée ne laissant personne en Croatie pour prendre soin d'eux. Quand le père s'est rendu aux funérailles, il a décidé de ramener ses deux enfants au Canada avec lui. La demande de parrainage en faveur des enfants ne pouvait être acceptée au bureau à l'étranger. Un permis ministériel a été délivré pour permettre aux enfants de venir avec leur père au Canada, la demande de parrainage devant être présentée à nouveau au Canada même. Les deux enfants ont obtenu un permis valide pour un an.

PERMIS MINISTÉRIELS FICHE DOCUMENTAIRE

- Les permis ministériels autorisent, dans des circonstances bien précises, des personnes autrement non admissibles à entrer ou à demeurer au Canada. Ils offrent la souplesse nécessaire pour réagir à des situations impérieuses où une personne doit être admise au Canada en dépit de dispositions réglementaires contraires. Quand il délivre ces permis, CIC veille à ce que le public canadien soit protégé, car la santé et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes sont des critères prépondérants.

- Les permis sont de courte durée et peuvent être annulés en tout temps.

- Les permis ministériels peuvent être délivrés pour diverses raisons, la non-admissibilité pouvant être d'ordre technique, médical ou criminel. Ils peuvent être délivrés pour faciliter la réunion des familles, protéger les réfugiés ou faire venir des travailleurs hautement qualifiés au Canada. Dans tous les cas, on aura déterminé que l'admission de la personne plutôt que l'interdiction d'entrer est la solution indiquée.

- Des facteurs techniques, comme l'absence d'un visa de visiteur, a été l'une des principales raisons de la délivrance des permis ministériels en 1998. CIC a délivré 1 088 permis pour cette raison.

- On a délivré 1 53 permis ministériels à des personnes non admissibles pour des raisons de santé. Ce n'est qu'après évaluation de l'état de santé par un médecin et consultation des autorités provinciales en matière de santé que l'on délivre un permis dans ces cas. Certaines personnes médicalement non admissibles se voient accorder un permis ministériel pour entrer ou demeurer au Canada pour une courte période seulement, le temps de recevoir des soins médicaux inexistants dans leur pays d'origine. Elles doivent avoir pris les dispositions voulues pour défrayer ces soins à l'avance.

- On a délivré 1 352 permis à des personnes reconnues coupables d'infractions plus ou moins graves. Ce n'est qu'après une analyse approfondie du dossier que l'on autorise ces personnes à entrer au Canada. Le permis ministériel ne sera accordé que s'il est démontré que la personne en cause n'a pas commis d'infractions récemment, qu'elle est peu susceptible de contrevenir à la loi au Canada et qu'elle doit absolument venir au Canada. Pour décider de délivrer ou non un permis, l'agent d'immigration se fonde sur les casiers judiciaires, les renseignements des forces policières locales et les déclarations des requérants.

- Globalement, le nombre de permis ministériels émis en 1998 a diminué de 35 % par rapport à l'année précédente.

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Huguette Shouldice
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7035



LA MINISTRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION DÉPOSE LE RAPPORT
ANNUEL SUR LES PERMIS MINISTÉRIELS

OTTAWA, le 29 avril 1999 – La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount Ville-Marie a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le rapport annuel au Parlement sur les permis ministériels pour 1998.

Les permis ministériels sont délivrés aux personnes qui désirent venir ou demeurer au Canada et qui seraient autrement non admissibles. Ces permis sont émis pour des périodes limitées et peuvent être révoqués en tout temps. « Pour assurer la gestion de l'admission dans notre pays, nous devons prendre en compte les raisons pour lesquelles les gens désirent venir ou rester au Canada », a déclaré la ministre Lucienne Robillard.

Au total, 2600 permis ministériels ont été émis en 1998. De ce nombre 52 % ont été délivrés à des personnes ayant un dossier criminel, ce qui représente une diminution de 12 % par rapport à 1997. Et 43 % ont été délivrés à des personnes non admissibles pour des raisons techniques, tandis que 5 % l'ont été à des personnes non admissibles sur le plan médical. Les 2600 permis représentent une diminution de 35 % par rapport à 1997.

« Les permis ministériels assurent la latitude nécessaire pour admettre une personne malgré un empêchement prévu par la loi, a dit la Ministre. Mais la décision d'admettre au Canada des personnes non admissibles pour des raisons d'ordre criminel ou médical est prise au terme d'un examen approfondi, y compris des consultations avec les autorités provinciales de la santé en ce qui concerne les considérations d'ordre médical. La santé et la sécurité des Canadiens sont une préoccupation de la plus haute importance ».

- 30 -

Un fiche documentaire et une fiche d'information, comprenant des cas types où les permis ministériels sont émis, sont joints à titre informatif.

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Huguette Shoullice
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7035

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-24

APPEAL TO CANADIANS TO SPONSOR THE KOSOVAR REFUGEES

OTTAWA, May 10, 1999 – Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, and Canadian refugee non-governmental organizations (NGOs) today appealed to Canadians to assist the Kosovar refugees in Canada.

Canadians can help by sponsoring refugees in collaboration with NGOs to ensure they receive the assistance they need while in Canada.

In the past week, Canada has been assisting with the large emergency humanitarian evacuation of Kosovar refugees. So far, hundreds have been received at Canadian military reception centres in Nova Scotia, New Brunswick and Ontario. The priority now is to provide assistance once they leave the centres.

The refugees will remain on the military bases four to six weeks following their arrival in Canada but will then move into communities. Our past experience with the Indochinese and Bosnian refugees indicates that the best way to assist is by working with local communities and organizations.

“Canadians have overwhelmingly responded to our calls for help and demonstrated their generosity by offering financial assistance, food, lodging and clothing to the Kosovar refugees. We have received thousands of offers of assistance and I would like to convey my deep appreciation to everyone who has donated time and money to this undertaking. What we urgently need now from our fellow Canadians is group sponsorships to provide the refugees with the support they require,” said Minister Robillard. “This is the best way for Canadians to assist the Kosovar refugees.”

The Government of Canada and NGOs are working in partnership to facilitate and coordinate the sponsorship of Kosovar refugees by Canadian groups. Under the Canadian government’s sponsorship program, the Kosovar refugees are eligible for up to 24 months of financial support from the federal government. They will be matched with sponsoring groups in a local community. The groups will facilitate integration by providing support and orientation while the refugees reside in Canadian communities. Provinces, territories and communities will have a key role to play in advising where the Kosovars will reside. Interested sponsors in Quebec should contact the Ministère des Relations avec les citoyens et de l’Immigration.

Each year, Canada resettles thousands of refugees from around the world under its regular refugee and humanitarian resettlement programs. Canada’s commitment to welcoming 5,000 Kosovar refugees is over and above the 1999 refugee resettlement target of 7,300 government-sponsored refugees and between 2,800 and 4,000 privately sponsored refugees.



"I am especially pleased with the high degree of cooperation shown by the NGOs, the provinces, the territories and local communities in working with our government to achieve this partnership," said the Minister. "Canadians can be proud of their ability to pull together to help others in times of crisis, a tradition which has often been held up as a model for the rest of the world," the Minister added. Interested Canadians should call the Kosovo hotline at 1-888-410-0009 for more information.

- 30 -

Information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Communications
Media Relations
(613) 954-2336

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

Kosovo Hotline : **1-888-410-0009**

BACKGROUNDER

In response to a request from the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) made to various countries to offer protection to the refugees fleeing Kosovo, Canada has responded in two ways. First, Canada initially undertook fast track processing of those refugees with relatives in Canada and of refugees with particular needs. Second, Canada is also accepting 5,000 refugees under the emergency humanitarian evacuation program of the UNHCR.

Group sponsorships

As the number of refugees in military bases increases, the priority is to move them into communities across Canada. To this end, CIC and NGOs are seeking group sponsorship in designated communities across Canada to provide the refugees emotional support and orientation about life in Canada and in the communities into which they will be moving. While the refugees are in the bases, we will be meeting with them to determine their needs and the most appropriate actions to assist them.

Canada has a long history of sponsoring refugees. Both the federal government and private groups sponsor refugees. This involves such service as orientation and income support. Some refugees however have needs which go beyond what is normally available. These "special needs" refugees represent a small proportion of the number whom Canada accepts. Meeting these needs is done through partnership between the federal government and the private sponsorship group. This is called the Joint Assistance Sponsorship (JAS) program. The federal government provides up to 24 months of income support while the sponsorship groups facilitate integration by providing orientation and emotional support.

The refugees from Kosovo are "special needs" refugees. Their number however is far beyond what Canada normally accepts. As a result, there is a need for more partnership groups than we have had in many years. These sponsoring groups will help refugee families adapt to their new surroundings and local communities. This means finding suitable accommodation, familiarizing newcomers with the community, advising them of the programs and services available and offering friendship.

Federal financial support for up to 24 months

Because the refugees from Kosovo are being relocated under the JAS program, their basic financial needs (start-up costs and a living allowance) are being met by the federal government for a period of up to 24 months. Sponsoring groups, therefore, are not required to make any financial commitment.

Designated communities

A unique feature of this program is that the Canadian government, in conjunction with the provinces, has identified designated communities to receive the refugees from Kosovo. Priority is being given to communities where there is an existing Albanian population and where required support services are available.

To permit the refugees to offer each other mutual support, an emphasis is also being placed on communities where significant numbers of refugees can be settled together. Once in the communities, the refugees will be able to attend school and seek employment.

How to sponsor

In order to provide the level of support required, this program focuses on sponsorships by groups under the leadership and umbrella of Sponsorship Agreement Holders (SAH).

The SAHs are 61 religious, service and humanitarian organizations with extensive, successful experience in resettling refugees in Canada. These organizations have signed agreements with the federal government to sponsor refugees.

Alternatively, five or more individuals can form an *ad hoc* group for the purposes of sponsorship. However, such groups must first affiliate themselves with an existing community association or business associated with an SAH.

Further information and forms for prospective sponsors are available on the CIC website (<http://cicnet.ci.gc.ca>) or from the KOSOVO HOTLINE at 1-888-410-0009.

Potential sponsors are being encouraged to contact local groups experienced in refugee sponsorship and with refugee-serving organizations. Many communities have also formed planning groups to coordinate efforts to receive refugees from Kosovo.

Completed sponsorship application forms, once received, will be forwarded to provincial/regional coordinators who will be responsible for contacting the potential sponsors and providing further information and training.

What can individuals do to help?

While the formal sponsorships are made by groups, there are also many opportunities for individuals to help. Refugee service organizations will be looking for volunteers to assist in integrating the refugees in local communities.

Other offers of assistance

There is a continuing need for Albanian-speaking interpreters and translators and for doctors and nurses willing to work at the initial reception centres. Volunteers should contact the KOSOVO HOTLINE at 1-888-410-0009 or KOSOVO HOTFAX number at 1-877-880-8834.

While offers of goods are much appreciated, aid organizations can more readily use financial donations at this time. The Red Cross has set up a 24-hour message service at 1-800-418-1111 to deal with offers of goods and financial aids.

Refugees relocating in Quebec

The Government of Quebec is responsible for refugees settling in that province and has developed its own plans and support mechanisms for meeting the needs of refugees. Interested sponsors in Quebec should contact the Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration.

Other refugees

CIC works closely with NGOs to ensure that there are sufficient numbers of sponsorship groups to meet the needs of refugees from all parts of the world.

The Kosovo program is an addition to the Government of Canada's refugees regular resettlement programs that continue to respond to the needs of other refugees requiring assistance. The refugee resettlement targets for 1999 are 7,300 refugees under federal sponsorship and between 2,800 and 4,000 under private sponsorship.

As well, there will be additional kosovar refugees coming to Canada through our efforts to reunite families and help refugees with particular needs. This effort is also in response to an international appeal from the UNHCR. As of May 10, there are 308 families identified by relatives in Canada. These relatives could sponsor a potential total of 1,248 refugees of which 240 are already in Canada.

Autres types d'aide à offrir

Il y a un besoin constant d'interprètes et de traducteurs parlant l'albanais, ainsi que de médecins et d'infirmières prêts à travailler dans les centres de premier accueil. Les volontaires peuvent composer le numéro 1 888 410-0009 (ligne d'urgence-Kosovo) ou envoyer leurs coordonnées par télécopieur au numéro 1 877 880-8834 (service de télécopieur d'urgence-Kosovo).

Bien que les offres de dons en nature soient très appréciées, dans l'immédiat, les dons en argent sont davantage utiles aux organismes d'aide. La Croix-Rouge a mis sur pied un service de messagerie vocale accessible 24 h sur 24, au numéro 1 800 418-1111, afin de répondre aux offres de dons en argent et en nature.

Réfugiés s'installant au Québec

Le gouvernement du Québec est responsable de l'installation des réfugiés dans cette province; il a établi ses propres plans et mécanismes de soutien pour répondre aux besoins des réfugiés. Les groupes intéressés à parrainer des réfugiés au Québec doivent s'adresser au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI).

Autres réfugiés

CIC travaille en étroite collaboration avec les ONG pour veiller à ce que le nombre de groupes de parrainage soit suffisant pour répondre aux besoins de toutes les parties du monde. Le programme pour les réfugiés du Kosovo vient s'ajouter aux programmes ordinaires du gouvernement du Canada visant le rétablissement des réfugiés; ces programmes continuent à répondre aux besoins des autres réfugiés. Les objectifs de rétablissement des réfugiés pour 1999 sont de 7 300 réfugiés parrainés par le gouvernement et de 2 800 à 4 000 réfugiés parrainés par des groupes privés.

En outre, il y aura d'autres réfugiés kosovars qui viendront au Canada dans le cadre de nos efforts pour réunir les familles et pour aider les réfugiés ayant des besoins spéciaux. Ces efforts font également suite à un appel international du HCR. Au 10 mai, 308 familles avaient été identifiées par des membres de leur parenté au Canada. Ces parents pourraient ainsi parrainer 1 248 réfugiés au total, dont 240 sont déjà arrivés au Canada.

Collectivité désignées

Ce programme a pour caractéristique particulière le fait que le gouvernement canadien, de concert avec les provinces, a déterminé quelles collectivités seront désignées pour recevoir les réfugiés du Kosovo. La priorité est accordée aux collectivités où il existe déjà une communauté albanaise et où les services de soutien requis sont disponibles. Afin que les réfugiés soient en mesure de se soutenir mutuellement, on accorde également la priorité aux collectivités où un grand nombre de réfugiés peuvent être installés ensemble. Une fois dans les collectivités, les réfugiés pourront chercher du travail et envoyer leurs enfants à l'école.

Comment parrainer des réfugiés kosovars

Afin de fournir le niveau d'aide requis, le programme met l'accent sur le parrainage par des groupes chapeautés par des organismes signataires d'ententes de parrainage (appelés OSEP).

Il s'agit de 61 organismes religieux et humanitaires et organismes de service possédant une vaste expérience du rétablissement réussis de réfugiés au Canada. Ces organisations ont signé des ententes avec le gouvernement fédéral en vue de parrainer des réfugiés.

Une autre possibilité consiste à ce que cinq personnes ou plus se regroupent aux fins du parrainage de réfugiés. Cependant, ces groupes ponctuels doivent s'affilier à une association ou une entreprise communautaire existante, rattachée à un OSEP.

On peut obtenir de plus amples renseignements, ainsi que les formulaires nécessaires, en consultant le site internet de CIC (<http://cicnet.ci.gc.ca>) ou en composant le numéro 1 888 410-0009 (ligne d'urgence-Kosovo).

Les personnes intéressées à parrainer des réfugiés sont invitées à s'adresser aux groupes locaux ayant une expérience du parrainage de réfugiés et aux organismes de services aux réfugiés. De nombreuses collectivités ont également formé des groupes de planification afin de coordonner les efforts pour accueillir les réfugiés du Kosovo.

Lorsque nous recevons les formulaires d'offre de parrainage remplis, nous les expédierons aux coordonnateurs provinciaux ou régionaux qui se chargeront de communiquer avec les répondants intéressés et de leur fournir des renseignements complémentaires ainsi que de la formation.

Que peuvent faire les particuliers désireux d'offrir une aide

Bien que les offres de parrainage officielles doivent être présentées par des groupes, les particuliers peuvent aussi offrir de l'aide de bien des façons. Les organismes de services aux réfugiés seront à la recherche de bénévoles pour aider à l'intégration des réfugiés au sein des collectivités locales.

Pour répondre à la demande du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), invitant divers pays à offrir leur protection aux réfugiés fuyant le Kosovo, le Canada a adopté deux démarches. Tout d'abord, le Canada a entrepris de mettre en œuvre un processus accéléré de traitement des demandes provenant de réfugiés ayant des membres de leur famille au Canada ainsi que de réfugiés ayant des besoins spéciaux. Deuxièmement, le Canada a accepté d'accueillir 5 000 réfugiés dans le cadre du programme du HCR visant l'évacuation d'urgence pour des raisons humanitaires.

Parrainage par des groupes

À mesure qu'augmente le nombre de réfugiés accueillis dans les bases militaires, la priorité est maintenant de les installer dans des collectivités à travers le Canada. Dans ce but, CIC et les ONG sont à la recherche de groupes de parrainage, dans des collectivités désignées au Canada. Ces groupes offriront aux réfugiés un soutien émotif et des conseils sur la façon de vivre au Canada ainsi que dans les collectivités où ils s'installeront. Pendant que les réfugiés seront dans les bases militaires, nous les rencontrerons afin de préciser avec eux leurs besoins et la façon la plus adéquate de leur venir en aide.

Le Canada possède une longue expérience en matière de parrainage de réfugiés. Tant le gouvernement fédéral que des groupes privés peuvent jouer ce rôle. Il s'agit d'offrir des services tels qu'une orientation et un soutien financier. Certains réfugiés ont toutefois des besoins exceptionnels. Ces personnes, reconnues comme des réfugiés « ayant des besoins spéciaux », représentent une faible proportion du nombre de réfugiés que le Canada accepte. On répond à ces besoins grâce aux efforts concertés du gouvernement fédéral et de groupes de parrainage privés par l'entremise du Programme d'aide conjointe (PAC). Le gouvernement fédéral fournit une aide financière pendant une période allant jusqu'à 24 mois, tandis que le groupe de parrainage facilite l'intégration en fournissant des conseils et un soutien émotif.

Les réfugiés du Kosovo sont des réfugiés ayant des « besoins spéciaux ». Leur nombre dépasse toutefois largement celui qu'accepte le Canada en temps ordinaire. Par conséquent, il faut beaucoup plus de groupes de parrainage que ce que nous avons eus depuis plusieurs années. Ces groupes aideront les familles de réfugiés à s'adapter à leur nouvel environnement et aux collectivités dans lesquelles ils demeureront. Il faudra leur trouver un logement convenable, les familiariser avec la vie dans la collectivité, les informer des programmes et services disponibles et leur offrir notre amitié.

Soutien financier du gouvernement fédéral pendant un maximum de 24 mois

Comme les réfugiés du Kosovo sont réinstallés en vertu du Programme d'aide conjointe, le gouvernement fédéral assumera leurs dépenses essentielles (coûts d'installation et allocation de subsistance) pendant une période allant jusqu'à 24 mois. Les groupes de parrainage n'auront donc pas d'engagement financier à assumer.

Chaque année, le Canada rétablit des milliers de réfugiés venus du monde entier, dans le cadre de ses programmes courants de rétablissement des réfugiés et des personnes ayant besoin de protection pour des motifs humanitaires. L'engagement du Canada d'accueillir 5 000 réfugiés kosovars s'ajoute à l'objectif de rétablissement des réfugiés pour 1999, qui prévoyait 7 300 réfugiés parrainés par le gouvernement et de 2 800 à 4 000 réfugiés parrainés par des groupes privés.

« Je suis particulièrement heureuse de constater la génèreuse collaboration des ONG, des provinces, des territoires et des collectivités locales, qui aident notre gouvernement dans la réalisation de ce partenariat, a déclaré la Ministre. Les Canadiens peuvent être fiers de la façon dont ils unissent leurs efforts pour aider les autres dans les périodes de crise, une tradition qui est souvent citée comme modèle par le reste du monde ».

Les Canadiens intéressés sont priés d'appeler la ligne d'urgence pour le Kosovo, au 1 888 410-0009, pour obtenir de plus amples renseignements.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Communications
Relations avec les médias
(613) 954-2336

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

Ligne d'urgence Kosovo : 1 888 410-0009



APPEL AUX CANADIENS ET CANADIENNES POUR PARRAINER DES RÉFUGIÉS KOSOVARS

OTTAWA, le 10 mai 1999 – La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, et les organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes d'aide aux réfugiés ont lancé aujourd'hui un appel aux Canadiens, afin qu'ils viennent en aide aux réfugiés kosovars au Canada.

Les Canadiens peuvent prêter main forte en parrainant des réfugiés en collaboration avec les ONG, afin d'offrir toute l'assistance dont ces gens ont besoin pendant leur séjour au Canada.

Au cours de la dernière semaine, le Canada a participé aux vastes mouvements d'évacuation des réfugiés kosovars pour des motifs humanitaires. Jusqu'à présent, plusieurs centaines d'entre eux sont arrivés dans les centres d'accueil établis dans les bases militaires canadiennes en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Ontario. La priorité est maintenant de les aider lorsqu'ils quitteront les centres d'accueil.

Les réfugiés demeureront dans les bases militaires de quatre à six semaines après leur arrivée au Canada, puis ils iront vivre dans les collectivités. L'expérience vécue lors de l'arrivée au pays des réfugiés indochinois ou bosniaques indique que la meilleure façon d'aider ces personnes consiste à travailler en collaboration avec les collectivités et les organisations locales.

« Les Canadiens et les Canadiennes ont démontré une très grande générosité en offrant une aide financière ainsi que le gîte, des vêtements et de la nourriture pour les réfugiés kosovars. Nous avons reçu des milliers d'offres et je tiens à témoigner de ma profonde reconnaissance à l'égard de tous ceux et celles qui ont si généreusement donné de leur temps et de l'argent pour cette cause. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est que les Canadiens et Canadiennes forment des groupes de parrainage afin d'offrir aux réfugiés le soutien dont ils ont besoin, a déclaré la ministre. C'est la meilleure façon pour les Canadiens d'aider les réfugiés kosovars. »

Le gouvernement du Canada et les ONG travaillent de concert pour faciliter et coordonner le parrainage des réfugiés kosovars par des groupes de Canadiens. Dans le cadre du programme de parrainage du gouvernement fédéral, les réfugiés kosovars peuvent obtenir du gouvernement une aide financière pendant une période allant jusqu'à 24 mois. Les réfugiés seront jumelés avec des groupes au sein des collectivités. Ces groupes faciliteront leur intégration en offrant de l'aide et des conseils aux réfugiés pendant tout le temps où ceux-ci résideront dans les collectivités. Les provinces, les territoires et les collectivités auront un rôle crucial à jouer, en faisant savoir où les réfugiés pourraient être accueillis. Les personnes ou les groupes intéressés à parrainer des réfugiés au Québec doivent s'adresser au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.



NEWS RELEASE

99-25

CITIZENSHIP JUDGE REAPPOINTMENTS

Ottawa - May 13, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the reappointment of two Citizenship Judges.

Mr. Frank Chauvin has been reappointed as a Citizenship Judge in Windsor.

Mr. Robert Somerville has been reappointed as a Citizenship Judge in Waterloo.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

99-25

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 13 mai 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui un renouvellement de mandat pour deux juges de la citoyenneté.

Monsieur Frank Chauvin a été renommé juge de la citoyenneté à Windsor.

Monsieur Robert Somerville a été renommé juge de la citoyenneté à Waterloo.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-26

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa – May 27, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of a Citizenship Judge.

Mr. Robert Bernard Bradley, a member of the Order of Canada, served as Director of the Community Relations Branch with the Ontario Housing Corporation and is a former member of the Canadian Human Rights Tribunal. He has been appointed as a Citizenship Judge in Toronto.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

99-26

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 27 mai 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination d'un juge de la citoyenneté.

Monsieur Robert Bernard Bradley est membre de l'Ordre du Canada. Il a été directeur des relations communautaires à la Société de logement de l'Ontario, et a déjà siégé au Tribunal canadien des droits de la personne. Il a été nommé juge de la citoyenneté à Toronto.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret pour un an. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE



99-27

CANADIAN GOVERNMENT TO BAR YUGOSLAV AND SERB SENIOR OFFICIALS FROM CANADA

Ottawa – June 30, 1999 - The Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, Lucienne Robillard, today announced that the governments of the Federal Republic of Yugoslavia and the Republic of Serbia have been designated, under the *Immigration Act*, as regimes that have been engaged since February 28, 1998, in systematic and gross human rights violations and crimes against humanity.

These violations include persecution based on political, racial or religious grounds, murder, and forcible deportation. Senior officials who have served under these governments are inadmissible to Canada.

“Canada will not become a sanctuary for war criminals or people involved in atrocities,” said Minister Robillard. “This is consistent with our government’s commitment to Canadians and the international community to address war crimes and crimes against humanity.”

The designation of high-ranking government officials as inadmissible provides Canada with legal grounds on which to refuse them entry. The Montenegrin government is not included in this designation because it has overtly resisted to the policies of Yugoslav President Milosevic.

- 30 -



Media Enquiries:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Media Relations
Communications Branch
(613) 954-2336

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



C O M M U N I Q U É

99-27

LE CANADA REFUSERA L'ENTRÉE AUX HAUTS DIRIGEANTS DES RÉGIMES YUGOSLAVE ET SERBE

Ottawa – 30 juin 1999 – Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui que les gouvernements de la République fédérale de Yougoslavie et de la République de Serbie avaient été désignés aux fins de la *Loi sur l'immigration* comme régimes qui se sont livrés, depuis le 28 février 1998, à des violations graves ou répétées des droits de la personne et à des crimes contre l'humanité.

Par violations des droits de la personne, on entend des actes de persécution en raison des opinions politiques, de la race ou de la religion, des meurtres et des déportations. Les personnes qui, à un rang élevé, ont été au service de ces gouvernements ne pourront être admises au Canada.

« Le Canada ne deviendra pas un refuge pour les criminels de guerre ou pour les personnes qui ont été impliquées dans la commission d'atrocités, a déclaré Madame Robillard. Notre gouvernement s'est engagé envers les Canadiens et la communauté internationale à agir contre ceux qui commettent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. »

Le fait de désigner comme personnes non admissibles les personnes qui, à un rang élevé, ont été au service d'un régime oppressif permet au Canada de leur refuser l'admission en vertu de la Loi. Le gouvernement du Monténégro n'est pas visé par ces dispositions parce qu'il s'est opposé ouvertement aux politiques du président Milosevic.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Relations avec les médias
Communications
(613) 954-2336

Visitez notre site Internet : <http://www.cic.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-28

KOSOVARs BEGIN TO RETURN HOME

Montreal, July 2, 1999 - The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, today announced that some Kosovar refugees will start returning to their homes next week.

"We will work with the International Organization for Migration to arrange transportation home for those refugees who have voluntarily decided it is in their interest to return to Kosovo, said the Minister. Canada's commitment is to pay the return passage of any Kosovar and we are respecting that commitment."

"Of course, we will continue to offer shelter through the Canadian sponsorship program to those Kosovars who want to stay in Canada for now while they consider their long-term options over the next two years before making a decision."

Those refugees who decide to return home will leave with one month's worth of the allowances they would have received had they stayed in Canada. The IOM will be responsible for transporting them from the Skopje airport in the Former Yugoslav Republic of Macedonia to their homes.

See notes for the Minister's statement attached :

- 30 -

For information :

Eric Tetrault
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Spokesperson
Media Relations
(613) 954-2336

Visit our internet site: www.cic.gc.ca



Statement

NOTES FOR A STATEMENT

BY

THE MINISTER OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

THE HONOURABLE LUCIENNE ROBILLARD

ON THE RETURN OF KOSOVAR REFUGEES

MONTREAL, QUEBEC

JULY 2, 1999

CHECK AGAINST DELIVERY



As you know, the United Nation High Commission for Refugees (UNCHR) and the International Organization for Migration (IOM) have initiated the return of refugees to specific locations in Kosovo. This official movement is in addition to the spontaneous returns we have observed so far which saw nearly 400 000 refugees return to Kosovo.

The UNHCR gives priority to the repatriation of refugees in camps around Kosovo. This is intended to allow the organisation of returns to Kosovo and help avoid accidents with anti personal mines or other explosive devices which are still present in many places. The UNHCR has also asked receiving countries, such as Canada, outside the immediate region not to initiate massive repatriation programs at this time.

However, in Canada, a number of refugees have expressed their desire to return to Kosovo as soon as possible. This determination to go back and reconstruct is well understood and we are determined to respect this decision to return.

We have therefore launched a program aimed at identifying all refugees who wish to return to Kosovo immediately and have taken steps to facilitate this as soon as possible.

Working with the IOM, we have begun to book seats on commercial flights next week. We have also asked the IOM to plan for the possibility of using charter flights.

Let me remind you that at this stage, the refugees have three fundamental choices :

1. Return to Kosovo immediately
2. Reserve their decision for later on the understanding that the government of Canada is committed to repatriate them if they so wish within 24 months of their arrival in Canada.
3. Decide to make Canada their new permanent home.

The information we have today indicates that there are many areas of Kosovo which are not safe and that the current conditions for resettlement are difficult. For that reason, we are advising refugees to obtain as much information as they can before making their decision. They know they are welcome in Canada if they wish to wait or even to stay permanently.

In summary, we will respect the choice of refugees by repatriating those who wish to return as soon as possible. And, we will complete our program of re-location into Canadian communities for those who wish to postpone their decision or to stay permanently in Canada.

Comme vous le savez, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont commencé officiellement à rapatrier des réfugiés dans certains secteurs précis du Kosovo. Ce mouvement officiel s'ajoute au mouvement spontané qui a déjà ramené au Kosovo près de 400 000 réfugiés.

Le Haut Commissariat travaille en priorité à rapatrier les réfugiés qui sont dans les camps autour du Kosovo. Cette disposition vise à permettre l'organisation du retour sur place et à prévenir des accidents liés aux mines anti personnel ou aux autres explosifs qui sont toujours présents dans plusieurs endroits du Kosovo. Le HCR a demandé aux pays éloignés du Kosovo qui ont reçu des réfugiés, comme le Canada, de ne pas entreprendre maintenant de rapatriement sur une grande échelle.

Toutefois, au Canada, certains réfugiés ont exprimé le désir de retourner au Kosovo dans les plus brefs délais. Nous comprenons cette volonté de retourner et cette détermination à reconstruire, et nous sommes déterminés à respecter ce choix.

Nous avons donc lancé un programme d'identification des réfugiés qui veulent retourner au Kosovo immédiatement et pris les dispositions pour qu'ils puissent atteindre leur destination le plus rapidement possible.

Nous avons donc, par l'entremise de l'OIM, commencé à réserver des places sur les vols commerciaux pour la semaine prochaine. Nous avons également demandé à l'OIM de prévoir des arrangements par vols nolisés.

Je vous rappelle qu'à ce stade, les réfugiés ont trois choix qui se présentent à eux :

1. Retourner au Kosovo dans les plus brefs délais ;
2. Réserver leur décision pour plus tard, le gouvernement du Canada s'étant engagé à rapatrier les réfugiés qui le désirent d'ici la fin du programme de deux ans;
3. Rester au Canada de façon permanente et s'établir dans nos localités.

L'information dont nous disposons aujourd'hui nous porte à croire que plusieurs endroits du Kosovo ne sont toujours pas sécuritaires et que les conditions actuelles ne facilitent pas le rétablissement à très court terme. Aussi, nous conseillons aux réfugiés d'obtenir toute l'information possible avant de prendre une décision. Ils savent qu'ils sont les bienvenus au Canada s'ils décident d'attendre ou de demeurer en permanence au pays.

En bref, nous comptons respecter le choix des réfugiés en rapatriant dès que possible tous ceux et celles qui le désirent. Nous irons de l'avant avec le programme de relocalisation vers les localités canadiennes de tous ceux et celles qui veulent se donner plus de temps pour prendre cette décision ou qui désirent faire du Canada leur pays d'adoption.

Déclaration

NOTES POUR UNE DÉCLARATION

DE

L'HONORABLE LUCIENNE ROBILARD

MINISTRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

LE RETOUR DES RÉFUGIÉS KOSOVARIS

MONTREAL (QUEBEC)
2 JUILLET 1999

PRIORITÉ AU DISCOURS PRONONCÉ



RETOUR AU KOSOVO POUR CERTAINS RÉFUGIÉS

Montréal, le 2 juillet 1999 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a annoncé aujourd'hui que certains réfugiés kosovars commenceront à rentrer chez eux dès la semaine prochaine.

« Nous collaborons avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en vue de prendre les dispositions nécessaires pour le retour volontaire des réfugiés qui ont jugé qu'il était préférable pour eux de rentrer au Kosovo, a indiqué la Ministre. Le Canada s'est engagé à payer les frais du voyage de retour de tout Kosovar, et nous respectons cet engagement. »

« Il est entendu que nous continuerons d'héberger, par l'entremise du programme canadien de parrainage, les Kosovars qui souhaitent rester au Canada pour le moment et prendre le temps, au cours des deux prochaines années, d'évaluer leurs options à long terme avant de décider quoi que ce soit. »

Les réfugiés qui décident de retourner chez eux recevront, à leur départ, un montant équivalent aux allocations qu'ils auraient touchées pendant un mois s'ils étaient restés au Canada. L'OIM sera responsable du transport des Kosovars de l'aéroport de Skopje, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, à leur ancien domicile.

Voir les notes pour la déclaration de la Ministre ci-jointes :

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Porte-parole
Relations avec les médias
(613) 954-2336

Nous sommes également sur Internet : www.cic.gc.ca



NEWS RELEASE

99-29

APPOINTMENT AND REAPPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa – July 7, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced an appointment and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointment has been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Mr. Robin Martial Guay is a lawyer. He was formerly a municipal councillor with the City of Jonquière and director of the Saguenay-Lac St-Jean Regional Health and Social Services Board, the Lac Kénogami Development Corporation and the Fjord du Saguenay Regional County Municipality. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Hugh B. Evelyn has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Mr. Robert Gaudet has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Patricia Rucker has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Ms. Joan Kouri has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Martine Lavoie has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Ms. Dominique Leclercq has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Mr. Carl O. Whittaker has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

99-29

NOMINATION ET RENOUVELLEMENT DE MANDATS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 7 juillet 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui une nomination et le renouvellement de mandats à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). La nomination est conforme aux modalités du Comité consultatif ministériel établies en mars 1995.

Monsieur Robin Martial Guay est avocat. Il a été conseiller municipal pour la ville de Jonquière ainsi qu'administrateur de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Saguenay - Lac St-Jean, de la Corporation de développement du Lac Kénogami et de la Municipalité régionale de comté du Fjord du Saguenay. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Hugh B. Evelyn a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Monsieur Robert Gaudet a été renommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Patricia Rucker a été renommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Madame Joan Kouri a été renommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Martine Lavoie a été renommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Madame Dominique Leclercq a été renommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Monsieur Carl O. Whittaker a été renommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements :

Eric Tetrault,
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-30

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

Ottawa – July 7, 1999 - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of a Citizenship Judge.

Mr. Gurcharan Singh Bhatia, a member of the Order of Canada, is President and founding member of East West Insurance and Financial Services Ltd. Canada. He has served as editor and publisher of the Canadian Link, served as a member of the Canadian Human Rights Commission, and is the recipient of the Commemorative Medal for the 125th anniversary of Canadian Confederation. He has been appointed as a Citizenship Judge in Alberta.

Judges are appointed by Order in Council to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information:

Eric Tetrault
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

99-30

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

Ottawa, le 7 juillet 1999 - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination d'un juge de la citoyenneté.

Monsieur Gurcharan Singh Bhatia, membre de l'Ordre du Canada, est président et membre fondateur des East West Insurance and Financial Services Ltd. Canada. Il a rempli les fonctions de rédacteur en chef et d'éditeur de Canadian Link, a été membre de la Commission canadienne des droits de la personne, et a obtenu la Médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération canadienne. Il a été nommé juge de la citoyenneté en Alberta.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Eric Tetrault
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-32

ASSISTANCE TO TURKISH NATIONALS AFFECTED BY THE EARTHQUAKE

Ottawa, August 24, 1999 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Thornhill, announced measures today to respond to the needs of those directly affected by last week's earthquake in Turkey and complement the Canadian relief efforts already underway.

"I share the concerns of the Canadian Turkish community and I am pleased to say that my department is ready to respond to the needs of families and individuals affected", said Minister Caplan.

Positive steps will be taken to facilitate the early admission of family class applicants who have been directly affected by these events. Those who have applications in progress in Ankara will be dealt with as expeditiously as the situation in Turkey will allow. Turkish students, visitors and temporary workers, who are in Canada, will be able to seek extensions to their stay if their home conditions are not suitable for their return to Turkey.

"In recognition of the severity of the situation in Turkey, I have instructed my officials to take the most humane and flexible approach in dealing with this emergency situation, as Canada has done in similar situations in the past", added Minister Caplan.

- 30 -

For media inquiries:

René Mercier
Minister's Office
(613) 954-1064

Peter Lamey
Media Relations
(613) 941-7018

Visit our Internet site : www.cic.gc.ca





COMMUNIQUÉ

99-3

MESURES POUR AIDER LES RESSORTISSANTS TURCS TOUCHÉS PAR LE SÉISME

Ottawa, le 24 août, 1999 - Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Thornhill, a annoncé aujourd'hui que des mesures seront prises pour venir en aide aux personnes qui sont directement touchées par le tremblement de terre de la semaine dernière en Turquie. Ces mesures viennent s'ajouter aux autres mesures mises en oeuvre par le Canada pour aider la population turque.

« Je partage les préoccupations de la communauté turque au Canada et je suis heureuse d'affirmer que mon ministère est prêt à répondre aux besoins des familles et des personnes affectées par le séisme », a déclaré la ministre Caplan.

Des dispositions seront prises pour faciliter l'admission anticipée des demandeurs de la catégorie de la famille qui sont directement touchés par ces événements. Les demandes actuellement à l'étude à Ankara seront traitées aussi rapidement que le permet la situation en Turquie. Les étudiants, les visiteurs et les travailleurs temporaire turcs qui sont actuellement au Canada pourront demander une prolongation de leur séjour si les conditions dans leur pays ne sont pas propices à leur retour.

« Compte tenu de la gravité et de l'urgence de la situation en Turquie, j'ai demandé aux fonctionnaires de mon ministère d'aborder cette situation avec la plus grande compassion possible et beaucoup de souplesse, comme ils l'ont déjà fait par le passé lors de situations semblables », a ajouté la ministre Caplan.

- 30 -

Information:

René Mercier
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Peter Lamey
Relations avec les médias
(613) 941-7018

Nous sommes également sur Internet: www.cic.gc.ca





News Release / Communiqué

99-33

CANADA AND NEWFOUNDLAND AND LABRADOR SIGN AGREEMENT ON IMMIGRATION

ST. JOHN'S, September 1, 1999 - Federal Minister of Citizenship and Immigration, Elinor Caplan, provincial Minister for Intergovernmental Affairs, Walter Noel, and provincial Minister of Industry, Trade and Technology, Sandra Kelly, today signed an agreement to establish a provincial nominee class of immigrants in Newfoundland and Labrador.

This five-year agreement gives Newfoundland and Labrador the right to designate immigrants who will meet specific needs consistent with its policies on immigration and economic and industrial development.

The government of Canada will continue to ensure that statutory requirements relating to health, security and criminality are met while allowing greater flexibility for the admission of immigrants who can respond to needs specific to Newfoundland and Labrador.

This agreement demonstrates the commitment of the federal government to collaborate with the provinces in making the immigration program more efficient," said Minister Caplan. "The two levels of government are in a better position to plan for the future."

Minister Kelly said: "The provincial nominee agreement will give the government of Newfoundland and Labrador a broader, more flexible means of attracting immigrants who will contribute to the growth in the economy. The skills that new immigrants bring to the province, whether they are industrial, entrepreneurial or other, will help expand the growing expertise we already have in a diversity of sectors."

Immigration is something the province is increasingly interested in," Minister Noel stated. "We look forward to working cooperatively with the federal government over the course of this agreement to bring skilled people to our country, and keep them in our province. This agreement is an excellent example of how both levels of government can collaborate for the greater good."

New Brunswick, Saskatchewan, Manitoba and British Columbia already have similar programs. Newfoundland and Labrador will now have a program in place to actively seek skilled workers from around the world to work and live in the province. In addition, the program is expected to create a number of spin-off jobs and opportunities within the province.

A detailed application kit is available through the provincial Department of Industry, Trade and Technology, and can be provided to interested immigrants or their representatives upon request. Once the application is completed, the Department processes it and decides whether the candidate qualifies for nomination.

- 30 -

For Information

René Mercier
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Tony Marshall
Director, Atlantic Region
Citizenship and Immigration Canada
(902) 426-1752

Jackie Simon
Communications
Department of Industry, Trade and Technology
(709) 729-0050

Ron Fitzpatrick
Communications
Department of Intergovernmental Affairs
(709) 729-2077

Visit these Internet sites:

Citizenship and Immigration
Department of Industry, Trade and
Technology
Department of Intergovernmental Affairs

<http://www.cic.gc.ca>
<http://www.success.nfld.net>
<http://www.gov.nf.ca/exec/iga/iga-ovr.htm>

Provincial Nominee Agreement Backgrounder

- The Provincial Nominee Agreement provides the province of Newfoundland and Labrador with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to the province, which takes into account industrial and economic priorities and labour market conditions.
- Newfoundland and Labrador will recruit potential candidates who will be of significant benefit to its industrial and economic development and be able to successfully establish themselves in the province.
- Newfoundland and Labrador will be entitled to nominate 300 candidates over five years, from 1999 to 2004.
- Newfoundland and Labrador will provide a nomination strategy to the federal government to identify target markets and potential source countries and regions.
- The federal government will evaluate candidates nominated by Newfoundland and Labrador against admissibility criteria, which will include security, criminal and medical checks. The federal government will also continue to issue immigrant visas to the provincial nominees who meet the criteria.
- The federal government and Newfoundland and Labrador will jointly develop an evaluation framework for the provincial nominee program. The evaluation will review Newfoundland and Labrador's recruitment strategies, analyse the extent to which the nominees have contributed to provincial industrial and economic development, and determine how successfully the nominees have established themselves in the province.
- The agreement takes effect on the date of signing and will remain in effect for five years.

Entente concernant les candidats d'une province Fiche d'information

- L'entente concernant les candidats d'une province fournit à la province de Terre-Neuve et du Labrador un mécanisme lui permettant d'accroître les bienfaits économiques de l'immigration, en tenant compte de ses priorités dans les secteurs de l'économie et de l'industrie et des conditions du marché du travail dans la province.
- La province de Terre-Neuve et du Labrador recrutera des candidats qui sont en mesure de faire une contribution importante au développement économique et industriel de la province et qui ont de bonnes chances de s'y établir avec succès.
- Sur une période de cinq ans, soit de 1999 à 2004, la province de Terre-Neuve et du Labrador pourra désigner 300 candidats.
- La province de Terre-Neuve et du Labrador fournira au gouvernement fédéral une stratégie aux fins de désignation des candidats, laquelle permettra de déterminer les groupes recherchés de même que les régions et pays sources possibles.
- Le gouvernement fédéral évaluera les candidats désignés par Terre-Neuve et le Labrador en fonction de divers critères d'admission, notamment en effectuant les vérifications des antécédents sur le plan de la santé, de la criminalité et de la sécurité. En outre, le gouvernement fédéral sera toujours responsable de délivrer les visas d'immigrant aux candidats désignés par la province qui satisfont aux exigences.
- Le gouvernement fédéral et la province de Terre-Neuve et du Labrador élaboreront conjointement un cadre d'évaluation pour le programme des candidats de la province. L'évaluation permettra d'examiner les stratégies de recrutement de la province, d'analyser dans quelle mesure les candidats ont contribué au développement industriel et économique de la province et de déterminer dans quelle mesure également les candidats ont réussi à s'installer.
- L'entente entre en vigueur à la date de sa signature et demeurera en vigueur pour une période de cinq ans.

Il est possible d'obtenir une trousse de demande détaillée du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie; cette trousse peut être remise aux immigrants intéressés ou à leur représentant sur demande. Lorsque la demande est remplie, le ministère procède au traitement pour déterminer si le demandeur a les qualifications requises pour être désigné comme candidat.

Renseignements :

René Mercier
Cabinet de la Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Tony Marshall
Directeur, Région de l'Atlantique
Citoyenneté et Immigration Canada
(902) 426-1752

Visitez les sites Internet suivants :

Citoyenneté et Immigration Canada
Ministère de l'Industrie, du Commerce et
de la Technologie
Ministère des Affaires intergouvernementales

<http://www.cic.gc.ca>
<http://www.succcess.nfld.net>
<http://www.gov.nf.ca/exec/iga/iga-ovr.htm>

Ron Fitzpatrick
Communications
Ministère des Affaires intergouvernementales
(709) 729-2077

Jackie Simon
Communications
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
(709) 729-0050

Communiqué / News Release

99-33

LE CANADA ET LA PROVINCE DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR SIGNENT UNE ENTENTE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

ST. JOHN'S, le 1^{er} septembre 1999 – La ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Elleanor Caplan, le ministre provincial des Affaires intergouvernementales, Walter Noel, et la ministre provinciale de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Sandra Kelly, ont signé aujourd'hui une entente qui permettra à la province de Terre-Neuve et du Labrador de choisir des candidats aux fins d'immigration.

Cette entente, d'une durée de cinq ans, accorde à Terre-Neuve et au Labrador le droit de désigner des immigrants qui répondent à des besoins particuliers conformément aux politiques de la province en matière d'immigration et de développement économique et industriel.

Le gouvernement du Canada demeurera responsable de l'application des dispositions concernant les exigences statutaires relativement à la santé, à la sécurité et à la criminalité, tout en permettant une plus grande souplesse au chapitre de l'admission d'immigrants qui répondent à des besoins particuliers de Terre-Neuve et du Labrador.

« Cette entente illustre la volonté du gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces dans le but d'accroître l'efficacité du programme d'immigration, a précisé la ministre Caplan. Les deux ordres de gouvernement peuvent ainsi mieux planifier pour l'avenir. »

« Grâce à l'entente relative aux candidats de la province, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador pourra utiliser des moyens plus nombreux et plus souples pour attirer des immigrants susceptibles de contribuer à la croissance économique de la province, a indiqué la ministre Kelly. Les compétences de ces nouveaux immigrants, qu'elles soient dans les domaines de l'industrie, de l'entrepreneuriat ou autres, permettront à la province de perfectionner les compétences dont elle est déjà dotée dans de nombreux secteurs. »

« La province s'intéresse de plus en plus à l'immigration, a ajouté le ministre Noel. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec le gouvernement fédéral pour mettre en œuvre cette entente dans le but d'accueillir et de garder dans notre province des gens qualifiés; cette entente illustre très bien comment les deux paliers de gouvernement peuvent travailler ensemble pour le bien de la collectivité. »

Le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan, le Manitoba et la Colombie-Britannique ont déjà signé des ententes du même genre. D'ores et déjà, la province de Terre-Neuve et du Labrador pourra activement rechercher des travailleurs qualifiés partout dans le monde et les convaincre de venir travailler et s'installer dans la province. Il est prévu que la mise en œuvre de l'entente permettra également de créer un certain nombre d'emplois secondaires et d'autres possibilités d'emploi.



NEWS RELEASE

99-34

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa - October 14, 1999 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Thornhill, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointment was made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Mr. Jean Guy Jam, a lawyer from Plessisville, has been practising law since 1996. In addition to being president and administrator of the Fonds de développement industriel action inc. (FDIA), Mr. Jam is also administrator of the Fonds d'investissement local de la MRC de l'Érable inc. (FIL). He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions : the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For information : René Mercier
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca





COMMUNIQUÉ

99-34

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Ottawa, le 14 octobre 1999 - Madame Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Thornhill, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Cette nomination est conforme aux modalités du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Monsieur Jean Guy Jam, avocat de Plessisville, pratique le droit depuis 1996. En plus d'agir comme président et administrateur du Fonds de développement industriel action inc. (FDIA), monsieur Jam est également administrateur du Fonds d'investissement local de la MRC de l'Érable inc. (FIL). Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : René Mercier
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : www.cic.gc.ca





NEWS RELEASE

99-35

CANADA COMMITS TO A DYNAMIC IMMIGRATION PROGRAM IN 2000

OTTAWA, November 1, 1999 -- The Minister of Citizenship and Immigration, Elinor Caplan, today tabled in the House of Commons the 2000 Immigration Plan, which sets out the number of immigrants and refugees projected to come to Canada next year.

The Immigration Plan for 2000, entitled *Canada -- The Place to Be*, sets out estimates of between 177,900 and 195,700 immigrants and between 22,100 and 29,300 refugees. Together, this means a plan for between 200,000 and 225,000 newcomers to arrive in Canada in 2000.

"Service improvements across the system, and widespread recognition of our unparalleled quality of life here in Canada makes me confident that these targets will be met next year," the Minister said. "I also see 2000 as a transition year toward more encompassing and long-term planning for our immigration and refugee programs. Our long term goal should remain an annual program of 1% of our population."

The Minister said that immigrants and refugees were vital in helping Canada continue its leadership role in the new economy. She said newcomers bringing diverse skills and openness to the world have provided Canada with a distinct comparative advantage in the global marketplace.

Minister Caplan said Citizenship and Immigration employees had responded well to a busy year with the refugee crisis in Kosovo, consultations on proposed changes to immigration legislation, expansion of the temporary worker and international student programs.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Peter Lamey
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7018

See attached backgrounder for details of the 2000 Plan.

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



BACKGROUNDER

Immigration Plan, 2000

Immigrant Category	Range
Skilled Workers	100,500 - 113,300
Business	15,000 - 16,000
Provincial/Territorial Nominees	1,400
Spouses, Fiancé(e)s and Children	42,000 - 45,000
Parents and Grandparents	15,000 - 16,000
Other	
• Live-in Caregiver Program	
• Special Categories	4,000
Total Immigrant	177,900 - 195,700

Refugee Category	Range
Government-assisted	7,300
Privately Sponsored	2,800 - 4,000
Refugees Landed in Canada and Dependants Abroad	10,000 - 15,000 2,000 - 3,000
Total Refugee	22,100 - 29,300
Total Immigrant and Refugee	200,000 - 225,000

DOCUMENT D'INFORMATION

Plan d'immigration, 2000

Catégorie d'immigrants	
Travailleurs qualifiés	100 500 - 113 300
Gens d'affaires	15 000 - 16 000
Candidats d'une province ou d'un territoire	1 400
Conjoints, fiancé(e)s et enfants	42 000 - 45 000
Parents et grands-parents	15 000 - 16 000
Autres	
• Programme concernant les aides familiaux résidents	
• Catégories spéciales	4 000
Total immigrants	
177 900 - 195 700	
Fourchette	
Catégorie de réfugiés	
Pris en charge par le gouvernement	7 300
Parrainés par le secteur privé	2 800 - 4 000
Réfugiés reconnus comme tels au Canada et personnes à charge à l'étranger	10 000 - 15 000
	2 000 - 3 000
Total réfugiés	
22 100 - 29 300	
Total immigrants et réfugiés	
200 000 - 225 000	



LE CANADA EST DÉTERMINÉ À METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE D'IMMIGRATION DYNAMIQUE POUR 2000

OTTAWA, 1^{er} novembre 1999 -- La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, madame Elinor Caplan, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le Plan d'immigration de 2000, qui présente les nombres d'immigrants et de réfugiés dont l'admission est prévue au Canada pour la prochaine année.

Le Plan d'immigration pour 2000, intitulé *Le Canada...pays par excellence*, présente des niveaux estimatifs, prévoyant l'arrivée de 177 900 à 195 700 immigrants et de 22 100 à 29 300 réfugiés. Au total, cela signifie que le nombre de nouveaux arrivants au Canada en 2000 devrait s'établir entre 200 000 et 225 000.

« Grâce à l'amélioration des services et à la réputation fort bien connue du Canada pour sa qualité de vie sans égale, je suis confiante que nous atteindrons les objectifs établis pour l'an prochain, a déclaré la Ministre. Je considère aussi 2000 comme une année de transition vers une planification de nos programmes pour les immigrants et les réfugiés fondée sur une perspective plus globale et à plus long terme. L'objectif que nous visons est d'atteindre un niveau d'immigration annuel représentant 1 % de la population. »

La Ministre a ajouté que l'apport des immigrants et des réfugiés est vital dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour demeurer un leader dans la nouvelle économie. Selon elle, les compétences diverses des nouveaux arrivants et leur ouverture sur le monde constituent un avantage concurrentiel particulier pour le Canada sur les marchés mondiaux.

La Ministre a conclu en mentionnant que le personnel de Citoyenneté et Immigration a su bien relever au cours de la dernière année les nombreux défis importants qui se sont posés, notamment la crise des réfugiés du Kosovo, les consultations sur les changements proposés à la législation de l'immigration et l'élargissement des programmes à l'intention des travailleurs temporaires et des étudiants.

- 30 -

Renseignements :

Denik Hodgson
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Peter Lamey
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7018

Voir le document d'information ci-joint pour plus de renseignements sur le plan de l'an 2000.

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

99-36

Appointment of Immigration And Refugee Board Chair

Ottawa - November 17, 1999 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced the appointment of Peter Showler as Chair of the Immigration and Refugee Board (IRB), for a period of three years. Mr. Showler replaces Nurjehan Mawani, who served as Chair of the independent tribunal since 1992.

Peter Showler is a lawyer who graduated with a Bachelor of Arts from Carleton University and a Bachelor of Laws from Dalhousie University in Nova Scotia. Mr. Showler has been a member of the IRB since 1994. As a member of the Convention Refugee Determination Division, he has developed country specialties which include Eastern Europe, Africa and the Francophonie. Prior to serving on the IRB, he was Executive Director of an Ottawa-based non-profit community legal services clinic. He has also served as an Adjunct Professor of Law at the University of Ottawa where he taught courses in immigration and refugee law and the history of Canadian immigration policy.

"It is clear to me that Canadians want to see a faster but fair refugee determination process in this country," said Minister Caplan. "The IRB has made significant progress toward this goal and I expect this to continue. Peter Showler brings the right mix of experience, intellect, and solid values to this job. I look forward to working with him."

The IRB is Canada's largest independent quasi-judicial tribunal. It is responsible for refugee determination in Canada, for hearing appeals against deportation orders and refusals of sponsored applications for permanent residence, for detention reviews, and inquiries concerning inadmissibility to Canada.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
or
Isabelle Savard
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

99-36

Nomination du président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Ottawa – le novembre 17 1999 - M^{me} Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui la nomination de M. Peter Showler au poste de président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) pour un mandat de trois ans. M. Showler remplace M^{me} Nurjehan Mawani qui était la présidente de ce tribunal indépendant depuis 1992.

Peter Showler est un avocat qui a obtenu un baccalauréat en arts de l'Université Carleton ainsi qu'un baccalauréat en droit de l'Université Dalhousie de la Nouvelle-Écosse. M. Showler est commissaire à la CISR depuis 1994. À titre de commissaire de la Section du statut de réfugié, il s'est spécialisé dans les cas de certains pays, notamment ceux d'Europe de l'Est, de l'Afrique et de la Francophonie. Avant d'occuper un poste à la CISR, il a été directeur exécutif d'une clinique communautaire de services juridiques sans but lucratif d'Ottawa. Il a aussi été professeur adjoint de droit à l'Université d'Ottawa où il a enseigné le droit de l'immigration et des réfugiés ainsi que l'histoire de la politique d'immigration du Canada.

« Il me paraît évident que les Canadiens et les Canadiennes souhaitent que leur pays se dote d'un processus de reconnaissance du statut de réfugié plus rapide, mais toujours équitable, a dit M^{me} Caplan. La CISR a fait des progrès importants en ce sens, et je m'attends à ce qu'elle poursuive ses efforts. M. Showler pourra nous faire profiter d'une combinaison idéale d'expérience, de connaissances et de valeurs solides. Je lui offre d'ailleurs mon entière collaboration. »

La CISR est le plus important tribunal quasi-judiciaire indépendant au Canada. Il a pour mandat de déterminer le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, d'entendre les appels contre des mesures d'expulsion et le rejet de demandes de résidence permanente parrainées, d'examiner les motifs de la détention et de mener les enquêtes sur l'admissibilité de certaines personnes au Canada.

- 30 -

Renseignements :

Derik Hodgson

ou

Isabelle Savard
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>





NEWS RELEASE

99-37

A CITIZENSHIP OF CANADA ACT PROPOSED IN PARLIAMENT

Ottawa – November 25, 1999 – A Bill to strengthen the value of Canadian citizenship was tabled in the House of Commons today.

Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, proposed the Citizenship of Canada Act to strengthen the value of Canadian citizenship by better defining what it means to be Canadian and by setting clearer criteria for acquiring citizenship.

“Citizenship is at the heart of what it means to be Canadian. One of the ways we define ourselves as individuals is through our citizenship,” said Minister Caplan.

Citizenship is an important part of who we are, and the government has listened to what people across this country have to say about it. Similar citizenship legislation was introduced last fall. It reflected the views of Canadians that were gathered over several years. The legislation tabled today reflects what the government heard from Canadians and through the legislative process.

The proposed legislation establishes clear, fair and objective criteria for Canadian citizenship, ensures that future Canadians have a link to Canada, and provides measures to protect the integrity of Canadian citizenship. The proposed legislation:

- Sets more precise terms of residence, requiring that applicants be physically present in Canada for three years of the six years prior to applying. This provides flexibility for people who must be out of the country for extended periods of time, while allowing future Canadians to demonstrate their loyalty and allegiance to Canada – two pledges they make when they recite the oath of citizenship. A clear definition also ensures consistent and objective decision-making.
- Includes reasonable limits on the number of generations that citizenship can be passed on to children born abroad. A person born outside Canada to a Canadian will have Canadian citizenship. If that person stays abroad and in turn has a child, that child will have to apply to retain citizenship and meet the residency requirement before age 28. This introduces clear limits that are not in the current law.
- Maintains the integrity of Canadian citizenship. The Minister will be able to annul a person's citizenship if it was obtained through a false identity or if that person had been prohibited for criminal activities under Canadian citizenship law.
- Simplifies the decision-making process and allows for quicker processing of applications. Citizenship applications will be dealt with by people delegated by the Minister. All applications will be decided based on criteria set out in the law.

- Allows for a faster and more effective revision of decisions. Applicants will be able to ask the Minister to review the facts that led to the refusal of their application. The Minister in turn will be able to overturn a refusal. This improves current legislation whereby applications cannot be reviewed by the Minister but must go through the courts. Applicants can also choose judicial review where a federal court judge will hear the case. If the refusal is found to be inappropriate, the judge will request a new decision from the Minister.
- Allows for better promotion of the value of citizenship. Citizenship commissioners (currently called citizenship judges) will have an increased role in promoting active citizenship in the community. They will advise the Minister on citizenship issues and continue to preside over citizenship and reaffirmation ceremonies.
- Offers a new oath that clearly expresses loyalty to Canada. The current oath, which dates back to 1947, does not make reference to Canada. The new oath will also require citizens to commit to respecting the rights and freedoms of citizens and upholding the values of our democracy.
- Establishes that a foreign child adopted by a Canadian citizen can receive citizenship abroad without having to first become a permanent resident. This reduces the distinction between children born abroad adopted by a Canadian and children born abroad to a Canadian and is consistent with the Canadian Human Rights Act.

"I believe that this legislation reflects what Canadian citizenship should mean to each and every one of us," said Minister Caplan.

If passed, the Citizenship of Canada Act would represent the first major reform of citizenship legislation in more than twenty years.

- 30 -

Media Enquiries:

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Public Enquiries:

Montreal, call (514) 496-1010
Toronto, call (416) 973-4444
Vancouver, call (604) 666-2171

If you are anywhere else in Canada, call toll free 1-888-242-2100

For additional copies please fax your request to (613) 954-7619

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca> for all information related to the Citizenship act of Canada

- Les décisions seront révisées plus rapidement et plus efficacement. Les demandeurs pourront demander au ministre d'examiner les faits qui ont motivé le refus de leur demande. Le ministre pourra alors casser une décision de refus. Cela constitue une amélioration par rapport à la loi actuelle, selon laquelle le ministre n'a pas le pouvoir de réexaminer une demande, ce pouvoir incombant aux tribunaux. Les demandeurs pourront également décider de demander le contrôle judiciaire d'une décision; un juge de la Cour fédérale sera alors saisi de la question. S'il est décidé que le refus est déraisonnable, le juge pourra demander au ministre de réexaminer sa décision.
- La nouvelle loi insiste sur la valeur de la citoyenneté. Les commissaires à la citoyenneté (c'est-à-dire les juges de la citoyenneté actuels) joueront un rôle accru, une de leurs tâches consistant à encourager la participation active des citoyens au sein de la collectivité. Ils conseilleront le ministre relativement à des questions de citoyenneté et continueront de présider les cérémonies de citoyenneté et de réaffirmation de la citoyenneté.
- Le serment est modifié pour exprimer clairement la loyauté au Canada. Le serment actuel, qui date de 1947, ne fait aucune référence au Canada. En prêtant le nouveau serment, les citoyens s'engageront entre autres à respecter les droits et les libertés des citoyens et à soutenir les valeurs démocratiques de notre pays.
- Un enfant étranger adopté par un citoyen canadien pourra acquérir la citoyenneté à l'étranger sans devoir obtenir d'abord la résidence permanente. Ainsi, sera atténuée la distinction entre les enfants nés à l'étranger qui sont adoptés par un Canadien et les enfants nés d'un Canadien à l'étranger. Cette disposition est conforme à la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

« Cette législation reflète, à mon avis, le sens que doit revêtir la citoyenneté canadienne pour chacun d'entre nous », a conclu la Ministre.

Si la Loi sur la citoyenneté au Canada est adoptée, il s'agira de la première réforme importante de la législation en matière de citoyenneté en plus de vingt ans.

- 30 -

Renseignements, médias :

Derik Hodgson
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064
René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Renseignements, public :

Montréal, (514) 496-1010
Toronto, (416) 973-4444
Vancouver, (604) 666-2171
Ailleurs au Canada, sans frais : 1 888 242-2100

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires, veuillez placer votre commande au numéro de télécopieur (613) 954-7619

Visitez notre site Internet : <http://www.cic.gc.ca> pour toute information relative à la Loi sur la citoyenneté au Canada

COMMUNIQUE

PROPOSITION AU PARLEMENT DE LA LOI SUR LA CITOYENNETÉ AU CANADA

Ottawa – le 25 novembre 1999 – Un projet de loi visant à valoriser davantage la citoyenneté canadienne a été déposé à la Chambre des communes aujourd'hui.

Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, propose la Loi sur la citoyenneté au Canada qui valorisera davantage la citoyenneté canadienne en établissant des conditions claires pour l'acquérir et en précisant ce que cela signifie que d'être Canadien.

« La citoyenneté est au cœur de notre identité à titre de Canadiens. C'est par notre citoyenneté, entre autres, que nous nous définissons comme individus », a souligné la Ministre.

Comme la citoyenneté est un élément important de notre identité, le gouvernement a écouté ce que les gens partout au pays avaient à dire sur la question. Une loi semblable, qui a été déposée l'automne dernier, tenait compte des vues recueillies auprès des Canadiens au cours de plusieurs années. Le projet de loi déposé aujourd'hui reflète les points de vue qui ont été exprimés au gouvernement par les Canadiens et dans le cadre du processus législatif.

La législation proposée établit des conditions claires, justes et objectives pour l'acquisition de la citoyenneté canadienne, garantissant que les futurs Canadiens ont un lien avec le Canada et prévoit des mesures visant à protéger l'intégrité de la citoyenneté canadienne. Voici les éléments les plus importants de ce projet de loi.

- Les exigences en matière de résidence de plus précises : les demandeurs devront vivre effectivement au Canada pendant trois ans au cours des six années précédant la présentation de leur demande. Cela donne la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins des personnes qui doivent s'absenter du Canada pendant de longues périodes, tout en permettant aux futurs Canadiens de démontrer leur loyauté et leur allégeance au Canada – engagement qu'ils prennent en prêtant le serment de citoyenneté. Une définition claire garantissant également la constance et l'objectivité des décisions.

- Certaines limites sont imposées quant au nombre de générations dont les membres nés à l'étranger peuvent acquérir la citoyenneté par filiation. Une personne née d'un citoyen canadien à l'étranger du Canada sera citoyen canadien. Si cette personne demeure à l'étranger et y a un enfant, cet enfant devra présenter une demande pour conserver sa citoyenneté et satisfaire aux exigences en matière de résidence avant d'atteindre l'âge de 28 ans. Il s'agit de limites claires que la loi actuelle ne prévoit pas.
- L'intégrité de la citoyenneté canadienne est protégée. Le ministre aura le pouvoir d'annuler la citoyenneté dans le cas d'une personne qui l'a obtenue en utilisant une fausse identité ou d'une personne qui, en raison de ses activités criminelles, est non admissible selon la législation canadienne en matière de citoyenneté.

- La prise de décisions est simplifiée, permettant de traiter les demandes plus rapidement. Ce sont des personnes auxquelles le ministre aura délégué ce pouvoir qui examineront les demandes de citoyenneté. Toutes les demandes seront évaluées en fonction des conditions prévues dans la législation.



NEWS RELEASE

2000-01

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

OTTAWA - January 6, 2000 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Thornhill, has today announced the appointment of a Citizenship Judge.

George Springate, a member of the Order of Canada, is a tenured professor in criminal and civil law at John Abbott College. Early in life, Mr. Springate joined the Montreal Police Department where he became "the voice" of the force and was seen daily on CFCF-TV for eight years. While a full-time member of the police force, he earned a Bachelor of Arts from Sir George Williams University and then two law degrees from McGill University. Mr. Springate was an elected member of the Quebec National Assembly for eleven years, during which time he was also a member of the Montreal Alouettes of the Canadian Football League. He has been appointed as a Citizenship Judge in the province of Quebec.

Judges are appointed by Order in Council to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

2000-01

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 6 janvier 2000 - Madame Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Thornhill, a annoncé aujourd'hui la nomination d'un juge de la citoyenneté.

George Springate, membre de l'Ordre du Canada, est professeur permanent de droit criminel et civil au John Abbott College. Au début de sa carrière, M. Springate a fait partie du Service de Montréal; il y est devenu la « voix » du service de police, en apparaissant tous les jours à CFCF-TV pendant huit ans. Pendant qu'il était membre à temps plein du service de police, il a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université Sir George Williams, puis deux diplômes en droit de l'Université McGill. M. Springate a, par ailleurs, été élu à l'Assemblée nationale du Québec où il a siégé pendant onze ans période pendant laquelle il a également fait partie de l'équipe des Alouettes de Montréal de la Ligue canadienne de football. Il a été nommé juge de la citoyenneté au Québec.

Les juges de la citoyenneté sont nommés par décret. Ils veillent à ce que soient respectées les modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements : Derik Hodgson
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

2000-02

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA - January 6, 2000 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced three appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointments were made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Michael A. Ross, a lawyer from North Vancouver, has been working with the British Columbia Provincial Ombudsman office since 1986. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Vancouver.

Kashi Mattu, a lawyer from Vancouver, has been working with British Columbia Hydro and Power Authority since 1994. Ms. Mattu has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Vancouver.

Douglas Scott Cochran, a lawyer from Vancouver, has had his own law practice since 1984 and has been a College professor since 1989. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca





COMMUNIQUÉ

2000-02

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 6 janvier 2000 - Madame Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui les trois nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations ont été effectuées avec l'aide du Comité consultatif ministériel dans le cadre du processus mis en place en mars 1995.

Michael A. Ross, un avocat de North Vancouver, est à l'emploi du bureau de l'ombudsman de la province de la Colombie-Britannique depuis 1986. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Vancouver.

Kashi Mattu, une avocate de Vancouver, est à l'emploi de British Columbia Hydro and Power Authority depuis 1994. M^{me} Mattu a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Vancouver.

Douglas Scott Cochran, un avocat de Vancouver, a son propre cabinet d'avocat depuis 1984 et enseigne au niveau collégial depuis 1989. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements :

Derik Hodgson
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

00-06

LANDING FEE ELIMINATED FOR REFUGEES

OTTAWA, February 28, 2000 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced that, as part of the federal Budget, the Right of Landing Fee (ROLF) is eliminated for refugees. This change is effective as of 16:00 EST on February 28, 2000.

"After extensive consultations, the Government of Canada has decided to eliminate this fee for refugees. Refugees have already faced enormous difficulties and stresses," said Minister Caplan. "By eliminating this fee we help them to get on with their lives and to integrate successfully into Canadian society."

Specifically, the ROLF is being eliminated for Convention refugees, members of Humanitarian Designated Classes (HDC), dependents eligible for concurrent processing with persons found to be Convention refugees by the Immigration and Refugee Board, people accepted under the Post-Determination Refugee Claimants in Canada (PDRCC) class, and people who are granted landed immigrant status in Canada owing to humanitarian and compassionate considerations including their relationship to a person in one of the aforementioned categories.

At the time of this announcement (16:00 EST, February 28, 2000) people who have not yet been landed will not have to pay the ROLF. Those who have already paid the ROLF will get a refund, while those who took out a government loan to pay the ROLF will have it excused.

The ROLF was introduced in 1995 as part of a government-wide effort to ensure that people who benefit from government programs and services pay a portion of the associated costs. It applies to all new arrivals in Canada including skilled workers, entrepreneurs, business immigrants, investors and members of the family class. Landing in Canada provides these new immigrants with many benefits, including enhanced social and economic opportunities, and extensive integration and settlement services, such as language training and assistance in finding jobs.

The requirement to pay the ROLF remains unchanged for applicants in other immigrant categories. The Right of Landing Fee is fixed at \$975 and is payable by people 19 years of age and over, irrespective of the country of origin or the province of destination. The ROLF is refunded if an applicant is not landed.

- 30 -

For information: Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Media Relations
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-2336

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Canada



COMMUNIQUÉ

00-

SUPPRESSION DU DROIT EXIGÉ POUR L'ÉTABLISSEMENT DANS LE CAS DES RÉFUGIÉS

OTTAWA, le 28 février 2000 - Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a annoncé aujourd'hui que le budget fédéral prévoit l'élimination du droit exigé pour l'établissement (DEPE) dans le cas des réfugiés, à compter de 16 h 00, HNE, le 28 février 2000.

« Après une vaste concertation, le gouvernement du Canada a décidé de ne plus exiger le paiement de ce droit dans le cas des réfugiés. Ces réfugiés ont déjà subi tellement de difficultés et de stress, a déclaré M^{me} Caplan. En supprimant le droit exigé pour l'établissement, nous les aidons à commencer une nouvelle vie et à s'intégrer à la société canadienne. »

Le DEPE est supprimé dans le cas des réfugiés au sens de la Convention, des membres de catégories d'immigrants précisées pour des motifs d'ordre humanitaire, des personnes à la charge des réfugiés au sens de la Convention reconnus comme tels par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et qui sont admissibles au traitement simultané de leurs demandes, des personnes acceptées en qualité de demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada (DNR SRC) et des personnes auxquelles est octroyé le droit d'établissement au Canada pour des motifs d'ordre humanitaire, notamment en raison de leur relation avec des personnes de l'une des catégories susmentionnées.

Les personnes qui n'ont pas encore obtenu la résidence permanente au moment de l'annonce de l'élimination du DEPE (16 h, HNE, le 28 février 2000) n'auront pas à payer de droit. Celles qui ont déjà payé le DEPE seront remboursées, et celles qui ont obtenu un prêt du gouvernement pour acquitter le droit bénéficieront d'une remise de dette.

Le DEPE a été instauré en 1995 dans le cadre des mesures prises à l'échelle du gouvernement, pour faire payer une partie des frais des services et des programmes du gouvernement aux personnes qui en profitent directement. Le DEPE était exigé de tous les nouveaux arrivants qui s'établissaient au Canada, dont les travailleurs qualifiés, les entrepreneurs, les gens d'affaires immigrants, les investisseurs et les membres de la catégorie de la famille. Le droit d'établissement apporte aux nouveaux immigrants de nombreux avantages, dont des avantages sociaux et économiques accrus ainsi que l'accès à d'importants services d'aide à l'établissement et à l'intégration, comme les cours de langue et l'aide à la recherche d'emploi.

Les autres catégories d'immigrants continuent de devoir payer le DEPE. Le droit exigé pour l'établissement est de 975 \$ et doit être payé par toute personne de plus de 19 ans, quel que soit son pays d'origine ou la province de destination. Le DEPE est remboursé dans les cas où le demandeur n'obtient pas le droit d'établissement.

- 30 -

Pour information : Derik Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Relations avec les médias
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-2336

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Canada

NEWS RELEASE

00-09

CAPLAN TABLES NEW IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT

OTTAWA, April 6, 2000 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today introduced a new Immigration and Refugee Protection Act designed to curb criminal abuse of the immigration and refugee systems while expanding policies to attract the world's best and brightest to Canada.

"Closing the back door to those who would abuse the system allows us to ensure that the front door will remain open," said Minister Caplan, "both to genuine refugees and to the immigrants our country will need to grow and prosper in the years ahead."

The new legislation creates severe penalties—fines of up to \$1 million and life in prison — for people smugglers and those caught trafficking in humans.

The Act also introduces new measures to strengthen the integrity of the refugee determination system. These include front-end security screening of all claimants, clarified grounds for detention, fewer appeals to delay the removal of serious criminals, and suspension of refugee claims for those charged with crimes until the courts have rendered a decision.

In addition, the legislation promises faster but fair decisions on refugee claims by consolidating several current steps and protection criteria into a single decision at the Immigration and Refugee Board, and by combining increased use of single-member panels with an internal paper appeal at the Board.

The immigration system will also be bolstered by denying sponsorship to those convicted of spousal abuse, those in default of spousal or child support payments and those on social assistance. The legislation also creates new inadmissibility classes for cases involving fraud or misrepresentation on immigration applications. It requires physical residence in Canada for at least two out of every five years to maintain permanent residence.

"Canadians have made it clear they want a system based on respect—both for our laws and for our traditional openness to newcomers—and that is why we are striving to be faster but fair in all of our decision making," said Minister Caplan.

The Minister also promised supporting regulations over the coming months to keep the "front door" open to refugees and to the increased number of immigrants Canada will need to grow and prosper in the future. These will include a strengthened overseas refugee resettlement program, an expanded family class, new selection criteria to attract more highly skilled and adaptable independent immigrants, and the creation of an "in-Canada" landing class for temporary workers, foreign students and spouses already established in Canada and wishing to stay.

The expanded family class will increase the age at which a dependent child can be sponsored from under 19 to under 22 and allow spouses and children to apply for permanent residence from within Canada. The Minister also expressed her willingness to pursue discussions with the provinces over further expansion of the family class.

This sweeping new legislation, following on the recent budget announcement of increased funding for more officers at ports of entry, stepped-up overseas interdiction, backlog clearance across the system, and elimination of the Right-of-Landing fee for refugees, affirms immigration as a key priority for the government over the years to come.

“These reforms strike a balance between strengthened enforcement measures to prevent abuse and our clear need to attract more skilled workers, speed up family reunification and honour our humanitarian tradition of offering safe haven to those truly in need of protection,” said Minister Caplan.

The new legislation replaces an act that was first passed in 1976 and that has been amended more than 30 times. Work on the new legislation began in 1997 and has evolved through extensive consultations at both the ministerial and officials level with the provinces, the territories, the legal community, non-governmental organizations and the general public.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



Closing the Back Door....

Penalties

What we are doing:

- Increasing penalties for existing offences.
- Creating a new offence for human trafficking.
- Extending Criminal Code counterfeiting provisions (which currently apply only to passports) to cover any immigration document or travel document (with an exemption for refugees).
- Allowing for the seizure of assets in cases of migrant smuggling and trafficking.
- Providing new authority to seize citizenship documents to prevent fraud.
- Creating a new offence for those who provide false counsel.
- Creating a new monetary penalty system to encourage compliance with the law.
- Raising the penalty to life in prison for migrant smuggling and trafficking.

Increased Overseas Interdiction

What it is:

- More immigration control officers stationed at our offices abroad to direct genuine refugees to appropriate missions or international organizations while preventing undocumented persons from seeking irregular channels of migration to Canada.

Why we're doing it:

- To discourage those not in need of protection from coming to Canada through irregular means.

Front-End Security Screening

What it is:

- A security check now starts when a person makes a refugee claim.

Why we are doing it:

- We want to catch criminals and security risks at the start of the process and speed genuine refugees through the system. Currently, a security screening is carried out only once a person is granted refugee status by the Immigration and Refugee Board (IRB).

Detention

What we are doing:

- The legislation clarifies the grounds for detaining those arriving as part of criminally organized smuggling operations in addition to those who are suspected of being security risks, war criminals and violators of human rights and criminals.

Why we are doing it

- To maintain the integrity of the refugee determination system for security cases.
- To keep those who pose a security risk off the streets.

Admissibility Hearing

What it is:

- A hearing before an independent adjudicator to make decisions on whether a person is admissible to Canada.

Why we're doing it:

- With front-end security screening, we need a mechanism to make fair and fast decisions on security cases. The hearing is necessary to avoid 'limbo' cases that could result from front-end security screening and no linked mechanism to render decisions on security cases quickly.

Exclusion from the Refugee Determination System

What we are doing:

- Barring access for serious criminals, security risks, organizers of criminal operations, or violators of human rights. A 'serious criminal' in this context means a person who has been convicted of an offence punishable by 10 years or more and has received a sentence of 2 years or more.

Why we are doing it:

- To prevent abuse of the refugee protection system by those who are not deserving of protection.

Eliminating Appeals

What we are doing

- Eliminating the appeal to the Immigration Adjudication Division (IAD) for serious criminals, security risks, members of criminal organizations and war criminals. There will remain recourse to judicial review with leave by the Federal Court.

Why we are doing it:

- To streamline the process and avoid costly legal delaying tactics for those seeking to avoid removal.

Suspension of a Refugee Claim

What it is:

- Ability to suspend a person's protection application to the IRB if he or she has been charged with a crime. The claim would be suspended until the Courts have rendered a decision on the case.

Why we're doing it:

- To prevent abuse of the system by those who come to Canada not because they need protection but because they intend to engage in crime.

Repeat Claims

What we are doing

- Extending the period after which a new claim can be made from 90 days to one year.

Why we are doing it

- To avoid the 'revolving door' phenomenon where failed refugee claimants return to Canada and make multiple claims.

Pre-Removal Risk Assessment

What it is:

- Repeat claimants, failed refugee claimants and those found to be inadmissible to Canada will go directly to a 'pre-removal risk assessment'. Those who are inadmissible for reasons of serious criminality, or threat to the national interest will have their need for protection balanced against the threat they pose to the national interest or security.

Why we're doing it:

- Legally, Canada is obligated to assess the risk of return for anyone claiming a protection need.

Detention and Day Parole

What we are doing:

- Incarcerated foreign criminals under removal order will be excluded from day parole.

Why we are doing it:

- Persons facing deportation are less likely to respect conditions for temporary release. Also it is inconsistent to integrate individuals into Canadian society who are to be deported on completion of their sentence.

Streamlined Security Certificate Process:

What we are doing:

- Applying the current security certificate process that applies only to non-permanent residents to permanent residents as well. The process involves: a signature by two Ministers to the effect that the person is inadmissible on grounds of security, and a review of the certificate by a Federal Court judge.

Why we are doing it:

- To make it easier to remove permanent residents who pose a serious threat to national security.

New Global Case Management System

What we are doing:

- Introducing a new Global Case Management system to modernize our tracking system.

Why we are doing it:

- Our current technology infrastructure is seriously out of date. GCMS will enhance client service and allow for better case tracking. The new system will significantly enhance our ability to identify, track and remove those who pose a danger to Canadian society.

New Inadmissibility Classes

What they are:

- Two new classes of persons who will be inadmissible to Canada: (1) representatives of governments against which Canada has imposed sanctions; (2) those who committed fraud or misrepresentation on an immigration application.

Why we are doing it:

- To bar from Canada criminals and those who commit fraud or serious misrepresentation when applying for entry to Canada.

Strengthening Sponsorship Obligations:

What we are doing:

- Persons in default of court-ordered spousal or child support payments will be denied the right to sponsor.
- Persons convicted of a crime related to domestic abuse will be denied the right to sponsor, with flexibility to exempt particular cases on compassionate grounds.
- New legislative provisions will improve the ability of the federal government to recover the costs of social assistance in cases of sponsorship default.
- Current provisions will be clarified to prevent those on social assistance from sponsoring family members.

Why we are doing it:

- To strengthen the integrity of the sponsorship program.

Business Immigration

What we are doing:

- Establishing objective criteria to assess business experience for both the investor and entrepreneur programs.
- Creating a new net worth requirement for entrepreneurs.

Why we are doing it:

- To strengthen the integrity of the business immigration program.

Objective Criteria for Permanent Residence

What we are doing:

- Introducing a clear physical residency requirement to retain permanent residence status: A person must be physically present in Canada for a cumulative period of 2 years in every 5 working years to retain permanent residence.
- Developing a fraud-resistant permanent residence card.

Why we are doing it (respectively):

- To implement a clear objective standard that is easier to administer.
- To replace a document that is easy to forge with one that has state-of-the-art security features.

Streamlining Appeals

What we are doing:

- Restricting appeals by family class sponsors of inadmissible persons.
- Introducing a new leave requirement for those appealing visa officer decisions from overseas.
- Limiting Humanitarian and Compassionate applications to one per year.

Why we are doing it:

- To avoid unnecessary delays in the system, and to speed up removals.



Opening the Front Door Wider....

Improving Client Service

What we are doing:

- Piloting new approaches to redesign CIC's overseas service delivery.
- Introducing the Global Case Management System.

Why we are doing it:

- For faster processing, quality decisions and increased transparency.

Managing the inventory and clearing up backlogs

What we are doing:

- Designating new funds to clear up backlogs.
- Improving the management of the inventory of applications for permanent residence and for immigration visas abroad.

Why we are doing it:

- To serve Canadians, permanent residents and potential immigrants faster and more effectively.
- To achieve our immigration goals.

Expanding the Family Class

What we are doing:

- Broadening the definition of 'dependent child' by increasing the age from under 19 to under 22.
- Opening up adoption provisions in keeping with the principle of the *best interests of the child*.
- Modernizing the definition of family class to ensure consistency in accordance with government legislation under consideration – family class will include spouses, common-law and same sex partners.

Why we are doing it:

- To reflect the high value Canadians place on the family.
- To achieve our immigration goals.
- To reflect the changing nature of social relationships in Canada.

Facilitating Family Reunification

What we are doing:

- Creating an in-Canada landing class for sponsored spouses and partners.
- Exempting sponsored spouses and dependent children from the admission bar related to excessive demand on health or social services.
- Reducing the age at which Canadian citizens or permanent residents are eligible to sponsor from 19 to 18.
- Reducing the length of the sponsorship requirement from 10 years to 3 years for spouses and common-law opposite and same sex partners.
- Exploring the possibility of a 'guarantor' arrangement for those who want to sponsor family member but cannot meet the Low Income Cut-Off.

Why we are doing it:

- To make it easier for families to be reunited as soon as possible.
- To reflect the requirements of federal legislation.

Incorporating Best Interests of the Child

What we are doing:

- Incorporating the principle of the *best interests of the child* in appropriate provisions of the Immigration and Refugee Protection Act.

Why we are doing it:

- To uphold our international legal obligations as a signatory to three UN Conventions on the Rights of the Child.
- To reflect the high value Canadians place on the well being of children.

Modernizing the Selection System: Skilled Workers

What we are doing:

- Moving away from an occupation-based model to one focused on flexible and transferable skills.
- Assigning more weight to education.
- Increasing the relative weight of having knowledge of an official language but ensuring that language is not a bar to admission.

Why we are doing it:

- To attract the 'best and the brightest' to Canada and advance our long-term immigration goal of 1% of the population annually.

Expanding the Temporary Worker Program

What we are doing:

- Facilitating the entry of temporary workers through a more service-oriented approach.
- Creating an in-Canada landing class for temporary workers.
- Allowing recently graduated foreign students who meet the criteria for economic immigration, have a permanent job offer and have been working in Canada to land from within Canada.
- Pursuing agreements with individual sectors or firms to identify and meet short-term labour market needs.

Why we are doing it:

- To allow the immediate needs of employers to be met faster.
- To expand our access to the global labour market.
- To attract and keep the world's 'best and the brightest'.

Strengthening Refugee Protection: Overseas Resettlement

What we are doing:

- Amending the criteria for 'ability to establish in Canada' to include social as well as economic factors and extending the period required to 'establish' to 3-5 years.
- Pursuing agreements with NGOs to locate, identify, refer and pre-screen refugee applications in areas where refugees are most in need of protection.
- Ensuring that those in urgent need of protection are brought to Canada within days.

Why we are doing it:

- To ensure that the need for protection is the overriding objective in resettlement from abroad.
- To focus existing resources on areas where refugees are most in need of protection.

Facilitating Family Reunification

What we will do:

- Process overseas families as a unit, including extended family members of refugees whenever possible.
- Allow dependents of refugees selected inland or abroad to be processed as part of the same application for a period of one year after a refugee has acquired permanent resident status.

Why we are doing it:

- To facilitate the reunification of refugees with their family members as soon as reasonably practicable.

Faster and Fair Refugee Processing Inland

What we are doing:

- Requiring eligibility decisions to be made within 72 hours.
- Consolidating protection decisions at the IRB to examine all risk grounds at a single hearing. Grounds will include the Geneva Convention, the Convention Against Torture and the risk of cruel or unusual treatment or punishment.
- The use of single-member panels as the norm supported by the establishment of a paper appeal on merit.
- Reducing the waiting period from 5 to 3 years for landing in Canada of undocumented refugees who are unable to obtain documents from their listed country of origin because there is no central authority in that country to issue documents.

Why we are doing it:

- To allow genuine refugees to be processed faster so that their lives are not put in limbo while they await decisions crucial to their future.
- To provide a fair opportunity to correct error in law or fact in the first instance, and increase the integrity of the decision-making process.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour nous assurer que le besoin de protection constitue la priorité dans les cas de réfugiés sélectionnés à l'étranger;
- Concentrer les ressources existantes dans les régions où les réfugiés ont beaucoup besoin de protection.

Faciliter la réunion des familles

Ce que nous faisons :

- Traiter en même temps, si possible, toutes les demandes d'une même famille de réfugiés sélectionnés à l'étranger, y compris les membres de la famille élargie;
- Autoriser l'inclusion, dans l'année suivant l'obtention de la résidence permanente par le revendicateur principal, des revendications des membres de sa famille présentes au Canada ou à l'étranger;

Pourquoi nous le faisons :

- Pour faciliter la réunion des familles de réfugiés dès que cela est raisonnablement possible.

Traiter plus rapidement et équitablement les demandes de réfugiés

Ce que nous faisons :

- Exiger qu'une décision soit rendue quant à la recevabilité de la demande dans les 72 heures;
- Unifier la prise de décision en matière de protection à la CISR afin que tous les motifs liés aux risques courus soient examinés au cours d'une seule audience, en fonction des motifs prévus dans la Convention de Genève et de la Convention contre la torture, et des risques de peines ou de traitements cruels ou inusités;

- Utiliser couramment des tribunaux d'un seul commissaire et prévoir un appel à l'intérieur sur le fond;

- Faire passer la période d'attente de 5 à 3 ans pour l'octroi du droit d'établissement au Canada aux réfugiés sans pièces d'identité qui ne réussissent pas à en obtenir de leur pays d'origine, qui fait partie des pays énumérés où il n'y a aucune autorité centrale chargée de les délivrer.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour accélérer le traitement des demandes de réfugiés authentiques, afin que leur vie ne soit pas en suspens dans l'attente de décisions cruciales pour leur avenir;
- Pour donner une chance équitable de corriger une erreur de droit ou de fait et pour accroître l'intégrité du processus de prise de décisions.

- Pourquoi nous le faisons :*
- Pour que les familles soient réunies le plus facilement et le plus rapidement possible.
 - Pour respecter les dispositions de la législation fédérale.

Enchâsser le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant

Ce que nous faisons :

- Enchâsser le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les dispositions pertinentes de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour honorer nos obligations juridiques internationales en tant que signataire des trois Conventions des Nations Unies sur les droits de l'enfant;
- Pour illustrer toute la valeur que les Canadiens accordent au bien-être des enfants.

Moderniser le mode de sélection : Travailleurs qualifiés

Ce que nous faisons :

- Remplacer un modèle fondé sur les professions par un autre axé sur des compétences flexibles et transférables;
- Attribuer davantage d'importance à l'instruction;
- Accroître la valeur relative de la connaissance d'une langue officielle mais faire en sorte que la langue n'empêche pas l'admission;

Pourquoi nous le faisons :

- Attirer au Canada « les meilleurs et les plus brillants » et progresser vers la réalisation de notre objectif à long terme visant à atteindre 1 % de la population.

Élargir le programme à l'intention des travailleurs temporaires

Ce que nous faisons :

- Faciliter l'entrée des travailleurs temporaires par une approche davantage centrée sur le service;
- Créer une catégorie de demandeurs de l'intérieur du Canada pour certains travailleurs temporaires;
- Permettre aux diplômés étrangers de travailler de façon satisfaisante aux critères d'admission comme immigrants économiques, ont une offre d'emploi permanent et ont travaillé au Canada
- Réaliser des ententes individuelles avec des secteurs ou des entreprises pour cerner les besoins à court terme sur le marché du travail et y répondre.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour répondre plus rapidement aux besoins des employeurs;
- Pour améliorer notre accès à la main-d'œuvre mondiale;
- Pour attirer et garder les travailleurs « les meilleurs et les plus brillants » du monde.

Renforcer la protection des réfugiés : Réfugiés sélectionnés à l'étranger

Ce que nous faisons :

- Modifier les critères relatifs à la « capacité de s'établir au Canada » en ajoutant des facteurs sociaux et économiques, et en faisant passer de 3 à 5 ans la période d'établissement;
- Négocier des ententes avec les ONG pour repérer, identifier, recommander des réfugiés et procéder à la présélection des demandes dans les régions où les réfugiés ont beaucoup besoin de protection;
- S'assurer que les personnes qui ont un urgent besoin de protection sont transportées au Canada dans un délai de quelques jours.

Ouvrir toute grande la porte...

Améliorer le service à la clientèle

Ce que nous faisons :

- Mettre à l'essai de nouvelles approches pour la prestation des services de CIC à l'étranger.
- Implanter le Système mondial de gestion des cas.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour accélérer le traitement, augmenter la qualité des décisions et accroître la transparence.

Gérer le volume des demandes et éliminer l'arrière

Ce que nous faisons :

- Prévoir de nouveaux fonds pour éliminer l'arrière;
- Améliorer la gestion du volume des demandes de résidence permanente et de visas d'immigrant présentées à l'étranger.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour servir plus rapidement et plus efficacement les Canadiens, les résidents permanents et les immigrants éventuels;
- Pour atteindre les niveaux d'immigration que nous avons fixés.

Élargissement de la catégorie de la famille

Ce que nous faisons :

- Élargir la définition d'« enfant à charge » en faisant passer de moins de 19 ans à moins de 22 ans l'âge limite;
- Élargir les dispositions touchant l'adoption afin de respecter le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant;
- Moderniser la définition de la catégorie de la famille pour assurer la conformité avec la législation gouvernementale à l'étude – la catégorie de la famille inclura les conjoints, les conjoints de fait et les partenaires de même sexe.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour bien montrer toute l'importance que les Canadiens accordent à la famille;
- Pour atteindre les niveaux d'immigration que nous avons fixés.
- Pour tenir compte de l'évolution des relations au sein de la société au Canada.

Faciliter la réunion des familles

Ce que nous faisons :

- Créer une nouvelle catégorie de demandeurs de l'intérieur du Canada pour les conjoints et les partenaires permanents;
- Éliminer la notion de non-admissibilité pour motif de fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé dans le cas du parrainage du conjoint et des enfants à charge;
- Faire passer de 19 à 18 ans l'âge auquel les citoyens canadiens et les résidents permanents peuvent devenir répondant;
- Faire passer de 10 à 3 ans la durée de l'engagement d'aide lié au parrainage du conjoint, du conjoint de fait et du partenaire de même sexe;
- Explorer la possibilité de permettre aux personnes désireuses de parrainer un membre de leur famille, mais dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu, de faire « garantir » leur parrainage.

- Pour interdire l'entrée au Canada des criminels et de ceux qui ont recours à la fraude ou qui font de fausses déclarations graves pour venir au Canada.

Renforcer les obligations des répondants

Ce que nous faisons :

- Les personnes en défaut de paiement de la pension alimentaire du conjoint ou de l'enfant imposée par le tribunal n'auront pas le droit de parrainer;
- Les personnes reconnues coupables d'un crime de violence familiale seront privées du droit de parrainer, à l'exception de cas particuliers comportant des considérations humanitaires;
- Les nouvelles dispositions législatives amélioreront la capacité du gouvernement canadien de recouvrer les coûts de l'aide sociale accordée dans les cas de manquement aux engagements de parrainage;
- Les dispositions actuelles seront clarifiées afin d'interdire aux prestataires de l'aide sociale de parrainer les membres de leur famille.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour relever l'intégrité du Programme de parrainage.

Immigration des gens d'affaires

Ce que nous faisons :

- Etablir des critères objectifs pour évaluer l'expérience des affaires à la fois des investisseurs et des entrepreneurs.
- Fixer un nouveau montant pour l'avoir net exigé des entrepreneurs.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour relever l'intégrité du Programme d'immigration des gens d'affaires.

Critères objectifs de la résidence permanente

Ce que nous faisons :

- Etablir une exigence claire concernant la résidence effective pour pouvoir garder le statut de résident permanent. Il faut être effectivement présent au Canada pendant une période cumulative de deux ans pour chaque période de cinq ans si l'on veut conserver la résidence permanente.
- Instaurer une carte de résident permanent difficile à frauder.

Pourquoi nous le faisons (respectivement) :

- Pour mettre en place une norme objective claire plus facile à appliquer.
- Pour remplacer un document facile à falsifier par un document comportant les caractéristiques de sécurité les plus récentes.

Simplification des appels

Ce que nous faisons :

- Limiter les appels des répondants concernant des membres de la famille non admissibles.
- Introduire une nouvelle obligation de demander l'autorisation d'appeler des décisions des agents des visas à l'étranger.
- Limiter les demandes fondées sur des considérations humanitaires à une par année.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour éviter les retards inutiles et pour accélérer le renvoi.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour éviter le phénomène de la « porte tournante », c'est-à-dire le retour au Canada des revendicateurs du statut de réfugié déboutés qui présentent des revendications multiples.

Évaluation des risques avant le renvoi

Ce que c'est :

- Les réitérants, les revendicateurs déboutés et les personnes jugées non admissibles au Canada seront immédiatement assujettis à une évaluation des risques avant le renvoi. Les personnes non admissibles en raison d'un crime grave ou d'une menace pour l'intérêt national verront leur demande de protection évaluée en fonction de la menace qu'elles constituent pour l'intérêt national ou la sécurité.
- L'également, le Canada est tenu d'évaluer le risque de renvoyer dans son pays quiconque réclame sa protection.

Détention et semi-liberté

Ce que nous faisons :

- Les criminels étrangers incarcérés et sous le coup d'une mesure de renvoi seront exclus de la semi-liberté.
- Les individus frappés d'expulsion sont moins susceptibles de respecter les conditions d'une libération temporaire. Il est également incohérent d'intégrer à la société canadienne des individus qui seront expulsés à la fin de leur peine.

Processus simplifié de l'attestation de sécurité

Ce que nous faisons :

- Appliquer également aux résidents permanents le processus actuel de l'attestation de sécurité qui ne vise que les non-résidents permanents. Le processus suppose la signature de deux ministres attestant que la personne est non admissible pour des motifs de sécurité et un examen de l'attestation par un juge de la Cour fédérale.
- Pour faciliter le renvoi des résidents permanents qui constituent une menace grave à la sécurité nationale.

Nouveau système mondial de gestion des cas

Ce que nous faisons :

- Mettre en place un nouveau Système mondial de gestion des cas afin de moderniser notre système de suivi.
- Notre infrastructure technologique courante est passablement dépassée. Le SMGC améliorera le service au client et permettra un meilleur suivi des cas. Le nouveau système augmentera beaucoup notre capacité d'identifier, de suivre et de renvoyer les individus qui constituent un danger pour la société canadienne.

Nouvelles catégories de personnes non admissibles

Ce qu'elles sont :

- Deux nouvelles catégories de personnes seront non admissibles au Canada : 1) les représentants de gouvernements contre lesquels le Canada a pris des sanctions ; 2) ceux qui ont eu recours à la fraude ou à des fausses déclarations dans une demande d'immigration.

- Pour protéger l'intégrité du système de détermination du statut de réfugié dans les cas relevant de la sécurité.
- Pour mettre à l'écart les individus qui constituent un risque pour la sécurité.

Audience sur l'admissibilité

Ce que c'est :

- Audience devant un arbitre indépendant afin de décider si la personne est admissible au Canada.

Pourquoi nous le faisons :

- Outre le contrôle sécuritaire préliminaire, il nous faut un mécanisme décisionnel rapide et équitable pour les cas relevant de la sécurité. L'audience est essentielle pour éviter que des cas restent indéterminés à la suite du contrôle sécuritaire préliminaire sans qu'il y ait de mécanisme ultérieur pour trancher rapidement les cas relevant de la sécurité.

Exclusion du système de détermination du statut de réfugié

Ce que nous faisons :

- Interdire l'accès aux grands criminels, aux individus qui constituent un risque pour la sécurité, aux organisateurs d'activités criminelles ou à ceux qui ont violé les droits de la personne.
- « Grand criminel » s'entend d'un individu qui a été reconnu coupable d'une infraction punissable de 10 ans d'emprisonnement ou plus et qui a été condamné à deux ans ou plus.
- Pour éviter le recours abusif au système de protection des réfugiés par des personnes qui ne méritent pas notre protection.

Élimination des appels

Ce que nous faisons :

- Éliminer l'appel à la Section d'arbitrage de l'immigration pour les grands criminels, les personnes qui constituent un risque pour la sécurité, les membres des organisations criminelles et les criminels de guerre. Le contrôle judiciaire à la Cour fédérale sera conservé, mais une demande d'autorisation sera exigée.
- Pour simplifier le processus et éviter des tactiques coûteuses de retard juridique par ceux qui cherchent à se soustraire au renvoi.

Suspension de la revendication du statut de réfugié

Ce que c'est :

- Faculté de pouvoir suspendre la demande de protection à la CISR si le demandeur a été accusé d'un acte criminel. La revendication serait suspendue jusqu'à ce que les tribunaux aient statué sur le cas.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour éviter le recours abusif au système par ceux qui viennent au Canada non pas parce qu'ils ont besoin de protection mais parce qu'ils ont l'intention de se livrer à des activités criminelles.

Revendications répétées

Ce que nous faisons :

- Prolonger de 90 jours à un an le délai après lequel une nouvelle revendication peut être présentée.

Fermer la porte aux clandestins...

Peines

Ce que nous faisons :

- Hausser les peines des infractions déjà prévues;
- Créer une nouvelle infraction pour le trafic d'être humains;
- Étendre les dispositions du Code criminel sur la contrefaçon (ne s'appliquent actuellement qu'aux passeports) à tout document d'immigration ou titre de voyage (avec une exception pour les réfugiés);
- Autoriser la saisie des biens dans le cas d'introduction et de trafic de clandestins;
- Prévoir un nouveau pouvoir afin de saisir les documents de la citoyenneté afin d'éviter les fraudes;
- Créer une nouvelle infraction pour ceux qui font de fausses déclarations;
- Créer un nouveau système d'amendes pour favoriser le respect de la loi;
- Hausser la peine à l'emprisonnement à perpétuité pour l'introduction et le trafic de clandestins.

Intensification de l'interception à l'étranger

Ce que c'est :

- Affecter un plus grand nombre d'agents de contrôle de l'immigration dans nos bureaux à l'étranger afin d'orienter les réfugiés authentiques vers les missions ou les organisations internationales compétentes tout en empêchant les sans-papiers d'utiliser des filières irrégulières de migration au Canada.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour dissuader ceux qui ont besoin de protection de venir au Canada par des moyens irréguliers.

Contrôle sécuritaire préliminaire

Ce que c'est :

- On débute maintenant le contrôle sécuritaire dès que la personne revendique le statut de réfugié.

Pourquoi nous le faisons :

- Nous voulons attraper les criminels et les individus qui constituent un risque pour la sécurité dès le début du processus et accélérer le traitement des revendications des réfugiés authentiques. Actuellement, on procède au contrôle sécuritaire seulement après que la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a octroyé le statut de réfugié.

Détention

Ce que nous faisons :

- La loi clarifie les motifs de détention des personnes qui arrivent dans le cadre d'opérations organisées d'introduction de clandestins ainsi que des personnes soupçonnées de constituer un risque pour la sécurité, des criminels de guerre, de ceux qui ont violé les droits de la personne et des criminels.

« Les Canadiens ont indiqué clairement qu'ils voulaient un programme fondé sur le respect non seulement de nos lois, mais aussi de notre tradition d'accueil des nouveaux arrivants. C'est pourquoi nous nous employons particulièrement à accélérer tous les processus de prise de décision en en préservant cependant l'équité », a ajouté M^{me} Caplan.

La Ministre a aussi promis de faire adopter au cours des prochains mois la réglementation de cette nouvelle loi pour pouvoir continuer à accueillir des réfugiés et un nombre toujours plus grand d'immigrants dont le Canada aura besoin pour son développement et sa prospérité dans les années à venir. Cette réglementation permettra d'améliorer le programme de rétablissement des réfugiés sélectionnés à l'étranger, d'élargir la catégorie de la famille, d'établir de nouveaux critères de sélection pour admettre des immigrants indépendants plus qualifiés et plus adaptables ainsi que de créer une catégorie des demandeurs au Canada pour autoriser des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et les conjoints à présenter au Canada même leur demande de résidence permanente.

En ce qui concerne l'élargissement de la catégorie de la famille, l'âge maximum d'un enfant à charge pouvant être parrainé passera de 19 à 22 ans. Les conjoints et enfants à charge pourront aussi présenter leur demande de résidence permanente au Canada même. La Ministre a en outre indiqué son intention de poursuivre les discussions avec les provinces pour élargir la catégorie de la famille.

Cette révision complète de la législation, à la suite de l'annonce dans le dernier budget de l'affectation de nouveaux fonds pour accroître le nombre d'agents aux points d'entrée, renforcer le programme d'interception à l'étranger, éliminer les arrêts de traitement des cas et dispenser les réfugiés du droit exigé pour l'établissement, démontre que l'immigration demeurera une des grandes priorités du gouvernement pour les années à venir.

« Ces changements constituent un juste équilibre entre, d'une part, le renforcement des mesures pour faire respecter la loi et, d'autre part, la nécessité évidente d'attirer les travailleurs les plus compétents, de réunir plus rapidement les familles ainsi que de maintenir notre tradition humanitaire consistant à offrir le refuge aux gens qui sont en danger », a conclu la Ministre.

Cette nouvelle loi remplacera la loi actuelle qui date de 1976 et a été modifiée plus de trente fois. Le processus de révision de la législation a été entrepris en 1997. Il a notamment supposé de vastes consultations qui ont été menées à la fois par les ministres et les fonctionnaires auprès des provinces, des territoires, des milieux juridiques, d'organismes non gouvernementaux et de la population en général.

- 30 -

Renseignements :

Derik Hodgson

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

COMMUNIQUE

00-09

LA MINISTRE CAPLAN DÉPOSE UN PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

OTTAWA, le 6 avril 2000 – M^{me} Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a présenté aujourd'hui à la Chambre le projet de loi sur l'immigration et la protection des réfugiés qui a notamment pour objet de réprimer les fraudes de nature criminelle dont font l'objet les programmes d'immigration et de protection des réfugiés tout en prévoyant de nouvelles mesures pour attirer au Canada les gens les plus qualifiés dans le monde.

« C'est en fermant la porte aux fraudeurs que nous pourrions continuer à accueillir les vrais réfugiés ainsi que les immigrants dont notre pays aura besoin pour son développement et sa prospérité au cours des années à venir », a indiqué M^{me} Caplan.

La nouvelle loi prévoit de lourdes peines – des amendes pouvant atteindre un million de dollars et l'emprisonnement à perpétuité – pour les gens qui font entrer illégalement des personnes ou qui font le trafic d'êtres humains.

Elle contient en outre de nouvelles mesures pour mieux faire respecter les règles du processus de reconnaissance du statut de réfugié : notamment, la vérification sécuritaire sera effectuée à l'arrivée de tout revendicateur du statut de réfugié, les motifs de détention seront clarifiés, les individus ayant commis des crimes graves pourront moins facilement recourir aux procédures d'appel pour retarder leur renvoi et l'examen de la revendication du statut de réfugié d'une personne accusée d'une infraction criminelle sera suspendue jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu leur décision.

De plus, la nouvelle loi permettra de rendre plus rapidement les décisions sur les revendications du statut de réfugié, mais toujours de façon équitable, en regroupant plusieurs procédures distinctes pour assurer la protection des personnes en un seul processus de prise de décision par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, en autorisant un recours plus fréquent à des tribunaux d'un seul commissaire et en créant une procédure d'appel par voie de révision interne des dossiers à la CISR.

Le programme d'immigration sera amélioré du fait qu'une personne condamnée pour violence conjugale, défaut de paiement d'une pension alimentaire pour un conjoint ou un enfant ou bénéficiant de l'aide sociale n'aura plus le droit de parrainer. Seront aussi prévues dans la loi de nouvelles catégories de personnes non admissibles, notamment celles qui ont présenté une demande d'immigration frauduleuse ou contenant de faux renseignements. Par ailleurs, un immigrant devra demeurer effectivement au Canada au moins deux ans pendant une période de cinq ans pour conserver son statut de résident permanent.



NEWS RELEASE

00-12

CAPLAN TABLES GOVERNMENT RESPONSE TO STANDING COMMITTEE REPORT

OTTAWA, June 14, 2000 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today tabled the Government Response to the Report of the Standing Committee on Citizenship and Immigration, *Refugee Protection and Border Security: Striking a Balance*.

On March 22, 2000, the Committee tabled its report in the House of Commons. The report contains 46 recommendations and emphasizes the need to balance safety and security considerations against Canada's commitment to provide humanitarian assistance to people in need of protection.

The Minister commended the Committee for its work and noted that its report made a major contribution to the legislative process now under way with the proposed *Immigration and Refugee Protection Act*. She stressed that the government recognizes the critical importance of refugee protection and the safety and security of our borders to the immigration program as a whole—indeed, it accepts the majority of the Committee's recommendations. The government agrees in whole or in part with 42 of the Committee's 46 recommendations. Many of these are reflected in Bill C-31. Others will be implemented through regulations and administrative measures.

"I agree with you—we want to strike a balance," Minister Caplan told the Committee. "The title of your report says it all. We want to strike a balance between our tradition of welcoming immigrants and protecting refugees on the one hand, and dealing with abuse and the security and safety of Canadians and Canada's borders on the other."

"The Committee's work gives us the foundation for legislation that will benefit Canada," the Minister concluded.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



Canada



COMMUNIQUÉ

00-12

LA MINISTRE CAPLAN DÉPOSE LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

OTTAWA, le 14 juin 2000 – Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé aujourd'hui la réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, intitulé : *Protection des réfugiés et sécurité des frontières : Trouver un juste milieu*.

Le 22 mars 2000, le Comité permanent déposait son rapport devant la Chambre des communes. Ce rapport contient 46 recommandations et souligne la nécessité de trouver un équilibre entre les considérations de sécurité et l'engagement du Canada d'accorder un soutien humanitaire aux personnes ayant besoin de protection.

La Ministre a adressé ses félicitations au Comité permanent pour ses travaux, notant que ce rapport contribue de façon importante au processus législatif actuellement en cours, avec la proposition de *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Elle a souligné que le gouvernement reconnaît l'extrême importance de la protection des réfugiés et de la sécurité de nos frontières pour l'ensemble du programme d'immigration—d'ailleurs, il accepte la plupart des recommandations du comité. Le gouvernement a exprimé son accord, en tout ou en partie, sur 42 des 46 recommandations du Comité. Bon nombre de celles-ci se reflètent dans le projet de loi C-31. D'autres seront mises en œuvre par l'intermédiaire de règlements ou de mesures administratives.

« Je suis d'accord avec vous—nous devons trouver un juste milieu, a déclaré la ministre Caplan au Comité permanent. Le titre de votre rapport est éloquent. Nous voulons trouver un juste milieu entre nos traditions d'hospitalité à l'égard des immigrants et de protection des réfugiés, d'une part, et les questions d'abus, et la sécurité du public et des frontières du Canada, d'autre part.

« Les travaux du Comité permanent nous serviront de fondement à une législation qui sera d'un apport bénéfique au Canada », a conclu la Ministre.

- 30 -

Renseignements : Derik Hodgson
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Canada



NEWS RELEASE

00-14

CANADA DAY 2000 - A UNIQUE CELEBRATION

Ottawa, June 30, 2000 - Tomorrow Canadians celebrate the 133rd birthday of their country and the first Canada Day of the new millennium. On this occasion Citizenship and Immigration Minister Elinor Caplan would like to remind all Canadians of the great value of citizenship.

"Canadians share a set of values that transcend the differences between people," said Minister Caplan. "We value equality, tolerance, peace, and law and order. Our Prime Minister calls this '*the Canadian way*' and it is what makes Canada an example to the world."

To mark the first Canada Day of the millennium, Minister Caplan will participate in a citizenship ceremony in Toronto where 2,000 people will simultaneously take the Oath of Citizenship, making it the largest citizenship ceremony ever held in Canada.

This event is but one of 54 special citizenship ceremonies which will be held throughout the country, adding up to 5,551 new citizens to the Canadian family – the largest group of individuals ever to become Canadians during Canada Day events. A complete list of Canada Day events can be found under "*What's New*" on the Citizenship and Immigration web site mentioned below.

"I am always inspired by watching new Canadians take the oath of citizenship," Minister Caplan stated. "So many people from different cultures, religions, backgrounds and traditions exhibit a passion for Canada. It is a reminder that what we have here is special and should be appreciated."

In another special citizenship ceremony in the National Capital Region, Minister Caplan will unveil *Canada's Citizenship Tree*. A display item that symbolizes Canadian values and will commemorate the 2,000 citizenship ceremonies to be held this year.

To learn more about the rights and privileges of Canadian citizenship, visit the Department of Citizenship and Immigration web site www.cic.gc.ca, or write to:

Communications Branch,
Citizenship and Immigration Canada
Ottawa, Ontario K1A 1L1

- 30 -

For information: Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Canada



COMMUNIQUÉ

00-14

FÊTE DU CANADA 2000 - UNE CÉLÉBRATION UNIQUE

Ottawa, le 30 juin 2000 - Demain, les Canadiens célébreront le 133^e anniversaire de leur pays, à l'occasion de la première Fête du Canada du nouveau millénaire. La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M^{me} Elinor Caplan, voudrait profiter de l'occasion pour rappeler à toute la population la grande valeur de la citoyenneté canadienne.

« Les Canadiens ont en commun des valeurs qui transcendent les différences entre les peuples », a déclaré la ministre Caplan. « Nous accordons une grande importance aux notions d'égalité, de tolérance, de paix et d'ordre public, ce que notre Premier ministre appelle la *manière canadienne*, et ce qui fait que le Canada est un exemple pour le reste du monde. »

Afin de marquer la première Fête du Canada du nouveau millénaire, M^{me} Caplan participera à une cérémonie de citoyenneté qui aura lieu à Toronto et au cours de laquelle 2 000 personnes prononceront simultanément le serment de la citoyenneté. Il s'agira de la cérémonie de citoyenneté la plus importante jamais tenue au Canada.

Au total, 54 cérémonies spéciales auront lieu partout au Canada et permettront d'enrichir la grande famille canadienne de 5 551 nouveaux membres. Il s'agit du plus grand nombre de nouveaux citoyens à prêter le serment de la citoyenneté à l'occasion d'événements organisés dans le cadre de la Fête du Canada. La liste complète de ces événements se trouve à la rubrique *Quoi de neuf* du site Web de Citoyenneté et Immigration Canada (voir ci-dessous).

« C'est toujours une grande source d'inspiration pour moi de voir de nouveaux Canadiens prononcer le serment de citoyenneté », a déclaré M^{me} Caplan. « Tous ces gens d'origines, de cultures, de religions et de traditions si différentes manifestent un enthousiasme pour le Canada qui nous rappelle que nous habitons un pays unique dont nous pouvons à juste titre être fiers. »

À l'occasion d'une autre cérémonie de citoyenneté qui aura lieu dans la région de la capitale nationale, M^{me} Caplan dévoilera l'*Arbre de la citoyenneté du Canada*, qui symbolise les valeurs canadiennes et commémorera les 2 000 cérémonies de citoyenneté qui sont organisées cette année.

Pour en apprendre davantage sur les droits et les privilèges de la citoyenneté canadienne, vous pouvez consulter le site Web du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, à l'adresse www.cic.gc.ca, ou écrire à :

Direction générale des communications
Citoyenneté et Immigration Canada
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

- 30 -

Renseignements : Derik Hodgson
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Canada



NEWS RELEASE

00-15

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, July 12, 2000 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced four appointments to the Immigration and Refugee Board in Toronto. The appointments were made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

David A. Chapley has been a consultant in community and government relations since 1991. He has been board member for the York Region's Children's Aid Society since 1988, which included six years as President. He is a former regional and local councillor for the City of Vaughan and the Regional Municipality of York.

Lois Delia Figg has worked for the Ontario Human Rights Commission since 1998 as a Human Rights Officer. From 1990-1994, she was an Appeals Counsellor for the United Nations High Commission for Refugees.

Margaret J. Weir has worked for the Ontario Rental Housing Tribunal since 1998 as both Mediator and Co-ordinator of Client Services. Prior to that she was employed by the Ministry of Municipal Affairs and Housing.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

00-15

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 12 juillet - Madame Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui les quatre nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) de Toronto. Ces nominations ont été effectuées avec l'aide du Comité consultatif ministériel dans le cadre du processus mis en place en mars 1995.

David A. Chapley est consultant en relations communautaires et gouvernementales depuis 1991. Il siège au conseil d'administration de la Children's Aid Society de la région de York depuis 1988, dont il a occupé la présidence pendant six ans. Il a déjà occupé le poste de conseiller municipal pour la ville de Vaughan et la municipalité régionale de York.

Lois Delia Figg travaille au sein de la Commission ontarienne des droits de la personne depuis 1998, où elle occupe le poste de spécialiste des droits de la personne. De 1990 à 1994, elle a occupé le poste de conseillère en appel au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Margaret J. Weir travaille pour le Tribunal du logement de l'Ontario depuis 1998, où elle occupe à la fois les postes de médiatrice et de coordonnatrice du Service à la clientèle. Auparavant, elle était à l'emploi du ministère des Affaires municipales et du Logement.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié au Canada, entend des appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Renseignements :

Derik Hodgson
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

00-16

NEW CANADIANS AND OUTSTANDING CONTRIBUTIONS TO BE CELEBRATED DURING CANADA'S CITIZENSHIP WEEK, OCTOBER 16-22, 2000

Ottawa, October 13, 2000 – Canada will celebrate Citizenship Week this year by welcoming over 7,000 new citizens, and by recognizing the outstanding contributions of 19 individuals and organizations in assisting newcomers to Canada, Citizenship and Immigration Minister Elinor Caplan announced today.

"Canadian citizenship is highly valued by people from around the world, because they know that Canada promotes tolerance, diversity, and goodwill," said Minister Caplan. "Citizenship Week is an opportunity for all Canadians, whether they were born in Canada or abroad, to celebrate the values that make Canadian citizenship so precious."

Minister Caplan also announced 19 recipients of the Citation for Citizenship, which is presented to organizations or individuals who make outstanding contributions in helping newcomers to Canada integrate into Canadian society. This year's recipients include the Trillium Area Girl Guides in Chatham, which have set up an innovative camp program to help newcomers learn more about their new home, and several individuals and organizations who provide career planning, job search and placement counseling to newcomers.

All of the recipients will receive a gold maple leaf pin and a certificate signed by Minister Caplan at ceremonies held across Canada during Citizenship Week, October 16 - 22, 2000. (A full list of recipients and their accomplishments is attached.)

Citizenship Week will also be recognized in citizenship ceremonies held in communities across Canada, with more than 7,000 people becoming Canadian citizens.

"New Canadians bring a strong sense of commitment to their new home," said Minister Caplan. "They are vital to our economic strength and our social and cultural richness. Many new Canadians have gone on to become leading citizens, winning Olympic medals and Nobel prizes for Canada. In fact, several of the Citation recipients that I am announcing today were born outside of Canada," she said.

-30-

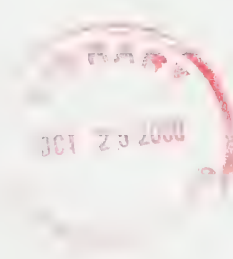
For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Additional details on Citizenship Week can be found at:

<http://www.cic.gc.ca/welcomehome>



Canada

Backgrounder

Canada's Citizenship Week

Canada's Citizenship Week is an annual event which provides an opportunity for all Canadians to reflect on the value of citizenship, what it means to be Canadian, and the rights, privileges and responsibilities of citizenship.

The theme for the week, which is organized by Citizenship and Immigration Canada, is *Canada, We All Belong*. The theme is intended to help remind all Canadians -- young and old, born in Canada or abroad -- that we all have a right to belong to this country. Each of us has an important role to play in promoting this feeling of belonging.

Citizenship and Immigration Canada Minister Elinor Caplan will officially launch Canada's Citizenship Week on October 16th at the National Archives in Ottawa. The kick-off will include a citizenship ceremony for 100 new Canadians who will take the Oath of Citizenship, and the launch of a commemorative book, *Forging Our Legacy*.

Forging Our Legacy traces the evolution of Canadian citizenship and the role played by immigration in the development of Canada from the turn of the century until 1977, when the last major amendment to the *Citizenship Act* was made. Minister Caplan recently proposed amendments to the *Citizenship Act*, which are currently before Parliament.

In cooperation with community partners across the country, Citizenship and Immigration Canada has organized a series of events to mark Citizenship Week in local communities. Activities include citizenship ceremonies in which more than 7,000 new Canadians will take the Oath of Citizenship, and dozens of re-affirmation ceremonies, where Canadians express their commitment to Canada by repeating the Oath of Citizenship.

Ceremonies will also be held during Canada's Citizenship Week to honour 19 recipients of the Citation for Citizenship. The Citation is presented to individuals and organizations at ceremonies in their home communities in recognition of their outstanding contributions in assisting newcomers to Canada. Recipients will be presented with a gold maple leaf pin and a framed certificate signed by Citizenship and Immigration Minister Elinor Caplan.

Citizenship and Immigration Canada has published an Activity Guide for teachers and youth leaders to help young people celebrate Canada's Citizenship Week. The guide, entitled *Belonging*, provides fun, cross-curricular and multi-grade activities for youth. Written for teachers, community leaders and youth leaders, the guide explores what makes us feel that we belong to a place, a community or a country. It also helps youth identify the core citizenship values they wish to keep alive.

Copies of *Belonging* are available on the Citizenship and Immigration Canada Internet site: (www.cic.gc.ca/welcomehome) or by sending a written request to: Distribution Centre, Communications Branch, Citizenship and Immigration Canada, Ottawa, ON, K1A 1L1.

Profiles of the 2000 Citation for Citizenship Recipients

BRITISH COLUMBIA

Mrs. Elizabeth MacLeod (Kelowna)

A long-standing member of the Multicultural Society of Kelowna, Elizabeth MacLeod has played a key role in assisting newcomers in learning about Canadian values, rights and responsibilities. She devotes countless hours to supporting and promoting the open exchange of beliefs, philosophies and histories between members of various religious and spiritual backgrounds. Mrs. MacLeod embodies what it means to be Canadian; her respect and tact convey a genuine heartfelt commitment to connecting with newcomers and welcoming them into the Canadian family. She strives to increase her community's awareness of racism, diversity and the integration of newcomers.

Mrs. Susan Rambow (Courtenay)

As founding president of the Comox Valley Multicultural and Immigrant Support Society, Susan Rambow has dedicated more than 20 years as an advocate for newcomers and refugees within her community. Mrs. Rambow has inspired other Canadians to share in her activities, which have included establishing a centre for free clothing and household goods; obtaining the support of nine local churches to sponsor Kosovar refugees; and coordinating English social programs and computer training for newcomers. Mrs. Rambow has worked tirelessly to help her community recognize the personal contributions of newcomers, and she continues to serve as a resettlement worker and as a personal friend to newcomers in need.

Surrey Delta Immigrant Services Society (Surrey)

For the past 22 years, the Surrey Delta Immigrant Services Society (SDISS) has dedicated itself to promoting the independence of immigrants and building a strong, culturally diverse community. Its outreach program includes direct services, community education, collaborative action, advocacy and lobbying for clients. The SDISS is involved in many community projects to help newcomers integrate into society. Its members help newcomers with career planning, job search and placement, English as a Second Language training and settlement counselling. They also provide outreach programs for youth, programs for seniors, citizenship classes, and programs to prevent domestic violence. The SDISS serves its clients in 42 languages and assists 40,000 newcomers each year.

Kamloops Cariboo Regional Immigrant Society (Kamloops)

Founded in 1980 in response to the needs of Vietnamese and Cambodian refugees, the Kamloops Cariboo Regional Immigrant Society continues to offer essential services to newcomers. It has been providing assistance to immigrants and refugees by promoting a welcoming atmosphere of understanding and tolerance. Client services such as counselling, interpretation and translation, and English as a Second Language, employment, and diversity and organizational change classes have had a tremendous impact on the community. The Society is active in promoting anti-racism in schools and in the community at large. The dedication of its members has made it a place of understanding for settlement, integration and multicultural issues.

NORTHWEST TERRITORIES

Ms. Janice (Jan) Sterling (Yellowknife)

“Grandma Jan,” as she has come to be known by the newcomers she has helped, has been a nurturing and welcoming force in the lives of many since 1980. A public health nurse and volunteer with the United Church, Jan Sterling organized a campaign that accepted and settled 14 Vietnamese refugees in her area. Her warm and generous spirit allows her to extend her kindness to cultures from all over the world. She is an inspiration to those who know her, and an avid instigator in resolving any difficulties a newcomer may experience in her community. Ms. Sterling welcomes newcomers and accepts them as family, both personally and as a member of the *Canadian* family.

ALBERTA

Mrs. Jayanti Negi (Edmonton)

Jayanti Negi is a founding member of the Indo-Canadian Women’s Association, established in 1990. Her strong voice has brought about institutional changes, and she has provided newly arrived brides in arranged marriages with access to support in cases of abuse or exploitation. An advocate for women’s rights, Mrs. Negi obtained funds for, and produced, two videos on family violence and the resources available to newcomers who are its victims. Her initiatives and tremendous efforts have served as an impetus for many existing ethnic groups to found their own services to aid newcomers. As a result of her passionate advocacy, governments at all levels have begun consultations with minority and immigrant women centres before implementing new legislation.

Calgary Immigrant Women’s Association (Calgary)

Since its founding in 1982, the Calgary Immigrant Women’s Association (CIWA) has developed numerous programs and services to assist immigrant women. It is the only established non-profit community organization in Calgary that provides specialized services to immigrant and refugee women and female youth. To combat gender-specific barriers, the CIWA has developed several programs, including “New Friends and Neighbourhood Groups,” “Four Strong Winds,” “Pebbles in the Sand” and “My Shadow and Me.” The Association focuses on bringing women of the same neighbourhood together for support and friendship, and prepares immigrant children for life in Canadian schools. Professionally trained immigrant women are offered the opportunity to access mentors in the workplace to make their transition to Canadian society a little easier.

SASKATCHEWANMrs. Maria Trebuss (Regina)

Maria Trebuss has touched the lives of thousands of newcomers in her community of Regina. A professional teacher by trade, she has pioneered the delivery of English-language training programs to refugee and immigrant children settling in Regina. Her volunteer work has become vital to newcomers. As coordinator of the Golden Immigrant Seniors, Mrs. Trebuss has helped to keep immigrant senior groups active, integrated and enriched throughout their elderly years. She has also dedicated herself to refugee and immigrant children and youth in need of special attention while learning the English language. Her citizenship preparation classes have been of tremendous help to newcomers as they learn about the rights and responsibilities so important to their integration into Canadian society.

MANITOBAMs. Monika G. Feist (Winnipeg)

Monika Feist, Director of the Success Skills Centre in Winnipeg, provides expert assistance to professional newcomers by matching employment and workplace experience with people wishing to return to their original occupation. In addition to assisting newcomers in learning the English language, Ms. Feist has pioneered, developed and delivered accelerated English speech therapy, immigrant entrepreneur, and cross-cultural training courses. She has written two handbooks, entitled *Employment Equity* and *Employee Ownership*, and has served as Coordinator for Women's Employment with Employment and Immigration Canada (now Human Resources Development Canada), developing policies and programs for women. Ms. Feist is driven by her long-standing commitment to provide her clients with equal opportunities, respect and assistance in successfully integrating into Canadian society.

Employment Projects of Winnipeg Inc. (Winnipeg)

Employment Projects of Winnipeg provides a specialized service to newcomers by facilitating career transitions, employment and career opportunities. The client-centred organization is a leader in employment design and delivery programs and services. It offers assistance in writing résumés as well as several workshops, including "English for Community Caregivers," "English Business Communication," "Skills for Success" and "Bridges to Employment." These innovative programs provide support to newcomers facing significant employment barriers. Career counselling, job search assistance and language training allow clients to gain employment and integrate into the Canadian mainstream.

ONTARIOMs. Marlene Preiss (Toronto)

Marlene Preiss became the head of the English as a Second Language department at Alexander Mackenzie High School in order to make a difference. She had the opportunity to develop a departmental vision and a new curriculum for incoming students. She also works as a guidance counsellor, assessing the previous education of newcomers and providing personal support and resources to people who are adjusting to a new life and culture. To help a growing Asian population, Ms. Preiss spearheaded the Chinese Student Association (CSA) and the Chinese Parents Advisory Committee. The CSA, comprised of a group of students and run by them, organizes activities within the school population to facilitate integration and acceptance. The Chinese Parents Advisory Committee has taught Asian parents about Canadian customs with regard to parenting and the education of children. Ms. Preiss has provided assistance to parents in taking charge of their household in a completely new land. Through her tireless work and generosity of spirit, many newcomers have become successful members of Canadian society.

Dr. Ijaz A. Qamar (Mississauga)

An immigrant to Canada himself, Ijaz Qamar has expended considerable effort over the past 25 years through his superior commitment to the settlement, education and integration of newcomers and refugees. Community truly matters to Dr. Qamar, who has made it his mission to educate immigrants and Canadians about human rights, unity, citizenship rights and responsibilities, cultural diversity, multiculturalism, interreligious harmony and social justice. For nine years, he produced and hosted a community television program that addressed these issues. He also hosted 10 public forums on subjects such as interfaith understanding, women's rights and successful integration. It is easy to see why Dr. Qamar, unofficially referred to as "the father of racial harmony," was chosen as a recipient of this award. Through his devotion to good citizenship, he has produced a wide array of educational material, pioneered a race relations policy for a community college, and created a harmonious community for diverse cultures.

South Asian Family Support Services (Toronto)

What began as a research project on domestic violence within the South Asian population has blossomed into a thriving, successful support service that meets the needs of South Asians and other newcomers in the ever-changing ethnic immigrant population of Toronto. The South Asian Family Support Services (SAFSS) is the leading provider of settlement and integration services in the Scarborough region of Toronto. The organization's support network includes family counselling, innovative pioneer projects on senior immigrant issues, tutoring for youth, domestic violence and health care. The SAFSS has played a leading role in empowering newcomers and enabling them to become contributing members of the Canadian family.

Canadian Centre for Victims of Torture (Toronto)

Refugees and victims of torture have very different and special needs when they arrive in a new country. Since 1977, the Canadian Centre for Victims of Torture (CCVT) has been meeting these needs in a holistic, professional manner. The CCVT's programs offer specialized assistance to survivors of torture, war and violence undergoing recovery within a safe educational environment. Their services include programs such as "Coming to Terms with Torture and Organized Violence" and "Befriend Survivors of Torture," English as a Second Language courses and computer training. The organization dedicates itself to educating the Canadian public on issues related to torture, while adopting legislative and policy approaches to deal with torture at an international level. Because of the Centre's unique nurturing influence, hundreds of newcomers have recovered from their trauma and become active participants in Canadian society.

Girl Guides of Canada, Trillium Area Council (Chatham)

For decades, the Girl Guides of Canada have promoted Canadian values, rights and responsibilities in a nurturing environment where female youth have the opportunity to learn important skills, enhance their personal growth and benefit their communities. The Trillium Area Girl Guides are no exception. In 1996, they founded the four-day Diversity Camp to provide a place for newcomers to learn more about their new home, and for Canadian girls to acquire knowledge and an understanding of other cultures. The Diversity Camp provides a relaxing environment for girls to interact, as well as familiarizing newcomers with Canadian customs. It also gives the Program Director a chance to observe the interactions of mothers with their daughters and the progress they've made as a result of the training they received. In this community, the Diversity Camp has raised awareness of the needs of immigrant communities and made a tremendous difference in the lives of newly arrived women and children.

QUEBEC

Dr. Uma Shanker Srivastava (Brossard)

Since his own immigration to Canada, Uma Shanker Srivastava has dedicated himself to promoting closer intercultural ties and the development of a society with a place for all. Dr. Srivastava has provided many front-line services, including French as a Second Language, the facilitation of settlement and integration, the fostering of intercommunity relations, and mechanisms to assist newly arrived women in cases of domestic violence. He is the president of Maison de l'Inde, an organization that contributes numerous services to immigrants and serves as a meeting place for youth to exchange ideas and feelings regarding the difficulties they face integrating into our society. Dr. Srivastava also founded the South Shore Senior Citizens Club for people of Indian origin, allowing them to participate in community activities.

Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent (Rimouski)

Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent provides numerous important programs and services to newcomers to Canada. The organization has worked tirelessly to sensitize the community to the importance of immigrants in regional development, to identify the needs of newcomers and to foster awareness of those needs among the community, to assist newcomers with accommodations and to educate them about Canadian society.

NOVA SCOTIA

Mr. Jeffrey Nguyen (Halifax)

Jeffrey Nguyen knows first-hand what it means to struggle as a newcomer to a country. At the age of 15, he arrived in Canada as a Vietnamese refugee and has spent most of his adult life supporting cross-culturalism while successfully networking to connect people with organizations and resources. Mr. Nguyen has participated in numerous activities related to the adaptation and integration of newcomers. The Metropolitan Immigrant Settlement Association of Nova Scotia, the Multicultural Health Association of Nova Scotia, the Nova Scotia Council on Multicultural Health and the Cultural Health Interpreters Project have all assisted newcomers with their integration into mainstream Canadian society. As President of the Vietnamese Association of Nova Scotia for the past two years, Mr. Nguyen has demonstrated dedication, leadership and a deep understanding of the challenges facing newcomers to Canada by, among other things, providing interpretation and facilitation services for multicultural mental health programs.

PRINCE EDWARD ISLAND

Prince Edward Island Association for Newcomers to Canada (Charlottetown)

Since its incorporation in 1993, the Prince Edward Island Association for Newcomers to Canada (PEI ANC) has played a pivotal role in providing newcomers with services and support. Its Settlement Program assists new immigrants with information on schools, childcare, housing and counselling. The Host Program matches newcomers with volunteers to promote friendships and provides Islanders with information on other cultures. The Employment Assistance Service is designed to provide newcomers with employment information and skills to assist them in finding employment and becoming independent. It also informs employers about the skills and expertise that newcomers bring to the community. The generosity and kindness of the members of the Association provide a welcoming environment for newcomers and are essential to promoting cultural diversity within the Island community.

Depuis sa création en 1993, l'Association for Newcomers to Canada de l'Île-du-Prince-Edouard joue un rôle déterminant pour ce qui est de fournir des services et un appui aux nouveaux arrivants. Dans le cadre du programme d'aide à l'établissement de l'organisme, les nouveaux immigrants obtiennent des renseignements ayant trait aux écoles, aux services de garde d'enfants, au logement et aux services d'orientation. Le programme d'accueil a pour objet le jumelage de nouveaux arrivants avec des bénévoles en vue d'établir des liens d'amitié et de sensibiliser la collectivité à d'autres cultures. Le service d'aide à la recherche d'emploi vise à fournir aux nouveaux arrivants des renseignements en matière d'emploi et des connaissances qui leur permettront de trouver un emploi et de devenir autonomes. L'organisme communique avec les employeurs pour leur signaler les besoins, les connaissances et les compétences des nouveaux arrivants. La générosité, la bonté et le leadership des membres de l'organisme font que les nouveaux arrivants se sentent bien accueillis et mettent en valeur la diversité culturelle au sein de la collectivité de l'Île.

M. Uma Shanker Srivastava (Brossard)

Depuis son immigration au Canada, M. Uma Shanker Srivastava s'efforce de promouvoir l'importance de liens plus étroits entre personnes de différentes cultures et d'une société où chaque personne a sa place. M. Srivastava a fourni de nombreux services, notamment des cours de français langue seconde, de l'aide à l'établissement et à l'intégration, de l'aide en matière de relations entre les collectivités et de l'aide aux nouvelles immigrantes dans les cas de violence familiale. Il est président de la Maison de l'Inde, un organisme offrant de nombreux services aux immigrants et un lieu où les jeunes peuvent se rencontrer pour échanger des idées et leurs sentiments quant aux difficultés auxquelles ils doivent faire face pour s'intégrer à la société canadienne. M. Srivastava a également fondé le Club de l'âge d'or de la rive Sud pour les personnes d'origine indienne, afin que celles-ci puissent demeurer actives au sein de leur collectivité.

Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent (Rimouski)

Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent offre de nombreux programmes et services aux personnes nouvellement arrivées au Canada. L'organisme veille sans relâche à sensibiliser la collectivité à l'importance des immigrants pour le développement régional, à cerner les besoins des nouveaux arrivants dans la collectivité et à sensibiliser celle-ci à ces besoins. Il aide également les nouveaux arrivants à trouver un logement et leur communiquer des renseignements sur la société canadienne.

Nouvelle-Écosse

M. Jeffrey Nguyen (Halifax)

M. Jeffrey Nguyen connaît de première main les difficultés que rencontrent les nouveaux arrivants. À l'âge de 15 ans, il est arrivé au Canada comme réfugié vietnamien. Il a passé une grande partie de sa vie d'adulte à faire valoir l'importance de l'intégration interculturelle et à établir des réseaux de façon à lier les gens, les organismes et les ressources. M. Nguyen a participé à de nombreuses activités pour faciliter l'adaptation et l'intégration des nouveaux arrivants. La Metropolitan Immigrant Settlement Association de la Nouvelle-Écosse, la Multicultural Health Association of Nova Scotia, le Nova Scotia Council on Multicultural Health et le Cultural Health Interpreters Project ont tous pour objet d'aider les nouveaux arrivants à s'intégrer. À titre de président de la Vietnamese Association of Nova Scotia pour les deux dernières années, M. Nguyen fait preuve de leadership et son appui comme interprète et animateur dans le domaine de la santé mentale témoigne de sa compréhension profonde des obstacles que doivent surmonter les nouveaux arrivants.

Ce qui a d'abord été un projet de recherche sur des questions liées à la violence familiale au sein de la population provenant de l'Asie du Sud s'est transformé en un excellent programme de soutien pour les nouveaux arrivants provenant de l'Asie du Sud et d'autres nouveaux arrivants faisant partie de la population d'immigrants de Toronto dont la composition ethnique est en constante évolution. Le South Asian Family Support Services (SAFSS) est le principal fournisseur de services d'aide à l'établissement et à l'intégration dans la région de Scarborough à Toronto. Le réseau de soutien de l'organisme comprend des services d'orientation familiale, ainsi que des projets novateurs sur des questions concernant les immigrants aînés, le tutorat pour les jeunes, la violence familiale et les soins de santé. Le SAFSS joue un rôle important pour ce qui est de favoriser l'autonomie des nouveaux arrivants et de faire en sorte qu'ils puissent apporter leur contribution à la société canadienne.

Centre canadien pour victimes de torture (Toronto)

Les réfugiés et les victimes de torture ont des besoins différents et des besoins spéciaux lorsqu'ils arrivent dans un nouveau pays. Depuis 1977, le Centre canadien pour victimes de torture répond à leurs besoins de façon holistique et professionnelle. Les programmes du Centre visent à offrir, aux personnes ayant survécu à la torture, à la guerre et à la violence, des services spécialisés dans un environnement sûr et éducatif où règne la confiance. Les principaux programmes offerts sont « Coming to Terms with Torture and Organized Violence », « Befriend Survivors of Torture » ainsi que des cours d'anglais langue seconde et de la formation en informatique. L'organisme s'efforce de sensibiliser le public canadien aux questions liées à la torture, tout en tenant compte de la législation et des politiques internationales ayant trait à la torture. Étant donné l'influence remarquable du Centre et l'appui moral qu'il offre, des centaines de nouveaux arrivants ont réussi à se remettre de leur traumatisme et à devenir des membres actifs de la société canadienne.

Guides du Canada, conseil de la région de Trillium (Chatham)

Depuis des dizaines d'années, les Guides du Canada font ressortir les valeurs, les droits et les responsabilités des Canadiens dans un environnement stimulant où les jeunes filles ont l'occasion d'acquérir des connaissances, de s'épanouir sur le plan personnel et de contribuer à leur collectivité. C'est le cas des guides de la région de Trillium. En 1996, elles ont mis sur pied un camp de quatre jours axé sur la diversité. Dans le cadre des activités de ce camp, les nouvelles immigrantes apprennent à connaître davantage leur nouveau pays. Quant aux jeunes filles canadiennes, elles ont l'occasion de connaître d'autres cultures et, par conséquent, de mieux les comprendre. Le camp offre un environnement détente où les jeunes filles peuvent communiquer avec les nouvelles immigrantes et où les nouvelles immigrantes peuvent se familiariser avec les coutumes canadiennes. En outre, la responsabilité du programme est en mesure d'observer le comportement des mères avec leurs filles ainsi que les progrès réalisés, pour celles qui ont suivi une formation. Dans cette collectivité, le camp a permis de sensibiliser les gens aux besoins des immigrants et à une incidence considérable sur la vie des femmes et des enfants immigrants.

Employment Projects of Winnipeg offre des services spécialisés aux nouveaux arrivants destinés à favoriser la réorientation professionnelle, l'emploi et les possibilités d'avancement. L'organisme, axé sur les clients, est un chef de file en ce qui a trait à l'élaboration et à l'exécution de programmes et de services en matière d'emploi. Employment Projects of Winnipeg offre divers ateliers, dont *English for Community Caregivers*, *English Business Communication*, *Skills for Success*, *Bridges to Employment*, ainsi qu'un atelier sur la rédaction d'un curriculum vitae. Ces programmes novateurs appuient les nouveaux arrivants qui doivent composer avec des obstacles considérables à l'emploi. L'orientation professionnelle, l'aide pour la recherche d'emploi et les cours de langue permettent aux clients de se trouver un emploi et de s'intégrer.

Ontario

M^{me} Marlene Preiss (Toronto)

M^{me} Marlene Preiss a dirigé le département d'anglais langue seconde à l'école secondaire Alexander Mackenzie parce qu'elle voulait innover. Elle a eu l'occasion d'élaborer la vision du département ainsi qu'un programme pour les nouveaux étudiants. Elle travaille également comme conseillère d'orientation professionnelle en évaluant les études précédentes des nouveaux arrivants et en fournissant du soutien personnel et des ressources à des personnes devant s'adapter à une nouvelle vie et à une nouvelle culture. En vue d'aider la population asiatique croissante, M^{me} Preiss a aidé à mettre sur pied la Chinese Student Association (CSA) et le Chinese Parents Advisory Committee. La CSA est un groupe d'étudiants, dirigé par des étudiants, qui organise des activités destinées aux étudiants pour faciliter l'intégration et l'acceptation. Le Parents Advisory Committee a appris aux parents asiatiques les coutumes canadiennes en ce qui a trait à l'éducation des enfants. M^{me} Preiss apprend aux parents à s'occuper d'un ménage dans un nouveau pays si différent. Grâce à sa générosité et à son inlassable travail, bon nombre de nouveaux arrivants sont devenus des membres à part entière de la société canadienne.

M. Ijaz A. Qamar (Mississauga)

M. Ijaz Qamar, immigrant lui aussi, a déployé des efforts considérables au cours des 25 dernières années dans le domaine de l'établissement, de la sensibilisation et de l'intégration des nouveaux arrivants et des réfugiés. La collectivité a une très grande importance pour M. Qamar, qui s'est consacré à sensibiliser les immigrants et les Canadiens aux droits de la personne, à l'unité, aux droits et aux responsabilités des citoyens, au multiculturalisme, à l'harmonie entre les gens de diverses religions et à la justice sociale. Pendant neuf années, il a réalisé et animé une émission à la télévision communautaire dans laquelle il traitait de ces questions. Il a également organisé dix réunions publiques sur des sujets comme la compréhension interconfessionnelle, les droits de la femme et l'intégration. Appelé le « père de l'harmonie entre les races », on voit pourquoi M. Qamar est récipiendaire du certificat du mérite civique. Compte tenu de son intérêt en ce qui a trait à la citoyenneté, il a produit une vaste gamme de documents d'information, participé à l'élaboration d'une politique en matière de relations interraciales pour un collège communautaire et contribué à faire de sa collectivité un lieu agréable pour des personnes de diverses cultures.

Depuis sa création en 1982, la Calgary Immigrant Women's Association (CIWA) a élaboré de nombreux programmes et services d'aide aux immigrantes. Il s'agit du seul organisme communautaire sans but lucratif à Calgary qui fournit des services spécialisés aux immigrantes, aux femmes réfugiées et aux jeunes femmes. En réaction aux obstacles fondés sur le sexe, la CIWA a créé divers programmes, dont « New Friends & Shadow and Me ». Ces programmes visent à réunir les femmes des mêmes quartiers afin qu'elles puissent s'entraider et se faire des amies et à préparer les enfants immigrants en vue de leur entrée à l'école au Canada. Des immigrantes professionnellement qualifiées se voient offrir la possibilité d'être jumelées à des mentors dans leur milieu de travail en vue de faciliter leur transition à la société canadienne.

Saskatchewan

M^{me} Maria Trebuss (Regina)

M^{me} Maria Trebuss a touché la vie de milliers de nouveaux arrivants dans sa collectivité de Regina. Enseignante de profession, M^{me} Trebuss est chef de file en ce qui a trait aux cours d'anglais langue seconde offerts aux réfugiés et aux enfants immigrants établis à Regina. Son travail de bénévolat est d'une grande importance pour les nouveaux arrivants. Comme coordonnatrice du groupe Golden Immigrant Seniors, M^{me} Trebuss aide à garder actifs les immigrants du troisième âge et à faire en sorte qu'ils s'intègrent et qu'ils continuent d'avoir une vie remplie. M^{me} Trebuss se dévoue également auprès des enfants et des jeunes réfugiés et immigrants qui ont besoin d'une aide spéciale pour apprendre l'anglais. Ses cours d'instruction civique aident énormément les nouveaux arrivants. Ils y apprennent quels sont leurs droits et leurs responsabilités à titre de citoyens, ce qui facilite énormément leur intégration.

Manitoba

M^{me} Monika G. Feist (Winnipeg)

Directrice du Success Skills Centre à Winnipeg, M^{me} Monika Feist offre de l'aide aux immigrants qui souhaitent exercer leur profession d'origine en établissant la correspondance entre leur expérience de travail et les exigences des emplois disponibles. Outre le fait d'enseigner l'anglais aux nouveaux arrivants, M^{me} Feist a élaboré, mis au point et dispensé des cours accélérés d'anglais, des cours destinés aux entrepreneurs immigrants ainsi que des cours d'initiation aux différences culturelles. Elle a rédigé deux guides intitulés *Employment Equity* et *Employee Ownership* et a occupé le poste de coordonnatrice pour l'emploi des femmes au ministère de l'Emploi et de l'Immigration (maintenant Développement des ressources humaines Canada), où elle a été chargée d'élaborer des politiques et des programmes pour les femmes. M^{me} Feist veille à ce que ses clients bénéficient des mêmes chances que les autres Canadiens ainsi que du respect et de l'aide dont ils ont besoin pour réussir leur intégration à la société.

En réponse aux besoins des réfugiés vietnamiens et cambodgiens, la Kamloops Cariboo Regional Immigrant Society a été fondée en 1980, et elle continue d'offrir des services essentiels aux nouveaux arrivants. Elle aide les immigrants, les réfugiés et les nouveaux arrivants en offrant un environnement d'accueil axé sur la compréhension et la tolérance. Les services aux clients, comme l'orientation, l'interprétation et la traduction, les cours d'anglais langue seconde, les cours d'orientation d'emploi, les cours sur la diversité et les cours sur le changement organisationnel ont eu une incidence favorable énorme sur la collectivité. Cette société promeut la lutte contre le racisme dans les écoles et dans la collectivité. Le dévouement de ses membres a fait en sorte que la Kamloops Cariboo Regional Immigrant Society est perçue comme un organisme ayant une bonne compréhension des questions liées à l'établissement, à l'intégration et au multiculturalisme.

Territoires du Nord-Ouest

M^{me} Janice (Jan) Sterling (Yellowknife)

Depuis 1980, « grand-maman Jan », comme les nouveaux arrivants la surnomment, accueille des immigrants et leur offre du soutien. Infirmière en hygiène publique et bénévole pour l'Eglise unie, M^{me} Jan Sterling a organisé une campagne dans le but d'accueillir et d'installer 14 réfugiés vietnamiens dans sa région. M^{me} Sterling accueille avec chaleur et bonté des personnes de cultures diverses. Elle est une source d'inspiration pour ceux qui la connaissent, et elle est toujours la première à vouloir régler les difficultés que peut rencontrer un nouvel arrivant dans sa collectivité. M^{me} Sterling accueille les nouveaux arrivants et les accepte comme des membres de la famille, tant sa famille personnelle que la famille canadienne.

Alberta

M^{me} Jayanti Negi (Edmonton)

M^{me} Jayanti Negi est membre fondatrice de la Indo-Canadian Women's Association, créée en 1990. En faisant valoir son point de vue, elle a réussi à faire en sorte que des changements institutionnels soient apportés. Elle a également fait en sorte que des épouses (mariages arrangés) nouvellement arrivées aient accès à des services de soutien en cas de mauvais traitements ou d'exploitation. Défenseur des droits de la femme, M^{me} Negi a obtenu des fonds pour la production de deux vidéos sur la violence familiale et sur les ressources à la disposition des femmes arrivées depuis peu qui sont victimes de violence familiale. Par ses activités et ses efforts immenses, M^{me} Negi a encouragé de nombreux groupes ethniques à fournir des services d'aide aux immigrants. En raison de sa défense passionnée des femmes immigrantes, divers paliers de gouvernement ont consulté des centres pour immigrantes ou pour des femmes faisant partie de groupes minoritaires avant de mettre en œuvre une nouvelle législation.

Récipiendaires du certificat du mérite civique de 2000

Colombie-Britannique

M^{me} Elizabeth MacLeod (Kelowna)

Membre de longue date de la Multicultural Society of Kelowna, M^{me} Elizabeth MacLeod joue un rôle important pour ce qui est d'apprendre aux nouveaux arrivants les valeurs, les droits et les responsabilités liés à la citoyenneté canadienne. Elle consacre de nombreuses heures aux nouveaux arrivants. Elle s'occupe d'eux, les appuie et favorise les échanges sur les croyances, les philosophies et les antécédents entre les membres de divers groupes religieux ou spirituels. M^{me} MacLeod représente réellement ce que signifie être canadien. Le respect et la diplomatie dont elle fait preuve témoignent de son engagement sincère à communiquer avec les nouveaux arrivants et à les accueillir dans la société canadienne. En outre, elle s'efforce de sensibiliser sa collectivité en ce qui a trait au racisme, à la diversité et à l'intégration des nouveaux arrivants.

M^{me} Susan Rambow (Courtenay)

Comme présidente-fondatrice de la Comox Valley Multicultural and Immigrant Support Society, M^{me} Susan Rambow a consacré plus de 20 années à la défense des nouveaux arrivants et des réfugiés dans sa collectivité. M^{me} Rambow a inspiré d'autres Canadiens à participer à ses activités, notamment à la mise sur pied d'un magasin offrant gratuitement des vêtements et des objets ménagers, au regroupement de neuf églises locales en vue du parrainage de réfugiés kosovars, à la coordination de programmes sociaux en anglais et de formation en informatique destinés aux nouveaux arrivants. M^{me} Rambow travaille de façon inlassable pour faire en sorte que les membres de sa collectivité reconnaissent la contribution personnelle de chaque nouvel arrivant et continue d'œuvrer dans le domaine des services d'aide au rétablissement et d'être une amie pour les nouveaux arrivants qui en ont besoin.

Surrey Delta Immigrant Services Society (Surrey)

Au cours des 22 dernières années, la Surrey Delta Immigrant Services Society (SDISS) s'est efforcée de favoriser l'autonomie des immigrants et de bâtir une collectivité forte et multiculturelle. Leurs activités comprennent des services directs, l'éducation communautaire, des activités coopératives, la défense des droits des immigrants et la défense de certains clients précis. La SDISS participe à de nombreuses activités au sein de la collectivité visant à aider les nouveaux arrivants à s'intégrer à la société. Les membres offrent de l'aide aux nouveaux arrivants en ce qui a trait à la planification de carrière, à la recherche d'emploi et aux services de placement, aux cours d'anglais langue seconde et à l'orientation en matière d'établissement. La SDISS offre également des programmes destinés aux jeunes et aux aînés, des cours d'instruction civique ainsi que des programmes pour prévenir la violence familiale, et elle sert ses clients dans 42 langues et offre de l'aide à 40 000 nouveaux arrivants chaque année.

Document d'information

Semaine de la citoyenneté du Canada

Célébrée chaque année, la Semaine de la citoyenneté du Canada représente une occasion, pour tous les Canadiens et Canadiennes de réfléchir sur la valeur de la citoyenneté canadienne et de mettre l'accent sur les droits, les privilèges et les responsabilités qui s'y rattachent. Cette année, le thème de la Semaine de la citoyenneté, qui est organisée par Citoyenneté et Immigration Canada, est *Le Canada, un pays pour nous tous!* Ce thème vise à rappeler aux Canadiens et aux Canadiennes – qu'ils soient jeunes ou moins jeunes, nés au Canada ou à l'étranger – que nous avons tous le droit d'appartenir à ce pays. Nous avons tous un rôle important à jouer, soit de promouvoir ce sentiment d'appartenance.

La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Madame Elinor Caplan, lancera officiellement la Semaine de la citoyenneté du Canada, le 16 octobre, aux Archives nationales, à Ottawa. Il y aura d'abord une cérémonie de citoyenneté pour 100 nouveaux Canadiens qui prêteront le serment de citoyenneté, et ensuite le lancement d'un livre commémoratif intitulé *Les artisans de notre patrimoine*.

Cet ouvrage retrace l'évolution de la citoyenneté canadienne et le rôle qu'a joué l'immigration dans le développement du Canada, depuis le début du siècle dernier jusqu'en 1977, année où la dernière modification en profondeur a été apportée à la *Loi sur la citoyenneté*. Récemment, la Ministre a proposé des modifications à la *Loi sur la citoyenneté*, lesquelles sont actuellement à l'étude au Parlement.

Avec le concours de ses partenaires dans les collectivités de partout au Canada, Citoyenneté et Immigration Canada a organisé une série d'activités visant à souligner la Semaine de la citoyenneté au niveau local. Mentionnons, entre autres, les cérémonies de citoyenneté au cours desquelles plus de 7 000 nouveaux Canadiens prêteront le serment de citoyenneté, et des dizaines de cérémonies de réaffirmation de la citoyenneté où des Canadiens exprimeront leur engagement envers le Canada en réitérant le serment de citoyenneté.

Pendant la Semaine de la citoyenneté, des cérémonies se dérouleront également afin de rendre hommage à 19 récipiendaires du Certificat du mérite civique, qui est décerné à des citoyens et à des organismes canadiens lors de cérémonies ayant lieu dans leurs collectivités respectives, en reconnaissance de la contribution exceptionnelle qu'ils ont apportée en aidant des nouveaux arrivants au Canada. On leur présentera une épinglette en or représentant une feuille d'érable, ainsi qu'un certificat encadré portant la signature de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Madame Elinor Caplan.

Citoyenneté et Immigration Canada a publié un guide d'activités à l'intention des enseignants et des responsables de jeunes pour les aider à faire participer les jeunes à la Semaine de la citoyenneté du Canada. Ce guide, intitulé *L'appartenance*, propose des activités amusantes et pluridisciplinaires s'adressant aux jeunes. Conçu pour les enseignants, les animateurs de groupes et les dirigeants communautaires, il explore les éléments qui nous procurent un sentiment d'appartenance à un lieu, à une collectivité ou à un pays. Il se propose également d'aider les jeunes à identifier les valeurs civiques fondamentales qu'ils désirent conserver.

Des exemplaires de *L'appartenance* sont disponibles gratuitement et l'on peut s'en procurer en écrivant au Centre de distribution, Direction générale des communications, Citoyenneté et Immigration, Ottawa, ON K1A 1L1. On peut aussi télécharger le document à partir du site Web de Citoyenneté et Immigration Canada à l'adresse : (www.cic.gc.ca/bienvenuechezvous).



COMMUNIQUÉ

00-16

NOUVEAUX CANADIENS ET CONTRIBUTIONS EXCEPTIONNELLES HONORÉES PENDANT LA SEMAINE DE LA CITOYENNETÉ DU CANADA, DU 16 AU 22 OCTOBRE 2000

Ottawa, 13 octobre 2000 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Madame Elinor Caplan, a annoncé aujourd'hui que cette année, le Canada célébrera la Semaine de la Citoyenneté en accueillant plus de 7 000 nouveaux citoyens et en reconnaissant la contribution exceptionnelle de 19 citoyens et organismes canadiens qui ont aidé des nouveaux arrivants au Canada.

« Partout dans le monde les gens estiment hautement la citoyenneté canadienne car ils savent que le Canada encourage la tolérance, la diversité et la bienveillance, a déclaré la Ministre. La Semaine de la Citoyenneté représente une occasion, pour tous les Canadiens et Canadiennes, qu'ils soient nés au Canada ou à l'étranger, de célébrer les valeurs qui font que la Citoyenneté canadienne est si précieuse. »

La Ministre a également annoncé les 19 récipiendaires du Certificat du mérite civique, qui est décerné à des citoyens ou à des organismes canadiens qui font une contribution exceptionnelle en aidant des nouveaux arrivants à s'intégrer à la société canadienne. Parmi les récipiendaires de cette année figurent, entre autres, le groupe Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent, de Rimouski, ainsi que plusieurs particuliers et organismes qui offrent aux nouveaux arrivants des services de planification de carrière, de recherche d'emploi et de placement.

Chaque récipiendaire recevra une épinglette en or, représentant une feuille d'érable, ainsi qu'un certificat portant la signature de Madame la ministre Elinor Caplan, à l'occasion des cérémonies qui se dérouleront à l'échelle du Canada pendant la Semaine de la Citoyenneté, du 16 au 22 octobre 2000. (Vous trouverez ci-joint la liste complète des récipiendaires et de leurs réalisations.)

La Semaine de la Citoyenneté sera également observée à l'occasion de cérémonies de Citoyenneté qui se dérouleront dans les collectivités partout au Canada et au cours desquelles plus de 7 000 personnes deviendront des citoyens canadiens.

« Les nouveaux Canadiens font preuve d'une grande volonté à s'adapter à leur nouveau pays, a affirmé Madame Caplan. Ils sont indispensables à l'essor de notre économie et à la richesse sociale et culturelle du pays. Bon nombre de nouveaux Canadiens sont devenus des citoyens éminents, remportant des médailles olympiques et des Prix Nobel pour le Canada. En fait, plusieurs des récipiendaires du Certificat du mérite civique que j'annonce aujourd'hui sont nés à l'étranger », a déclaré la Ministre.

-30-

Renseignements :

Derik Hodgson

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

Vous trouverez de plus amples détails au sujet de la Semaine de la Citoyenneté à l'adresse Web :

<http://www.cic.gc.ca/bienvenuechezvous>



NEWS RELEASE

00-17

CANADA'S CITIZENSHIP WEEK BEGINS WITH BOOK LAUNCH AT THE NATIONAL ARCHIVES OF CANADA

Ottawa, October 16 – Citizenship and Immigration Minister Elinor Caplan today released a commemorative book which traces the evolution of Canadian citizenship and the role of immigration in the development of Canada during a ceremony to launch Canada's Citizenship Week at the National Archives of Canada.

Forging Our Legacy, by Canadian author Valerie Knowles, was commissioned as part of the celebrations marking the 50th anniversary of the *Citizenship Act* in 1997. It traces the history of immigration policy in Canada, and discusses the various waves of immigration into Canada during the 20th century and the effect they had on the development of Canada as a nation.

"*Forging our Legacy* will help Canadians better appreciate how Canada developed into one of the most ethnically diverse countries in the world, a country with roots that reach into every corner of the world," said Minister Caplan. "I am proud to carry on the tradition of openness, tolerance and equality that has been the hallmark of our immigration policies in Canada."

While at the National Archives of Canada, Minister Caplan toured an exhibit of photographs of Canadian immigrants, some of which are featured in *Forging our Legacy*. "These photographs, and other National Archives of Canada holdings, preserve the recorded memory of our nation," said National Archivist Ian E. Wilson. "And in doing so connect our future to our past, enabling all Canadians to better understand their country and their fellow citizens."

Minister Caplan also presided over a citizenship ceremony where 100 newcomers to Canada took the Oath of Citizenship and became Canadian citizens. "When newcomers choose Canada, they are giving us all affirmation. They are endorsing the values that Canadians all share -- the values that make Canada an open, peaceful and caring society," said Minister Caplan.

The Citizenship ceremony was one of many being held across Canada this week, as more than 7,000 people became Canadian citizens, including a 101 year-old woman on Vancouver Island. Other events to mark Citizenship Week include ceremonies to honour recipients of the Citation for Citizenship, which is awarded annually to recognize outstanding contributions in assisting newcomers to Canada, and dozens of re-affirmation ceremonies, where Canadians express their commitment to Canada by repeating the Oath of Citizenship.

-30-

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042



Additional details on Citizenship Week can be found at: www.cic.gc.ca/welcomehome

Canada

FORGING OUR LEGACY

Forging Our Legacy was commissioned as part of the celebrations marking the 50th anniversary of the *Citizenship Act* in 1997. The book traces the evolution of Canadian citizenship and the role played by immigration in the development of Canada from 1900 to 1977, when the last major amendment to the *Citizenship Act* was made.

Since the turn of the century, Canada's identity has been developed and shaped, in large part, by the contributions of successive waves of immigrants. The arrival of these immigrants is described in *Forging Our Legacy*, which also shows how immigration, along with other key events in the country's development, contributed to the growth of Canadian nationalism and Canada's sense of identity, both of which culminated in the *Canadian Citizenship Act* of 1947 and the *Citizenship Act* of 1977. Proposals to amend the 1977 *Citizenship Act* are currently before Parliament.

The 100-page publication is supported by contributions from the following Canadian corporations:

Air Canada	BC TEL	Bell Canada
Bombardier Inc.	Canadian Airlines	Canadian Bankers Association
Canadian National	Mitel Corporation	Molson Breweries
NOVA Corporation	Petro-Canada	Power Corporation of Canada
Rogers Communications		

Forging Our Legacy includes 12 vignettes that profile immigrants who have made major contributions to Canadian society, including Governor General Adrienne Clarkson, writer and filmmaker Michael Ondaatje, Madam Justice Rosalie Abella of the Ontario Court of Appeal, and Thomas Bata, a Czech-born entrepreneur who built the Bata Shoe Company into a global force with 70,000 employees in 73 countries.

The book will be distributed to universities, museums and libraries, and copies will be presented to all of those who take the Oath of Citizenship during Canada's Citizenship Week. Copies will also be available to the public on a first-come, first-served basis. An Internet version of the book is available.

-30-

The full text of *Forging Our Legacy* can be found on the Citizenship and Immigration Canada Web site:
www.cic.gc.ca

LES ARTISANS DE NOTRE PATRIMOINE

Le livre *Les artisans de notre patrimoine* a été commandé en 1997 dans le cadre des célébrations marquant le 50^e anniversaire de la *Loi sur la citoyenneté*. Il retrace l'évolution de la citoyenneté canadienne et le rôle de l'immigration dans le développement du Canada à partir du début du siècle jusqu'en 1977, année de la dernière grande modification de la *Loi sur la citoyenneté*.

Avant 1947 et par la suite, l'identité canadienne a été forgée, en grande partie, par les contributions de vagues successives d'immigrants. Ces mouvements migratoires sont décrits dans *Les artisans de notre patrimoine*, lequel relate également comment l'immigration, de concert avec d'autres événements clés dans le développement du pays, a contribué à la croissance du nationalisme canadien et à l'établissement du sens de l'identité canadienne, qui ont donné naissance à la *Loi sur la citoyenneté canadienne* de 1947 et à la *Loi sur la citoyenneté* de 1977. Des propositions visant à modifier la *Loi sur la citoyenneté* de 1977 sont actuellement devant le Parlement.

Les entreprises canadiennes suivantes ont appuyé par leurs contributions la rédaction de ce livre d'une centaine de pages :

Air Canada	BC TEL	Bell Canada
Bombardier Inc.	Lignes aériennes	Association des banquiers canadiens
Canadien National	Mitel Corporation	Les Brasseries Molson
NOVA Corporation	Petro-Canada	Power Corporation du Canada
Rogers Communications		

Les artisans de notre patrimoine comprend 12 petits récits qui tracent le profil d'immigrants ayant contribué d'une manière significative à la société canadienne, notamment M^{me} la gouverneure générale Adrienne Clarkson, l'écrivain et cinéaste Michael Ondaatje, M^{me} la juge Rosalie Abella de la Cour d'appel de l'Ontario et M. Thomas Bata, un entrepreneur d'origine tchèque qui a fait de la Bata Shoe Company un empire mondial qui emploie 70 000 personnes dans 73 pays.

Le livre sera distribué dans les universités, les musées et les bibliothèques et il sera remis à tous ceux qui prononceront le serment de citoyenneté pendant la Semaine de la citoyenneté du Canada. Des exemplaires seront également remis au public selon le principe du premier arrivé, premier servi. Le livre se trouve sur Internet.

COMMUNIQUE

00-17

LA SEMAINE DE LA CITOYENNETÉ DU CANADA DÉBUTE PAR LE LANCEMENT D'UN LIVRE AUX ARCHIVES NATIONALES DU CANADA

Ottawa, 16 octobre – Au cours d'une cérémonie marquant le coup d'envoi de la Semaine de la Citoyenneté du Canada, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M^{me} Elinor Caplan, a lancé aujourd'hui aux Archives nationales un livre commémoratif qui retrace l'évolution de la citoyenneté canadienne et le rôle qu'a joué l'immigration dans le développement du Canada.

Le livre *Les artisans de notre patrie*, de l'auteure canadienne Valerie Knowles, a été commandé en 1997 dans le cadre des célébrations marquant le 50^e anniversaire de la *Loi sur la citoyenneté*. Le livre relate l'histoire de la politique canadienne d'immigration et décrit les diverses vagues successives d'immigrants au Canada au 20^e siècle ainsi que les répercussions qu'elles ont eues sur le développement du Canada comme nation.

« *Les artisans de notre patrie* aidera les Canadiens et les Canadiennes à mieux comprendre comment le Canada est devenu l'un des pays du monde les plus diversifiés sur le plan ethnique, un pays dont les racines s'étendent jusqu'aux quatre coins du monde », a déclaré la ministre Caplan. « Je suis fière de poursuivre la tradition d'ouverture, de tolérance et d'égalité qui a été la marque de nos politiques d'immigration au Canada. »

Pendant sa visite aux Archives nationales du Canada, M^{me} Caplan en a profité pour faire le tour d'une exposition de photographies d'immigrants canadiens dont quelques-unes figurent dans *Les artisans de notre patrie*. « Ces photographies, a dit l'archiviste national M. Ian E. Wilson, de même que d'autres collections des Archives nationales du Canada contribuent à préserver la mémoire de notre nation et à relier ainsi notre futur à notre passé, permettant à tous les Canadiens de mieux comprendre leur pays et leurs concitoyens. »

La ministre Elinor Caplan a également présidé une cérémonie de citoyenneté au cours de laquelle 100 nouveaux arrivants au Canada ont prononcé le serment de citoyenneté et sont devenus des citoyens canadiens. « Quand de nouveaux arrivants choisissent le Canada, ils nous affirment qu'ils souscrivent aux valeurs partagées par tous les Canadiens -- les valeurs qui font du Canada une société ouverte, paisible et compatissante », a déclaré la

Ministre.

Cette cérémonie de citoyenneté était l'une des nombreuses qui se tiennent au Canada pendant la Semaine de la citoyenneté et au cours desquelles plus de 7 000 personnes deviendront des citoyens canadiens, notamment une femme âgée de 101 ans sur l'île de Vancouver. Parmi les autres événements servant à marquer la Semaine de la citoyenneté figurent des cérémonies pour honorer les lauréats du Certificat du mérite civique, lequel est remis chaque année pour reconnaître les contributions remarquables de citoyens qui viennent en aide aux nouveaux arrivants au Canada, ainsi qu'une douzaine de cérémonies de réaffirmation de la citoyenneté au cours desquelles des Canadiens expriment leur engagement envers le Canada en réitérant le serment de citoyenneté.

-30-

Renseignements :

Derik Hodgson

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042

Vous trouverez de plus amples détails au sujet de la Semaine de la Citoyenneté à l'adresse Web :

www.cic.gc.ca/bienvenuechezvous



NEWS RELEASE

01-01

MINISTER TABLES IMMIGRATION LEVELS

OTTAWA, February 8, 2001 - Citizenship and Immigration Minister Elinor Caplan has tabled Canada's immigration levels in the House of Commons, which show a modest increase in numbers over the next two years.

The Minister announced that Canada had exceeded the targets set for the year 2000, and that it planned to land up to 235,000 immigrants by 2002.

"A successful immigration program like ours is not just about numbers on a page, but rather about hardworking people and their families who come here from the world over to help build our economy, our society and our culture," said Minister Caplan.

She added that the government remained committed to increasing immigration levels to approximately one percent of the population over the long term, but that Canada's capability to absorb and integrate increased numbers would dictate the pace.

"Today's plan is the first step toward a more comprehensive series of discussions with our provincial partners and other stakeholders over the next year."

The numbers tabled today show that 226,837 immigrants and refugees were landed in 2000, just over the target range of 200,000 to 225,000. The multi-year plan establishes the same range for 2001, and proposes an increase of 210,000 to 235,000 in landings for the year 2002.

-30-

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Backgrounder 1–The Multi-year Planning Process

Canada needs immigrants

Immigration has been a defining characteristic of Canada. From our earliest days as a nation through to the global transformations of recent decades, it has been vital to our social, economic and cultural development. Immigrants and refugees built our country, and they will continue to do so if we are to grow and prosper in the future.

Canada's immigration program manages the entry and settlement of immigrants, refugees and visitors while preventing the entry of those who pose a threat to the safety and security of our country and its citizens. Preventing the entry of criminals, terrorists, people smugglers and those who would abuse our immigration laws is a priority for Canadians.

At the same time, Canadians want an immigration program that attracts economic immigrants who can contribute to Canada's economic objectives, and family class immigrants who can help strengthen our communities. Canadians also want to provide a safe haven for some of the world's refugees.

The Government of Canada is committed to gradually increasing the volume of immigration to Canada to approximately one percent of the population over time, in a measured and responsible manner.

Dealing with complex environments nationally and internationally

Determining who will enter and settle in Canada is becoming increasingly complex. Global communications have made the world a smaller place. More and more people are on the move, and more and more people want an opportunity to get ahead. In addition, there are many countries where war has become a way of life, and the number of refugees needing assistance increases each year. Canada—consistently recognized by the United Nations as one of the best places in the world to live—is a destination of choice for many immigrants.

To remain competitive and prosperous in today's global economy, Canada has to compete for the best and the brightest. To expand, business needs skilled workers as there are already shortages in many key industries. Canada is not alone in this need—many of the industrial and post-industrial nations are searching for talented people who have already decided that they want to move. Our challenge is to encourage them to choose Canada.

Sustained planning is essential

To achieve immigration goals requires sustained planning. Citizenship and Immigration Canada (CIC) is implementing a Multi-year Planning Process that will enable the Department to signal a direction for the immigration program, while offering the flexibility to respond to global and domestic trends and challenges. It recognizes that although we cannot always control the external environment in which the program operates, we can monitor what is happening and respond accordingly. It will permit us to observe results over time and adjust as necessary. It will enable us to recognize that results generated by changes in immigration policy and programs take time to manifest.

Backgrounder 1–The Multi-year Planning Process

While annual immigration targets are important for planning purposes, the success of the program hinges on more than the achievement of these targets. Under the Multi-year Planning Process, qualitative program outcomes will be brought to the fore along with immigration levels.

Specifically, the Multi-year Planning Process will concern issues related to

- the settlement of immigrants and refugees; and
- the processing and selection of immigrants, refugees, temporary workers and students.

Consultation is an integral element of the Multi-year Planning Process. CIC has for some time consulted regularly with provincial and territorial governments, municipalities and organizations that provide services to immigrants and refugees. The provinces and territories support a move to a more comprehensive approach to immigration planning, and are working with CIC to develop effective consultation mechanisms. Consultation is particularly important in determining how the challenges of immigration can be met and how the benefits of immigration can be realized in all parts of the country.

The Multi-year Planning Process will operate continuously, gathering experience from the past to improve planning for the future of immigration. Rather than viewing levels in isolation year by year, the process looks at setting immigration targets along a continuum.

First plan presents targets for 2001 and estimates for 2002

The Multi-year Planning Process includes an annual report to Parliament that will present planning ranges for current and subsequent years, report on progress, and recommend adjustments as needed.

The target for 2001 reflects the status quo, while the estimate for 2002 shows a modest increase.

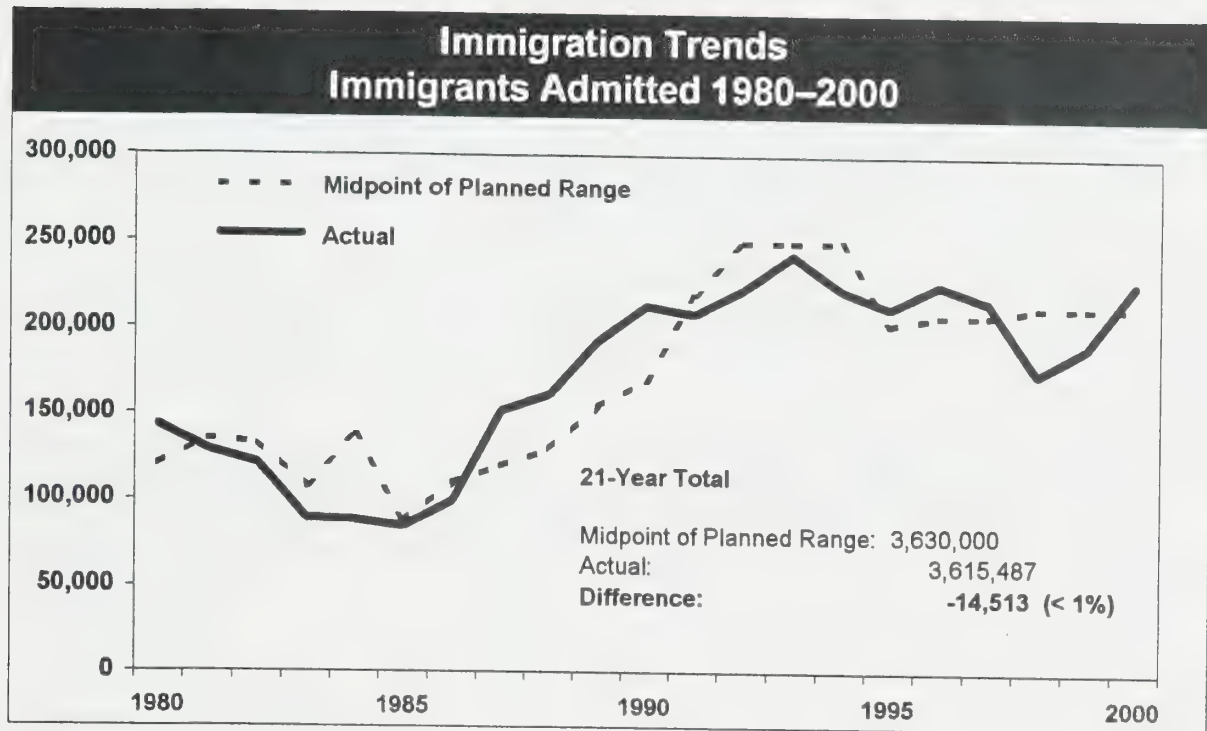
The target for 2001 has been set at 200,000 to 225,000.

The estimate for planning purposes for 2002 has been set at 210,000 to 235,000. Estimates for 2002 may be revised if the research, consultations and analysis conducted as part of the planning cycle conclude that these numbers need to be adjusted.

Next year's plan will ascribe planning targets for 2002 and estimates for planning purposes for 2003.

Further information on and details of this year's plan are provided in the accompanying backgrounder on *Immigration Trends, 1980-2000*, and in *Planning Now for Canada's Future*. The backgrounder on *Immigration Results and Targets* is also available on the CIC Web site.

Backgrounder 2–Immigration Trends, 1980–2000



Overall levels within estimated targets for past 21 years

Since 1979, when the first annual immigration plan was presented to Parliament, actual immigration has been within one percent of the midpoint of overall estimated targets. However, monitoring the achievement of levels alone is only one part of the picture. We also have to measure absorptive capacity, which includes labour force participation as well as social and economic integration. Ensuring that newcomers can participate fully in Canadian society is an essential component of the immigration program.

Achievement of levels is dependent upon

- resources dedicated to selection and processing;
- the number of people making applications to immigrate;
- the countries where applicants currently live (source countries) and the availability of appropriate documentation;
- Canada's ability to attract new immigrants; and
- the number of refugees needing an immediate safe haven.

The Government of Canada's long-term goal

The Government of Canada is committed to working with its provincial and territorial partners, and to seeking input from key stakeholders, with the long-term view of increasing immigration arrivals to one percent of the population, bearing in mind Canada's absorptive capacity. Strategies have to be jointly developed to ensure that newcomers to Canada are equipped to participate in the labour market and are able to settle, adapt and integrate into their new communities.

A significant majority of immigrants settle in Toronto (44%), Vancouver (15%) and Montréal (12%), which puts stress on the infrastructures of these cities. Many other provinces would like to encourage more immigrants to settle in their provinces to improve their economies and further access international trade markets.

The challenge for all levels of government is to encourage settlement across Canada and so distribute the benefits of immigration more evenly across the country. To do this requires that the Government of Canada, the provinces and the territories continue to foster support networks and community programming to welcome and settle immigrants and refugees.

The Multi-year Planning Process introduced in February 2001 is the first step toward more comprehensive planning. It is designed to enhance both our consultations and our flexibility in the years ahead. As it is refined and expanded, it will facilitate the essential dialogue that is needed to achieve Canada's long-term immigration goals.

Further information on and details of this year's plan are provided in the accompanying backgrounder on *The Multi-year Planning Process*, and in *Planning Now for Canada's Future*. The backgrounder on *Immigration Results and Targets* is also available on the CIC Web site.

L'objectif à long terme du gouvernement du Canada

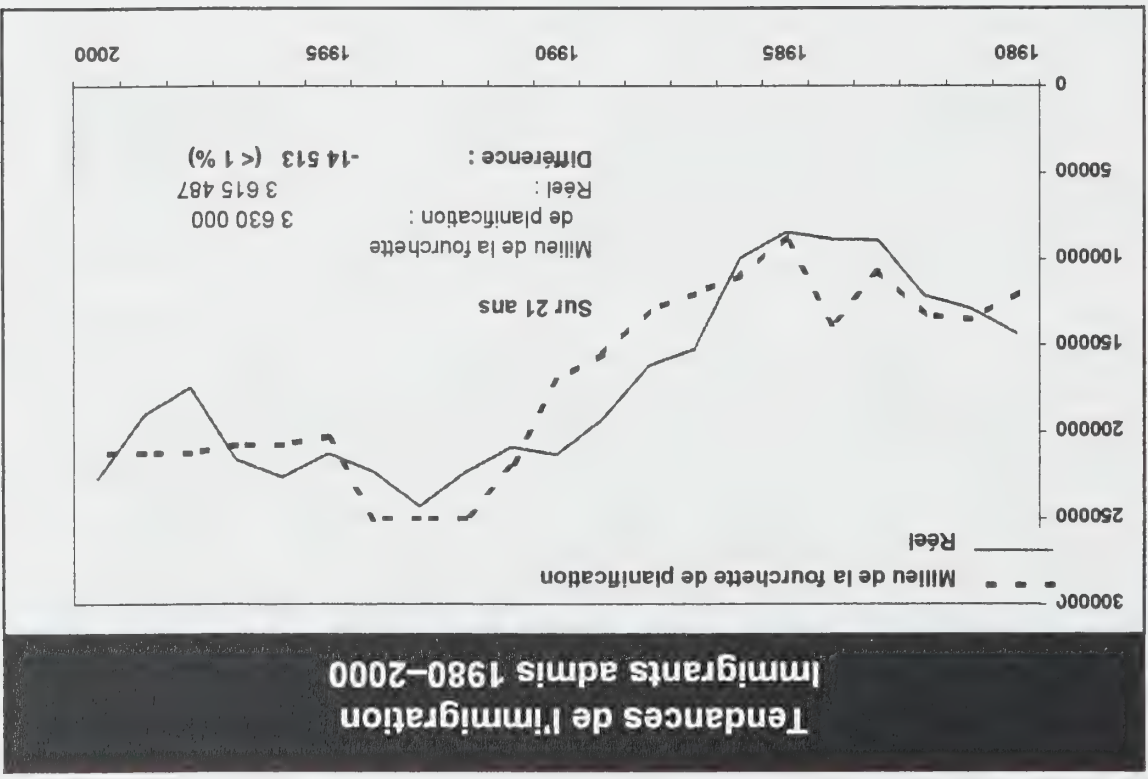
Le gouvernement du Canada est déterminé à collaborer avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les principaux intervenants, afin d'accroître à long terme l'immigration pour qu'elle s'établisse à un pour cent de la population, en tenant compte de la capacité d'absorption du Canada. Il faut élaborer ensemble des stratégies afin de veiller à ce les nouveaux arrivants au Canada soient équipés pour participer au marché du travail et puissent s'installer, s'adapter et s'intégrer à leurs nouvelles collectivités.

Une grande majorité d'immigrants s'installent à Toronto (44 %), Vancouver (15 %) et Montréal (12 %) et exercent ainsi des pressions sur l'infrastructure de ces villes. Bien d'autres provinces aimeraient inciter plus d'immigrants à venir s'installer sur leur territoire afin de faire progresser leur économie et d'accéder davantage aux marchés internationaux.

L'enjeu pour tous les ordres de gouvernement est de favoriser l'établissement de nouveaux venus partout au Canada et de répartir ainsi plus également les retombées positives de l'immigration. Pour y arriver, il faut donc que le gouvernement du Canada, les provinces et les territoires continuent de favoriser les réseaux de soutien et les programmes communautaires afin d'accueillir des immigrants et des réfugiés et de contribuer à leur établissement.

La planification pluriannuelle adoptée en février 2001 est la première étape vers une planification plus globale. Elle a pour but d'améliorer à la fois nos consultations ainsi que notre marge de manœuvre dans les années à venir. Au fur et à mesure qu'elle se bonifiera et s'élargira, elle facilitera le dialogue essentiel nécessaire à la réalisation des objectifs à long terme du Canada au chapitre de l'immigration.

On peut obtenir d'autres renseignements ainsi que des précisions au sujet du plan de l'année courante dans le document d'information *Processus de planification pluriannuelle* ainsi que dans *Planifier des maintenant l'avenir du Canada*. Le document d'information *Résultats et objectifs en matière d'immigration* est également disponible sur le site Web de CIC.



Niveaux globaux inférieurs aux objectifs prévus depuis les 21 dernières années

Depuis 1979, année de la présentation au Parlement du premier plan annuel d'immigration, l'immigration réelle se situe à moins de un pour cent du point milieu des objectifs globaux prévus. Cependant, le suivi de l'atteinte des niveaux ne constitue qu'une partie du tout. Nous devons également mesurer la capacité d'absorption, laquelle englobe la participation au marché du travail ainsi que l'intégration sociale et économique. En effet, veiller à ce que les nouveaux arrivants participent pleinement à la société canadienne est une composante essentielle du programme d'immigration.

L'atteinte des niveaux repose donc sur :

- les ressources consacrées à la sélection et au traitement;
- le nombre de personnes qui présentent des demandes d'immigration;
- les pays où vivent actuellement ces demandeurs (pays sources) et la disponibilité des documents officiels pertinents;
- la capacité du Canada d'attirer de nouveaux immigrants;
- le nombre de réfugiés ayant besoin d'un refuge immédiat.

L'objectif pour 2001 reflète le statu quo alors que les estimations pour 2002 indiquent une légère augmentation.

L'objectif pour 2001 a été fixé entre 200 000 et 225 000.

L'estimation pour la planification de 2002 prévoit de 210 000 à 235 000 immigrants. Les estimations de 2002 peuvent être révisées si la recherche, les consultations et l'analyse menées dans le cadre du cycle de planification recommandent que ces chiffres soient ajustés.

Le plan de l'an prochain déterminera des objectifs de planification pour 2002 et des estimations pour fins de planification pour 2003.

On peut obtenir d'autres renseignements ainsi que des précisions au sujet du plan de l'année courante dans le document d'information *Tendances de l'immigration 1980-2000*, de même que dans *Planifier dès maintenant l'avenir du Canada*. Le document d'information *Résultats et objectifs en matière d'immigration* est également disponible sur le site Web de CIC.

Une planification soutenue est essentielle

Pour atteindre nos objectifs d'immigration, il faut une planification soutenue. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) met présentement en œuvre un processus de planification pluriannuelle qui permettra au Ministère d'orienter son programme d'immigration tout en offrant la souplesse nécessaire pour répondre aux tendances et aux défis qui se posent, tant à l'échelle internationale que nationale. Le Ministère reconnaît que même si nous ne pouvons pas contrôler l'environnement externe qui constitue le champ de notre programme, nous pouvons en surveiller l'évolution et réagir en conséquence. Le programme nous permettra d'observer les résultats au fil des ans et de nous adapter aux besoins. Il nous permettra également de constater que les résultats engendrés par les changements dans la politique et les programmes d'immigration se manifestent à longue échéance.

Bien que les cibles annuelles d'immigration soient importantes pour les fins de la planification, le succès du programme repose sur autre chose que sur l'atteinte de ces objectifs. Grâce au processus de planification pluriannuelle, le programme nous aidera à atteindre nos niveaux d'immigration, et à obtenir par surcroît une immigration de qualité. Plus particulièrement, le processus de planification pluriannuelle portera sur les enjeux concernant :

- l'établissement des immigrants et des réfugiés;
- le traitement et la sélection des immigrants, des réfugiés, des travailleurs temporaires et des étudiants.

La consultation fait partie intégrante du processus de planification pluriannuelle. CIC mène, depuis quelque temps, des consultations régulières auprès des gouvernements provinciaux et territoriaux, des municipalités et des organisations qui offrent des services aux immigrants et aux réfugiés. Les provinces et les territoires sont en faveur de l'adoption d'une approche plus exhaustive à l'égard de la planification de l'immigration et travaillent avec CIC pour concevoir des mécanismes de consultation efficaces. La consultation est particulièrement importante pour déterminer comment relever les défis de l'immigration et comment faire bénéficier toutes les régions du pays des avantages de ce phénomène.

Le processus de planification pluriannuelle sera un processus constant, qui tablera sur l'expérience du passé pour améliorer la planification de l'immigration de demain. Plutôt que de nous limiter à réviser les niveaux année après année, le processus étale les objectifs d'immigration sur un continuum.

Le premier plan présente les objectifs pour 2001 et des estimations pour 2002

Le processus de planification pluriannuelle prévoit le dépôt d'un rapport annuel au Parlement. On y présentera les variations possibles pour l'année en cours et les années subséquentes, l'évolution de la situation, et on recommandera des ajustements au besoin.

Le Canada a besoin d'immigrants

L'immigration est l'une des caractéristiques déterminantes du Canada. Depuis les tout premiers débuts de la nation jusqu'aux transformations mondiales survenues au cours des dernières décennies, elle a joué un rôle essentiel pour notre développement social, économique et culturel. Les immigrants et les réfugiés ont édifié notre pays et continueront de le faire si nous souhaitons croître et prospérer dans l'avenir.

Le programme d'immigration du Canada permet de gérer l'admission et l'établissement des immigrants, des réfugiés et des visiteurs, tout en interdisant l'entrée des individus qui posent une menace à la sécurité et à la protection de notre pays et de ses citoyens. Empêcher l'entrée de criminels, de terroristes, de passeurs d'immigrants et de personnes qui méprisent nos lois en matière d'immigration constitue une priorité pour les Canadiennes et les Canadiens.

Du même souffle, les Canadiens et les Canadiennes veulent un programme d'immigration qui attire les gens d'affaires susceptibles de contribuer à l'atteinte des objectifs économiques du Canada, ainsi que les immigrants de la catégorie de la famille qui peuvent participer au développement de nos collectivités. Les Canadiennes et les Canadiens veulent également offrir un refuge sûr à un certain nombre de réfugiés de partout dans le monde.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à accroître graduellement le volume de l'immigration au Canada pour atteindre avec le temps environ un pour cent de la population, en faisant preuve de prudence et de solidarité.

Faire face à des situations complexes tant à l'échelle nationale qu'internationale

Il s'avère de plus en plus complexe de déterminer qui sera admis pour s'établir au Canada. La mondialisation des communications réduit considérablement la planète. De plus en plus de gens se déplacent et veulent améliorer leur sort. En outre, dans de nombreux pays, la guerre est devenue un mode de vie et le nombre de réfugiés qui ont besoin d'aide augmente chaque année. Le Canada – constamment reconnu par les Nations Unies comme l'un des meilleurs pays au monde où il fait bon vivre – est une destination de choix pour de nombreux immigrants.

Pour demeurer concurrentiel et prospère dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, le Canada doit faire des efforts pour attirer les candidats les plus brillants et les plus compétents. Pour prendre de l'expansion, le monde des affaires a besoin de travailleurs qualifiés car il y a déjà pénurie d'experts dans de nombreuses industries de pointe. Le Canada n'est pas le seul dans cette situation – nombre de pays industriels et post-industriels sont à la recherche de gens talentueux qui ont déjà décidé de s'expatrier. Notre défi consiste à les encourager à choisir le Canada comme nouvelle terre d'accueil.



Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7042

Denk Hodgson
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Renseignements :

- 30 -

2002.

La même fourchette pour 2001 et estime que les niveaux atteindront de 210 000 à 235 000 pour l'année 2002.

Les chiffres déposés aujourd'hui montrent que 226 837 immigrants et réfugiés ont été admis au cours de l'année 2000, soit un peu plus que la fourchette prévue de 200 000 à 225 000. Le plan pluriannuel prévoit la même fourchette pour 2001 et estime que les niveaux atteindront de 210 000 à 235 000 pour l'année 2002.

« Le plan déposé aujourd'hui constitue la première étape d'une série plus globale de discussions que nous aurons avec nos partenaires provinciaux et d'autres intervenants au cours de la prochaine année. »

Elle a ajouté que le gouvernement demeure déterminé à augmenter à long terme les niveaux d'immigration pour qu'ils s'établissent à environ un pour cent de la population. Toutefois, cette augmentation se fera en fonction de la capacité du Canada à absorber et à intégrer un nombre accru d'immigrants.

« Un bon programme d'immigration ne se mesure pas uniquement par des chiffres alignés sur une page. Il doit tenir compte des travailleurs acharnés et de leur famille qui viennent ici de partout au monde pour aider à bâtir notre économie, notre société et notre culture », a déclaré la ministre Caplan.

Elle a ajouté que le gouvernement demeure déterminé à augmenter à long terme les niveaux d'immigration pour qu'ils s'établissent à environ un pour cent de la population. Toutefois, cette augmentation se fera en fonction de la capacité du Canada à absorber et à intégrer un nombre accru d'immigrants.

La ministre a annoncé que le Canada avait dépassé les objectifs établis pour l'année 2000 et estime que les niveaux atteindront 235 000 immigrants d'ici 2002.

OTTAWA, 8 février 2001 – L'honorable Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé à la Chambre des communes les niveaux d'immigration du Canada. Ces niveaux montrent une légère augmentation dans les nombres au cours des deux prochaines années.

LA MINISTRE DÉPOSE LES NIVEAUX D'IMMIGRATION

COMMUNIQUÉ

01-01





NEWS RELEASE

01-01
-02-01

PART-TIME CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

OTTAWA, February 8, 2001- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced the appointment of **Louis Sekora** of Coquitlam, B.C. as a **part-time Citizenship Judge**.

Mr. Sekora, a former businessperson, has over 28 years of community service as Councillor, City of Coquitlam (1972-1983) and also as School Board Trustee (1974-1976). Mr. Sekora was elected Mayor of Coquitlam in 1983 and represented the city until 1997 when he was elected Member of Parliament, Port Moody-Coquitlam-Port Coquitlam.

Citizenship Judges are responsible for making decisions with regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





Communiqué

02-01

NOMINATION A TEMPS PARTIEL D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 8 février 2001 – Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui la nomination à temps partiel de **Louis Sekora** de Coquitlam (C.-B.) à un **poste de juge de la citoyenneté**.

Monsieur Sekora, antérieurement homme d'affaires, a à son actif plus de 28 années de service à la collectivité, comme conseiller municipal de la Ville de Coquitlam (1972-1983) et également comme membre du Conseil scolaire (1974-1976). Il a été élu maire de Coquitlam en 1983 et a représenté la ville jusqu'en 1997 année, où il fut élu député fédéral de la circonscription de Port Moody-Coquitlam-Port Coquitlam.

Les juges de la citoyenneté sont chargés de statuer sur les demandes de citoyenneté. Ils président aux cérémonies de la citoyenneté et administrent le serment de la citoyenneté à tous les nouveaux citoyens.

- 30 -

Pour information :

Derik Hodgson
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

01-03

IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT INTRODUCED

OTTAWA, February 21, 2001 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today tabled the Immigration and Refugee Protection Act in the House of Commons, reaffirming her commitment to be tough on criminals while strengthening efforts to attract skilled immigrants.

The new bill incorporates a number of recent proposals from Canadians, yet maintains the core principles and provisions of Bill C-31, the immigration legislation introduced prior to last fall's general election.

The Minister said the legislation reintroduces severe penalties—fines of up to \$1 million and life in prison—for people smugglers and traffickers, speeds up family reunification, and maintains Canada's humanitarian tradition of providing safe haven to people in need of protection.

"By saying 'No' more quickly to people who would abuse our rules, we are able to say 'Yes' more often to the immigrants and refugees Canada will need to grow and prosper in the years ahead," said Minister Caplan.

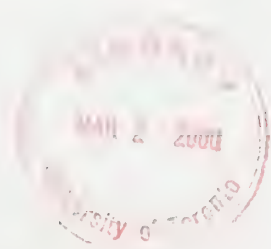
The bill reintroduces key measures to strengthen the integrity of the refugee determination system. These include front-end security screening for all claimants, clearer grounds for detention, fewer appeals and opportunities for judicial review to delay the removal of serious criminals, and suspension of refugee claims for people charged with serious crimes until the courts have rendered a decision.

The legislation reaffirms the commitment to faster but fair decisions on refugee claims by consolidating several current steps and criteria into a single protection decision to be made by the Immigration and Refugee Board, and by combining the increased use of single-member panels with an internal paper appeal before the Board.

In addition, the new bill reintroduces a number of key provisions designed to expand the admission of workers with the skills that are most acutely needed in Canada.

The key changes that have emerged from discussions of Bill C-31 and that were introduced today include:

- The inclusion of the definition of permanent resident in the Act;
- Provisions within the bill that reinforce the government's commitment to gender equality and clarify that parents are members of the family class;
- An oral appeal hearing for people facing a loss of permanent resident status for failure to maintain residency;
- Improved safeguards for people in need of protection:



Canada

- unsuccessful repeat refugee claimants will be eligible for a pre-removal risk assessment (PRRA) if they return to Canada after six months (as opposed to one year);
- discretion for oral PRRA in exceptional circumstances;
- protected people whose identities have been established will be eligible to apply for Canadian refugee travel documents;
- The requirement of a warrant to arrest refugees and permanent residents for any immigration matter.
- The principle that children will be detained only as a last resort.

The Minister promised supporting regulations over the coming months, which will include a strengthened overseas refugee resettlement program, an expanded family class, new selection criteria to attract more highly skilled and adaptable independent immigrants, and the creation of an "in-Canada" landing class for temporary workers, foreign students and spouses already established in Canada and wishing to stay.

The expanded family class will increase the age at which a dependent child can be sponsored from under 19 to under 22 and allow spouses and children to apply for permanent residence from within Canada. The Minister also expressed willingness to pursue discussions with the provinces over additional ways to expand the family class.

The new legislation will replace the current *Immigration Act*, which was first passed in 1976 and which has been amended more than 30 times. Work on the new legislation began in 1997 and has evolved through extensive consultations with the provinces, the territories, the legal community, non-governmental organizations and the general public.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Changes from Bill C-31

In response to Bill C-31, the government received submissions from the Canadian Bar Association, the United Nations High Commissioner for Refugees, the Canadian Council for Refugees and many others. The Minister has listened and responded.

Framework Legislation

What we heard:

- The government should ensure that all key principles and core policies are reflected in the Act and not in the regulations. The regulations should be limited to matters related to the implementation of policy.

Our response:

1. The new bill places greater emphasis on key principles, including:
 - The principles of equality and freedom from discrimination.
 - The principle that minor children should be detained only as a last resort.
 - The principle of equality of status for both official languages.
2. The new bill also includes the following provisions previously intended to be prescribed by regulation:
 - The provision that parents are members of the family class.
 - The provision that sponsored spouses, partners and dependent children of immigrants and refugees and their dependents will not be refused admission to Canada on the grounds that they would create an excessive demand on the medical system.
3. The new bill also reinforces the government's commitment to gender equality and provisions for opposite- and same-sex couples.

Provisions Affecting Permanent Residents

What we heard:

- Permanent residents should have a separate, defined status that clearly specifies their rights and obligations, including the right to enter Canada. Loss of status determinations should be made only through an oral appeal to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Our response:

The new bill enhances the rights of permanent residents by:

- Including a separate definition for permanent residents that highlights the distinction between permanent residents and other foreign nationals.
- Ensuring the right to an oral hearing before the IRB in the case of appeals on the loss of permanent resident status.
- Ensuring facilitated entry for permanent residents without a valid permanent resident card if they have been outside Canada for less than one year.
- Setting a higher threshold for examinations for permanent residents than for other foreign nationals.

- Requiring a warrant to arrest a permanent resident for any immigration matter.

Access to the Refugee Determination System

What we heard:

- Access to the refugee determination system is too restrictive and would deny access to people convicted of politically trumped-up charges. Others who are excluded from the IRB procedures may be denied access to a fair risk assessment upon return to their country of origin.

Our response:

- The possibility of politically trumped-up charges will be considered by the IRB, except in cases where the Minister finds the person to be a danger to the public.
- The new bill clarifies that unsuccessful refugee claimants, refugees who have withdrawn or abandoned their claims, and refugees excluded from the IRB process will have access to a pre-removal risk assessment prior to removal.
- The risk review may provide for an oral hearing, depending on the complexity of the case.
- Repeat claimants will have access to the risk review after six months instead of one year.
- People refused resettlement overseas will have access to the IRB determination system should they later apply from within Canada.

Other Amendments to Respond to Stakeholder Submissions

- The time limit for filing leave for judicial review of overseas decisions is prolonged from 15 to 60 days.
- Convention refugees and protected people whose identities have been established will be provided with a document indicating their status and making them eligible to apply for refugee travel documents.

The Proposed Immigration and Refugee Protection Act: Making the System Work Better

For Immigrants

Improving Client Service

What we are doing:

- Piloting new approaches to overseas processing.
- Introducing new technology: the Global Case Management System.

Why we are doing it:

- To ensure faster processing, quality decisions and increased transparency.

Clearing up Backlogs and Managing the Inventory

What we are doing:

- Designating new funds to clear up backlogs.
- Improving the management of the inventory of applications for permanent residence and for immigration visas abroad.
- Introducing the Multi-year Planning Process.

Why we are doing it:

- To serve Canadians, permanent residents and potential immigrants faster and more effectively.
- To enable the program to move toward immigration levels of one percent of the population.

Expanding the Family Class

What we are doing:

- Broadening the definition of "dependent child" by increasing the age from under 19 to under 22.
- Opening up adoption provisions in keeping with the principle of the *best interests of the child*.
- Modernizing the definition of "family" to include common-law and same-sex partners.

Why we are doing it:

- To reflect the high value Canadians place on the family.
- To maintain and enhance the family class as an important component of the overall program.
- To reflect the changing nature of social relationships in Canada.

Facilitating Family Reunification

What we are doing:

- Creating an in-Canada landing class for sponsored spouses and partners for both immigrants and refugees.
- Exempting sponsored spouses, partners and dependent children from the admission bar with regard to excessive demand on health or social services.
- Reducing the age at which Canadian citizens and permanent residents are eligible to sponsor from 19 to 18.
- Including "parent" in the definition of family class within the Act.
- Reducing the length of the sponsorship requirement from 10 years to 3 years for spouses and common-law opposite- and same-sex partners.

Why we are doing it:

- To make it easier for families to be reunited as soon as possible.

Incorporating the Best Interests of the Child

What we are doing:

- Incorporating the principle of the *best interests of the child* in appropriate provisions of the Immigration and Refugee Protection Act.

Why we are doing it:

- To uphold our international commitments as a signatory to three United Nations conventions on the rights of the child.
- To reflect the high value Canadians place on the well-being of children.

Modernizing the Selection System: Skilled Workers

What we are doing:

- Moving away from an occupation-based model to one focused on flexible and transferable skills.
- Assigning more weight to education.
- Increasing the relative weight of having knowledge of an official language but ensuring that language is not a bar to admission.
- Creating an "in-Canada landing class" for temporary workers (including recent graduates from Canadian schools) who have a permanent job offer and who have been working in Canada.

Why we are doing it:

- To attract and keep the highly skilled, adaptable immigrants that Canada needs to succeed and prosper in the future.

Expanding the Temporary Worker Program

What we are doing:

- Facilitating the entry of temporary workers through a more service-oriented approach.
- Pursuing agreements with individual sectors or firms to identify and meet short-term labour market needs, while respecting the terms of applicable federal-provincial agreements.

Why we are doing it:

- To allow the immediate needs of employers to be met faster.
- To expand our access to the global labour market.
- To attract people who are skilled and on the move and to encourage them to make Canada their destination of choice.

Strengthening Sponsorship Obligations

What we are doing:

- People in default of court-ordered spousal or child support payments will not be allowed to sponsor.
- People convicted of a crime related to domestic abuse will not be able to sponsor unless a pardon has been granted or rehabilitation has been demonstrated.
- New legislative provisions will improve the ability of the federal government to recover the costs of social assistance in cases of sponsorship default.
- People receiving social assistance, except for reasons of disability, will not be able to sponsor.

Why we are doing it:

- To strengthen the integrity of the sponsorship program.

•

Streamlining Appeals

What we are doing:

- Introducing a new leave requirement for people appealing visa officer decisions from overseas.
- Developing an alternative dispute resolution mechanism for overseas decisions.
- Limiting inland humanitarian and compassionate applications to one per year.

Why we are doing it:

- To provide a screening mechanism for applications to the Federal Court for review of overseas decisions. The leave provision currently exists for inland applications only.
- To provide an effective, alternative means of reviewing and solving disputes regarding overseas decisions.
- To ensure a fast and fair inland system for considering applications on humanitarian and compassionate grounds.

Business Immigration

What we are doing:

- Establishing objective criteria to assess business experience for both the investor and entrepreneur programs.
- Creating a new net worth requirement for entrepreneurs.

Why we are doing it:

- To strengthen the integrity of the business immigration program.

Objective Criteria for Permanent Residence

What we are doing:

- Introducing a clear physical residency requirement. To retain permanent residence status, a person must be physically present in Canada for a cumulative period of 2 years for every 5 working years. People who spend time overseas for specific reasons (to accompany a Canadian citizen, to work for a Canadian company, or for humanitarian reasons) will retain their status.
- Developing a fraud-resistant permanent resident card.
- Ensuring an oral appeal to the Immigration and Refugee Board (IRB) for all loss of status cases.
- Ensuring that permanent residents without a valid card have the right to enter if they have been outside Canada for less than one year.

Why we are doing it:

- To implement a clear objective standard that is easier to administer.
- To replace a document that is easy to forge with one that has state-of-the-art security features.

And Refugees

Strengthening Refugee Protection: Overseas Resettlement

What we are doing:

- Amending the criteria for "ability to establish in Canada" to include social as well as economic factors.
- Pursuing agreements with NGOs to locate, identify, refer and pre-screen refugee applications in areas where refugees are most in need of protection.
- Ensuring that people in urgent need of protection are brought to Canada within days.

Why we are doing it:

- To ensure that the need for protection is the overriding objective in resettlement from abroad.
- To focus existing resources on areas where refugees are most in need of protection.

Facilitating Family Reunification of Refugees

What we are doing:

- Processing overseas families as a unit, including extended family members of refugees whenever possible.

- Allowing dependants of refugees, selected inland or abroad, to be processed as part of the same application for a period of one year after a refugee has acquired permanent resident status.
- Exempting refugees, their spouses, partners and dependants from the admission bar with regard to excessive demand on health or social services.

Why we are doing it:

- To facilitate the reunification of refugees with their family members as soon as reasonably practicable.

Faster and Fair Refugee Processing Inland

What we are doing:

- Referral to the IRB to be made within three working days.
- Consolidating protection decisions at the IRB to examine all risk grounds at a single hearing. Grounds will include the Geneva Convention, the Convention against Torture, and the risk of cruel or unusual treatment or punishment.
- The use of single-member panels as the norm, supported by the establishment of a paper appeal on merit.
- Reducing the waiting period from 5 to 3 years for the landing in Canada of undocumented refugees who are unable to obtain documents from their listed country of origin because there is no central authority in that country to issue documents.

Why we are doing it:

- To allow genuine refugees to be processed faster so that their lives are not put in limbo while they wait for decisions crucial to their future.
- To provide a fair opportunity to correct errors in law or fact in the first instance, and to increase the integrity of the decision-making process.

Front-end Security Screening

What it is:

- A security check initiated when a person makes a refugee claim.

Why we are doing it:

- To catch criminals and people who present security risks at the start of the process and speed genuine refugees through the system. Currently, a security screening is carried out only once a person is granted refugee status by the IRB.

Admissibility Hearing

What it is:

- A hearing before an independent adjudicator to decide whether a person is admissible to Canada.

Why we are doing it:

- To make fair but fast decisions on security cases.

Pre-removal Risk Assessment

What we are doing:

- Legislating a procedure to fairly assess the risk of return prior to removal. There will be flexibility for an oral hearing should the complexity of the case require it.
- Repeat claimants, failed refugee claimants, and refugees who have withdrawn or abandoned their claims will be assessed on the grounds of the Geneva Convention, the United Nations Convention against Torture, and the risk of cruel or unusual treatment or punishment.
- People found to be inadmissible to Canada for reasons of serious criminality, security, organized crime or violations of human rights will be assessed on the grounds of the United Nations Convention against Torture and the risk of cruel or unusual treatment or punishment.

Why we are doing it:

- To ensure that there is a fair and effective procedure for assessing the risk of return for individuals being removed from Canada.

Strengthening Enforcement

Penalties

What we are doing:

- Increasing penalties for existing offences.
- Creating a new offence for human trafficking.
- Extending Criminal Code counterfeiting provisions (which currently apply only to passports) to cover any immigration document or travel document (with an exemption for refugees).
- Allowing for the seizure of assets in cases of migrant smuggling and trafficking.
- Providing new authority to seize citizenship documents to prevent fraud.
- Creating a new offence for people who counsel a person to misrepresent himself or herself or to commit an offence under the Act.
- Creating a new offence for the possession and laundering of proceeds from immigration offences.
- Raising the penalty to life in prison for migrant smuggling and trafficking.

Why we are doing it:

- To ensure that we have the tools we need to combat organized crime and human trafficking.

Exclusion from the Refugee Determination System

What we are doing:

- Barring access to serious criminals, people who present security risks, organizers of criminal operations, or violators of human rights. A "serious criminal" is defined as someone who was convicted of an offence punishable by 10 years or more and who has received a sentence of 2 years or more in Canada. People convicted of an offence punishable by 10 years or more outside Canada will only be excluded if the Minister finds them to be a danger to the public.

Why we are doing it:

- To prevent abuse of the refugee protection system.

Eliminating Appeals

What we are doing:

- Eliminating appeals to the Immigration Appeal Division for serious criminals, people who present security risks, members of criminal organizations and war criminals. There will remain recourse to judicial review with leave by the Federal Court.

Why we are doing it:

- To ensure that we can remove serious criminals and people who pose a security threat to Canada without delay.

Suspension of a Refugee Claim

What it is:

- The ability to suspend a person's application for protection before the IRB if he or she has been charged with a crime. The claim would be suspended until the courts have rendered a decision on the case.

Why we are doing it:

- To prevent abuse of the system by people who come to Canada not because they need protection but because they intend to engage in crime.

Repeat Claims

What we are doing:

- Extending the period after which a new claim can be made from 90 days to six months.

Why we are doing it:

- To avoid "revolving door" situations where failed refugee claimants return to Canada and make multiple claims.

Detention and Day Parole

What we are doing:

- Excluding incarcerated foreign criminals under removal order from day parole.

Why we are doing it:

- It is inconsistent to integrate individuals into Canadian society who are to be deported on completion of their sentence.

Streamlined Security Certificate Process

What we are doing:

- Applying to permanent residents the security certificate process that currently applies only to non-permanent residents. The process requires the signatures of two ministers to the effect that the person is inadmissible on grounds of security, and a review of the certificate by a Federal Court judge.

Why we are doing it:

- To make it easier to remove permanent residents who pose a serious threat to national security.

New Inadmissibility Classes

What they are:

- Two new classes of people who will be inadmissible to Canada: (1) people subject to travel sanctions imposed by Canada as a member of an international organization such as the United Nations; (2) people who committed fraud or misrepresentation on an immigration application will be inadmissible for 2 years.

Why we are doing it:

- To strengthen our ability to enforce international sanctions.
- To prevent immigration to Canada through fraudulent means.

Processus simplifié de l'attestation de sécurité

Ce que nous faisons :

- Appliquer également aux résidents permanents le processus actuel de l'attestation de sécurité qui ne vise que les non-résidents permanents. Le processus suppose la signature de deux ministres attestant que la personne est non admissible pour des motifs de sécurité et un examen de l'attestation par un juge de la Cour fédérale.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour faciliter le renvoi des résidents permanents qui constituent une menace grave à la sécurité nationale.

Nouvelles catégories de personnes non admissibles

Ce qu'elles sont :

- Deux nouvelles catégories de personnes seront non admissibles au Canada : 1) les personnes qui sont sous le coup de sanctions de déplacements imposées par le Canada pour une organisation internationale comme les Nations Unies; 2) ceux qui ont eu recours à la fraude ou à des fausses déclarations dans une demande d'immigration seront non admissibles pour une période de deux ans.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour renforcer notre capacité à appliquer des sanctions internationales.
- Pour prévenir l'immigration au Canada par des moyens frauduleux.

Pour nous assurer d'avoir les outils nécessaires pour combattre le crime organisé et le trafic d'êtres humains.

Exclusion du système de détermination du statut de réfugié

Ce que nous faisons :

Interdire l'accès aux grands criminels, aux individus qui constituent un risque pour la sécurité, aux organisateurs d'activités criminelles ou à ceux qui ont violé les droits de la personne. « Grand criminel » s'entend d'un individu qui a été reconnu coupable d'une infraction punissable de 10 ans d'emprisonnement ou plus et qui a été condamné à deux ans ou plus au Canada. Les personnes qui sont reconnues coupables d'une infraction punissable de 10 ans d'emprisonnement ou plus à l'extérieur du Canada seront exclues seulement si le ministre trouve qu'elles sont un danger pour le public.

Pourquoi nous le faisons :

Pour éviter le recours abusif au système de protection des réfugiés.

Élimination des appels

Ce que nous faisons :

Éliminer l'appel à la Section d'appel de l'immigration pour les grands criminels, les personnes qui constituent un risque pour la sécurité, les membres des organisations criminelles et les criminels de guerre. Le contrôle judiciaire à la Cour fédérale sera conservé, mais une demande d'autorisation sera exigée.

Pourquoi nous le faisons :

Pour nous assurer que nous puissions renvoyer sans délai les grands criminels et les personnes qui constituent un risque pour la sécurité du Canada.

Suspension de la revendication du statut de réfugié

Ce que c'est :

Faculté de pouvoir suspendre la demande de protection à la CISR si le demandeur a été accusé d'un acte criminel. La revendication serait suspendue jusqu'à ce que les tribunaux aient statué sur le cas.

Pourquoi nous le faisons :

Pour éviter le recours abusif au système par ceux qui viennent au Canada non pas parce qu'ils ont besoin de protection mais parce qu'ils ont l'intention de se livrer à des activités criminelles.

Revendications multiples

Ce que nous faisons :

Prolonger de 90 jours à six mois le délai après lequel une nouvelle revendication peut être présentée.

Pourquoi nous le faisons :

Pour éviter le phénomène de la « porte tournante », c'est-à-dire le retour au Canada des revendicateurs du statut de réfugié déboutés qui présentent des revendications multiples.

Détention et semi-liberté

Ce que nous faisons :

Les criminels étrangers incarcérés et sous le coup d'une mesure de renvoi seront exclus de la semi-liberté.

Pourquoi nous le faisons :

Il est incohérent d'intégrer à la société canadienne des individus qui seront expulsés à la fin de leur peine.

Contrôle sécuritaire préliminaire

Ce que c'est :

- Un contrôle sécuritaire commencera dès que la personne revendiquera le statut de réfugié.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour attraper les criminels et les individus qui constituent un risque pour la sécurité dès le début du processus et accélérer le traitement des revendications des réfugiés authentiques. Actuellement, on procède au contrôle sécuritaire seulement après qu'une personne ait obtenu le statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Audience d'admissibilité

Ce que c'est :

- Une audience devant un arbitre indépendant pour décider si une personne est admissible au Canada.
- Pour rendre des décisions justes et rapides dans des cas ayant trait à la sécurité.

Évaluation des risques avant le renvoi

Ce que nous faisons :

- Légiférer pour l'établissement d'une procédure visant à évaluer équitablement les risques de retour avant le renvoi. Une certaine souplesse sera appliquée pour une audience de vive voix, si la complexité du cas l'exige.
- Les revendicateurs multiples, les revendicateurs déboutés et les personnes qui ont retiré ou abandonné leur revendication seront évalués en fonction des motifs prévus dans la Convention de Genève et de la Convention contre la torture, et des risques de peines ou de traitements cruels ou inusités.
- Les personnes qui sont déclarées non admissibles au Canada, en raison de crimes dangereux, de risques pour la sécurité, de crime organisé ou de violation des droits de la personne seront évaluées en fonction des motifs prévus dans la Convention des Nations Unies contre la torture et des risques de peines ou de traitements cruels ou inusités.
- Pour veiller à ce qu'il y ait une procédure juste et efficace pour l'évaluation des risques de retour de personnes qui sont renvoyées du Canada.

Renforcer l'exécution de la loi

Peines

Ce que nous faisons :

- Hausser les peines des infractions déjà prévues.
- Créer une nouvelle infraction pour le trafic d'être humains.
- Étendre les dispositions du Code criminel sur la contrefaçon (ne s'appliquent actuellement qu'aux passeports) à tout document d'immigration ou titre de voyage (avec une exception pour les réfugiés).
- Autoriser la saisie des biens dans le cas d'introduction et de trafic de clandestins.
- Prévoir un nouveau pouvoir pour saisir les documents de la citoyenneté afin d'éviter les fraudes.
- Créer une nouvelle infraction pour ceux qui conseillent une personne de faire une fausse déclaration ou qui lui conseillent de commettre une infraction en vertu de la loi.
- Créer une nouvelle infraction pour la possession ou le blanchiment d'argent provenant d'infractions à l'immigration.
- Hausser la peine à l'emprisonnement à perpétuité pour l'introduction et le trafic de clandestins.

Et les réfugiés

Renforcer la protection des réfugiés : Réfugiés sélectionnés à l'étranger

que nous faisons :

Modifier les critères relatifs à la « capacité de s'établir au Canada » en ajoutant des facteurs sociaux et économiques.
Négocier des ententes avec les ONG pour repérer, identifier, recommander des réfugiés et procéder à la présélection des demandes dans les régions où les réfugiés ont beaucoup besoin de protection.
S'assurer que les personnes qui ont un urgent besoin de protection sont transportées au Canada dans un délai de quelques jours.

pourquoi nous le faisons :

Pour nous assurer que le besoin de protection constitue la priorité dans les cas de réfugiés sélectionnés à l'étranger.
Pour cibler les ressources existantes vers des secteurs où les réfugiés ont beaucoup besoin de protection.

Faciliter la réunion des familles des réfugiés

que nous faisons :

Traiter en même temps, si possible, toutes les demandes d'une même famille de réfugiés sélectionnés à l'étranger, y compris les membres de la famille élargie.
Autoriser l'inclusion, dans l'année suivant l'obtention de la résidence permanente par le revendicateur principal, des revendications des membres de sa famille présentées au Canada ou à l'étranger.
Éliminer la notion de non-admissibilité pour motif de fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé dans le cas du parrainage du conjoint, du partenaire et des enfants à charge.

pourquoi nous le faisons :

Pour faciliter la réunion des réfugiés avec les membres de leur famille dès que cela est raisonnablement possible.

Traiter plus rapidement et équitablement les demandes de réfugiés au Canada

que nous faisons :

Renvoi de la demande à la CISR dans les trois jours ouvrables.
Unifier la prise de décision en matière de protection à la CISR afin que tous les motifs liés aux risques courus soient examinés au cours d'une seule audience, en fonction des motifs prévus dans la Convention de Genève et de la Convention contre la torture, et des risques de peines ou de traitements cruels ou inusités.

Utiliser couramment des tribunaux d'un seul commissaire et prévoir un appel à l'intérieur du fond.
Faire passer la période d'attente de cinq à trois ans pour l'octroi du droit d'établissement au Canada aux réfugiés sans pièces d'identité qui ne réussissent pas à en obtenir de leur pays d'origine, qui fait partie des pays énumérés où il n'y a aucune autorité centrale chargée de les délivrer.

pourquoi nous le faisons :

Pour accélérer le traitement des demandes de réfugiés authentiques, afin que leur vie ne soit pas en suspens dans l'attente de décisions cruciales pour leur avenir.
Pour donner une chance équitable de corriger une erreur de droit ou de fait et pour accroître l'intégrité du processus de prise de décisions.

Les prestataires de l'aide sociale, sauf les personnes qui le sont en raison d'un handicap, n'auront pas le droit de parrainer.

pourquoi nous le faisons :

Pour rehausser l'intégrité du Programme de parrainage.

amplification des appels

que nous faisons :

Introduire une nouvelle obligation de demander l'autorisation d'en appeler des décisions des agents des visas à l'étranger.

Elaborer un autre mécanisme de résolution des différends pour les décisions prises à l'étranger.

Limiter les demandes présentées au Canada et fondées sur des considérations humanitaires à une par année.

pourquoi nous le faisons :

Pour fournir à la Cour fédérale un mécanisme de sélection des demandes pour l'examen des décisions prises à l'étranger. La demande d'autorisation qui existe actuellement ne s'applique qu'aux demandes présentées au Canada.

Pour fournir un autre moyen efficace d'examiner et de résoudre les différends ayant trait aux décisions prises à l'étranger.

Pour assurer un système rapide et équitable au Canada pour l'examen des demandes fondées sur des considérations humanitaires.

migration des gens d'affaires

que nous faisons :

Etablir des critères objectifs pour évaluer l'expérience des affaires pour les programmes des investisseurs et des entrepreneurs.

Fixer un nouveau montant pour l'avoir net exigé des entrepreneurs.

pourquoi nous le faisons :

Pour rehausser l'intégrité du Programme d'immigration des gens d'affaires.

critères objectifs de la résidence permanente

que nous faisons :

Etablir une exigence claire concernant la résidence effective. Pour pouvoir garder le statut de résident permanent, une personne doit être effectivement présente au Canada pendant une période cumulative de deux ans pour chaque période travaillée de cinq ans. Les personnes qui ont passé du temps à l'étranger pour des raisons particulières (pour accompagner un citoyen canadien, pour travailler au sein d'une entreprise canadienne ou pour des raisons d'ordre humanitaire) pourraient conserver leur statut.

Instaurer une carte de résident permanent difficile à frauder.

Permettre qu'un appel verbal soit présenté à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié pour tous les cas de perte de statut.

Permettre aux résidents permanents d'entrer au Canada sans carte valide s'ils ont été à l'extérieur du Canada pour une période de moins d'un an.

pourquoi nous le faisons :

Pour mettre en place une norme objective claire plus facile à administrer.

Pour remplacer un document facile à falsifier par un document comportant les caractéristiques de sécurité les plus récentes.

- Faire passer de 10 à trois ans la durée de l'engagement d'aide lié au parrainage du conjoint, du conjoint de fait et du partenaire de même sexe.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour que les familles soient réunies le plus facilement et le plus rapidement possible.

Enchâsser le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant

Ce que nous faisons :

- Enchâsser le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les dispositions pertinentes de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour honorer nos obligations juridiques internationales en tant que signataire des trois Conventions des Nations Unies sur les droits de l'enfant.
- Pour illustrer toute la valeur que les Canadiens accordent au bien-être des enfants.

Moderniser le mode de sélection : Travailleurs qualifiés

Ce que nous faisons :

- Remplacer un modèle fondé sur les professions par un autre axé sur des compétences flexibles et transférables.

- Attribuer davantage d'importance à l'instruction.
- Accroître la valeur relative de la connaissance d'une langue officielle mais faire en sorte que la langue n'empêche pas l'admission.

- Créer une catégorie de demandeurs de l'intérieur du Canada pour les travailleurs étrangers temporaires (y compris ceux qui ont récemment obtenu des diplômes d'écoles canadiennes) qui détiennent une offre d'emploi permanent et qui ont travaillé au Canada.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour attirer et maintenir en place des immigrants hautement qualifiés et en mesure de s'adapter dont le Canada a besoin pour réussir et pour prospérer dans l'avenir.

Élargir le programme à l'intention des travailleurs temporaires

Ce que nous faisons :

- Faciliter l'entrée des travailleurs temporaires par une approche davantage axée sur le service.
- Réaliser des ententes individuelles avec des secteurs ou des entreprises pour cerner les besoins à court terme sur le marché du travail et y répondre, tout en respectant les ententes fédérales-provinciales applicables.

Pourquoi nous le faisons :

- Pour répondre plus rapidement aux besoins immédiats des employeurs.
- Pour améliorer notre accès au marché mondial de la main-d'œuvre.
- Pour attirer les travailleurs qui sont qualifiés et en mesure de s'adapter et les aider à faire du Canada leur destination de choix.

Renforcer les obligations des répondants

Ce que nous faisons :

- Les personnes en défaut de paiement de la pension alimentaire du conjoint ou de l'enfant imposée par le tribunal n'auront pas le droit de parrainer.
- Les personnes reconnues coupables d'un crime de violence familiale seront privées du droit de parrainer, à moins qu'un pardon n'ait été accordé ou qu'une réhabilitation ait été démontrée.
- Les nouvelles dispositions législatives amélioreront la capacité du gouvernement canadien de recouvrer les coûts de l'aide sociale accordée dans les cas de manquement aux engagements de parrainage.

Le projet de loi sur l'immigration et la protection des réfugiés : Améliorer le fonctionnement du système

pour les immigrants

améliorer le service à la clientèle

que nous faisons :

Mettre à l'essai de nouvelles approches de traitement à l'étranger.

Implanter une nouvelle technologie — le Système mondial de gestion des cas.

urquoi nous le faisons :

Pour accélérer le traitement, augmenter la qualité des décisions et accroître la transparence.

miner l'arrière et gérer le volume des demandes

que nous faisons :

Prévoir de nouveaux fonds pour éliminer l'arrière.

Améliorer la gestion du volume des demandes de résidence permanente et de visas d'immigrant

présentées à l'étranger.

Implanter le Processus de planification pluriannuelle.

urquoi nous le faisons :

Pour servir plus rapidement et plus efficacement les Canadiens, les résidents permanents et les

immigrants éventuels.

Pour permettre au programme d'atteindre des niveaux d'immigration équivalant à 1 % de la population.

rgissement de la catégorie de la famille

que nous faisons :

Élargir la définition d'« enfant à charge » en faisant passer l'âge limite de moins de 19 ans à moins de

22 ans.

Élargir les dispositions touchant l'adoption afin de respecter le principe de l'intérêt supérieur de

l'enfant.

Moderniser la définition de la catégorie de la famille pour y inclure les conjoints de fait et les partenaires

de même sexe.

urquoi nous le faisons :

Pour bien montrer toute l'importance que les Canadiens accordent à la famille.

Pour maintenir et améliorer la catégorie de la famille à titre d'élément important de l'ensemble du

programme.

Pour tenir compte de l'évolution des relations au sein de la société au Canada.

améliorer la réunion des familles

que nous faisons :

Créer une nouvelle catégorie de demandeurs de l'intérieur du Canada pour les conjoints et les

partenaires partrainés, à la fois pour les immigrants et les réfugiés.

Éliminer la notion de non-admissibilité pour motif de fardeau excessif pour les services sociaux ou de

santé dans le cas du patrainage du conjoint, du partenaire et des enfants à charge.

Faire passer de 19 à 18 ans l'âge auquel les citoyens canadiens et les résidents permanents peuvent

devenir répondant.

Inclure le terme « parent » dans la catégorie de la famille définie dans la loi.

- Le délai pour le dépôt d'une autorisation de contrôle judiciaire des décisions prises à l'étranger est augmenté de 15 à 60 jours.
- Les réfugiés au sens de la Convention et les personnes à protéger, dont l'identité a été établie, se verront remettre un document indiquant leur statut et leur donnant le droit de demander des documents de voyage pour réfugiés.

Autres amendements en réaction aux observations des intervenants :

- La possibilité d'accusations politiques inventées de toutes pièces sera examinée par la CISR, sauf si le ministre juge que l'individu constitue un danger pour le public.
- Le nouveau projet de loi clarifie le fait que les demandeurs déboutés du statut de réfugié, ceux qui ont retiré leur revendication ou qui se sont désistés, et ceux qui sont exclus de la procédure à la CISR auront accès à l'évaluation des risques avant le renvoi.
- L'évaluation des risques pourra comprendre une audience de vive voix, selon la complexité du cas.
- L'évaluation des risques se fera après six mois plutôt qu'un an dans les cas de revendications multiples
- Les demandeurs non sélectionnés à l'étranger aux fins de rétablissement auront accès au système de détermination du statut de réfugié de la CISR s'ils revendiquent le statut de réfugié au Canada même pendant la suite.

Notre réponse :

- L'accès au système de détermination du statut de réfugié est trop restrictif et serait refusé aux individus reconnus coupables d'accusations politiques inventées de toutes pièces. D'autres, qui sont exclus de la procédure à la CISR, pourraient se voir refuser l'accès à une évaluation équitable des risques au moment du renvoi dans leur pays d'origine.

Ce que nous avons entendu :

Accès au système de détermination du statut de réfugié

- fixe un seuil plus élevé pour les résidents permanents que pour les autres étrangers concernant le contrôle;
- exige un mandat pour arrêter un résident permanent pour une raison liée à l'immigration.

Changements apportés au projet de loi C-31

À la suite du dépôt du projet de loi C-31, le gouvernement a reçu des observations de la part de l'Association du Barreau canadien, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Conseil canadien pour les réfugiés et de beaucoup d'autres. La ministre a écouté et a répondu.

loi cadre

Le que nous avons entendu :

Le gouvernement doit faire en sorte que les tous les grands principes et les principales politiques se retrouvent dans la Loi et non pas dans le Règlement. Le Règlement doit se limiter à l'application de la politique.

Notre réponse :

Le nouveau projet de loi fait ressortir plus clairement les grands principes, notamment :
Le principe de l'égalité et de la non-discrimination.
Le principe que les enfants mineurs ne doivent être détenus qu'en dernier recours.
Le principe de l'égalité du statut des deux langues officielles.

Le nouveau projet de loi comprend les dispositions suivantes qui devaient auparavant faire partie du règlement :

Le père et la mère sont membres de la catégorie de la famille.

Les époux, les partenaires et les enfants à charge parrainés d'immigrants et de réfugiés ainsi que les

personnes à leur charge ne se verront pas refuser l'admission au Canada au motif qu'ils constitueraient un fardeau excessif pour les services de santé.

De plus, le nouveau projet de loi renforce l'engagement du gouvernement à l'égard de l'égalité entre les sexes et au traitement équitable des couples de sexe opposé et de même sexe.

Dispositions touchant les résidents permanents

Le que nous avons entendu :

Les résidents permanents doivent avoir un statut distinct et défini qui énonce clairement leurs droits et leurs obligations, dont le droit d'entrer au Canada. Les décisions concernant la perte du statut ne doivent être prises que par appel de vive voix devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Notre réponse :

Le nouveau projet de loi précise mieux les droits des résidents permanents, c'est-à-dire qu'il :
inclut une définition distincte du résident permanent, laquelle fait ressortir la distinction entre les résidents permanents et les autres ressortissants étrangers;

prévoit le droit à une audience de vive voix devant la CISR pour les appels sur la perte du statut de résident permanent;

prévoit que l'entrée des résidents permanents sans carte valide de résident permanent sera facilitée s'ils ont séjourné à l'étranger pendant moins d'un an;

- Des dispositions ont été ajoutées pour avantager concrètement l'engagement du gouvernement à l'égard du principe de l'égalité des sexes et préciser que les pères et mères sont des membres de la catégorie de la famille.

- Une personne considérée comme ayant perdu son statut de résident permanent pour ne pas avoir respecté les obligations liées à la résidence bénéficiera d'une audition en bonne et due forme.

- Les personnes qui demandent asile au Canada seront mieux protégées :

- une personne dont les revendications multiples du statut de réfugié auront été rejetées pourra bénéficier d'une évaluation des risques avant renvoi (ERAR) si elle revient au Canada après six mois (plutôt qu'après un an);
- dans des circonstances exceptionnelles, la personne concernée pourra être entendue lors de l'ERAR;
- une personne protégée dont l'identité aura été établie pourra obtenir un document de voyage canadien pour réfugié.

- Il faudra un mandat d'arrestation pour arrêter un réfugié ou un résident permanent pour une affaire d'immigration.

- Une disposition établit le principe qu'un enfant ne devra être détenu qu'en dernier recours.

La ministre a en outre promis la réglementation relative au projet de loi au cours des prochains mois, réglementation qui se traduira notamment par un programme amélioré de rétablissement des réfugiés sélectionnés à l'étranger, une catégorie de la famille élargie, de nouveaux critères de sélection pour attirer un plus grand nombre d'immigrants indépendants hautement qualifiés et plus adaptables ainsi que par la création d'une catégorie de « demandeurs au Canada » pour les travailleurs temporaires, les étudiants étrangers et les conjoints déjà établis au Canada et qui souhaitent y demeurer.

La catégorie de la famille sera élargie du fait que l'âge maximum d'un enfant à charge pouvant être parrainé passera de 18 à 21 ans et permettra aux conjoints et enfants de présenter une demande de résidence permanente sans devoir quitter le Canada. La ministre a aussi précisé qu'elle était disposée à poursuivre les discussions avec les provinces sur d'autres façons possibles d'élargir la catégorie de la famille.

La nouvelle loi remplacera la présente *Loi sur l'immigration* adoptée en 1976 et modifiée plus de 30 fois depuis. Les travaux en vue de la refonte de la Loi qui ont débuté en 1997 ont supposé de vastes consultations menées auprès des provinces, des territoires, des milieux juridiques, des organismes non gouvernementaux et de la population en général.

- 30 -

Pour renseignements :

Derik Hodgson

Attaché de presse

Cabinet de la ministre

(613) 954-1064

René Mercier

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7042



COMMUNIQUE

01-03

DÉPÔT DU PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

OTTAWA, LE 21 FÉVRIER 2001 - L'honorable Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le projet de loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Elle a en même temps réaffirmé son engagement à faire preuve de sévérité à l'égard des criminels et à améliorer les mesures pour attirer les immigrants hautement qualifiés.

Le nouveau projet de loi tient compte de diverses propositions qui ont récemment été présentées par des Canadiens et des Canadiennes, mais il conserve les principes fondamentaux et les dispositions de base contenus dans le projet de loi C-31, projet de loi sur l'immigration qui avait été présenté juste avant l'élection générale de l'automne dernier.

La ministre a précisé que le projet de loi permettrait d'imposer des peines sévères – soit des amendes pouvant atteindre un million de dollars et l'emprisonnement à vie – aux individus qui amènent illégalement des personnes au Canada ou qui se livrent au trafic d'êtres humains, d'accélérer la réunion des familles et de maintenir la tradition humanitaire du Canada qui consiste à accueillir les personnes qui doivent être protégées.

« En disant 'non' plus rapidement à ceux qui seraient tentés d'abuser de nos programmes, nous pourrions dire 'oui' plus souvent aux immigrants et réfugiés dont le Canada aura besoin pour se développer et prospérer dans les années à venir, » a indiqué la ministre Caplan.

Le projet de loi propose à nouveau des mesures pour mieux faire respecter les règles du processus de reconnaissance du statut de réfugié. Il s'agit notamment d'un examen sécuritaire qui sera entrepris dès qu'une personne revendiquera le statut de réfugié, de motifs de détention plus clairs, d'une réduction des possibilités d'appels et de contrôles judiciaires que peuvent utiliser les personnes ayant commis des crimes graves pour retarder leur renvoi ainsi que de la suspension du traitement du statut de réfugié dans le cas d'une personne ayant commis un crime grave jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu leurs décisions.

Ce projet de loi permet de réaffirmer l'engagement à accélérer les décisions sur les revendications du statut de réfugié tout en assurant un traitement équitable en regroupant en un seul processus de prise de décision sous la responsabilité de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié plusieurs procédures actuellement distinctes relatives à la protection des personnes selon divers critères et en rendant plus fréquentes les auditions devant un seul commissaire en raison de la création d'une nouvelle procédure d'appel sur dossier devant la Commission.

En outre, le nouveau projet de loi prévoit encore des mesures pour faciliter l'admission des travailleurs qualifiés dont le Canada a un urgent besoin.

Les principaux changements apportés pour tenir compte des vues exprimées au sujet du projet de loi C-31 sont les suivants :

- Une définition de résident permanent figure maintenant dans le projet de loi.



Document
Révisé

NEWS RELEASE

04-01

MINISTER CAPLAN LEADS OFFICIAL DELEGATION TO INDIA

OTTAWA, March 1, 2001 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, will lead a Canadian delegation on official visit to India from March 1st to March 10th, 2001.

"This visit will reinforce the importance that Canada places on its people-to-people links with India", said Minister Caplan. "Indian immigrants to Canada have created a strong Indo-Canadian community that has contributed significantly to Canada's progress. We also recognize the ongoing contribution of Indian temporary workers as skilled high tech professionals in the Canadian economy. This trip is intended to see that these links are strengthened."

The Minister will be accompanied by the following Members of Parliament:

Reg Alcock, Winnipeg South (LIB)

Colleen Beaumier, Brampton West-Mississauga (LIB)

Gurmant Grewal, Surrey Central (CA)

Gurbax Malhi, Bramalea-Gore-Malton-Springdale (LIB)

Deepak Obhrai, Calgary East (CA)

Stephen Owen, Vancouver Quadra (LIB)

Judy Sgro, York West (LIB)

Judy Wasylycia-Leis, Winnipeg North Centre (NDP)

The delegation will travel to New Delhi to meet with Indian senior officials, and to see first hand how the immigration program is managed at Canada's largest processing centre abroad. They will also travel to Chandigarh, a very important source area for family class immigrants and visitors. The delegation will meet with high technology industry representatives in Bangalore, and proceed to Mumbai.

-30-

For Information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Lorna Tessier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7305

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Canada





COMMUNIQUÉ

04-01

LA MINISTRE CAPLAN À LA TÊTE D'UNE DÉLÉGATION OFFICIELLE EN INDE

OTTAWA, le 1^{er} mars 2001 - Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, sera à la tête d'une délégation canadienne qui effectuera une visite officielle en Inde, du 1^{er} au 10 mars 2001.

« Cette visite soulignera davantage l'importance que le Canada accorde aux liens directs qu'il entretient avec l'Inde », a déclaré la ministre Caplan. « Les immigrants indiens au Canada ont créé une solide communauté indo-canadienne qui a grandement contribué à l'édification du Canada. Nous reconnaissons également l'apport continu à l'économie canadienne des travailleurs temporaires de l'Inde comme professionnels qualifiés dans le domaine de la haute technologie. Ce voyage servira à renforcer ces liens. »

La ministre sera accompagnée par les députés suivants :

Reg Alcock, Winnipeg Sud (LIB)

Colleen Beaumier, Brampton Ouest-Mississauga (LIB)

Gurmant Grewal, Surrey Centre (AC)

Gurbax Malhi, Bramalea-Gore-Malton-Springdale (LIB)

Deepak Obhrai, Calgary Est (AC)

Stephen Owen, Vancouver Quadra (LIB)

Judy Sgro, York Ouest (LIB)

Judy Wasylycia-Leis, Winnipeg Nord Centre (NPD)

La délégation se rendra à New Delhi pour rencontrer des représentants principaux de l'Inde et pour constater sur place la façon dont le programme d'immigration est géré dans le plus grand centre canadien de traitement à l'étranger. Les membres de la délégation se rendront aussi à Chandigarh, qui constitue une source très importante d'immigrants de la catégorie de la famille et de visiteurs. La délégation rencontrera des représentants de l'industrie de la haute technologie à Bangalore, et se dirigera ensuite vers Mumbai.

-30-

Pour information : Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Lorna Tessier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7305

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

01-06-
-06-01-

2001 CITATION FOR CITIZENSHIP -- CALL FOR NOMINATIONS

OTTAWA, March 22, 2001 - Minister of Citizenship and Immigration Elinor Caplan today announced a call for nominations for the **2001 Citation for Citizenship**, an award recognizing those who help newcomers integrate into Canadian Society.

Initiated in 1987, the annual **Citation** honours a maximum of 20 Canadian individuals and organizations from the voluntary, private or public sectors. They must have contributed to the integration of permanent residents or convention refugees in an exceptional way through activities that have had significant impact at the local, regional or national level.

The deadline for submissions is May 18, 2001. For more information and nomination forms, contact:

Integration Branch
Citation for Citizenship
Citizenship and Immigration Canada
Ottawa, Ontario K1A 1L1
Voice: (613) 957-9313 Fax: (613) 954-9144
www.cic.gc.ca

Individuals and organizations from the voluntary, private or public sectors may submit nominations.

The **Citation**, a gold maple leaf pin and a certificate signed by the Minister, will be presented at special ceremonies held in the community of each recipient during Canada's Citizenship Week, October 15-21, 2001.

Nominations with all supporting documents must be received or postmarked by May 18, 2001.

- 30 -

For Information: René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



Communiqué

06-01

CERTIFICAT DU MÉRITE CIVIQUE DE 2001 -- APPEL DE CANDIDATURES

OTTAWA, 22 mars 2001 - La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M^{me} Elinor Caplan, a lancé aujourd'hui un appel de candidatures pour l'octroi du **Certificat du mérite civique de 2001**, un prix qui souligne les efforts de ceux et celles qui aident les nouveaux arrivants à s'intégrer à la société canadienne.

Chaque année depuis 1987, un **Certificat** est remis à un maximum de 20 Canadiens et Canadiennes ou organisations qui proviennent des secteurs bénévole, privé ou public. Les récipiendaires doivent avoir contribué de façon exceptionnelle à l'intégration de résidents permanents ou de réfugiés au sens de la Convention, grâce à des activités ayant eu une grande incidence à l'échelle locale, régionale ou nationale.

Les candidatures doivent être soumises au plus tard le 18 mai 2001. Il est possible d'obtenir plus d'information ainsi que des formulaires de mise en candidature auprès de la :

Direction générale de l'intégration
Certificat du mérite civique
Citoyenneté et Immigration Canada
Ottawa (Ontario) K1A 1L1
Tél. : (613) 957-9313; téléc. : (613) 954-9144
www.cic.gc.ca

Des particuliers et des organisations des secteurs bénévole, privé ou public peuvent soumettre des candidatures.

Chaque récipiendaire recevra son **Certificat du mérite civique**, signé par la ministre et accompagné d'une feuille d'érable en or montée sur une épinglette, lors d'une cérémonie spéciale qui aura lieu dans sa collectivité, au cours de la Semaine de la citoyenneté du Canada, du 15 au 21 octobre 2001.

La date limite pour soumettre les formulaires de candidature ainsi que les documents à l'appui est le 18 mai 2001, le cachet de la poste en faisant foi.

- 30 -

Information : René Mercier
Relations avec les médias
Direction générale des communications
613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

01-07

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, April 9, 2001 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced 3 appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointments were made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Richard A. Dawson was a superintendent with the Halton Regional Police Service. His retirement on December 31, 1995 came after 28 years of distinguished service. He received the Canada "125" Medal and many other awards for volunteer service in his community. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto, Ontario.

Trudy S. Shecter is a consultant with twenty years experience in management and organization building. Her educational background began with a Bachelor of Arts from the University of Toronto, followed by a Master of Arts, Contemporary Jewish Studies from Brandeis University, Massachusetts, and a Master of Business Administration from Simmons College, Massachusetts. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB, in Toronto, Ontario.

Shari A. Stein is a lawyer from Toronto and is Manager, Family Mediation and Information Services, Ministry of the Attorney General. Ms. Stein graduated LL.M and LL.B from Osgoode Hall Law School. She also has her M.S.W from the University of British Columbia and a B.A. from McGill University. Ms. Stein is the winner of the Amethyst Award, 1998, Ontario Public Service. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto, Ontario.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Canada



COMMUNIQUÉ

01-07

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 9 avril 2001 - Madame Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui les trois nominations suivantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations ont été effectuées avec l'aide du Comité consultatif ministériel dans le cadre du processus mis en place en mars 1995.

Richard A. Dawson a été chef de police au Halton Regional Police Service. Il a pris sa retraite le 31 décembre 1995 après 28 années de services distingués. Il a reçu la Médaille commémorative du 125^e anniversaire du Canada ainsi que de nombreuses autres distinctions pour le travail bénévole qu'il a accompli dans sa collectivité. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto, en Ontario.

Trudy S. Shecter est une consultante possédant vingt années d'expérience en gestion et en conception de structures organisationnelles. Elle a obtenu tout d'abord un baccalauréat ès Arts de l'Université de Toronto, puis une maîtrise ès Arts, en Études juives contemporaines, de Brandeis University, au Massachusetts, et enfin une maîtrise en Administration des affaires du Simmons College, au Massachusetts. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto, en Ontario.

Shari A. Stein est une avocate de Toronto qui occupe les fonctions de gestionnaire du Service de médiation et d'information familiale au ministère du Procureur général. Elle a obtenu un baccalauréat et une maîtrise en droit du Osgoode Hall Law School. Elle possède également une maîtrise en Service social de l'Université de Colombie-Britannique, et un baccalauréat de l'Université McGill. Elle a remporté le Prix améthyste, de la fonction publique de l'Ontario, en 1998. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto, en Ontario.

-30 -

Pour renseignements :
Derik Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Canada



NEWS RELEASE

01-08

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, May 03, 2001 - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced the appointment of **Gaétan Cousineau** as Deputy Chairperson of the Convention Refugee Determination Division (CRDD). He replaces Mr. John Frecker who served as Deputy Chairperson of the CRDD from April 1995 until his mandate expired on April 2, 2001.

Gaétan Cousineau is a member of the IRB and brings excellent credentials to the position of Deputy Chairperson. He has a Master's Degree in Public Administration specializing in international management and a Quebec license in civil law. After becoming a member of the Order of the Chamber of Notaries of the Province of Quebec in 1969, he practised law as a senior associate at Cousineau and Cecyre, Notaries and Associates and was Mayor of the City of Gatineau from 1983 to 1988. He was President of the Outaouais Regional Community from 1987 to 1988 and prior to his appointment to the CRDD, he was a member of the Montreal office of the Quebec Municipal Commission, a quasi-judicial administrative tribunal.

The Convention Refugee Determination Division (CRDD) of the IRB is a quasi-judicial tribunal that determines all refugee claims made in Canada. The Deputy Chairperson of the CRDD provides strategic leadership, vision and direction to the management of the division. The decisions made by the CRDD involve complex legal and factual assessments that affect the life, liberty and security of individual claimants as well as the public interest of Canada. In 2000, the CRDD made more than 28,000 refugee decisions.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

01-08

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 3 mai 2001 – Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui la nomination de **Gaétan Cousineau** au poste de vice-président de la Section du statut de réfugié (SSR). Il remplace M. John Frecker qui a occupé le poste d'avril 1995 jusqu'à l'expiration de son mandat, le 2 avril 2001.

Gaétan Cousineau est un commissaire de la CISR et a d'excellents titres de compétence pour exercer les fonctions de vice-président. Il a une maîtrise en administration publique avec spécialisation en gestion internationale, ainsi qu'une licence en droit civil du Québec. Après être devenu membre de l'Ordre des notaires du Québec en 1969, il a pratiqué le droit en qualité d'associé principal au cabinet Cousineau et Cecyre, Notaires et associés. Il a été maire de la ville de Gatineau, de 1983 à 1988, président de la Communauté régionale de l'Outaouais de 1987 à 1988 et, avant sa nomination à la SSR, membre du bureau de Montréal de la Commission municipale du Québec, un tribunal administratif quasi judiciaire.

La Section du statut de réfugié (SSR) de la CISR est un tribunal quasi judiciaire qui rend une décision sur toutes les revendications du statut de réfugié présentées au Canada. Le vice-président de la SSR assure la direction stratégique de la Division et décide de ses grandes orientations. Les décisions de la SSR supposent une évaluation de questions de droit et de faits complexes. Elles ont une incidence sur la vie, la liberté et la sécurité des revendicateurs et soulèvent des questions d'intérêt public. En 2000, la SSR a rendu plus de 28 000 décisions.

- 30 -

Pour renseignements : Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



News Release

01-09

CANADA AND THE YUKON SIGN IMMIGRATION AGREEMENT

Whitehorse, May 23, 2001 – Canada and the Yukon will work together to develop immigration policies tailored to Northern needs. Yukon Minister of Education Dale Eftoda and Citizenship and Immigration Canada Minister Elinor Caplan have signed an agreement covering a variety of subjects ranging from immigration planning to integration, and establishing a territorial nominee program.

"This agreement with the Yukon is in keeping with the Government of Canada's commitment to expanding our partnerships with the territories and provinces," said Minister Caplan. "It will ensure that the Yukon's needs are better reflected in our annual immigration levels and in the selection and recruitment of immigrants. "

"This agreement gives the Yukon a stronger voice in immigration matters that could affect the territory economically and socially," said Minister Eftoda, whose Department of Education handles immigration matters for the territorial government. "It is a significant step that will give the territory more of a say in its future."

While Canada will continue to determine national policy, annual plans and admission and selection standards for immigration, it will work with the Yukon to tailor these activities to meet the territory's unique needs.

The Nominee Program is one way the agreement accomplishes this goal. Under the Program, the Yukon has the option of selecting applicants whom it has determined will be of significant benefit to its economic and industrial development, and who could fill labour market shortages specific to the Yukon.

- 30 -

For Information:

Ken MacGillivray
Cabinet Communications Advisor
Yukon Government
(867) 667-8905

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Visit our Internet sites: <http://www.cic.gc.ca> and <http://www.gov.yk.ca>



Agreement for Canada-Yukon Co-operation on Immigration

Backgrounder #1

The Yukon and Canada Agreement establishes a partnership for cooperation and consultation which maximizes the economic and social benefits of immigration while minimizing the costs to both Canada and the Yukon. The agreement does not change the authorities of the federal and territorial government over the immigration program. It has several key elements:

Promotion and recruitment

- The agreement formalizes the existing cooperation between Canada and the Yukon for the promotion and recruitment of immigrants to the Territory.

Policy Development and Levels Planning

- Canada shall consider the Yukon's demographic, social and economic objectives and needs when developing the Multi-Year Immigration and Refugee Plan which is tabled with Parliament each year, and when developing immigration policy in general.

Selection, Admission and Control

- The agreement provides the Yukon with an opportunity to influence selection and control policies through bilateral and multi-lateral consultations. Canada will continue to establish national immigration standards and objectives, and determine who is admissible to Canada.

The Nominee Program

- Under this program, the Yukon may select 25 nominees whom it has identified as being of significant benefit to the Territory's economic and industrial development, and as being likely to successfully establish themselves in the Yukon.

Information Sharing and Research

- The agreement provides a framework for sharing information and cooperating on research related to immigration.

Consultation

- A joint coordinating committee will be established to discuss the implementation and other matters related to the agreement. The committee will meet at least once a year.
- Canada and the Yukon will consult each other on immigration issues, either bilaterally or on a multilateral basis.

Memorandum of Understanding

- The agreement includes a Memorandum of Understanding to exchange information to deal with sponsors of immigrants who fail to comply with their commitment to support family members who come to Canada and to preserve the integrity of the immigration system.



The Nominee Program

Backgrounder #2

- The Nominee Program provides the Yukon with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to the Territory, based on industrial and economic priorities and labour market conditions.
- The Yukon will recruit potential candidates who will be of significant benefit to its industrial and economic development and who will be able to successfully establish themselves in the Yukon.
- The Yukon will be entitled to select 25 nominees and their accompanying family members; if successful, this arrangement could be expanded in future years.
- The Yukon will provide a nomination strategy to Canada to identify target markets and potential source countries and regions.
- Canada will evaluate candidates nominated by the Yukon using admissibility criteria, which will include security, criminal record and medical checks. Canada will also continue to issue immigrant visas to the nominees who meet the criteria.
- Canada and the Yukon will jointly develop an evaluation framework and carry out an evaluation of the nominee program. The evaluation will assess the Yukon's recruitment strategies, analyse the extent to which the nominees have benefited the Yukon's industrial and economic development, and evaluate how successfully nominees have established themselves in the Yukon.

Agreement for Canada-Yukon Co-operation on Immigration

Backgrounder #3

Immigration by province and territory, 1996-2000

Province/Territory	1996	%	1997	%	1998	%	1999	%	2000	%
Newfoundland	580	0.26	413	0.19	395	0.23	423	0.22	424	0.19
Prince Edward Island	154	0.07	146	0.07	135	0.08	138	0.07	184	0.08
Nova Scotia	3,225	1.43	2,875	1.33	2,053	1.18	1,611	0.85	1,588	0.70
New Brunswick	717	0.32	641	0.30	735	0.42	679	0.36	771	0.34
Quebec	29,805	13.20	27,919	12.93	26,608	15.28	29,203	15.38	32,427	14.30
Ontario	119,491	52.91	117,503	54.44	92,218	52.97	104,051	54.79	133,281	58.76
Manitoba	3,927	1.74	3,721	1.72	3,008	1.73	3,710	1.95	4,589	2.02
Saskatchewan	1,819	0.81	1,737	0.80	1,572	0.90	1,725	0.91	1,869	0.82
Alberta	13,882	6.15	12,839	5.95	11,189	6.43	12,072	6.36	14,191	6.26
British Columbia	52,014	23.03	47,844	22.17	36,004	20.68	36,096	19.01	37,284	16.44
North West Territories	92	0.04	97	0.04	63	0.04	61	0.03	86	0.04
Yukon	89	0.04	87	0.04	61	0.04	78	0.04	59	0.03
Nunavut	5	0.00	5	0.00	1	0.00	6	0.00	6	0.00
Not stated	34	0.02	23	0.01	38	0.02	61	0.03	78	0.03
Total	225,834	100	215,850	100	174,080	100	189,914	100	226,837	100



Agreement for Canada-Yukon Co-operation on Immigration

Backgrounder #3

Landings (All Classes), Top Ten Source Countries, Canada, 1996-2000

Country	1996	Rank	1997	Rank	1998	Rank	1999	Rank	2000	Rank
China, People's Republic of	17,515	3	18,536	3	19,766	1	29,116	1	36,664	1
India	21,091	2	19,595	2	15,350	2	17,431	2	26,004	2
Pakistan	7,693	6	11,229	5	8,086	4	9,299	3	14,163	3
Philippines	13,051	4	10,861	6	8,183	3	9,163	4	10,063	4
Korea, Republic of					4,913	8	7,213	5	7,602	5
Sri Lanka	6,124	7	5,061	8			4,720	9	5,832	6
United States of America	5,859	8	5,051	9	4,786	9	5,539	7	5,806	7
Iran	5,798	9	7,462	7	6,768	7	5,905	6	5,598	8
Yugoslavia									4,699	9
Great Britain	5,570	10	4,656	10			4,480	10	4,644	10
Taiwan	12,917	5	13,300	4	7,178	6	5,478	8		
Russia					4,285	10				
Hong Kong	29,681	1	22,192	1	8,079	5				
Top Ten Total	125,299		117,943		87,394		98,344		121,075	
%	55%		55%		50%		52%		53%	
Other countries	93,129		97,907		86,686		91,570		105,762	
%	45%		45%		50%		48%		47%	
Total	225,834		215,850		174,080		189,914		226,837	

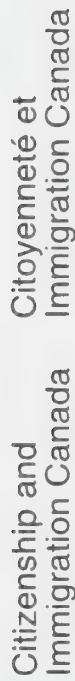


Agreement for Canada-Yukon Co-operation on Immigration

Background #3

Landings (All Classes), Top Five Source Countries, Yukon, 1996 - 2000

Country	1996	Rank	1997	Rank	1998	Rank	1999	Rank	2000	Rank
Germany, Federal Republic of	16	1	13	2	21	1	21	1	15	1
United States of America	7	5	8	5	4	3	8	5	14	2
Philippines	9	3	12	3	4	4	10	3	8	3
China, People's Republic of	8	4	9	4			9	4	3	4
Vietnam, Socialist Republic of	15	2							3	5
Switzerland			17	1	8	2	14	2		
Korea, Republic of					4	5				
Top Five Total	55		59		37		62		43	
%	62%		69%		61%		79%		73%	
Other countries	34		28		24		16		16	
%	38%		31%		39%		21%		27%	
Total	89		87		61		78		59	



Agreement for Canada-Yukon Co-operation on Immigration

Backgrounder #3

Landings by Broad Immigrant Category, Canada, 1996 - 2000

[illegible]

Landings by Broad Immigrant Category, Yukon, 1996 - 2000

[illegible]

Accord de collaboration Canada-Yukon en matière d'immigration

Document d'information 3

Admissions par grande catégorie d'immigrants, Canada, 1996 - 2000

[illegible]

Admissions par grande catégorie d'immigrants, Yukon, 1996 – 2000

[illegible]



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Yukon
Government
Gouvernement

Accord de collaboration Canada-Yukon en matière d'immigration

Document d'information 3

Admissions (toutes catégories), cinq principaux pays sources, Yukon, 1996 - 2000

Pays	1996	Rang	1997	Rang	1998	Rang	1999	Rang	2000	Rang
Allemagne, République fédérale d'	16	1	13	2	21	1	21	1	15	1
États-Unis d'Amérique	7	5	8	5	4	3	8	5	14	2
Philippines	9	3	12	3	4	4	10	3	8	3
Chine, République populaire de	8	4	9	4			9	4	3	4
Vietnam, République socialiste du	15	2							3	5
Suisse			17	1	8	2	14	2		
Corée, République de					4	5				
Total cinq principaux pays	55		59		37		62		43	
%	62 %		69 %		61 %		79 %		73 %	
Autres pays	34		28		24		16		16	
%	38 %		31 %		39 %		21 %		27 %	
Total	89		87		61		78		59	



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada



Accord de collaboration Canada-Yukon en matière d'immigration

Document d'information 3

Admissions (toutes catégories), 10 principaux pays sources, Canada, 1996-2000

Pays	1996	Rang	1997	Rang	1998	Rang	1999	Rang	2000	Rang
Chine, République populaire de	17 515	3	18 536	3	19 766	1	29 116	1	36 664	1
Inde	21 091	2	19 595	2	15 350	2	17 431	2	26 004	2
Pakistan	7 693	6	11 229	5	8 086	4	9 299	3	14 163	3
Philippines	13 051	4	10 861	6	8 183	3	9 163	4	10 063	4
Corée, République de					4 913	8	7 213	5	7 602	5
Sri Lanka	6 124	7	5 061	8			4 720	9	5 832	6
États-Unis d'Amérique	5 859	8	5 051	9	4 786	9	5 539	7	5 806	7
Iran	5 798	9	7 462	7	6 768	7	5 905	6	5 598	8
Yugoslavie									4 699	9
Grande-Bretagne	5 570	10	4 656	10			4 480	10	4 644	10
Taiwan	12 917	5	13 300	4	7 178	6	5 478	8		
Russie					4 285	10				
Hong Kong	29 681	1	22 192	1	8 079	5				
Total 10 principaux pays	125 299		117 943		87 394		98 344		121 075	
%	55 %		55 %		50 %		52 %		53 %	
Autres pays	93 129		97 907		86 686		91 570		105 762	
%	45 %		45 %		50 %		48 %		47 %	
Total	225 834		215 850		174 080		189 914		226 837	



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada



Accord de collaboration Canada-Yukon en matière d'immigration

Document d'information 3

Immigration par province et territoire, 1996-2000

Province/territoire	1996	%	1997	%	1998	%	1999	%	2000	%
Terre-Neuve	580	0,26	413	0,19	395	0,23	423	0,22	424	0,19
Île-du-Prince-Édouard	154	0,07	146	0,07	135	0,08	138	0,07	184	0,08
Nouvelle-Écosse	3 225	1,43	2 875	1,33	2 053	1,18	1 611	0,85	1 588	0,70
Nouveau-Brunswick	717	0,32	641	0,30	735	0,42	679	0,36	771	0,34
Québec	29 805	13,20	27 919	12,93	26 608	15,28	29 203	15,38	32 427	14,30
Ontario	119 491	52,91	117 503	54,44	92 218	52,97	104 051	54,79	133 281	58,76
Manitoba	3 927	1,74	3 721	1,72	3 008	1,73	3 710	1,95	4 589	2,02
Saskatchewan	1 819	0,81	1 737	0,80	1 572	0,90	1 725	0,91	1 869	0,82
Alberta	13 882	6,15	12 839	5,95	11 189	6,43	12 072	6,36	14 191	6,26
Colombie-Britannique	52 014	23,03	47 844	22,17	36 004	20,68	36 096	19,01	37 284	16,44
Territoires du Nord-Ouest	92	0,04	97	0,04	63	0,04	61	0,03	86	0,04
Yukon	89	0,04	87	0,04	61	0,04	78	0,04	59	0,03
Nunavut	5	0,00	5	0,00	1	0,00	6	0,00	6	0,00
Non indiqué	34	0,02	23	0,01	38	0,02	61	0,03	78	0,03
Total	225 834	100	215 850	100	174 080	100	189 914	100	226 837	100

Le programme des candidats désignés

Document d'information 2

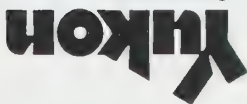
- Le programme des candidats désignés fournit au Yukon un mécanisme permettant d'accroître les avantages économiques de l'immigration pour le territoire, selon les priorités industrielles et économiques et selon les conditions du marché de la main-d'œuvre.
- Le Yukon recrutera des candidats potentiels qui représenteront un avantage important pour son développement industriel et économique et qui seront en mesure de s'établir avec succès au Yukon.
- Le Yukon aura le droit de sélectionner 25 candidats accompagnés des membres de leur famille; en cas de réussite, cette disposition pourra être élargie au cours des années à venir.
- Le Yukon fournira au Canada une stratégie de nomination dans le but d'identifier des marchés cibles ainsi que des pays et régions sources éventuels.
- Le Canada évaluera les candidats nommés par le Yukon en utilisant des critères d'admissibilité, qui comprendront l'étude des dossiers de sécurité, de criminalité et de santé. Le Canada continuera également de délivrer les visas d'immigrant aux candidats qui répondent aux critères.
- Le Canada et le Yukon élaboreront conjointement un cadre d'évaluation et effectueront une évaluation du programme des candidats désignés. L'évaluation examinera les stratégies de recrutement du Yukon, analysera dans quelle mesure les candidats ont bénéficié du développement industriel et économique du Yukon, et étudiera dans quelle mesure les candidats se sont établis avec succès au Yukon.



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Gouvernement
du Yukon



Accord de collaboration Canada-Yukon en matière d'immigration

Document d'information 1

L'accord entre le Yukon et le Canada établit un partenariat de collaboration et de consultation qui permet de maximiser les avantages économiques et sociaux de l'immigration tout en minimisant les coûts à la fois pour le Canada et pour le Yukon. L'accord ne modifie pas les pouvoirs détenus par le gouvernement fédéral et par le gouvernement territorial au sujet du programme d'immigration. Il comprend plusieurs éléments clés :

Promotion et recrutement

- L'accord officialise la collaboration existante entre le Canada et le Yukon pour la promotion et le recrutement d'immigrants vers le territoire.

Elaboration de la politique et planification des niveaux

- Le Canada prendra en considération les objectifs et besoins démographiques, sociaux et économiques du Yukon lors de l'élaboration du Plan pluriannuel d'immigration qui est déposé au Parlement chaque année et lors de l'élaboration de la politique générale en matière d'immigration.

Sélection, admission et contrôle

- L'accord donne au Yukon l'occasion d'influencer les politiques de sélection et de contrôle au moyen de consultations bilatérales et multilatérales. Le Canada continuera d'établir les normes et objectifs nationaux en matière d'immigration et de déterminer qui est admissible au Canada.

Le programme des candidats désignés

- En vertu de ce programme, le Yukon peut sélectionner 25 candidats désignés comme représentant un avantage important pour le développement économique et industriel du territoire et étant susceptibles de s'établir avec succès au Yukon.

Partage d'information et recherche

- L'accord fournit un cadre pour le partage d'information et pour la coopération dans le domaine de la recherche reliée à l'immigration.

Consultation

- Un comité conjoint de coordination sera mis sur pied pour discuter de la mise en œuvre et d'autres questions reliées à l'accord. Le comité se réunira au moins une fois par année.
- Le Canada et le Yukon se consulteront sur les questions d'immigration, que ce soit sur une base bilatérale ou multilatérale.

Protocole d'entente

- L'accord comprend un protocole d'entente en vue de l'échange d'information pour traiter de la situation des parains d'immigrants qui manquent à leur engagement à subvenir aux besoins des membres de leurs familles admis au Canada et pour préserver l'intégrité du système d'immigration.

Communiqué

01-09

LE CANADA ET LE YUKON SIGNENT UN ACCORD EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

Whitehorse, 23 mai 2001 – Le Canada et le Yukon travailleront ensemble à l'élaboration de politiques d'immigration conçues pour répondre aux besoins du Nord. Le ministre de l'Éducation du Yukon, Dale Effoda, et la ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, Elinor Caplan, ont signé un accord qui couvre une variété de sujets, allant de la planification en matière d'immigration à l'intégration ainsi que la mise sur pied d'un programme de candidats désignés pour le territoire.

« L'accord avec le Yukon tient compte de l'engagement du gouvernement du Canada à élargir nos partenariats avec les territoires et les provinces », a déclaré M^{me} Caplan. « Il permettra de veiller à ce que les besoins du Yukon soient mieux reflétés dans nos niveaux annuels d'immigration ainsi que dans la sélection et le recrutement d'immigrants. »

« Cet accord donne au Yukon la possibilité de se faire entendre davantage sur les questions d'immigration qui pourraient toucher le territoire sur les plans économique et social », a indiqué le ministre Effoda, dont le ministère traite des questions d'immigration pour le gouvernement du territoire. « Il représente une étape importante qui donnera au territoire une voix plus forte en ce qui a trait à son avenir. »

Le Canada continuera d'établir les politiques nationales, les plans annuels ainsi que les normes d'admission et de sélection en matière d'immigration, et collaborera avec le Yukon pour adapter ces activités aux besoins exceptionnels du territoire.

Le programme des candidats désignés est l'un des moyens par lequel l'accord pourra atteindre cet objectif. En vertu du programme, le Yukon pourra sélectionner des candidats qui représenteront un avantage important pour son développement économique et industriel et qui pourront combler les pénuries de main-d'œuvre particulières au Yukon.

- 30 -

Renseignements :

Ken MacGillivray

Conseiller en communications du Cabinet

Gouvernement du Yukon

(867) 667-8905

Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Attaché de presse

Cabinet de la ministre

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca> et <http://www.gov.yk.ca>



NEWS RELEASE

01-10

CANADA'S OUR MISSING CHILDREN PROGRAM REUNITES FAMILIES

OTTAWA, May 25, 2001 - May 25 is Missing Children Day. This national day of awareness draws attention to the thousands of Canadian children who go missing each year and highlights the success of the federal Our Missing Children Program in recovering and returning them. Various events are organized all across the country, including identification clinics, school presentations and public events to raise awareness of child protection.

The Our Missing Children Program is a joint initiative involving the RCMP, the Canada Customs and Revenue Agency, Citizenship and Immigration and the Department of Foreign Affairs and International Trade. All four agencies work to locate and return missing and abducted children to their families. The Department of Justice has accepted an invitation to join the partnership as a way of strengthening its important links with the program.

Since its inception in 1985, the program has assisted in more than 6,000 cases. The reunion of these children with their families was made possible through the strong cooperation between the agencies and their vigorous investigation of the cases. The program also compiles data on missing and abducted children, develops training techniques to enable law enforcement professionals to better respond to abductions, provides training workshops and aggressively supports laws for the protection of children.

The RCMP's Missing Children's Registry released its annual report today. As the primary source of information on missing children in Canada, the registry provides reliable and relevant information to Canadian and international police agencies searching for missing children.

The only measure of success for the Our Missing Children Program is the number of children helped and the number of children returned to their families. If anyone has information that could lead to the recovery of a missing child, or in the event that your child goes missing, please contact your local police service *as soon as possible*.

For more information on the program or to view the RCMP's annual report, please visit the Our Missing Children Program Web site at www.ourmissingchildren.ca

- 30 -

Information

Media Relations
RCMP
(613) 993-2999

Michel Proulx
Media Relations
Canada Customs and Revenue Agency
(613) 946-3461

Danielle Sarazin
Media Relations
Citizenship and Immigration
(613) 952-0740

Louise Morin
Media Relations
Foreign Affairs and International Trade
(613) 944-1467

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

BACKGROUND

Last week in Montreal a five-year-old was kidnapped by his father, a man of Algerian descent. The boy's mother, also of Algerian descent, soon noticed that he was missing. She checked to see whether the travel documents were in their usual location, but they weren't; they too were missing. So the mother alerted the Montreal police, which ascertained that they were booked on a Royal Air Maroc flight to Casablanca. The plane had just taken off from Dorval. In a stroke of luck, the flight was making a one-hour stopover in New York City. Partners of the organization Our Missing Children (RCMP, Customs Agency, Immigration and Foreign Affairs) quickly intervened with the U.S. authorities. Meanwhile, the RAM aircraft carrying the father and son left the boarding gate at JFK Airport and taxied onto the runway in preparation for takeoff, scheduled for 8:30 p.m.. At 8:25, the pilot received the order not to take off, but instead to return to the gate. Five minutes before the plane was due to take off for Morocco, the father was apprehended by the American authorities. He remains in custody in the United States, pending extradition to Canada. As for the boy, he was sent back to Canada by the Department of Foreign Affairs and reunited with his mother.

DOCUMENT D'INFORMATION

La semaine dernière à Montréal un enfant de 5 ans a été kidnappé par son père d'origine algérienne. La mère de l'enfant, également d'origine algérienne, s'est rapidement aperçu de sa disparition. Elle a vérifié si les documents de voyage étaient toujours à leur endroit habituel, ils n'y étaient plus, ils avaient également disparus. La mère a alors averti la police de la CUM, qui a réussi à retracer leur enregistrement sur un vol de la Royal Air Maroc à destination de Casablanca. L'avion venait à peine de décoller de Dorval. Coup de chance, le vol faisait une escale d'une heure à New York. Les partenaires de l'organisation "Nos enfants disparus" (GRC, Agence des Douanes, Immigration et Ministère des Affaires Étrangères) sont alors intervenus rapidement auprès des autorités américaines. Pendant ce temps, l'avion de la RAM, avec à son bord le père et son fils, a quitté le quai d'embarquement de l'aéroport JFK et s'est mis en place sur la piste, en position pour le décollage, prévu à 20h30. À 20h25, le pilote a reçu l'ordre non pas de décoller mais de revenir au quai. Cinq minutes avant son départ pour le Maroc, le père a donc été appréhendé par les autorités américaines. À ce jour, il est toujours détenu aux Etats-Unis, en attente de son extradition vers le Canada. Quant à l'enfant, il a été rapatrié au Canada par le Ministère des Affaires Étrangères et remis à sa mère.

COMMUNIQUÉ

01-10

LE PROGRAMME CANADIEN NOS ENFANTS DISPARUS FAVORISE LA RÉUNION DES FAMILLES

OTTAWA, le 25 mai 2001 - Le 25 mai est la Journée des enfants disparus. Cette journée nationale de sensibilisation attire l'attention sur les milliers d'enfants canadiens qui disparaissent chaque année et souligne le succès remporté par le programme fédéral *Nos enfants disparus* dans ses efforts visant à retrouver et à retourner à leur famille des enfants disparus. Diverses activités, notamment des cliniques d'identification, des présentations dans les écoles et des événements publics, sont organisées à l'échelle du pays dans le but de sensibiliser la population à l'égard de la protection des enfants.

Le programme *Nos enfants disparus* est une initiative conjointe à laquelle participent la GRC, l'Agence des douanes et du revenu du Canada, Citoyenneté et Immigration et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Ces quatre organismes travaillent à localiser et à retourner à leur famille des enfants disparus ou enlevés. Le ministère de la Justice a accepté l'invitation de se joindre au partenariat comme moyen de renforcer les liens importants qu'il entretient avec le programme.

Depuis sa création en 1985, le programme a aidé à plus de 6000 cas. La réunion de ces enfants avec leur famille a été rendue possible grâce à la solide collaboration qui existe entre les organismes et à leurs enquêtes rigoureuses sur les cas. Le programme compile également des données sur les enfants disparus ou enlevés, élabore des techniques de formation pour permettre aux professionnels de l'exécution de la loi de réagir plus rapidement aux cas d'enlèvement, offre des ateliers de formation et appuie rigoureusement les lois visant à protéger les enfants.

Le Bureau d'enregistrement des enfants disparus de la GRC publie son rapport annuel aujourd'hui. À titre de source principale d'information sur les enfants disparus au Canada, le Bureau offre des renseignements fiables et pertinents aux services de police canadiens et internationaux qui sont à la recherche d'enfants disparus. On ne peut mesurer que d'une seule façon le succès du programme *Nos enfants disparus* et c'est par le nombre d'enfants aidés et le nombre d'enfants retournés à leur famille. Si vous avez de l'information pouvant mener à la découverte d'un enfant ou dans l'éventualité où votre enfant disparaît, veuillez communiquer avec votre service local de police le plus tôt possible.

Pour plus de renseignements au sujet du programme ou pour consulter le rapport annuel de la GRC, veuillez visiter le site Web du programme *Nos enfants disparus* à www.nosenfantsdisparus.ca

- 30 -

Renseignements :

Relations avec les médias
 GRC
 (613) 993-2999

Michel Proulx
 Relations avec les médias
 Agence des douanes et du revenu du Canada
 (613) 946-3461

Danielle Sarazin
 Relations avec les médias
 Citoyenneté et Immigration Canada
 (613) 952-0740
 Louise Morin
 Relations avec les médias
 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
 (613) 944-1467

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

01-11

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA June 07, 2001- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, announced two appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointments were made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Arthur M. Kruger, was Vice-President, Touro College from 1998 to 2000. His educational background began with a B.A., Economics and Political Science, University of Toronto, 1955 followed by a Ph.D, Economics, Massachusetts Institute of Technology (MIT), 1959. Throughout his distinguished career, Mr. Kruger has held many prominent positions, including Director, the Ontario Institute for Studies in Education, Principal, Woodsworth College, University of Toronto, and Dean, Faculty of Arts and Sciences, University of Toronto. He has numerous publications and articles to his credit. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Guy Lebel is a lawyer from St-Georges de Beauce who is a prosecutor with the Quebec Attorney General's office for offences under the Highway Code, the Act respecting the *Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec*, the Act respecting explosives and the Transport Act. He has been an agent of the Attorney General of Canada for prosecutions under 31 federal statutes, including the Immigration Act, since May 1998. Mr. Lebel has a Bachelor of Laws from the Université Laval and was a member of the Canadian Human Rights Commission from 1983 to 1985. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Montreal.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Canada



COMMUNIQUÉ

01-11

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA le 7 juin 2001 - Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a annoncé deux nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations ont été faites suivant le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Arthur M. Kruger a été vice-président du Touro College de 1998 à 2000. Il a obtenu un B.A. en économie et science politique de l'Université de Toronto en 1955, et un doctorat en économie du Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1959. Au cours de sa carrière remarquable, M. Kruger a occupé de nombreux postes éminents, dont celui de directeur de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, directeur du Woodsworth College de l'Université de Toronto, et doyen de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Toronto. Il a en outre publié de nombreux documents et articles. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Guy Lebel est un avocat de St-Georges de Beauce qui occupe les fonctions de substitut du procureur général du Québec en matière de poursuite en vertu du Code de la route, de la Loi de la commission de contrôle des permis d'alcool du Québec, de la Loi sur les explosifs et de la Loi sur les transports. Il est mandataire de la Procureure Générale du Canada aux fins de poursuites engagées en vertu de 31 lois canadiennes et, notamment, de la Loi sur l'immigration depuis mai 1998. Il a obtenu une Licence en droit de l'Université Laval. Il a été membre de la Commission canadienne des droits de la personne de 1983 à 1985. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Montréal.

- 30 -

Pour renseignements : Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

01-12

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, June 18, 2001- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced six appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointments were made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. All of today's appointments were to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Clifford Daniel Berry is an education specialist with a long career as a teacher prior to serving in various senior positions at the Ontario Secondary School Teachers' Federation. He attended Peterborough Teachers College and has a B.A., Mathematics and Economics.

Brian P. Goodman, a lawyer from Toronto, has held several senior positions in the Government of Ontario, most recently as Special Counsel, Policy Projects with the Ministry of the Attorney General. He earned his Bachelor of Arts at the University of Toronto and his Bachelor of Laws and Master of Laws at Osgoode Hall Law School.

Ajit Kaur Singh Grewal is a Licensed Real Estate Sales Representative from Toronto. She earned a Bachelor of Science, Medical Technology from the Post Graduate Institute of Medical Education and Research, India. She has served as community fundraiser for the Eye Foundation of Canada, Foster Parent Plan and other charitable organizations.

Ana C. Costa is a current affairs commentator at CFMT – Channel 47 – Multilingual Television in Toronto. She earned her Bachelor of Arts at York University and is fluent in four languages, English, French, Portuguese and Spanish. She is an active volunteer in her community, serving as Director on the Board of Catholic Children's Aid Society of Toronto and is co-founder and member of Citizenship 2000, a program encouraging citizenship and full participation in Canada's social and political life on the part of new Canadians.

Lloyd J. Fournier has worked extensively in international business development, holding management positions at OSRAM Canada Ltd., and other Canadian companies. His strong commitment to community service has involved such diverse functions such as Volunteer Probation and Parole Officer, Member of the Brampton Citizen's Advisory Committee and Board Member of the Brampton YM/WCA.

Stephen C. Budaci is a business executive with broad experience in strategic planning. He is presently Executive Vice President, Marketing and Sales at Italfina. Previously he served as Italfina's National Sales Manager from 1994 to 1998. He has also served in positions at Atomic Energy of Canada Limited, Ministry of Natural Resources of the Government of Ontario, and at COSTI-IIAS, an immigrant resettlement agency in Toronto.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson, Press Secretary
Minister's Office, (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



Canada



COMMUNIQUÉ

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, Le 18 juin 2001 - Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui six nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations ont été faites suivant le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Tous les membres nommés aujourd'hui le sont à la Section du statut de réfugié du bureau de la CISR à Toronto.

Clifford Daniel Berry est un conseiller pédagogique qui a eu une longue carrière d'enseignant avant d'occuper divers postes supérieurs à la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario. Il a fréquenté le *Peterborough Teachers College* et détient un B.A. en mathématiques et économie.

Brian P. Goodman, avocat de Toronto, a occupé plusieurs postes supérieurs au gouvernement de l'Ontario, plus récemment comme conseiller spécial des Projets stratégiques au ministère du Procureur général. Il détient un baccalauréat ès arts de l'Université de Toronto de même qu'un baccalauréat et une maîtrise en droit de l'École de droit Osgoode Hall.

Ajit Kaur Singh Grewal est une agente immobilière agréée de Toronto. Elle a obtenu un baccalauréat en sciences, spécialisé en technologie médicale, de l'Institut des études supérieures en médecine et en recherche de l'Inde. Elle a sollicité des fonds dans la collectivité pour la Eye Foundation of Canada, pour le Plan de parrainage et d'autres organismes de bienfaisance.

Ana C. Costa est commentatrice de nouvelles à CFMT – chaîne 47 - télévision multilingue de Toronto. Elle détient un baccalauréat ès arts de l'Université York et maîtrise quatre langues dont, l'anglais, le français, le portugais et l'espagnol. Elle est bénévole active dans sa communauté occupant le poste de directrice du conseil d'administration de la Société d'aide à l'enfance catholique de Toronto et est co-fondatrice et membre de Citizenship 2000, programme favorisant l'acquisition de la citoyenneté et la pleine participation des nouveaux Canadiens à la vie sociale et politique du Canada.

Lloyd J. Fournier a beaucoup travaillé à la création d'entreprises internationales, détenant des postes de gestion à OSRAM Canada Ltd. et dans d'autres firmes canadiennes. Son solide engagement communautaire l'a amené à occuper diverses fonctions comme celles d'agent bénévole de probation et de libération conditionnelle, de membre du Comité consultatif des citoyens de Brampton et de membre du conseil d'administration du YM/WCA de Brampton.

Stephen C. Budaci est un chef d'entreprise doté d'une vaste expérience en planification stratégique. Il est actuellement vice-président directeur du marketing et des ventes chez Italfina. Il a auparavant occupé le poste de gestionnaire des ventes nationales chez Italfina de 1994 à 1998. Il a aussi occupé des postes à Énergie atomique du Canada limitée, au ministère des Ressources naturelles du gouvernement de l'Ontario et à COSTI-IIAS, une agence d'aide au rétablissement des immigrants à Toronto.

-30 -

Pour renseignements

Derik Hodgson
Attaché de presse, Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



News Release

June 22, 2001

01-13

CANADA AND PRINCE EDWARD ISLAND SIGN IMMIGRATION AGREEMENT

Charlottetown - Under a new agreement, Canada and Prince Edward Island will enjoy closer cooperation in developing immigration policies adapted to the province's needs. Development and Technology Minister Mike Currie and Citizenship and Immigration Canada Minister Elinor Caplan have signed an agreement covering a variety of subjects ranging from immigration planning to integration, and establishing the Provincial Nominee Program.

"Immigration has always contributed to the social and economic development of both Canada and Prince Edward Island. We are committed to working together to ensure that this mutual benefit continues," said Minister Caplan.

The agreement is intended to ensure that Prince Edward Island's needs are better reflected in setting the number of immigrants to be admitted to Canada each year and in decisions relating to the selection and recruitment of immigrants. Canada will continue to determine national policy, annual plans and admission and selection standards for immigration. At the same time, Canada will work with the Province to tailor these activities to meet Prince Edward Island's unique needs.

One way the agreement accomplishes this is through the Provincial Nominee Program. Under the pilot program, the Province may nominate up to 200 individuals annually for a period of five years for immigration based on skills and entrepreneurial assets that they possess.

"This agreement makes immigration work better for Prince Edward Island," Minister Currie said. "The Provincial Nominee Program in particular will enable Prince Edward Island to recruit immigrants who have potential to make a significant contribution to the provincial economy."

The Canada-Prince Edward Island Immigration Agreement appropriately balances national objectives with the unique circumstances that exist in Prince Edward Island. The two Ministers commented that agreements like the one announced today respond to the wishes of Canadians who want their governments to work together in the delivery of their social and economic programs.

- 30 -

For Information: Pat Brownlow
Citizenship and Immigration Canada
(902) 426-1419

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Ann Thurlow
Department of Development and Technology
Prince Edward Island
(902) 368-6374



Visit our Internet sites: <http://www.cic.gc.ca> and <http://www.gov.pe.ca>



Backgrounder #1

Agreement for Canada-PEI Co-operation on Immigration

The Prince Edward Island (PEI) and Canada Agreement establishes a partnership for cooperation and consultation which maximizes the economic and social benefits of immigration while minimizing the costs to both Canada and PEI. The agreement does not change the authorities of the federal and provincial government over the immigration program. It has several key elements:

Promotion and recruitment

- The agreement formalizes the existing cooperation between Canada and PEI for the promotion and recruitment of immigrants to the Province.

Policy Development and Levels Planning

- Canada shall consider PEI's demographic, social and economic objectives and needs when developing the Multi-Year Immigration and Refugee Plan which is tabled with Parliament each year, and when developing immigration policy in general.

Selection, Admission and Control

- The agreement provides PEI with an opportunity to influence selection and control policies through bilateral and multilateral consultations. Canada will continue to establish national immigration standards and objectives, and determine who is admissible to Canada.

The Provincial Nominee Program

- Under this program, PEI may select 200 nominees annually for a period of five years whom it has identified as being of significant benefit to the Province's economic and industrial development, and as being likely to successfully establish themselves in PEI.

Information Sharing and Research

- The agreement provides a framework for sharing information and cooperating on research related to immigration.

Consultation

- A joint coordinating committee will be established to discuss the implementation and other matters related to the agreement. The committee will meet at least once a year.
- Canada and PEI will consult each other on immigration issues, either bilaterally or on a multilateral basis.



Backgrounder #2

The Provincial Nominee Program

The Provincial Nominee Program provides Prince Edward Island with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to the Province, based on industrial and economic priorities and labour market conditions.

Prince Edward Island will recruit potential immigration candidates who will be of significant benefit to its industrial and economic development and who will be able to successfully establish themselves in Prince Edward Island.

Prince Edward Island will be entitled to select 200 nominees and their accompanying family members annually for a period of five years; if successful, this arrangement could be expanded in the future.

Prince Edward Island has provided a nomination plan to Canada to identify target markets and potential source countries and regions.

Canada will evaluate candidates nominated by Prince Edward Island using admissibility criteria, which will include security, criminal record and medical checks. Canada will also continue to issue immigrant visas to the nominees who meet the criteria.

Canada and Prince Edward Island will jointly develop an evaluation framework and carry out an evaluation of the nominee program. The evaluation will assess Prince Edward Island's recruitment strategies, analyse the extent to which the nominees have benefited Prince Edward Island's industrial and economic development, and evaluate how successfully nominees have established themselves in Prince Edward Island.

Backgrounder #3

Agreement for Canada-Prince Edward Island Co-operation on Immigration

Immigration by province and territory, 1996-2000

Province/territory	1996	%	1997	%	1998	%	1999	%	2000	%
Newfoundland	580	0.26	412	0.19	392	0.23	417	0.22	412	0.18
Prince Edward Island	154	0.07	145	0.07	136	0.08	137	0.07	192	0.08
Nova Scotia	3,225	1.43	2,865	1.33	2,057	1.18	1,608	0.85	1,606	0.71
New Brunswick	717	0.32	639	0.30	729	0.42	670	0.35	764	0.34
Quebec	29,814	13.19	27,937	12.93	26,627	15.29	29,202	15.37	32,483	14.28
Ontario	119,700	52.95	117,691	54.47	92,332	53.01	104,162	54.82	133,488	58.69
Manitoba	3,928	1.74	3,718	1.72	3,004	1.72	3,711	1.95	4,641	2.04
Saskatchewan	1,819	0.80	1,740	0.81	1,574	0.90	1,725	0.91	1,888	0.83
Alberta	13,887	6.14	12,841	5.94	11,192	6.43	12,084	6.36	14,323	6.30
British Columbia	52,028	23.01	47,859	22.15	35,984	20.66	36,082	18.99	37,424	16.46
North West Territories	92	0.04	95	0.04	62	0.04	55	0.03	83	0.04
Yukon	89	0.04	86	0.04	61	0.04	78	0.04	61	0.03
Nunavut	5	0.00	6	0.00	2	0.00	13	0.01	8	0.00
Not stated	34	0.02	21	0.01	39	0.02	61	0.03	54	0.02
Total	226,072	100	216,055	100	174,191	100	190,005	100	227,427	100

Citoyenneté et
Immigration Canada

Landings (All Classes), Top Five Source Countries, Canada, 1996-2000

[illegible]



Backgrounder #3

Agreement for Canada-Prince Edward Island Co-operation on Immigration

Landings (All Classes), Top Five Source Countries, Prince Edward Island, 1996 - 2000

Country	1996	Rank	1997	Rank	1998	Rank	1999	Rank	2000	Rank
Yugoslavia									48	1
Afghanistan	7	5	8	5	4	3	8	5	15	2
USA	18	3	11	3	16	3	11	4	14	3
Italy									11	4
Iran									9	5
Bosnia	40	1	21	1	26	1	17	1		
England							12	2		
Germany							11	3		
Ethiopia							9	5		
China					20	2				
Taiwan			19	2	14	4				
Croatia			15	3	8	5				
Egypt			11	4						
Hong Kong	18	2								
Guatemala	17	4								
Netherlands	11	5								
Top Five Total	104		66		84		60		97	
%	68 %		46 %		62 %		44 %		51 %	
Other countries	50		79		52		77		95	
%	32 %		54 %		38 %		56 %		49 %	
Total	154		145		136		137		192	

Backgrounder #3

Agreement for Canada-Prince Edward Island Co-operation on Immigration

Landings by Broad Immigrant Category, Canada, 1996 - 2000

[illegible]

Landings by Broad Immigrant Category, Prince Edward Island, 1996 - 2000

[illegible]

Document d'information 3

Accord de collaboration Canada-Île-du-Prince-Édouard en matière d'immigration

Admissions par grande catégorie d'immigrants, Canada, 1996 - 2000

[illegible]

Admissions par grande catégorie d'immigrants, Île-du-Prince-Édouard, 1996 – 2000

[illegible]

Document d'information 3

Accord de collaboration Canada- Île-du-Prince-Édouard en matière d'immigration

Admissions (toutes catégories), cinq principaux pays sources, Île-du-Prince-Édouard, 1996 - 2000

Pays	1996	Rang	1997	Rang	1998	Rang	1999	Rang	2000	Rang
Yougoslavie									48	1
Afghanistan	7	5	8	5	4	3	8	5	15	2
Etats-Unis d'Amérique	18	3	11	3	16	3	11	4	14	3
Italie									11	4
Iran									9	5
Bosnie	40	1	21	1	26	1	17	1		
Angleterre							12	2		
Allemagne, République fédérale d'							11	3		
Ethiopie							9	5		
Chine, République populaire de					20	2				
Taiwan			19	2	14	4				
Croatie			15	3	8	5				
Égypte			11	4						
Hong Kong	18	2								
Guatemala	17	4								
Pays-Bas	11	5								
Total cinq principaux pays	104		66		84		60		97	
%	68 %		46 %		62 %		44 %		51 %	
Autres pays	50		79		52		77		95	
%	32 %		54 %		38 %		56 %		49 %	
Total	154		145		136		137		192	



Document d'information 3

Accord de collaboration Canada-Île-du-Prince-Édouard en matière d'immigration

Admissions (toutes catégories), 5 principaux pays sources, Canada, 1996-2000

Pays	1996	Rang	1997	Rang	1998	Rang	1999	Rang	2000	Rang
Chine, République populaire de	17 516	3	18 578	3	19 791	1	29 150	1	36 744	1
Inde	21 053	2	19 607	2	15 377	2	17 452	2	26 094	2
Pakistan			11 240	5	8 090	4	9 308	3	14 200	3
Philippines	13 041	4			8 187	3	9 202	4	10 109	4
Corée, République de							7 217	5	7 636	5
Taiwan	12 901	5	13 320	4	7 186	5				
Hong Kong	29 662	1	22 018	1						
Total 5 principaux pays	94 173		84 763		58 631		72 329		94 783	
%	42%		39%		34%		38%		42%	
Autres pays	131 899		131 292		115 560		117 676		132 644	
%	58%		61%		66%		62%		58%	
Total	226 072		216 055		174 191		190 005		227 427	

Document d'information 3

Accord de collaboration Canada-Île-du-Prince-Édouard en matière d'immigration

Immigration par province et territoire, 1996-2000

Province/territoire	1996	%	1997	%	1998	%	1999	%	2000	%
Terre-Neuve	580	0.26	412	0.19	392	0.23	417	0.22	412	0.18
Île-du-Prince-Édouard	154	0.07	145	0.07	136	0.08	137	0.07	192	0.08
Nouvelle-Écosse	3 225	1.43	2 865	1.33	2 057	1.18	1 608	0.85	1 606	0.71
Nouveau-Brunswick	717	0.32	639	0.30	729	0.42	670	0.35	764	0.34
Québec	29 814	13.19	27 937	12.93	26 627	15.29	29 202	15.37	32 483	14.28
Ontario	119 700	52.95	117 691	54.47	92 332	53.01	104 162	54.82	133 488	58.69
Manitoba	3 928	1.74	3 718	1.72	3 004	1.72	3 711	1.95	4 641	2.04
Saskatchewan	1 819	0.80	1 740	0.81	1 574	0.90	1 725	0.91	1 888	0.83
Alberta	13 887	6.14	12 841	5.94	11 192	6.43	12 084	6.36	14 323	6.30
Colombie-Britannique	52 028	23.01	47 859	22.15	35 984	20.66	36 082	18.99	37 424	16.46
Territoires du Nord-Ouest	92	0.04	95	0.04	62	0.04	55	0.03	83	0.04
Yukon	89	0.04	86	0.04	61	0.04	78	0.04	61	0.03
Nunavut	5	0.00	6	0.00	2	0.00	13	0.01	8	0.00
Non indiqué	34	0.02	21	0.01	39	0.02	61	0.03	54	0.02
Total	226 072	100	216 055	100	174 191	100	190 005	100	227 427	100

Document d'information 2

Le programme relatif aux candidats d'une province

Le programme relatif aux candidats d'une province fournit à l'Ile-du-Prince-Edouard un mécanisme permettant d'accroître les avantages économiques de l'immigration pour la province, selon les priorités industrielles et économiques et selon les conditions du marché de la main-d'œuvre.

L'Ile-du-Prince-Edouard recrutera des candidats potentiels à l'immigration qui représenteront un avantage important pour son développement industriel et économique et qui seront en mesure de s'établir avec succès dans la province.

L'Ile-du-Prince-Edouard aura le droit, au cours des cinq prochaines années, de sélectionner annuellement 200 candidats accompagnés des membres de leur famille; en cas de réussite, cette disposition pourra être élargie au cours des années à venir.

L'Ile-du-Prince-Edouard a fourni au Canada un plan de nomination dans le but d'identifier des marchés cibles ainsi que des pays et régions sources éventuels.

Le Canada évaluera les candidats nommés par l'Ile-du-Prince-Edouard en utilisant des critères d'admissibilité, qui comprendront l'étude des dossiers de sécurité, de criminalité et de santé. Le Canada continuera également de délivrer les visas d'immigrant aux candidats qui répondent aux critères.

Le Canada et l'Ile-du-Prince-Edouard élaboreront conjointement un cadre d'évaluation et effectueront une évaluation du programme des candidats désignés. L'évaluation examinera les stratégies de recrutement de l'Ile-du-Prince-Edouard, analysera dans quelle mesure les candidats ont eu un impact bénéfique sur le développement industriel et économique de l'Ile-du-Prince-Edouard, et étudiera dans quelle mesure les candidats se sont établis avec succès à l'Ile-du-Prince-Edouard.

Document d'information 1

Accord de collaboration Canada-I.-P.-E. en matière d'immigration

L'accord entre l'Ile-du-Prince-Edouard et le Canada établit un partenariat de collaboration et de consultation qui permet de maximiser les avantages économiques et sociaux de l'immigration tout en minimisant les coûts à la fois pour le Canada et pour l'Ile-du-Prince-Edouard. L'accord ne modifie pas les pouvoirs détenus par le gouvernement fédéral et par le gouvernement provincial au sujet du programme d'immigration. Il comprend plusieurs éléments clés :

promotion et recrutement

L'accord officialise la collaboration existante entre le Canada et l'Ile-du-Prince-Edouard pour la promotion et le recrutement d'immigrants vers la province.

collaboration de la politique et planification des niveaux

Le Canada prendra en considération les objectifs et besoins démographiques, sociaux et économiques de l'Ile-du-Prince-Edouard lors de l'élaboration du Plan pluriannuel d'immigration qui est déposé au Parlement chaque année et lors de l'élaboration de la politique générale en matière d'immigration.

sélection, admission et contrôle

L'accord donne à l'Ile-du-Prince-Edouard l'occasion d'influencer les politiques de sélection et de contrôle au moyen de consultations bilatérales et multilatérales. Le Canada continuera d'établir les normes et objectifs nationaux en matière d'immigration et de déterminer qui est admissible au Canada.

programme relatif aux candidats d'une province

En vertu de ce programme, l'Ile-du-Prince-Edouard peut, au cours des cinq prochaines années, sélectionner annuellement 200 candidats désignés comme représentant un avantage important pour le développement économique et industriel de la province et étant susceptibles de s'établir avec succès à l'Ile-du-Prince-Edouard.

partage d'information et recherche

L'accord fournit un cadre pour le partage d'information et pour la coopération dans le domaine de la recherche reliée à l'immigration.

consultation

Un comité conjoint de coordination sera mis sur pied pour discuter de la mise en œuvre et d'autres questions liées à l'accord. Le comité se réunira au moins une fois par année.

Le Canada et l'Ile-du-Prince-Edouard se consulteront sur les questions d'immigration, que ce soit sur une base bilatérale ou multilatérale.

Communiqué

22 juin 2001

01-13

ACCORD CANADA-ÎLE-DU-PRINCE-EDOUARD EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

Charlottetown - En vertu d'un nouvel accord, le Canada et l'Île-du-Prince-Édouard collaboreront plus étroitement à l'élaboration de politiques d'immigration adaptées aux besoins de la province. Le ministre du Développement et de la Technologie, Mike Currie, et la ministre de l'Immigration et de la Planification de l'Immigration à l'Intégration, il instaure en outre le programme relatif aux candidats d'une province. « L'immigration a toujours contribué à l'essor socio-économique du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous voulons nous assurer qu'il en soit toujours ainsi, » a déclaré la ministre Caplan.

L'accord permettra de mieux tenir compte des besoins de l'Île-du-Prince-Édouard dans l'établissement du nombre d'immigrants admis chaque année par le Canada et dans les décisions prises relativement à la sélection et au recrutement des immigrants. Le gouvernement du Canada aura toujours la responsabilité de déterminer la politique nationale, les plans annuels et les critères d'admission et de sélection des immigrants, et collaborera aussi avec l'Île-du-Prince-Édouard pour répondre, dans ces domaines, aux besoins particuliers de la province.

L'accord permettra de réaliser cet objectif notamment par la mise en oeuvre du programme relatif aux candidats d'une province. Il s'agit d'un projet-pilote d'une durée de cinq ans qui permettra à la province de désigner un maximum de 200 candidats par année aux fins d'immigration, selon leurs compétences et leurs qualités d'entrepreneur.

« Grâce à cet accord, l'Île-du-Prince-Édouard profitera davantage des bienfaits de l'immigration, a souligné le ministre Currie. Le programme relatif aux candidats d'une province nous permettra de recruter des immigrants susceptibles de contribuer de façon significative à l'économie de la province. » L'Accord Canada-Île-du-Prince-Édouard en matière d'immigration assure un bon équilibre entre les objectifs nationaux et la situation particulière de l'Île-du-Prince-Édouard. Les deux ministres ont indiqué que des accords de ce genre répondent aux souhaits des Canadiens qui veulent voir leurs gouvernements collaborer aux fins de l'exécution de leurs programmes sociaux et économiques.

- 30 -

Renseignements : Pat Brownlow
Citoyenneté et Immigration Canada
(902) 426-1419
Ann Thurlow
Ministère du Développement et de la Technologie
Île-du-Prince-Édouard
(902) 368-6374
Derik Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca> et <http://www.gov.pe.ca>



NEWS RELEASE

MINISTER CAPLAN INVITES CANADIANS TO REAFFIRM THEIR CITIZENSHIP ON CANADA DAY

June 27, 2001

01-14

Ottawa - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration Canada encourages Canadians to join in one of the public ceremonies on Canada Day this Sunday and reaffirm their citizenship by reciting the oath of citizenship.

"What better time to renew our commitment to Canada than on Canada Day?" said the Minister.

"Taking the oath of citizenship is a very moving experience, and most Canadians who were born here have never had the opportunity to take the oath," said the Minister.

Some 2,000 new Canadians will take the oath of citizenship on Canada Day this Sunday at 35 different citizenship ceremonies across the country. These ceremonies will take place in citizenship offices, legislative buildings, museums, historic sites and outdoors in parks. The largest group to be sworn in will be 145 newcomers in Kelowna, B.C.; the most intimate, 15 at KEW Gardens in Toronto.

By the end of *Celebrate Canada!* from June 21 to July 1, close to 80 special citizenship ceremonies will create some 6,000 new Canadians.

All newcomers who become Canadians on Canada Day will receive a white pine seedling, provided by the Tree Canada Foundation and a commemorative 25-cent coin, *The Spirit of Canada*, issued for the occasion by the Royal Canadian Mint.

For details about the citizenship ceremonies that will be conducted in communities across the country on July 1, visit the Citizenship and Immigration web site at www.cic.gc.ca

-30-

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

LA MINISTRE CAPLAN INVITE LES CANADIENS À RÉAFFIRMER LEUR CITOYENNETÉ LORS DE LA FÊTE DU CANADA

le 27 juin 2001

01-14

Ottawa - Elinor Caplan, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, encourage les Canadiens à participer à l'une des cérémonies publiques qui auront lieu dimanche prochain à l'occasion de la Fête du Canada et à réaffirmer leur citoyenneté en prononçant le serment de citoyenneté.

« Y a-t-il une meilleure occasion de renouveler notre engagement à l'égard du Canada que celle que nous offre la Fête du Canada? », a déclaré la ministre.

« Prononcer le serment de la citoyenneté est une expérience très émouvante et la plupart des Canadiennes et des Canadiens qui sont nés ici n'ont jamais eu l'occasion de le prononcer », a indiqué la ministre.

Quelque 2000 nouveaux Canadiens prononceront le serment de la citoyenneté dimanche prochain lors de la Fête du Canada, dans le cadre de 35 différentes cérémonies qui se dérouleront à l'échelle du pays. Ces cérémonies auront lieu dans des bureaux de citoyenneté, des immeubles législatifs, des musées, des sites historiques, ainsi qu'à l'extérieur dans des parcs. Le plus grand groupe à être assermenté sera composé de 145 nouveaux arrivants à Kelowna, en Colombie-Britannique; le plus restreint sera composé de 15 nouveaux arrivants à Kew Gardens, à Toronto.

À la fin de la campagne *Le Canada en fête*, qui se déroulera du 21 juin au 1^{er} juillet, près de 80 cérémonies spéciales de citoyenneté auront permis d'assermenter quelque 6000 nouveaux Canadiens.

Tous les nouveaux arrivants qui deviendront des Canadiens lors de la Fête du Canada recevront un jeune pin blanc offert gracieusement par la Fondation canadienne de l'arbre, ainsi qu'une pièce commémorative de 25 cents *L'esprit canadien*, émise pour l'occasion par la Monnaie royale canadienne.

Pour des précisions au sujet des cérémonies de citoyenneté qui se dérouleront dans des communautés à l'échelle du pays le 1^{er} juillet, consultez le site Web de Citoyenneté et Immigration à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca

-30-

Renseignements : Derik Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
Communications
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

July 13, 2001

01-16

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA -- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointment was made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Hazelyn Ross, a lawyer with Shepherd, Mondrow in Toronto, earned her Bachelor of Laws at the University of the West Indies, Barbados and was admitted to the Ontario Bar in 1996. Prior to her legal education, she earned a Bachelor of Arts, Honours Sociology and a Master of Arts, Educational Technology from Concordia University, Montreal. She has held a number of positions in the Government of Ontario, as Law Officer Intern in 1991-92 with the Ministry of the Attorney General, and as Policy Development Officer, Race Relations and Policing Unit, Ministry of the Solicitor General and Correctional Services in 1992-1994. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

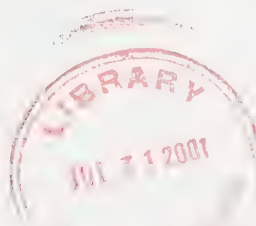
The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

Le 13 juillet 2001

01-16

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA -- Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Cette nomination a été effectuée conformément au processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Hazelyn Ross, avocate chez Shepherd, Mondrow à Toronto, a obtenu son baccalauréat en droit de University of the West Indies, à la Barbade et a été admise au Barreau de l'Ontario en 1996. Avant de poursuivre ses études de droit, M^{me} Ross avait obtenu un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sociologie et une maîtrise ès arts en technologie de l'éducation de l'Université Concordia à Montréal. Elle a occupé un certain nombre de postes au gouvernement de l'Ontario, à titre de stagiaire en droit au ministère du Procureur général, en 1991-1992, puis comme agente de développement de politiques, Unité des relations raciales et du maintien de l'ordre au ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels, en 1992-1994. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission détermine le bien-fondé des revendications du statut de réfugié, entend les appels, tient des enquêtes et revoit les motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements : Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

August 31, 2001

01-17

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA -- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointment was made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Donal Archambault, a lawyer from Outremont, Quebec, earned his law degree at the Université de Montréal in 1979 and was admitted to the Bar of Quebec in 1980. Prior to his legal education he earned his Bachelor of Industrial Relations from the Université de Montréal in 1973. Since 1990, Mr. Archambault has worked as a litigator and specialist in industrial relations serving clients in both the public and private sectors. He has also taught negotiations and labour law at l'École des Hautes études commerciales and at the Bar of Quebec. Mr. Archambault has served as a council member for the Municipality of Outremont as well as Vice President of the Chamber of Commerce for the city of Saint Laurent, since 1995. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





COMMUNIQUE

Le 31 août 2001

01-17

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA -- M^{me} Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'immigration, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). La nomination a été décidée par le Comité consultatif ministériel selon un processus établi en mars 1995.

Donal Archambault, avocat d'Outremont (Québec) a obtenu son diplôme en droit de l'Université de Montréal en 1979 et a été admis au Barreau du Québec en 1980. Avant d'entreprendre ses études de droit, il avait étudié les relations de travail et obtenu un baccalauréat dans cette discipline à l'Université de Montréal en 1973. Depuis 1990, M. Archambault travaille comme avocat et spécialiste des relations de travail, représentant des clients du secteur public et du secteur privé. Il a également donné des cours sur la négociation collective et sur le droit du travail à l'École des hautes études commerciales et à l'École du Barreau du Québec. M. Archambault est échevin d'Outremont et vice-président de la Chambre de commerce de Saint-Laurent depuis 1995. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR, à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant constitué par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui relève du Parlement, par le truchement du ministre de la Citoyenneté et de l'immigration. La Commission est formée de trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La détermination du statut de réfugié, les appels, les demandes de renseignements et les examens des motifs de détention sont au nombre de ses responsabilités.

- 30 -

Pour renseignements :

Derek Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>





NEWS RELEASE

October 31, 2001

01-20

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA – The Honourable Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today announced the appointment of Mr. Roger Houde to the Immigration and Refugee Board (IRB). This appointment was made in accordance with the Ministerial Advisory Committee's process, established in March 1995.

Roger Houde obtained a bachelor's degree in Industrial Relations at Université Laval, and a Bachelor of Arts degree at Université Laurentienne. From 1970 to 1973, he was Chief of Staff for the Minister of Lands and Forests in Quebec. He was elected to the Quebec National Assembly and from 1973 to 1976 served as MNA for the riding of Abitibi East. He held the position of Vice-President, Development, and founding shareholder of Sécurigest Inc., and was also Vice-President of Luc Lacroix et Associés, a consulting firm specializing in occupational health and safety.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

Le 31 Octobre 2001

01-20

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA – L'honorable Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui la nomination de M. Roger Houde à la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Cette nomination a été effectuée conformément au processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Roger Houde a obtenu un baccalauréat en relations industrielles à l'Université Laval, ainsi qu'un baccalauréat es arts à l'Université Laurentienne. De 1970 à 1973, il a occupé les fonctions de chef de cabinet pour le ministre des Terres et Forêts, Québec. De 1973 à 1976, il a été député de la circonscription d'Abitibi-Est à l'Assemblée nationale du Québec. Il a été vice-président au développement et actionnaire fondateur de Sécurigest Inc., il a aussi occupé le poste de vice-président de la firme de conseillers spécialisée dans le domaine de la santé et sécurité au travail, Luc Lacroix et Associés.

La CISR est un tribunal administratif indépendant constitué par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration* et qui relève du Parlement, par le biais de la ministre de la Citoyenneté et de l'immigration. La Commission est formée de trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La détermination du statut de réfugié, les appels, les demandes de renseignements et les examens des motifs de détention sont au nombre de ses responsabilités.

- 30 -

Pour renseignements : Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

October 31, 2001

01-21

CANADA AFFIRMS COMMITMENT TO IMMIGRATION: MINISTER CAPLAN TABLES IMMIGRATION LEVELS FOR 2002

OTTAWA - Citizenship and Immigration Minister Elinor Caplan reaffirmed Canada's commitment to immigration today by tabling a plan in the House of Commons on immigration levels for 2002. The planning range, established in consultation with provincial and territorial governments, moves the Government of Canada closer to its long-term goal of annual immigration levels of one percent of the population.

"Behind these numbers are real people who are prepared to come to this country, work hard and contribute to our future," said the Minister. "Immigration is above all about nation building." The number of immigrants Canada expects to receive in 2002 ranges from 210,000 to 235,000, up slightly from the range of 200,000 to 225,000 in 2001.

In her comments, the Minister affirmed the growing importance of immigration to the Canadian economy. "Immigrants now account for more than 70 percent of all labour force growth, a proportion that will grow to 100 percent in the coming years. This gradual increase will enable us to sustain our competitiveness and fuel an economy driven by innovation, and expanding commercial and cultural links to the world."

Minister Caplan underlined that the immigration plan would need to strike the proper balance between the health, safety and security of Canadians, and Canada's traditional openness to newcomers. "The security of Canadians is our highest priority. We will deny access to people who pose criminal or security threats to Canada. Our proposed legislation, Bill C-11, will provide new tools to help with this. In addition, the strengthened immigration measures to counter terrorism that I announced earlier this month will allow us to move quickly on several important measures. These include front-end security screening of refugee claimants, adding staff to conduct intensified security screening at ports of entry, increasing our detention and deportation capacity, and fast-tracking the permanent resident card for new immigrants."

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Simone MacAndrew
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7021

Backgrounder 1: Immigration Plan for 2002

Backgrounder 2: Immigration Trends, 1980-2000

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

Canada

Backgrounder 1

The Immigration Plan for 2002

Commitment to Immigration

The government remains committed to investing in Canada's economic and social development through immigration. A planning range of 210,000 to 235,000 is confirmed for 2002. Refugees will account for more than 10 percent of newcomers to Canada in that year. Skilled workers, business people and provincial or territorial nominees, together with their families, will again make up about 60 percent of the movement in 2002, and family members of Canadian citizens and permanent residents, slightly more than one-quarter.

This is consistent with the planning range announced earlier for 2002 and reaffirms the long-term objective of moving gradually to immigration levels of approximately one percent of Canada's population, while bearing in mind Canada's absorptive capacity. The skilled workers, business immigrants, family members and refugees who enter Canada through our immigration program are increasingly important to maintaining a strong and skilled labour force. These same people also strengthen Canada's social fabric and cultural diversity.

Temporary residents are also a key element of Canada's growth. The immigration program provides for the temporary entry of skilled foreign workers and business people essential to economic development, foreign students drawn by the reputation of Canada's universities and colleges for excellence in education, research and training, and tourists eager to experience the many attractions of this country.

The commitment to immigration is inseparable from Canada's determination to deny access to those who pose criminal or security threats to Canada and other countries, and who might abuse immigrant, refugee or temporary entry programs for illicit and fraudulent ends. Investigation and interdiction abroad, screening at border and airport entry points, and removal activities in Canada are necessary adjuncts to an open immigration policy and the levels planning process.

Pursuant to immigration legislation, the Social Union Framework Agreement and federal/provincial/territorial immigration agreements, consultation is essential to immigration planning, and various federal/provincial/territorial forums exist to that end. In addition, as part of the Multi-year Planning Process, Citizenship and Immigration Canada and the provinces and territories are working to establish a joint planning table to address common concerns and challenges related to immigration planning. Consultations with other parties who are increasingly interested in participating in immigration planning will continue.

The scope of the policies and procedures required to enhance public safety and security, and concomitant pressures on the fiscal framework, will have an important effect on

future planning, as will the nature of migration flows in the coming years, and other program pressures. Given the current level of uncertainty, it would be premature to announce a planning range for 2003 at this time without further consideration and consultation to ensure that supports are in place to move to higher immigration levels.

Immigration Plan, 2002

Immigrant Category

Skilled Workers	115,800–125,300
Business	12,000–13,000
Provincial/Territorial Nominees	1,200–1,500
Total Economic	129,000–139,800

Spouses, Fiancés and Children	37,000–41,000
Parents and Grandparents	19,000–21,000
Total Family	56,000–62,000

Other (Live-in Caregiver Program and Special Categories)	2,000–2,800
--	-------------

Total Immigrant	187,000–204,600
------------------------	------------------------

Refugee Category

Government-assisted	7,500
Privately Sponsored	2,900–4,200
Refugees Landed in Canada and Dependants Abroad	10,500–15,600 2,100–3,100

Total Refugee	23,000–30,400
----------------------	----------------------

Total Immigrant and Refugee	210,000–235,000
------------------------------------	------------------------

Updated Immigration Plan, 2002: Canada, Quebec and Other Provinces

	Other Provinces	Quebec ¹	Canada
Immigrants			
Total Economic	106,500–114,300	22,500–25,500	129,000–139,800
Total Family	47,100–52,500	8,900–9,500	56,000–62,000
Other ²	2,000–2,800	–	2,000–2,800
Total Immigrant	155,600–169,600	31,400–35,000	187,000–204,600
Refugees			
	15,400–22,400	7,600–8,000	23,000–30,400
Total Immigrant and Refugee	171,000–192,000	39,000–43,000	210,000–235,000

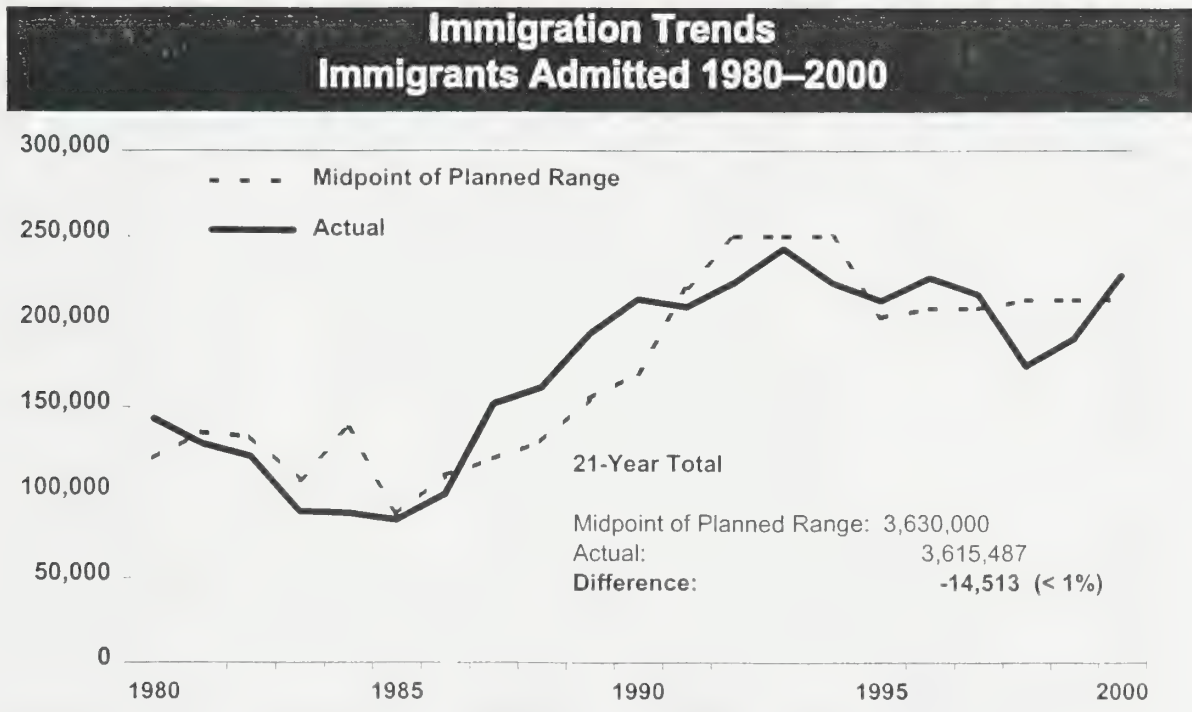
1 As announced October 24, 2001.

2 Includes live-in caregivers and special categories.

Note: *The Immigration Act* requires that the annual immigration plan include separate numbers for provinces with selection powers. At this time, Quebec is the only province with this responsibility.

Backgrounder 2

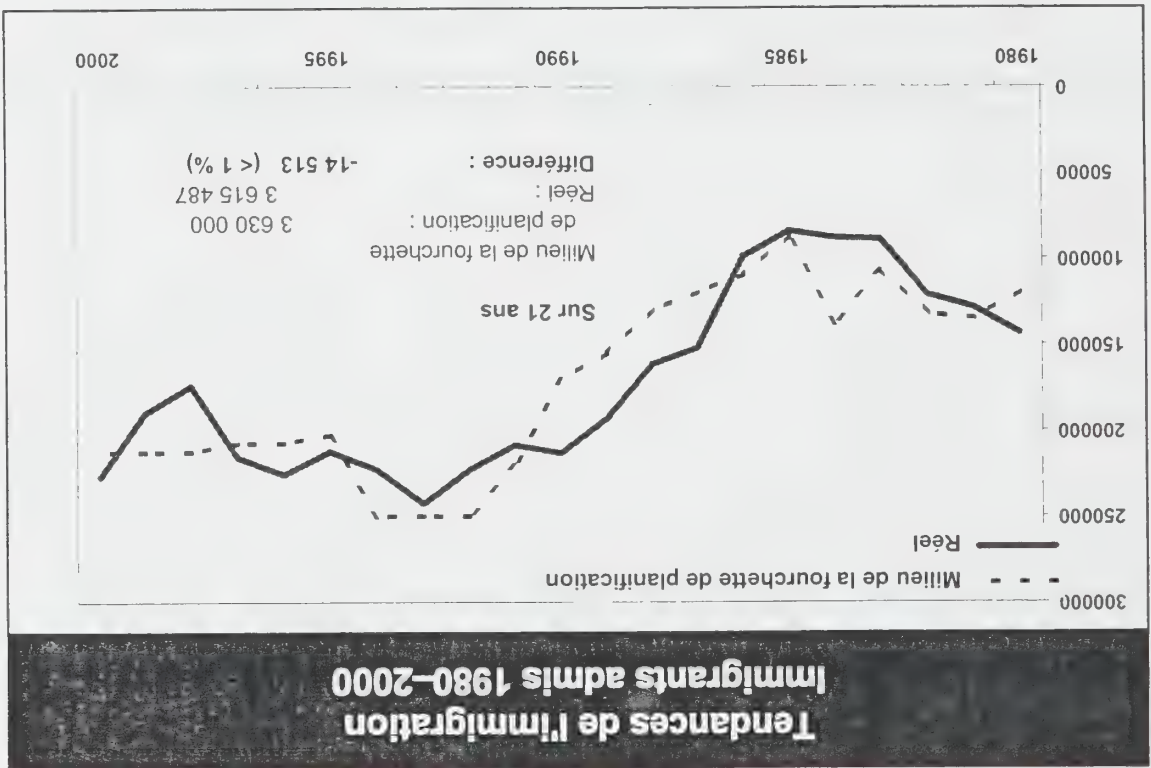
Immigration Trends, 1980–2000



Overall levels within estimated targets for past 21 years

Since 1979, when the first annual immigration plan was presented to Parliament, actual immigration has been within one percent of the midpoint of overall estimated targets.

Tendances de l'immigration 1980 – 2000



Niveaux globaux inférieurs aux objectifs prévus depuis les 21 dernières années

Depuis 1979, année de la présentation au Parlement du premier plan annuel d'immigration, l'immigration réelle se situe à moins de un pour cent du point milieu des objectifs globaux prévus.

Version mise à jour Plan d'immigration 2002 : Canada, Québec et autres provinces

				Autres provinces	Québec ¹	Canada
Immigrants	Total-économique	106 500-114 300	22 500-25 500	129 000-139 800		
	Total-famille	47 100-52 500	8 900-9 500	56 000-62 000		
	Autres ²	2 000-2 800	—	2 000-2 800		
				<hr/>		
Nombre total d'immigrants		155 600-169 600	31 400-35 000	187 000-204 600		
	Réfugiés	15 400-22 400	7 600-8 000	23 000-30 400		
				<hr/>		
Nombre total d'immigrants et réfugiés				171 000-192 000	39 000-43 000	210 000-235 000

1 Tel qu'il a été annoncé le 24 octobre 2001.

2 Comprend les aides familiaux résidents et les catégories spéciales.

Nota : Aux termes de la *Loi sur l'immigration*, le plan d'immigration annuel doit indiquer séparément les données numériques dans le cas des provinces disposant de pouvoirs en matière de sélection. À l'heure actuelle, le Québec est la seule province à exercer de tels pouvoirs.

Plan d'immigration 2002

Catégories d'immigrants

Travailleurs qualifiés	115 800-125 300
Gens d'affaires	12 000-13 000
Candidats prov./terr.	1 200-1 500
Total-économique	129 000-139 800

Conjoints, fiancé(e)s, enfants	37 000-41 000
Parents et grands-parents	19 000-21 000
Total-famille	56 000-62 000

Autres	
(aides familiaux résidents et catégories spéciales)	2 000-2 800

Nombre total d'immigrants 187 000-204 600

Catégories de réfugiés

Pris en charge par le gouvernement	7 500
Parrainés par le secteur privé	2 900-4 200
Admis au Canada même et personnes à charge à l'étranger	10 500-15 600
	2 100-3 100

Total-réfugiés 23 000-30 400

Nombre total d'immigrants et réfugiés 210 000-235 000

consultations avec d'autres parties de plus en plus intéressées à participer à la planification de l'immigration se poursuivront.

L'importance des politiques et des mesures nécessaires pour accroître la sécurité publique et leur répercussion concomitante sur le cadre fiscal seront déterminantes pour la planification future, tout comme le seront la nature des mouvements migratoires des années à venir et d'autres contraintes. Étant donné le niveau d'insécurité actuel, il serait prématuré d'annoncer maintenant une fourchette de planification pour 2003, sans procéder à une étude plus poussée de la situation et à d'autres consultations de façon à garantir que les moyens nécessaires soient en place avant de prévoir des niveaux d'immigration plus élevés.

Document d'information n° 1

Le Plan d'immigration pour 2002

Maintenir le cap sur l'immigration

Le gouvernement demeure déterminé à mettre à profit l'immigration pour investir dans le développement économique et social du Canada. La fourchette de planification de 210 000 – 235 000 pour 2002 a été confirmée. Les réfugiés représenteront plus de 10 p. 100 des nouveaux arrivants en 2002. Les travailleurs qualifiés, les gens d'affaires et les candidats des provinces et des territoires, avec leur famille, continueront de représenter environ 60 p. 100 du nombre total, et les membres de la famille de citoyens canadiens et de résidents permanents en représenteront un peu plus du quart.

Ce plan est conforme à la fourchette annoncée plus tôt pour 2002 et réaffirme notre objectif à long terme de porter graduellement l'immigration à environ 1 p. 100 de la population canadienne, tout en tenant compte de la capacité d'absorption du Canada. Les travailleurs qualifiés, les gens d'affaires, les immigrants de la catégorie de la famille et les réfugiés qui viennent au Canada dans le cadre de notre programme d'immigration sont de plus en plus nécessaires au maintien d'une main-d'œuvre qualifiée et dynamique. Ils renforcent également le tissu social du Canada et en accroissent la diversité culturelle. La migration temporaire est également un élément clé de la croissance du Canada. Le programme d'immigration autorise à séjourner temporairement au pays les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires, essentiels à notre développement économique, les étudiants étrangers attirés par la réputation d'excellence des universités et des collèges canadiens au chapitre des études, de la recherche et de la formation, et les touristes désireux de découvrir les nombreux attraits de notre pays.

La volonté de favoriser l'immigration va de pair avec la détermination du Canada d'interdire son territoire à ceux qui risquent de se livrer à des activités criminelles ou qui représentent une menace pour la sécurité du Canada et d'autres pays et qui pourraient utiliser les programmes d'immigration, de protection des réfugiés et d'admission temporaire à des fins illicites et frauduleuses. Les enquêtes et les interceptions à l'étranger, les contrôles aux points d'entrée, soit à la frontière ou dans les aéroports, et les mesures de renvoi prises au Canada sont des corollaires nécessaires d'une politique ouverte d'immigration et du processus de planification des niveaux.

Conformément à la *Loi sur l'immigration*, à l'Entente-cadre sur l'union sociale et aux ententes fédérales-provinciales-territoriales en matière d'immigration, la consultation est essentielle à la planification de l'immigration; il existe à cette fin divers forums fédéraux-provinciaux-territoriaux. En outre, dans le cadre du Processus de planification pluriannuelle, Citoyenneté et Immigration Canada, les provinces et les territoires travaillent à l'établissement d'une table de planification qui se penchera sur les préoccupations et les défis communs soulevés par la planification de l'immigration. Les

COMMUNIQUE

Le 31 octobre 2001

01-21

LE CANADA SE RÉAFFIRME EN FAVEUR DE L'IMMIGRATION : LA MINISTRE CAPLAN DÉPOSE LES NIVEAUX D'IMMIGRATION DE 2002

OTTAWA - La ministre de Citoyenneté et Immigration, Elinor Caplan, a réaffirmé aujourd'hui l'orientation favorable du Canada envers l'immigration, en déposant à la Chambre des communes un plan sur les niveaux d'immigration pour 2002. La fourchette de planification, établie après consultation des gouvernements provinciaux et territoriaux, se rapproche de l'objectif à long terme du gouvernement du Canada, soit des niveaux d'immigration annuels équivalant à 1 p. 100 de la population.

« À ces chiffres correspondent des êtres humains préparés à vivre au Canada, à travailler fort et à contribuer à l'avenir de notre pays, a déclaré la ministre. L'immigration est, avant tout, un élément essentiel au développement du pays. » Le nombre d'immigrants prévu au Canada en 2002 se situe entre 210 000 et 235 000, en hausse légère par rapport à 2001, année pour laquelle il se situait entre 200 000 et 225 000. La ministre a réaffirmé l'importance grandissante de l'immigration pour l'économie du Canada. « À l'heure actuelle, les immigrants constituent plus de 70 p. 100 de la croissance de la population active, une proportion qui passera à 100 p. 100 dans les prochaines années. Cette augmentation graduelle nous permettra de maintenir notre compétitivité, de soutenir une économie axée sur l'innovation et d'élargir nos relations culturelles et commerciales avec le reste du monde. »

La ministre Caplan a indiqué que le plan d'immigration devait être fondé sur un juste équilibre entre les préoccupations relatives à la santé et à la sécurité des Canadiens, et la tradition d'ouverture du Canada à l'égard des nouveaux arrivants. « La sécurité des Canadiens est notre priorité absolue. Nous fermerons nos frontières à quiconque pose un risque criminel ou de sécurité pour le Canada. La législation que nous proposons, le projet de loi C-11, nous donnera de nouveaux outils pour mieux faire notre travail. En outre, les mesures plus sévères que j'ai annoncées plus tôt au cours du mois afin de lutter contre le terrorisme nous permettront de lancer rapidement plusieurs initiatives importantes. Les mesures que nous allons mettre en œuvre comprennent un contrôle de sécurité au début du processus de détermination du statut de réfugié, l'embauche de nouveaux employés pour mettre en œuvre les mesures de sécurité renforcées aux points d'entrée, une capacité accrue de détention et d'expulsion, et l'accélération de l'introduction de la carte de résident permanent qui sera délivrée aux nouveaux immigrants. »

- 30 -

Pour information : Derik Hodgson

Attaché de presse

Cabinet de la ministre

(613) 954-1064

Simone MacAndrew

Relations avec les médias

Direction générale des communications

(613) 941-7021

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Document d'information n° 2 – Tendances de l'immigration 1980 – 2000

Document d'information n° 1 – Plan d'immigration pour 2002



NEWS RELEASE

November 02, 2001

01-22

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA – The Honourable Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today announced the appointment of Mr. Jean-Marie Chastenay to the Immigration and Refugee Board (IRB), in Montreal. This appointment was made in accordance with the Ministerial Advisory Committee's process, established in March 1995.

Jean-Marie Chastenay obtained a B.Sc.A in Land Surveying at L'Université Laval in 1966. He was a member of the Order of Land Surveyors of Quebec. From 1972 until 2000, he had his own private practice in land surveying in the region of Cap-de-la-Madeleine. Prior to that, he worked as a surveyor on several projects, including the Gentilly nuclear power station for Hydro Quebec. He has been active with a number of non-profit organizations, including the Kiwanis Club, the Chamber of Commerce and the Knights of Columbus.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

Le 02 novembre 2001

01-22

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA – L'honorable Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui la nomination de M. Jean-Marie Chastenay à la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), à Montréal. Cette nomination a été effectuée conformément au processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Jean-Marie Chastenay a obtenu un baccalauréat en sciences appliquées avec spécialisation en arpentage à l'Université Laval en 1966. Il a été membre de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec. De 1972 à 2000, il a tenu un bureau d'arpentage en pratique privée dans la région de Cap-de-la-Madeleine. Précédemment, il a travaillé à titre d'arpenteur-géomètre à quelques projets, entre autres la centrale nucléaire Gentilly d'Hydro-Québec. Il est membre actif de multiples organismes à but non-lucratif, tel que : le Club Kiwanis, la Chambre de Commerce et l'Ordre des Chevaliers de Colomb.

La CISR est un tribunal administratif indépendant constitué par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration* et qui relève du Parlement, par le biais de la ministre de la Citoyenneté et de l'immigration. La Commission est formée de trois sections: la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La détermination du statut de réfugié, les appels, les demandes de renseignements et les examens des motifs de détention sont au nombre de ses responsabilités.

- 30 -

Pour renseignements : Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

November 14, 2001

01-23

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA -- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, announced seven appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointments were made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Joan Cunningham, is a Certified Human Resources Professional (C.H.R.P.). She earned a B.A (Public Administration) from Carleton University and graduated from the Advanced Program in Human Resources Management from the University of Toronto. Over the past 15 years, she has held several positions in the human resources field, including assignments with the Province of Ontario and Montgomery & Marion. Most recently, she has served as Partnership Development Specialist at the Ontario Women's Directorate of the Ontario Ministry of Citizenship. In addition, Ms. Cunningham is active in her community, and has served as Chair of the Status of Women Committee, Zonta (Burlington), as Chair of the Canadian Institute of International Affairs (Hamilton Branch) and with the United Way. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Kathleen Freeman earned a B.A. from Queen's University. She is an experienced professional in the not-for-profit sector, having served as Executive Director of the Canadian Council of Christians and Jews and Director of Development at the Council for Canadian Unity. She began her career as a social worker, and held several positions with Family and Children's Services and the Metropolitan Separate School Board before accepting a teaching position at Seneca College. Mrs. Freeman has been an active volunteer with many organizations including The Canadian Stage Company, The Canadian Club of Toronto, York Central Hospital and Markham Public Libraries. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Christine Lloyd, earned a B.A. from the University of New Brunswick. She is the owner of Lloyd & Associates providing marketing services to retail and related industries of manufacturing development and communications. Ms. Lloyd has had a long career in business, working as Coordinator of Market Research at the Toronto Dominion Bank, as Director of Market Research at the Hudson's Bay Company, as General Manager of Marketscope, a Division of Southam Inc., and as Managing Director at Management Horizons Canada, a Division of Price Waterhouse. She has also served as a Lay Member on the Competition Tribunal. She has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.



Thomas (Tom) S. Pinkney is an educator and consultant who holds a B.A. and M. Ed. from the University of Toronto. Mr. Pinkney began his career as a teacher with the Toronto Board of Education and then the North York Board of Education. He served later in several administrative positions, such as Principal and Superintendant of Community, Administrative, and Student Services, at the York Board of Education. Since 1998, Mr. Pinkney has been consulting in the field of education. He is an active member of his community, serving on the Board of Directors of Communities in Schools for the Greater Toronto area. He was also Chair of the North York Board of Education's United Way Campaign. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Shams Alidina received his B.Sc. Engineering from the University East Africa, affiliated with the University of London, England. Mr. Alidina is a registered Professional Engineer (P.Eng) and has most recently served as Vice-President at Spec-Sec Meltshop Equipment Inc. Prior to that, he was Chief Engineer with John Ewing & Co. for over 25 years. He has also served as Chief Maintenance/Installations Engineer with EMCO Steel in Nairobi, Kenya and Assistant Executive Engineer with the Ministry of Comworks, Government of Tanzania. Mr. Alidina has worked actively in his community for many years, particularly in the areas of health, social work and care of the elderly. He is the most recent Past Chief Minister at the Ismaili Willowdale Jamatkhana, a member of Prince Agakhan's Conciliation and Arbitration Board and Co-Chair of the Agakhan Health Board of Ontario. Mr. Alidina has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Chimbo Poe Mutuma earned a B.A., (Communications), from Windsor University, an M.A. (Communications) from Wayne State University in Michigan, and an M.A. (Political Science) from York University. He is currently the Manager of Human Resources and a Business Developer at the Completing the Circle Project of the Career Foundation in Toronto. Previous to his present position, Mr. Poe Mutuma served as a Member of the Minister's Advisory Board on Employment Equity in the Canadian Forces, as Superintendent of the Information Services Division at Toronto Board of Education, as Director of Race Relations Policies and Programs Department at the Ontario Ministry of Housing and as Executive Director of the City of North York's Committee on Race Relations. He has been actively involved in community organizations, including the United Way, the Black Business and Professional Association and the Toronto Working Group on Policing in a Multicultural, Multiracial Urban City. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Thomas H. Kemsley has a B.A (Political Studies) and a L.L.B from Queen's University. He has served most recently as Assistant Director of Investigations in the Prevention Division at Workers' Compensation Board of British Columbia. Prior to this position, Mr. Kemsley has served in many capacities, such as Policy Director at the Workers' Compensation Board, Appeal Commissioner with the Workers' Compensation Board, Chair of Mental Health Act Review Panels, Adjunct Professor in the Faculty of Law at the University of British Columbia, and Ombudsman Officer for the Province of British Columbia. Before relocating to Vancouver, Mr. Kemsley also served as Assistant Professor in the Faculty of Law at Dalhousie University, as Executive Director of the Dalhousie Legal Aid Service and as an Assistant Professor in the Faculty of Law at the University of Windsor. Throughout his career, he has delivered many discussion papers, lectures and workshops on a variety of legal issues. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Vancouver.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Convention Refugee Determination Division, the Immigration Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

conférences et animé des ateliers sur une foule de questions juridiques. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant constitué par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration* et qui relève du Parlement, par le biais de la ministre de la Citoyenneté et de l'immigration. La Commission est formée de trois sections: la Section du statut de réfugié, la Section d'appel de l'immigration et la Section d'arbitrage. La détermination du statut de réfugié, les appels, les enquêtes et les examens des motifs de détention sont au nombre de ses responsabilités.

- 30 -

Information :

Derik Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cic.gc.ca>

Thomas (Tom) S. Pinkney agit à titre d'éducateur et de consultant. Il est titulaire d'un baccalauréat en éducation de l'Université de Toronto. M. Pinkney a commencé sa carrière comme enseignant pour le Conseil scolaire de Toronto et ensuite pour le Conseil scolaire de North York. Il a par la suite occupé plusieurs postes en administration, tels directeur d'école et superintendant des services administratifs et des services à la communauté et aux élèves pour le Conseil scolaire de North York. Depuis 1998, M. Pinkney est consultant dans le domaine de l'éducation. Il est un membre actif de sa communauté. Il siège au conseil d'administration de l'organisme Communautés à l'école pour la Région du Grand Toronto, et a également été président de la Campagne Centraide pour le Conseil scolaire de North York. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Shams Alidina a obtenu un baccalauréat en génie de la University East Africa, qui est affiliée à la University of London, en Angleterre. M. Alidina est un ingénieur professionnel enregistré qui occupait jusqu'à tout récemment le poste de vice-président à la société Spec-Meltshop Equipment Inc. Il a occupé pendant plus de 25 ans le poste d'ingénieur en chef à la société John Ewing & Co. Il a également été ingénieur en chef, Maintenance et Installations, à la société EMCO Steel, à Nairobi, au Kenya, et ingénieur en chef adjoint au Ministry of Comworks du gouvernement de la Tanzanie. M. Alidina est actif au sein de la collectivité depuis de nombreuses années, particulièrement dans les domaines de la santé, du travail social et des soins aux personnes âgées. Il était jusqu'à tout récemment le principal ministre du culte du Ismaili Willowdale Jamaikhana et il est membre du Prince Aga Khan's Conciliation and Arbitration Board et coprésident du Aga Khan Health Board of Ontario. M. Alidina a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Chimbo Poe Mutuma a obtenu un baccalauréat en communications de l'Université de Windsor, une maîtrise en communications de la Wayne State University, au Michigan, et une maîtrise en sciences politiques de l'Université York. Il agit actuellement à titre de gestionnaire des ressources humaines pour le projet Completing the Circle de la Career Foundation, à Toronto. Auparavant, M. Poe Mutuma a siégé au comité consultatif ministériel sur l'équité en matière d'emploi dans les Forces canadiennes et il a été superintendant de la division des services d'information du Conseil scolaire de Toronto, directeur des programmes et des politiques interraciales pour le ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario et directeur exécutif du comité des relations interraciales de la ville de North York. Il participe activement aux activités de divers organismes de la collectivité, dont Centraide, la Black Business and Professional Association et le Toronto Working Group on Policing in a Multicultural, Multiracial Urban City. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Thomas H. Kemsley a obtenu un baccalauréat ès arts (études politiques) et un baccalauréat en droit de l'Université Queen. Il était jusqu'à tout récemment directeur adjoint des enquêtes au sein de la Division de la prévention de la Workers' Compensation Board de la Colombie-Britannique. M. Kemsley avait auparavant occupé de nombreux emplois, tels : directeur responsable de la politique et commissaire aux appels à la Workers' Compensation Board, président de comités de révision de la *Mental Health Act*, professeur adjoint à la faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique et agent au bureau de l'ombudsman de la province de la Colombie-Britannique. Avant de déménager à Vancouver, M. Kemsley a occupé les postes de professeur adjoint à la faculté de droit de l'Université Dalhousie, de directeur exécutif du Dalhousie Legal Aid Service et de professeur adjoint à la faculté de droit de l'Université de Windsor. À maintes reprises pendant sa carrière il a rédigé des documents de travail, donné des

COMMUNIQUE

Le 14 novembre 2001

01-23

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA -- La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M^{me} Elinor Caplan, a annoncé sept nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations ont été effectuées dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel, qui a été mis en place en mars 1995.

Joan Cunningham est une professionnelle en ressources humaines agréée. Elle a obtenu un baccalauréat en administration publique de l'Université Carleton et a terminé un programme d'études supérieures en gestion des ressources humaines à l'Université de Toronto. Au cours des 15 dernières années, elle a occupé plusieurs emplois dans le domaine des ressources humaines, ayant notamment travaillé pour le gouvernement de l'Ontario et la société Montgomery & Marion. Plus récemment, M^{me} Cunningham a agi à titre de spécialiste en formation de partenariats au sein de la Direction générale de la condition féminine du ministère des Affaires civiques de l'Ontario. Elle est également active dans la collectivité, où elle a occupé les postes de présidente du comité de la situation de la femme de l'organisme Zonta International (bureau de Burlington) et de présidente de l'Institut canadien des affaires internationales (bureau de Hamilton). Elle a été active au sein de Centraide. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Kathleen Freeman est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université Queen's. Elle est une professionnelle chevronnée du secteur des organismes sans but lucratif, ayant agi à titre de directrice exécutive du Conseil Canadien des Chrétiens et des Juifs et de directrice du développement au Conseil pour l'unité canadienne. Elle a été travailleur sociale au début de sa carrière. Elle a occupé plusieurs postes pour les Family and Children Services et le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto, avant d'accepter un poste d'enseignante au Seneca College. M^{me} Freeman a fait du bénévolat pour plusieurs organismes comme The Canadian Stage Company, le Canadian Club of Toronto, le York Central Hospital et les bibliothèques publiques de Markham. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Christine Lloyd a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université du Nouveau-Brunswick. Elle est propriétaire de la société Lloyd & Associates, qui offre des services de marketing aux entreprises de vente au détail et aux entreprises connexes du secteur de la fabrication (développement et communication). M^{me} Lloyd a une longue expérience du monde des affaires, ayant travaillé comme coordonnatrice des études de marché à la Banque Toronto-Dominion, directrice des études de marché à la Compagnie de la Baie d'Hudson, directrice générale de Markescope, une filiale de Southam Inc. et directrice générale de Management Horizons Canada, une filiale de Price Waterhouse. Elle a également agi comme membre du Tribunal sur la concurrence. Elle a été nommée à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.



NEWS RELEASE

November 22, 2001

01-24

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA – Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointment was made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Francois Ramsay received his degree in civil law (LL.L) from the University of Ottawa in 1986 and was called to the Quebec Bar in 1987. Mr. Ramsay has worked extensively in the area of international affairs, serving overseas in many capacities. Most recently, he was Deputy Controller of Administration and Immigration for the United Nations Transitional Administration in East Timor. Prior to that Mr. Ramsay was a Human Rights Officer with the United Nations High Commissioner for Human Rights (UNHCHR) in Belgrade, Co-ordinator for the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) in Kosovo and a Human Rights Observer with the International Civilian Mission in Haiti (MICIVIH). Mr. Ramsay has also worked as a lawyer, both in private practice and as legal counsel to a variety of organizations, including the UNHCR, and the Office of the Privacy Commissioner, and the Government of Canada. He has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Convention Refugee Determination Division, the Immigration Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

Le 22 novembre 2001

01-24

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA - Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). La nomination a été faite par le Comité consultatif ministériel, établi en mars 1995.

M. François Ramsay est titulaire d'une licence en droit civil décernée par l'Université d'Ottawa, en 1986. Il a été reçu au Barreau du Québec en 1987. M. Ramsay possède une vaste expérience des affaires internationales, ayant travaillé à l'étranger à plusieurs titres. Plus récemment, il a occupé le poste de contrôleur adjoint pour l'administration et l'immigration dans le cadre de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. Avant d'accepter ce poste, il a été agent aux droits de la personne auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH), à Belgrade, coordonnateur pour l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe au Kosovo et observateur des droits humains auprès de la Mission civile internationale en Haïti. M. Ramsay a également exercé la profession d'avocat en pratique privée. Il a été conseiller juridique pour diverses organisations, y compris le HCR et la Commission à la protection de la vie privée, ainsi que le gouvernement du Canada. Il a été nommé à la Section du statut de réfugié au sens de la Convention, à Toronto.

Créée par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, la CISR est un tribunal administratif indépendant, qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La Commission se compose de trois sections : Statut de réfugié au sens de la Convention, Appel de l'immigration et Arbitrage. La CISR entend les revendications des réfugiés au sens de la Convention présentées au Canada, se charge des appels, des enquêtes et de la révision des mesures de détention.

- 30 -

Information:

Derik Hodgson
Attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

November 30, 2001

01-25

HELPING EMPLOYERS ATTRACT SKILLED TEMPORARY FOREIGN WORKERS

OTTAWA - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today launched a program to allow spouses or partners of skilled temporary foreign workers to also work in Canada. This provides Canadian employers with a competitive advantage in attracting skilled workers to meet the temporary needs of the Canadian labour market.

"This initiative builds on positive economic results from a pilot project," said Minister Caplan. "There is a need in the Canadian labour market for people with skills in fields such as engineering, management, technical and skilled trades. These skills are in demand not only in Canada but around the world." She said workers are clearly more receptive to accepting offers from Canadian employers when they know their spouses can pursue their own careers while in Canada.

The Spousal Employment Authorization initiative includes the spouses and common-law partners of management and professional employees as well as those of technical and skilled tradespersons. In addition, spouses may now apply for an "open" employment authorization that allows them to look for any work in Canada. Of course, the issuance of employment authorizations remains subject to the applicant meeting all immigration requirements concerning security, criminality and health.

Minister Caplan noted that "making Canada an attractive choice for investment, with a skilled work force, was highlighted in the Speech from the Throne as a priority of this government. The Spousal Employment Authorization initiative contributes to a competitive business environment and the creation of new jobs for Canadians, complementing the government's broad plan to build a higher quality of life for all Canadians. It is also part of my objective to continuously improve the Temporary Foreign Worker Program to meet the needs of Canadian employers and the interests of Canadian workers."

This initiative respects the Canada-Quebec Accord on immigration and will be jointly evaluated by the federal and Quebec governments in due course, as well as evaluated at the national level.

- 30 -

For more information

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Simone MacAndrew
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7021



Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

INITIATIVE TO ISSUE EMPLOYMENT AUTHORIZATIONS TO SPOUSES AND PARTNERS OF SKILLED TEMPORARY FOREIGN WORKERS

Background

Citizenship and Immigration Canada (CIC) issues temporary employment authorizations to foreign workers to permit them to work in Canada. In a number of cases, authorizations are issued after a labour market assessment by Human Resources Development Canada (HRDC) and once all legislative requirements are met regarding security, criminality and health. There are other cases, however, such as when reciprocal agreements with other countries or employers may be facilitated or when significant economic benefits to Canada are expected, where the labour market assessment is not required, as is the case for some occupations listed in the North American Free Trade Agreement.

Prior to October 1998, no automatic right to work was extended to the spouse based on the spouse's relationship to a foreign worker, although spouses could apply and would be authorized if they qualified in their own right.

Pilot Project

As the recruitment of highly skilled foreign workers became increasingly competitive, Canadian employers argued forcefully that allowing the spouses of these workers to work in Canada would be a recruiting advantage. Consequently, a national pilot project for the spouses of temporary foreign workers was launched on October 15, 1998, whose objective was to assist Canadian industry in attracting highly skilled temporary foreign workers.

New Spousal Employment Authorization Initiative

It has been decided to make the pilot project a permanent fixture of Canadian immigration policy, with some design improvements as follows.

1. Extension to Additional Occupations

In light of the positive results of the pilot project, employment authorizations will be provided to spouses of temporary foreign workers whose occupations are not only in management or in the professions but also in technical fields or in skilled trades.

2. Open Employment Authorizations

Spouses who have declared their intention to work will now be able to apply for an "open" employment authorization at the same time that they apply for entry to Canada. This is similar to what is currently done for the spouses of student authorization holders.

Spouses who accompany principal applicants to Canada first as visitors but who later decide, once in Canada, to seek employment, may apply to the CIC Case Processing Centre in Vegreville, Alberta, for a job-specific employment authorization if they have a job offer, or for an open employment authorization if they so choose, unless provisions of the current legislation that apply to common-law partners prevent them from doing so.

3. Validation Exemption

Spousal employment authorizations will now be issued under the same legislative authorities that support employment authorizations for the spouses of foreign students. That is, authorizations will be issued to spouses without the employer having to establish with HRDC that qualified Canadian citizens could not be found to fill the position. Therefore, spouses destined to work in Quebec will no longer need a "certificat d'acceptation du Québec."

4. Common-law Partners

In line with Canada's legislation on the modernization of benefits and obligations, spousal employment authorizations are available not only to people outside Canada who meet the current definition of "spouse" found in the existing immigration legislation, but also to people who can be considered common-law partners. Common-law partners include same-sex partners.

However, it is important to note that applications from within Canada for an employment authorization are currently limited to people who meet the definition of "spouse" as set out in the *Immigration Regulations*—that is, common-law partners may not apply for employment authorizations in Canada. CIC is exploring mechanisms to assist these common-law partners who are already in Canada and who would otherwise be entitled to spousal employment authorizations, until the revised definition of "spouse" is implemented next summer as part of the regulations accompanying the Immigration and Refugee Protection Act, which received royal assent on November 1, 2001.

A common-law partner is defined as a person who is cohabiting with another person in a conjugal relationship, and who has so cohabited for a minimum period of one year. A person who has been in a conjugal relationship with another person for one year but who is unable to cohabit due to reasons beyond the control of both parties can be provided with an employment authorization in exceptional circumstances. In such cases, the criteria that CIC has established for humanitarian and compassionate grounds would apply. In either case, however, satisfactory evidence of the conjugal relationship must be provided.

Le conjoint entrant d'abord au Canada comme visiteur en compagnie du requérant principal mais qui, une fois au pays, décide de travailler peut faire, auprès du Centre de traitement des demandes (CTD) de CIC à Vegreville (Alberta), une demande d'autorisation d'emploi lui permettant de travailler, s'il détient déjà une offre d'emploi. Il peut également, s'il le désire, solliciter du CTD une autorisation d'emploi ouverte, à moins que des dispositions de la législation actuelle concernant les conjoints de fait ne l'empêchent de le faire.

3. Dispense de validation

L'autorisation d'emploi sera dorénavant délivrée en vertu des mêmes règles qui permettent l'autorisation d'emploi pour les conjoints d'étudiants étrangers, c'est-à-dire sans que l'employeur n'ait à déterminer avec DRHC qu'il est impossible de recruter un travailleur canadien possédant les qualifications voulues pour combler ce poste. Le Certificat d'acceptation du Québec pour les conjoints qui souhaitent travailler au Québec ne sera donc plus nécessaire.

4. Partenaires en union de fait

Conformément à la législation canadienne sur la modernisation des avantages et obligations, les autorisations d'emploi pour les conjoints peuvent être décernées non seulement aux requérants à l'extérieur du Canada se conformant à la définition du terme « conjoint » donnée dans la législation de l'immigration en vigueur, mais aussi à ceux qui sont considérés comme partenaires en union de fait, ce qui inclut les partenaires de même sexe.

Toutefois, actuellement, seules les personnes se conformant à la définition de « conjoint » figurant au Règlement sur l'immigration peuvent déposer au Canada une demande d'autorisation d'emploi. En d'autres termes, les partenaires en union de fait ne sont pas admissibles à présenter une demande d'autorisation d'emploi au Canada. CIC examine présentement des mécanismes en vue d'aider les partenaires en union de fait déjà au Canada et qui seraient autrement admissibles à une autorisation d'emploi, en attendant la mise en œuvre, l'été prochain, d'une définition révisée qui figurera aux règlements afférents à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui a reçu la sanction royale le 1^{er} novembre 2001.

Le partenaire en union de fait se définit comme une personne menant une vie conjugale avec une autre, et dont la cohabitation dure depuis au moins un an. La personne dont la durée de vie conjugale est d'au moins un an, mais qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté et de celle de son/sa partenaire ne peut cohabiter, peut toutefois obtenir une autorisation d'emploi en des circonstances exceptionnelles. En pareil cas, le critère établi par CIC en ce qui concerne les motifs d'ordre humanitaire sera appliqué. Quel que soit le cas, les liens conjugaux doivent être dûment attestés.

INITIATIVE VISANT L'OCTROI D'AUTORISATIONS D'EMPLOI AUX CONJOINTS ET PARTENAIRES DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES SPÉCIALISÉS

Contexte

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) délivre des autorisations d'emploi temporaires aux travailleurs étrangers pour leur permettre de travailler au Canada. Dans un certain nombre de cas, les autorisations sont octroyées après une évaluation du marché du travail effectuée par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et une fois que les requérants ont satisfait à toutes les exigences de la législation concernant la sécurité, la criminalité et la santé. Cependant, il existe des situations où une évaluation du marché du travail n'est pas nécessaire avant de délivrer une autorisation d'emploi, notamment dans les cas où des accords avec d'autres pays ou des employeurs peuvent être facilités ou que des avantages économiques importants sont prévus pour le Canada. Ainsi, une telle exemption s'applique à certaines professions qui figurent à l'Accord de libre-échange nord-américain.

Avant octobre 1998, le droit de travailler n'était pas automatiquement accordé au conjoint d'un travailleur étranger, mais les conjoints pouvaient présenter une demande et être autorisés à travailler s'ils satisfaisaient eux-mêmes aux conditions voulues.

Projet pilote

Comme le recrutement de travailleurs étrangers hautement spécialisés devenait de plus en plus concurrentiel, les employeurs canadiens ont fait valoir avec conviction qu'il serait plus facile d'attirer ces travailleurs au Canada si on permettait également à leur conjoint de travailler au Canada. Par conséquent, un projet pilote d'envergure nationale destiné aux conjoints de travailleurs étrangers temporaires a été lancé le 15 octobre 1998, avec comme objectif d'aider l'industrie canadienne à attirer des travailleurs étrangers temporaires hautement qualifiés.

Nouvelle initiative d'autorisation d'emploi pour les conjoints

Il a été décidé d'intégrer le projet pilote à la politique d'immigration, tout en y apportant certaines améliorations :

1. Élargissement des occupations couvertes

Par suite des résultats favorables du projet pilote, les autorisations d'emploi seront émises aux conjoints de travailleurs temporaires étrangers qui occupent des emplois non seulement dans les domaines professionnels ou de la gestion, mais également dans les domaines techniques et les métiers spécialisés.

2. Autorisation d'emploi ouverte

Les conjoints ayant déclaré leur intention de travailler seront désormais en mesure de déposer leur demande d'autorisation d'emploi ouverte au moment où ils font une demande d'entrée au Canada. Cette démarche est semblable à celle qui s'applique actuellement aux conjoints des détenteurs d'autorisation de séjour pour étudiants.

COMMUNIQUE

Le 30 novembre 2001

AIDE AUX EMPLOYEURS CANADIENS POUR ATTIRER DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES SPÉCIALISÉS

OTTAWA - M^{me} Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration Canada, a lancé aujourd'hui un programme permettant aux conjoints et partenaires de travailleurs étrangers temporaires spécialisés de travailler eux aussi au Canada. Cette initiative confère aux employeurs canadiens un avantage concurrentiel dans le recrutement de travailleurs spécialisés visant à satisfaire les besoins temporaires du marché du travail canadien.

« Cette initiative découle des résultats favorables sur le plan économique d'un projet pilote, a déclaré M^{me} Caplan. Le marché du travail canadien a besoin de personnes ayant des compétences dans des domaines tels que le génie, la gestion ainsi que les métiers techniques et spécialisés. Ces compétences sont en demande non seulement au Canada, mais partout dans le monde. » La Ministre a ajouté que ces travailleurs sont nettement plus réceptifs aux offres d'employeurs canadiens s'ils savent que leur conjoint peut aussi poursuivre sa propre carrière pendant son séjour au pays.

Cette autorisation d'emploi pour les conjoints couvre les conjoints et les partenaires de droit commun des personnes employées dans des domaines professionnels et de gestion, ainsi que les conjoints et les partenaires du personnel technique et de métier. Les conjoints pourront dorénavant solliciter une autorisation d'emploi ouverte, ce qui leur donnera le droit de chercher du travail au Canada. Il va sans dire que les autorisations d'emploi seront délivrées aux requérants lorsqu'ils auront satisfait à toutes les exigences de l'immigration en matière de sécurité, de criminalité et de santé.

« L'une des priorités du gouvernement du Canada énoncée dans le discours du Trône est de faire en sorte que notre pays soit un choix attrayant en matière d'investissement grâce à une main-d'œuvre spécialisée, a fait observer M^{me} Caplan. Cette initiative concernant l'emploi des conjoints contribue à assurer un environnement économiquement concurrentiel et favorise la création d'emplois pour les Canadiens. Elle s'inscrit dans le plan d'ensemble du gouvernement visant à procurer une meilleure qualité de vie à tous les Canadiens. Cette initiative répond aussi à notre objectif de continuer à apporter des améliorations au programme d'admission des travailleurs étrangers temporaires de façon à répondre aux besoins des employeurs canadiens et aux intérêts des travailleurs canadiens. »

Cette initiative est conforme à l'Accord Canada-Québec sur l'immigration, et elle sera évaluée de concert par le gouvernement fédéral et celui du Québec en temps opportun. Elle fera également l'objet d'un examen à l'échelle nationale.

Renseignements :

Derik Hodgson
 Attaché de presse
 Cabinet de la ministre
 (613) 954-1064
 Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>
 Simone MacAndrew
 Relations avec les médias
 Direction générale des communications
 (613) 941-7021

- 30 -



NEWS RELEASE

December 04, 2001

01-27

VISITOR VISAS ARE NOW REQUIRED FOR CITIZENS OF DOMINICA, GRENADA, HUNGARY, KIRIBATI, NAURU, TUVALU, VANUATU AND ZIMBABWE

OTTAWA, - Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration Canada, announced today that the citizens of Dominica, Grenada, Hungary, Kiribati, Nauru, Tuvalu, Vanuatu and Zimbabwe will now require a Canadian Visitor Visa to travel to Canada.

"We have tried to find solutions through other measures," said Minister Caplan. "We are not taking these actions lightly, but in the face of irregular migration, this action is necessary and inevitable." The Minister said that control is more effectively exercised overseas through the imposition of a visa requirement.

"Visas are now required for the citizens of Dominica, Grenada, Kiribati, Nauru, Tuvalu and Vanuatu in the face of growing concern over their practice of selling citizenship or passport-issuing irregularities. The decision to impose a visa for Zimbabweans reflects our concern with improperly documented travellers to Canada."

"As for Hungary, Canada must respond to an increasing and overwhelming flow of refugee claimants from a country that is not considered to be a refugee-producing country," the Minister added. "But at the same time, we recognize the important flow of genuine visitors from Hungary, and this is why we are opening a visa office today in the Canadian Embassy in Budapest."

The Canadian visitor visa requirement will come into effect at 12:01 a.m., EST, December 5, 2001. As of that date, all citizens from the countries affected by this measure will require a visitor visa when travelling to Canada. Travellers, notably business persons who come to Canada regularly, may apply for long-term, multiple entry visas.

-30-

For Information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Susan Scarlett
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7035

Visit our Internet site:<http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

Le 04 décembre 2001

LE VISA DE VISITEUR EST MAINTENANT OBLIGATOIRE POUR LES CITOYENS DE LA DOMINIQUE, DE LA GRENADE, DE LA HONGRIE, DE KIRIBATI, DE NAURU, DE TUVALU, DE VANUATU ET DU ZIMBABWE

OTTAWA - Elīnor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, a annoncé aujourd'hui que les citoyens de la Dominique, de la Grenade, de la Hongrie, de Kiribati, de Nauru, de Tuvalu, de Vanuatu et du Zimbabwe devront dorénavant avoir un visa canadien de visiteur pour venir au Canada.

« Nous avons essayé de trouver des solutions par d'autres moyens, a indiqué la ministre Caplan. Nous n'agissons pas ainsi à la légère, mais vu la migration irrégulière, cette mesure est devenue nécessaire et inévitable. » La Ministre a ajouté que le contrôle est exercé avec plus d'efficacité à l'étranger par l'imposition du visa.

« Le visa est maintenant obligatoire pour les citoyens de la Dominique, de la Grenade, de Kiribati, de Nauru, de Tuvalu et de Vanuatu, car on s'inquiète de plus en plus de leur pratique de vendre la citoyenneté et des irrégularités dans la délivrance de leurs passeports. La décision d'imposer le visa aux Zimbabwéens reflète notre préoccupation au sujet des voyageurs non munis des bons documents qui viennent au Canada. »

« Dans le cas de la Hongrie, le Canada doit réagir à un afflux énorme de demandeurs d'asile qui viennent d'un pays qui n'est pas considéré comme un pays source de réfugiés, a déclaré la Ministre. Mais en même temps, nous reconnaissons le flot important de visiteurs authentiques originaires de la Hongrie, et c'est pour cette raison que nous ouvrons aujourd'hui un bureau des visas à l'ambassade du Canada à Budapest. »

Le visa canadien de visiteur deviendra obligatoire à 00 :01 HNE, le 5 décembre 2001. À compter de cette date, tous les citoyens des pays touchés par cette mesure devront être munis d'un visa de visiteur pour venir au Canada. Les voyageurs, notamment les gens d'affaires, qui viennent régulièrement au Canada, pourront demander un visa pour séjours multiples de longue durée.

-30-

Pour renseignements :
Derik Hodgson
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Susan Scarlett
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7035

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

December 21, 2001

01-28

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA -- Elinor Caplan, Minister of Citizenship and Immigration, announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). The appointment was made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Joanna M.T. Bedard has a B.A. from the University of Guelph and a Masters of Environmental Studies from York University, as well as a Certificate in Museum Studies from the Ontario Museum Association. Since 1985, she has been Executive Director at the Woodland Cultural Centre. Prior to that, Ms. Bedard was the Representative of the Fort Francis Area First Nations at the discussions between the federal government, provincial government and Grand Council Treaty 3 First Nations from 1982-1985. She was also Chief Executive Officer of the Seine River First Nation from 1976-1982 and a lecturer on First Nations History and Culture at York University between 1992 and 1998. Ms. Bedard has been active in her community, serving as Chair of the Ontario Heritage Foundation and on the Board of Governors of the First Nations Cultural Association. She was a Founding Member of the Six Nations New Credit Tourist Cooperative and a shelter for Victims of Family Violence. She has also worked with the Heart and Stroke Foundation. Ms. Bedard has been appointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the Immigration Act, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board consists of three divisions: the Convention Refugee Determination Division, the Immigration Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB is responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention reviews.

- 30 -

For Information:

Derik Hodgson
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

Le 21 décembre 2001

01-28

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA – M^{me} Elinor Caplan, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). La nomination a été effectuée conformément au processus du Comité consultatif ministériel, établi en mars 1995.

M^{me} Joanna M.T. Bedard est titulaire d'une licence de l'Université de Guelph et d'une maîtrise en études environnementales, de l'Université York. Elle a aussi obtenu un certificat en études muséales de l'Association des musées de l'Ontario. Elle occupe depuis 1985 le poste de directrice exécutive du Woodland Cultural Centre. De 1982 à 1985, elle a représenté les Premières Nations de la région de Fort Francis lors de pourparlers entre les gouvernements fédéral et provincial, et les Premières Nations du Grand Council Treaty 3. Elle a été présidente-directrice générale de la Première Nation de Seine River et elle a aussi donné des cours d'histoire et de culture sur les Premières Nations à l'Université York, de 1992 à 1998. M^{me} Bedard est très engagée dans sa communauté : elle a été présidente de la Fondation du patrimoine ontarien et membre du Conseil des gouverneurs de l'Association culturelle des Premières Nations. Elle est un des membres fondateurs du Six Nations New Credit Tourist Cooperative et a offert l'abri à des victimes de violence familiale. Elle a enfin travaillé à la Fondation des maladies du cœur. Mme Bedard a été nommée à la Section du statut de réfugié au sens de la Convention, à Toronto.

Crée par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, la CISR est un tribunal administratif indépendant, qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La Commission se compose de trois sections : Statut de réfugié au sens de la Convention, Appel de l'immigration et Arbitrage. La CISR entend les revendications des réfugiés au sens de la Convention présentées au Canada, se charge des appels, des enquêtes et de la révision des mesures de détention.

- 30 -

Information :

Denk Hodgson
Attaché de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

02-01

FAIR AND EQUITABLE RESPONSE FROM MINISTER

OTTAWA, February 26, 2002—The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today outlined a fair and equitable response to recent comments about proposed changes to the immigration system. The Minister plans to amend the transition regulations to allow more skilled workers to be assessed under the current selection grid until January 1, 2003. He clarified the proposed implementation dates for the new *Immigration and Refugee Protection Act*, and outlined how certain visa applicants could obtain a refund of their processing fees.

“While I pursue the immigration and refugee elements of the government's security agenda and the regulatory consultations on the new *Immigration and Refugee Protection Act*,” said the Minister, “I want to be fair to visa applicants as we move toward a new system. My approach meets a test of fairness to applicants while giving them notice of the proposed changes. This way, they can make an informed decision about the prospects for their applications.”

The Minister outlined his intent that the new Act will come into effect on June 28, 2002. “This target date supports many of the government's objectives in immigration and refugee matters, as well as on border security issues. I will also take the time to carefully consider forthcoming recommendations of my Parliamentary colleagues on the proposed immigrant selection criteria, among other proposed regulations. Then, I'll decide on changes that may well be necessary to the proposed system.”

The Minister is proposing that those skilled workers and business immigrants who applied *before* December 17, 2001, and who have not received a selection decision by June 28, 2002 (the target implementation date for the new Act), will continue to be selected under the current selection criteria until January 1, 2003. The Minister is further proposing that skilled workers and business immigrants who applied before December 17, 2001 who have not received a selection decision prior to January 1, 2003, will be subject to the proposed selection criteria and a proposed transition pass mark of 70 points (reduced from 75).

Application submitted *after* December 17, 2001, where a selection decision is not reached by June 28, 2002 will be subject to the proposed selection criteria and a pass mark yet to be determined. The proposed pass mark in the pre-published regulations is 80 points. Before a final decision is made on the proposed pass mark, the Minister will consider the forthcoming recommendations of the House of Commons Standing Committee as well as comments received during the recent pre-publication period.

The proposed lower pass mark of 70, as opposed to 75 as originally planned, will further lessen the impact of the transition to the new rules for people who applied before the proposed new rules were first released. The Minister will soon table the last group of proposed regulations for public and parliamentary consultation.

All skilled worker and business immigrant visa applicants have the option of withdrawing their applications and requesting a refund provided their applications have not passed through the preliminary evaluation (paper screening). The refund must be requested through the office where the visa application was submitted.

While balancing fairness to skilled worker and business immigrant applicants, CIC is contributing to the government's security agenda by

- making plans to introduce the Permanent Resident Card on June 28, 2002;
- pursuing the Smart Border Declaration and the 30-point action plan; and
- allocating resources from the 2001 federal budget to key enforcement activities.

- 30 -

For more information:

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064

Giovanna Gatti
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7040

OR
René Mercier,
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

BACKGROUND A

The Immigration and Refugee Protection Act

Canada's new *Immigration and Refugee Protection Act* is modern and balanced legislation. It is tough for people who pose a threat to public security or who do not respect our laws. But it affirms the importance of immigration and refugee protection for Canada's future. The new Act is the first extensive legislative change affecting Canada's immigration and refugee protection program in the last 25 years.

Milestones achieved to date include royal assent on November 1, 2001, and pre-publication on December 15, 2001, of a first set of proposed regulations setting out the many details and procedures needed to administer the new Act, followed by a 60-day consultation period. A second set of proposed regulations will be pre-published in the near future, followed by 30 days of consultation. Pre-publishing the proposed regulations gives interested parties a chance to review them and express their views before the regulations receive final Cabinet approval and the legislation takes effect. The new Act requires that parliamentarians be part of this consultative process.

June 28, 2002, is the target implementation date for the new Act. Once the regulatory consultations are over and the regulations are approved, the Department will finalize administrative guidelines, staff training and system changes.

BACKGROUND B

Retroactivity and Refunds

Processing immigration applications in the independent and assisted relative class under the *Immigration and Refugee Protection Act*

Generally speaking, applications already in progress when the *Immigration and Refugee Protection Act* takes effect will be processed under the new rules introduced by the Act. However, the proposed regulations make important distinctions in how these will be handled, depending on whether the application was received before or after pre-publication (December 17, 2001) of the proposed regulations, and whether or not a selection decision will occur or has occurred prior to implementation.

Those who applied *before* December 17, 2001:

- who have not received a selection decision prior to June 28, 2002, will continue to be selected under the current selection criteria until January 1, 2003.
- who have not received a selection decision prior to January 1, 2003, will be subject to the proposed selection criteria and a proposed pass mark of 70 points (reduced from 75).

Those who applied *after* December 17, 2001:

- who have not received a selection decision by June 28, 2002 will be subject to the proposed selection criteria and a pass mark yet to be determined. The proposed pass mark in the pre-published regulations is 80 points.

The Minister will be considering forthcoming comments from the Standing Committee, provinces and territories, and interested stakeholders before finalizing the regulations.

Following is a simplified comparison of the current and proposed selection grids. For the detailed version of the current selection grid, go to www.cic.gc.ca/english/immigr/iindenpen-e.html. For the detailed version of the proposed selection grid, go to www.cic.gc.ca/english/coming/new-regs.html.

Current Selection Grid	
Criteria	Maximum points
Age	10
Education	16
Education/Training Factor	18
Occupation	10
Arranged Employment	10
Experience	8
Language Ability	15
Demographic Factor	10
Personal Suitability	10
Relative in Canada	5
Total	110
Min. points required	70

Proposed Selection Grid ¹	
Criteria	Maximum points
Education	25
Language Ability	20
Experience	25
Arranged Employment	10
Age	10
Adaptability	10
Total	100
Min. points required	80

Those who applied *before* December 17, 2001:

- who have not received a selection decision prior to June 28, 2002, will continue to be selected under the current selection criteria until January 1, 2003.

Those who applied *before* December 17, 2001:

- who have not received a selection decision prior to January 1, 2003, will be subject to the proposed selection criteria and a proposed pass mark of 70 points (reduced from 75).

Those who applied *after* December 17, 2001:

- who have not received a selection decision by June 28, 2002 will be subject to the proposed selection criteria and a pass mark yet to be determined. The proposed pass mark in the pre-published regulations is 80.

¹The grid is subject to change. CIC is awaiting comments from the parliamentary Standing Committee on Citizenship and Immigration before finalizing the regulations.

Refund provisions

All skilled worker and business immigration applicants whose applications have not yet been put through the preliminary evaluation (paper screening) can request a withdrawal of their application and a refund of the processing fee. To initiate a refund, they can contact the visa office where they submitted their application. Applicants will know if they have passed the preliminary screening because many missions, particularly those with a high number of applications, send a letter to applicants advising them when the paper screening has been completed.

Applicants who have received a notice of waiver of interview, an invitation to an interview, a letter indicating that the interview will be established at a future date, or instructions to undergo a medical examination are not eligible for a refund as they have been accepted at paper screening. As well, people whose applications were refused cannot apply for a refund.

BACKGROUND C

Safety and Security

Immediately after the September 11 attack on the United States, the Government of Canada moved on a number of fronts to further strengthen border protection and improve the screening of refugees and immigrants who want to come to Canada.

The introduction of the permanent resident cards for new immigrants to Canada will proceed on schedule for June 2002. Other measures announced in Niagara Falls in October 2001, and now in place or under way, include front-end security screening of refugee claimants, increased detention capacity, increased deportation activity and the hiring of up to one hundred new staff to enforce upgraded security at ports of entry.

CIC is also proceeding with many of the cooperative measures with the United States, announced in Ottawa and Detroit in December 2001. These measures focus on deterrence, detection and prosecution of security threats, the disruption of illegal migration and the efficient management of legitimate travel.

In the December 2001 federal budget, the government allocated \$1 billion over the next five years for several measures designed to improve the screening of immigrants, refugee claimants and visitors who want to come to Canada. They include the hiring of additional immigration control officers, and more resources for detentions, removals and refugee determination

DOCUMENT D'INFORMATION C

Sécurité

Immédiatement après les attaques du 11 septembre aux États-Unis, le gouvernement du Canada a adopté un certain nombre de mesures visant à renforcer davantage la protection des frontières et à améliorer le contrôle des réfugiés et des immigrants qui désirent venir au Canada.

L'introduction de la carte de résident permanent pour les nouveaux immigrants au Canada aura lieu comme prévu en juin 2002. Parmi les autres mesures qui ont été annoncées à Niagara Falls, en octobre 2001, et qui sont maintenant en place ou sont sur le point de l'être, mentionnons le contrôle sécuritaire en début de processus pour les demandeurs d'asile, l'augmentation de la capacité de détention, l'augmentation du nombre d'expulsions et l'embauche de jusqu'à cent nouveaux employés pour appliquer les mesures de sécurité accrues dans les points d'entrée.

CIC donnera suite également à bon nombre des mesures de coopération avec les États-Unis, annoncées à Ottawa et à Detroit en décembre 2001. Ces mesures sont axées sur la dissuasion, la détection et la poursuite des personnes qui constituent une menace pour la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la migration clandestine et sur la gestion efficace des déplacements légitimes.

Dans le budget fédéral de décembre 2001, le gouvernement a alloué 1 milliard de dollars, pour les cinq prochaines années, à la mise en œuvre de plusieurs mesures visant à améliorer le contrôle des immigrants, des demandeurs d'asile et des visiteurs qui désirent venir au Canada. Parmi ces mesures, mentionnons l'embauche de nouveaux agents de contrôle de l'immigration et l'affectation d'un plus grand nombre de ressources pour les détentions, les renvois et la détermination du statut de réfugié. Ces mesures ne seront pas affectées par le report de la date d'entrée

Dispositions concernant le remboursement

Les personnes, dont la demande aura été présentée *avant* le 17 décembre 2001 :

- et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection avant le 1^{er} janvier 2003, seront assujetties aux critères de sélection proposés jusqu'au 1^{er} janvier 2003 et devront obtenir la note de passage proposée, soit 70 points (anciennement 75) pour être acceptées.

Les personnes, dont la demande aura été présentée *après* le 17 décembre 2001 :

- et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection d'ici le 28 juin 2002, seront assujetties aux critères de sélection proposés et à une note de passage à déterminer. La note de passage proposée dans les dispositions réglementaires faisant l'objet d'une publication préalable est de 80.

La grille peut faire l'objet de modifications. CIC attend les commentaires du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration avant de finaliser les dispositions réglementaires.

Les personnes, dont la demande aura été présentée *avant* le 17 décembre 2001 :

- et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection avant le 28 juin 2002, verront leur demande examinée en vertu des critères de sélection actuels jusqu'au 1^{er} janvier 2003;

Tous les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires dont la demande d'immigration n'a pas encore franchi l'étape de la présélection (sélection administrative) peuvent retirer leur demande et obtenir un remboursement des frais de traitement. Pour ce faire, ils peuvent communiquer avec le bureau des visas où leur demande a été présentée. Ils sauront si leur demande a franchi l'étape de la présélection, puisque bon nombre de missions, particulièrement celles qui reçoivent un grand nombre de demandes, avisent par écrit les demandeurs du résultat de la sélection administrative.

Les demandeurs qui ont reçu un avis de dispense d'entrevue, une convocation à une entrevue, une lettre indiquant qu'ils seront ultérieurement convoqués à une entrevue, ou des instructions pour passer un examen médical, ne peuvent obtenir de remboursement puisque leur demande a été acceptée à l'étape de la sélection administrative. Les personnes dont la demande a été rejetée ne peuvent pas non plus demander de remboursement.

Grille de sélection actuelle	
Critères	Nbre max. de pts
Age	10
Etudes	16
Facteur études/formation	18
Profession	10
Emploi réservé	10
Expérience	8
Connaissance de la langue	15
Facteur démographique	8
Qualités personnelles	10
Parent au Canada	5
Total	110
Nbre min. de pts requis	
70	

Grille de sélection proposée ¹	
Critères	Nbre max. de pts
Etudes	25
Connaissance de l'anglais et du français	20
Expérience de travail	25
Emploi réservé	10
Age	10
Capacité d'adaptation	10
Total	100
Nbre min. de pts requis	
80	

DOCUMENT D'INFORMATION B

Rétroactivité et remboursement

Traitement des demandes d'immigration présentées dans la catégorie des immigrants indépendants et des parents aidés, en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

De façon générale, les demandes déjà en cours d'examen au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* seront traitées selon les nouvelles règles. Toutefois, les dispositions réglementaires proposées établissent une distinction importante entre la façon dont ces demandes seront traitées, selon que la demande aura été reçue avant ou après la publication préalable de ces dispositions (17 décembre 2001) et selon qu'une décision en matière de sélection aura été prise avant l'entrée en vigueur de la Loi.

Les personnes, dont la demande aura été présentée *avant* le 17 décembre 2001 :

- et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection avant le 28 juin 2002, verront leur demande examinée en vertu des critères de sélection actuels, jusqu'au 1^{er} janvier 2003;

- et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection avant le 1^{er} janvier 2003, seront assujetties aux nouveaux critères de sélection proposés et devront obtenir la note de passage proposée, soit 70 (anciennement 75) pour être acceptées.

Les personnes, dont la demande aura été présentée *après* le 17 décembre 2001 :

- et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection d'ici le 28 juin 2002, seront assujetties aux critères de sélection proposés et à une note de passage à déterminer. La note de passage proposée dans les dispositions réglementaires faisant l'objet d'une publication préalable est de 80.

Le Ministre examinera les commentaires du Comité permanent, des provinces et des territoires ainsi que des intervenants intéressés avant de finaliser les règlements.

Vous trouverez, ci-dessous, une comparaison simplifiée de la grille de sélection actuelle et de celle qui est proposée. Pour obtenir la version détaillée de la grille de sélection actuelle, rendez-vous à l'adresse suivante : <http://www.cic.gc.ca/francais/immigrer/independant.html>. Pour obtenir la version détaillée de la grille de sélection proposée, rendez-vous à l'adresse suivante : <http://www.cic.gc.ca/francais/demandes/regle-nouvelle.html>.

DOCUMENT D'INFORMATION A

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

La nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* du Canada est moderne et équilibrée. Tout en étant sévère à l'égard des personnes qui représentent une menace pour la sécurité publique et de celles qui ne respectent pas nos lois, elle souligne l'importance de l'immigration et de la protection des réfugiés pour l'avenir du Canada. La nouvelle Loi constitue la première refonte en profondeur du programme d'immigration et de protection des réfugiés du Canada en 25 ans.

Parmi nos réalisations à ce jour, mentionnons l'obtention de la sanction royale, le 1^{er} novembre 2001, et la publication préalable (le 15 décembre 2001) de la première tranche des dispositions réglementaires proposées, énonçant les nombreux détails et nombreuses procédures nécessaires à l'application de la nouvelle Loi, pour une période de consultation de 60 jours. La deuxième tranche fera l'objet d'une publication préalable très bientôt, et ce, pour une période de consultation de 30 jours. La publication préalable permet aux parties intéressées d'examiner les dispositions réglementaires proposées et d'exprimer leur point de vue avant que les règlements ne reçoivent l'approbation finale du Cabinet et avant l'entrée en vigueur de la législation. La nouvelle Loi prévoit la participation des parlementaires à ce processus de consultation.

Le 28 juin 2002 est la date visée pour la mise en œuvre de la nouvelle Loi. Une fois que les consultations sur les dispositions réglementaires seront terminées et que celles-ci seront approuvées, le Ministère finalisera les directives administratives et la formation du personnel, et apportera les dernières modifications aux systèmes.

La note de passage proposée, abaissée à 70 points alors qu'elle avait d'abord été fixée à 75, permettra d'atténuer davantage les répercussions découlant de la transition vers les nouvelles règles dans le cas des personnes qui ont présenté une demande avant la publication des nouvelles règles proposées. Le Ministre déposera bientôt la dernière tranche des dispositions réglementaires proposées, aux fins de consultation par le public et les parlementaires.

Tous les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires ayant présenté une demande de visa d'immigrant ont la possibilité de retirer leur demande et de solliciter le remboursement des frais engagés, à condition que celle-ci n'ait pas encore franchi l'étape de la présélection (sélection administrative). Ils doivent demander le remboursement au bureau où leur demande de visa a été présentée.

Tout en veillant à ce que l'approche soit équitable pour les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires, CIC participe à la mise à exécution du programme du gouvernement en matière de sécurité en prenant les mesures suivantes :

- élaboration de plans en vue d'introduire la carte de résident permanent le 28 juin 2002;
- mise en application de la Déclaration conjointe de coopération sur la sécurité des frontières et du plan d'action en 30 points;
- affectation des ressources prévues au budget fédéral de 2001 à des activités clés d'exécution de la loi.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements :

Nicole Beauchamp
Directrice des communications
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Giovanna Gatti
Relations avec les médias
Direction des communications
(613) 941-7040

OU
René Mercier,
Attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUE

02-01

UNE RÉPONSE JUSTE ET ÉQUITABLE DE LA PART DU MINISTRE

OTTAWA, le 26 février 2002 - L'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a donné aujourd'hui une réponse juste et équitable aux derniers commentaires qu'ont suscités les modifications qu'il est proposé d'apporter au système d'immigration. Le Ministre prévoit des modifications aux dispositions réglementaires transitoires pour permettre à un plus grand nombre de travailleurs qualifiés que leur demande soit examinée selon la grille de sélection actuelle, jusqu'au 1^{er} janvier 2003. Il a apporté des précisions sur les dates proposées pour la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et a expliqué comment certaines personnes ayant présenté une demande de visa pourront obtenir un remboursement des droits exigibles pour le traitement de leur demande.

« Tout en participant à la mise en œuvre des éléments du plan d'action du gouvernement en matière de sécurité et aux consultations portant sur les dispositions réglementaires de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, je tiens à ce que le nouveau système soit juste envers les personnes qui ont présenté une demande de visa, a déclaré le Ministre. Mon approche est non seulement équitable pour les demandeurs, mais elle les informe des changements proposés. Elle leur permet ainsi de prendre une décision éclairée relativement à leur demande. »

Le Ministre a expliqué pourquoi il souhaitait que la nouvelle Loi entre en vigueur le 28 juin 2002. « Cette date butoir tient compte de nombre des objectifs du gouvernement en matière d'immigration et de protection des réfugiés, ainsi que des questions de sécurité à nos frontières. Je prendrai également le temps d'examiner soigneusement les recommandations que mes collègues du Parlement feront bientôt sur les critères de sélection proposés pour les immigrants, pour ne nommer que ces dispositions. Je déciderai ensuite des changements qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au système proposé. »

Le Ministre propose que les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires immigrants, dont la demande aura été présentée *avant* le 17 décembre 2001 et n'aura pas fait l'objet d'une décision en matière de sélection avant le 28 juin 2002 (date cible de mise en œuvre de la nouvelle Loi), voient leur demande examinée en vertu des critères de sélection actuels jusqu'au 1^{er} janvier 2003. Le Ministre propose également que les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires immigrants, dont la demande aura été présentée avant le 17 décembre 2001 et n'aura pas fait l'objet d'une décision de sélection avant le 1^{er} janvier 2003, voient leur demande examinée en vertu des critères de sélection proposés et d'une note de passage

transitoire proposée de 70 (d'abord fixée à 75).

Pour ces demandes, si elles ont été présentées *après* le 17 décembre 2001 et n'ont pas atteint l'étape de la sélection avant le 28 juin 2002, les critères de sélection proposés s'appliqueront; la note pour ces cas reste à déterminer. La note de passage indiquée dans les dispositions réglementaires faisant l'objet d'une publication préalable est de 80 points. Avant qu'une décision finale ne soit prise au sujet de la note de passage proposée, le Ministre examinera les recommandations à venir du Comité permanent de la Chambre des communes, ainsi que les commentaires reçus au cours de la récente période de publication

préalable.



NEWS RELEASE

02-02

CANADA AND ALBERTA SIGN AGREEMENT ON PROVINCIAL NOMINEE PROGRAM

EDMONTON, March 4, 2002 - Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada, and Dr. Lyle Oberg, Minister of Alberta Learning, have signed an agreement establishing a Provincial Nominee Program in Alberta. The agreement for a two-year pilot program will allow Alberta to nominate 400 skilled candidates who will meet the specific economic and industrial development needs of the province and are consistent with Alberta's overall immigration goals.

The Government of Canada will continue to ensure that statutory requirements are met for the protection of Canadians from health, security and criminality concerns.

"This agreement demonstrates the commitment of the Canadian government to work closely with the provinces to make the immigration program more efficient and spread its benefits more evenly across the country," said Minister Coderre. "Both the Government of Canada and the Government of Alberta are in a better position to plan for the future."

Dr. Oberg, whose department handles immigration matters for Alberta, said "Albertans have a long history of welcoming immigrants. Immigrants contribute to both the economic and social well-being of the province. The Alberta Provincial Nominee Agreement will give the Government of Alberta another tool to attract more skilled immigrants who will contribute to Alberta's economic growth. We look forward to working cooperatively with the federal government and other Alberta ministries to bring skilled people to Alberta."

The pilot program will be launched later this month by Mark Norris, Minister of Economic Development, whose ministry will be responsible for developing and managing the program. "The Provincial Nominee Program is being developed in response to Alberta industry's need for additional skilled workers. We have listened to industry's concerns, and with the Program, we are acting to help strengthen the Alberta advantage," stated Minister Norris.

The Provincial Nominee Program will not replace other economic immigration programs, such as the federal Temporary Foreign Worker Program and the federal skilled worker program. Newfoundland and Labrador, Prince Edward Island, New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan, British Columbia and Yukon already have similar provincial nominee programs.

For information:

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064
(613) 850-0141 cell

Jerry Bellikka
Media Relations
Alberta Learning
(780) 427-0965
(780) 990-8866 cell
e-mail: Jerry.Bellikka@gov.ab.ca

Susan Scarlett
Media Relations
Communications Branch
Citizenship and Immigration Canada
(613) 941-7035

Mark Erdman
Director
Corporate Communications
Alberta Economic Development
(780) 427-0528
e-mail: mark.erdman@gov.ab.ca

For more information, visit:
Citizenship and Immigration: www.cic.gc.ca
Alberta Learning: www.learning.gov.ab.ca

Backgrounder

Provincial Nominee Program Agreement

- The Alberta Provincial Nominee Program (PNP) Agreement provides Alberta with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to the province, taking into account provincial industrial and economic priorities and labour market conditions.
- The PNP will be a two-year pilot program that will entitle Alberta to nominate 400 candidates over the period of the agreement.
- Alberta will nominate to the Government of Canada eligible immigrant candidates based on referrals from Alberta employers. The Canadian government will evaluate candidates nominated by Alberta against the admissibility criteria, which will include security, criminal and medical checks. The Canadian government will also continue to issue immigrant visas to the provincial nominees who meet the criteria.
- The complete details of the PNP are being finalized and will be announced before the end of March.
- The Program will be one of several economic immigration programs (the other main ones are the federal Temporary Foreign Worker Program and the federal skilled worker immigrant program). It will not replace these other programs.
- Provincial nominees will become landed immigrants who have the skills to meet medium to long-term skill shortages in Alberta.
- Temporary foreign workers may be recruited to work in Canada by a Canadian employer. In most cases, this type of work permit is only issued after the federal government has made a determination of labour market needs, which includes a consideration of whether Canadians are available to fill the job. The foreign worker is obliged to work for the employer who recruited them and must leave Canada when the work permit expires--unless a new work permit is authorized.
- Skilled worker immigrants are selected by the federal government based on specific selection criteria such as educational level, occupational experience and knowledge of Canada's official languages. Both provincial nominees and skilled worker immigrants have the same mobility rights as Canadians.
- In 2000, Alberta received 14,315 immigrants, or 6.30 percent of the total number of immigrants who came to Canada. The estimate for 2001 for Alberta is 16,290, or 6.5 percent of the total number of immigrants to Canada.
- The governments of Canada and Alberta recognize the importance of evaluating the PNP in order to determine its net impacts and outcomes in the province of Alberta, and they agree to cooperate in evaluating the Alberta PNP at the end of the second year of the pilot project.
- The agreement takes effect on the date of signing and will remain in effect for two years after that date.

- Les travailleurs qualifiés sont des immigrants sélectionnés par le gouvernement fédéral en fonction de critères précis, comme le niveau d'études, l'expérience professionnelle et la connaissance des langues officielles du Canada. La liberté de circulation est garantie aux candidats d'une province et aux travailleurs qualifiés ayant obtenu le droit d'établissement, comme elle l'est aux citoyens canadiens.
- En 2000, l'Alberta a accueilli 14 315 immigrants, soit 6,3 % du nombre total d'immigrants admis au Canada. En 2001, le nombre prévu d'immigrants pour la province est de 16 290, soit 6,5 % du nombre total.
- Les gouvernements du Canada et de l'Alberta reconnaissent qu'il est important d'évaluer le PCP afin d'en déterminer les retombées et les résultats nets pour la province, et ils conviennent de coopérer pour effectuer cette évaluation à la fin de la deuxième année du projet pilote.
- L'entente, qui entre en vigueur à la date de la signature, restera en vigueur pendant deux ans.

Document d'information

Entente relative au Programme des candidats d'une province

- L'entente relative au Programme des candidats d'une province (PCP) conclue avec l'Alberta constitue pour la province un moyen d'accroître les retombées économiques de l'immigration, compte tenu des priorités sur les plans de l'économie et de l'industrie de la province, et de la situation de son marché du travail.
- Le PCP de l'Alberta prévoit un programme pilote de deux ans, qui permettra à la province de nommer 400 candidats pendant cette période de deux ans.
- L'Alberta soumettra au gouvernement du Canada la candidature d'immigrants admissibles dont les noms lui auront été transmis par les employeurs de la province. Le gouvernement du Canada évaluera les candidatures en fonction des critères d'admissibilité; cette évaluation comprend notamment des vérifications sur le plan de la sécurité, de la criminalité et de la santé. Le gouvernement du Canada continuera de délivrer les visas d'immigrant aux candidats de la province qui répondent aux critères d'admissibilité.
- Les détails du PCP sont en train d'être mis au point et seront annoncés d'ici la fin de mars.
- Ce programme est l'un des nombreux programmes d'immigration de la composante économique (les principaux autres étant le programme fédéral concernant les travailleurs étrangers temporaires, et le programme fédéral d'immigration des travailleurs qualifiés). Toutefois, le PCP ne remplace pas ces autres programmes.
- Les candidats nommés auront le statut d'immigrant ayant obtenu le droit d'établissement et ils devront posséder les compétences voulues pour combler les besoins de l'Alberta en main-d'œuvre qualifiée, à moyen terme et à long terme.
- Les travailleurs étrangers temporaires sont des travailleurs étrangers recrutés par des employeurs canadiens pour venir travailler au Canada. Dans la plupart des cas, le gouvernement fédéral délivre un tel permis de travail après avoir établi les besoins du marché du travail, notamment lorsqu'il constate qu'il n'y a pas de travailleur canadien disponible pour occuper le poste offert. Un travailleur étranger temporaire ne peut travailler que pour l'employeur qui lui a offert son emploi, et son séjour est limité à la période de validité de son visa. Il doit quitter le Canada à l'expiration de son visa, à moins qu'un nouveau visa ne lui soit délivré.

Le Programme des candidats d'une province ne remplacera pas d'autres programmes d'immigration, comme le programme fédéral concernant les travailleurs étrangers temporaires ou le programme fédéral d'immigration des travailleurs qualifiés. Terre-Neuve et Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et le Yukon ont des programmes des candidats d'une province similaires.

- 30 -

Pour information :

Nicole Beauchamp
 Directrice des communications
 Cabinet du ministre
 Citoyenneté et Immigration Canada
 (613) 954-1064
 Cell. (613) 850-0141
 Jerry Bellikka
 Media Relations (Relations avec les médias)
 Alberta Learning (Apprentissage de l'Alberta)
 (780) 427-0965
 Cell. (780) 990-8866
 Courriel : Jerry.Bellikka@gov.ab.ca

Susan Scarlett
 Relations avec les médias
 Direction des communications
 Citoyenneté et Immigration Canada
 (613) 941-7035

Mark Erdman
 Directeur, Corporate Communications
 (Communications ministérielles)
 Alberta Economic Development (Développement
 économique de l'Alberta)
 (780) 427-0528
 Courriel : mark.erdman@gov.ab.ca

Pour plus de renseignements, visitez les sites suivants :
 Citoyenneté et Immigration Canada : www.cic.gc.ca
 Alberta Learning : www.learning.gov.ab.ca



COMMUNIQUÉ

02-02

LE CANADA ET L'ALBERTA SIGNENT UNE ENTENTE RELATIVE AU PROGRAMME DES CANDIDATS D'UNE PROVINCE

EDMONTON, le 4 mars 2002 - MM. Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, et Lyle Oberg, ministre de l'Apprentissage de l'Alberta (Alberta Learning), ont signé une entente en vue d'établir un Programme des candidats d'une province en Alberta. En vertu de cette entente, qui prévoit la mise en œuvre d'un programme pilote de deux ans, l'Alberta pourra nommer 400 candidats à l'immigration, tous travailleurs qualifiés, répondant aux besoins précis de la province sur les plans de l'économie et du développement industriel, et conformément aux objectifs globaux de la province en matière d'immigration.

Le gouvernement du Canada continuera de veiller à ce que les conditions prescrites en matière de santé, de sécurité et de criminalité soient respectées afin d'assurer la protection des Canadiens.

« Cette entente démontre la volonté du gouvernement du Canada de travailler en étroite collaboration avec les provinces pour rendre le programme d'immigration plus efficace et pour en répartir les retombées entre toutes les régions du pays, a déclaré le ministre Coderre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta peuvent ainsi mieux planifier l'avenir. »

« Les Albertains ont une longue tradition d'accueil des immigrants, a pour sa part déclaré M. Oberg, dont le ministère est chargé des questions d'immigration pour l'Alberta. Les immigrants contribuent au bien-être économique et social de la province. L'entente relative au Programme des candidats d'une province constitue, pour le gouvernement de l'Alberta, un autre moyen d'attirer plus d'immigrants qualifiés qui contribueront à la croissance économique de la province. Nous nous réjouissons de collaborer avec le gouvernement fédéral et d'autres ministères de l'Alberta pour faire venir des travailleurs qualifiés dans notre province. »

Le programme pilote sera lancé plus tard ce mois-ci par M. Mark Norris, ministre du Développement économique, dont le ministère est responsable de l'élaboration et de la gestion du programme. « La mise en œuvre du Programme des candidats d'une province vise à répondre à la demande de l'industrie albertaine, qui a besoin d'un plus grand nombre de travailleurs qualifiés. Nous avons tenu compte des préoccupations des employeurs et, grâce à ce programme, nous prenons les moyens de renforcer l'Alberta Advantage », d'affirmer le ministre Norris.



NEWS RELEASE

02-03

IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT FINAL SET OF PROPOSED REGULATIONS PREPUBLISHED

OTTAWA, March 8, 2002 - Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today announced that the second and final set of proposed regulations will be prepublished in Part One of the *Canada Gazette* on March 9, 2002. The proposed regulations set out further details and procedures the Department needs to administer the new *Immigration and Refugee Protection Act*.

"I am committed to a transparent and open regulation-making process and this means giving Canadians a chance to express their views on the proposed regulations before they are approved and the legislation takes effect," said Minister Coderre. "The prepublication of the regulations is an important part of the regulatory consultation phase and is the next step toward delivering on my target date of June 28, 2002, for the implementation of the new act." Interested parties have until April 8, 2002, to comment on this second set of proposed regulations, which relate to fees, loans, debt collection, seizures, transportation companies and transitional provisions.

Consultations with parliamentarians, provinces, territories and other stakeholders on the proposed regulations have been ongoing since the prepublication of the first set on December 15, 2001, and will continue throughout the second prepublication period of 30 days. Minister Coderre pointed out that he had asked the House of Commons Standing Committee on Citizenship and Immigration to present their recommendations on the first set of proposed regulations by March 15, 2002, and on the second set by April 8, 2002.

The first set of proposed regulations addresses a broader range of areas, including selection, enforcement, refugees and the selection transition provisions. Consultations on this set ended on February 13, 2002. The prepublication of the regulations in two phases paves the way toward the target implementation date while facilitating the parliamentary and public review of the extensive regulations packages.

The Minister recently announced plans to amend the transition regulations proposed in December to allow more skilled workers to be assessed under the current selection grid until January 1, 2003.

Canada's new *Immigration and Refugee Protection Act* and accompanying regulations take a balanced approach. It is tough legislation for those who pose a threat to public security while building on the important contributions immigrants and refugees have made in the past and will continue to make in the future.

The second set of proposed regulations will be available at

www.canada.gc.ca/gazette/part1/pdf/g1-13610.pdf

- 30 -

For more information:

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064

Giovanna Gatti
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7040

OR
René Mercier,
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>

La nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et ses règlements afférents reposent sur une approche équilibrée. Dure pour ceux et celles qui représentent un danger pour la sécurité publique, la loi table sur les contributions importantes que les immigrants et les réfugiés ont apportées au pays dans le passé et continueront d'apporter à l'avenir.

On peut prendre connaissance du second ensemble de règlements proposés à l'adresse

www.canada.gc.ca/gazette/part1/pdf/g1-13610.pdf

-30-

Pour de plus amples renseignements :

Nicole Beauchamp
Directrice des communications
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Giovanna Gatti
Relations avec les médias
Direction des communications
(613) 941-7040

OU
René Mercier,
Attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUE

02-03

LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS PUBLICATION PRÉALABLE DE LA DERNIÈRE TRANCHE DES RÉGLEMENTS PROPOSÉS

OTTAWA, le 8 mars 2002 - Denis Coderre, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, a annoncé aujourd'hui que le second et dernier ensemble de règlements proposés fera l'objet d'une publication préalable dans la Partie I de la Gazette du Canada, le 9 mars 2002. Les règlements proposés renferment d'autres détails et procédures dont le Ministère a besoin pour administrer la nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

« Je suis déterminé à ce que ce processus d'élaboration de la réglementation soit transparent et ouvert : cela signifie que les Canadiens et les Canadiennes auront la possibilité d'exprimer leurs points de vue sur les règlements proposés avant l'adoption de ces derniers et avant que la Loi n'entre en vigueur, à déclarer le ministre Coderre. La publication préalable des règlements constitue une partie importante de la phase de consultation s'appliquant aux règlements. C'est la prochaine étape à franchir pour atteindre la date du 28 juin 2002 que je vise pour l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi. » Les parties intéressées ont jusqu'au 8 avril 2002 pour soumettre leurs observations sur ce second ensemble de règlements proposés, qui porte sur les saisies, les frais, les prêts, les transports et les dispositions transitoires.

Les consultations des parlementaires, des provinces, des territoires et d'autres intervenants sur les règlements proposés sont en cours depuis la publication préalable du premier ensemble de règlements, le 15 décembre 2001. Elles se poursuivront pendant la seconde période de publication préalable (30 jours). M. Coderre a souligné qu'il avait demandé au Comité permanent de la Chambre des communes sur la citoyenneté et l'immigration de présenter ses recommandations sur le premier jeu de règlements proposés d'ici le 15 mars 2002 et sur le deuxième ensemble de règlements, d'ici le 8 avril 2002.

Le premier jeu de règlements proposés se rapporte à un éventail plus vaste de sujets, notamment la sélection, l'application, les réfugiés et les dispositions transitoires relatives à la sélection. Les consultations sur cet ensemble de règlements se sont terminées le 13 février 2002. La publication préalable des règlements en deux phases permettra d'atteindre la date cible d'entrée en vigueur de la Loi, tout en facilitant l'examen de larges blocs de règlements par les parlementaires et le public.

Le Ministre a récemment annoncé des plans de modification des règlements transitoires proposés en décembre, afin de permettre à plus de travailleurs qualifiés d'être évalués, jusqu'au 1^{er} janvier 2003, selon la grille d'évaluation présentement en vigueur.



02-04

CANADA AND MANITOBA DISCUSS IMMIGRATION ISSUES AND EXPAND THE PROVINCIAL IMMIGRANT NOMINEE PROGRAM

Winnipeg, Manitoba, March 11, 2002 - Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada, and Becky Barrett, Manitoba Minister of Labour and Immigration, have agreed to expand the Provincial Nominee Program (PNP) to allow more skilled immigrants to enter the province.

"Since its inception in 1998, the agreement has clearly demonstrated its value to both the people of Manitoba and Canada," said Minister Coderre. "Minister Barrett and I have agreed to expand the number of skilled immigrants under this program from 750 to 1,000. This example of federal, provincial and territorial partnership is a key to the success of our immigration program," he said.

"Our Provincial Nominee Program is a tremendous success. Welcoming these additional skilled workers and their families further enriches our province's cultural diversity, which is one of Manitoba's great competitive advantages," said Minister Barrett. "This growth and success are due to the support we have from the federal government, the business sector, the community and the private sector."

The PNP gives Manitoba a direct hand in the identification of skilled individuals who could provide significant industrial and economic benefits to the province. Under the expanded program, Manitoba can nominate 1,000 nominees and their families to fill labour market shortages this year.

The Honourable Dr. Rey D. Pagtakhan, Minister of Veterans Affairs and MP for Winnipeg North, applauded the increase in the number of provincial nominees for Manitoba. "It is clear that Manitoba does need immigrants, and I know what a warm welcome Manitobans can offer to its newcomers, as it did for me when I came here in 1968."

Minister Coderre and Minister Barrett also talked about other immigration issues during their meeting, including the possibility of launching a pilot project in the province that would determine whether immigration could be used as a tool to help minority Francophone communities achieve their goals. As well, they explored the possibility of a federal-provincial-territorial meeting of immigration ministers.

"The program shows that a proactive, innovative strategy built on cooperation and partnership works," said Minister Barrett. "I support a meeting with my federal, provincial and territorial colleagues and sharing our experience in the near future."

For information:

Citizenship and Immigration Canada

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064
(613) 850-0141 cell

René Mercier
Press Secretary
Office of the Minister
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064

Susan Scarlett
Media Relations
Communications Branch
Citizenship and Immigration Canada
(613) 941-7035

Manitoba Ministry of Labour and Immigration

Harlan Mushumanski
Communications Officer
(204) 945-0787

For more information, visit:

Citizenship and Immigration Canada: www.cic.gc.ca

or the Manitoba Ministry of Labour and Immigration: www.immigratemanitoba.com

BACKGROUND

THE MANITOBA PROVINCIAL NOMINEE AGREEMENT

- The Provincial Nominee Agreement provides the province with a mechanism to increase the economic benefits of immigration to Manitoba, based on industrial and economic priorities and labour market conditions.
- Manitoba will nominate potential candidates who will be of significant benefit to its industrial and economic development and who will be able to establish themselves successfully in Manitoba.
- Manitoba will be entitled to nominate 1,000 provincial nominees and their accompanying family members until the end of the current agreement, to fill labour market shortages.
- Manitoba will provide recruitment plans to the Government of Canada to identify target markets and potential source countries and regions.
- The Government of Canada will ensure that candidates nominated by Manitoba meet the admissibility criteria, which include security, criminal record and medical checks, and will issue immigrant visas to provincial nominees who meet the criteria.
- Canada and Manitoba have developed a framework to carry out evaluations of the provincial nominee program.
- The agreement will remain in effect until October 2002.

FACT SHEET

THE MANITOBA PROVINCIAL NOMINEE PROGRAM

The Provincial Nominee Program has been very successful in recruiting immigrants to live and work in Manitoba. In 1999, 418 individuals from 137 families entered Manitoba through the program. In 2000, this increased to 1,088 individuals from 313 families. Provincial nominees have been approved from all regions of the world although a significant number of the arrivals are from Germany or the Philippines. The majority are married with children. It takes an average of one year from the time an individual applies under the program until that person arrives in Manitoba.

Of the Provincial Nominee Program participants recently surveyed:

- Ninety percent of those who initially came to Manitoba continue to live there.
- Seventy-seven percent plan to stay in the town or city where they are living for at least the next five years.
- About 34 percent of those who arrived before October 2001 settled outside of Winnipeg, compared to 15 percent of other recent non-program related immigrants.
- About 94 percent of principal applicants and 44 percent of adult dependants who came to Manitoba through the program are employed.
- The overall employment rate is 71 percent, similar to that of all Manitobans.
- About 60 percent are working in their intended occupations.
- At least 59 percent are working in high-demand occupations.
- The longer they live in Manitoba, the higher their employment rate.
- The employment problems most frequently reported were related to the recognition of credentials or a lack of English verbal, writing or reading skills.
- Most who have lived in Manitoba for at least a year have taken language training classes and a substantial minority have taken other occupational training courses.
- None reported receiving any social assistance payments in Manitoba.
- In the longer term, many hope to move into more highly skilled and managerial occupations or become self-employed.

- les problèmes d'emploi les plus fréquemment signalés ont trait à la reconnaissance des titres de compétences acquis à l'étranger ou à une connaissance insuffisante de l'anglais, que ce soit pour le parler, l'écrire ou le lire;
- la plupart des personnes ayant vécu au Manitoba au moins un an ont suivi des cours d'anglais et une bonne majorité ont suivi d'autres cours de formation professionnelle;
- aucun participant au programme n'a reçu de prestations d'aide sociale de la province;
- à plus long terme, bon nombre des participants espèrent obtenir un emploi dans un domaine hautement spécialisé ou un poste de direction, ou encore espèrent devenir travailleur autonome.

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

PROGRAMME DES CANDIDATS D'UNE PROVINCE - MANITOBA

Grâce au Programme des candidats d'une province, le Manitoba a pu recruter avec succès un grand nombre de nouveaux immigrants qui sont venus vivre et travailler dans la province. En 1999, 418 personnes, soit 137 familles, ont immigré au Manitoba dans le cadre du programme. En 2000, le nombre s'est élevé à 1 088 personnes, soit 313 familles. La province a approuvé des candidats venant de toutes les régions du globe, mais un bon nombre de ceux-ci sont venus de l'Allemagne et des Philippines. La majorité de ces immigrants sont mariés et ont des enfants. Il faut compter à peu près un an entre le moment où une personne présente une demande dans le cadre du programme et son arrivée au Manitoba.

Voici des chiffres recueillis au moyen d'un sondage récent auprès des participants au Programme des candidats d'une province :

- 90 % de ceux qui sont venus directement au Manitoba continuent de vivre dans la province;
- 77 % comptent rester dans la ville où ils résident actuellement durant au moins cinq ans encore;
- environ 34 % des participants venus avant octobre 2001 se sont installés à l'extérieur de Winnipeg, comparativement à 15 % dans le cas des autres immigrants;
- près de 94 % des demandeurs principaux et 44 % des adultes à leur charge venus au Manitoba dans le cadre du programme ont un emploi;
- le taux d'emploi global des participants est de 71 %, ce qui est semblable à l'ensemble de la population du Manitoba;
- environ 60 % des participants travaillent dans leur domaine professionnel;
- au moins 59 % travaillent dans des professions à forte demande de main-d'oeuvre;
- le taux d'emploi des participants augmente proportionnellement avec le temps, depuis leur arrivée au Manitoba;

NOTE D'INFORMATION

ENTENTE SUR LES CANDIDATS D'UNE PROVINCE AVEC LE MANITOBA

- L'Entente sur les candidats d'une province constitue pour le Manitoba un mécanisme lui permettant d'accroître les retombées économiques de l'immigration, compte tenu des priorités industrielles et économiques ainsi que des conditions du marché du travail.
- Le Manitoba désignera des candidats susceptibles d'apporter une contribution importante à son développement industriel et économique et de s'établir avec succès dans la province.
- Le Manitoba pourra désigner 1 000 candidats (sans compter les membres de leur famille qui les accompagnent) jusqu'à l'expiration de l'entente actuelle afin de combler les pénuries du marché du travail.
- Le Manitoba fournira au Canada des plans de recrutement pour cerner les marchés cibles ainsi que les pays et les régions sources possibles.
- Le gouvernement du Canada s'assurera que les candidats désignés par le Manitoba satisfont aux critères d'admissibilité, en procédant à des vérifications de sécurité, des antécédents criminels et de l'état de santé, et délivrera des visas d'immigrant aux candidats d'une province qui satisfont aux critères.
- Le Canada et le Manitoba ont établi ensemble un cadre visant à évaluer le programme des candidats d'une province.
- L'entente est en vigueur jusqu'en octobre 2002.

« Le programme démontre qu'une stratégie innovatrice et proactive, fondée sur la coopération et le partenariat, donne de bons résultats, a affirmé M^{me} Barrett. J'appuie l'idée d'une réunion prochaine avec mes collègues du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires pour échanger et mettre notre expérience en commun. »

-30-

Pour information :

Citoyenneté et Immigration Canada

Nicole Beauchamp
Directrice des Communications
Cabinet du ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064
(613) 850-0141 cell.

René Mercier
Secrétaire de presse
Cabinet du ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Susan Scarlett
Relations avec les médias
Direction des communications
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 941-7035

Ministère du Travail et de l'Immigration du Manitoba

Harlan Mushumanski
Agent de communications
(204) 945-0787

Vous pouvez aussi visiter le site Web de

Citoyenneté et Immigration Canada: www.cic.gc.ca

ou celui du Ministère du Travail et de l'Immigration du Manitoba: www.immigrationmanitoba.com



LE CANADA ET LE MANITOBA DISCUTENT DE QUESTIONS D'IMMIGRATION ET D'ÉLARGISSEMENT LE PROGRAMME DES CANDIDATS D'UNE PROVINCE

Winnipeg (Manitoba) le 11 mars 2002 - M. Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, et M^{me} Becky Barrett, ministre du Travail et de l'Immigration du Manitoba, ont convenu d'élargir le Programme des candidats d'une province (PCP), pour permettre à la province d'accueillir plus de travailleurs qualifiés immigrants.

« Depuis son entrée en vigueur en 1998, l'entente concernant le Programme des candidats d'une province a fait ses preuves et n'a eu que des avantages pour les gens du Manitoba et pour le Canada, a déclaré le ministre Coderre. Nous avons convenu, avec M^{me} Barrett, d'accroître de 750 à 1 000 le nombre de travailleurs qualifiés pouvant être admis en vertu du programme. De tels partenariats entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires sont essentiels au succès de notre programme d'immigration », a-t-il ajouté.

« Notre programme des candidats d'une province connaît un franc succès. Les travailleurs qualifiés et leurs familles que nous accueillons ainsi en plus grand nombre contribuent à enrichir encore davantage la diversité culturelle du Manitoba – un des atouts concurrentiels de notre province, a déclaré pour sa part la ministre Barrett. Le succès de ce programme ainsi que son élargissement sont rendus possibles grâce à l'appui que nous recevons du gouvernement fédéral, des milieux d'affaires, de la collectivité et du secteur privé. »

Le PCP permet au Manitoba de désigner des candidats susceptibles d'apporter une contribution importante au développement industriel et économique de la province. En vertu du programme élargi, la province pourra désigner et accueillir 1 000 candidats à l'immigration, accompagnés de leur famille, pour combler des pénuries de main-d'œuvre cette année.

L'honorable Rey D. Pagtakhan, ministre des Anciens combattants et député de Winnipeg Nord, s'est réjoui de l'augmentation du nombre de candidats que peut nommer la province. « Il est évident que le Manitoba a besoin d'immigrants, et je sais quel accueil chaleureux les Manitobains réservent aux nouveaux arrivants, comme ils l'ont fait pour moi, lorsque je suis arrivé en 1968. »

Les ministres Coderre et Barrett ont également examiné d'autres questions concernant l'immigration lors de leur rencontre, notamment la possibilité de lancer un projet pilote visant à déterminer si l'immigration peut être un moyen d'aider les communautés francophones en situation minoritaire à atteindre leurs objectifs. Les deux ministres ont aussi discuté de la possibilité d'une réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de l'immigration.



NEWS RELEASE

02-05

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, March 14, 2002 - The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, announced one appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal. This appointment was made in accordance with the procedures of the Ministerial Advisory Committee established in March 1995.

Ms Ruth Delisle, is appointed in Montreal as a Member of the IRB. She received her Licentiate in Laws from the *Université de Montréal*, as well as a notarial law diploma from the same institution. She was called to the Quebec Bar in 1983.

Created by Parliament under the *Immigration Act*, the IRB is an independent administrative tribunal that reports to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board has three divisions – the Convention Refugee Determination Division, the Immigration Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB hears claims to Convention refugee status made in Canada and looks after appeals, investigations and reviews of detention orders.

- 30 -

For information:

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Citizenship and Immigration Canada
Minister's Office
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

02-05

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 14 mars 2002 - Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'honorable Denis Coderre, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Section du statut de réfugiés de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal. Cette nomination a été effectuée conformément au processus du Comité consultatif ministériel, établi en mars 1995.

Mme Ruth Delisle, est donc nommée à Montréal en tant que membre à la C.I.S.R. Elle est diplômée en droit et en droit notarial de l'Université de Montréal et a été reçue au Barreau du Québec en 1983.

Créée par le Parlement en vertu de la Loi sur l'immigration, la CISR est un tribunal administratif indépendant, qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La Commission se compose de trois sections, soit Statut de réfugié au sens de la Convention, Appel de l'immigration et Arbitrage. La CISR entend les revendications des réfugiés au sens de la Convention présentées au Canada, se charge des appels, des enquêtes et de la révision des mesures de détention.

- 30 -

Renseignements :

Nicole Beauchamp
Directrice des communications
Cabinet du Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

02-07

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, March 20, 2002 – The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, announced two appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Toronto. These appointments were made in accordance with the procedures of the Ministerial Advisory Committee established in March 1995.

Mr. Keith P. Brennenstuhl, appointed in Toronto, was a member of the Ontario Bar Association, received his Bachelor of Law degree from the University of Windsor after receiving a BA in psychology from the same university. He has worked in the legal field both with large corporations and the Supreme Court of Ontario, and has been in private practice for nearly ten years.

Mr. Martin Ginsberman, appointed in Toronto, obtained a Master's degree in environmental studies from York University in Toronto and a certificate in mediation and conflict resolution from Seneca College. He worked for the Leadership Centre at Ryerson Polytechnic University and the Ontario Ministry of Municipal Affairs and Housing, where he received the Deputy Minister's Award of Excellence in 1995. He has also been involved in the Greater Toronto United Way Campaign, for the last few years.

- 30 -

For information:

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Minister's Office
Citizenship and Immigration Canada
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

02-07

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 20 mars 2002 – Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'Honorable Denis Coderre, a annoncé aujourd'hui deux nominations à la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Toronto. Ces nominations ont été effectuées conformément au processus du Comité consultatif ministériel, établi en mars 1995.

M. Keith P. Brennenstuhl, nommé à Toronto, était membre du Barreau de l'Ontario et a reçu sa licence en Droit de l'Université de Windsor, après un baccalauréat en Psychologie de la même université. Il a œuvré dans le domaine légal tant au niveau de quelques grandes corporations qu'à la Cour suprême de l'Ontario. Depuis près de dix ans, il est en pratique privée.

M. Martin Ginsberman, nommé à Toronto, a obtenu sa maîtrise en études environnementales de l'Université York de Toronto et un Certificat en médiation et résolution de conflit du Collège Seneca. Il a œuvré notamment au Centre de leadership de l'Université polytechnique Ryerson et au ministère ontarien des Affaires municipales et de l'Habitation, où il a reçu le Prix d'excellence du sous-ministre en 1995. Au cours des dernières années, il s'est également impliqué dans la campagne Centraide du Grand Toronto.

- 30 -

Renseignements :

Nicole Beauchamp
Directrice des communications
Cabinet du Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

02-08

REINSTATEMENT OF REMOVALS TO ALGERIA

MONTREAL - Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today announced that Canada is returning to its normal practice of removing to Algeria people who are not admissible to Canada. The decision flows from a thorough review of the country conditions and consultations with a number of stakeholders.

This decision affects Algerian nationals who sought to remain in Canada but whose applications, after thorough individual review, have been turned down. It will not result in mass removals, but will focus on people who have exhausted all avenues of appeal and can now be removed.

"The decision announced today," the Minister emphasized, "provides strong support to the integrity of the immigration and refugee programs. We will now ensure the timely removal of people inadmissible to Canada without putting them at undue risk in their home country. This decision reflects our assessment that there is no risk to citizens of Algeria who are removed after a full review of their case. We continued to remove serious criminals and security cases during the period in which a temporary suspension on removals was in place."

Minister Coderre emphasized that the Government of Canada "is committed to upholding the law, and removal is an important component of the immigration law. We trust that individuals subject to removal will obey the law and cooperate with the proper immigration authorities."

-30-

FOR INFORMATION (media only)

Office of the Minister of Citizenship and Immigration (613) 954-1064

René Mercier, Press Secretary
Cell: (613) 299-9027

Nicole Beauchamp, Director of Communications

Visit our Internet site: www.ci.gc.ca

BACKGROUND

Suspending and Reinstating Removals to Countries in Crisis

The temporary suspension of removals is a process that allows for the interruption of deportations to a country when the general conditions there seriously endanger the lives or safety of the general population.

In principle, Canada removes all people not admissible to our country. However, conditions of war, extreme civil strife or environmental disaster, for example, could warrant a suspension of removals to certain countries. The decision to suspend removals is made by the Minister and is based on a recommendation from the Department.

The temporary suspension of removals does not apply to individuals with serious criminal records, those deemed to be serious security risks, war criminals, or individuals who committed crimes against humanity. These individuals continue to be removed.

CIC carried out these reviews of country conditions in consultation with other federal departments. Views were also sought from a number of stakeholders, including the Canadian Council for Refugees, the United Nations High Commissioner for Refugees, Amnesty International and others. The following factors were taken into account:

- whether the general situation had improved significantly;
- whether violence had become localized and cities were generally safe;
- whether risk factors were individualized or violence remained generalized in the country;
- whether the government controlled the whole territory; and
- whether civilians were targeted by the army or other armed groups.

Individuals facing removal from Canada will continue to benefit from due process under Canadian law and will continue to have access to the following safeguards:

- the opportunity to seek protection as Convention refugees (based on a well-founded fear of persecution);
- the opportunity to seek a review of other personal risks they may face as refused refugee claimants if returned (under the Post-determination Refugee Claimants in Canada Class); and
- the opportunity to apply to remain in Canada on humanitarian and compassionate grounds.

DOCUMENT D'INFORMATION

La suspension et le rétablissement des renvois dans les pays en crise

La suspension temporaire des renvois est un processus qui permet de suspendre les renvois dans un pays lorsque les conditions qui y règnent mettent sérieusement en danger la vie ou la sécurité de la population en général.

En principe, le Canada renvoie toutes les personnes considérées comme non admissibles. Cependant, des situations de guerre, des conflits civils extrêmes ou une catastrophe naturelle pourraient justifier la suspension des renvois dans certains pays. C'est le ministre qui décide de suspendre les renvois en fonction d'une recommandation des responsables du Ministère.

La suspension temporaire des renvois ne s'applique pas lorsque l'individu a un lourd casier judiciaire, qu'il est réputé constituer un risque grave pour la sécurité, qu'il est un criminel de guerre ou qu'il a commis des crimes contre l'humanité. Ces personnes continuent d'être renvoyées.

CIC a procédé aux études des conditions qui règnent dans ces pays en collaboration avec d'autres ministères fédéraux. Les points de vue d'un certain nombre d'intervenants ont également été sollicités, dont ceux du Conseil canadien pour les réfugiés, du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, d'Amnistie internationale ainsi que d'autres parties intéressées. Voici certains facteurs pris en considération :

- Si la situation générale s'est beaucoup améliorée;
- Si la violence a été localisée et si les villes sont généralement sûres;
- Si les facteurs de risque sont individualisés ou si la violence est toujours généralisée dans le pays;
- Si le gouvernement contrôle tout le territoire;
- Si les civils sont visés par l'armée et/ou par d'autres groupes armés.

Les individus qui font l'objet d'une mesure de renvoi du Canada auront quand même droit à l'application régulière de la loi canadienne. Ils ont droit aux mesures de protection suivantes :

- Ils peuvent demander la protection à titre de réfugié au sens de la Convention (s'ils craignent avec raison d'être persécutés);
- Ils peuvent demander l'examen des autres risques auxquels ils pourraient être exposés si on leur refuse le statut de réfugié et qu'on les renvoie (en vertu de la catégorie des demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada);
- Ils peuvent présenter une demande pour demeurer au Canada basée sur des considérations humanitaires.

COMMUNIQUE

02-08

RÉTABLISSEMENT DES RENVOIS EN ALGÉRIE

MONTREAL -- Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, a annoncé aujourd'hui que le Canada va reprendre sa pratique habituelle de renvoyer en Algérie les personnes qui ne sont pas admissibles au Canada. Cette décision a été prise à la suite d'une étude approfondie des conditions qui règnent dans ce pays et après consultation d'un certain nombre d'intervenants. Cette décision touche les ressortissants algériens qui voulaient demeurer au Canada, mais dont la demande, après une évaluation exhaustive, a été refusée. Cette décision n'aura pas pour conséquence des renvois par milliers, mais visera plutôt ceux qui ont épuisé toutes les voies d'appel et peuvent maintenant être renvoyés.

« La décision annoncée aujourd'hui, a précisé le Ministre, appuie fortement l'intégrité des programmes d'immigration et de protection des réfugiés. Nous veillerons à ce que les personnes non admissibles au Canada soient renvoyées rapidement tout en sachant qu'elles ne courent pas un trop grand risque dans leur pays d'origine. Cette décision reflète les conclusions de notre évaluation selon lesquelles les citoyens algériens ne courent aucun risque en étant renvoyés dans leur pays. Nous avons cependant continué de renvoyer les grands criminels et les individus constituant un risque pour la sécurité même si les renvois dans ces pays étaient suspendus temporairement. »

Le ministre Coderre a souligné que le gouvernement du Canada « (...) s'engage à faire observer la loi, et le renvoi est une importante composante de la *Loi sur l'immigration*. Nous espérons que les individus visés par une mesure de renvoi se conformeront à la loi et collaboreront avec les autorités de l'Immigration concernées. »

-30-

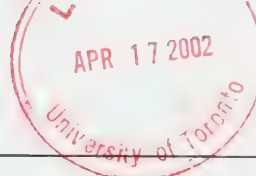
POUR PLUS D'INFORMATION (Médias seulement)

Cabinet du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (613) 954-1064

René Mercier, attaché de presse
Cellulaire : (613) 299-9027

Nicole Beauchamp, directrice des communications

Nous sommes également sur Internet : www.cic.gc.ca



NEWS RELEASE

02-09

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION MINISTER DENIS CODERRE DISCUSSES IMMIGRATION ISSUES WITH THE PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA

OTTAWA, April, 8, 2002 -- The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, held a successful meeting last Thursday in Vancouver, British Columbia, with his immigration counterpart the Honourable George Abbott, Minister of Community, Aboriginal and Women's Services.

"Mr. Abbott and I discussed a range of immigration issues that are important to both the province of British Columbia and to the rest of Canada," said Minister Coderre. "Mr. Abbott expressed interest in taking these discussions further and indicated he would support a federal-provincial-territorial conference sometime later this year."

At recent meetings, Minister Coderre noted that several other provincial ministers have also said they would welcome such a conference.

"As I visit my provincial and territorial counterparts across the country, I hear a clear and strong message--that immigration is about partnership, about the Government working closely with the provinces and territories to ensure that the benefits that immigration brings are distributed more evenly throughout Canada. I invite provinces and territories to make their strategic for immigration known, and this will form the basis of the federal-provincial-territorial immigration conference."

Since January, Minister Coderre has held discussions with his provincial and territorial counterparts from Alberta, British Columbia, Manitoba and Newfoundland-Labrador, and stakeholders in Calgary, Edmonton, Vancouver and Winnipeg. This is part of a pan-Canadian tour the Minister is undertaking to help the Government develop strategic regional programs so that by building on existing federal-provincial agreements and partnerships each province and territory can better fulfil its immigration needs and Canada can continue to prosper economically and culturally.

On these visits, the Minister also met with Citizenship and Immigration Canada staff and discussed a number of topics, including the new *Immigration and Refugee Protection Act*.

-30-

For more information, media only:

Nicole Beauchamp, Director of Communications
Office of the Minister, (613) 954-1064
Cell: (613) 850-0141

René Mercier, Press Secretary
Cell: (613) 299-9027

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca

Canada



COMMUNIQUÉ

02-09

DENIS CODERRE, MINISTRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION, ABORDE LES QUESTIONS D'IMMIGRATION AVEC LA PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

OTTAWA, le 8 avril 2002 -- L'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, s'est entretenu jeudi dernier, à Vancouver, avec son homologue de l'Immigration, l'honorable George Abbott, ministre des Services aux communautés, aux autochtones et aux femmes de la Colombie-Britannique. L'entretien a été qualifié de succès.

« Monsieur Abbott et moi avons abordé une série de questions relatives à l'immigration, des questions importantes tant pour la Colombie-Britannique que pour le reste du Canada, a déclaré le ministre Coderre. Monsieur Abbott s'est dit intéressé à poursuivre ces discussions et a indiqué qu'il appuierait la tenue d'une conférence fédérale, provinciale et territoriale, dans le courant de l'année. »

Lors de récentes rencontres, Monsieur Coderre a noté que d'autres ministres provinciaux souhaitaient également la tenue d'une telle conférence.

« Les visites que j'ai rendues à mes homologues provinciaux et territoriaux à travers le pays, m'ont permis de comprendre clairement que l'immigration signifie *partenariat, étroite collaboration gouvernementale avec les provinces et les territoires*, afin de veiller à ce que l'immigration profite de façon plus égale à tout le Canada. J'invite les provinces et les territoires à me faire connaître leurs priorités stratégiques en matière d'immigration, car cela constituera le fond de la conférence fédérale, provinciale et territoriale sur l'immigration. »

Depuis janvier, Monsieur Coderre s'est entretenu avec ses homologues des provinces et des territoires – l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba et Terre-Neuve-Labrador – ainsi qu'avec des intervenants à Calgary, à Edmonton, à Vancouver et à Winnipeg. Ces rencontres s'inscrivent dans une tournée nationale que le Ministre a entamée afin que le gouvernement puisse mettre au point des programmes stratégiques régionaux. Ainsi, grâce aux ententes et aux partenariats fédéraux-provinciaux existants, chaque province ou territoire pourra mieux remplir ses besoins en immigration, tandis que le Canada maintiendra sa prospérité économique et culturelle.

À l'occasion de ces visites, le Ministre a également rencontré le personnel de Citoyenneté et Immigration Canada et a abordé un certain nombre de sujets, notamment la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

-30-

Pour plus de renseignements, médias seulement :

Nicole Beauchamp, directrice des communications
Cabinet du Ministre, (613) 954-1064
Cellulaire : (613) 850-0141

René Mercier, attaché de presse
Cellulaire : (613) 299-9027

Nous sommes également sur Internet : www.cic.gc.ca



NEWS RELEASE

02-10

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, APRIL 11, 2002 – The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, today announced two appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Toronto. These appointments were made in accordance with the procedures of the Ministerial Advisory Committee established in March 1995.

Marcelle-Renée Bourassa is designated as Deputy Chairperson of the Immigration Appeal Division, IRB. Before her appointment to the Board in 1994, she had a law practice that concentrated in the areas of administrative law and civil litigation including: Government Regulation, Transportation, Customs, Immigration, Environmental and Family Law. She is a former law clerk to the Chief Justice of the High Court of Ontario. She holds a B.Sc. from the University of Toronto and a LLB from the Université de Moncton in New Brunswick. Her appointment as Deputy Chairperson will come into effect on September 1, 2002.

Minister Coderre paid a special tribute to the achievements of the outgoing Deputy Chairperson of the Immigration Appeal Division (IAD), **Ms. Nancy Goodman** whose term of office will conclude August 31, 2002. As Deputy Chairperson of the IAD since 1994, Ms. Goodman contributed significantly to the development and implementation of several programs designed to improve the efficiency of the Division, and played a strong and vital role in the national management of the IRB. "It is thanks to people like Ms. Goodman that the Board has been able to grow and reach its objectives, despite the pressures on the system by both the sheer number of cases brought to the attention of the IRB, and the complexity of many of these cases", said Minister Coderre.

Lewis T. Chan is designated as Assistant Deputy Chairperson of the Convention Refugee Determination Division at the Toronto regional office of the IRB, where he was first appointed in 1994. Mr. Chan practiced immigration law, is past President of the Canadian Ethnocultural Council, and has extensive voluntary service among community and governmental agencies. Mr. Chan is proficient in English, French and Chinese (Mandarin, Cantonese, Toishanese). He was appointed to the Immigration and Refugee Board in 1994. His appointment as Deputy Chairperson comes into effect immediately.

- 30 -

For more information, media only:

Nicole Beauchamp, Director of Communications
Office of the Minister, (613) 954-1064
Cell: (613) 850-0141



Visit our Internet site: www.cic.gc.ca

Canada



COMMUNIQUÉ

02-10

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 11 avril 2002 – Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'honorable Denis Coderre, a annoncé aujourd'hui deux nominations à la Commission de l'Immigration et du statut de réfugié (CISR) à Toronto. Ces nominations ont été effectuées conformément au processus du Comité consultatif ministériel, établi en mars 1995.

Marcelle Renée Bourassa est nommée vice-présidente de la Section d'appel de l'immigration de la CISR. Avant sa nomination à la CISR en 1994, elle était juriste praticienne spécialisée en droit administratif et en contentieux des affaires civiles, notamment les règlements gouvernementaux, les transports, les douanes, l'immigration, l'environnement et la famille. Elle a été assistante juridique du juge en chef de la Haute Cour de justice de l'Ontario. Elle est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université de Toronto et d'un baccalauréat en droit de l'Université de Moncton (Nouveau-Brunswick). Sa nomination à titre de vice-présidente sera effective le 1^{er} septembre 2002.

Le ministre Coderre a voulu rendre un hommage spécial à la vice-présidente sortante de la Section d'appel de l'immigration (SAI) qui terminera son mandat le 31 août 2002, **Nancy Goodman**. À ce titre, elle a grandement contribué à la mise en œuvre de plusieurs programmes visant à accroître l'efficacité de la Section, tout comme elle a joué un rôle important et vital dans la gestion nationale de la Commission. "C'est grâce à des personnes comme M^{me} Goodman que la Commission a pu se développer et atteindre ses objectifs, au fil des ans, en dépit des pressions exercées tant par le nombre croissant des cas portés à l'attention de la CISR que par la complexité de plusieurs de ces cas", a noté M. Coderre.

Lewis T. Chan est nommé vice-président adjoint à la Section du statut de réfugié de la CISR, au bureau régional de Toronto. Avant d'être nommé à la CISR en 1994, il était juriste praticien en droit de l'immigration. Ancien président du Conseil ethnoculturel du Canada, il possède une vaste expérience comme bénévole auprès d'organismes communautaires et gouvernementaux. M. Chan parle couramment l'anglais, le français et le chinois (mandarin, cantonais et toishanais). Sa nomination à titre de vice-président adjoint prend effet immédiatement.

- 30 -

Pour plus de renseignements, médias seulement :

Nicole Beauchamp, directrice des communications

Cabinet du Ministre, (613) 954-1064

Cellulaire : (613) 850-0141

Nous sommes également sur Internet : www.cic.gc.ca

Canada



NEWS RELEASE

02-11

MORE THAN 250,000 NEW PERMANENT RESIDENTS IN 2001

OTTAWA, April 17, 2002 -- The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, today announced that 250,386 immigrants had come to Canada in 2001.

"The success of Canada's immigration and refugee program is more than numbers. Immigration is about the people who come to this country to contribute to our economy, to join their families or to start a new life free from persecution. Most of these newcomers will eventually become Canadian citizens to complete the journey they started last year," said Minister Coderre.

The number of newcomers who were landed in Canada in 2001 exceeded the target set for the year by 25,386. The significant increase in landings is the result of an investment from the 2000 federal budget for temporary additional resources to reduce inventories of applications at missions overseas.

"The release of the 2001 census data provided a timely reminder that Canada needs immigrants if it is to continue to grow and prosper," said the Minister. "Immigration has always been a key factor in building our country and will continue to play an important role in strengthening our economy, society and cultural diversity." By 2011, newcomers to Canada will likely account for all of the country's labour force growth. By 2026, it is anticipated that Canada's population will grow solely through the arrival of immigrants.

This year's target ranges from 210,000 to 235,000 new permanent residents. While the government remains committed to increasing the target to one percent of Canada's population over the long term, this will depend on the country's ability and available resources to integrate newcomers. Immigration levels are set after careful consideration of Canada's needs and resources and in consultation with provincial and territorial partners.

-30-

For more information (media only)

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064 or (613) 850-0141

Susan Scarlett
Media Relations
(613) 941-7035

René Mercier, Press Secretary
Office of the Minister (613) 954-1064

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca

Canada



BACKGROUNDER

2001 LANDINGS

Immigrant Category	2001
Skilled Workers and Dependants	137,112
Business	14,580
Provincial/Territorial Nominees	1,274
Spouses, Fiancés and Children	45,433
Parents and Grandparents	21,276
Other	2,829
- Live-in Caregiver Program	
- Special Categories	
Total Immigrants	222,504
Refugee Category	
Government-assisted	7,321
Privately Sponsored	3,560
Refugees Landed in Canada	11,886
Dependants Abroad of in-Canada Refugees	3,746
Total Refugees	26,513
Kosovo Refugees	1,369
Total Immigrants and Refugees	250,386

- 250,386 people came to Canada in 2001, which reflects a 10% increase over the 227,327 people who came in 2000.
- Target levels for 2001 were set at 200,000 to 225,000 immigrants. Citizenship and Immigration was able to bring in more immigrants than initially estimated because of temporary additional resources allocated from the 2000 federal budget to assist missions abroad in reducing inventories.
- Of the 250,386 people who came to Canada, 61% were economic immigrants, 27% were family class immigrants, 11% were refugees and 1% were from other categories.
- 134,118 people, or 54% of the total number of immigrants and refugees, came from 10 countries: China (40,282), India (27,899), Pakistan (15,342), Philippines (12,884), Korea (9,613), United States (5,920), Iran (5,726), Romania (5,586), Sri Lanka (5,517) and Great Britain (5,349).
- As part of the application process, immigrants are asked where they plan to settle in Canada. The following is a breakdown of the number of newcomers and their intended province or territory of destination as they reported it to CIC.

Province/Territory	Number of Immigrants/ Refugees
Ontario	148,534
Quebec	37,503
British Columbia	38,301
Alberta	16,361
Manitoba	4,576
Nova Scotia	1,711
Saskatchewan	1,701
New Brunswick	802
Newfoundland/Labrador	402
Prince Edward Island	135
Northwest Territories	94
Yukon	70
Nunavut	12
Not stated	184
Total	250,386

- Most provinces have entered into provincial nominee agreements that allow them to recruit each year an agreed number of economic immigrants based on their particular economic priorities. These agreements are one way for the provinces to increase their share of immigrants. Under the Canada-Quebec Accord, Quebec has exclusive selection responsibility for all independent immigrants and refugees abroad who are destined for Quebec.
- To learn more about Citizenship and Immigration's annual immigration plans, visit the Department's Web site at www.cic.gc.ca and look under Publications.

- À un certain moment du processus, les immigrants doivent indiquer la province où ils ont l'intention de s'établir en arrivant au Canada. Nous avons compilé le nombre de nouveaux arrivants et leur province ou territoire de destination prévu, selon ce qu'ils ont indiqué à CIC :

Province/Territoire	Nombre d'immigrants/réfugiés		
Ontario	148 534		
Québec	37 503		
Colombie-Britannique	38 301		
Alberta	16 361		
Manitoba	4 576		
Nouvelle-Écosse	1 711		
Saskatchewan	1 701		
Nouveau-Brunswick	802		
Terre-Neuve-Labrador	402		
Ile-du-Prince-Édouard	135		
Territoires du Nord-Ouest	94		
Yukon	70		
Nunavut	12		
Indéterminé	184		
Total	250 386		

- La plupart des provinces ont signé des ententes sur les candidats des provinces, qui leur permettent de recruter chaque année un nombre convenu d'immigrants de la composante économique en fonction de leurs priorités économiques respectives. Les ententes sur les candidats des provinces constituent un moyen pour ces dernières d'augmenter le nombre d'immigrants qui viennent s'y installer. Aux termes de l'Accord Canada-Québec, le Québec est seul responsable de la sélection de tous les immigrants indépendants et des réfugiés à l'étranger dont la destination est le Québec.
- Pour en savoir plus sur les plans annuels d'immigration de Citoyenneté et Immigration, visitez le site Web du Ministère à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca et cliquez sur Publications.

DOCUMENT D'INFORMATION

NOMBRE DE PERSONNES ADMISES EN 2001

2001	Catégories d'immigrants	
137 112	Travailleurs qualifiés et personnes à charge	
14 580	Gens d'affaires	
1 274	Candidats des provinces/territoires	
45 433	Conjoints, fiancés et enfants	
21 276	Parents et grands-parents	
2 829	Autres	
	- Programme concernant les aides familiaux	
	- résidents	
	- Catégories spéciales	
222 504	Total des immigrants	
	Catégories de réfugiés	
7 321	Parrainés par le gouvernement	
3 560	Parrainés par le secteur privé	
11 886	Réfugiés reconnus comme tels au Canada	
3 746	Personnes à charge à l'étranger des réfugiés	
	reconnus comme tels au Canada	
26 513	Total des réfugiés	
1 369	Réfugiés du Kosovo	
250 386	Total des immigrants et réfugiés	

- En 2001, le nombre total de personnes admises au Canada s'élève à 250 386 contre 227 327 en 2000, soit une hausse de 10 %.
- Les niveaux d'immigration prévus pour 2001 se situaient entre 200 000 et 225 000 immigrants. Citoyenneté et Immigration Canada a dépassé cet objectif grâce à des ressources additionnelles temporaires tirées du budget fédéral de 2000 pour aider les bureaux à l'étranger à réduire la grande quantité de cas non traités.
- Des 250 386 personnes admises au Canada, 61 % faisaient partie de la catégorie économique, 27 % de la catégorie de la famille, 11 % étaient des réfugiés et 1 % d'autres catégories.
- Sur le total d'immigrants et de réfugiés admis, 134 118 personnes (ou 54 %) provenaient de dix principaux pays : Chine (40 282), Inde (27 899), Pakistan (15 342), Philippines (12 884), Corée (9 613), États-Unis (5 920), Iran (5 726), Roumanie (5 586), Sri Lanka (5 517) et Grande-Bretagne (5 349).

COMMUNIQUÉ

02-11

PLUS DE 250 000 NOUVEAUX RÉSIDENTS PERMANENTS EN 2001

OTTAWA, le 17 avril 2002 -- L'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que 250 386 immigrants ont été admis au Canada en 2001.

« Le succès des programmes d'immigration et de protection des réfugiés du Canada ne se mesure pas seulement en chiffres. L'immigration, ce sont les gens qui viennent dans notre pays pour contribuer à notre économie, pour retrouver leur famille ou pour commencer une nouvelle vie, exempté de persécution. La plupart de ces nouveaux arrivants deviendront un jour des citoyens canadiens, fin logique du pépèle qu'ils ont amorcé l'année dernière », a dit le ministre Coderre.

Le nombre de nouveaux résidents qui ont été admis au Canada en 2001 a dépassé de 25 386 l'objectif prévu. La hausse importante du total des immigrants admis est attribuable à des ressources additionnelles temporaires tirées du budget fédéral de 2000 et destinées à réduire le nombre de dossiers non traités dans les bureaux à l'étranger.

« Les résultats du recensement de 2001 nous ont rappelé que le Canada a besoin d'immigrants pour continuer à se développer et à prospérer, a dit le Ministre. Depuis toujours, l'immigration a aidé à bâtir notre pays, et elle continuera à jouer un rôle important pour fortifier notre économie, notre société et notre diversité culturelle ». D'ici 2011, la croissance de la main-d'œuvre dépendra probablement uniquement de l'immigration. D'ici 2026, nous prévoyons que la population du Canada augmentera seulement grâce à l'arrivée d'immigrants.

Cette année, nous comptons admettre entre 210 000 et 235 000 nouveaux résidents permanents. Même si le gouvernement demeure résolu, à long terme, à hausser cet objectif à 1 % de la population du Canada, cela dépendra de la capacité du pays à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants et des ressources disponibles pour ce faire. Les niveaux d'immigration sont fixés après un examen minutieux des besoins et des ressources du Canada et après consultation des partenaires provinciaux et territoriaux.

-30-

Pour plus d'information (médias seulement)

Nicole Beauchamp
Directrice des communications
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064 ou (613) 850-0141
René Mercier, attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064
Susan Scarlett
Relations avec les médias
(613) 941-7035

Nous sommes également sur Internet : www.cic.gc.ca

Canada



NEWS RELEASE

02-12

IMPLEMENTATION OF REFUGEE APPEAL DIVISION DELAYED

Ottawa, April 29, 2002 - The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today announced that the implementation of the Refugee Appeal Division (RAD) of the Immigration and Refugee Board (IRB) is being delayed. As part of the new *Immigration and Refugee Protection Act*, the RAD was to be instituted on June 28, 2002, on the date when the new Act comes into force.

“The Canadian refugee determination system is facing an unprecedented increase in refugee claims. The number of claims almost doubled over the last three years, with the most dramatic increase in 2001. Because of the pressures on the system, we are delaying the creation of the Refugee Appeal Division within the IRB and focusing first on current challenges, namely, implementing other aspects of the Act while reducing the inventory and processing times,” said Minister Coderre.

The refugee determination system is working and is fair. Canada’s humanitarian tradition of offering protection to those in genuine need is recognized worldwide. The Refugee Appeal Division would provide failed refugee claimants with the right to a paper appeal of a negative decision from the IRB. However, even without the RAD, unsuccessful refugee claimants have the right to apply for judicial review to the Federal Court, Trial Division, with permission. Those who feel they will be at risk if they return to their country of origin can apply for a Pre-removal Risk Assessment before they are removed. They have the right to remain in Canada during these proceedings.

“The Government of Canada remains committed to an efficient and fair refugee determination system. The IRB will take all available measures to ensure that claimants continue to be assessed fairly, effectively and in a consistent manner. Over the next year, the impact of delaying the RAD will be monitored and assessed, after which any measures deemed necessary will be taken,” said Minister Coderre.

- 30 -

For information:

Nicole Beauchamp, Director of Communications
Office of the Minister, (613) 954-1064
or (613) 850-0141

Dominique Forget, IRB
Manager, Media Relations and Parliamentary
Affairs
(613) 947-0803

René Mercier, Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Giovanna Gatti, CIC
Media Relations
(613) 941-7040

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca



COMMUNIQUÉ

02-12

LA MISE SUR PIED DE LA SECTION D'APPEL DES RÉFUGIÉS EST RETARDÉE

Ottawa, le 29 avril 2002 - L'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que la mise sur pied de la Section d'appel des réfugiés (SAR) de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) est retardée. Créée par la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, la SAR devait être instaurée le 28 juin 2002, à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle Loi.

« Le système de détermination du statut de réfugié du Canada doit traiter un nombre sans précédent de demandes d'asile. Leur nombre a presque doublé au cours des trois dernières années, avec une augmentation particulièrement importante en 2001. En raison de la surcharge du système, nous retardons la mise sur pied de la Section d'appel des réfugiés au sein de la CISR pour nous consacrer aux défis plus immédiats, à savoir mettre en œuvre d'autres éléments de la Loi tout en réduisant le volume de demandes en instance et en raccourcissant les délais de traitement », a déclaré le ministre Coderre.

Le système de détermination du statut de réfugié fonctionne bien, et il est équitable. La tradition humanitaire du Canada envers ceux qui ont réellement besoin de protection est reconnue dans le monde entier. La Section d'appel des réfugiés donnerait aux demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée par la CISR, un droit d'appel, avec instruction sur dossier. Toutefois, même sans la SAR, les demandeurs déboutés ont droit à un contrôle judiciaire par la Section de première instance de la Cour fédérale, après avoir obtenu de cette dernière l'autorisation d'interjeter appel. Ceux qui craignent de courir un danger s'ils retournent dans leur pays d'origine peuvent demander à bénéficier d'un examen des risques avant renvoi (ERAR). Les demandeurs déboutés ont le droit de rester au Canada tant qu'une décision n'a pas été rendue.

« Le gouvernement du Canada demeure résolu à mettre en place un système de détermination du statut de réfugié qui soit efficace et équitable. La CISR prendra toutes les mesures à sa disposition pour que les demandes d'asile soient examinées de manière juste, efficace et uniforme. Tout au long de la prochaine année, nous évaluerons les répercussions du report de la mise en œuvre de la SAR; au besoin, nous prendrons ensuite les mesures qui s'imposent », a déclaré le ministre Coderre.

- 30 -

Pour renseignements :

Nicole Beauchamp, directrice des communications
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064 ou (613) 850-0141

René Mercier, attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Dominique Forget, CISR
Gestionnaire, Relations avec les médias et affaires
parlementaires
(613) 947-0803

Giovanna Gatti, CIC
Relations avec les médias
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Canada



NEWS RELEASE

02-13

CODERRE TABLES ANNUAL REPORT ON MINISTER'S PERMITS

OTTAWA, April 30, 2002 - The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, today tabled in the House of Commons the Annual Report to Parliament on Minister's Permits issued in 2001. The number of permits remained stable at 3,994 for the year, five more than were issued in 2000.

Minister's permits are issued by the Minister or delegated officers to people wishing to come to or remain in Canada but who are inadmissible for technical, medical or criminal reasons. The permits are valid for limited periods of time and can be revoked at any time.

"The permits give us the flexibility to respond to people in exceptional circumstances," the Minister said. "That being said, the health, safety and security of Canadians remain our top priority. We carefully consider any risk to Canadians before issuing a permit."

There are a number of safeguards in place that govern the granting of these permits. In medical cases, a medical officer assesses the person's condition and consults provincial health authorities. In criminal cases, officers review criminal records, local police referrals and statements from the applicant and must conclude that it is unlikely that the person will commit an offence while in Canada.

Of the 3,994 permits, clearly none were issued to people who could constitute a danger to the public. Almost half of the permits—1,916—were issued to overcome technical reasons, such as the lack of a visitor visa. Six percent of the permits were issued to people who would have otherwise been refused entry for medical reasons. Sixty-seven percent of the 1,829 permits for criminality were issued to people who committed less serious crimes. Most of the permits issued to past serious criminals went to residents of the United States seeking temporary entry into Canada for employment or business, tourism or travelling to and from Alaska. Minister Coderre stated that "Clearly again, the key factor in issuing such permits is the security of Canadians and as such, none of these people presented a danger to the Canadian public."

Security-related cases increased from 15 in 2000 to 24 in 2001. In keeping with Canada's commitment to promoting stability in the Federal Republic of Yugoslavia, eight permits were issued to members of the former Yugoslavian government. Another eight permits were issued to individuals and government representatives from Northern Ireland who support the peace process there to allow them to participate in meetings or to attend public functions as invited guests.

"Caution and discretion are exercised when issuing these permits. Individuals must demonstrate that there is a compelling reason for them to enter Canada and each case is reviewed thoroughly before a person is allowed into the country," said the Minister.

MAY 8 2002

Canada

Under the new *Immigration and Refugee Protection Act*, Minister's permits will be included in the new Temporary Resident Permit. While the same health and security measures will remain when issuing this new permit, the change will improve the Department's ability to manage and control access to Canada in special circumstances. As with the current Minister's permits, the Department will continue to report annually to Parliament on the use of the Temporary Resident Permit.

-30-

For more information (media only):

Nicole Beauchamp
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064 or (613) 850-0141

Susan Scarlett
Media Relations
(613) 941-7035

René Mercier
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca

FACT SHEET

MINISTER'S PERMITS

The Minister of Citizenship and Immigration Canada, or a delegated officer, may allow an inadmissible person to enter Canada by issuing a written permit. The permits are issued for short periods of time and can be revoked at any time.

Minister's permits provide the flexibility to respond to compelling situations where a person should be admitted to Canada despite a statutory barrier. Such situations might include the following:

- Facilitating family reunification
- Protecting refugees
- Bringing in highly skilled workers
- Admitting individuals to participate in a trial
- Allowing individuals into Canada for medical treatment not available in their home countries and for which they must pay

The health, safety and security of Canadians are primary considerations when issuing a Minister's permit. Decisions to allow inadmissible people into Canada are not made lightly. A permit is issued only after all factors have been weighed and the risk to Canadians is determined to be minimal.

Some statistics

- 3,994 permits were issued in 2001. This number is similar to the 3,989 permits that were issued in 2000.
- 1,916 permits were issued to people who could not enter Canada for technical reasons, such as the lack of a visitor visa. Technical inadmissibility accounted for almost half of the permits issued.
- 225 permits were issued to people inadmissible for medical reasons. Often, these people are spouses, children or other close family members of Canadian citizens or permanent residents. A permit is issued only after a medical officer assesses the person's condition and consults with the provincial health authorities where applicable.
- 1,829 permits were issued to people with criminal convictions of varying degrees of severity. Decisions to allow them into Canada are made after a thorough review of criminal records, referrals from local police and statements by the applicants. For a permit to be issued, evidence must show that the person has not committed a recent offence or is unlikely to commit an offence while in Canada and that the reason for entering Canada is compelling.
- 24 permits were issued in security-related cases. Checks with partner agencies such as CSIS and the RCMP are conducted before a permit is issued.

For a copy of the full report, visit the Department's Web site at www.cic.gc.ca and click on Publications.

BACKGROUND

EXAMPLES OF CASES WHERE MINISTER'S PERMITS WERE ISSUED

Medical inadmissibility (Section 19(1)(a) of the *Immigration Act*)

Temporary admission for medical treatment

- An eight-year-old girl needed surgery that was not available in her homeland. The child and her father were admitted to Canada under a Minister's permit so that she could have the surgery in Canada. Her medical costs were covered by a private fund. The permit allowed the girl and her father to stay in Canada for three months so that she could have sufficient time to prepare for the surgery and recover before returning home.

Family reunification

- A man married to a Canadian citizen was inadmissible to Canada because he was an organ transplant recipient. A one-year permit was issued so that he could come to Canada to be with his wife. He is now working as a consultant for the industrial development of a region in Canada and has applied to become a permanent resident.

Non-compliance with requirements (Section 19(2)(d) of the *Immigration Act*)

Urgent protection

- A Minister's permit was issued to a woman to allow her to come to Canada under the Women at Risk program. She was a witness in criminal proceedings and required urgent protection. The permit was issued to allow her to come to Canada through an accelerated process.

Humanitarian and compassionate grounds

- Two children were orphaned in their homeland after their mother died in 2000 and their father died in 2001. The children had no relatives to care for them in their country, so they were issued Minister's permits to allow them to come to Canada to live with their aunt. The aunt, a permanent resident, is now in the process of sponsoring her nieces.

Criminal inadmissibility (Section 19(1)(c) of the *Immigration Act*)

Employment-related

- More than 20 years ago, a man was convicted of breaking and entering with intent, theft, and carrying a concealed weapon. The Minister's permit allowed him to come to Canada for five weeks to play a key role in a project that involved several Canadians.

Family obligations

- Over 15 years ago, a man was convicted of burglary and failure to comply. Since that time, he has not committed any other crimes. He required a Minister's permit to enter Canada to attend the funeral of a family member. The permit granted was valid for one day.

Non-admissibilité pour des raisons de criminalité (Alinéa 19(1)c) de la Loi sur l'immigration)

Raisons professionnelles

- Il y a plus de 20 ans, un homme a été reconnu coupable d'introduction par effraction dans un dessein criminel, de vol et de possession illégale d'arme. Grâce au permis ministériel, il a pu venir au Canada pendant cinq semaines et jouer un rôle clé dans le cadre d'un projet auquel participaient plusieurs Canadiens.

Obligations familiales

- Il y a plus de quinze ans, un homme a été reconnu coupable de cambriolage et de non-conformité. Depuis, il n'a commis aucun autre crime. Il avait besoin d'un permis ministériel pour pouvoir entrer au Canada et assister aux funérailles d'un membre de sa famille. Le permis qui lui a été délivré était valide pour une journée.

DOCUMENT D'INFORMATION

EXEMPLES DE CAS OÙ UN PERMIS MINISTÉRIEL A ÉTÉ DÉLIVRÉ

Non-admissibilité pour des raisons d'ordre médical (Alinea 19(1)a) de la Loi sur l'immigration)

Admission temporaire aux fins de traitement médical

- Une fillette de huit ans avait besoin de subir une chirurgie qui ne se faisait pas dans son pays d'origine. Son père et elle ont été admis au Canada grâce à un permis ministériel, afin qu'elle puisse subir sa chirurgie. Les frais médicaux ont été couverts par un fonds privé. Grâce au permis ministériel, la fillette et son père ont pu demeurer au Canada pendant trois mois, afin qu'elle ait suffisamment de temps pour se préparer à la chirurgie et pour s'en remettre avant de retourner dans son pays.

Réunion de la famille

- Un homme marié à une citoyenne canadienne était non admissible au Canada parce qu'il avait reçu une transplantation. Un permis lui a été délivré pour une période d'un an afin qu'il puisse venir au Canada et être avec son épouse. Il travaille maintenant comme consultant pour le développement industriel d'une région du Canada et a présenté une demande de résidence permanente.

Non-respect des exigences (Alinea 19(2)d) de la Loi sur l'immigration)

Protection urgente

- Un permis ministériel a été délivré à une femme pour lui permettre de venir au Canada aux termes du programme Femmes en péril. Elle agissait comme témoin dans un procès et nécessitait une protection urgente. Le permis a été accordé afin d'accélérer son entrée au Canada.

Motifs d'ordre humanitaire

- Deux enfants sont devenus orphelins dans leur pays natal, après la mort de leur mère en 2000 et celle de leur père en 2001. Comme les enfants n'avaient aucun parent pour prendre soin d'eux dans leur pays, des permis ministériels leur ont été délivrés afin qu'ils puissent venir vivre avec leur tante au Canada. Leur tante, une résidente permanente, a entamé des procédures en vue de parrainer ses nièces.

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

PERMIS MINISTÉRIELS

Le ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, ou un agent délégué, peut autoriser une personne non admissible à venir au Canada en lui délivrant un permis écrit. Ces permis sont délivrés pour de courtes durées et peuvent être révoqués en tout temps.

Les permis ministériels confèrent la souplesse nécessaire pour admettre au Canada une personne qui doit absolument y venir, et ce, malgré un empêchement prévu par la loi. Voici quelques raisons impérieuses :

- Faciliter la réunion de la famille
- Protéger les réfugiés
- Faire venir des travailleurs hautement qualifiés
- Faire venir des personnes pour qu'elles participent à un procès
- Admettre des individus au Canada pour qu'ils reçoivent des soins médicaux qu'on ne peut leur offrir dans leur pays d'origine, et pour lesquels ils doivent payer.

La santé et la sécurité des Canadiens sont des considérations primordiales dans la décision de délivrer ou non un permis ministériel. La décision de laisser entrer une personne non admissible au Canada n'est pas prise à la légère. Un permis est délivré seulement après que tous les facteurs ont été évalués et qu'on a déterminé que le risque pour les Canadiens est minime.

Quelques statistiques

- On a délivré 3 994 permis en 2001, ce qui est semblable aux 3 989 permis qui ont été délivrés en 2000.

- On a délivré 1 916 permis à des personnes qui ne pouvaient venir au Canada pour des raisons techniques, par exemple l'absence d'un visa de visiteur. La non-admissibilité technique comptait pour presque la moitié des permis délivrés.

- On a délivré 225 permis à des gens non admissibles pour des raisons médicales. Il s'agit souvent de conjoints, d'enfants ou d'autres membres de la famille immédiate de citoyens canadiens ou de résidents permanents. Un permis est délivré seulement après l'évaluation de l'état de santé de la personne concernée par un médecin et consultation des autorités provinciales en matière de santé, le cas échéant.

- On a délivré 1 829 permis à des personnes ayant commis des infractions criminelles variant en gravité. La décision de les autoriser à entrer au Canada est prise après une analyse approfondie de leur casier judiciaire, des recommandations de la police locale et de la déclaration faite par le demandeur. Le permis ne sera délivré que s'il est démontré que la personne en cause n'a pas commis d'infractions récemment ou est peu susceptible de contrevenir à la loi pendant son séjour au Canada et qu'elle doit absolument venir au Canada.

- On a délivré 24 permis dans des cas ayant trait à la sécurité. Dans ces cas, on procède à des vérifications auprès du SCRS et de la GRC avant de délivrer le permis.

Pour obtenir un exemplaire du rapport complet, visitez le site Web du Ministère à l'adresse www.cic.gc.ca et cliquez sur Publications.

Les cas de sécurité sont passés de 15 en 2000 à 24 en 2001. Pour respecter l'engagement du Canada visant à favoriser la stabilité de la République fédérale de Yougoslavie, huit permis ont été délivrés à des membres de l'ancien gouvernement yougoslave. Huit autres permis ont été délivrés à des particuliers et à des représentants du gouvernement de l'Irlande du Nord, qui appuient le processus de paix, afin de leur permettre de participer à des réunions ou de prendre part à des activités publiques à titre de conférenciers invités.

« La prudence et la discrétion sont de mise lorsqu'on délivre ces permis. La personne doit prouver qu'elle a une raison impérieuse d'entrer au Canada, et chaque cas est examiné avec grand soin avant que la personne ait la permission d'entrer au pays », a précisé le Ministre.

En vertu de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, les permis du Ministre sont visés par les mêmes dispositions que celles qui s'appliquent au permis de résident temporaire. Les exigences en matière de santé et de sécurité demeurent inchangées pour la délivrance du permis; toutefois, le changement permettra au Ministère de mieux gérer et contrôler l'accès au Canada dans des circonstances spéciales. Comme dans le cas de l'actuel permis du Ministre, le Ministère continuera de rendre compte chaque année au Parlement de l'usage qui est fait du permis de résident temporaire.

-30-

Pour de plus amples renseignements (médias seulement) :

Nicole Beauchamp
Directrice des communications
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064 ou (613) 850-0141

Susan Scarlett
Relations avec les médias
(613) 941-7035

René Mercier
Attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

02-13

DENIS CODERRE DÉPOSE LE RAPPORT ANNUEL SUR LES PERMIS DU MINISTRE

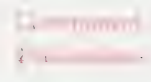
OTTAWA, le 30 avril 2002 - L'honorable Denis Coderre, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le Rapport annuel au Parlement sur les permis du Ministère délivrés en 2001. Le nombre de permis est demeuré stable à 3 994, soit cinq de plus qu'en 2000.

Les permis du Ministère sont délivrés par le Ministère ou un de ses agents délégués aux personnes qui souhaitent venir au Canada ou y rester, mais qui sont interdites de territoire pour des raisons techniques, médicales ou criminelles. Le permis est valide pendant une période limitée et peut être révoqué à n'importe quel moment.

« Le permis nous donne la flexibilité nécessaire pour répondre aux circonstances exceptionnelles, indique le Ministre. Cela dit, la santé et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes demeurent notre grande priorité. Nous évaluons soigneusement les risques posés aux Canadiens avant de délivrer un permis. »

Il existe des mesures de protection qui régissent la délivrance de tels permis. Pour les cas médicaux, un médecin évalue l'état de santé de la personne et consulte les autorités provinciales responsables des soins de santé. Pour les cas d'ordre criminel, l'agent examine le casier judiciaire, les recommandations de la police locale et la déclaration du demandeur; il doit conclure qu'il est peu vraisemblable que la personne commette une infraction pendant qu'elle est au Canada.

Sur les 3 994 permis, aucun n'a été délivré à des personnes qui pouvaient représenter un danger pour le public. Près de la moitié des permis, soit 1 916, ont été délivrés pour des raisons techniques, comme l'absence d'un visa de visiteur. Six pour cent ont été délivrés à des personnes interdites de territoire pour des raisons médicales. Sur les 1 829 permis qui ont été délivrés à des personnes ayant des antécédents criminels, soixante-sept pour cent ont été délivrés à des personnes ayant commis des délits mineurs. Dans la plupart des cas où un crime grave avait été commis, les permis ont été délivrés à des résidents des États-Unis cherchant à entrer temporairement au Canada à des fins professionnelles ou pour faire du tourisme, ou pour se rendre en Alaska ou en revenant. Le ministre Coderre a déclaré : « Il est évident, encore une fois, que la sécurité des Canadiens et des Canadiennes est le principal facteur pris en compte au moment de délivrer les permis. Aucune de ces personnes ne constituait un danger pour le public canadien. »



NEWS RELEASE

02-15

IMMIGRATION SERVICE IMPROVEMENTS VIA THE WEB

OTTAWA, May 7, 2002 - To mark Canada's Information Technology Week, the Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration (CIC), today officially launched the Department's e-Client Application Status (e-CAS) Service. "This innovative on-line service provides clients with a secure, fast and easy way to check the status of their immigration application, 24-hours a day, seven days a week" said the Minister. "It's fitting that we officially launch this new service during Canada's Information Technology Week." After its third week of service, e-CAS had already delivered application status information to more than 43,000 clients.

Through its Government On-Line (GOL) initiative, the Government of Canada has committed to making Canada the most connected nation in the world by 2005. "At Citizenship and Immigration Canada, we are committed to improving client service and to reaching our GOL objectives," said Minister Coderre. The Department is currently developing plans for possible future on-line services that will further support the international recognition of the Government of Canada's Web services.

Part of the federal Government On-Line (GOL) initiative, e-CAS allows clients all over the world to use the Internet to view the status and progress of their immigration applications. "We are simply opening a new door for our clients to access information," said the Minister. "Of course, those who wish, may still use more traditional methods to obtain the same updates."

At this time, CIC clients, in Canada or abroad, may use e-CAS to view the status of their application if they:

- applied to sponsor a family class relative;
- applied for permanent residence as a member of the family class;
- applied for permanent residence from within Canada as the spouse of a Canadian citizen or permanent resident; or
- applied for permanent residence as an independent immigrant.

This is CIC's second Internet-based client service. Since December 2000, clients have already been using the on-line Change of Address feature to advise the Department when they move.

To view the on-line e-CAS service notice, visit: <http://www.cic.gc.ca/english/e-services/ecas-notice.html>, or to see the e-CAS front page, visit: <http://services1.cic.gc.ca/ecas/ECAS.jsp?language=english&page=ECAS.jsp>.

- 30 -

Rene Mercier, Press Secretary
Office of the Minister, (613) 954-1064

For more information (media only)
Nicole Beauchamp, Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064 or (613) 850-0141

Simone Mac Andrew
Media Relations
(613) 941-7021

Canada

BACKGROUND

e-Client Application Status

Through its Government On-Line (GOL) initiative, the Government of Canada has committed to making Canada the most connected nation in the world by 2005. GOL will improve the quality of interaction between Canadians and their government by enabling Canadian residents and overseas clients to request and receive services and information when and where it is most convenient for them. Accenture, an independent international IT organization, recently ranked the Government of Canada's on-line projects first out of 23 countries.

Citizenship and Immigration Canada (CIC) has developed the e-Client Application Status (e-CAS) service as an on-line tool that allows clients to view the status of immigration applications at a time and place that is convenient for them.

CIC receives approximately 1.5 million applications per year for citizenship and immigration services, from over three million clients worldwide. CIC has three Call Centres to answer general information enquiries. The Call Centres in Canada currently receive over four million calls per year, of which approximately 42 percent are for application status information.

e-CAS provides an alternative to clients who currently seek case information from CIC's Call Centres or missions abroad. As such, e-CAS aims to improve client service by helping to reduce the number of application-status enquiries and allowing call agents more time to answer more complicated client issues. Accessing case information via the Internet is an easier and quicker option for some CIC clients.

The department has worked diligently to create secure infrastructure for on-line transactions. CIC's Government On-Line architecture uses industry best practices to reduce the risks due to hacking. A multi-tiered security perimeter limits access to sensitive resources. Furthermore, the CIC Web site has the same level of security as systems used by Canadian banks. Only clients or their authorized agents who are able to provide the required identification information will have access to the system.

For more information on CIC's on-line services, visit the Department's Web site at <http://www.cic.gc.ca>. To learn more about Government On-Line at CIC, visit the site at: <http://www.cic.gc.ca/english/about/gol.html>. To learn about the Government On-Line initiative visit: <http://www.gol-ged.gc.ca/>.

DOCUMENT D'INFORMATION

État de la demande du cybercriminel

Par son initiative Gouvernement en direct (GED), le gouvernement du Canada s'est engagé à faire du Canada le pays le plus branché au monde d'ici 2005. Le GED améliorera la qualité des rapports entre les Canadiens et Canadiennes et leur gouvernement en permettant aux résidents canadiens et aux clients à l'étranger de demander et de recevoir des services et de l'information au moment et à l'endroit qui leur conviennent le mieux. Accenture, un organisme international et indépendant de technologie de l'information, a récemment classé les projets en ligne du gouvernement du Canada au premier rang parmi 23 pays.

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a mis au point le service de renseignements « État de la demande du cybercriminel » (service de renseignements EDC), un outil en ligne qui permet aux clients de connaître l'état de leur demande d'immigration au moment et à l'endroit qui leur conviennent. CIC reçoit, chaque année, environ 1,5 million de demandes de services de citoyenneté et d'immigration de la part de plus de trois millions de clients dans le monde entier. CIC possède trois télécentres pour répondre aux demandes de renseignements généraux. Les télécentres situés au Canada reçoivent actuellement plus de quatre millions d'appels par année, dont environ 42 p. 100 concernent l'état d'une demande.

Pour les clients qui s'adressent actuellement aux télécentres de CIC ou à une mission à l'étranger pour connaître l'état de leur demande, le service de renseignements EDC offre une autre option. En fait, le service de renseignements EDC vise à améliorer le service à la clientèle en contribuant à réduire le nombre d'appels au sujet de l'état d'une demande, ce qui laisse plus de temps aux préposés pour traiter les questions plus complexes des clients. Il sera plus rapide et plus facile pour certains clients d'obtenir des renseignements sur leur dossier en utilisant Internet.

Le Ministère s'est appliqué à créer une infrastructure sûre pour ses transactions en ligne. L'architecture qu'utilise CIC pour le GED repose sur les meilleures pratiques de l'industrie qui visent à réduire les risques d'intrusion. Un périmètre de sécurité à plusieurs niveaux limite l'accès aux ressources vulnérables. En outre, le site Web de CIC est doté du même degré de sécurité que les banques canadiennes. Seuls les clients ou leurs représentants autorisés capables de fournir les données d'identification requises auront accès au système.

Pour de plus amples informations sur les services en ligne de CIC, consultez le site Web du Ministère : <http://www.cic.gc.ca>. Pour en connaître davantage sur le Gouvernement en direct à CIC : <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/ged.html>. Pour obtenir des renseignements sur l'initiative du Gouvernement en direct : <http://www.gol-ged.gc.ca/>.

COMMUNIQUE

02-15

AMÉLIORATION DES SERVICES D'IMMIGRATION GRÂCE AU WEB

OTTAWA, le 7 mai 2002 - Dans le cadre de la Semaine des technologies de l'information du Canada, l'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (CIC), a procédé aujourd'hui au lancement officiel du service de renseignements « État de la demande du cyberclient » (service de renseignements EDC) de son ministère. « Ce service novateur en direct offre aux clients un moyen sûr, rapide et facile de vérifier l'état de leur demande d'immigration, 24 heures sur 24, sept jours par semaine, a déclaré le ministre. Le lancement de ce nouveau service survient pendant la Semaine des technologies de l'information du Canada. » Trois semaines après son lancement officiel, le service de renseignements EDC avait déjà renseigné plus de 43 000 clients sur l'état de leur demande.

Par son initiative Gouvernement en direct (GED), le gouvernement du Canada s'est engagé à faire du Canada l'administration la plus branchée au monde d'ici 2005. « À Citoyenneté et Immigration Canada, nous avons à cœur d'améliorer le service aux clients et d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre du GED », a déclaré le ministre Coderre. Le Ministère travaille à d'autres projets de services en ligne qui contribueront à faire en sorte que le gouvernement du Canada sera encore plus reconnu à l'échelle internationale pour ses services offerts sur le Web.

Le service de renseignements EDC permet aux clients de partout dans le monde d'utiliser Internet pour connaître l'état d'avancement de leur demande d'immigration. « Nous ouvrons simplement une nouvelle porte à nos clients pour leur donner accès à l'information, a ajouté le Ministre. Bien entendu, ceux qui le souhaitent peuvent encore utiliser des méthodes plus traditionnelles pour obtenir ces mêmes renseignements. »

Pour l'instant, les clients de CIC, qu'ils soient au Canada ou à l'étranger, peuvent utiliser le service de renseignements EDC pour vérifier l'état de leur demande s'il s'agit d'une demande :

- de parrainage d'un membre de leur famille;
- de résidence permanente dans la catégorie du regroupement familial;
- de résidence permanente au Canada à titre d'époux d'un citoyen canadien ou d'un résident permanent; ou
- de résidence permanente à titre d'immigrant indépendant.

Il s'agit du deuxième service que CIC offre aux clients sur Internet. Depuis décembre 2000, les clients peuvent utiliser le service de changement d'adresse en direct pour aviser le Ministère de leur déménagement.

Pour voir l'avis portant sur le service de renseignements EDC, rendez-vous à l'adresse suivante : <http://www.cic.gc.ca/francais/en-ligne/redc-avis.html>. Pour consulter la page d'accueil du service de renseignements EDC, rendez-vous à l'adresse suivante : <http://services1.cic.gc.ca/ccas/ECAS.jsp?language=french&page=ECAS.jsp>.

- 30 -

René Mercier, attaché de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Simone Mac Andrew
Relations avec les médias
(613) 941-7021

Renseignements (médias seulement)

Nicole Beauchamp, directrice des communications
Cabinet du Ministre, (613) 954-1064 ou (613) 850-0141



NEWS RELEASE

02-17

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, June 5, 2002 – The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montréal. This appointment was made in accordance with the procedures of the Ministerial Advisory Committee established in March 1995.

Diane Fecteau, appointed to the Convention Refugee Determination Division, studied law at the Université du Québec à Montréal and at the University of Ottawa, and obtained a degree in French linguistics from Université Laval. She worked for over 15 years for the Canadian Human Rights Commission and, up until her appointment to the IRB, held a managerial position at the Canada Customs and Revenue Agency.

Created by Parliament under the *Immigration Act*, the IRB is an independent administrative tribunal that reports to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board has three divisions – the Convention Refugee Determination Division, the Immigration Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB hears claims to Convention refugee status made in Canada and looks after appeals, investigations and reviews of detention orders.

- 30 -

For more information (media only):

René Mercier, Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

02-17

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 5 juin 2002 – Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'honorable Denis Coderre, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), à Montréal. Cette nomination a été effectuée conformément au processus du Comité consultatif ministériel, établi en mars 1995.

Diane Fecteau, nommée à la Section du statut de réfugié, a étudié en droit à l'Université d'Ottawa et à l'Université du Québec à Montréal et est diplômée en linguistique française de l'Université Laval. Elle a travaillé pendant plus de 15 ans à la Commission canadienne des droits de la personne. Jusqu'à sa nomination à la CISR, elle occupait un poste de direction au sein de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Créé par le Parlement en vertu de la Loi sur l'immigration, la CISR est un tribunal administratif indépendant, qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La Commission se compose de trois sections : Statut de réfugié, Appel de l'immigration et Arbitrage. La CISR entend les revendications des réfugiés au sens de la Convention présentées au Canada, se chargent des appels, des enquêtes et de la révision des mesures de détention.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements (médias seulement) :

René Mercier
Attaché de presse
Cabinet du ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Citizenship and
Immigration CanadaCitoyenneté et
Immigration Canada

NEWS RELEASE

02-18

CANADA'S NEW IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION REGULATIONS FINALIZED

OTTAWA, June 11, 2002—The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, today tabled his response to the report of the Standing Committee on Citizenship and Immigration entitled “Building a Nation,” and released the regulations that will accompany the new *Immigration and Refugee Protection Act*.

“I appreciate this Committee’s experience and insight on immigration policies and thank them for their valuable contribution to the regulations that will accompany our new Act,” said the Minister. “Their work has been important to me in my reflection on how best to meet Canada’s immigration and refugee objectives. I firmly believe that our new Act provides the tools for Canada to better respond to the global challenges of the 21st century.”

Highlights of Major Changes

Minister Coderre agrees with many of the Committee’s recommendations, which have been taken into account in the regulations or administrative measures. Some of the major changes to the regulations originally proposed are connected to the selection system for skilled workers, including the retroactivity provisions and points for education, training and language.

Other key changes in the regulations relate to the eligibility criteria for business immigrants; the length of sponsorship for dependent children; the treatment of common-law partners; guardianship and simple adoption; the inadmissibility provisions; and applications for visas, permits and cards. Furthermore, the Undocumented Protected Persons in Canada Class has been eliminated.

Extensive Consultations

“In addition to the important contributions of the Standing Committee, these regulations also took into account the views and concerns heard from many other groups and individuals,” said Minister Coderre, adding that “this is the result of the government’s transparent and open regulation-making process. The end product is one that best reflects today’s realities and that will allow us to respond quickly to Canada’s changing needs. Canada’s immigration program is now poised to play its critical role in our social and economic progress. Both the Act and the Regulations will be in effect on June 28, 2002.”

Introduction of Permanent Resident Card

The implementation of the Act on June 28, 2002, will bring with it the introduction of the permanent resident (PR) card that will provide new and existing permanent residents with clear, secure proof of their status. The PR card will automatically be issued to all permanent residents who are new to Canada as of June 28, 2002. Permanent residents already in Canada will be able to apply for the card this fall according to a schedule based on their year of landing. After December 31, 2003, all permanent residents will need the PR card to re-enter Canada after travelling abroad.

New Sponsorship Initiative

A new joint application for the sponsorship of spouses, common-law and conjugal partners, and dependent children will also be launched on June 28. This initiative will greatly facilitate the processing of family class sponsorship and immigrant applications, and reinforce the government's commitment to continuing to make family reunification a key objective of Canada's immigration program.

"Canada's new *Immigration and Refugee Protection Act* and the accompanying regulations take a balanced approach. They build on the important contributions immigrants and refugees have made in the past and will continue to make in the future, yet are tough on those who pose a threat to public security," concluded the Minister.

The regulations are now available on the Citizenship and Immigration Canada Web site at www.cic.gc.ca and will be published in a special edition of the *Canada Gazette* on June 14, 2002.

- 30 -

For more information:

René Mercier
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Giovanna Gatti
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7040

Attached Backgrounders

- Changes to the Regulations under the *Immigration and Refugee Protection Act*
- The Path to the *Immigration and Refugee Protection Act*

For more information, visit our Web site at www.cic.gc.ca

Backgrounder

Changes to Regulations under the *Immigration and Refugee Protection Act*

Citizenship and Immigration Canada conducted extensive consultations on the proposed regulations for the *Immigration and Refugee Protection Act*. Close to 1,700 comments were received from the provinces, territories, stakeholders and members of the public. The government also received 76 recommendations for changes to the proposed regulations from the Standing Committee on Citizenship and Immigration, which held public hearings on the regulations.

The Minister has listened carefully and studied the recommendations received from stakeholders, provinces and territories, Canadians and the Standing Committee, and has responded positively to many of them. The final regulations, to be published in the *Canada Gazette* on June 14, 2002, reflect many of the comments received. Significant changes have been made to the proposed regulations in the following areas.

Skilled Workers

The majority of the comments received on the proposed regulations addressed provisions related to the selection of skilled workers. Skilled workers are accepted for entry into Canada depending on the number of points they score out of 100 in the following categories: education, language proficiency, employment experience, age and adaptability. The following changes have been made to the selection grid for skilled workers:

- More points have been allocated for applicants with a trade certificate or a second degree.
- The maximum number of points available for proficiency in both English and French combined has been increased from 20 to 24. Workers who are proficient in both languages will score more points. A new assessment level that recognizes “basic proficiency” has been added to the three existing levels (high, moderate and none). These changes are expected to result in more bilingual (English and French) workers being admitted to Canada.
- The total number of points available for “experience” has been reduced to 21 from 25, and more points will be awarded for one to two years of work experience. This is expected to attract younger workers who may have higher levels of education but fewer years of experience.
- The “age factor” has been adjusted upwards, so that workers between the ages of 21 and 49 will score the maximum number of points (10 points). This is expected to make it easier for older workers to gain entry to Canada under the Skilled Worker Class.
- The pass mark has been set at 75 points to respond to concerns raised by the provinces and territories and others that a high pass would bar many skilled immigrants.

Overall, the changes to the Skilled Worker Category are expected to open up the category to a broader range of applicants with the skills and education needed to drive economic growth and innovation in Canada.

SKILLED WORKER SELECTION GRID

FACTOR	Prepublished Regulations	Final
EDUCATION	25	25
LANGUAGE	20	24
EXPERIENCE	25	21
AGE	10	10
ARRANGED EMPLOYMENT	10	10
ADAPTABILITY	10	10
TOTAL	100	100

FACTOR	Prepublished Regulations	Final
--------	--------------------------	-------

EDUCATION	Maximum 25	Maximum 25
University Degrees		
PhD, or Master's, AND at least 17 years of full-time or full-time equivalent study	25	25
Two or more university degrees at the Bachelor's level AND at least 15 years of full-time or full-time equivalent study	20	22
A two-year university degree at the Bachelor's level AND at least 14 years of full-time or full-time equivalent study	15	20
A one-year university degree at the Bachelor's level AND at least 13 years of full-time or full-time equivalent study	10	15

Trade or Non-university Certificate or Diploma		
A three-year diploma, trade certificate or apprenticeship AND at least 15 years of full-time or full-time equivalent study	20	22
A two-year diploma, trade certificate or apprenticeship AND at least 14 years of full-time or full-time equivalent study	15	20
A one-year diploma, trade certificate or apprenticeship AND at least 13 years of full-time or full-time equivalent study	10	15
A one-year diploma, trade certificate or apprenticeship AND at least 12 years of full-time or full-time equivalent study	5	12
Secondary School Educational Credential	5	5

LANGUAGE		Maximum 20	Maximum 24
1 st Lang.	High proficiency (per ability ¹)	4	4
	Moderate proficiency (per ability)	2	2
	Basic proficiency (per ability)	0	1 to max. of 2
	No proficiency	0	0
	Possible maximum (all four abilities)	16	16
2 nd Lang.	High proficiency (per ability)	1	2
	Moderate proficiency (per ability)	0	2
	Basic proficiency (per ability)	0	1 to max. of 2
	No proficiency	0	0
	Possible maximum (all four abilities)	4	8

EXPERIENCE	Maximum 25	Maximum 21
One year	10	15
Two years	15	17
Three years	20	19
Four years	25	21

¹ Applicants are rated on the ability to speak, listen, read or write Canada's two official languages.

AGE	Maximum 10	Maximum 10
Maximum 10 points for:	21–44	21–49
Less two points for each year:	over 44 or under 21	over 49 or under 21

ARRANGED EMPLOYMENT IN CANADA	Maximum 10	Maximum 10
HRDC-confirmed permanent offer of employment	10	10
Applicants from within Canada holding a temporary work permit that is:		
• Validated by HRDC, including sectoral confirmations	10	10
• Exempt from HRDC validation under international agreements (e.g., NAFTA) or significant benefit (i.e., intra-company transferee)	0	10

ADAPTABILITY	Maximum 10	Maximum 10
Spouse's or common-law partner's education	3–5	3–5
Minimum one year of full-time authorized work in Canada ²	5	5
Minimum two years of full-time authorized post-secondary study in Canada ²	5	5
Informal job offer in Canada	5	0
Points received under the Arranged Employment factor	0	5
Family relationship in Canada ²	5	5

TOTAL	Maximum 100	Maximum 100
-------	-------------	-------------

Family Class

A new “conjugal partners” category has been added to the Family Class to accommodate common-law partners who do not meet the one-year cohabitation requirement. The definition of “common-law partner” used in other federal statutes does not work well in the context of immigration and consequently, it has been broadened.

The Fiancé category has been eliminated as the number of applicants under this category has been steadily declining, a trend that is expected to continue.

The length of the sponsorship of children under 22 has been decreased to 10 years or age 25, whichever comes first. For dependants aged 22 or more, the length of the sponsorship is set at three years.

² Applies to either principal applicant or accompanying spouse or common-law partner.

The Guardianship category will come into effect at a later date, when the provinces and territories have proclaimed legislation that will allow them to comply with the provisions of the Act that require them to recognize guardianship. (Once the provision is proclaimed, the Regulations will recognize children in guardianship arrangements as part of the Family Class.)

Simple adoptions have been removed and will be dealt with as adoptions to be finalized in Canada. A simple adoption is an adoption that does not sever the pre-existing legal parent-child relationship.

All the changes to the Family Class support the government's policy intent of easing family reunification.

Business Immigrants

A number of changes have been made to the Business Immigrant category, including changes to the definitions of "investor" and "entrepreneur." An applicant's net worth must be "legally obtained," and immigration officers will be provided with the ability to examine the propriety of the accumulation of net worth.

A requirement for "experience" has been incorporated into the definition of self-employed. Changes to the Investor category will allow applicants to qualify with business or management experience. They will qualify with management experience if they have managed five or more employees (down from 50).

The changes to the Business Immigrant category are designed to address program integrity while recognizing the realities of the business environment. They are also expected to reduce the number of fraudulent applicants.

Refugees

The major change affecting the Refugee Class is the elimination of the Undocumented Protected Persons in Canada (UPPC) category. The UPPC provision called for a three-year delay in landing for people unable to obtain original identity documents from certain countries. This provision was not meeting its objectives. The new Act allows a more strategic use of detention, which is expected to discourage claimants from destroying documents. The Regulations have also been amended to include new rules to allow more immigrants to use alternative documents to establish their identity.

The implementation of the Refugee Appeal Division is being delayed, as previously announced. As a result, the Regulations pertaining to stays of removals have been amended to reflect the delay.

Backgrounder

The Path to the *Immigration and Refugee Protection Act*

Canada's new *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA) replaces the *Immigration Act*, which was approved in 1976. In the 26 years since it was approved, the *Immigration Act* underwent two major rewrites and was amended more than 30 times. The following are some of the highlights along the path to IRPA.

1996: The review of Canada's immigration and refugee policy begins, with a view to making fundamental policy reforms and introducing new legislation.

1996–98: Consultations with the provinces, territories and all major stakeholders lead to the publication of the government's report, *Not Just Numbers*, in 1998.

January 1999: Release of the white paper, *Building on a Strong Foundation for the 21st Century: New Directions for Immigration and Refugee Policy and Legislation*. Consultations on the white paper were held throughout 1999.

April 2000: Tabling of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Bill C-31).

February 2001: IRPA reintroduced as Bill C-11 after the 2000 general election, with changes to address concerns raised by Canadians over Bill C-31.

November 2001: Bill C-11 receives royal assent.

December 2001 and March 2002: Release of proposed regulations under IRPA. Almost 1,700 submissions were received during the public comment period.

March 2002: After the public hearings, the Standing Committee on Citizenship and Immigration releases its report on IRPA. *Building a Nation: The Regulations under the Immigration and Refugee Protection Act* contains 76 recommendations for changes and adjustments to the proposed regulations.

June 2002: Final regulations under the Act published in the *Canada Gazette*, and the government's response to the Standing Committee report is released.

June 28, 2002: The *Immigration and Refugee Protection Act* comes into force.

Transition to the New Act

The new *Immigration and Refugee Protection Act* applies to all applications and proceedings that were pending or in progress before June 28, 2002, unless otherwise indicated in the Regulations.

All decisions made under the old act continue to be in force under the new act.

A valid document issued under the old act remains valid under the new act.

Terms and conditions imposed under the old act are considered imposed under the new act.

Ongoing consultations: Consultations with all stakeholders will continue as the new act is implemented, and as further regulatory initiatives under the Act are developed. For example, issues such as encouraging refugees to settle in regions of low immigration and supporting minority-language communities will be discussed at a meeting of federal, provincial and territorial ministers responsible for immigration in the fall of 2002. The recognition of foreign credentials will also be discussed at the meeting.

For further details on the changes made to the proposed regulations under the new act, see the backgrounder entitled *Changes to Regulations under the Immigration and Refugee Protection Act*.

FOR MORE INFORMATION

Information on the new *Immigration and Refugee Protection Act* and the Regulations is available online.

For information on other CIC programs and services, visit our Web site at www.cic.gc.ca or contact the CIC Call Centre at one of the following numbers. An automated telephone service is available 24 hours a day, 7 days a week. Agents are available during business hours.

Montréal:	(514) 496-1010
Toronto:	(416) 973-4444
Vancouver:	(604) 666-2171
Elsewhere in Canada:	1 888 242-2100

If you are hearing impaired and you use a text telephone, you can access the TTY service Monday to Friday from 7 a.m. to 7 p.m. by calling 1 888 576-8502.

- Les conditions imposées aux termes de l'ancienne Loi sont réputées avoir été imposées aux termes de la nouvelle Loi.

Consultations permanentes – Le Ministère continuera à consulter toutes les parties intéressées à mesure que seront mises en œuvre les dispositions de la nouvelle Loi et que de nouvelles dispositions réglementaires seront instaurées. Par exemple, les façons d'inciter les réfugiés à s'installer dans des régions qui reçoivent peu d'immigrants et le soutien à apporter aux communautés minoritaires de langues officielles feront l'objet de discussions lors d'une rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de l'immigration, à l'automne 2002. La reconnaissance des diplômes étrangers sera également à l'ordre du jour de cette réunion.

Pour plus de renseignements sur les changements apportés au projet de règlement en vertu de la nouvelle Loi, veuillez consulter le document d'information intitulé *Modifications apportées au Règlement d'application de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Des renseignements sur la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et le Règlement qui s'y rapporte sont disponibles sur Internet.

Pour obtenir des renseignements sur les programmes et services de CIC, visitez notre site Web à l'adresse : www.cic.gc.ca, ou communiquez avec le télécentre de CIC à l'un des numéros ci-dessous. Un service téléphonique de réponse automatisée est accessible tous les jours 24 heures sur 24. Vous pouvez parler à un agent pendant les heures de bureau.

Montréal : (514) 496-1010
 Toronto : (416) 973-4444
 Vancouver : (604) 666-2171
 Ailleurs au Canada : 1 888 242-2100

Les malentendants qui utilisent un téléphone à affichage de texte peuvent bénéficier du service de téléscripteur du lundi au vendredi, de 7 h à 19 h, en composant le 1 888 576-8502.

Document d'information

Étapes ayant mené à l'adoption de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR)

La nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* remplace la *Loi sur l'immigration* adoptée en 1976, et qui, durant ses 26 années d'existence, a fait l'objet d'une refonte à deux reprises et a été modifiée plus de 30 fois. Voici quelques-uns des points saillants qui ont mené à l'adoption de la LIPR.

1996 – Début de la révision de la politique d'immigration et de protection des réfugiés du Canada en vue de réformes majeures et de l'adoption d'une nouvelle loi.

1996-1998 – Des consultations menées auprès des provinces, territoriales et organismes principalement intéressés aboutissent à la publication par le gouvernement, en 1998, du rapport intitulé *Au-delà des chiffres*.

Janvier 1999 – Publication d'un livre blanc, *De solides assises pour le 21^e siècle : Nouvelles orientations pour la politique et la législation relatives aux immigrants et aux réfugiés*. Ce livre blanc fait l'objet de consultations tout au long de 1999.

Avril 2000 – Dépôt du projet de loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (projet de loi C-31).

Février 2001 – À la suite de l'élection générale à l'automne 2000, le projet de loi sur l'immigration et la protection des réfugiés est déposé à nouveau comme projet de loi C-11, et comporte des changements apportés pour tenir compte des vues exprimées par les Canadiens au sujet du projet de loi C-31.

Novembre 2001 – Le projet de loi C-11 reçoit la sanction royale.

Décembre 2001 et mars 2002 – Publication du projet de réglementation pour la LIPR. Durant la période prévue, 1 700 organismes ou particuliers soumettent des observations.

Mars 2002 – Après la tenue des audiences publiques, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration publie son rapport sur la LIPR. Le rapport *Bâtir un pays - Le Règlement découlant de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* contient 76 recommandations de changements et de rajustements à apporter au règlement proposé.

Juin 2002 – Publication de la version définitive du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés en vertu de la Loi dans la *Gazette du Canada*, et présentation de la réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent.

28 juin 2002 – Entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Passage à la nouvelle Loi

- La nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* s'applique à toutes les demandes et procédures qui étaient en instance ou en cours avant le 28 juin 2002, à moins d'indication contraire dans le Règlement.
- Toute décision prise aux termes de l'ancienne Loi demeure valide en vertu de la nouvelle Loi.
- Un document encore valide délivré en vertu de l'ancienne Loi demeure valide aux termes de la nouvelle Loi.

Réfugiés

L'abolition de la catégorie des personnes sans papiers protégées au Canada constitue le principal changement apporté à la catégorie des réfugiés. Au départ, les personnes en provenance de certains pays qui étaient dans l'impossibilité d'obtenir des originaux de leurs documents d'identité devaient attendre trois ans avant d'obtenir le droit d'établissement. Cette disposition ne donnait pas les résultats escomptés. En conséquence, la nouvelle Loi prévoit un recours stratégique aux dispositions sur la détention, afin de décourager les demandeurs d'asile de détruire leurs documents. Le Règlement a également été modifié pour permettre à un nombre plus important d'immigrants d'utiliser des documents de rechange pour établir leur identité.

On a déjà annoncé le report de la mise en place de la Section d'appel des réfugiés (SAR). Les dispositions réglementaires sur les sursis à l'exécution d'une mesure de renvoi ont donc été modifiées pour tenir compte de cette situation.

Catégorie de la famille

La catégorie de la famille comprend un nouveau groupe, les « partenaires conjugaux », qui a été créé pour les conjoints de fait qui ne satisfont pas à l'exigence selon laquelle ils doivent avoir cohabité pendant un an. La définition de conjoint de fait que l'on retrouve dans les autres lois fédérales n'est pas pratique dans le contexte de l'immigration et a donc été élargie.

Le groupe des fiancés a été éliminé, puisque le nombre de demandeurs dans cette situation était en constante diminution, une tendance qui devrait se poursuivre.

La durée de l'engagement de parrainage pour les enfants de moins de 22 ans a été raccourcie. Les répondants s'engagent maintenant pour 10 ans ou jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 25 ans, selon la première éventualité. Pour ce qui est des enfants à charge âgés de 22 ans ou plus, la durée de l'engagement de parrainage est de trois ans.

Les dispositions relatives aux personnes sous tutelle entreront en vigueur à une date ultérieure, lorsque les provinces et territoires auront adopté les lois qui leur permettront de se conformer aux exigences de la LIPR sur la reconnaissance de la tutelle. (Lorsque les dispositions de la LIPR seront adoptées, il sera précisé dans le Règlement que les enfants sous tutelle font partie de la catégorie de la famille.)

Les dispositions sur les adoptions simples ont été abolies, puisqu'elles seront considérées comme des adoptions qui doivent être finalisées au Canada. Il y a adoption simple lorsque le lien juridique précède entre les parents et l'enfant subsiste toujours.

Tous les changements apportés à la catégorie de la famille servent à appuyer la politique du gouvernement visant à favoriser la réunion des familles.

Gens d'affaires immigrants

Un certain nombre de changements ont été apportés à la catégorie des gens d'affaires immigrants. On a entre autres modifié les définitions d'« investisseur » et d'« entrepreneur ». De plus, le Règlement précise que l'avoir net d'un demandeur doit avoir été « accumulé légalement ». Les agents d'immigration pourront d'ailleurs chercher à déterminer de quelle façon l'avoir net a été obtenu.

La nécessité d'avoir de l'« expérience » a été intégrée à la définition de travailleur autonome. Les changements apportés à la catégorie des investisseurs permettront aux demandeurs d'établir leur admissibilité selon leur expérience en affaires ou en gestion. Les demandeurs qui avaient la responsabilité d'au moins cinq employés (50 dans l'ancien Règlement) seront admissibles en fonction de l'expérience en gestion.

Les changements apportés à la catégorie des gens d'affaires immigrants visent à préserver l'intégrité du programme tout en tenant compte de la réalité du monde des affaires. Ils devraient également permettre de réduire le nombre de demandes frauduleuses.

EXPERIENCE		
Une année	10	Maximum 25
Deux années	15	Maximum 21
Trois années	20	
Quatre années	25	

ÂGE		
Maximum de 10 points pour :	21 à 44 ans	Maximum 10
Moins deux points pour chaque année :	Au-delà de 44 ans ou en deçà de 21 ans	Maximum 10
	Au-delà de 49 ans ou en deçà de 21 ans	Maximum 10

EMPLOI RÉSERVE AU CANADA		
Offre d'emploi à durée indéterminée approuvée	10	Maximum 10
par DRHC	10	Maximum 10
Demande présentée au Canada par le titulaire d'un permis de travail temporaire qui :		
A été approuvé par DRHC, et notamment par le secteur	10	Maximum 10
Fait l'objet d'une dispense de validation de DRHC en vertu d'un accord international (p. ex., ALÉNA) ou pour motif d'effets économiques importants (mutation interne)	0	Maximum 10

CAPACITÉ D'ADAPTATION		
Scolarité de l'époux ou du conjoint de fait	3 – 5	Maximum 10
Au moins une année de travail à temps plein au Canada en vertu d'un permis de travail ²	5	Maximum 10
Au moins deux années d'études postsecondaires à temps plein au Canada en vertu d'un permis d'études ²	5	Maximum 10
Offre d'emploi informelle au Canada	5	Maximum 10
Points obtenus pour le facteur emploi réservé	0	Maximum 10
Parenté au Canada ²	5	Maximum 10
TOTAL		
	Maximum 100	Maximum 100

² S'applique au demandeur principal ou bien à l'époux ou au conjoint de fait qui l'accompagne.

Dans l'ensemble, les changements apportés à la catégorie des travailleurs qualifiés devraient permettre d'y intégrer un plus vaste éventail de demandeurs possédant les compétences et le niveau de scolarité dont a besoin le Canada pour assurer sa croissance économique et pour innover.

GRILLE DE SÉLECTION DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

FACTEUR			Règlement prépublié	Règlement définitif
SCOLARITÉ	25		25	
LANGUE	20		24	
EXPÉRIENCE	25		21	
ÂGE	10		10	
EMPLOI RÉSERVÉ	10		10	
CAPACITÉ D'ADAPTATION	10		10	
TOTAL			100	100

FACTEUR			Règlement prépublié	Règlement définitif
---------	--	--	---------------------	---------------------

EDUCATION			Maximum 25	Maximum 25
Diplômes universitaires				
Doctorat ou maîtrise ET au moins 17 années d'études à temps plein ou l'équivalent temps plein	25	25		
Au moins deux baccalauréats ET au moins 15 années d'études à temps plein ou l'équivalent temps plein	20	22		
Diplôme d'études universitaires d'une durée de deux ans, au niveau du premier cycle, ET au moins 14 années d'études à temps plein ou l'équivalent temps plein	15	20		
Diplôme d'études universitaires d'une durée d'une année, au niveau du premier cycle, ET au moins 13 années d'études à temps plein ou l'équivalent temps plein	10	15		

Document d'information

Modifications apportées au Règlement d'application de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Citoyenneté et Immigration Canada a mené de vastes consultations sur les dispositions réglementaires proposées accompagnant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Le Ministère a reçu près de 1 700 commentaires de la part des provinces, des territoires, des différents intervenants et du public. Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, qui a tenu des audiences publiques sur le Règlement, a également fait part au gouvernement de 76 recommandations de modifications à apporter aux dispositions réglementaires proposées.

Le Ministre a prêté une oreille attentive aux propos et examiné les recommandations formulées par les intervenants, les provinces et les territoires, les Canadiens et le Comité permanent. Il a donné suite à bon nombre d'entre elles. Le texte définitif du Règlement, qui sera publié dans la *Gazette du Canada* le 14 juin 2002, tient compte d'un grand nombre des commentaires reçus. Des changements importants ont été apportés au Règlement proposé dans les domaines suivants.

Travailleurs qualifiés

- La majorité des commentaires reçus au sujet du Règlement proposé portait sur les dispositions concernant la sélection des travailleurs qualifiés. Les travailleurs qualifiés sont admis en fonction du nombre de points qu'ils obtiennent sur un total de 100 pour les facteurs suivants : scolarité, connaissance des langues officielles, expérience professionnelle, âge et capacité d'adaptation. Les changements suivants ont été apportés à la grille de sélection de ces travailleurs :
- plus de points ont été attribués aux détenteurs d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un deuxième diplôme;
 - le nombre maximal de points accordés pour la compétence en français et en anglais a été augmenté, passant de 20 à 24. Les travailleurs qui ont une connaissance des deux langues auront plus de points. Un nouveau niveau d'évaluation, qui tient compte d'un niveau de « compétence de base », a été ajouté aux trois niveaux de compétence existants (élevée, moyenne, nulle). Ces changements devraient permettre d'admettre plus de travailleurs bilingues (français et anglais) au Canada;
 - le nombre total de points possibles pour l'« expérience » a été réduit de 25 à 21, et plus de points sont prévus pour une ou deux années d'expérience professionnelle. Cela devrait permettre d'attirer de plus jeunes travailleurs susceptibles d'afficher un niveau de scolarité plus élevé mais ayant à leur actif moins d'années d'expérience;
 - le facteur de l'âge a été rajusté à la hausse : les travailleurs âgés de 21 ans à 49 ans obtiendront le maximum de points (10). Cela devrait permettre aux travailleurs plus âgés d'être plus facilement admis au Canada dans la catégorie des travailleurs qualifiés;
 - la note de passage a été fixée à 75 points, de façon à tenir compte des préoccupations des provinces, des territoires et d'autres intéressés qui craignaient qu'une note élevée empêche l'admission de nombreux immigrants qualifiés.

Installation d'une carte de résident permanent

En même temps qu'entrera en vigueur la nouvelle Loi le 28 juin prochain sera instaurée la carte de résident permanent, qui constituera pour les nouveaux résidents permanents ou ceux déjà admis une preuve claire et sécuritaire de leur statut. Cette carte sera systématiquement délivrée à tous les résidents permanents qui arriveront au Canada à partir du 28 juin 2002. Ceux qui ont été admis au pays avant cette date pourront demander la carte à partir de cet automne, selon un calendrier établi en fonction de l'année d'admission. Après le 31 décembre 2003, tous les résidents permanents qui séjourneront à l'étranger devront être munis de la carte de résident permanent pour pouvoir être réadmis au Canada.

Nouvelle mesure de parrainage

Par ailleurs, le 28 juin sera lancée une nouvelle trousse de demande commune pour le parrainage d'un époux, d'un conjoint de fait et d'un partenaire comparable à un conjoint ou d'un enfant à charge. Cette mesure facilitera grandement le traitement des demandes d'immigrants et de membres de la catégorie de la famille, et témoignera une fois de plus de l'engagement du gouvernement à maintenir la réunion des familles parmi les principaux objectifs du programme d'immigration du Canada.

« La nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et le Règlement s'y rapportant constituent une approche équilibrée. La nouvelle législation reconnaît l'importante contribution passée et à venir des immigrants et réfugiés, mais fait aussi preuve de sévérité pour ceux qui représentent une menace à la sécurité publique, a conclu le ministre. »

Le Règlement est maintenant affiché sur le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada, à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca, et sera publié dans une édition spéciale de la *Gazette du Canada*, le 14 juin 2002.

- 30 -

Pour information :

René Mercier,
Secrétaire de presse
Cabinet du ministre
(613) 954-1064

Giovanna Gatti,
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7040

Documents d'information joints

- Modifications apportées au Règlement d'application de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
- Étapes ayant mené à l'adoption de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

Pour plus de renseignements, visitez notre site Web à l'adresse suivante :

www.cic.gc.ca.

COMMUNIQUE

02-18

VERSION DÉFINITIVE DU RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

OTTAWA, le 11 juin 2002 – Aujourd'hui, l'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé au Parlement sa réponse au rapport du Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration intitulé « Bâtir un pays », et a rendu public le Règlement se rapportant à la nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

« J'apprécie particulièrement l'expérience et la clairvoyance de ce comité en ce qui concerne les politiques d'immigration et tiens à en remercier les membres pour l'importante contribution apportée à la préparation du Règlement se rapportant à la nouvelle loi, a dit le ministre. Leur travail m'a beaucoup aidé dans ma réflexion sur la meilleure façon d'atteindre les objectifs du Canada concernant l'immigration et la protection des réfugiés. Je suis convaincu qu'avec cette nouvelle loi le Canada sera mieux en mesure de relever les défis de la mondialisation au 21^e siècle. »

Aperçu des principaux changements

Le ministre Coderre a retenu bon nombre des recommandations du Comité qui sont maintenant reflétées dans les dispositions réglementaires ou des mesures administratives. Certains des changements majeurs apportés au projet de réglementation touchent la formule de sélection des travailleurs qualifiés, notamment les dispositions sur la rétroactivité et le nombre de points accordés pour la scolarité et la formation ainsi que la connaissance de la langue.

D'autres importants changements apportés au Règlement touchent les critères d'admissibilité pour les gens d'affaires immigrants, la durée de l'engagement de parrainage pour les enfants à charge, le traitement des cas des conjoints de fait, les questions de tutelle et d'adoption simple, l'interdiction de territoire et les demandes de visas, permis et cartes. De plus, la catégorie des personnes sans papiers protégées au Canada a été supprimée.

Vastes consultations

« Pour arriver à cette version définitive du Règlement, nous avons pris en compte non seulement les importantes recommandations du Comité permanent, mais aussi les vues exprimées par un grand nombre d'autres groupes et particuliers, a précisé le ministre. Voilà le résultat du processus de réglementation ouvert et transparent mis en place par le gouvernement. Le produit fini reflète au mieux les réalités d'aujourd'hui et nous permettra de réagir rapidement aux situations nouvelles. Le programme d'immigration du Canada est maintenant au point et pourra jouer le rôle essentiel que nous lui avons attribué dans notre développement social et économique. La nouvelle Loi ainsi que le Règlement entreront en vigueur le 28 juin 2002. »



NEWS RELEASE

02-19

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Ottawa, June 14, 2002 – The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, today announced seven part time appointments to the Convention Refugee Determination Division (CRDD) of the Immigration and Refugee Board (IRB), in order to help in reducing the inventory of cases created by the arrival last year of a record number of refugee claimants.

All the persons appointed have previously served as full time members of the IRB. They are:

Errol W.A. Townshend, **Larry Colle** and **Harindar Aulach** are appointed to Toronto, **Eunice Harker** appointed in Ottawa and **Georges Gustave**, **Danielle Debbas** and **Charles DeBlois** are appointed in Montreal. These seven members will soon assume their duties, as they have already received the IRB training.

Created by Parliament under the *Immigration Act*, the IRB is an independent administrative tribunal that reports to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The Board has three divisions - the Convention Refugee Determination Division, the Immigration Appeal Division and the Adjudication Division. The IRB hears claims to Convention refugee status made in Canada and looks after appeals, investigations and reviews of detention orders.

- 30 -

For more information (media only)

René Mercier

Press Secretary

Office of the Minister of Citizenship and Immigration

(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

02-19

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 14 juin 2002 – Le ministre de la Citoyenneté et de l'immigration, l'honorable Denis Coderre, a annoncé aujourd'hui sept nominations de commissaires à temps partiel à la Section du statut de réfugié (SRR) de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), afin de venir alléger l'inventaire de cas créé par l'arrivée, l'an dernier, d'un nombre record de revendicateurs.

Toutes les personnes nommées ont déjà siégé à la CISR. Il s'agit de :

Errol W.A. Townshend, Larry Colle et Harindar Aulach nommés à Toronto, **Eunice Harker** à Ottawa et **Georges Gustave, Danielle Debbas et Charles DeBlois** nommés à Montréal. Ces sept personnes entreront rapidement en fonction, puisqu'elles ont déjà reçu la formation de la CISR.

Créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, la CISR est un tribunal administratif indépendant, qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La Commission se compose de trois sections : Statut de réfugié, Appel de l'immigration et Arbitrage. La CISR entend les revendications des réfugiés au sens de la Convention présentée au Canada, se chargeant des appels, des enquêtes et de la révision des mesures de détention.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements (médias seulement) :

René Mercier, Attaché de presse
Cabinet du ministre de Citoyenneté et Immigration Canada,
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://www.cic.gc.ca>



NEWS RELEASE

2002-37

MINISTER TABLES ANNUAL REPORT TO PARLIAMENT ON IMMIGRATION

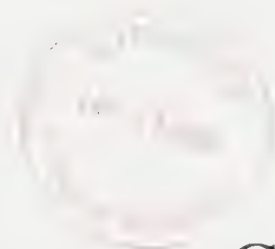
OTTAWA, October 30, 2002 -- The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration (CIC), today tabled the 2002 *Annual Report to Parliament on Immigration*. The report highlights the activities and initiatives CIC undertook in 2001 to select the people Canada needs.

"This report illustrates that Canada truly is a destination of choice," said Minister Coderre. "I am delighted to tell you that 250,346 permanent residents were welcomed to Canada last year." Although projected levels for 2001 had been set at 200,000 to 225,000, CIC exceeded its target by approximately 11 percent—an achievement the Department attributes to a special investment from the 2000 federal budget to reduce inventories of applications at missions overseas.

For the first time, the information contained in this report was presented in the format required under the new *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA). To be tabled by November 1 each year, the *Annual Report to Parliament on Immigration* is a requirement under IRPA, which came into effect June 28, 2002. As this report covers 2001—before IRPA was implemented—it does not reflect selection decisions made under the new legislation. In addition to looking back at the previous calendar year, the report also includes projections for next year. For 2003, CIC expects to select between 220,000 and 245,000 permanent residents.

"This range reflects the government's ongoing commitment to meeting the challenges of the 21st century," said the Minister. "These levels are key to Canada's demographic, economic and social future."

Also outlined in the report are provincial and territorial considerations, including the complete list of federal-provincial-territorial agreements. Minister Coderre said he is "particularly proud of how this report illustrates the government's commitment to partnerships with the provinces and territories. It demonstrates the importance of working together so that we can all share the benefits of immigration."



Canada

Other information in the report includes the linguistic profiles of last year's permanent residents, a gender-based analysis of the impact of the Act, and the number of temporary resident permits issued.

-30-

For more information (media only)

Mark Dunn
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064

Susan Scarlett
Media Relations
(613) 941-7035

Sarah Bain, Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca

Background

2002 Annual Report to Parliament on Immigration

The 2002 *Annual Report to Parliament on Immigration* provides information on Citizenship and Immigration operations under the new *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA) for the calendar year 2001. This is a requirement of the new Act, which came into effect June 28, 2002. Each year, CIC will table the report on or before November 1.

Highlights of the Report

As required under section 94 of IRPA, the report provides information on the following immigration initiatives:

- **The 250,346 immigrants who became permanent residents in 2001.** This includes a breakdown by province of destination as well as the number of permanent residents accepted under each class.
- **Initiatives related to the selection of permanent residents in 2001.** This includes a look at foreign nationals who were granted permanent resident status, the work that went into developing new legislation and a pilot project developed to attract skilled workers.
- **The linguistic profiles of the permanent residents welcomed to Canada in 2001.** The report indicates that almost half spoke English, 4.52 percent spoke French, and 5.20 percent spoke both. A total of 44.23 percent were reported to speak neither.
- **The 37,427 permanent residents admitted to Canada under the Canada-Quebec Accord in 2001.** Projections for this group of permanent residents have been set at between 40,000 and 45,000 for 2003. More detailed information by class is also provided.
- **The 3,994 temporary resident permits issued in 2001.** Formerly known as Minister's permits, these are issued to foreign nationals who wish to remain in Canada and who would otherwise be inadmissible for technical, medical or criminal reasons.
- **The projections for 2003: 220,000 to 245,000 new permanent residents are expected next year.** This number is further broken down into the number of people expected to be accepted in Canada as protected people, or under the economic class or the family class. The number also includes people expected under the Canada-Quebec Accord.

- **A gender-based analysis of the impact of IRPA.** This public policy tool will ensure that the important social and economic differences between men and women are taken into account at all stages of the policy process.
- The report also includes the **list of federal-provincial-territorial agreements currently in effect**, as required under section 8 of IRPA.

Period of Transition

Because IRPA came into effect only on June 28, 2002, the new selection criteria under the Act were not applied to selection decisions in 2001, the period covered in this report.

The 2003 *Annual Report to Parliament on Immigration* will include decisions made under the former *Immigration Act*, as well as decisions made under IRPA as of June 28, 2002. In the 2004 *Annual Report to Parliament on Immigration*, CIC will report for the first time on a full year of operations under IRPA.

New Style Report

The information in this report is presented in conformity with the new requirements of IRPA. The main difference between previous reports (prepared according to section 7 of the former *Immigration Act*) and this new report is the broader scope required under section 94 of IRPA. The new report provides information on immigration initiatives undertaken in the previous calendar year, as well as projections for the number of permanent residents Canada will welcome in the calendar year following the tabling of the report.

- *Une analyse comparative entre les sexes des répercussions de la LIPR.* Cet outil de politique publique a pour but d'assurer la prise en compte des différences importantes entre hommes et femmes sur le plan social et économique, à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques.
- Le rapport comprend également la *liste des ententes fédérales-provinciales-territoriales en vigueur*, conformément à l'article 8 de la LIPR.

Période de transition

Comme la LIPR n'est entrée en vigueur que le 28 juin 2002, les nouveaux critères de sélection aux termes de cette nouvelle législation n'ont pas été appliqués aux décisions en matière de sélection en 2001, période visée par le présent rapport.

Le rapport au Parlement sur l'immigration pour 2003 comprendra des décisions prises en vertu de l'ancienne *Loi sur l'immigration*, ainsi que de la LIPR, depuis le 28 juin 2002. Dans le rapport de 2004, CIC fera, pour la première fois, le compte rendu de ses activités en vertu de la LIPR pour une année entière.

Nouvelle forme de rapport

Les renseignements contenus dans ce rapport sont présentés conformément aux nouvelles exigences de la LIPR. Ce qui le distingue surtout des rapports précédents (préparés conformément à l'article 7 de l'ancienne *Loi sur l'immigration*) est l'éventail plus large de renseignements qu'il doit contenir aux termes de l'article 94 de la LIPR. Il fournit de l'information sur les initiatives en matière d'immigration au cours de l'année civile précédente et renseigne sur les prévisions du nombre de résidents permanents qui seront admis au Canada durant l'année civile suivant le dépôt du rapport.

Document d'information

Rapport annuel de 2002 sur l'immigration, déposé au Parlement

Le rapport annuel sur l'immigration de 2002, qui est déposé au Parlement, décrit les activités de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), en vertu de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR), pour l'année civile 2001. Il s'agit d'une exigence de la nouvelle Loi, qui est entrée en vigueur le 28 juin 2002. CIC déposera ce rapport chaque année, au plus tard le 1^{er} novembre.

Points saillants du rapport

Conformément à l'article 94 de la LIPR, le rapport traite des initiatives suivantes :

- *L'obtention de la résidence permanente par 250 346 personnes en 2001.* Ce total comprend une ventilation des nouveaux résidents permanents par province de destination et par catégorie d'immigrant.
- *Les initiatives ayant trait à la sélection des résidents permanents en 2001.* Celles-ci comprennent notamment l'examen des cas des ressortissants étrangers qui ont obtenu le droit d'établissement, les travaux d'élaboration de la nouvelle législation et un projet pilote, mis sur pied pour attirer les travailleurs qualifiés.
- *Le profil linguistique des résidents permanents accueillis au Canada en 2001.* Le rapport indique que près de la moitié parlaient l'anglais, 4,52 %, le français, et 5,2 %, les deux langues. Un pourcentage de 44,23 % ne parlaient aucune des deux langues officielles.
- *Les 37 427 résidents permanents admis au Canada en vertu de l'Accord Canada-Québec en 2001.* Les prévisions pour ce groupe de nouveaux arrivants sont de l'ordre de 40 000 à 45 000 personnes pour 2003. De plus amples renseignements par catégorie d'immigrants sont également fournis.
- *Les 3 994 permis de séjour temporaire délivrés en 2001.* Ces permis, auparavant appelés « permis du Ministre », sont délivrés aux ressortissants étrangers qui désirent rester au Canada et qui, autrement, ne seraient pas admissibles pour des motifs d'ordre technique, médical ou criminel.
- *Les prévisions pour 2003 : de 220 000 à 245 000 nouveaux résidents permanents.* Ce total est ventilé selon le nombre de personnes que l'on prévoit admettre au Canada à titre de personnes protégées, ainsi que celles appartenant aux catégories de l'immigration économique ou du regroupement familial. Ce nombre inclut les prévisions de nouveaux arrivants en vertu de l'Accord Canada-Québec.

Le rapport comprend aussi des renseignements sur le profil linguistique des personnes qui ont obtenu le droit d'établissement l'année dernière, une analyse comparative entre les sexes des répercussions de la Loi et le nombre de permis de séjour temporaire délivrés.

-30-

Pour plus d'information (à l'intention des médias seulement) :

Mark Dunn
 Directeur des communications
 Cabinet du Ministre
 (613) 954-1064

Susan Scarlett
 Relations avec les médias
 Cabinet du Ministre
 (613) 941-7035

Sarah Bain
 Attachée de presse
 Cabinet du Ministre
 (613) 954-1064

Visitez notre site Internet à : www.cic.gc.ca

COMMUNIQUE

2002-37

LE MINISTRE DÉPOSE LE RAPPORT ANNUEL SUR L'IMMIGRATION AU PARLEMENT

OTTAWA, le 30 octobre 2002 – Aujourd'hui, l'honorable Denis Codere, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), a déposé au Parlement le rapport annuel de 2002 sur l'immigration. Ce rapport donne les points saillants des activités et des initiatives entreprises par CIC en 2001 pour la sélection des immigrants dont le Canada a besoin.

« Ce rapport démontre que le Canada est réellement une destination de choix, a indiqué le ministre Codere. Je suis très heureux de vous dire que 250 346 résidents permanents ont été accueillis au Canada l'année dernière. » Bien que les prévisions du nombre de nouveaux immigrants pour 2001 aient été de l'ordre de 200 000 à 225 000, CIC a dépassé cet objectif d'environ 11 % – résultat que le Ministère attribue à un investissement spécial, à même le budget fédéral de 2000, qui visait à réduire le nombre de cas à traiter dans les missions à l'étranger.

Pour la première fois, les renseignements contenus dans ce rapport ont été présentés sous la forme prévue par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR). Ce document, qui doit être déposé au Parlement au plus tard le 1^{er} novembre chaque année, est une exigence de la LIPR, qui est entrée en vigueur le 28 juin 2002. Comme le rapport couvre l'année 2001 – avant la prise d'effet de la nouvelle Loi –, il ne rend pas compte des décisions prises en matière de sélection des nouveaux arrivants aux termes de cette nouvelle législation. Il comprend les résultats de l'année civile précédente et les prévisions pour l'année prochaine. En 2003, CIC prévoit sélectionner entre 220 000 et 245 000 résidents permanents.

« Cette fourchette traduit l'engagement du gouvernement à relever les défis du 21^e siècle, a précisé le Ministre. Ces niveaux d'immigration sont déterminants pour l'avenir du Canada sur le plan démographique, économique et social. »

Le rapport fait également ressortir les préoccupations des provinces et des territoires. À ce chapitre, il inclut la liste complète des ententes fédérales-provinciales-territoriales. Le ministre Codere a indiqué qu'il était « particulièrement fier d'illustrer, par ce rapport, l'engagement du gouvernement à entretenir les partenariats avec les provinces et les territoires. Cela montre l'importance de travailler en collaboration afin que tous puissent partager les bénéfices de l'immigration ».



NEWS RELEASE

2002-38

NEW CITIZENSHIP BILL TABLED TODAY

OTTAWA, October 31, 2002 - The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration, tabled a new citizenship bill in the House of Commons today. The proposed legislation reasserts the rights and freedoms of Canadians and reinforces the responsibilities associated with being Canadian and the importance of a strong commitment to Canada.

“As stipulated in the Speech from the Throne and following the implementation of the new *Immigration and Refugee Protection Act*, it is time to update the *Citizenship Act*. Canada’s citizenship law has not changed since 1977, and we need to modernize it to reflect the realities of today’s world,” said Minister Coderre. “The bill tabled today defines the essence and meaning of Canadian citizenship and the values it represents. Further, the proposed changes would complement the *Immigration and Refugee Protection Act*.”

“Canadians have asked for citizenship legislation that requires potential Canadians to make a strong commitment to this country. We have listened to these concerns, and they are reflected in this bill,” said the Minister.

The citizenship bill proposes that:

- a greater emphasis be placed on existing Canadian values by changing the oath of citizenship to include a direct expression of loyalty to Canada;
- a permanent resident be physically present in Canada for a total of three years out of the six years immediately prior to applying for Canadian citizenship;
- a fully judicial process be instituted under which a judge would decide if an individual’s citizenship should be revoked;
- new powers be granted to the minister to annul citizenship obtained through the use of a false identity;
- the Governor-in-Council be able to refuse citizenship in those rare cases where a person demonstrates a flagrant disregard for Canadian values;
- children adopted abroad by Canadians become citizens without having to enter Canada as permanent residents and apply for citizenship; and
- citizenship commissioners, currently designated as citizenship judges, play a more active role in promoting Canadian citizenship.

Many elements of Canada's current *Citizenship Act* work well and would remain part of the new law, including the following provisions: children born in Canada will automatically become Canadian citizens; Canadian citizens will still be able to be citizens of other countries; and applicants for Canadian citizenship must still demonstrate sufficient knowledge of Canada and of one of its two official languages before being granted citizenship.

- 30 -

For more information, contact:

Mark Dunn
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Spokesperson
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca

BACKGROUND

Citizenship Bill

Strengthening the Value of Canadian Citizenship

The Government of Canada has tabled a new citizenship bill. The proposed legislation, after receiving royal assent, would replace the current law that dates back to 1977. The bill reaffirms the integrity of Canadian citizenship, reflects what Canadians today want citizenship to represent and ensures that future Canadians have a strong link to Canada. It modernizes our citizenship rules and processes, and addresses gaps and inconsistencies in the current legislation. Specifically, the proposed legislation establishes clear, fair and objective criteria for Canadian citizenship.

Modernizing the *Citizenship Act*

Canada's first *Citizenship Act* came into effect in 1947. A second citizenship act became law in 1977. Over the past two decades, a number of inadequacies and inconsistencies have become apparent. At the same time, there is a clear need for a more simplified and efficient system to process applications.

The citizenship bill is based on previous legislative proposals: Bill C-63, tabled in Parliament in 1998, and Bill C-16, tabled in 1999. In substance, the new bill is almost identical to Bill C-16, as it was amended by the Standing Committee on Citizenship and Immigration.

Many Elements Will Remain the Same

Many elements of Canada's current *Citizenship Act* work well and would remain part of the new law:

- children born in Canada will automatically become Canadian citizens;
- children born in other countries to a Canadian parent will still have a right to Canadian citizenship;
- Canadian citizens will still be able to be citizens of other countries;
- people must still be permanent residents of Canada when they apply for Canadian citizenship; and
- applicants for Canadian citizenship must still demonstrate sufficient knowledge of Canada and of one of its two official languages before being granted citizenship.

The Citizenship Bill Includes Many Important Changes

The views of parliamentarians and other interested Canadians on the previously proposed changes to the *Citizenship Act* have helped to refine some important changes to Canada's citizenship law and procedures. All of the recommendations of the Standing Committee on Citizenship and Immigration have been taken into consideration.

A New Oath

A major change in the proposed legislation is a revised citizenship oath. In keeping with the wishes expressed by Canadians, the oath would reflect existing values by incorporating the concept of loyalty toward Canada and respect for our country's democratic values. The proposed revised oath is as follows:

From this day forward, I pledge my loyalty and allegiance to Canada and Her Majesty Elizabeth the Second, Queen of Canada. I promise to respect our country's rights and freedoms, to uphold our democratic values, to faithfully observe our laws and fulfil my duties and obligations as a Canadian citizen.

Clearer Residency Requirements

A permanent resident would have to accumulate three years of physical presence in Canada within the six years preceding an application for Canadian citizenship. The proposed legislation would no longer permit persons who have spent time in Canada without status to accumulate residence toward citizenship. However, the proposed legislation would allow non-permanent residents to count a portion of time spent in Canada from when they acquired legal status. For example, a person who entered Canada as a student, visitor or temporary worker will be able to accumulate one half-day for every day spent in Canada up to a maximum period of one year toward fulfilling the residence requirement.

In addition, a person who enters Canada without status and is later determined to be a protected person, as defined by the *Immigration and Refugee Protection Act*, will also be able to accumulate credit. This credit will be calculated as one half-day for each day of residence in Canada, up to a maximum period of one year, starting from the day the person was deemed to be a protected person.

Revocation Process

The new legislation proposes a new revocation process composed of three key elements aimed at improving transparency and fairness while also facilitating the removal of those involved in terrorism, war crimes and organized crime.

The first element involves moving to a fully judicial model where the Federal Court Trial Division would make the finding about misrepresentation in the acquisition of citizenship and issue the revocation order. The person or the Minister may appeal the decision to the Federal Court of Appeal and with leave to the Supreme Court of Canada. The Governor-in-Council no longer plays a role. The Minister can consider humanitarian factors before undertaking revocation procedures or at any stage in the process, including during the removal process.

The second element is an accelerated removal process for persons accused of terrorism, war crimes or organized crime.

The final element would be the use of protected information in those cases where the allegations of terrorism, war crimes or organized crime cannot be proven without the use of evidence, whose disclosure would endanger the safety of people or would compromise national security.

Authority to Annul or Refuse Citizenship

To increase the value of Canadian citizenship, the bill proposes a new power that would allow the Minister to annul citizenship if the person who obtained it was prohibited from doing so for criminal reasons or for having assumed a false identity.

Also in the context of increasing the value of Canadian citizenship, the Governor-in-Council would be able to refuse citizenship if there are reasonable grounds to believe that a person has demonstrated a flagrant and serious disregard for the principles and values underlying a free and democratic society. Examples of such cases include those involving hate-mongers or human rights violators.

To strengthen the integrity of the citizenship legislation and to respond to more contemporary concerns, the bill proposes new prohibitions for individuals who have committed two or more summary offences or who have committed criminal acts abroad.

Citizenship for Second-generation Canadians Born in Other Countries

Children born abroad to Canadian parents would continue to acquire Canadian citizenship automatically in the first and second generations. However, second-generation children (i.e., grandchildren) would lose their citizenship at the age of 28 unless they have resided in Canada for three of the six years preceding their application for retention. The proposed legislation will thus limit the transmission of citizenship to those who demonstrate attachment to Canada.

Individuals in subsequent generations (third, fourth and later generations of persons born to Canadian parents) would be required to go through the immigration process and then seek naturalization in Canada in the same manner as other immigrants to Canada.

Transition for Canadians Born Outside Canada (Second-generation)

The proposed legislation includes a transitional provision that applies only to people who will be at least 22 years old when the bill comes into force, and would thus be unable to accumulate the three years of residence required over a six-year period before reaching the age of 28. Under the transitional provision, these individuals would have an option to acquire one year of residence in the year before applying.

Citizenship through Adoption

Under the proposed legislation, a foreign child adopted by a Canadian citizen could be granted citizenship without any permanent residence prerequisite. This provision is intended to reduce the distinction between biologically related and adopted children. The adoption must be in the

best interests of the child in order to be recognized for citizenship purposes. This is designed to prevent adoptions of convenience, child trafficking or abduction. Under the current legislation, a foreign child adopted by a Canadian must obtain permanent residence before being granted citizenship.

Citizenship Commissioners

Under the proposed legislation, citizenship judges would have a greater citizenship promotion role and would be called by the title of citizenship commissioners.

The citizenship commissioners would continue to preside over citizenship ceremonies and have an increased role in promoting the active participation of citizens in their communities, thereby further strengthening the value of Canadian citizenship.

This new title better corresponds with their functions and will help avoid confusion of their responsibilities with those of judges in Canadian courts of law.

Citizenship judges, renamed citizenship commissioners, would no longer be required to approve all citizenship applications. They would be able to devote themselves to duties like presiding over citizenship ceremonies, administering the citizenship oath, promoting citizenship in the community and advising the Minister on complex citizenship issues.

A New Administrative Process

Under the proposed legislation, an administrative process would replace the decision-making duties of citizenship judges. Citizenship officers would approve or refuse citizenship applications on the basis of fair and objective criteria. More than 90 percent of citizenship applications are routinely approved.

A New Review Process

A new review process would correct potential errors without involving the Federal Court. This process will allow the Minister to reconsider a decision refusing citizenship or a decision regarding the issuance of a certificate.

The proposed legislation signals a shift in the government's approach to granting Canadian citizenship. Currently, citizenship judges must approve all citizenship applications. Under the proposed legislation, delegated citizenship officials would exercise the Minister's authority to grant citizenship. Decisions under the proposed act will be based on objective criteria in an administrative fact-finding process influenced by internal policies, procedures and guidelines.

The new unit of review officers to be established under this provision represents a safeguard for the program. It will promote greater consistency in decision making, which will enhance equity through the system.

Transitional Provision

This provision clarifies what happens to applications made under the current act when the proposed act comes into force. The provision would ensure the continued efficiency of the application process.

An application made before the current *Citizenship Act* is repealed must be dealt with under the new provisions of the proposed legislation. There is one exception. If a citizenship judge is handling an application on the day the current act is repealed, the application will continue to be processed under the provisions of the current act, except that the application will be subject to the new provisions concerning prohibitions, national security and the new oath of citizenship.

Grant of Citizenship in Certain Cases

The proposed legislation seeks to remedy the injustices of the *Canadian Citizenship Act* of 1947 with respect to children of Canadian citizens who have not been able to obtain citizenship because they were born out of wedlock. By granting a period of three years to people born outside Canada to a Canadian parent, the provision enables a new class of people to apply for citizenship.

For the first time, a person born out of wedlock outside Canada to a Canadian father between 1947 and 1977 may request citizenship (currently, children of Canadian mothers already have this right). In addition, a grant of citizenship will be possible for people adopted by a Canadian between 1947 and 1977. This reflects the government's concern to reduce, wherever possible, the distinctions between biologically related and adopted children. Finally, the Minister may grant citizenship to the children and grandchildren of these people, provided that they show they have a substantial connection to Canada.

This three-year period provides the people concerned with a reasonable opportunity to apply for citizenship. However, such people will be subject to the prohibitions of the Act and will have to take the oath of citizenship.

ENQUIRIES

The CIC Call Centre can provide further information on the proposed legislation and the impact of the changes on Canadians. Please contact the office in the nearest region.

Montréal: (514) 496-1010

Toronto: (416) 973-4444

Vancouver: (604) 666-2171

Anywhere else in Canada: 1 888 242-2100 (toll-free)

Visit our Internet site for up-to-date information on the proposed citizenship legislation:
(<http://www.cic.gc.ca>).

Le nouveau service d'agents de révision qui serait créé en vertu de cette disposition est un mécanisme de sécurité du programme. Il favoriserait une plus grande uniformité dans la prise des décisions, ce qui rendrait tout le système plus équitable.

Disposition transitoire

Cette disposition précise ce qui se produirait dans le cas des demandes présentées en vertu de la loi actuelle, à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Cette disposition garantirait le maintien de l'efficacité du mécanisme des demandes.

Une demande présentée avant l'abrogation de l'actuelle *Loi sur la citoyenneté* devrait être traitée conformément aux dispositions de la loi envisagée. Il y aurait cependant une exception : si un juge de la citoyenneté se trouvait à traiter une demande le jour de l'abrogation de la loi actuelle, la demande serait traitée selon les dispositions de la loi actuelle, mais les nouvelles dispositions touchant les interdictions, la sécurité nationale et le nouveau serment de citoyenneté s'y appliqueraient.

Ocrot de la citoyenneté dans certains cas

Dans la loi envisagée, on cherche à corriger le traitement inéquitable manifesté dans la *Loi sur la citoyenneté canadienne* de 1947 à l'égard des enfants de citoyens canadiens qui n'ont pu obtenir la citoyenneté parce qu'ils sont nés hors des liens du mariage. En octroyant une période de trois ans aux personnes nées hors du Canada d'un parent canadien, cette disposition permet à une nouvelle catégorie de personnes de demander la citoyenneté.

Pour la première fois, une personne née hors des liens du mariage à l'extérieur du Canada d'un père canadien, entre 1947 et 1977, pourrait demander la citoyenneté (les enfants nés d'une mère canadienne ont déjà ce droit). De plus, il serait possible d'octroyer la citoyenneté aux personnes adoptées par un Canadien entre 1947 et 1977. Cela rend compte du souci du gouvernement de réduire dans la mesure du possible les distinctions entre enfants adoptés et enfants biologiques. Enfin, le ministre pourrait accorder la citoyenneté aux enfants et aux petits-enfants de ces personnes, pourvu que ceux-ci prouvent qu'ils ont établi un lien solide avec le Canada.

Cette période de trois ans donnerait aux personnes touchées une possibilité raisonnable de demander la citoyenneté. Toutefois, ces personnes seraient soumises aux interdictions prévues à la loi et devraient prêter le serment de citoyenneté.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Les télécentres peuvent donner plus de renseignements sur la législation envisagée et l'impact des changements sur les Canadiens. N'hésitez pas à communiquer avec un télécentre.

Montréal : (514) 496-1010

Toronto : (416) 973-4444

Vancouver : (604) 666-2171

Ailleurs au Canada : 1 888 242-2100 (sans frais)

Visitez notre site Internet qui contient des renseignements à jour sur le projet de loi sur la citoyenneté (<http://www.cic.gc.ca>).

Citoyenneté par adoption

Dans la loi envisagée, un enfant étranger adopté par un citoyen canadien pourrait obtenir la citoyenneté sans devoir satisfaire à une condition préalable de résidence permanente. Cette disposition vise à atténuer la distinction entre les enfants biologiques et les enfants adoptés. Pour être reconnue aux fins de la citoyenneté, l'adoption devrait être effectuée dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette mesure est destinée à empêcher l'adoption de complaisance et le trafic ou les enlèvements d'enfants. Dans la loi actuelle, l'enfant étranger adopté par un Canadien doit obtenir la résidence permanente avant d'obtenir la citoyenneté.

Commissaires à la citoyenneté

Dans la loi envisagée, les juges de la citoyenneté joueraient un rôle plus grand de promotion de la citoyenneté et porteraient le titre de commissaires à la citoyenneté. Les commissaires à la citoyenneté continueraient à présider les cérémonies de citoyenneté et joueraient un rôle accru dans la promotion de la participation réelle des citoyens dans leurs collectivités, ce qui donnerait encore plus de poids à la citoyenneté canadienne.

Leur nouveau titre reflète mieux leurs fonctions et permettra d'éviter la confusion entre leurs attributions et celles des juges des cours de justice du Canada.

Les juges de la citoyenneté, rebaptisés commissaires à la citoyenneté, ne seraient plus tenus d'approuver toutes les demandes de citoyenneté. Ils auraient plus de temps pour accomplir d'autres tâches, par exemple, présider des cérémonies de citoyenneté, administrer le serment de citoyenneté, promouvoir la citoyenneté dans les collectivités et conseiller le ministre sur des questions complexes de citoyenneté.

Nouveau mécanisme administratif

Dans la législation envisagée, un mécanisme administratif remplacerait les pouvoirs décisionnels des juges de la citoyenneté. Les agents de la citoyenneté approuveraient ou refuseraient les demandes de citoyenneté en fonction de critères objectifs et équitables. Plus de 90 % des demandes de citoyenneté sont approuvées sans problème.

Nouveau mécanisme de révision

Un nouveau mécanisme de révision permettrait de corriger les erreurs éventuelles sans faire appel à la Cour fédérale. Grâce à ce mécanisme, le ministre pourrait revoir une décision de refus de citoyenneté ou infirmer une décision touchant la délivrance d'un certificat.

La loi envisagée marque un tournant dans l'approche du gouvernement en matière d'octroi de la citoyenneté canadienne. Actuellement, toutes les demandes de citoyenneté doivent être approuvées par un juge de la citoyenneté. Dans la loi envisagée, des fonctionnaires de la citoyenneté désignés accorderaient la citoyenneté au nom du ministre. Les décisions prises en vertu de la nouvelle loi seraient fondées sur des critères objectifs dans le cadre d'un processus administratif d'examen des faits, processus qui serait assujéti à des politiques, des lignes directrices et des procédures internes.

Le deuxième changement serait l'expulsion rapide des personnes accusées de terrorisme, de crimes de guerre ou d'activités liées au crime organisé.

Le troisième changement serait l'utilisation de renseignements protégés dans les cas où des allégations relatives au terrorisme, à des crimes de guerre ou au crime organisé ne pourraient être prouvées sans recourir à des renseignements qui, une fois publics, mettraient en péril la sécurité de personnes ou la sécurité nationale.

Autorisation d'annuler ou de refuser la citoyenneté

De façon à augmenter la valeur de la citoyenneté canadienne, le projet de loi accorderait au ministre le pouvoir d'annuler la citoyenneté si la personne qui l'a obtenue était frappée d'interdiction de le faire pour motifs de criminalité ou pour avoir pris une fausse identité.

Également dans ce but, le gouvernement en conseil pourrait refuser la citoyenneté s'il existait des motifs raisonnables de croire qu'une personne aurait fait montre d'un mépris flagrant et grave pour les principes et les valeurs qui sous-tendent une société libre et démocratique. Parmi les exemples de cas de ce genre, mentionnons les cas d'individus qui propagent la haine ou qui violent les droits de la personne.

Pour renforcer l'intégrité de la législation sur la citoyenneté et répondre à des préoccupations plus contemporaines, le projet de loi propose l'ajout de nouveaux motifs d'interdiction pour les personnes qui ont commis deux ou plusieurs infractions punissables par déclaration sommaire de culpabilité ou qui ont commis des actes criminels à l'étranger.

Citoyenneté pour les Canadiens de deuxième génération nés dans d'autres pays

Les enfants nés à l'étranger de parents canadiens continueraient d'acquérir la citoyenneté automatiquement, à la première et à la deuxième générations. Toutefois, les enfants de la deuxième génération (c.-à-d., les petits-enfants) perdraient leur citoyenneté à l'âge de 28 ans à moins d'avoir résidé au Canada pendant trois des six années précédant leur demande de conservation de la citoyenneté. La loi envisagée limiterait donc la transmission de la citoyenneté aux personnes qui ont fait la preuve de leur attachement à l'égard du Canada.

Les personnes des générations subséquentes (troisième génération et générations suivantes de personnes nées de parents canadiens) devraient passer par le processus d'immigration avant de demander leur naturalisation au Canada, de la même manière que les autres immigrants.

Transition pour les Canadiens nés hors du Canada (deuxième génération)

La loi envisagée comporte une disposition transitoire qui ne s'appliquerait qu'aux personnes qui auraient au moins 22 ans à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et qui, donc, seraient incapables d'accumuler les trois années de résidence nécessaires sur la période de six ans requise avant d'atteindre 28 ans. En vertu de la disposition transitoire, ces personnes auraient la possibilité d'acquérir une année de résidence l'année précédant la présentation de leur demande.

Nouveau serment

Un changement d'importance, dans la loi envisagée, est le nouveau libellé du serment de citoyenneté. Conformément aux désirs exprimés par les Canadiens, le serment rendrait compte des valeurs actuelles en intégrant le concept de loyauté envers le Canada et de respect de nos valeurs démocratiques. Voici la version proposée du serment révisé :

Dorénavant, je promets fidélité et allégeance au Canada et à Sa Majesté Elizabeth Deux, Reine du Canada. Je m'engage à respecter les droits et libertés de notre pays, à préserver ses valeurs démocratiques, à observer fidèlement ses lois, et à remplir mes devoirs et obligations de citoyen(ne) canadien(ne).

Clarification des exigences de résidence

Le résident permanent devrait accumuler trois ans de présence effective au Canada dans les six années précédant la présentation de sa demande de citoyenneté canadienne. Dans la loi envisagée, les personnes n'ayant pas séjourné au Canada sans statut ne pourraient plus accumuler du temps de résidence aux fins de la citoyenneté. Toutefois, la loi envisagée permettrait aux personnes qui ne sont pas résidents permanents de tenir compte d'une portion de leur séjour au Canada à compter du moment où elles auraient obtenu leur statut juridique. Ainsi, une personne entrée au Canada en tant qu'étudiant, visiteur ou travailleur temporaire pourrait accumuler une demi-journée par jour passé au Canada, jusqu'à une période maximale d'un an au titre des exigences de résidence permanente.

De plus, toute personne qui entre au Canada sans statut et dont on constate ultérieurement qu'elle est une personne protégée, au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, pourra aussi accumuler des crédits. Ces crédits sont calculés ainsi : une demi-journée par jour de résidence au Canada, jusqu'à une période maximale d'un an, à compter du jour où la personne était réputée être une personne protégée.

Processus de révocation

Le projet de loi propose un nouveau processus de révocation qui comprendrait trois grands changements visant à assurer une plus grande transparence et équité, tout en facilitant l'expulsion des individus impliqués dans le terrorisme, les crimes de guerre ou le crime organisé.

Le premier changement serait l'adoption d'un processus entièrement judiciaire selon lequel la Section de première instance de la Cour fédérale prendrait la mesure de révocation s'il est établi qu'une fausse déclaration a été faite pour acquiescer la citoyenneté. La personne en cause ou le ministre pourrait interjeter appel devant la Cour d'appel fédérale et, sur autorisation, devant la Cour suprême. Le gouverneur en conseil n'aurait plus de rôle à jouer dans le processus. Le ministre pourrait tenir compte de considérations humanitaires avant d'amorcer le processus de révocation ou à tout moment par la suite, y compris pendant le processus de renvoi.

DOCUMENT D'INFORMATION

Projet de loi sur la citoyenneté

Raffermir la valeur de la citoyenneté canadienne

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur la citoyenneté. La nouvelle loi, après que le Parlement l'aura débattue et promulguée, remplacera la loi actuelle, qui remonte à 1977. Ce projet de loi réaffirme l'intégrité de la citoyenneté canadienne, traduit l'idée que se font les Canadiens d'aujourd'hui de leur citoyenneté et fait en sorte que les futurs Canadiens aient des liens étroits avec le Canada. Il modernise nos règles et procédures en matière de citoyenneté de même qu'il comble les lacunes et corrige les incohérences de la loi actuelle. Plus précisément, la loi envisagée établit des critères clairs, justes et objectifs en matière de citoyenneté canadienne.

Modernisation de la Loi sur la citoyenneté

La première *Loi sur la citoyenneté* est entrée en vigueur en 1947. La deuxième *Loi sur la citoyenneté* a pris force de loi en 1977. Depuis deux décennies, nombre de lacunes et d'incohérences sont devenues apparentes. En même temps, la nécessité d'un système plus simple et plus efficace pour traiter les demandes ne fait aucun doute. Le projet de loi sur la citoyenneté repose sur deux propositions législatives antérieures, le projet de loi C-63, déposé au Parlement en 1998, ainsi que le projet de loi C-16, déposé en 1999. Le nouveau projet est presque identique au projet de loi C-16, tel qu'amendé par le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

De multiples éléments demeureront les mêmes

Dans l'actuelle *Loi sur la citoyenneté*, nombre d'éléments ne posent pas de problèmes et se retrouveraient donc dans la nouvelle loi. Les voici :

- la plupart des enfants nés au Canada sont automatiquement citoyens canadiens;
- les enfants nés dans un autre pays d'un parent canadien ont droit à la citoyenneté canadienne;
- un citoyen canadien a la possibilité de devenir citoyen d'un autre pays;
- une personne doit être un résident permanent du Canada lorsqu'elle présente sa demande de citoyenneté canadienne;
- les demandeurs de la citoyenneté canadienne doivent démontrer une connaissance suffisante du Canada et de l'une des deux langues officielles pour obtenir la citoyenneté.

Le projet de loi sur la citoyenneté comporte de nombreux changements majeurs

Les opinions des parlementaires et d'autres Canadiens intéressés sur les changements précédents envisagés à la *Loi sur la citoyenneté* ont permis d'apporter certaines modifications importantes à la loi sur la citoyenneté du Canada ainsi qu'aux procédures afférentes. Nous avons tenu compte de toutes les recommandations du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

Dans l'actuelle *Loi sur la citoyenneté*, nombre d'éléments ne posent pas de problèmes et se retrouveraient donc dans la nouvelle loi, notamment les suivants : les enfants nés au Canada seront automatiquement citoyens canadiens; un citoyen canadien aura la possibilité de devenir citoyen d'un autre pays; et les demandeurs de la citoyenneté canadienne devront démontrer une connaissance suffisante du Canada et de l'une des deux langues officielles pour obtenir la citoyenneté.

- 30 -

Pour de plus amples informations :

Mark Dunn	
Directeur des communications	
Cabinet du Ministre	(613) 954-1064
René Mercier	
Porte-parole	
Relations avec les médias	(613) 941-7042

Visitez notre site Internet à : www.cic.gc.ca

COMMUNIQUE

2002-38

DÉPÔT AUJOURD'HUI DU PROJET DE LOI SUR LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 31 octobre 2002 - L'honorable Denis Coderre, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes un nouveau projet de loi sur la citoyenneté. La législation proposée réaffirme les droits et les libertés des Canadiens et accroit les responsabilités associées au fait d'être Canadien et l'importance d'un engagement solide envers le Canada.

« Comme il est indiqué dans le discours du Trône et à la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, le temps est venu de mettre à jour la *Loi sur la citoyenneté*, qui n'a pas été modifiée depuis 1977, et de la moderniser afin qu'elle reflète les valeurs du monde d'aujourd'hui, a déclaré le ministre Coderre. Le projet de loi déposé aujourd'hui définit l'essence et le sens de la citoyenneté canadienne ainsi que les valeurs qu'elle représente. En outre, les changements proposés complètent la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. »

« Les Canadiens ont demandé une loi sur la citoyenneté qui exige des Canadiens éventuels de prendre un engagement solide envers le Canada. Nous avons entendu leurs préoccupations et celles-ci sont prises en compte dans le projet de loi », a déclaré le Ministre.

Le projet de loi sur la citoyenneté propose ce qui suit :

- accorder une plus grande importance aux valeurs canadiennes actuelles en modifiant le serment de la citoyenneté afin d'inclure une expression directe de la loyauté envers le Canada;
- exiger du résident permanent qu'il soit physiquement présent au Canada pendant trois années en tout au cours des six années précédant immédiatement sa demande de citoyenneté canadienne;
- mettre en place un mécanisme entièrement judiciaire par lequel un juge décidera si la citoyenneté d'une personne doit être révoquée;
- accorder de nouveaux pouvoirs au ministre qui lui permettront d'annuler la citoyenneté lorsqu'elle est obtenue sous une fausse identité;
- autoriser le gouverneur en conseil à refuser la citoyenneté dans les rares cas où une personne fait preuve d'un manque de respect flagrant envers les valeurs canadiennes;
- permettre aux enfants adoptés à l'étranger par des Canadiens de devenir citoyens sans avoir à entrer au Canada à titre de résident permanent et sans avoir à demander la citoyenneté;
- attribuer un rôle plus actif dans la promotion de la citoyenneté canadienne aux commissaires à la citoyenneté, que l'on appelle à l'heure actuelle juges de la citoyenneté.



NEWS RELEASE

2003-44

MINISTER TABLES THE 2003 ANNUAL REPORT TO PARLIAMENT ON IMMIGRATION

OTTAWA, October 30, 2003 - The Honourable Denis Coderre, Minister of Citizenship and Immigration Canada (CIC), today tabled the 2003 *Annual Report to Parliament on Immigration*. The report highlights the activities and initiatives CIC undertook in 2002 to select the people Canada needs and includes the government's immigration plan for 2004.

"This report demonstrates that Canada has a carefully managed, controlled and balanced immigration program," said Minister Coderre. "It provides a broad picture of what goes into realizing the social, cultural and economic benefits of immigration."

The *Annual Report to Parliament on Immigration*, which must be tabled at the latest by November 1 each year, is a requirement under the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA), which came into effect on June 28, 2002. As IRPA was implemented halfway through 2002, the report touches on the selection decisions made under both the former *Immigration Act* and the new legislation. In addition to looking back on the 229,091 permanent residents welcomed to Canada in 2002, the report includes future projections. CIC expects to select between 220,000 and 245,000 new permanent residents in 2004 and is proposing the same target range for 2005.

"Working within available resources, immigration planning means setting priorities, balancing workloads and ensuring the capacity to integrate newcomers," explained the Minister. "CIC also recognizes the critical role of the provinces and territories in immigration planning and is committed to working with them."

Key provincial and territorial considerations are included in the report, along with a complete list of federal-provincial-territorial agreements. The report also includes the linguistic profiles of last year's permanent residents, a gender-based analysis of the impact of IRPA, and the number of temporary resident permits issued.

-30-

For more information (media only):

Sarah Bain
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Susan Scarlett
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7035

Visit our Internet site: www.cic.gc.ca



2003 Annual Report to Parliament on Immigration

Background

The 2003 *Annual Report to Parliament on Immigration* provides information on immigration activities for the calendar year 2002 and includes the government's immigration plan for 2004. The report is a requirement of the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA), which came into effect on June 28, 2002. Citizenship and Immigration Canada (CIC) will table the report on or before November 1 of each year.

Highlights of the Report

As required under section 94 of IRPA, this year's report provides information on the following immigration activities.

- **The 229,091 immigrants who became permanent residents in 2002.** This includes breakdowns by immigrant class, gender and province of destination, and the top countries of origin.
- **The linguistic profiles of the permanent residents welcomed to Canada in 2002.** The report indicates that 43.4% spoke English, 4.7% spoke French, and 6% spoke both official languages. The remaining 45.9% were reported to speak neither.
- **The 37,626 permanent residents admitted to Canada under the Canada-Quebec Accord in 2002.** Projections for this group of permanent residents have been set at 40,000 to 45,000 for 2004. More detailed information by class is also provided.
- **The 8,873 temporary resident permits issued in 2002.** Formerly known as Minister's permits, temporary resident permits are issued to foreign nationals who wish to remain in Canada for a limited period of time and who would otherwise be inadmissible for technical, medical or criminal reasons.
- **The 4,038 individuals granted permanent resident status on humanitarian or compassionate grounds in 2002.**
- **Key information on the temporary residents of 2002** (foreign workers, students and visitors) has also been included to provide a more complete picture of the government's immigration activities.
- **A status report on the number of permanent residents admitted in 2003** (from January to August), by immigrant class.
- **Future projections: 220,000 to 245,000 new permanent residents are expected in 2004.** This number is further broken down into the number of people expected to be accepted in Canada as protected persons or under the economic or family class. The number also includes immigrants expected under the Canada-Quebec Accord.

- **A proposed plan for 2005.** This plan proposes to maintain projections for 2005 at 220,000 to 245,000, subject to review and consultation.
- **A gender-based analysis of the impact of IRPA** in its initial phase. This public policy tool will ensure that the important social and economic differences between men and women are taken into account at all stages of the policy process.
- The report also includes the **list of federal-provincial-territorial agreements currently in effect**, as required under section 8 of IRPA.

A Continued Period of Transition

Because IRPA came into effect in mid-year, on June 28, 2002, the *2003 Annual Report to Parliament on Immigration* includes the selection decisions made under the former *Immigration Act* as well as under IRPA. In its 2004 report, CIC will cover the first full year of operations under IRPA.

The information in this report is presented according to the requirements of IRPA. The main difference between past reports (prepared before 2002 according to section 7 of the former *Immigration Act*) and the 2003 report is the broader scope required under section 94 of IRPA. The report therefore provides information on immigration activities undertaken in the previous calendar year, a status report on the number of permanent residents to date in the current year, and projections for the number of permanent residents Canada will welcome in the following calendar year.

- **Un plan proposé pour 2005.** Ce plan propose de maintenir les projections allant de 220 000 à 245 000 pour 2005, sous réserve de révisions et de consultation.

- **Une analyse comparative entre les sexes des répercussions de la LIPR** dans sa phase initiale. Cet outil de politique publique a pour but d'assurer la prise en compte des différences importantes entre hommes et femmes sur le plan social et économique, à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques.

- Le rapport comprend également la **liste des ententes fédérales-provinciales-territoriales en vigueur**, conformément à l'article 8 de la LIPR.

Une période de transition prolongée

Comme la LIPR est entrée en vigueur le 28 juin 2002, le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration* de 2003 comprend des décisions de sélection faites en vertu de l'ancienne *Loi sur l'immigration* ainsi que de la LIPR. Dans le rapport de 2004, CIC fera, pour la première fois, le compte rendu de ses activités en vertu de la LIPR pour une année entière.

Les renseignements contenus dans ce rapport sont présentés conformément aux exigences de la LIPR. Ce qui distingue cette version des rapports précédents (préparés conformément à l'article 7 de l'ancienne *Loi sur l'immigration*), c'est surtout l'éventail plus large de renseignements à inclure aux termes de l'article 94 de la LIPR. Aussi le rapport de 2003 fournit-il de l'information sur les initiatives en matière d'immigration mises sur pied au cours de l'année civile précédente, ainsi qu'un compte rendu du nombre de résidents permanents admis à ce jour au cours de l'année en cours. En outre, il comporte des prévisions du nombre de résidents permanents qui seront admis au Canada durant l'année civile suivante.

Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2003

Document d'information

Le Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2003 décrit les activités d'immigration pour l'année civile 2002 et comprend le plan du gouvernement en matière d'immigration pour 2004. Il s'agit d'une exigence de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR), qui est entrée en vigueur le 28 juin 2002. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) doit déposer ce rapport chaque année, au plus tard le 1^{er} novembre.

Points saillants du rapport

Conformément à l'article 94 de la LIPR, le rapport de cette année traite des activités suivantes :

- **L'obtention de la résidence permanente par 229 091 personnes en 2002.** Ce total comprend une ventilation des nouveaux résidents permanents par catégorie d'immigrant, par sexe et par province de destination, et les principaux pays d'origine.
- **Le profil linguistique des résidents permanents accueillis au Canada en 2002.** Le rapport indique que 43,4 % parlaient l'anglais, 4,7 %, le français, et 6 %, les deux langues. Les 45,9 % restants ne parlaient aucune des deux langues officielles.
- **Les 37 626 résidents permanents admis au Canada en vertu de l'Accord Canada-Québec en 2002.** Les prévisions pour ce groupe de nouveaux arrivants sont de l'ordre de 40 000 à 45 000 personnes pour 2004. De plus amples renseignements par catégorie d'immigrants sont également fournis.
- **Les 8873 permis de séjour temporaire délivrés en 2002.** Ces permis, auparavant appelés « permis du ministre », sont délivrés aux ressortissants étrangers qui désirent rester au Canada pour un temps limité et qui, autrement, ne seraient pas admissibles pour des motifs d'ordre technique, médical ou criminel.
- **Les 4038 personnes qui ont obtenu la résidence permanente pour des raisons d'ordre humanitaire en 2002.**

- **Des informations essentielles sur les résidents temporaires en 2002** (travailleurs étrangers, étudiants et visiteurs) ont aussi été ajoutées afin de donner une image plus complète des activités d'immigration du gouvernement.

- **Un rapport d'étape sur le nombre de résidents permanents admis en 2003** (de janvier à août) par catégorie d'immigrants.

- **Les prévisions pour 2004 : de 220 000 à 245 000 nouveaux résidents permanents.** Ce total est ventilé selon le nombre de personnes que l'on prévoit admettre au Canada à titre de personnes protégées, ainsi que celles appartenant aux catégories de l'immigration économique ou du regroupement familial. Ce nombre inclut les prévisions de nouveaux arrivants en vertu de l'Accord Canada-Québec.



COMMUNIQUE

2003-44

LE MINISTRE DÉPOSE LE RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR L'IMMIGRATION

DE 2003

OTTAWA, le 30 octobre 2003 – L'honorable Denis Coderre, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), a déposé aujourd'hui le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration* de 2003. Le rapport expose les activités et initiatives que CIC a menées en 2002 pour sélectionner les personnes dont le Canada a besoin, et il présente le plan d'immigration du gouvernement pour 2004.

« Ce rapport démontre que le Canada a un programme d'immigration soigneusement géré, qui est bien contrôlé et équilibré, a dit le ministre Coderre. Il brosse un tableau de tout ce qui doit être accompli pour atteindre l'objectif visant à tirer profit des avantages de l'immigration sur le plan social, culturel et économique. »

Le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration*, qui doit être déposé au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, est une exigence en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR), entrée en vigueur le 28 juin 2002. Comme la LIPR a été mise en œuvre au milieu de l'année 2002, le rapport porte sur les décisions en matière de sélection prises tant sous l'ancienne *Loi sur l'immigration* que sous la nouvelle Loi. En plus de traiter des 229 091 résidents permanents accueillis au Canada en 2002, le rapport présente les prévisions pour l'avenir. CIC pense sélectionner entre 220 000 et 245 000 nouveaux résidents permanents en 2004 et propose la même gamme d'objectifs pour 2005.

« En travaillant dans les limites des ressources disponibles, la planification de l'immigration consiste à établir les priorités, à équilibrer la charge de travail et à assurer la capacité d'intégrer les nouveaux arrivants, a expliqué le Ministre. CIC reconnaît également le rôle crucial des provinces et des territoires dans la planification de l'immigration, et il s'engage à travailler avec eux. »

Des considérations provinciales et territoriales essentielles sont exposées dans le rapport, ainsi qu'une liste complète d'ententes fédérales-provinciales-territoriales. Le rapport présente également les profils linguistiques des résidents permanents de l'année dernière, une analyse comparative entre les sexes des répercussions de la LIPR et le nombre de permis de séjour temporaire délivrés.

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements (médias seulement) :

Sarah Bain

Attachée de presse
Cabinet du Ministre
(613) 954-1064

Susan Scarlett

Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7035

Visitez notre site Internet : www.cic.gc.ca



NEWS RELEASE

2004-16

MINISTER TABLES THE 2004 ANNUAL REPORT TO PARLIAMENT ON IMMIGRATION

OTTAWA, October 28, 2004 - Citizenship and Immigration Minister Judy Sgro today tabled the *Annual Report to Parliament on Immigration*. The report highlights the Department's activities in 2003 to attract immigrants, who provide both economic and cultural benefits to Canadians. It also includes the Government of Canada's immigration plan for 2005.

"Our immigration plan for 2005 will help Canada's economy grow, while promoting family reunification and refugee protection," says Minister Sgro.

The *Annual Report to Parliament on Immigration*, which must be tabled at the latest by November 1 each year, is a requirement under the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA), in effect since June 28, 2002. The report indicates that Canada welcomed 221,352 permanent residents in 2003 and includes the linguistic profiles of these permanent residents, an update on the gender-based analyses of the impact of IRPA, and the number of temporary resident permits issued. CIC expects to select between 220,000 and 245,000 new permanent residents in 2005.

Key provincial and territorial collaborative initiatives are included in the report, along with a complete list of federal-provincial-territorial agreements.

"Canada is one of a small number of countries to deliver a permanent immigration program," explained the Minister. The year 2003 marked the fourth year in a row that the planned immigration levels have been met. "This success indicates that Canada continues to be a destination of choice for immigrants," adds Minister Sgro.

- 30 -

For more information (media only):

France Bureau
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Maria Iadinardi
Media Relations
Communications Branch
(613) 952-0740

Visit our Internet site: <http://www.cic.gc.ca>



BACKGROUND

2004 Annual Report to Parliament on Immigration

The 2004 *Annual Report to Parliament on Immigration* provides information on immigration activities for the calendar year 2003 and includes the government's immigration plan for 2005. The report is a requirement of the *Immigration and Refugee Protection Act*, which came into effect on June 28, 2002. Citizenship and Immigration Canada must table the report on or before November 1 of each year.

Highlights of the Report

This year's report provides information on the following immigration activities.

- **The 221,352 immigrants who became permanent residents in 2003.** This includes breakdowns by immigrant class, gender and province of destination, and the top 10 source countries of origin.
- **The linguistic profiles of the permanent residents welcomed to Canada in 2003.** The report indicates that 56% (123,018) stated they spoke English and/or French, while the remaining 44% (98,334) stated they spoke neither language on arrival.
- **The 39,551 permanent residents admitted to Canada under the Canada-Quebec Accord in 2003.** The Quebec plan calls for 44,400 permanent residents for 2005. More detailed information by class is also provided.
- **The 5,265 individuals granted permanent resident status on humanitarian or compassionate grounds in 2003.**
- **The 12,069 temporary resident permits issued to persons seeking to enter Canada and found to be inadmissible.**
- **Key information on the temporary residents of 2003** (foreign workers, students and visitors) has also been included to provide a more complete picture of the government's immigration activities. In 2003, there were 244,922 entries as temporary residents and refugee claimants. Among these, 34% were foreign workers, 25% were foreign students, 12% were humanitarian cases and the remaining 29% were from other categories (primarily individuals who had only visitor records).
- **A status report on the number of permanent residents admitted in 2004** (from January to August), by immigrant class. There were 165,691 new permanent residents admitted in that time period, representing 75% of the annual target for 2004.

- **Plan for 2005: to land 220,000 to 245,000 new permanent residents.** This number is further broken down into the number of people the government plans to accept in Canada as protected persons or under the economic or family class.
- **A gender-based analysis section.** A gender-based analysis is an analytical framework that assesses the different impacts of proposed or existing policies, programs, legislation and regulations on women and men and on different groups of men and women. It compares how and why men and women might be affected differently by public policy.
- The minister of Citizenship and Immigration has the authority to sign agreements with the **provinces and territories** that will facilitate the coordination and implementation of immigration policies and programs. In recent years, bilateral agreements have been signed with nine provinces and one territory. The report includes a complete list of federal-provincial-territorial agreements currently in effect.

For more information, including historical landing patterns, see the publication entitled *Facts and Figures* on Citizenship and Immigration Canada's Web site at www.cic.gc.ca.

- **Le nombre de résidents permanents admis en 2004** (de janvier à août). Rapport d'étape par catégorie d'immigrants. Au cours de cette période, 165 691 nouveaux résidents permanents ont été admis, ce qui représente 75 % du nombre cible pour 2004.

- **Les prévisions pour 2005 : accueillir entre 220 000 et 245 000 nouveaux résidents permanents.** Ce total est ventilé selon le nombre de personnes que l'on prévoit admettre au Canada à titre de personnes protégées ainsi que celles appartenant aux catégories de l'immigration économique et du regroupement familial.

- **L'analyse comparative entre les sexes.** Cadre qui permet d'évaluer les diverses répercussions de politiques, de programmes, de lois et de règlements, qu'ils soient déjà en vigueur ou qu'il s'agisse de propositions, sur les deux sexes ainsi que sur différents groupes d'hommes et femmes. Cet outil permet d'établir comment et pourquoi la politique gouvernementale peut influencer de manière différente sur les hommes et les femmes.

- Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration peut conclure un accord avec les **provinces et les territoires** pour faciliter la coordination et la mise en œuvre des politiques et des programmes en matière d'immigration. Au cours des dernières années, des accords bilatéraux ont été conclus avec neuf provinces et un territoire. Le Rapport comprend la liste détaillée des accords fédéraux-provinciaux-territoriaux présentement en vigueur.

Pour obtenir de plus amples renseignements, y compris les profils historiques en matière d'établissement, veuillez consulter le document *Faits et chiffres*, sur le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada, à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca.

DOCUMENT D'INFORMATION

Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2004

Le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration* de 2004 décrit les activités d'immigration pour l'année civile 2003 et comprend le plan du gouvernement en matière d'immigration pour 2005. Il s'agit d'une exigence de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui est entrée en vigueur le 28 juin 2002. Citoyenneté et Immigration Canada doit déposer ce rapport chaque année, au plus tard le 1^{er} novembre.

Points saillants du Rapport

Le rapport de cette année traite de ce qui suit :

- L'obtention de la résidence permanente par 221 352 personnes en 2003. Ce total comprend une ventilation des nouveaux résidents permanents par catégorie d'immigrants, par sexe et par province de destination, et les principaux pays d'origine.
- Le profil linguistique des résidents permanents accueillis au Canada en 2003. Le Rapport précise qu'à leur arrivée, 56 % (123 018) d'entre eux avaient déclaré parler l'anglais ou le français, ou les deux, tandis que 44 % (98 334) avaient indiqué qu'ils ne parlaient aucune de ces deux langues.
- Les 39 551 résidents permanents admis au Canada en vertu de l'Accord Canada-Québec en 2003. Les prévisions pour ce groupe de nouveaux arrivants s'élèvent à 44 400 pour 2005. De plus amples renseignements par catégorie d'immigrants sont également fournis.
- Les 5 265 personnes qui ont obtenu la résidence permanente pour des raisons d'ordre humanitaire en 2003.
- Les 12 069 permis de séjour temporaire délivrés à des personnes cherchant à entrer au Canada et jugées non admissibles.
- Les résidents temporaires en 2003 (travailleurs et étudiants étrangers, et visiteurs). Des informations essentielles ont été ajoutées afin de donner une image plus complète des activités d'immigration du gouvernement. En 2003, il y a eu 244 922 entrées de résidents temporaires et de demandeurs du statut de réfugié. De ce nombre, 34 % étaient des travailleurs étrangers; 25 %, des étudiants étrangers; 12 %, des cas comportant des considérations humanitaires; et 29 %, des demandeurs d'autres catégories (principalement des personnes n'ayant qu'un dossier de visiteur).



COMMUNIQUE

2004-16

LA MINISTRE DÉPOSE LE RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR L'IMMIGRATION DE 2004

OTTAWA, le 28 octobre 2004 - Aujourd'hui, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Judy Sgro, a déposé le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration*. Le Rapport décrit les activités que le Ministère a entreprises en 2003 pour attirer des immigrants, qui contribuent à l'essor économique et culturel du Canada. Le Rapport comprend également le plan du gouvernement du Canada en matière d'immigration pour 2005.

« Notre plan en matière d'immigration pour 2005 contribuera à la croissance économique du Canada, tout en favorisant la réunification des familles et la protection des réfugiés », a déclaré la ministre Sgro.

Le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration*, qui doit être déposé au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, est une exigence de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LPR) qui est entrée en vigueur le 28 juin 2002. Le Rapport indique que le Canada a accueilli 221 352 résidents permanents en 2003. Également, il traite du profil linguistique de ces résidents permanents et fait le point sur les progrès réalisés en vue d'analyser et de comparer les répercussions de la LPR sur les hommes et les femmes. Le Rapport précise aussi le nombre de permis de séjour temporaire délivrés au cours de l'année. CIC prévoit sélectionner entre 220 000 et 245 000 nouveaux résidents permanents en 2005.

Le Rapport traite également des principales initiatives de collaboration avec les provinces et les territoires, et comprend une liste détaillée des ententes fédérales-provinciales-territoriales.

La ministre a expliqué que « le Canada est l'un des quelques pays qui offrent un programme permanent d'immigration ». L'année 2003 marque la quatrième année de suite que les niveaux d'immigration prévus ont été atteints. « Ce succès est la preuve que le Canada est toujours une destination de choix pour les immigrants », a ajouté la ministre Sgro.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements (médias seulement)

France Bureau
Attachée de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064
Marta Jadinardi
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 952-0740

Visitez notre site Internet : <http://www.cic.gc.ca>

Canada

Citizenship and
Immigration CanadaCitoyenneté et
Immigration Canada

NEWS RELEASE

2005-23

IMMIGRATION MINISTER TABLES THE 2005 ANNUAL REPORT TO PARLIAMENT ON IMMIGRATION

OTTAWA, October 31, 2005 – The Honourable Joe Volpe, Minister of Citizenship and Immigration, today announced that Canada reached its targeted annual immigration levels for the fifth consecutive year, attracting 235,824 new permanent residents in 2004. The details on the immigration levels reached, as well as the Department's activities in 2004 to attract and welcome newcomers, are outlined in the *Annual Report to Parliament on Immigration* tabled today.

The report presents the overall immigration ranges for 2006, including the commitment to admit from 225,000 to 255,000 newcomers to Canada as permanent residents. It also provides the target ranges for permanent residents to be admitted in each immigration class for 2006.

The report speaks to the need for a new long-term approach to immigration planning. Strengthened partnerships to improve the current immigration system so that applicants can be processed more quickly, and ensure a modern service delivery system that is efficient and responds to the needs of all Canadians, are a priority.

"Canada needs the drive, ambition and skills many newcomers bring to our country every year and we need to make sure they succeed once they arrive," said Minister Volpe. I am fully committed to delivering the results Canadians need and want to secure the economic and social prosperity of our country for this and future generations."

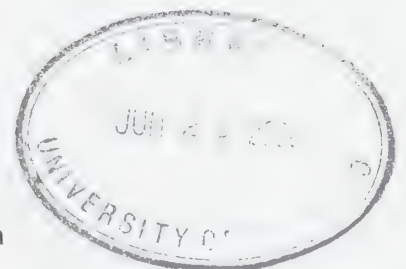
The department's annual report, and its performance report for 2004-05, is available at www.cic.gc.ca.

-30-

For more information (media only):

Stephen Heckbert
Director of Communications
Office of the Minister
(613) 954-1064

Greg Scott
Media Relations
Communications Branch
(613) 941-7028



BACKGROUND

2005 Annual Report to Parliament on Immigration

The 2005 *Annual Report to Parliament on Immigration* announces the government's immigration plan for 2006; provides information on immigration activities for the calendar year 2004 (for both permanent and temporary residents); gives a mid-year update on the permanent residents admitted in 2005; and summarizes key activities undertaken in collaboration with the provinces and territories. Under section 94 of the *Immigration and Refugee Protection Act*, Citizenship and Immigration Canada (CIC) must table the report on or before November 1 of each year.

Highlights of the Report

This year's report provides information on the following:

- **Canada's immigration plan for 2006.** The report gives the overall immigration range for the coming calendar year and provides the target ranges for permanent residents to be admitted in each immigration class in 2006. Overall, the government is committed to admitting **between 225,000 and 255,000 permanent residents in 2006 and plans to have a 56%/44% balance between the economic and non-economic classes.**
- **CIC's partnerships with provincial and territorial governments.** This overview includes a list of the federal/provincial-territorial agreements currently in force and summarizes the key joint initiatives. In 2004, **6,248 permanent residents were admitted under the Provincial Nominee Program** to fill regional or local needs.
- **The 235,824 new permanent residents admitted to Canada in 2004.** This section includes breakdowns by immigrant class, province of destination, country of origin and linguistic profile.
 - **133,746 newcomers admitted under the economic class in 2004** (57% of the total). This includes skilled workers, business immigrants, provincial nominees and live-in caregivers.
 - **62,246 newcomers admitted under the family class in 2004** (26% of the total).
 - **32,685 refugees and other protected persons admitted in 2004** (14% of the total).
 - **6,945 people granted permanent resident status on humanitarian and compassionate grounds in 2004** (3% of the total).

- **The 13,598 temporary resident permits issued in 2004** to persons seeking to enter Canada but found to be inadmissible.
- **Key information on the temporary residents admitted in 2004.** In 2004, CIC admitted **90,688 foreign workers**, granted **56,536 new study permits to international students**, and issued **684,341 temporary visitor visas**.
- **A mid-year report for 2005 on the number of permanent residents admitted** from January to June, by immigrant class. There were 130,906 newcomers admitted in the first half of the year, based on a planned target range of 220,000 to 245,000 new permanent residents.
- **An overview of gender-based analysis activities.** A gender-based analysis (GBA) is an analytical framework that assesses the different impacts of proposed or existing policies, programs, legislation and regulations on women and men. This section describes CIC's policy framework for GBA, reports on key GBA activities undertaken by CIC and provides gender breakdowns for the key immigration statistics provided in the report.

For more information, including historical landing patterns, see the publication entitled *Facts and Figures* on Citizenship and Immigration Canada's Web site at www.cic.gc.ca.

- Les 13 598 permis de séjour temporaire délivrés en 2004 à des personnes ayant demandé à entrer au Canada mais trouvées interdites de territoire.

- Renseignements clés sur les résidents temporaires admis en 2004. En 2004, CIC a admis 90 688 travailleurs étrangers, accordé 56 536 nouveaux permis d'études à des étudiants étrangers et délivré 684 341 visas de résident temporaire.

- Rapport de mi-exercice pour 2005 sur le nombre de résidents permanents admis de janvier à juin, par catégorie d'immigrants. On a admis 130 906 nouveaux arrivants au cours du premier semestre, chiffre fondé sur un objectif prévu de 220 000 à 245 000 nouveaux résidents permanents.

- Survol des activités d'analyses comparatives entre les sexes. On entend par analyse comparative entre les sexes (ACS) un cadre analytique qui évalue les différences répercussions des politiques, programmes, lois et règlements, actuels ou proposés, sur les hommes et les femmes. Cette section décrit le cadre stratégique de CIC visant l'ACS, fait rapport sur les principales activités en matière d'ACS entreprises par CIC et fournit des ventilations par sexe relativement aux principales statistiques liées à l'immigration fournies dans le rapport.

Pour de plus amples renseignements, y compris les tendances des admissions au fil des ans, veuillez consulter la publication *Faits et chiffres* sur le site Web de CIC à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca.

DOCUMENT D'INFORMATION

Rapport annuel au Parlement sur l'immigration — 2005

Le Rapport annuel au Parlement sur l'immigration — 2005 présente le plan d'immigration du gouvernement pour 2006, fournit des renseignements sur les activités d'immigration pour l'année civile 2004 (pour les résidents permanents et temporaires), offre une mise à jour en milieu d'exercice sur le nombre de résidents permanents admis en 2005 et résume les principales activités entreprises en collaboration avec les provinces et les territoires. En vertu de l'article 94 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) doit déposer le rapport au plus tard le 1^{er} novembre, chaque année.

Points saillants du rapport

Le rapport de cette année fournit des renseignements sur les points suivants :

- **Plan d'immigration du Canada pour 2006.** Le rapport présente l'ensemble des objectifs en matière d'immigration pour la prochaine année civile ainsi que les objectifs pour ce qui est des résidents permanents qui seront admis dans chaque catégorie d'immigration en 2006. Le gouvernement s'engage dans l'ensemble à admettre entre 225 000 et 255 000 résidents permanents en 2006 et prévoit réaliser un équilibre (56 % — 44 %) entre les catégories économiques et non économiques.
- **Partenariats de CIC avec les gouvernements provinciaux et territoriaux.** Ce survol comprend une liste des accords fédéraux-provinciaux-territoriaux actuellement en vigueur et résume les principales initiatives conjointes. En 2004, 6 248 résidents permanents ont été admis dans le cadre du Programme des candidats des provinces afin de répondre aux besoins régionaux ou locaux.
- **Les 235 824 nouveaux résidents permanents admis au Canada en 2004.** Cette section comprend la ventilation par catégorie d'immigrants, province de destination, pays d'origine principaux et profil linguistique.

- **133 746 nouveaux arrivants admis au titre de la catégorie économique en 2004** (soit 57 % du nombre total d'admissions). On y trouve les groupes suivants : travailleurs qualifiés, gens d'affaires immigrants, candidats des provinces et aides familiaux.
- **62 246 nouveaux arrivants admis au titre de la catégorie du regroupement familial en 2004** (soit 26 % du nombre total d'admissions).
- **32 685 réfugiés et autres personnes protégées admises en 2004** (soit 14 % du nombre total d'admissions).
- **6 945 personnes à qui l'on a accordé le statut de résident permanent pour des considérations d'ordre humanitaire en 2004** (soit 3 % du nombre total d'admissions).



COMMUNIQUÉ

2005-23

LE MINISTRE DÉPOSE LE RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR L'IMMIGRATION — 2005

OTTAWA, le 31 octobre 2005 — L'honorable Joe Volpe, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que l'an dernier, le Canada avait atteint les niveaux annuels prévus en matière d'immigration pour la cinquième année consécutive, ayant attiré 235 824 nouveaux résidents permanents en 2004. Les détails sur les niveaux d'immigration atteints, de même que les activités du Ministère en 2004 visant à attirer et à accueillir les nouveaux arrivants, sont exposés dans le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration* déposé aujourd'hui.

Le rapport, qui présente l'ensemble des objectifs en matière d'immigration pour 2006, comprend l'engagement du gouvernement à admettre de 225 000 à 255 000 nouveaux arrivants au Canada en tant que résidents permanents. Le rapport fournit également les objectifs visés pour ce qui est des résidents permanents qui seront admis dans chaque catégorie d'immigration pour 2006.

En outre, le rapport souligne qu'il faut adopter une nouvelle approche à long terme pour planifier l'immigration. De plus, il mentionne que les partenariats renforcés permettant d'améliorer le système d'immigration actuel pour que les demandes soient traitées plus rapidement, et la mise en place d'un système de prestation de services moderne et efficace répondant aux besoins de tous les Canadiens constituent une priorité.

« Le Canada a besoin du dynamisme, de l'ambition et des compétences qu'apportent de nombreux nouveaux arrivants à notre pays chaque année, et nous devons nous assurer qu'ils réussissent après leur arrivée, a déclaré le ministre Volpe. Je suis fermement résolu à produire les résultats auxquels aspirent les Canadiens afin d'assurer la prospérité économique et sociale de notre pays pour notre génération et les générations à venir. »

Pour consulter le rapport annuel du Ministère et le rapport sur le rendement du Ministère de 2004-2005, rendez-vous à l'adresse www.cic.gc.ca.

-30-

Pour de plus amples renseignements (réserve aux médias) :

Stephen Heckbert
Directeur des Communications
Cabinet du ministre
(613) 954-1064

Greg Scott
Relations avec les médias
Direction générale des communications
(613) 941-7028



NEWS RELEASE

2006-17

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION MINISTER TABLES THE 2006 ANNUAL REPORT TO PARLIAMENT ON IMMIGRATION

OTTAWA, October 31, 2006 – The Honourable Monte Solberg, Minister of Citizenship and Immigration Canada, today tabled the 2006 *Annual Report to Parliament on Immigration*. The report outlines Canada's initiatives over the past year to attract and welcome newcomers, and provides a projection of the number of people expected to become permanent residents in 2007.

"Canada's new government believes that immigration should play an important role in building our country and helping our economy grow," said Minister Solberg.

Canada plans to accept between 240,000 and 265,000 newcomers as permanent residents in 2007. This is an increase from the planned range of 225,000 to 255,000 set out in last year's Annual Report.

In tabling the Annual Report, Minister Solberg emphasized that it is also important to make sure that services and supports are in place to give immigrants every opportunity to succeed in their new home. In Budget 2006, the government committed \$307 million in additional funding, for language training and other services that help newcomers settle in their communities. As well, \$18 million dollars was allocated towards establishing an agency for the assessment and recognition of foreign credentials. These measures support the long-term success of newcomers to Canada.

The *Annual Report to Parliament on Immigration*, which must be tabled by November 1 each year, is a requirement under the *Immigration and Refugee Protection Act*. The report includes the linguistic profiles of the permanent residents who came to Canada last year, the number of temporary resident permits issued, and the immigration plan for 2007. Key provincial and territorial considerations are also included in the report, along with a complete list of federal-provincial-territorial agreements.

- 30 -

For more information (media only) please contact:

Pema Lhalungpa
Press Secretary
Minister's Office
Citizenship and Immigration Canada
613-954-1064

Mélanie Carkner
Media Relations Spokesperson
Citizenship and Immigration Canada
613-952-1650



Canada

BACKGROUND

2006 Annual Report to Parliament on Immigration

The 2006 *Annual Report to Parliament on Immigration* announces the government's immigration plan for 2007; presents an overview of Canada's immigration program, including key initiatives and challenges; provides information on the selection of permanent and temporary residents in 2005; gives a mid-year update on the permanent residents admitted in 2006; and summarizes key activities undertaken in collaboration with the provinces and territories. Under section 94 of the *Immigration and Refugee Protection Act*, the Minister of Citizenship and Immigration must table the report on or before November 1 of each year.

Highlights of the Report

- The government plans to admit between 240,000 and 265,000 new permanent residents in 2007. This compares to a range of 225,000 to 255,000 in 2006. Mid-year statistics show that the numbers for 2006 will likely be in the upper end of this range.

Historic Planned Ranges 1995 - 2007	
Year	Planned Range
2007	240,000 - 265,000
2006	225,000 - 255,000
2005	220,000 - 245,000
2004	220,000 - 245,000
2003	220,000 - 245,000
2002	210,000 - 235,000
2001	200,000 - 225,000
2000	200,000 - 225,000
1999	200,000 - 225,000
1998	200,000 - 225,000
1997	195,000 - 220,000
1996	195,000 - 220,000
1995	190,000 - 215,000

- In 2005, Canada admitted 262,236 new permanent residents. This figure is above the planned range of 220,000 to 245,000, partly because immigrants used their visas faster in 2005 than in 2004. CIC can control the number of visas issued, but not *when* people choose to use them. The average time between visa issuance and immigrant arrival in Canada declined by close to 30 days in 2005.

Economic Class

- The planned range for the economic class in 2007 is 141,000 to 158,000. This compares to a planned range of 126,000 to 143,000 in 2006. The economic class includes skilled workers, business immigrants, provincial nominees, live-in caregivers and their dependants.

Family Class

- The planned range for the family class in 2007 is 67,000 to 69,000 newcomers. This compares to a range of 61,000 to 65,000 for 2006. The 2007 planned range includes between 18,000 and 19,000 parents and grandparents, maintaining the same number of parents and grandparents planned for in 2006.

Refugees and Other Protected Persons

- The planned range for 2007 is between 25,900 and 30,800 refugees and other protected persons. This compares to a planned range of 32,800 to 40,300 in 2006. In 2005, Canada admitted 35,768 refugees and other protected persons.
- The expected decline in the number of asylum claims in 2007 is a reflection of a number of factors, most notably a broader global decline in the number of asylum seekers since 2001. In contrast, the 2007 planned levels include an increase in the number of refugees abroad to be resettled to Canada through the Private Sponsorship of Refugees Program. The program provides Canadians with the opportunity to help refugees abroad build a new life in Canada.
- The planned range for privately sponsored refugees for 2007 is 3,000 to 4,500. This compares to a range of 3,000 to 4,000 in 2006.

Other Statistical Highlights

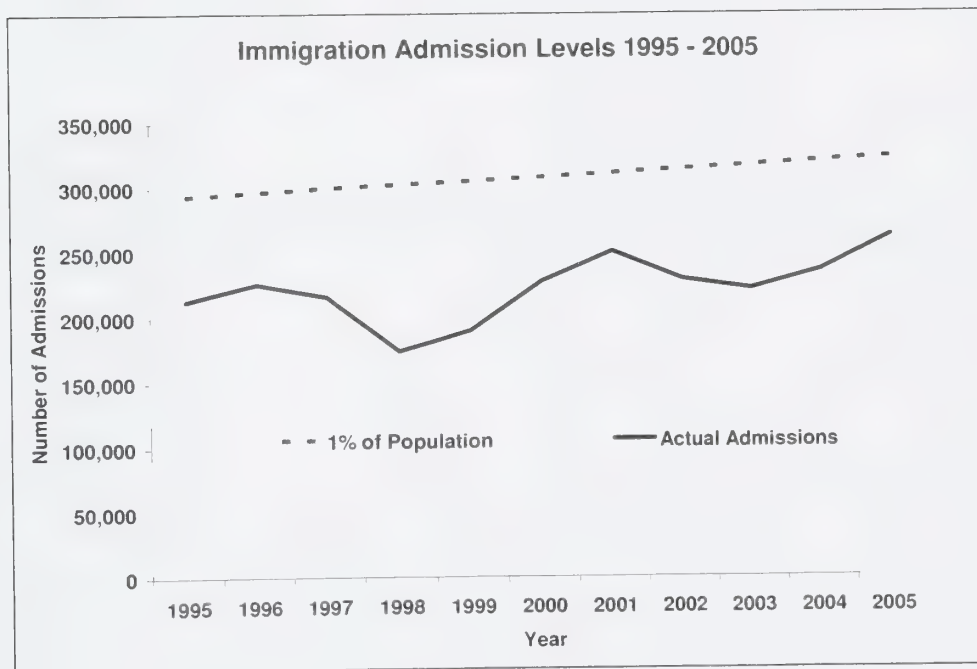
- In 2005, 6,806 people were granted permanent resident status on humanitarian and compassionate grounds, or for other reasons (2.6% of the total).
- There were 13,970 temporary resident permits issued in 2005 to persons seeking to enter Canada. Temporary resident permits are given to people who have compelling reasons to travel to or remain in Canada (such as family reasons, humanitarian grounds, etc.).
- In 2005, Canada issued temporary visas to an additional 1,077,286 people. This number included 99,146 visas issued for temporary foreign workers; 57,476

new study permits granted for international students; and 920,664 temporary visitor visas.

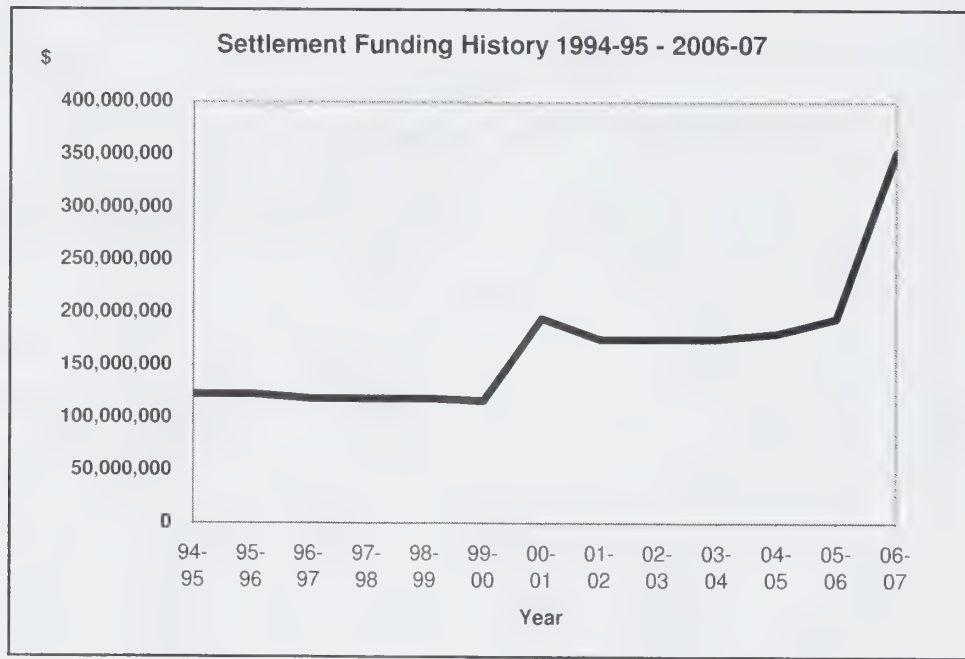
The report also highlights CIC's partnerships with provincial and territorial governments. This overview includes a list of the federal-provincial-territorial agreements currently in force and summarizes the key joint initiatives. In 2005, 8,047 permanent residents were admitted through the Provincial Nominee Program (PNP) to meet provincial and territorial needs. The PNP allows provincial and territorial governments to actively participate in the immigration process. CIC currently has formal agreements with 10 provinces and territories for the nomination of an agreed-upon number of individuals to fill regional and local economic or social needs.

Canada's Immigration Policies — Comments

- Over the years, there have been many reports and alleged promises of a one-percent immigration intake target for Canada. However, government statistics show that not once in the past 13 years has Canada's immigration intake met a target of one percent of the population.

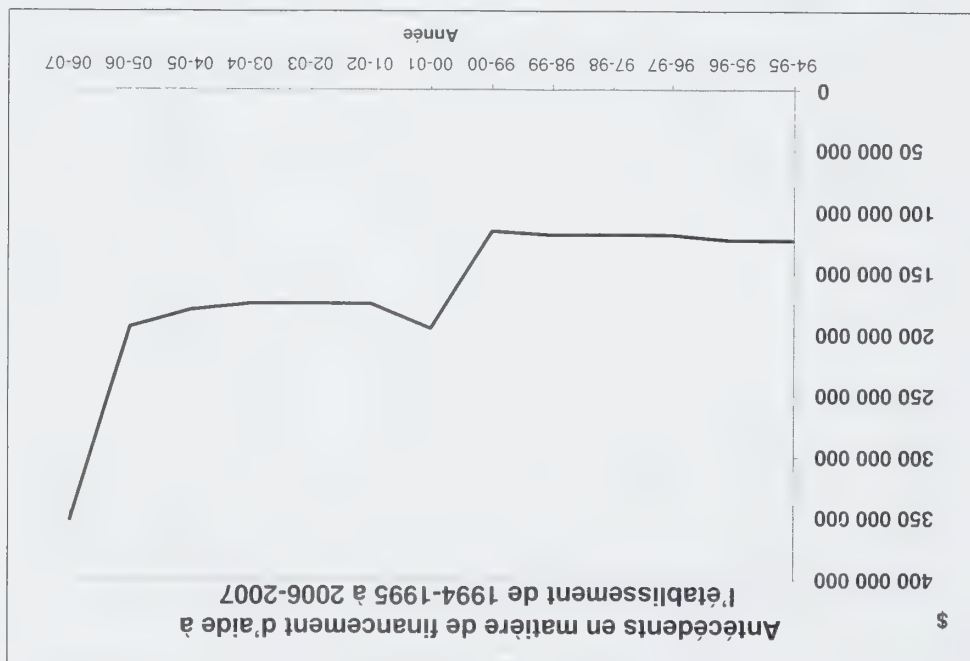


- The 2006 Budget included increased settlement funding, which had remained at the same level in recent years despite rising levels of immigration. Canada's new government committed \$307 million for settlement funding in the 2006 Budget.



For more information, including historical landing patterns, see the publication entitled *Facts and Figures on Citizenship and Immigration* Canada's Web site at www.cic.gc.ca.

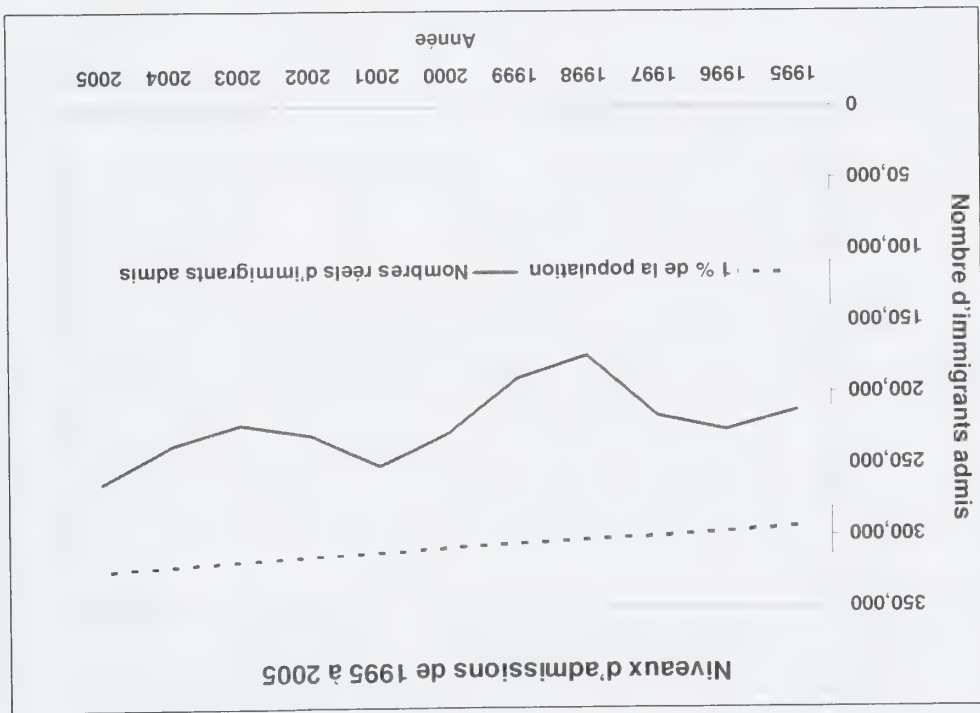
- Le budget de 2006 comprenait des augmentations du financement alloué aux services d'aide à l'établissement, qui étaient restés les mêmes au cours des dernières années, et cela, en dépit des niveaux d'immigration accrus. Le nouveau gouvernement du Canada a alloué 307 M\$ au financement des services d'aide à l'établissement dans le budget de 2006.



Pour de plus amples renseignements, y compris les tendances relatives au nombre d'immigrants admis au fil des ans, veuillez consulter la publication intitulée *Faits et chiffres* sur le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada, à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca.

Politiques en matière d'immigration du Canada — Observations

- Au fil des ans, de nombreux rapports et allégations promettaient un objectif en matière de nouveaux immigrants correspondant à 1 % de la population canadienne. Or, les statistiques gouvernementales indiquent que le nombre de nouveaux immigrants au Canada n'a jamais, au cours des 13 dernières années, atteint 1 % de la population.



Autres points saillants des statistiques

- En 2005, on a accordé le statut de résident permanent à 6 806 personnes pour des motifs d'ordre humanitaire ou autre (2,6 % du nombre total d'immigrants admis).
- On a délivré 13 970 permis de séjour temporaire à des personnes qui désiraient entrer au Canada en 2005. Les permis de séjour temporaires sont délivrés aux personnes qui ont des raisons convaincantes de venir au Canada ou d'y rester (notamment des raisons familiales, des raisons d'ordre humanitaire, etc.).
- En 2005, CIC a délivré des visas temporaires à 1 077 286 autres personnes, dont 99 146 à des travailleurs étrangers, 57 476 nouveaux permis d'études à des étudiants étrangers et 920 664 visas de visiteur.

Le rapport décrit également les partenariats de CIC avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. Ce survol comprend une liste des ententes actuellement en vigueur entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux et résume les principales initiatives conjointes. En 2005, 8 047 résidents permanents ont été admis dans le cadre du Programme des candidats des provinces, afin de combler les besoins des provinces et des territoires. Le Programme des candidats des provinces permet aux gouvernements provinciaux et territoriaux de participer activement au processus d'immigration. CIC possède actuellement des ententes officielles avec dix provinces et territoires pour la nomination d'un nombre déterminé au préalable de personnes, afin de répondre aux besoins économiques ou sociaux à l'échelle locale et régionale.

utilisé leurs visas plus rapidement en 2005 qu'en 2004. CIC peut contrôler le nombre de visas émis, mais pas le moment où les immigrants choisissent de s'en servir. Le temps moyen entre la délivrance des visas et l'arrivée des immigrants au Canada a diminué de près de 30 jours en 2005.

Catégorie économique

- On prévoit accueillir entre 141 000 et 158 000 immigrants de la catégorie économique en 2007, en comparaison avec une prévision d'entre 126 000 et 143 000 en 2006. La catégorie de l'immigration économique comprend les travailleurs qualifiés, les gens d'affaires, les candidats des provinces, les aides familiaux résidents, et leurs personnes à charge.

Catégorie du regroupement familial

- On prévoit accueillir entre 67 000 et 69 000 immigrants dans cette catégorie en 2007, en comparaison avec une prévision d'entre 61 000 et 65 000 en 2006. Parmi les immigrants qu'on prévoit accepter en 2007, on comptera de 18 000 à 19 000 parents et grands-parents, une estimation comparable aux chiffres de 2006.

Réfugiés et autres personnes protégées

- On prévoit accueillir entre 25 900 et 30 800 réfugiés et autres personnes protégées en 2007, en comparaison avec une prévision d'entre 32 800 et 40 300 en 2006. En 2005, 35 768 réfugiés et autres personnes protégées ont été admises au Canada.
- Le déclin attendu du nombre de personnes protégées en 2007 témoigne de divers facteurs, notamment d'une diminution mondiale du nombre de demandeurs d'asile depuis 2001, en comparaison avec les niveaux prévus pour 2007, qui comportaient une augmentation du nombre de réfugiés outre-frontière à réinstaller au Canada par le biais du Programme de parrainage privé de réfugiés. Ce programme permet aux Canadiens d'aider les réfugiés outre frontière à refaire leur vie au Canada.
- Les niveaux prévus pour 2007 comprennent une augmentation du nombre prévu de réfugiés parrainés par des organisations du secteur privé de 3 000 à 4 500, en comparaison avec une prévision d'entre 3 000 et 4 000 en 2006.

DOCUMENT D'INFORMATION

Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2006

Le Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2006 présente le plan d'immigration du Canada pour 2007, offre un aperçu du programme d'immigration du Canada, y compris des principaux défis et initiatives, fournit des renseignements sur la sélection de résidents permanents et temporaires en 2005, fait le point en milieu d'exercice sur le nombre de résidents permanents admis en 2006 et résume les principales activités entreprises en collaboration avec les provinces et les territoires. En vertu de l'article 94 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada doit présenter son rapport au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année.

Points saillants du rapport

- En 2007, le gouvernement est déterminé à admettre entre 240 000 et 265 000 nouveaux résidents permanents. En comparaison, les prévisions concernant le nombre de nouveaux résidents permanents en 2006 étaient de 225 000 à 255 000 en 2006. Les données statistiques compilées à la moitié de l'année indiquent que les chiffres pour 2006 se situeront probablement dans la partie supérieure de cette plage de prévisions.

Prévisions pour les années 1995 à 2007	
Année	Prévisions
2007	240 000 – 265 000
2006	225 000 – 255 000
2005	220 000 – 245 000
2004	220 000 – 245 000
2003	220 000 – 245 000
2002	210 000 – 235 000
2001	200 000 – 225 000
2000	200 000 – 225 000
1999	200 000 – 225 000
1998	200 000 – 225 000
1997	195 000 – 220 000
1996	195 000 – 220 000
1995	190 000 – 215 000

- 262 236 nouveaux résidents permanents ont été admis au Canada en 2005, ce qui marque un dépassement des prévisions pour cet exercice, qui allaient de 220 000 à 245 000, explicable en partie par le fait que les immigrants ont

Pour plus de renseignements (médias seulement) :

Pema Lhalungpa

Attachée de presse

Cabinet du ministre

Citoyenneté et Immigration Canada

613-954-1064

Mélanie Carkner

Porte-parole auprès des médias

Citoyenneté et Immigration Canada

613-952-1650

COMMUNIQUÉ



2006-17

LE MINISTRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION DÉPOSE LE RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR L'IMMIGRATION DE 2006

OTTAWA, le 31 octobre 2006 – L'honorable Monte Solberg, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé aujourd'hui le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration* de 2006. Ce rapport donne un aperçu des projets mis en œuvre par le Ministère au cours de la dernière année pour attirer et accueillir les immigrants, et énonce des prévisions quant au nombre de personnes qui devraient obtenir la résidence permanente en 2007.

« Le nouveau gouvernement du Canada croit que l'immigration devrait jouer un rôle important dans l'édification de notre pays et dans la croissance de notre économie », a indiqué le ministre Solberg.

Le Canada prévoit accueillir entre 240 000 et 265 000 nouveaux arrivants à titre de résidents permanents en 2007. Ce nombre représente une augmentation par rapport à la fourchette prévue de 225 000 à 255 000 dans le dernier rapport annuel.

Lors du dépôt du rapport annuel, le ministre Solberg a souligné qu'il est important de faire en sorte que les immigrants bénéficient des services et du soutien dont ils ont besoin pour avoir toutes les chances de réussir dans leur nouvelle patrie. Dans son budget de 2006, le gouvernement du Canada a augmenté de 307 millions de dollars le financement des services d'aide à l'établissement, comme les cours de langue, et il a alloué 18 millions de dollars à l'établissement d'une agence chargée de l'évaluation et de la reconnaissance des titres de compétence acquis à l'étranger. Ces mesures appuient la réussite à long terme des nouveaux arrivants au Canada.

Le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration*, qui doit être déposé au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, est une exigence de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Le rapport présente les profils linguistiques des résidents permanents arrivés au Canada au cours de la dernière année, précise le nombre de permis de séjour temporaire délivrés, et dévoile le plan en matière d'immigration pour 2007. Les principales questions concernant les provinces et les territoires y sont également abordées. Il comprend enfin la liste complète des ententes conclues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires.



EA1
CI
N26

NEWS RELEASE

CANADA TO ACCEPT UP TO 265,000 NEW IMMIGRANTS IN 2008

OTTAWA, October 31, 2007 – The Honourable Diane Finley, Minister of Citizenship and Immigration, announced today that Canada expects to welcome between 240,000 and 265,000 newcomers in 2008.

The target is set out in the 2007 *Annual Report to Parliament on Immigration* tabled today in the House of Commons. The report provides information on immigration activities in 2006 and outlines the immigration plan for 2008.

“Our government believes that immigration plays an important role in building our communities and growing our economy,” said Minister Finley. “The immigration targets tabled today will help ensure that Canada continues to grow and benefit from all that newcomers and their families bring to our country.”

The Canadian Experience Class, first announced in the 2007 budget and a key element of the government’s long-term immigration plan, will be implemented in 2008 for certain skilled temporary workers and international students with Canadian degrees and Canadian work experience. Once the class is established and for the first time, individuals meeting specific criteria will be able to apply for permanent resident status from within Canada.

The Canadian Experience Class adds to other initiatives to address labour market needs and to help in the successful integration of newcomers. These include establishing the Foreign Credentials Referral Office (FCRO), improving the Temporary Foreign Worker program and expanding the Provincial Nominee Program.

The FCRO is working with the provinces and territories to help internationally trained individuals get their skills assessed and recognized. The Provincial Nominee Program allows provinces and territories to identify and nominate immigrants who will address their labour market needs.

.../2

Canada is continuing its humanitarian tradition by, for example, resettling 800 Karen refugees from Thailand and committing to welcoming 2,000 more. Canada also played an important role in negotiations on the protracted situation of Bhutanese refugees in Nepal, agreeing to resettle 5,000 of them over the next few years.

The federal government has also committed an additional \$1.3 billion in settlement funding over five years, and \$342 million per year ongoing, to help newcomers succeed.

The *Annual Report to Parliament on Immigration*, which must be tabled by November 1 each year, is a requirement under the *Immigration and Refugee Protection Act*. See the attached backgrounder for highlights from the report.

For more information (media only) please contact:

Tim Vail
Press Secretary
Minister's Office
Citizenship and Immigration Canada
613-954-1064

Karen Shadd-Evelyn
Media Relations Spokesperson
Citizenship and Immigration Canada
613-952-1650



BACKGROUND

2007 Annual Report to Parliament on Immigration

The *2007 Annual Report to Parliament on Immigration* announces the government's immigration plan for 2008 and provides complete information on immigration activities for the calendar year 2006. The report also summarizes key activities undertaken in collaboration with the provinces and territories and provides a brief mid-year update for 2007. The report, which must be tabled by November 1 each year, is a requirement under the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Outlined below are some of the report's highlights related to the 2008 immigration plan; the 2006 immigration activities; 2007 activities to date; and federal-provincial-territorial collaboration.

HIGHLIGHTS OF THE REPORT

The Immigration Plan for 2008

- In 2008, the government plans to admit between 240,000 and 265,000 new permanent residents. The 2008 immigration levels are in line with a balanced immigration program that aims to meet Canada's labour market needs while fostering family reunification and honouring the humanitarian principles of refugee protection.
- Between 139,000 and 154,000 new permanent residents will be admitted in the **Economic Class** in 2008. To respond to labour market needs, growing admissions in the Provincial Nominee Program will be accommodated and a new avenue to immigration will be introduced, the Canadian Experience Class. To be implemented in 2008, this new stream will enable certain temporary foreign workers and international students with

Canadian degrees and Canadian work experience to apply for permanent residency from within Canada.

- **Reuniting families** is an important principle of Canada's immigration policy and legislation. The 2008 levels plan upholds Canada's support for family reunification by planning for between 68,000 and 71,000 admissions of spouses, partners, dependants, parents and grandparents in 2008.
- Each year, Canada protects many thousands of people through the in-Canada **refugee protection system and the resettlement of refugees** selected abroad. The plan also maintains strong refugee admissions: between 26,000 and 31,800 permanent residents will be admitted in this category. Up to an additional 8,000 new permanent residents could also be accepted for **humanitarian and compassionate** reasons.

Immigration Highlights for Calendar Year 2006

- In 2006, with its various partners both in Canada and overseas, Citizenship and Immigration Canada admitted 251,649 permanent residents and more than 1.2 million temporary residents.
- Of the 251,649 new permanent residents admitted:
 - 138,257 were admitted under the economic class (54.9% of the total). This includes skilled workers, business immigrants, provincial nominees and live-in caregivers.
 - 70,506 were admitted under the family class (28.1% of the total).
 - 32,492 protected persons were admitted (12.9% of the total).
 - 10,223 were granted permanent resident status on humanitarian and compassionate grounds (4.1% of the total).
- In addition to permanent residents, Canada's immigration program also provides for the temporary entry of foreign workers, students and visitors. In 2006, about 1.2 million temporary permits and visas were issued. Specifically:

- 112,658 temporary work permits were issued to foreign workers;
 - 61,703 new study permits were granted to international students;
 - 13,412 temporary resident permits were issued; and
 - 987,378 temporary visitor visas were issued.
- In 2006, Canadian citizenship was also granted to 259,802 permanent residents who qualified to apply for citizenship after living in Canada for three years.

2007 Mid-Year Update

- Between January and June 2007, 109,524 newcomers were admitted. Overall, Canada plans to admit between 240,000 and 265,000 new permanent residents in 2007. It is anticipated that final 2007 levels will be within the planned range.
- The total number of newcomers admitted to Canada between January and June 2007 in the economic category is 59,248 (42% of the planned range). There were 31,860 people admitted to Canada in the family class during the same time period (47.5% of the planned range).
- The Government of Canada also confirmed \$1.3 billion in settlement funding over five years to help newcomers succeed.

Federal-Provincial-Territorial Collaboration

- Two framework agreements relating to federal-provincial/territorial cooperation on immigration were signed in 2007. First-ever agreements were signed with Alberta in May and with Nova Scotia in September. Both of these agreements contain annexes that remove the limit on the number of immigrants that can be nominated through their provincial nominee programs to help meet the growing demand for labour. Both agreements also include the

intention to develop annexes to facilitate the entry of temporary foreign workers.

- As well, the federal government renewed a Provincial Nominee Program agreement with Newfoundland and Labrador. Signed in November 2006, this new agreement removed the limit on the number of provincial nominees.
- Also, in November 2006, a memorandum of understanding was signed between the Government of Canada, the Province of Ontario and the City of Toronto to help improve immigrant outcomes in areas such as, for example, access to employment, services and education and training opportunities. This agreement marks the first time municipal interests have been formally represented in immigration policy and program discussions.

For a copy of the annual report, visit Citizenship and Immigration Canada's website at www.cic.gc.ca.

Collaboration fédérale-provinciale-territoriale

- Deux tout nouveaux accords-cadres portant sur la coopération fédérale-provinciale-territoriale en matière d'immigration ont été signés en 2007, soit avec l'Alberta en mai et la Nouvelle-Écosse en septembre. Ces deux accords comportent des annexes qui éliminent le plafond quant au nombre d'immigrants qui peuvent être désignés dans le cadre des programmes des candidats des provinces afin d'aider à répondre à la demande croissante de main-d'œuvre. Ils prévoient également l'établissement d'annexes afin de faciliter l'entrée des travailleurs étrangers temporaires.
- Par ailleurs, le gouvernement fédéral a renouvelé un accord lié au Programme des candidats des provinces avec Terre-Neuve-et-Labrador. Signé en novembre 2006, ce nouvel accord élimine le plafond quant au nombre de candidats pouvant être désignés.
- De plus, en novembre 2006, le gouvernement du Canada, la province de l'Ontario et la ville de Toronto ont signé un protocole d'entente pour améliorer la situation des immigrants dans des domaines tels que l'accès à l'emploi, aux services et aux possibilités d'éducation et de formation. C'est la première fois que les intérêts municipaux sont officiellement représentés dans des discussions concernant les politiques et les programmes en matière d'immigration.

Pour obtenir un exemplaire du rapport annuel, visitez le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada, à l'adresse suivante : www.cic.gc.ca.

- 32 492 personnes protégées ont été admises (12,9 % du total);
- 10 223 ont obtenu le statut de résident permanent pour des motifs d'ordre humanitaire (4,1 % du total).

- En plus d'accueillir des résidents permanents, le programme d'immigration du Canada prévoit également l'entrée de travailleurs temporaires, d'étudiants et de visiteurs. En 2006, environ 1,2 million de visas de résident temporaires et de permis de séjour temporaires ont été délivrés, comme suit :
 - 112 658 permis de travail temporaires l'ont été à des travailleurs étrangers;
 - 61 703 nouveaux permis d'études l'ont été à des étudiants étrangers;
 - 13 412 permis de séjour temporaires ont été octroyés;
 - 987 378 visas de visiteur temporaires ont été délivrés.

- En 2006, la citoyenneté canadienne a également été accordée à 259 802 résidents permanents qui remplissaient les conditions requises pour demander la citoyenneté après avoir vécu au Canada pendant trois ans.

Bilan de mi-année 2007

- Entre janvier et juin 2007, 109 524 nouveaux arrivants ont été admis. En tout, le Canada projette d'accueillir entre 240 000 et 265 000 nouveaux résidents permanents en 2007, et il est en bonne voie de respecter cette fourchette cible.
- Le nombre total de nouveaux arrivants admis au Canada entre janvier et juin 2007 dans la catégorie économique est de 59 248 (42 % de la fourchette cible). Dans la catégorie du regroupement familial, 31 860 personnes ont été admises au Canada durant la même période (47,5 % de la fourchette cible).
- Le gouvernement du Canada a également confirmé un financement de l'établissement de 1,3 milliard de dollars sur cinq ans pour aider les nouveaux arrivants à réussir.

- **La réunification des familles** est un principe important des politiques et de la législation canadiennes en matière d'immigration. Le plan d'immigration établi pour 2008 confirme le soutien du Canada à l'égard de la réunification des familles en prévoyant entre 68 000 et 71 000 admissions d'époux, de conjoints, de partenaires, de personnes à charge, de parents et de grands-parents en 2008.

- Chaque année, le Canada protège des milliers de personnes par l'entremise du **système d'octroi de l'asile au Canada et du système de rétablissement des réfugiés** sélectionnés à l'étranger. Le plan maintient également un nombre important d'admissions de réfugiés : entre 26 000 et 31 800 résidents permanents seront admis dans cette catégorie. Jusqu'à 8 000 nouveaux résidents permanents supplémentaires pourraient aussi être acceptés pour des motifs d'ordre **humanitaire**.

- En 2006, avec ses divers partenaires au Canada et à l'étranger, Citoyenneté et Immigration Canada a admis 251 649 résidents permanents et plus de 1,2 million de résidents temporaires.

- Sur les 251 649 nouveaux résidents permanents admis :
 - 138 257 l'ont été dans la catégorie économique (54,9 % du total). Cela comprend les travailleurs qualifiés, les gens d'affaires, les candidats des provinces et les aides familiaux résidents;
 - 70 506 l'ont été dans la catégorie du regroupement familial (28,1 % du total);

DOCUMENT D'INFORMATION

Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2007
Le Rapport annuel au Parlement sur l'immigration de 2007
présente le plan d'immigration du gouvernement pour 2008 et fournit de l'information complète sur les activités d'immigration pour l'année civile 2006. Il résume également les principales activités menées en collaboration avec les provinces et les territoires, et fournit un bref bilan pour la mi-année 2007. Le rapport, qui doit être déposé au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, constitue une exigence en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Voici quelques faits saillants du rapport liés au plan d'immigration pour 2008; aux activités d'immigration de 2006; aux activités menées à ce jour en 2007; et à la collaboration fédérale-provinciale-territoriale.

POINTS SAILLANTS DU RAPPORT

PLAN D'IMMIGRATION POUR 2008

- En 2008, le gouvernement prévoit admettre entre 240 000 et 265 000 nouveaux résidents permanents. Les niveaux d'immigration de 2008 se situent dans la perspective d'un programme d'immigration équilibré qui vise à répondre aux besoins du marché du travail du Canada tout en favorisant le regroupement des familles et en respectant les principes humanitaires de protection des réfugiés.
- Entre 139 000 et 154 000 nouveaux résidents permanents seront admis dans la **catégorie économique** en 2008. Des efforts seront faits pour aider à répondre aux besoins du marché du travail en

Le BORTCE travaille avec les provinces et les territoires pour aider les personnes formées à l'étranger à faire évaluer et reconnaître leurs compétences, tandis que le Programme des candidats des provinces permet aux provinces et aux territoires de trouver et de désigner des immigrants pour répondre aux besoins de leur marché du travail respectif.

Le Canada poursuit sa tradition humanitaire, par exemple en rétablissant 800 réfugiés karens de Thaïlande et en s'engageant à en accueillir 2 000 de plus. Il a aussi joué un rôle important dans les négociations entourant la situation de crise prolongée que vivent les réfugiés bhoutanais au Népal, acceptant d'en rétablir 5 000 au cours des prochaines années.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral a alloué un financement supplémentaire de 1,3 milliard de dollars sur cinq ans à l'établissement, ainsi que 342 millions de dollars de financement continu par année, pour aider les nouveaux arrivants à réussir.

Le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration*, qui doit être déposé au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, constitue une exigence en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Le document d'information ci-joint en décrit les points saillants.

- 30 -

**Pour de plus amples renseignements (représentants des médias
seulement), veuillez communiquer avec :**

Tim Vail

Attaché de presse

Cabinet de la ministre

Citoyenneté et Immigration Canada

613-954-1064

Karen Shadd-Evelyn

Porte-parole, Relations avec les médias

Citoyenneté et Immigration Canada

613-952-1650



COMMUNIQUE

LE CANADA ACCEPTERA JUSQU'À 265 000 NOUVEAUX IMMIGRANTS EN 2008

OTTAWA, le 31 octobre 2007 – L'honorable Diane Finley, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que le Canada s'attend à accueillir entre 240 000 et 265 000 nouveaux arrivants en 2008.

C'est l'objectif indiqué dans le *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration* de 2007, déposé aujourd'hui à la Chambre des communes. Le rapport fournit de l'information sur les activités d'immigration menées en 2006, et expose le plan d'immigration pour 2008.

« Notre gouvernement croit que l'immigration joue un rôle important dans l'épanouissement de nos collectivités et la croissance de notre économie, a déclaré la ministre Finley. Les objectifs en matière d'immigration présentés aujourd'hui permettront au Canada de poursuivre son essor et de continuer à tirer parti de tout ce qu'apportent pour notre pays les nouveaux arrivants et leurs familles. »

La catégorie de l'expérience canadienne, qui a été annoncée en premier lieu dans le budget de 2007 et qui constitue un élément clé du plan d'immigration à long terme du gouvernement, entrera en vigueur en 2008 pour certains travailleurs temporaires qualifiés et étudiants étrangers possédant un diplôme canadien et ayant acquis une expérience de travail au Canada. Une fois en vigueur, cette catégorie permettra pour la première fois aux personnes répondant à des critères précis de demander la résidence permanente à partir du Canada.

La catégorie de l'expérience canadienne s'ajoute à d'autres initiatives visant à répondre aux besoins du marché du travail et à favoriser l'intégration des nouveaux arrivants. Ces initiatives comprennent notamment la mise sur pied du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers (BORTCE), l'amélioration du Programme concernant les travailleurs étrangers temporaires ainsi que l'élargissement du Programme des candidats des provinces.

.../2

3 1761 11550963 0

